

RAPPORT GENERAL

SUR LA

SECURITE SOCIALE

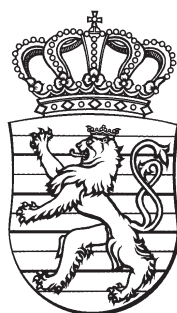
AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

1999

**MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE
INSPECTION GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE**

RAPPORT GENERAL
SUR LA
SECURITE SOCIALE
AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

1999



**LUXEMBOURG
NOVEMBRE 2000**

APERCU GLOBAL SUR LA PROTECTION SOCIALE AU LUXEMBOURG

Partie descriptive

DONNEES FINANCIERES GLOBALES

Partie statistique

Signes utilisés dans le Rapport général

- Néant
- 0,0 Donnée très faible, généralement inférieure à la moitié de la dernière unité ou décimale des nombres mentionnés sous la rubrique
- . Donnée non disponible
- (.) Donnée non disponible (incluse ailleurs)

Sommaire

| <i>PARTIE DESCRIPTIVE</i> | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| 1. Les dépenses et les recettes au Luxembourg | 1 |
| 2. Comparaison internationale | 8 |
| <i>PARTIE STATISTIQUE</i> | |
| 1. Protection sociale au Luxembourg | 15 |
| 1.1. Note méthodologique relative à l'élaboration des statistiques des recettes courantes et des dépenses courantes de la protection sociale | 15 |
| 1.2. Tableaux des recettes et des dépenses courantes de la protection sociale pour les années 1998 et 1999 | 18 |
| Tableaux 1. - 4. Statistiques de la protection sociale - Recettes et dépenses courantes 1998 et 1999 | 19-25 |
| Tableaux 5. - 8. Tableaux récapitulatifs pour la période 1970 à 1999 des opérations courantes par régime de protection sociale en millions de francs et en pour cent du produit intérieur brut (PIB) | 26-29 |
| 2. Protection sociale dans l'Union Européenne | 30 |
| 2.1. Remarques préliminaires et sources statistiques | 30 |
| 2.2. Tableaux concernant la protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne | 31 |
| Tableaux 1. - 4. Protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne (en millions d'ECU) 1990-1997 | 31-34 |
| Tableau 5. Données économiques et démographiques | 35 |
| Annexe - Données statistiques générales | 36 |
| I. Population et main-d'oeuvre | 36 |
| Tableau 1. Evolution de la population totale par groupe d'âge et par sexe | 36 |
| Tableau 2a. Emploi et population active | 37 |
| Tableau 2b. Emploi salarié par branche d'activité | 37 |
| II. Statistiques économiques | 37 |
| Tableau 3. Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) (version nationale) et du revenu national net disponible | 37 |
| Tableau 4. Evolution des indices généraux des prix à la consommation | 38 |
| Tableau 5. Les variations annuelles de l'indice des prix à la consommation calculées en % sur la moyenne des 12 mois de l'année | 38 |
| Tableau 6. Les échéances de l'échelle mobile des salaires (nombre-indice du coût de la vie) et les variations annuelles y relatives | 39 |
| Tableau 7. Evolution du salaire social minimum 1970-1999 | 40 |
| Tableau 8. Variation des minimum et maximum cotisables en matière d'assurance maladie à partir du 1.4.1981 | 41 |
| Tableau 9. Evolution du plafond cotisable en matière d'assurance pension 1970-1999 | 42 |

1. Les dépenses et les recettes au Luxembourg

1. Le cadre statistique

“La protection sociale dans le monde est un facteur productif. Elle n’est pas un fardeau, ni une dépense malvenue... La protection sociale apporte des bienfaits considérables à nos sociétés et à nos économies”. ¹⁾

Les interventions à caractère social menées par la collectivité pour atténuer les conséquences d’événements malheureux de l’existence et libérer la communauté humaine du besoin, semblent absorber annuellement une part accrue des richesses nationales. Les stratégies envisagées pour préparer l’avenir de la protection sociale sont appelées à concilier les aspirations de la collectivité pour étendre la protection de tous les individus contre les risques et éventualités avec les ressources de financement disponibles. A une époque marquée par des mutations profondes des structures sociales et économiques, accompagnées par une ouverture progressive des frontières nationales, l’expansion des dépenses de protection sociale provoque des discussions animées de la part des acteurs de la vie publique, des prestataires de soins, des employeurs et des assurés à propos de la situation actuelle et de l’orientation future du système, et traduit une préoccupation réelle pour garantir la pérennité du système de protection mis en place sans qu’une part accrue de la richesse nationale ne soit consacrée à son financement.

L’évolution mérite d’être analysée tant au niveau national qu’international au moyen d’un cadre statistique commun aux pays concernés. Le besoin de mesurer cet effort social, de suivre son évolution et de le comparer dans le temps et dans l’espace, a amené les pays membres de l’Union Européenne à charger l’Office Statistique des Communautés Européennes (EUROSTAT) d’élaborer un système de statistiques de la protection sociale (SESPROS) qui se propose de donner un aperçu global de tous les transferts sociaux comprenant outre la sécurité sociale, l’assistance sociale et l’aide sociale. Le cadre imposé garantit une comparaison des divers systèmes de protection sociale appliqués sans tenir compte de l’organisation, centralisée ou décentralisée ni des sources de financement (impôts ou cotisations). Il s’inspire notamment de la convention 102 de l’Organisation Internationale du Travail qui se réfère à un faisceau d’événements contre lesquels les Etats signataires organisent une protection à l’intention de leur population. La liste énonce les risques et besoins suivants: la maladie, les soins de santé et de maternité, l’invalidité, la vieillesse, la survie, la famille, le chômage, le logement, l’exclusion sociale et divers. Les statistiques reproduites se réfèrent aux opérations courantes hors dépenses d’investissement ou dépenses en capital.

Les dépenses et les recettes courantes, qui n’incluent pas les prélèvements ni les dotations aux réserves, sont établies selon une double classification à savoir, d’une part, selon les fonctions de risque ou les sources de financement, et d’autre part, selon les types de régimes en cause.

Dans la comparaison des dépenses de protection sociale avec le produit intérieur brut (PIB), il faut attirer l’attention sur l’élaboration d’une nouvelle série PIB version SEC95 introduite par tous les pays de l’Union Européenne au courant de 1999. Le nouveau Système Européen des Comptes (SEC95) constitue un pas important dans le processus d’harmonisation des cadres comptables, des concepts et des définitions. Entièrement cohérent avec la version révisée du Système de Comptabilité Nationale de 1993 des Nations Unis qui sert de

1) P. Flynn, Commissaire pour l’emploi et les affaires sociales à la Commission Européenne, *Allocution d’ouverture in “Modernisation et amélioration de la protection sociale”, Bulletin luxembourgeois des questions sociales, vol. 4, 1997.*

référence au niveau mondial pour l'établissement des comptes nationaux, le SEC95 apporte des améliorations méthodologiques substantielles qui affectent l'ensemble des résultats des branches et des secteurs et augmentent sensiblement le PIB de l'ancienne version SEC79 en raison d'une nouvelle délimitation des investissements et de nouveaux principes d'évaluation de la production surtout pour les assurances et les administrations publiques.

Une harmonisation sur le traitement des services d'intermédiation financière – ou production imputée des services bancaires qui posait problème dans l'ancien SEC79 - n'a cependant pu être réalisée au niveau des pays de l'Union Européenne, et un délai supplémentaire est laissé aux pays pour tester les différentes méthodes proposées pour la ventilation de ces services devant aboutir à une décision finale. A cause de ce remaniement en profondeur le prélèvement et la charge de la protection sociale exprimés par rapport à la richesse nationale sont différents des taux publiés dans les éditions antérieures. De plus une certaine prudence est recommandée quant aux conclusions à tirer lorsque l'effort social est mesuré par rapport à la production nationale pour des années antérieures à 1995.

Dans la suite les dépenses et recettes de protection sociale sont rapportées au PIB, sauf pour la partie de ce chapitre afférente à la comparaison internationale où le PIB version SEC a été retenu pour éviter une divergence avec les chiffres publiés par EUROSTAT. Puisque la nouvelle série PIB SEC95 couvre seulement la période 1995 à 1999, l'ancienne version du PIB a été utilisée pour établir les indicateurs pour les années historiques 1970 et postérieures.

2. La part de la protection sociale dans le PIB

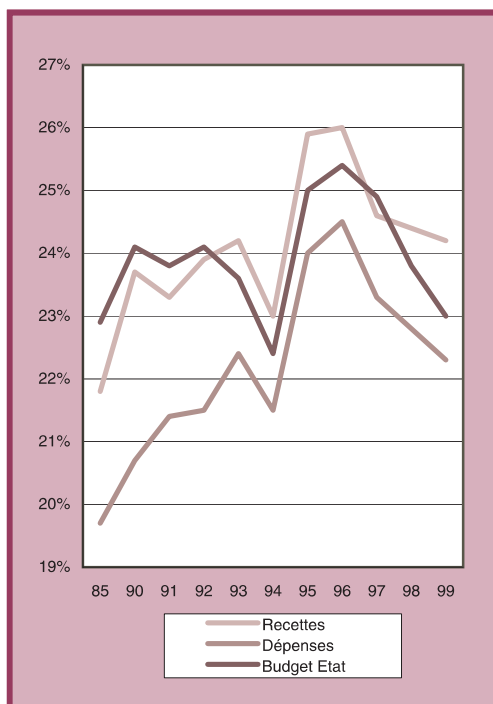
Les dépenses de protection sociale, hors opérations de transferts entre les institutions et gestions (voir tableau 1), atteignent 163,4 milliards de francs en 1999 (contre 152 milliards de francs en 1998) et représentent 22,3% du PIB (SEC95). Le prélèvement effectué pour couvrir ces dépenses s'élève à 177,3 milliards de francs (24,2% du PIB). Cette expansion importante des dépenses est due essentiellement à l'introduction d'une assurance dépendance, branche nouvelle de la sécurité sociale qui couvre les aides et les soins requis par les personnes dépendantes dans les actes essentiels de la vie. La nouvelle assurance obligatoire financée au moyen d'une participation de l'Etat de 45 % des dépenses totales, d'une contribution du secteur de l'énergie et d'une contribution dépendance de 1% sur les revenus professionnels, les revenus de remplacement et du patrimoine, compte tenu d'un abattement, ouvre un droit inconditionnel à des prestations en nature et subsidiairement à des prestations en espèces sur base d'un système d'évaluation, d'orientation et de prise en charge. En attendant une ventilation statistique adéquate, les prestations au montant de 5,5 milliards de francs sont englobées dans la fonctions invalidité.

L'année 1999 clôture avec un solde global positif de 13,9 milliards de francs qui masque cependant un excédent des dépenses persistant dans la branche maladie - maternité et le déficit de financement des prestations familiales de 4,6 milliards de francs (contre 2,5 milliards de francs en 1998) mis à charge de l'Etat en vertu de la loi du 23 décembre 1995. Le régime général de pension qui clôture avec un excédent comptable de 11,7 milliards de francs reflète l'expansion toujours soutenue de l'emploi intérieur. Au niveau global de la protection sociale et sur les trente dernières années, les recettes ont dépassé les dépenses courantes de sorte que le régime contributif de l'assurance pension, et, dans une moindre mesure, l'assurance accidents, ont pu accumuler des réserves notables.

Tableau 1. - Dépenses et recettes courantes de la protection sociale (sans transferts entre gestions)

| Année | Dépenses courantes | | Recettes courantes | | Solde |
|-------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| | en millions de francs | en % du PIB | en millions de francs | en % du PIB | |
| 1970 | 8 837 | 15,7% | 9 842 | 17,5% | 1 005 |
| 1985 | 54 717 | 19,7% | 60 617 | 21,8% | 5 900 |
| 1990 | 81 146 | 20,7% | 93 068 | 23,7% | 11 922 |
| 1995 | 128 999 | 24,0% | 139 237 | 25,9% | 10 238 |
| 1998 | 151 961 | 22,8% | 162 646 | 24,4% | 10 685 |
| 1999 | 163 395 | 22,3% | 177 272 | 24,2% | 13 877 |

Graphique 1. - Evolution de la protection sociale et du budget de l'Etat (en pour cent du PIB)



L'examen de la série des recettes et dépenses sur les trente dernières années du tableau 1 et du graphique 1 permet de distinguer trois phases: une première période commençant en 1970 se caractérise par le relèvement des prestations et par l'élargissement du cercle des bénéficiaires entraînant une expansion fulgurante des dépenses jusqu'au début des années quatre-vingt suivie d'une période marquée par l'effort d'infléchir la tendance, de sorte que la part des dépenses de protection sociale dans la richesse nationale s'est maintenue à un niveau plus constant. Au début de la décennie quatre - vingt – dix le rythme d'augmentation des dépenses s'est à nouveau accéléré pour culminer à 11% par an jusqu'en 1993 et revenir à 5,7% au cours de l'année 1998.

L'accroissement annuel moyen des prestations pour la période 1990 à 1999 se situe à 8,2% au regard d'une augmentation du PIB en valeur nominale de 7,2% par an.

L'augmentation continue des prestations et le poids de celles-ci dans le produit intérieur brut semble constituer la tendance marquante à long terme de la protection sociale même dans un environnement marqué par d'une croissance parfois exemplaire de la production nationale.

Quant aux recettes, elles ont accompagné l'expansion des dépenses de façon automatique si les dispositions de financement prévoyaient une participation directe de l'Etat dans certaines prestations, ou bien ont suivi le mouvement grâce à l'effet combiné de l'évolution dynamique de l'emploi et de la hausse des rémunérations. En raison de la sensibilité des placements à revenu fixe par rapport aux taux d'intérêts du marché des capitaux, les revenus du patrimoine ont légèrement fléchi suite à la détente des taux d'intérêts malgré un volume accru des capitaux placés. Globalement sur l'ensemble de la période 1990 à 1999 le taux de progression par an des recettes a été inférieur de 0,8% à celui des prestations.

3. Les dépenses de protection sociale

Les dépenses courantes hors transferts entre gestions sont constituées à raison de 96,9% de prestations et de 2,6 % de frais de fonctionnement; les dépenses diverses qui n'ont pas le caractère de frais administratifs ni ne sont reconnues comme prestations se limitent en moyenne à 1%.

Au niveau de la répartition des prestations au cours des vingt dernières années, la fonction vieillesse a connu au début de la décennie quatre-vingt l'augmentation la plus vive due aux répercussions du coût du régime de préretraite créé en faveur du secteur de la sidérurgie que la crise a frappé de plein fouet, suivie de l'assurance maladie en conséquence de la réforme portant sur l'élargissement du cercle des bénéficiaires et sur le relèvement de la prise en charge des prestations.

Au cours des années récentes (tableau 2) l'augmentation des dépenses provient d'une hausse substantielle des prestations en faveur de la famille passant de 2,2% du PIB en 1990 à 3,4% en 1999 suite aux améliorations apportées aux conditions d'attribution de l'allocation de rentrée scolaire, de l'allocation d'éducation et du relèvement du montant de l'allocation de maternité ; elle est suivie en 1999 par l'introduction d'un congé parental à temps plein de 6 mois ou à temps partiel de 12 mois accordé à toute personne qui s'adonne principalement à l'éducation de l'enfant âgé de moins de 5 ans. Parallèlement au courant de cette décennie, le montant unitaire des allocations familiales déjà augmenté en 1993 a été majoré à partir du 1.1.1998 de 1 000 F par enfant et par mois en contrepartie de la réduction de l'abattement pour charge d'enfants au barème de l'impôt sur le revenu. Les prestations de vieillesse et de survie continuent aussi à progresser et 9,2% du PIB leur sont consacrés en 1999 en conséquence des diverses réformes intervenues dans le domaine du régime de pension du secteur privé, dans une moindre mesure de l'application des dispositions sur la préretraite, et au 1.1.1999 de l'ajustement de 1,3% des pensions du régime général et des régimes statutaires au niveau des salaires de 1997. De leur côté, les prestations de maladie avec 23,6% de l'ensemble des prestations et un poids de 5,1% du PIB en 1999 ont poursuivi leur augmentation à un rythme de 9% entre 1998 et 1999 ; avec

Tableau 2. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale

| Fonctions | A) exprimées en % du PIB (version nationale) | | | |
|---|--|--------------|--------------|--------------|
| | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 |
| Maladie | 4,5 | 4,8 | 5,5 | 5,1 |
| Invalidité, infirmité | 2,6 | 2,4 | 2,6 | 2,8 |
| Accidents de travail et maladies professionnelles | 0,7 | 0,6 | 0,7 | 0,6 |
| Vieillesse, survie | 9,1 | 9,5 | 10,8 | 9,2 |
| Maternité, famille | 1,7 | 2,2 | 3,1 | 3,4 |
| Chômage, placement | 0,3 | 0,2 | 0,5 | 0,4 |
| Logement, divers | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 0,1 |
| Total | 19,0 | 20,0 | 23,1 | 21,6 |
| Fonctions | B) exprimées en % du total des prestations | | | |
| | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 |
| Maladie | 23,3 | 24,0 | 23,6 | 23,6 |
| Invalidité, infirmité | 13,6 | 12,3 | 11,3 | 13,1 |
| Accidents de travail et maladies professionnelles | 3,8 | 3,1 | 2,9 | 2,9 |
| Vieillesse, survie | 47,9 | 47,5 | 46,6 | 42,6 |
| Maternité, famille | 9,1 | 10,9 | 13,3 | 15,7 |
| Chômage, placement | 1,4 | 0,9 | 2,2 | 1,9 |
| Logement, divers | 0,8 | 1,3 | 0,1 | 0,2 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

répercussion sur les prestations en espèces a été introduit un congé pour raisons familiales d'un maximum de 2 jours par an en faveur de l'assuré ayant à charge un enfant nécessitant en cas d'une raison impérieuse de santé la présence d'un de ses parents.

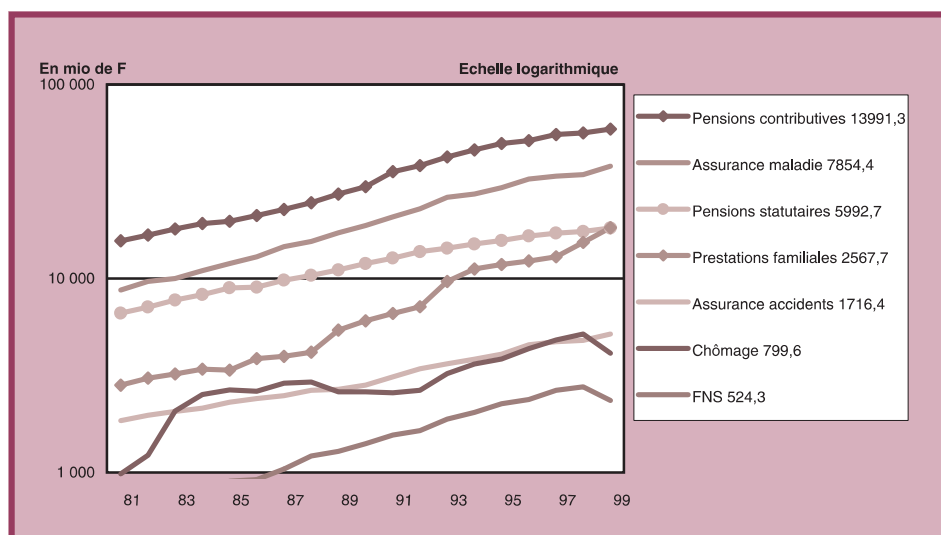
L'intensité des augmentations est confirmée par le tableau 2B qui présente les prestations en pour cent du total. En 1999 la répartition est influencée principalement par la recrudescence des prestations en faveur de la fonction famille qui occupe maintenant la 3e place en volume et de la fonction invalidité, accompagnée par un fléchissement des prestations servies en relation avec les accidents et des maladies d'origine professionnelle revenant à 2,9% du total en 1999; ce montant atteignait encore 7,1% en 1970.

Avec l'introduction de l'assurance dépendance, les prestations d'invalidité connaissent un rebond et absorbent 2,8% du PIB et 13,1% du total en 1999 contre 11,3% en 1998. Il est utile de préciser que les pensions d'invalidité servies à des bénéficiaires âgés de plus de 65 ans sont classées dans tous les régimes dans la fonction vieillesse pour les besoins de la statistique. Cette reconduction des pensions d'invalidité en pensions de vieillesse prévue par la législation n'est pas suivie ailleurs dans les analyses actuarielles quand il est important de garder la trace de la nature de la pension attribuée à l'origine du risque.

La dernière rubrique du tableau 2 regroupe les fonctions logement et divers. Le poste divers avait augmenté brusquement en 1990 par suite des dispositions inscrites dans la loi de 1989 sur la coordination des régimes de pension et concernant le transfert de cotisations à un régime de pension international pour le compte de personnes affiliées au cours de leur carrière à un régime de pension luxembourgeois. Depuis, le poste renferme les prestations en faveur du logement et le montant inscrit reflète les efforts des pouvoirs publics dans le seul domaine du logement locatif, puisque la méthodologie de l'enquête écarte encore les dépenses et subventions accordées pour l'acquisition et la construction de logements.

Le graphique 2 représente l'évolution des dépenses versées par les régimes de sécurité sociale depuis 1980 jusqu'en 1999.

Graphique 2. - Evolution des prestations par branche



L'assurance pension occupe toujours une part prépondérante avec 59 milliards de francs de prestations en progression de 4,6% par rapport à l'année précédente comme pour les régimes statutaires du secteur public qui voient leurs prestations passer à 18,3 milliards de francs. Les prestations familiales qui ont enregistré une très vive augmentation avec 19% (soit 41% sur 2 ans) en raison notamment du relèvement du montant nominal des allocations familiales, de

Partie descriptive

l'introduction d'un congé parental et de l'expansion des transferts vers l'étranger, clôturent l'exercice 1999 avec 18,3 milliards de francs. Le rythme d'expansion dépasse ainsi la moyenne de 13% par an sur la période 1990 à 1999. A remarquer encore que les dépenses du Fonds national de solidarité diminuent à partir de 1999 de près de 500 millions de francs suite à la reprise de l'allocation pour personnes gravement handicapées par l'assurance dépendance.

Les prestations virées à l'étranger s'élèvent 19,7 milliards de francs en hausse de 8% et représentent 16,3% des prestations de sécurité sociale. En haut de la liste figure l'assurance pension contributive avec près de 8,9 milliards de francs en progression de 4,7% sur 1998 suivie par l'assurance maladie (5,5 milliards de francs) et par les allocations familiales (3,9 milliards de francs), en hausse de 61,5% sur 1997; à noter que les allocations familiales différentielles, pour des raisons techniques ne sont pas encore incluses dans la statistique des transferts à l'étranger.

4. Les sources de financement de la protection sociale

Les recettes en progression de 9% passent à 177 272 millions de francs en 1999. Dans cet ensemble, les recettes globales des prestations familiales augmentent de 14,8%. Dans l'analyse des différentes composantes des recettes il convient de faire remarquer qu'elles ont été redressées rétroactivement d'abord au niveau de la gestion du fonds pour l'emploi pour lequel l'ensemble des recettes est inscrit, au lieu des cotisations, sous la rubrique des contributions des pouvoirs publics à l'instar de la classification budgétaire, et encore au niveau des régimes statutaires pour lesquels les modifications structurelles intervenues par la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications ont justifié l'ouverture d'une gestion pour les pensions servies aux agents, assortie d'un financement équilibré au même titre que la Société Nationale des chemins de fer luxembourgeois. Dans cette optique qui s'aligne par ailleurs au traitement appliqué par le SEC, sont à considérer comme cotisations fictives d'entreprise toutes les cotisations prélevées pour financer ce régime.

Parmi les recettes, les cotisations effectives des employeurs et des assurés salariés et indépendants ont poursuivi leur mouvement ascendant avec une hausse de 12,5% en 1999 contre 7,7% au cours de l'année 1997.

Les contributions publiques en progression de 8,2% dépassent en 1999 les 81 milliards de francs contre 75,3 milliards de francs en 1998.

Tableau 3. - La structure des recettes courantes (en % du total)

| | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 |
|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Cotisations dont | 54,9 | 51,5 | 48,8 | 50,1 |
| - salariés et indépendants | 20,1 | 19,4 | 19,9 | 22,7 |
| - entreprises effectives | 19,1 | 18,6 | 16,8 | 16,8 |
| - adm. publiques effectives | 3,4 | 2,9 | 3,0 | 3,0 |
| Contributions publiques | 38,6 | 40,6 | 46,1 | 46,0 |
| Revenus des capitaux et autres | 6,5 | 7,9 | 5,1 | 3,9 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Les cotisations des employeurs et des salariés participent toujours pour une part importante au financement de la protection sociale (voir tableau 3), mais elles ne représentent plus que 50,1% des ressources en 1999 contre 54,9% en 1985. La part des cotisations effectives d'employeur revient dans cet intervalle de 19,1% à 16,8% du total des recettes. Plusieurs mesures ont été prises pour assurer à la fois l'équilibre des régimes et lutter contre l'augmentation des coûts accessoires des salaires. En premier lieu ont été abolies à partir de 1994 les cotisations aux allocations familiales à charge des employeurs du secteur privé; en 1997 le taux

moyen de cotisation à l'assurance contre les accidents a été réduit en contrepartie des hausses successives des taux de cotisations à l'assurance maladie portant la part de l'employeur de 4,5% pour l'ouvrier et 2,6% pour l'employé en 1996 à respectivement 4,67% et 2,69% en 1999. Par ailleurs, le relèvement du salaire social minimum de 1,3% au 1.1.1999 et donc des minima et maxima cotisables a participé à une expansion des contributions des assurés et des employeurs. La part du prélèvement sur les salariés et indépendants s'est amplifiée suite aux hausses successives des taux de cotisations à l'assurance maladie et aux régimes de pension spéciaux statutaires afin de porter au 1.1.1999 le taux de contribution à charge des salariés à 8% réduisant ainsi la part des cotisations fictives à charge des employeurs. Aussi, le trait marquant de l'évolution des sources de financement au cours des 10 dernières années a été la réduction continue de la part des cotisations, principalement au profit des entreprises, alors que les contributions publiques sont passées de 38,6% en 1985 à 46% en 1999.

Ces chiffres ne reflètent pas encore l'ampleur réelle des contributions publiques étant donné que le financement du régime de pension statutaire des fonctionnaires de l'Etat figure sous la rubrique "cotisations fictives" des administrations publiques. Cette évolution illustre la tendance rampante à la fiscalisation du financement de la protection sociale et est due à une réduction du taux de cotisation global face à la prise en charge croissante des prestations par les pouvoirs publics. Si l'on considère la contribution totale des pouvoirs publics au financement de la protection sociale, c'est-à-dire en y incluant le financement du régime de pension statutaire des fonctionnaires de l'Etat, cette contribution s'élève à plus de 87 milliards de francs en 1999. L'ampleur de cette contribution publique est très élevée dans la mesure où elle représente 49,6% des recettes courantes de la protection sociale, 12% du PIB et même 52,3% des dépenses ordinaires du Budget de l'Etat.

Tableau 4. - Les contributions publiques
totales à la protection sociale (en millions de francs)

| Année | Contributions publiques | | | Contributions en % | | |
|-------|-------------------------|---------------------------------|--------|--------------------|-------|------------------|
| | Recettes courantes | Régimes statutaires de pensions | Total | Recettes courantes | PIB | Budget de l'Etat |
| 1970 | 2 944 | 535 | 3 479 | 35,3% | 6,2% | 29,8% |
| 1985 | 23 392 | 4 006 | 27 398 | 45,0% | 9,9% | 43,1% |
| 1990 | 37 806 | 5 212 | 43 018 | 46,2% | 11,0% | 45,5% |
| 1995 | 64 191 | 6 419 | 70 610 | 50,7% | 13,1% | 52,5% |
| 1999 | 81 479 | 6 445 | 87 924 | 49,6% | 12,0% | 52,3% |

Cette contribution se répartit comme suit sur les différentes branches de la protection sociale:

| Branches | Montants en milliards de F | | En % des recettes courantes | |
|---------------------------------|----------------------------|------|-----------------------------|------|
| | 1996 | 1999 | 1996 | 1999 |
| Régime de pension contributif | 19,4 | 23,7 | 32,7 | 32,7 |
| Régimes de pensions statutaires | 12,8 | 12,5 | 78,7 | 70,7 |
| Assurance maladie | 12,1 | 14,4 | 37,9 | 37,0 |
| Prestations familiales | 11,4 | 17,0 | 91,1 | 93,8 |
| Fonds de l'emploi | 8,0 | 6,2 | 97,5 | 95,4 |
| Assurance dépendance | - | 2,9 | - | 44,4 |
| Fonds national de solidarité | 2,3 | 2,2 | 96,2 | 94,1 |
| Assurance accidents | 0,8 | 0,8 | 13,2 | 15,5 |
| Autres | 8,7 | 8,1 | 86,2 | 84,5 |

En dehors de l'assurance accidents, toutes les branches de la protection sociale au Luxembourg sont financées pour plus de 33% par les contributions publiques.

2. Comparaison internationale

1. Caractéristiques générales

En 1997 les prestations sociales s'élèvent dans les 15 Etats membres de l'Europe à 1 944 milliards d'ECU et absorbent 27,1% du PIB contre 24,2% en 1990. Alors que les prestations ont augmenté de 2,9 points en pourcentage du PIB dans l'ensemble de l'Union Européenne entre 1990 et 1997, la Commission Européenne estime dans son "Rapport sur la protection sociale en Europe 1999"¹⁾, que cette augmentation reflète en partie le ralentissement de la croissance du PIB qui n'atteignait pas 1% par an au cours de la période 1990 à 1993.

En dépit des variétés des conceptions qui ont présidé à la constitution et au développement des systèmes nationaux de protection sociale, il est possible de comparer l'ampleur des dépenses de protection sociale, leur évolution et leur financement au niveau des pays de l'Union Européenne à partir de la série statistique SESPROS recueillie par l'Office Statistique des Communautés Européennes - EUROSTAT - auprès des bureaux nationaux de statistiques.

Une nouvelle méthodologie a été élaborée par EUROSTAT et publiée en 1996. Tout en conservant la structure initiale du champ d'observation de la protection sociale, la nouvelle version est caractérisée à la fois par une souplesse accrue dans la nomenclature en combinant divers critères de regroupement des régimes compétents pour servir les prestations sociales, et par une plus grande précision dans la séparation des fonctions et des types de prestations. Les données pour 1997 qui viennent d'être publiées à l'initiative d'EUROSTAT répondent aux exigences de la nouvelle méthodologie et couvrent tous les pays qui présentent au moins des estimations des recettes et des prestations d'après les différentes fonctions. En ce qui concerne les résultats de l'enquête des lacunes persistent, partiellement en raison de différences dans les législations nationales et des difficultés de recenser les prestations qui entachent la valeur de la comparaison. Ainsi dans certains Etats les pensions complémentaires allouées aux retraités ont déjà reçu un cadre légal et les dépenses sont recensées dans la statistique; dans d'autres pays des estimations sont fournies quant aux indemnités versées par les employeurs à leurs salariés en cas de maladie. Avec la nouvelle loi sur les pensions complémentaires le Luxembourg disposera à l'avenir d'éléments suffisants pour incorporer ces données dans le cadre statistique.

Quelques pays disposent de données conformes à la nouvelle méthodologie jusqu'en 1980, de sorte qu'un aperçu historique peut être joint à l'analyse sur l'époque plus récente 1990 à 1997. Aujourd'hui les disparités constatées dans le passé persistent, tant en ce qui concerne la part de la richesse nationale consacrée aux transferts sociaux, que la répartition des dépenses vers les fonctions santé, vieillesse, chômage et famille. (Pour les besoins d'une meilleure comparaison et d'un allègement des tableaux, les fonctions ont été rassemblées en 5 groupes: santé avec la maternité et l'invalidité, vieillesse-survie, chômage, famille et logement, exclusion sociale et divers.) Les tendances communes continuent aussi à s'affirmer et pour tous les pays les dépenses sont orientées vers la hausse sur la période historique 1980 à 1997 tant en valeur absolue qu'en termes de comparaison avec le PIB, dès lors que les pays de l'Europe occidentale doivent affronter les mêmes défis de société tels le vieillissement de la population, la mutation des structures économiques et la marginalisation.

1) Commission Européenne, *La protection sociale en Europe 1999*, p.56, (en cours d'édition).

Tableau 5. - Prestations de protection sociale en % du PIB

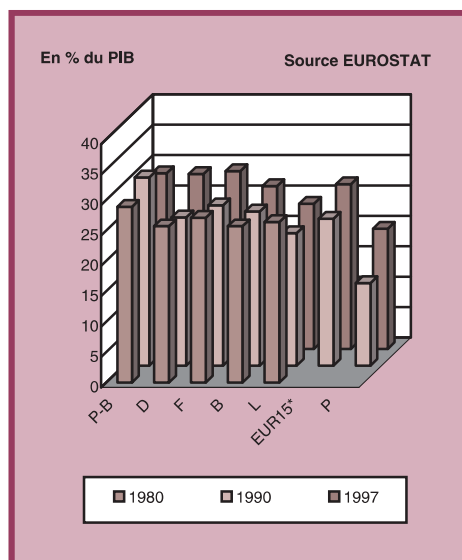
| Pays | 1980 | 1990 | 1993 | 1995 | 1997*) |
|-------------|-------|---------|-------|----------|---------|
| Belgique | 25,7% | 25,4% | 27,7% | 26,9% | 26,8% |
| Danemark | - | 28,9% | 32,1% | 32,5% | 30,6% |
| Allemagne | 25,7% | 24,4% | 28,0% | 28,4% | 28,8% |
| Grèce | - | 21,8% | 21,5% | 21,8% | 22,7% |
| Espagne | 17,1% | 19,4% | 23,3% | 21,9% | 20,8% |
| France | 27,1% | 26,4% | 29,5% | 29,0% | 29,3% |
| Irlande | 20,1% | 18,2% | 19,9% | 18,8% | 16,8% |
| Italie | 18,2% | 22,9% | 24,7% | 23,9% | 24,9% |
| Luxembourg | 26,4% | 21,8% | 23,7% | 24,0% | 23,9% |
| Pays-Bas | 28,9% | 31,0% | 32,0% | 30,0% | 28,9% |
| Portugal | - | 13,6% | 18,2% | 18,4% | 19,8% |
| Royaume-Uni | - | 22,1% | 27,7% | 26,7% | 25,9% |
| Autriche | 25,4% | 25,9% | 28,1% | 28,7% | 27,9% |
| EUR 15 | - | 24,2%*) | 27,8% | 27,3% p) | 27,1%*) |

Source: EUROSTAT

*) estimation

p) provisoire

Graphique 3. - Prestations de protection sociale en % du PIB



Au cours des années plus récentes 1993 à 1997 les prestations ont légèrement régressé par rapport au PIB notamment dans les pays qui consacraient le plus de richesses au social.

Au cours de la période d'observation le rythme d'accroissement des dépenses a été plus vif au cours de la période 1990 à 1993 pour décélérer suite aux efforts multiformes entrepris dans de nombreux pays pour tenter de maîtriser et de freiner les dépenses sociales et à la régression sinon à la stabilisation du niveau du taux du chômage dans les pays.

Les ratios entre les prestations sociales et le PIB (version SEC 1979) demeurent très différents en 1997 (voir tableau 5 et graphique 3) et varient de moins de 20% du PIB environ pour l'Irlande et le Portugal, 29% pour l'Allemagne, la France et les Pays-Bas et dépassent les 30% pour le Danemark et la Suède. Le niveau de 23,9% du PIB pour le Luxembourg en 1997 repose encore sur la série du PIB version SEC/79. (Le ratio utilisé ici entre prestations sociales et PIB n'est pas comparable avec d'autres sources, puisque l'examen ne porte pas sur les dépenses courantes mais sur les seules prestations, négligeant par là les dépenses diverses et frais d'administration.)

Les prestations poursuivent leur augmentation en valeur absolue sur toute la période 1980 à 1997, mais leur rythme de progression s'est toutefois ralenti au cours des dernières années. L'augmentation moyenne de 8% observée sur toute la période, revient à 6,6% au cours des années 1990 à 1997. En terme de prix constants, la progression moyenne globale calculée sur base de l'ECU affiche pour cette dernière période un taux de 3,45% pour l'Europe des 15 mais cette progression est fortement influencée par la fluctuation des monnaies nationales par rapport à l'ECU.

Partie descriptive

Tableau 6.- Prestations sociales par fonction 1990-1997
1990 = 100

| Pays | Santé | Vieillesse | Chômage | Famille |
|-------------|-----------|------------|------------------|---------|
| | Maternité | Survie | Promotion emploi | Enfants |
| Belgique | 134,5 | 149,0 | 133,3 | 132,8 |
| Danemark | 137,9 | 153,3 | 117,7 | 152,5 |
| Allemagne | 167,6 | 160,7 | 270,3 | 235,8 |
| Grèce | 244,8 | 257,7 | 287,6 | 282,4 |
| Espagne | 166,6 | 179,3 | 131,1 | 200,0 |
| France | 134,1 | 143,3 | 132,6 | 150,6 |
| Irlande | 180,8 | 139,3 | 183,9 | 198,0 |
| Italie | 141,8 | 176,8 | 172,3 | 113,8 |
| Luxembourg | 174,7 | 170,8 | 256,7 | 219,8 |
| Pays-Bas | 131,2 | 129,0 | 169,3 | 84,6 |
| Portugal | 259,3 | 262,6 | 448,1 | 197,4 |
| Royaume-Uni | 178,8 | 161,7 | 119,3 | 170,9 |
| Autriche | 153,3 | 144,5 | 180,3 | 150,0 |
| Finlande | 118,7 | 143,1 | 312,5 | 133,3 |
| Suède | 164,7 | 162,2 | 125,4 | 122,8 |
| EUR 15 | 150,4 | 153,1 | 162,5 | 165,6 |

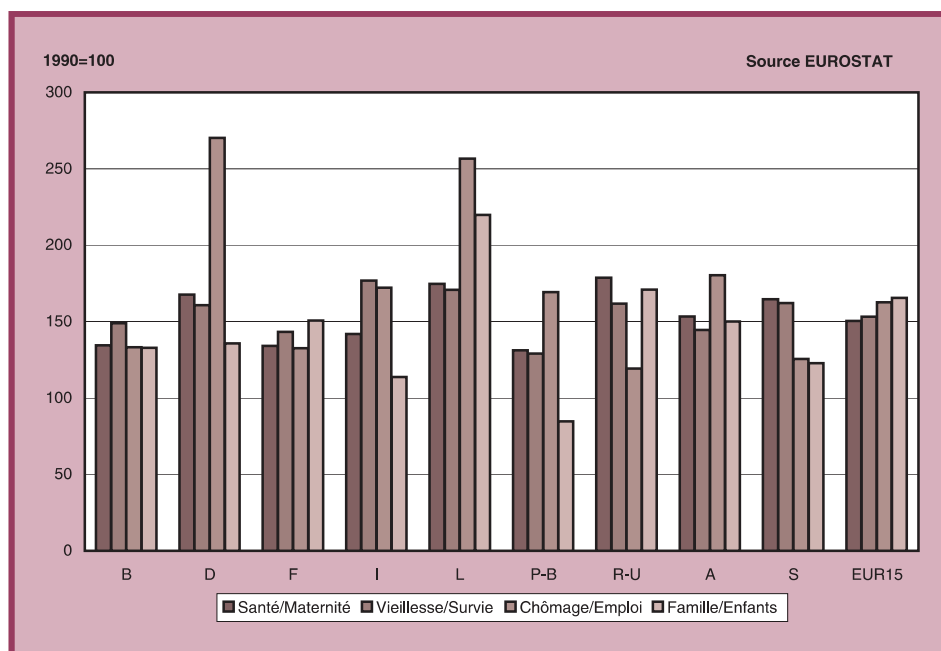
Source: EUROSTAT- base monnaie nationale sauf EUR 15 (ECU)

L'amplification du volume des prestations sociales a été plus rapide sur base de la valeur monétaire nationale alors qu'elle dépasse 8% par an en termes réels pour le Portugal, près de 6% pour l'Allemagne, l'Irlande et le Luxembourg et plus de 3% pour le Royaume-Uni, le Danemark, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Par contre, le taux moyen de près de 1% pour les Pays-Bas témoigne d'un réel effort pour stabiliser l'augmentation des dépenses à un rythme inférieur à l'expansion économique.

2. Evolution et structure des prestations sociales

En ce qui concerne la répartition en 1997 (tableau 6 et graphique 4), le plus important poste dans l'Europe des 15 avec 45% du total des transferts sociaux, soit 12,2% du PIB, est constitué par les pensions de vieillesse et de survie, avec une amplitude de 25% en Irlande à 65% en Italie.

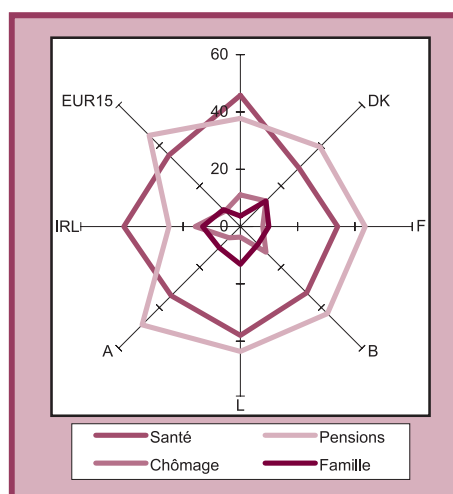
A la rubrique des soins de santé, qui inclut aussi les prestations servies en cas d'accidents, de maladies professionnelles et d'invalidité, 35% du total sont dépensés dans les 15 pays et l'écart entre les pays est plus serré avec 29% pour le Danemark et l'Italie, 46% pour les Pays-Bas et le Portugal alors que les autres pays se situent autour de la moyenne communautaire; cette dispersion est illustrée par le graphique 5. Les prestations de chômage et de la promotion de l'emploi, qui comprennent d'après la nouvelle méthodologie les préretraites, ont connu la croissance la plus élevée au cours de la période passant de 7,2% du total des prestations en 1990 à 8,2% en 1996 pour revenir à 7,6% en 1997 ; ceci se traduit par une progression annuelle de 7,2% pour les quinze pays avec une amplitude de 2,4% pour le Danemark à 23,9% pour le Portugal, encore que l'évolution cache les mesures complémentaires prises dans la plupart des pays dans le cadre des plans pour promouvoir l'emploi qui ne tombent pas sous la définition des prestations sociales. Au regard de cette forte expansion, les fonctions santé et vieillesse restent quelque peu en retrait.

Graphique 4.- Prestations sociales
Evolution par fonction 1990-1997

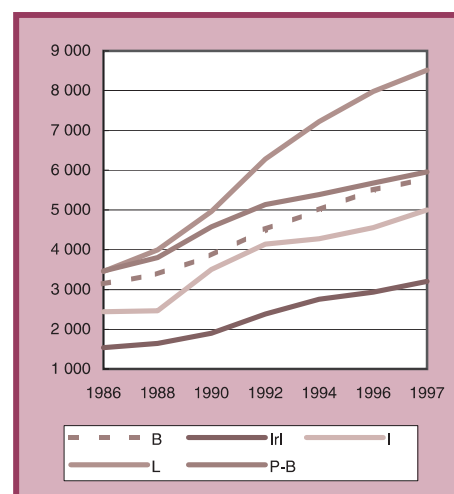
Al'encontre des autres pays où la hausse vive des prestations se concentre davantage sur une rubrique, le Luxembourg occupe dans la comparaison une place à part alors que chacune a augmenté de façon significative ; entre 1990 et 1997 les dépenses pour la santé et la vieillesse ont été multipliées par 1,7 et même de 2,2 et 2,5 pour respectivement la famille et le chômage, ce qui équivaut à une progression annuelle de 8,7% qui dépasse largement la moyenne communautaire (6,4%).

Une comparaison entre pays sur les prestations de protection sociale exprimées en SPA par habitant pour la période 1990 à 1997 confirme les tendances fondamentales déjà observées (voir graphique 6 et tableau 7). L'utilisation des taux des SPA (Standard de pouvoir d'achat) donne comme résultat des valeurs qui sont directement comparables en terme de pouvoir d'achat des ménages et offre une échelle de comparaison plus significative en atténuant l'effet défavorable d'un taux de change entre monnaies fixé sur les marchés financiers. Pour notre pays cependant, aucune comparaison sur le montant par habitant n'est appropriée car le nombre de personnes protégées par l'assurance maladie excède déjà le nombre des habitants et les nombreux bénéficiaires de pensions ou d'allocations familiales qui résident à l'étranger devraient aussi être pris en compte

Graphique 5. - Répartition des prestations en % du total de 1997



Graphique 6. - Prestations par habitant en SPA



Partie descriptive

Tableau 7. - Prestations de protection sociale par habitant en SPA

| Pays | 1990 | 1997 |
|-------------|-------|-------|
| Belgique | 3 853 | 5 789 |
| Danemark | 4 197 | 6 612 |
| Allemagne | 4 131 | 5 999 |
| Grèce | 1 887 | 2 923 |
| Espagne | 2 152 | 3 215 |
| France | 4 172 | 5 782 |
| Irlande | 1 905 | 3 203 |
| Italie | 3 500 | 5 000 |
| Luxembourg | 4 962 | 8 514 |
| Pays-Bas | 4 574 | 5 957 |
| Portugal | 1 222 | 2 524 |
| Royaume-Uni | 3 278 | 4 806 |
| Autriche | 3 922 | 6 030 |
| Finlande | 3 423 | 5 055 |
| Suède | 4 246 | 6 357 |
| EUR15* | 3 585 | 5 126 |

*) estimation

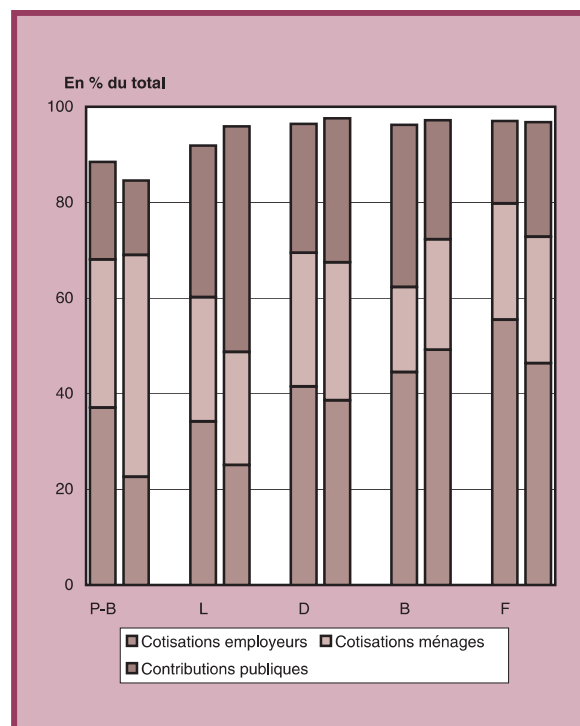
Source: EUROSTAT

avec leurs membres de famille. Aussi la part des versements à l'étranger continue à s'amplifier tant au niveau de la fonction santé qu'au niveau de la fonction vieillesse/survie et de la famille, de sorte que la référence à la population résidente utilisée dans une comparaison internationale, tend à exagérer le niveau de la couverture sociale dans le pays où la population protégée dépasse la population résidente (voir les chapitres assurance maladie et emploi).

Même sur cette courte période de sept ans l'accroissement des prestations sur base des SPA par habitant est remarquable alors qu'il atteint 106 % au Portugal, 50% et plus en Allemagne, Irlande et au

Luxembourg, mais seulement 43% en Italie et 30% aux Pays-Bas qui ont concentré leurs efforts sur la réorganisation de l'assurance maladie et sur la réorientation des prestations en matière d'invalidité.

Graphique 7. - Répartition des recettes 1980 et 1997



Le montant moyen des prestations exprimé en SPA par habitant de 5 126 en 1997 contre 3 585 en 1990 reflète encore une grande disparité des dépenses entre les pays. Si en 1990 l'écart entre les dépenses extrêmes était encore de 1 à 4, il s'est rétréci de 1 à 3,4 en 1997. Plusieurs groupes de pays se dégagent dans cette évolution. L'Allemagne, la France, le Benelux et le Danemark et les nouveaux pays membres (voir graphique 6) se situent nettement au-dessus de la moyenne communautaire. Dans ce groupe un certain tassement est aussi observé dans l'évolution des dépenses pour les années 1994 et 1997.

Tableau 8. - Répartition des recettes 1997 en % du total

| Pays | Cotisations | | Contribution publique | Autres recettes | Total |
|-------------|-------------|--------|-----------------------|-----------------|--------|
| | Employeur | Ménage | | | |
| Belgique | 49,2% | 23,1% | 24,9% | 2,8% | 100,0% |
| Danemark | 8,5% | 17,5% | 67,8% | 6,2% | 100,0% |
| Allemagne | 38,6% | 28,9% | 30,1% | 2,4% | 100,0% |
| Grèce | 37,6% | 23,2% | 29,6% | 9,6% | 100,0% |
| Espagne | 52,2% | 17,5% | 27,1% | 3,3% | 100,0% |
| France | 46,4% | 26,4% | 24,0% | 3,2% | 100,0% |
| Irlande | 21,4% | 13,8% | 63,9% | 0,9% | 100,0% |
| Italie | 50,3% | 17,1% | 30,5% | 2,1% | 100,0% |
| Luxembourg | 25,1% | 23,6% | 47,2% | 4,1% | 100,0% |
| Pays-Bas | 22,6% | 46,4% | 15,6% | 15,3% | 100,0% |
| Portugal | 28,6% | 18,1% | 43,3% | 10,1% | 100,0% |
| Royaume-Uni | 25,2% | 15,3% | 47,3% | 12,3% | 100,0% |
| Autriche | 37,7% | 27,1% | 34,6% | 0,6% | 100,0% |
| Finlande | 35,1% | 13,3% | 44,8% | 6,8% | 100,0% |
| Suède | 39,2% | 7,8% | 46,2% | 6,8% | 100,0% |
| EUR15 | 38,5% | 23,4% | 32,9% | 5,2% | 100,0% |

Source: EUROSTAT

3. Les sources de financement

Pour huit pays de l'Union Européenne les cotisations représentent plus de deux tiers des recettes de protection sociale alors que le financement est généralement mixte et comprend des cotisations sur les salaires à charge des employeurs et travailleurs, les subventions des pouvoirs publics et accessoirement les revenus du placement. La répartition des sources de financement reflète encore la diversité des mécanismes de prélèvement en vigueur dans les pays. La prépondérance des contributions publiques pour la couverture des pensions et des prestations de santé, comme au Danemark et en Irlande s'oppose à un prélèvement en majorité par cotisations opéré dans les autres pays (tableau 8 et graphique 7) mais le plus souvent le financement est mixte; l'Etat complète les ressources en cotisations dans la branche maladie en Belgique, Grèce, Irlande, Luxembourg, Autriche, Finlande et au Royaume-Uni. Il en est de même pour la branche vieillesse et les prestations de chômage, tandis que le financement des prestations familiales est à la charge exclusive des pouvoirs publics dans dix pays sauf en Belgique, Grèce, Espagne, Italie et au Portugal.

La Commission note que dans les pays l'attention s'est concentrée tant sur l'ampleur des fonds nécessaires pour financer la protection sociale que sur les méthodes permettant de les augmenter. Le souci de maintenir les cotisations d'employeur à un niveau peu élevé ou même de les réduire, a incité les pays à rechercher d'autres formes de financement et à réévaluer l'équilibre entre cotisations sociales et taxation ou à déplacer le poids des cotisations vers les salariés qui ont bénéficié, en guise de compensation, d'une majoration des salaires.

Dans la plupart des pays la répartition des sources de financement est dès lors soumise à des changements parfois importants. Mais une tendance générale peut être observée sous la forme d'une part croissante de la fiscalisation et de la baisse des cotisations d'employeur. Si le poids essentiel des cotisations continue à reposer sur les employeurs pour l'ensemble de l'Union Européenne, le fléchissement de la part des cotisations d'employeur reste le trait marquant de cette période 1990-1997: en termes relatifs, cette source de financement a augmenté seulement dans trois pays, allant de pair avec un recours plus massif

Partie descriptive

aux contributions publiques témoignant ainsi d'une fiscalisation rampante de la protection sociale. La moyenne européenne reflète d'ailleurs parfaitement la tendance observée mais masque cependant certaines particularités. Quelques pays comme la Belgique, le Danemark et les Pays-Bas ont par contre tenté à réduire la part des interventions des pouvoirs publics en faveur de l'augmentation de cotisations. La contribution de l'Etat (voir tableau 8 et graphique 7) varie de 15,6% pour les Pays-Bas à 63,9% pour l'Irlande et 67,8% pour le Danemark, mais elle régresse au Danemark de même qu'en Belgique où elle revient de 24,7% en 1990 à 20,3% en 1997 du total des ressources. Traditionnellement, les cotisations d'employeur l'emportent sur les cotisations des ménages dans tous les pays, excepté aux Pays-Bas. Les autres recettes formées essentiellement par des revenus des réserves placées sont parfois négligeables sauf au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et au Portugal avec un taux se situant dans une fourchette de 10 % à 16% et dans une moindre mesure au Luxembourg avec 4,1% du total des recettes de 1997.

Au niveau de l'équilibre des opérations courantes des recettes et dépenses de protection sociale y compris les coûts administratifs, il est rare que les systèmes soient en déficit global en raison des réserves qu'entretiennent certains régimes pour faire face aux aléas conjoncturels. C'est particulièrement vrai pour les pays où le financement des retraites repose en partie sur un système de capitalisation comme aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, les recettes étant alors plus déterminées par rapport aux engagements futurs que par les dépenses présentes. Ces excédents ponctuels masquent d'une certaine manière tant les déficits actuariels de ces régimes que les déficits pouvant subsister au niveau des autres branches.

Section 1 - Protection sociale au Luxembourg

1.1. Note méthodologique relative à l'élaboration des statistiques des recettes courantes et des dépenses courantes de la sécurité sociale¹⁾

A. Objectifs poursuivis par les statistiques des recettes courantes et des dépenses courantes de la sécurité sociale

L'objectif des statistiques des recettes et des dépenses (opérations courantes) de la sécurité sociale est triple:

- établir une synthèse des opérations de recettes et de dépenses des organismes de sécurité sociale destinée à donner une vue d'ensemble des opérations de la sécurité sociale;
- permettre d'apprécier l'importance économique sociale des régimes de sécurité sociale, notamment par la comparaison des recettes et des dépenses (et de certains de leurs composants) au Produit Intérieur Brut (PIB);
- disposer d'informations détaillées et à jour sur l'organisation, l'état et l'évolution de la protection sociale dans les pays membres de l'Union Européenne et les pays tiers.

B. Méthodes utilisées pour atteindre les objectifs poursuivis

Les statistiques des recettes et des dépenses enregistrent:

- seulement les opérations courantes à l'exclusion des opérations en capital (p. ex. versement aux provisions et aux réserves légales ou mathématiques, dépenses en capital pour investissements);
- les recettes en cotisations par institution en provenance des entreprises, des administrations publiques et des ménages, ainsi que les taxes et subventions publiques et autres recettes;
- les dépenses, c'est-à-dire les prestations sociales (par fonctions, risques ou besoins, par types de prestations et par institution) ainsi que les frais administratifs effectifs ou estimés et les autres dépenses;
- le produit des transferts de fonds, en recettes et en dépenses, entre institutions ou gestions.

C. Le contenu

Le tableau des recettes et des dépenses est loin de couvrir l'ensemble des opérations à caractère social. La prestation de protection sociale est définie comme toute intervention d'organismes publics ou privés destinée à alléger la charge que représente la survenance de certains risques ou besoins pour les ménages et les particuliers à condition qu'elle n'ait pas de contrepartie et ne relève pas de dispositions personnelles.

D'après la nouvelle méthodologie¹⁾ les dépenses définies correspondent aux risques ou besoins suivants (cette répartition des prestations est encore désignée par répartition par fonctions):

- maladie - soins de santé / invalidité-infirmité / accident du travail / maladie professionnelle / maternité
- vieillesse
- survie
- famille / enfants
- chômage y compris le placement, l'orientation et la mobilité
- logement
- exclusion sociale non classée ailleurs

et sont effectuées par les groupes d'institutions des régimes définis ci-dessous.

D. Typologie des régimes

Aux fins d'une comparaison des résultats entre les pays membres de l'Union Européenne, le régime a été redéfini et se caractérise par un corps de règles distinct permettant de regrouper les données d'après les principales caractéristiques des unités prestataires, facilitant la comparaison et l'analyse des modes selon lesquels les Etats organisent leur protection sociale. La nouvelle méthodologie définit une série de caractéristiques qui peuvent être combinées au gré de l'analyse sur la base des 5 critères suivants:

- i) le type d'unité investie du pouvoir de décision (régimes publics ou privés)
- ii) le caractère obligatoire ou non
- iii) le mode de constitution des droits (régimes contributifs et non contributifs)
- iv) le champ d'application du régime (régimes universels généraux ou spéciaux)
- v) le niveau de protection (régimes de base ou complémentaires)

En vue de maintenir la continuité dans la présentation de la protection sociale au Luxembourg la classification traditionnelle en régimes de base, complémentaire, national ou général est encore maintenue.

Partie statistique

Selon le niveau auquel on se place, il existe des régimes destinés à assurer aux personnes couvertes une protection primaire (régimes de base) alors que d'autres (régimes complémentaires) sont spécialement destinés à accroître une protection de base jugée insuffisante. Comme critère de classification à l'intérieur de ces deux catégories de régimes on a retenu celui de l'extension du régime ou champ d'application personnel du régime où l'on tient compte du nombre et de l'importance des catégories des personnes protégées. A ce titre il existe des régimes couvrant toute la population (régimes nationaux) alors que d'autres ne sont destinés qu'à des sous-ensembles de celle-ci.

1. Régime de base

Régime de protection sociale qui, en application de prescriptions légales ou réglementaires, accorde contre un ou plusieurs risques une protection élémentaire faite pour garantir le maintien d'un minimum social mais non, dans chaque cas, le standard de vie individuel effectif.

11. Régime de base national

Régime applicable à l'ensemble de la population et qui protège donc contre un ou plusieurs risques tous les résidents ou nationaux qu'il est susceptible de concerner.

Un régime de base national est un régime obligatoire. Le critère de l'obligation doit être rempli sous trois aspects:

- a) participation obligatoire de toutes les personnes appartenant aux groupes concernés;
- b) paiement obligé du droit de participation (par exemple: cotisation) s'il en est prévu un;
- c) droit inaliénable à la prestation en cas de réalisation du risque si les conditions prescrites sont remplies.

12. Régime de base général

Régime obligatoire applicable à un ensemble important de la population, caractérisé du point de vue sociologique et dont les personnes qui en font partie ne se différencient pas du fait de leur activité mais se définissent plutôt par leur situation socio-économique dans le contexte du système de production nationale.

13. Régime de base spécial

Régime obligatoire qui organise la protection (modalités d'affiliation, niveau de cotisation) et/ou accorde des prestations à des conditions spéciales par rapport au régime général correspondant; à l'évidence, il s'applique à des groupes de personnes le plus souvent restreints et, la plupart du temps, définis à partir de leur activité, qu'il s'agisse de leur profession ou de la branche de l'économie dont dépend leur occupation.

131. Régime de base statutaire

Régime obligatoire spécial réservé aux fonctionnaires publics et aux personnes assimilées et, pour autant qu'ils bénéficient d'un statut de droit public, aux autres membres du personnel des administrations publiques et aux agents des entreprises publiques.

132. Autre régime de base professionnel

Régime obligatoire spécial réservé à une catégorie professionnelle différente de celle de fonctionnaire ou assimilé et qui, d'une façon générale, relève plutôt d'une branche d'activité autre qu'une administration publique.

133. Régime de base en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle

2. Régimes complémentaires ou supplémentaires

Un **régime complémentaire** est un régime qui présuppose, pour l'octroi de la prestation, qu'un régime de base accorde déjà, dans le cas donné, la prestation élémentaire. Le volume de la prestation complémentaire est, de plus, en rapport direct avec la prestation de base qui se trouve, de la sorte, complétée.

Un **régime supplémentaire** est un régime qui opère de façon totalement indépendante des régimes de base correspondants pour le même risque; ses prestations sont donc accordées concurremment à une prestation de base et (même si celle-ci n'est pas octroyée), en tout cas, sans référence juridique ou rapport de proportionnalité avec elle. Toutefois, en principe, la couverture du risque lui-même doit être prévue dans un régime de base; le non-octroi d'une prestation de base en cas de réalisation du risque résulte alors du fait que certaines conditions d'attribution ne sont pas remplies.

Les définitions relatives à ces régimes sont mutatis mutandis les mêmes que celles énoncées ci-dessus à propos des régimes de base correspondants et auxquelles le lecteur voudra bien se reporter.

3. Régimes d'autres actions sociales

Régime qui sur la base de prescriptions légales ou d'autres dispositions à caractère obligatoire ou non, couvre un ou plusieurs des risques envisagés et dont les conditions d'attribution des prestations incluent, en général, un contrôle du revenu ou des ressources des bénéficiaires.

Dans de nombreux pays, ces régimes portent le nom d' "aide sociale" et y sont définis comme l'activité de caractère public, éventuellement complétée par la collaboration privée, qui tend à éliminer les états de besoin pouvant frapper l'individu dans sa personne physique, ses moyens de subsistance et son développement moral, intellectuel ou productif, spécialement quand n'interviennent pas, ou insuffisamment, les systèmes d'assurance ou de sécurité sociale ou tout autre système de couverture collective des risques considérés.

E. Les tableaux joints

Les tableaux des recettes et des dépenses comportent une ventilation assez explicite suivant la nature des opérations et le type d'institutions. Ces données ont été établies dans le cadre du rapport du Luxembourg pour le groupe "Système Européen de Statistiques intégrées de la Protection Sociale (SESPROS)". Il est insisté sur le fait que seules les opérations courantes sont prises en considération.

Outre ces tableaux détaillés pour les années 1998 et 1999, l'inspection générale de la sécurité sociale a établi un tableau de synthèse pour les années de 1970 à 1999. A côté de l'impact de l'Etat et des institutions publiques dans la sécurité sociale (contributions diverses d'administrations publiques), le tableau de synthèse permet aussi la comparaison des opérations courantes de la sécurité sociale au produit intérieur brut (PIB) en vue de donner une idée sur l'impact macro-économique de la sécurité sociale.

F. Remarque concernant l'interprétation des tableaux

La comparaison des opérations de la sécurité sociale avec les agrégats macro-économiques du Luxembourg soulève certaines réserves. Etant donné l'exiguïté du marché intérieur, le PIB dépend dans une très large mesure de son commerce extérieur et notamment des exportations de son industrie sidérurgique et de son secteur des services bancaires. Ainsi le PIB a été relativement élevé pendant la période de haute conjoncture dans l'industrie sidérurgique et, après un léger recul, a poursuivi son accroissement sous l'impulsion de l'exportation des services bancaires.

En ce qui concerne la méthodologie pour l'établissement des séries du PIB, plusieurs remarques sont à considérer. D'abord les séries ont été révisées suite à la directive du Conseil Européen relative à l'harmonisation des agrégats macro-économiques, et les séries de comptabilité nationale utilisées sont le fruit d'une grande révision entamée par le STATEC dès 1991 pour se conformer au nouveau Système Européen des Comptes (SEC95) introduit au courant de 1999 par tous les pays de l'Union Européenne. L'adoption du nouveau système des comptes nationaux constitue un pas important dans le processus d'harmonisation des cadres comptables, des concepts et des définitions.

Le SEC95 apporte par rapport à l'ancien SEC79 des améliorations méthodologiques substantielles qui affectent l'ensemble des résultats des branches d'activité et des secteurs institutionnels ainsi que les principaux concepts concernant la production, la consommation finale, la formation brute de capital, les exportations et les importations.

Le SEC95 est encore entièrement cohérent avec la version révisée du système de Comptabilité Nationale des Nations Unies qui sert de référence au niveau mondial pour l'établissement des comptes nationaux.

A présent une harmonisation sur le traitement des services d'intermédiation financière – ou production imputée des services bancaires qui posait problème dans l'ancien SEC79 - n'a pu être réalisée au niveau des pays de l'Union Européenne, et un délai supplémentaire est laissé aux pays pour tester les différentes méthodes proposées pour la ventilation de ces services. Comme la version nationale des comptes se distinguait de l'ancienne version SEC79 surtout par une répartition sommaire et partielle des services bancaires, le STATEC renoncera à poursuivre le calcul de sa version nationale. Il s'ensuit que les nouveaux indicateurs de recettes et dépenses de protection sociale exprimés en pour cent du PIB SEC95 sont inférieurs aux indicateurs obtenus à partir du PIB ancienne version SEC79. Il faudra en tenir compte pour interpréter ces indicateurs sur une série chronologique et en comparaison avec d'autres pays.

Puisque la nouvelle série PIB SEC95 couvre seulement la période 1995 à 1999, l'ancienne version du PIB a été utilisée pour établir les indicateurs pour les années historiques 1970 et postérieures.

Par ailleurs, il convient de noter que certains avantages sociaux, tels que le maintien du salaire par l'employeur en cas de maladie et les avantages fiscaux, n'ont pas encore pu être incorporés dans les statistiques de la protection sociale.

1.2. - Tableaux des recettes et des dépenses courantes de la sécurité sociale pour les années 1998 et 1999

Tableau 1. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 1998
(en millions de francs)

| Régimes, institutions et gestions | Ménages | | | Cotisations | | | | Total des cotisations | Contributions publiques courantes | Revenus des capitaux et autres recettes courantes | Total des recettes sans transferts entre gestions | Transferts entre gestions | Total des recettes courantes |
|---|----------|--------------|------------|-------------|-------------------------------------|------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---|---|---------------------------|------------------------------|
| | Salariés | Non-salariés | Non-actifs | Effectives | Fictives (Prestations d'employeurs) | Effectives | Fictives (Prestations d'employeurs) | | | | | | |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 1. REGIMES DE BASE | 29 970,7 | 3 960,8 | 4 793,7 | 27 606,8 | 1 298,8 | 5 000,2 | 6 582,3 | 79 213,3 | 62 549,2 | 6 471,8 | 148 234,3 | 882,2 | 149 116,5 |
| 11. Régimes nationaux | - | 164,2 | - | - | - | 1 055,6 | - | 1 219,8 | 14 345,0 | 22,4 | 15 587,2 | - | 15 587,2 |
| Caisse nationale des prestations familiales | | | | | | | | | | | | | |
| 12. Régimes généraux | 27 854,4 | 3 796,6 | 4 793,7 | 27 606,8 | 0,0 | 2 806,0 | 0,0 | 66 857,5 | 41 773,1 | 6 389,5 | 115 020,1 | 426,4 | 115 446,5 |
| Caisse de maladie - UCM | 9 121,1 | 909,3 | 4 040,9 | 7 535,9 | - | 1 362,3 | - | 22 969,5 | 13 374,8 | 533,6 | 36 877,9 | 229,7 | 37 107,6 |
| Caisse de pension - régime contributif | 18 733,3 | 2 701,1 | 752,8 | 16 667,3 | - | 1 243,7 | - | 40 098,2 | 22 165,9 | 5 272,0 | 67 536,1 | 159,3 | 67 695,4 |
| Assurance accidents - section industrielle | - | 186,2 | - | 3 369,2 | - | 188,0 | - | 3 743,4 | 631,4 | 399,8 | 4 774,6 | 36,0 | 4 810,6 |
| Assurance accidents - section agr.et forest. | - | - | - | 34,4 | - | 12,0 | - | 46,4 | 138,5 | 5,5 | 190,4 | 1,4 | 191,8 |
| Fonds pour l'emploi | - | - | - | - | - | - | - | - | 5 462,5 | 178,6 | 5 641,1 | - | 5 641,1 |
| 13. Régimes spéciaux | 2 116,3 | - | - | - | 1 298,8 | 1 138,6 | 6 582,3 | 11 136,0 | 6 431,1 | 59,9 | 17 627,0 | 455,8 | 18 082,8 |
| Régimes statutaires | 2 116,3 | - | - | - | 1 298,8 | 1 138,6 | 6 582,3 | 11 136,0 | 6 126,1 | 59,9 | 17 322,0 | 455,8 | 17 777,8 |
| Adm. centrale - service des pensions | 1 663,2 | - | - | - | - | - | 6 388,2 | 8 051,4 | - | - | 8 051,4 | 86,8 | 8 138,2 |
| Caisse de prév. des fonct. et empl. communaux | 407,2 | - | - | - | - | 1 138,6 | - | 1 545,8 | 975,5 | 59,9 | 2 581,2 | 281,6 | 2 862,8 |
| Adm. de séc. sociale - pensions | 45,9 | - | - | - | - | - | 194,1 | 240,0 | 213,6 | - | 453,6 | 87,4 | 541,0 |
| Société nationale des chemins de fer - pensions | - | - | - | - | 790,3 | - | - | 790,3 | 4 298,6 | - | 5 088,9 | - | 5 088,9 |
| Postes et télécommunications | - | - | - | - | 508,5 | - | - | 508,5 | 638,4 | - | 1 146,9 | - | 1 146,9 |
| Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle | - | - | - | - | - | - | - | - | 305,0 | - | 305,0 | - | 305,0 |

Tableau 1. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 1998 (suite)
(en millions de francs)

| Régimes, institutions et gestions | Ménages | | Cotisations | | | | | Total des cotisations | Contributions publiques courantes | Revenus des capitaux et autres recettes courantes | Total des recettes sans transferts entre gestions | Transferts entre gestions | Total des recettes courantes |
|---|----------|--------------|-------------|-------------|-------------------------------------|------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---|---|---------------------------|------------------------------|
| | Salariés | Non-salariés | Non-actifs | Entreprises | | Admin. publiques | | | | | | | |
| | | | | Effectives | Fictives (Prestations d'employeurs) | Effectives | Fictives (Prestations d'employeurs) | | | | | | |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES | | | | | | | | | | | | | |
| 21.Régimes nationaux | 490,6 | 32,1 | 192,4 | 2,1 | - | - | 178,4 | 895,6 | 3,6 | 75,4 | 974,6 | - | 974,6 |
| 22.Régimes généraux | | | | | | | | | | | | | |
| 23.Régimes spéciaux - statutaires | - | - | - | - | - | - | 178,4 | 178,4 | 0,3 | - | 178,7 | - | 178,7 |
| Adm. centrale - suppléments de pension | - | - | - | - | - | - | 67,1 | 67,1 | - | - | 67,1 | - | 67,1 |
| Adm. locales - suppléments de pension | - | - | - | - | - | - | 111,0 | 111,0 | - | - | 111,0 | - | 111,0 |
| Adm. de séc. sociale - suppléments de pension | - | - | - | - | - | - | 0,3 | 0,3 | 0,3 | - | 0,6 | - | 0,6 |
| 24.Régimes volontaires | 490,6 | 32,1 | 192,4 | 2,1 | - | - | - | 717,2 | 3,3 | 75,4 | 795,9 | - | 795,9 |
| Caisse médico-chirurgicale mutualiste | 416,9 | 32,1 | 192,4 | - | - | - | - | 641,4 | 0,2 | 22,6 | 664,2 | - | 664,2 |
| Sociétés de secours mutuels | 73,7 | - | - | 2,1 | - | - | - | 75,8 | 3,1 | 52,8 | 131,7 | - | 131,7 |
| Total 1+2 | 30 461,3 | 3 992,9 | 4 986,1 | 27 608,9 | 1 298,8 | 5 000,2 | 6 760,7 | 80 108,9 | 62 552,8 | 6 547,2 | 149 208,9 | 882,2 | 150 091,1 |
| 3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE | | | | | | | | | | | | | |
| Aide sociale publique | - | - | - | - | - | - | - | - | 12 751,0 | 685,6 | 13 436,6 | 86,6 | 13 523,2 |
| Fonds national de solidarité | - | - | - | - | - | - | - | - | 12 399,8 | 256,2 | 12 656,0 | 45,1 | 12 701,1 |
| Adm. de l'emploi - plac. et rééd. des travailleurs handicapés | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 680,7 | 114,7 | 2 795,4 | 41,0 | 2 836,4 |
| Adm. centrale - aides et secours | - | - | - | - | - | - | - | - | 242,6 | - | 242,6 | - | 242,6 |
| Communes - aides et secours | - | - | - | - | - | - | - | - | 8 760,5 | - | 8 760,5 | - | 8 760,5 |
| Offices sociaux communaux | - | - | - | - | - | - | - | - | 423,2 | - | 423,2 | - | 423,2 |
| Aide privée subventionnée | - | - | - | - | - | - | - | - | 292,8 | 141,5 | 434,3 | 4,1 | 438,4 |
| | - | - | - | - | - | - | - | - | 351,2 | 429,4 | 780,6 | 41,5 | 822,1 |
| Total général | 30 461,3 | 3 992,9 | 4 986,1 | 27 608,9 | 1 298,8 | 5 000,2 | 6 760,7 | 80 108,9 | 75 303,8 | 7 232,8 | 162 645,5 | 968,8 | 163 614,3 |

Tableau 2. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 1998
(en millions de francs)

| Régimes, institutions et gestions | Prestations par fonction | | | | | | | | | | | | Autres dépenses | | | | Total des dépenses courantes |
|---|--------------------------|----------|------------------------|--|--------|------------|----------|-----------|--------|----------|--|--------|-----------------------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| | Maladie | | Invalidité Infrmité | Accidents du travail - Maladies professionnelles | | Vieillesse | Survie | Maternité | | Famille | Chômage et promotion de l'emploi | Divers | Total des prestations | Frais de fonction- nement et autres | Total des dépenses sans transferts entre gestions | Transferts entre gestions | |
| | Espèces | Nature | | Espèces | Nature | | | Espèces | Nature | | | | | | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | |
| 1. REGIMES DE BASE | 4 120,3 | 28 186,8 | 13 038,2 | 3 411,7 | 878,2 | 42 886,2 | 19 627,6 | 1 783,4 | 574,8 | 15 464,4 | 3 886,0 | 0,0 | 133 857,6 | 3 950,1 | 137 807,7 | 853,6 | 138 661,3 |
| | - | - | 152,4 | - | - | - | - | 427,8 | - | 14 806,1 | - | - | 15 386,3 | 200,9 | 15 587,2 | - | 15 587,2 |
| 11.Régimes nationaux | 4 120,3 | 28 186,8 | 11 634,6 | 3 411,7 | 878,2 | 31 218,0 | 14 962,5 | 1 355,6 | 574,8 | 505,9 | 3 886,0 | 0,0 | 100 734,4 | 3 675,2 | 104 409,6 | 742,3 | 105 151,9 |
| | 4 120,3 | 28 182,8 | - | - | - | - | 142,6 | 1 355,6 | 574,8 | - | - | - | 34 376,1 | 1 319,8 | 35 695,9 | - | 35 695,9 |
| 12.Régimes généraux | - | 4,0 | 11 634,6 | - | - | 29 928,0 | 14 297,9 | - | - | 505,9 | - | - | 56 370,4 | 544,8 | 56 915,2 | 742,3 | 57 657,5 |
| | - | - | - | 3 240,9 | 846,6 | - | 503,0 | - | - | - | - | - | 4 590,5 | 249,1 | 4 839,6 | - | 4 839,6 |
| Ass. accidents - sect. industrille | - | - | - | 170,8 | 31,6 | - | 19,0 | - | - | - | - | - | 221,4 | 20,3 | 241,7 | - | 241,7 |
| | - | - | - | - | - | 1 290,0 | - | - | - | - | 3 886,0 | - | 5 176,0 | 1 541,2 | 6 717,2 | - | 6 717,2 |
| 13.Régimes spéciaux | - | - | 1 251,2 | - | - | 11 668,2 | 4 665,1 | - | - | 152,4 | - | - | 17 736,9 | 74,0 | 17 810,9 | 111,3 | 17 922,2 |
| | - | - | 1 229,3 | - | - | 11 481,7 | 4 590,0 | - | - | 152,4 | - | - | 17 453,4 | 68,1 | 17 521,5 | 95,7 | 17 617,2 |
| Régimes statutaires | - | - | 241,0 | - | - | 5 624,3 | 2 089,0 | - | - | 80,3 | - | - | 8 034,6 | 16,7 | 8 051,3 | 86,8 | 8 138,1 |
| | - | - | 267,5 | - | - | 1 658,4 | 722,2 | - | - | 26,7 | - | - | 2 674,8 | 17,3 | 2 692,1 | 2,8 | 2 694,9 |
| Adm. centrale - service pensions | - | - | 18,2 | - | - | 377,6 | 139,1 | - | - | - | - | - | 534,9 | - | 534,9 | 6,1 | 541,0 |
| | - | - | 668,2 | - | - | 3 018,5 | 1 341,5 | - | - | 33,9 | - | - | 5 062,1 | 26,0 | 5 088,1 | - | 5 088,1 |
| Soc. nat. des chemins de fer - pensions | - | - | 34,4 | - | - | 802,9 | 298,2 | - | - | 11,5 | - | - | 1 147,0 | 8,1 | 1 155,1 | - | 1 155,1 |
| | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Postes et télécommunications | - | - | 21,9 | - | - | 186,5 | 75,1 | - | - | - | - | - | 283,5 | 5,9 | 289,4 | 15,6 | 305,0 |
| | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Tableau 2. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 1998 (suite)
(en millions de francs)

| Régimes, institutions et gestions | Prestations par fonction | | | | | | | | | | | | | | | | Autres dépenses | | | Total des dépenses courantes |
|--|------------------------------|---------|------------------------|--|----------|------------|----------|-----------|----------|---------|--|----------|-----------------------------|--|--|---------------------------------|-----------------|-----------|-----------|------------------------------|
| | Maladie | | Invalidité Infrmité | Accidents du travail - Maladies professionnelles | | Vieillesse | Survie | Maternité | | Famille | Chômage et promotion de l'emploi | Divers | Total des prestations | Frais de fonction- nement et autres | Total des dépenses sans transferts entre gestions | Transferts entre gestions | | | | |
| | Espèces | Nature | | Espèces | Nature | | | Espèces | Nature | | | | | | | | Espèces | Nature | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | | | | |
| 2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES | 1,8 | 642,1 | 9,9 | - | - | 127,7 | 81,9 | 0,5 | - | - | - | - | 863,9 | 108,7 | 972,6 | - | 972,6 | | | |
| | 21.Régimes nationaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 22.Régimes généraux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | - | - | 7,0 | - | - | 127,7 | 44,0 | - | - | - | - | - | 178,7 | - | 178,7 | - | 178,7 | | | |
| | - | - | - | - | - | 59,1 | 8,0 | - | - | - | - | - | 67,1 | - | 67,1 | - | 67,1 | | | |
| | - | - | 7,0 | - | - | 68,0 | 36,0 | - | - | - | - | - | 111,0 | - | 111,0 | - | 111,0 | | | |
| | - | - | - | - | - | 0,6 | - | - | - | - | - | - | 0,6 | - | 0,6 | - | 0,6 | | | |
| | 1,8 | 642,1 | 2,9 | - | - | - | 37,9 | 0,5 | - | - | - | - | 685,2 | 108,7 | 793,9 | - | 793,9 | | | |
| | - | 633,7 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 633,7 | 73,2 | 706,9 | - | 706,9 | | | |
| | 1,8 | 8,4 | 2,9 | - | - | - | 37,9 | 0,5 | - | - | - | - | 51,5 | 35,5 | 87,0 | - | 87,0 | | | |
| Total 1+2 | | 4 122,1 | 28 828,9 | 13 048,1 | 3 411,7 | 878,2 | 43 013,9 | 19 709,5 | 1 783,9 | 574,8 | 15 464,4 | 3 886,0 | - | 134 721,5 | 4 058,8 | 138 780,3 | 853,6 | 139 633,9 | | |
| 3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE | - | 1 633,4 | 1 634,9 | - | - | 4 410,7 | - | - | - | 3 541,6 | 63,0 | 381,2 | 11 664,8 | 1 401,9 | 13 066,7 | 342,9 | 13 409,6 | | | |
| | - | 1 317,3 | 1 597,1 | - | - | 4 405,7 | - | - | - | 3 432,5 | 63,0 | 381,2 | 11 196,8 | 1 277,3 | 12 474,1 | 251,6 | 12 725,7 | | | |
| | - | - | 1 106,1 | - | - | 1 548,5 | - | - | - | 110,6 | - | - | 2 765,2 | 66,8 | 2 832,0 | - | 2 832,0 | | | |
| | Fonds national de solidarité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | - | - | 242,6 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 242,6 | - | 242,6 | - | 242,6 | | | |
| | - | 1 088,2 | 248,4 | - | - | 2 628,0 | - | - | - | 3 203,1 | - | 240,0 | 7 407,7 | 1 101,0 | 8 508,7 | 251,6 | 8 760,3 | | | |
| | - | 189,5 | - | - | - | 75,7 | - | - | - | - | - | 141,2 | 406,4 | 16,8 | 423,2 | - | 423,2 | | | |
| | - | 39,6 | - | - | - | 153,5 | - | - | - | 118,8 | 63,0 | - | 374,9 | 92,7 | 467,6 | - | 467,6 | | | |
| | - | 316,1 | 37,8 | - | - | 5,0 | - | - | - | 109,1 | - | - | 468,0 | 124,6 | 592,6 | 91,3 | 683,9 | | | |
| | Total général | | 4 122,1 | 30 462,3 | 14 683,0 | 3 411,7 | 878,2 | 47 424,6 | 19 709,5 | 1 783,9 | 574,8 | 19 006,0 | 3 949,0 | 381,2 | 146 386,3 | 5 460,7 | 151 847,0 | 1 196,5 | 153 043,5 | |

Partie statistique

Tableau 3. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 1999 (Données provisoires)
(en millions de francs)

| Régimes, institutions et gestions | Cotisations | | | | | | | | Revenus des capitaux et autres recettes courantes | | Transferts entre gestions | Total des recettes courantes |
|---|-------------|--------------|-------------|------------|-------------------------------------|------------|-----------------------|-----------------------------------|---|-------------------------------------|---------------------------|------------------------------|
| | Ménages | | Entreprises | | Admin. publiques | | Total des cotisations | Contributions publiques courantes | Total des recettes sans transferts entre gestions | | | |
| | Salariés | Non-salariés | Non-actifs | Effectives | Fictives (Prestations d'employeurs) | Effectives | | | | Fictives (Prestations d'employeurs) | 9 | 10 |
| 1. REGIMES DE BASE | 35 456,5 | 4 262,3 | 5 586,1 | 29 748,5 | 1 339,5 | 5 225,7 | 6 463,3 | 88 081,9 | 71 648,2 | 6 097,3 | 1 248,6 | 167 076,0 |
| 11.Régimes nationaux | 2 914,8 | 157,1 | 554,9 | - | - | 1 076,6 | - | 4 703,4 | 19 958,7 | 67,8 | 440,0 | 25 169,9 |
| Caisse nationale des prestations familiales | - | 3,7 | - | - | - | 1 076,6 | - | 1 080,3 | 17 032,0 | 30,1 | 440,0 | 18 582,4 |
| Assurance dépendance | 2 914,8 | 153,4 | 554,9 | - | - | - | - | 3 623,1 | 2 926,7 | 37,7 | - | 6 587,5 |
| 12.Régimes généraux | 29 907,7 | 4 105,2 | 5 031,2 | 29 748,5 | 0,0 | 2 964,2 | 0,0 | 71 756,8 | 45 129,3 | 5 984,2 | 477,7 | 123 348,0 |
| Caisses de maladie - UCM | 9 499,1 | 953,1 | 4 295,0 | 7 826,7 | - | 1 414,9 | - | 23 988,8 | 14 354,9 | 433,8 | 332,8 | 39 110,3 |
| Caisses de pension - régime contributif | 20 408,6 | 2 954,6 | 736,2 | 18 093,9 | - | 1 349,9 | - | 43 543,2 | 23 755,4 | 4 903,2 | 122,6 | 72 324,4 |
| Assurance accidents - section industrielle | - | 197,5 | - | 3 745,0 | - | 188,7 | - | 4 131,2 | 705,9 | 345,3 | 22,3 | 5 204,7 |
| Assurance accidents - section agr.et forest. | - | - | - | 82,9 | - | 10,7 | - | 93,6 | 134,2 | 5,0 | - | 232,8 |
| Fonds pour l'emploi | - | - | - | - | - | - | - | - | 6 178,9 | 296,9 | - | 6 475,8 |
| 13.Régimes spéciaux | 2 634,0 | - | - | - | 1 339,5 | 1 184,9 | 6 463,3 | 11 621,7 | 6 560,2 | 45,3 | 330,9 | 18 558,1 |
| Régimes statutaires | 2 634,0 | - | - | - | 1 339,5 | 1 184,9 | 6 463,3 | 11 621,7 | 6 273,6 | 45,3 | 330,9 | 18 271,5 |
| Adm. centrale - service des pensions | 2 057,6 | - | - | - | - | - | 6 240,8 | 8 298,4 | - | - | 93,5 | 8 391,9 |
| Caisse de prév. des fonct. et empl. communaux | 482,5 | - | - | - | - | 1 184,9 | - | 1 667,4 | 1 013,7 | 45,3 | 200,2 | 2 926,6 |
| Adm. de séc. sociale - pensions | 93,9 | - | - | - | - | - | 222,5 | 316,4 | 204,8 | - | 37,2 | 558,4 |
| Société nationale des chemins de fer - pensions | - | - | - | - | 811,4 | - | - | 811,4 | 4 384,0 | - | - | 5 195,4 |
| Postes et télécommunications | - | - | - | - | 528,1 | - | - | 528,1 | 671,1 | - | - | 1 199,2 |
| Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle | - | - | - | - | - | - | - | - | 286,6 | - | - | 286,6 |

Tableau 3. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 1999 (suite) (Données provisoires)
(en millions de francs)

| Régimes, institutions et gestions | Ménages | | | Cotisations | | | | Total des cotisations | Contributions publiques courantes | Revenus des capitaux et autres recettes courantes | Total des recettes sans transferts entre gestions | Transferts entre gestions | Total des recettes courantes |
|---|----------|--------------|------------|-------------|-------------------------------------|------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---|---|---------------------------|------------------------------|
| | Salariés | Non-salariés | Non-actifs | Entreprises | | Admin. publiques | | | | | | | |
| | | | | Effectives | Fictives (Prestations d'employeurs) | Effectives | Fictives (Prestations d'employeurs) | | | | | | |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES | 535,6 | 35,4 | 212,5 | 2,2 | 0,0 | 0,0 | 181,3 | 967,0 | 3,7 | 75,2 | 1 045,9 | 0,0 | 1 045,9 |
| 21.Régimes nationaux | | | | | | | | | | | | | |
| 22.Régimes généraux | | | | | | | | | | | | | |
| 23.Régimes spéciaux - statutaires | - | - | - | - | - | - | 181,3 | 181,3 | 0,3 | - | 181,6 | - | 181,6 |
| Adm. centrale - suppléments de pension | - | - | - | - | - | - | 70,0 | 70,0 | - | - | 70,0 | - | 70,0 |
| Adm. locales - suppléments de pension | - | - | - | - | - | - | 111,0 | 111,0 | - | - | 111,0 | - | 111,0 |
| Adm. de séc. sociale - suppléments de pension | - | - | - | - | - | - | 0,3 | 0,3 | 0,3 | - | 0,6 | - | 0,6 |
| 24.Régimes volontaires | 535,6 | 35,4 | 212,5 | 2,2 | - | - | - | 785,7 | 3,4 | 75,2 | 864,3 | - | 864,3 |
| Caisse médico-chirurgicale mutualiste | 460,4 | 35,4 | 212,5 | - | - | - | - | 708,3 | 0,3 | 21,2 | 729,8 | - | 729,8 |
| Sociétés de secours mutuels | 75,2 | - | - | 2,2 | - | - | - | 77,4 | 3,1 | 54,0 | 134,5 | - | 134,5 |
| Total 1+2 | 35 992,1 | 4 297,7 | 5 798,6 | 29 750,7 | 1 339,5 | 5 225,7 | 6 644,6 | 89 048,9 | 71 651,9 | 6 172,5 | 166 873,3 | 1 248,6 | 168 121,9 |
| 3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE | - | - | - | - | - | - | - | - | 9 827,3 | 761,8 | 10 589,1 | 107,6 | 10 696,7 |
| Aide sociale publique | - | - | - | - | - | - | - | - | 9 415,4 | 284,6 | 9 700,0 | 48,5 | 9 748,5 |
| Fonds national de solidarité | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 243,3 | 140,2 | 2 383,5 | 44,3 | 2 427,8 |
| Adm. de l'emploi - plac. et rééd. des travailleurs handicapés | - | - | - | - | - | - | - | - | 259,8 | - | 259,8 | - | 259,8 |
| Adm. centrale - aides et secours | - | - | - | - | - | - | - | - | 6 293,2 | - | 6 293,2 | - | 6 293,2 |
| Communes - aides et secours | - | - | - | - | - | - | - | - | 320,5 | - | 320,5 | - | 320,5 |
| Offices sociaux communaux | - | - | - | - | - | - | - | - | 298,6 | 144,4 | 443,0 | 4,2 | 447,2 |
| Aide privée subventionnée | - | - | - | - | - | - | - | - | 411,9 | 477,2 | 889,1 | 59,1 | 948,2 |
| Total général | 35 992,1 | 4 297,7 | 5 798,6 | 29 750,7 | 1 339,5 | 5 225,7 | 6 644,6 | 89 048,9 | 81 479,2 | 6 934,3 | 177 462,4 | 1 356,2 | 178 818,6 |

Tableau 4. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 1999 (Données provisoires)
(en millions de francs)

| Régimes, institutions et gestions | Prestations par fonction | | | | | | | | | | | | Autres dépenses | | | | Total des dépenses courantes |
|--|--------------------------|----------|------------------------|--|---------|------------|----------|-----------|--------|----------|--|--------|-----------------------------|--|--|---------------------------------|------------------------------|
| | Maladie | | Invalidité Infrmité | Accidents du travail - Maladies professionnelles | | Vieillesse | Survie | Maternité | | Famille | Chômage et promotion de l'emploi | Divers | Total des prestations | Frais de fonction- nement et autres | Total des dépenses sans transferts entre gestions | Transferts entre gestions | |
| | Espèces | Nature | | Espèces | Nature | | | Espèces | Nature | | | | | | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | |
| 1. REGIMES DE BASE | 4 511,1 | 30 937,5 | 19 237,1 | 3 651,3 | 1 008,8 | 44 714,0 | 20 480,2 | 2 062,5 | 710,2 | 18 391,6 | 2 897,9 | 0,0 | 148 602,2 | 3 819,5 | 152 421,7 | 1 366,7 | 153 788,4 |
| 11.Régimes nationaux | - | - | 5 760,1 | - | - | - | - | 408,7 | - | 17 703,4 | - | - | 23 872,2 | 322,9 | 24 195,1 | 0,0 | 24 195,1 |
| Caisse nationale des prestations familiales | - | - | 195,8 | - | - | - | - | 408,7 | - | 17 703,4 | - | - | 18 307,9 | 229,9 | 18 537,8 | - | 18 537,8 |
| Assurance dépendance | - | - | 5 564,3 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 5 564,3 | 93,0 | 5 657,3 | - | 5 657,3 |
| 12.Régimes généraux | 4 511,1 | 30 937,5 | 12 166,8 | 3 651,3 | 1 008,8 | 32 527,5 | 15 611,7 | 1 653,8 | 710,2 | 529,0 | 2 897,9 | 0,0 | 106 205,6 | 3 427,7 | 109 633,3 | 1 224,8 | 110 858,1 |
| Caisses de maladie - UCM | 4 511,1 | 30 937,5 | - | - | - | - | 139,4 | 1 653,8 | 710,2 | - | - | - | 37 952,0 | 1 348,3 | 39 300,3 | - | 39 300,3 |
| Régime contributif des pensions | - | - | 12 166,8 | - | - | 31 299,2 | 14 957,6 | - | - | 529,0 | - | - | 58 952,6 | 564,0 | 59 516,6 | 784,8 | 60 301,4 |
| Ass. accidents - sect. industrielle | - | - | - | 3 482,4 | 975,4 | - | 497,9 | - | - | - | - | - | 4 955,7 | 225,1 | 5 180,8 | - | 5 180,8 |
| Ass. accidents - sect. agr. et forest. | - | - | - | 168,9 | 33,4 | - | 16,8 | - | - | - | - | - | 219,1 | 17,7 | 236,8 | - | 236,8 |
| Fonds pour l'emploi | - | - | - | - | - | 1 228,3 | - | - | - | - | 2 897,9 | - | 4 126,2 | 1 272,6 | 5 398,8 | 440,0 | 5 838,8 |
| 13.Régimes spéciaux | - | - | 1 310,2 | - | - | 12 186,5 | 4 868,5 | - | - | 159,2 | - | - | 18 524,4 | 68,9 | 18 593,3 | 141,9 | 18 735,2 |
| Régimes statutaires | - | - | 1 289,5 | - | - | 12 008,8 | 4 802,3 | - | - | 159,2 | - | - | 18 259,8 | 62,7 | 18 322,5 | 126,1 | 18 448,6 |
| Adm. centrale - service pensions | - | - | 251,6 | - | - | 5 869,6 | 2 180,1 | - | - | 83,5 | - | - | 8 384,8 | 18,0 | 8 402,8 | 93,2 | 8 496,0 |
| Caisse de prév. fonct. et empl. communaux | - | - | 280,1 | - | - | 1 736,7 | 756,3 | - | - | 28,0 | - | - | 2 801,1 | 18,7 | 2 819,8 | 21,7 | 2 841,5 |
| Adm. séc. soc. - pensions | - | - | 18,6 | - | - | 386,3 | 142,3 | - | - | - | - | - | 547,2 | - | 547,2 | 11,2 | 558,4 |
| Soc. nat. des chemins de fer - pensions | - | - | 703,2 | - | - | 3 176,8 | 1 411,8 | - | - | 35,7 | - | - | 5 327,5 | 26,0 | 5 353,5 | - | 5 353,5 |
| Postes et télécommunications | - | - | 36,0 | - | - | 839,4 | 311,8 | - | - | 12,0 | - | - | 1 199,2 | - | 1 199,2 | - | 1 199,2 |
| Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle | - | - | 20,7 | - | - | 177,7 | 66,2 | - | - | - | - | - | 264,6 | 6,2 | 270,8 | 15,8 | 286,6 |

Tableau 4. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 1999 (suite) (Données provisoires)
(en millions de francs)

| Régimes, institutions et gestions | Prestations par fonction | | | | | | | | | | | | | | | | | Autres dépenses | | | Total des dépenses courantes |
|--|--------------------------|----------|------------------------|--|---------|------------|----------|-----------|--------|----------|--|--------|-----------------------------|--|--|---------------------------------|-----------|-----------------|--|--|------------------------------|
| | Maladie | | Invalidité Infrimté | Accidents du travail - Maladies professionnelles | | Vieillesse | Survie | Maternité | | Famille | Chômage et promotion de l'emploi | Divers | Total des prestations | Frais de fonction- nement et autres | Total des dépenses sans transferts entre gestions | Transferts entre gestions | | | | | |
| | Espèces | Nature | | Espèces | Nature | | | Espèces | Nature | | | | | | | | | | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | | | | | |
| 2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES | 1,9 | 641,2 | 10,0 | - | - | 130,6 | 82,7 | 0,5 | - | - | - | - | 866,9 | 105,3 | 972,2 | - | 972,2 | | | | |
| 21.Régimes nationaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 22.Régimes généraux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 23.Régimes spéciaux - statutaires | - | - | 7,0 | - | - | 130,6 | 44,0 | - | - | - | - | - | 181,6 | - | 181,6 | - | 181,6 | | | | |
| Adm. centrale - suppl. de pension | | - | | - | | 62,0 | 8,0 | - | - | - | - | - | 70,0 | - | 70,0 | - | 70,0 | | | | |
| Adm. locales - suppl. de pension | - | - | 7,0 | - | - | 68,0 | 36,0 | - | - | - | - | - | 111,0 | - | 111,0 | - | 111,0 | | | | |
| Adm. de séc. soc. - suppl. de pension | - | - | - | - | - | 0,6 | - | - | - | - | - | - | 0,6 | - | 0,6 | - | 0,6 | | | | |
| 24.Régimes volontaires | 1,9 | 641,2 | 3,0 | - | - | - | 38,7 | 0,5 | - | - | - | - | 685,3 | 105,3 | 790,6 | - | 790,6 | | | | |
| Caisse médico-chirurgicale mutualiste | - | 632,6 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 632,6 | 69,0 | 701,6 | - | 701,6 | | | | |
| Sociétés de secours mutuels | 1,9 | 8,6 | 3,0 | - | - | - | 38,7 | 0,5 | - | - | - | - | 52,7 | 36,3 | 89,0 | - | 89,0 | | | | |
| Total 1+2 | 4 513,0 | 31 578,7 | 19 247,1 | 3 651,3 | 1 008,8 | 44 844,6 | 20 562,9 | 2 063,0 | 710,2 | 18 391,6 | 2 897,9 | - | 149 469,1 | 3 924,8 | 153 393,9 | 1 366,7 | 154 760,6 | | | | |
| 3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE | - | 1 305,9 | 1 489,7 | - | - | 2 021,9 | - | - | - | 3 673,9 | 64,3 | 359,5 | 8 915,2 | 1 214,8 | 10 130,0 | 343,7 | 10 473,7 | | | | |
| Aide sociale publique | - | 965,4 | 1 462,3 | - | - | 2 017,9 | - | - | - | 3 553,8 | 64,3 | 359,5 | 8 423,2 | 1 087,0 | 9 510,2 | 263,7 | 9 773,9 | | | | |
| Fonds national de solidarité | - | - | 940,6 | - | - | 1 316,9 | - | - | - | 94,1 | - | - | 2 351,6 | 71,9 | 2 423,5 | - | 2 423,5 | | | | |
| Adm. de l'emploi - placement et ré- éducation des travailleurs handicapés | - | - | 259,7 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 259,7 | - | 259,7 | - | 259,7 | | | | |
| Adm. centrale - aides et secours | - | 751,1 | 262,0 | - | - | 501,0 | - | - | - | 3 287,3 | - | 307,5 | 5 108,9 | 920,6 | 6 029,5 | 263,7 | 6 293,2 | | | | |
| Communes - aides et secours | - | 173,9 | - | - | - | 43,4 | - | - | - | 51,2 | - | 52,0 | 320,5 | - | 320,5 | - | 320,5 | | | | |
| Offices sociaux communaux | - | 40,4 | - | - | - | 156,6 | - | - | - | 121,2 | 64,3 | - | 382,5 | 94,5 | 477,0 | - | 477,0 | | | | |
| Aide privée subventionnée | - | 340,5 | 27,4 | - | - | 4,0 | - | - | - | 120,1 | - | - | 492,0 | 127,8 | 619,8 | 80,0 | 699,8 | | | | |
| Total général | 4 513,0 | 32 884,6 | 20 736,8 | 3 651,3 | 1 008,8 | 46 866,5 | 20 562,9 | 2 063,0 | 710,2 | 22 065,5 | 2 962,2 | 359,5 | 158 384,3 | 5 139,6 | 163 523,9 | 1 710,4 | 165 234,3 | | | | |

Tableau 5. - Tableau récapitulatif pour la période 1970 à 1999 des RECETTES COURANTES par régime de sécurité sociale
en million de francs et en pour cent du produit intérieur brut (PIB) *)

| REGIMES | Année | Cotisations | | | | | | Total des cotisations | Revenus des capitaux et autres recettes courantes | | Total des recettes sans transferts entre gestions | | Transferts entre gestions | Total des recettes courantes en % du PIB ^{*)} | |
|---|-------|--|--|------------------------|---|------------|----------|-----------------------|---|-----------|---|----|---------------------------|--|-------|
| | | Ménages Cotisations des salariés, non-salariés et non-actifs | Entreprises Cotisations effectives et fictives | Cotisations effectives | Administrations publiques Cotisations fictives (prestations d'employeurs) | Sous-total | 7 | | 8 | 9 | 10 | 11 | | 12 | 13 |
| 1. Régimes de base Régimes nationaux | 1970 | 19,9 | 361,2 | 223,7 | - | 223,7 | 604,8 | 323,3 | 1,0 | 929,1 | 1,6% | - | - | 929,1 | 1,6% |
| | 1985 | 136,0 | 1 433,0 | 334,0 | - | 334,0 | 1 903,0 | 1 550,0 | 88,0 | 3 541,0 | 1,3% | - | - | 3 541,0 | 1,3% |
| | 1990 | 105,5 | 1 922,9 | 551,5 | - | 551,5 | 2 579,9 | 3 033,4 | 218,7 | 5 832,0 | 1,5% | - | - | 5 832,0 | 1,5% |
| | 1998 | 164,2 | - | 1 055,6 | - | 1 055,6 | 1 219,8 | 14 345,0 | 22,4 | 15 587,2 | 2,3% | - | - | 15 587,2 | 2,3% |
| | 1999 | 3 626,8 | - | 1 076,6 | - | 1 076,6 | 4 703,4 | 19 958,7 | 67,8 | 24 729,9 | 3,4% | - | - | 24 729,9 | 3,4% |
| | 1970 | 2 257,0 | 1 878,4 | 227,8 | 7,8 | 235,6 | 4 371,0 | 1 374,4 | 822,1 | 6 567,5 | 11,5% | - | - | 6 567,5 | 11,5% |
| | 1985 | 13 508,6 | 10 118,4 | 1 230,5 | 63,0 | 1 293,5 | 24 920,5 | 15 441,7 | 3 562,5 | 43 924,7 | 15,8% | - | - | 43 924,7 | 15,8% |
| | 1990 | 19 681,2 | 15 372,9 | 1 374,4 | 68,9 | 1 443,3 | 36 497,4 | 24 505,7 | 6 607,6 | 67 610,7 | 17,2% | - | - | 67 610,7 | 17,2% |
| | 1998 | 36 444,7 | 27 606,8 | 2 806,0 | - | 2 806,0 | 66 857,5 | 41 773,1 | 6 389,5 | 115 020,1 | 17,3% | - | - | 115 020,1 | 17,3% |
| | 1999 | 39 044,1 | 29 748,5 | 2 964,2 | - | 2 964,2 | 71 756,8 | 45 129,3 | 5 984,2 | 122 870,3 | 16,8% | - | - | 122 870,3 | 16,8% |
| Régimes spéciaux (statutaires) | 1970 | 106,4 | 222,2 | 81,0 | 556,9 | 637,9 | 966,5 | 562,0 | 5,0 | 1 533,5 | 2,7% | - | - | 1 533,5 | 2,7% |
| | 1985 | 543,0 | 1 149,0 | 515,0 | 3 831,0 | 4 346,0 | 6 038,0 | 2 946,0 | 23,0 | 9 007,0 | 3,2% | - | - | 9 007,0 | 3,2% |
| | 1990 | 831,3 | 1 662,6 | 778,2 | 4 972,0 | 5 750,2 | 8 244,1 | 4 009,9 | 44,9 | 12 298,9 | 3,1% | - | - | 12 298,9 | 3,1% |
| | 1998 | 2 116,3 | 1 298,8 | 1 138,6 | 6 582,3 | 7 720,9 | 11 136,0 | 6 126,1 | 59,9 | 17 322,0 | 2,6% | - | - | 17 322,0 | 2,6% |
| | 1999 | 2 634,0 | 1 339,5 | 1 184,9 | 6 463,3 | 7 648,2 | 11 621,7 | 6 273,6 | 45,3 | 17 940,6 | 2,5% | - | - | 17 940,6 | 2,5% |
| | 1970 | - | - | - | - | - | - | 160,6 | - | 160,6 | 0,3% | - | - | 160,6 | 0,3% |
| | 1985 | - | - | - | - | - | - | 299,0 | - | 299,0 | 0,1% | - | - | 299,0 | 0,1% |
| | 1990 | - | - | - | - | - | - | 303,0 | - | 303,0 | 0,1% | - | - | 303,0 | 0,1% |
| | 1998 | - | - | - | - | - | - | 305,0 | - | 305,0 | 0,0% | - | - | 305,0 | 0,0% |
| | 1999 | - | - | - | - | - | - | 286,6 | - | 286,6 | 0,0% | - | - | 286,6 | 0,0% |
| 2. Régimes complémentaires ou supplémentaires Régimes spéciaux (statutaires) | 1970 | 6,0 | - | - | 19,9 | 19,9 | 25,9 | - | - | 25,9 | 0,0% | - | - | 25,9 | 0,0% |
| | 1985 | 5,0 | - | - | 112,0 | 112,0 | 117,0 | 1,0 | - | 118,0 | 0,0% | - | - | 118,0 | 0,0% |
| | 1990 | 10,5 | - | - | 171,4 | 171,4 | 181,9 | 0,2 | - | 182,1 | 0,0% | - | - | 182,1 | 0,0% |
| | 1998 | - | - | - | 178,4 | 178,4 | 178,4 | 0,3 | - | 178,7 | 0,0% | - | - | 178,7 | 0,0% |
| | 1999 | - | - | - | 181,3 | 181,3 | 181,3 | 0,3 | - | 181,6 | 0,0% | - | - | 181,6 | 0,0% |
| | 1970 | 48,0 | 0,5 | 0,3 | - | 0,3 | 48,8 | 1,1 | 6,0 | 55,9 | 0,1% | - | - | 55,9 | 0,1% |
| | 1985 | 310,0 | 1,0 | 1,0 | - | 1,0 | 312,0 | 1,0 | 45,0 | 358,0 | 0,1% | - | - | 358,0 | 0,1% |
| | 1990 | 405,9 | 0,3 | 0,9 | - | 0,9 | 407,1 | 1,3 | 100,7 | 509,1 | 0,1% | - | - | 509,1 | 0,1% |
| | 1998 | 715,1 | 2,1 | - | - | - | 717,2 | 3,3 | 75,4 | 795,9 | 0,1% | - | - | 795,9 | 0,1% |
| | 1999 | 783,5 | 2,2 | - | - | - | 785,7 | 3,4 | 75,2 | 864,3 | 0,1% | - | - | 864,3 | 0,1% |
| 3. Régimes d'autres actions de protection sociale | 1970 | 1,1 | - | - | - | - | 1,1 | 522,7 | 41,7 | 565,5 | 1,0% | - | - | 565,5 | 1,0% |
| | 1985 | 2,0 | - | - | - | - | 2,0 | 3 153,0 | 215,0 | 3 370,0 | 1,2% | - | - | 3 370,0 | 1,2% |
| | 1990 | - | - | - | - | 0,0 | 0,0 | 5 952,7 | 379,3 | 6 332,0 | 1,6% | - | - | 6 332,0 | 1,6% |
| | 1998 | - | - | - | - | - | - | 12 751,0 | 685,6 | 13 436,6 | 2,0% | - | - | 13 436,6 | 2,0% |
| | 1999 | - | - | - | - | - | - | 9 827,3 | 761,8 | 10 589,1 | 1,4% | - | - | 10 589,1 | 1,4% |
| | 1970 | 2 438,4 | 2 462,3 | 532,8 | 584,6 | 1 117,4 | 6 018,1 | 2 944,1 | 875,8 | 9 838,0 | 17,3% | - | - | 9 838,0 | 17,3% |
| | 1985 | 14 504,6 | 12 701,4 | 2 080,5 | 4 006,0 | 6 086,5 | 33 292,5 | 23 391,7 | 3 933,5 | 60 617,7 | 21,8% | - | - | 60 617,7 | 21,8% |
| | 1990 | 21 034,4 | 18 958,7 | 2 705,0 | 5 212,3 | 7 917,3 | 47 910,4 | 37 806,2 | 7 351,2 | 93 067,8 | 23,7% | - | - | 93 067,8 | 23,7% |
| | 1998 | 39 440,3 | 28 907,7 | 5 000,2 | 6 760,7 | 11 760,9 | 80 108,9 | 75 303,8 | 7 232,8 | 162 645,5 | 24,4% | - | - | 162 645,5 | 24,4% |
| | 1999 | 46 088,4 | 31 090,2 | 5 225,7 | 6 644,6 | 11 870,3 | 89 048,9 | 81 479,2 | 6 934,3 | 177 462,4 | 24,2% | - | - | 177 462,4 | 24,2% |
| Total général | 1970 | 2 438,4 | 2 462,3 | 532,8 | 584,6 | 1 117,4 | 6 018,1 | 2 944,1 | 875,8 | 9 838,0 | 17,3% | - | - | 9 838,0 | 17,3% |
| | 1985 | 14 504,6 | 12 701,4 | 2 080,5 | 4 006,0 | 6 086,5 | 33 292,5 | 23 391,7 | 3 933,5 | 60 617,7 | 21,8% | - | - | 60 617,7 | 21,8% |
| | 1990 | 21 034,4 | 18 958,7 | 2 705,0 | 5 212,3 | 7 917,3 | 47 910,4 | 37 806,2 | 7 351,2 | 93 067,8 | 23,7% | - | - | 93 067,8 | 23,7% |
| | 1998 | 39 440,3 | 28 907,7 | 5 000,2 | 6 760,7 | 11 760,9 | 80 108,9 | 75 303,8 | 7 232,8 | 162 645,5 | 24,4% | - | - | 162 645,5 | 24,4% |
| | 1999 | 46 088,4 | 31 090,2 | 5 225,7 | 6 644,6 | 11 870,3 | 89 048,9 | 81 479,2 | 6 934,3 | 177 462,4 | 24,2% | - | - | 177 462,4 | 24,2% |

*) PIB - voir "Données financières globales", section 1.F. "Remarque concernant l'interprétation des tableaux".

Tableau 6. - Tableau récapitulatif pour la période 1970 à 1999 des DEPENSES COURANTES par régime de sécurité sociale en millions de francs et en pour cent du produit intérieur brut (PIB)^{*)}

| REGIMES | Année | Total des prestations | | Frais de fonctionnement et autres dépenses | Total des dépenses sans transferts entre gestions | | Transferts entre gestions | Total des dépenses courantes | |
|---|-------|-----------------------|--------------------|--|---|------------------|---------------------------|------------------------------|-------|
| | | 1 en mio de F | 2 en % du PIB*) | | 3 | 4 en mio de F | | 5 en % du PIB*) | 6 |
| 1. Régimes de base Régimes nationaux | 1970 | 920,9 | 1,6% | 17,7 | 938,6 | 1,6% | - | 938,6 | 1,6% |
| | 1985 | 3 367,3 | 1,2% | 86,0 | 3 453,3 | 1,2% | - | 3 453,3 | 1,2% |
| | 1990 | 6 050,5 | 1,5% | 110,4 | 6 160,9 | 1,6% | - | 6 160,9 | 1,6% |
| | 1998 | 15 386,3 | 2,3% | 200,9 | 15 587,2 | 2,3% | - | 15 587,2 | 2,3% |
| | 1999 | 23 872,2 | 3,3% | 322,9 | 24 195,1 | 3,3% | - | 24 195,1 | 3,3% |
| Régimes généraux | 1970 | 5 425,1 | 9,5% | 256,0 | 5 681,1 | 10,0% | 237,9 | 5 919,0 | 10,4% |
| | 1985 | 36 686,8 | 13,2% | 1 538,8 | 38 225,6 | 13,8% | 376,0 | 38 601,6 | 13,9% |
| | 1990 | 53 943,2 | 13,7% | 2 006,2 | 55 949,4 | 14,2% | 1 205,0 | 57 154,4 | 14,6% |
| | 1998 | 100 734,4 | 15,1% | 3 675,2 | 104 409,6 | 15,7% | 742,3 | 105 151,9 | 15,8% |
| | 1999 | 106 205,6 | 14,5% | 3 427,7 | 109 633,3 | 15,0% | 1 224,8 | 110 858,1 | 15,1% |
| Régimes spéciaux (statutaires) | 1970 | 1 480,1 | 2,6% | 7,0 | 1 487,1 | 2,6% | 74,1 | 1 561,2 | 2,7% |
| | 1985 | 8 944,0 | 3,2% | 50,0 | 8 994,0 | 3,2% | 39,0 | 9 033,0 | 3,3% |
| | 1990 | 11 962,7 | 3,0% | 65,9 | 12 028,6 | 3,1% | 326,0 | 12 354,6 | 3,1% |
| | 1998 | 17 453,4 | 2,6% | 68,1 | 17 521,5 | 2,6% | 95,7 | 17 617,2 | 2,6% |
| | 1999 | 18 259,8 | 2,5% | 62,7 | 18 322,5 | 2,5% | 126,1 | 18 448,6 | 2,5% |
| Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle | 1970 | 145,1 | 0,3% | 3,5 | 148,6 | 0,3% | 12,0 | 160,6 | 0,3% |
| | 1985 | 292,0 | 0,1% | 8,0 | 300,0 | 0,1% | 40,0 | 340,0 | 0,1% |
| | 1990 | 271,1 | 0,1% | 7,5 | 278,6 | 0,1% | 24,0 | 302,6 | 0,1% |
| | 1998 | 283,5 | 0,0% | 5,9 | 289,4 | 0,0% | 15,6 | 305,0 | 0,0% |
| | 1999 | 264,6 | 0,0% | 6,2 | 270,8 | 0,0% | 15,8 | 286,6 | 0,0% |
| 2. Régimes complémentaires ou supplémentaires | 1970 | 22,9 | 0,0% | - | 22,9 | 0,0% | - | 22,9 | 0,0% |
| | 1985 | 118,0 | 0,0% | - | 118,0 | 0,0% | - | 118,0 | 0,0% |
| | 1990 | 182,1 | 0,0% | - | 182,1 | 0,0% | - | 182,1 | 0,0% |
| | 1998 | 178,7 | 0,0% | - | 178,7 | 0,0% | - | 178,7 | 0,0% |
| | 1999 | 181,6 | 0,0% | - | 181,6 | 0,0% | - | 181,6 | 0,0% |
| Régimes volontaires | 1970 | 38,9 | 0,1% | 5,4 | 44,3 | 0,1% | - | 44,3 | 0,1% |
| | 1985 | 241,0 | 0,1% | 65,0 | 306,0 | 0,1% | - | 306,0 | 0,1% |
| | 1990 | 354,8 | 0,1% | 65,3 | 420,1 | 0,1% | - | 420,1 | 0,1% |
| | 1998 | 685,2 | 0,1% | 108,7 | 793,9 | 0,1% | - | 793,9 | 0,1% |
| | 1999 | 685,3 | 0,1% | 105,3 | 790,6 | 0,1% | - | 790,6 | 0,1% |
| 3. Régimes d'autres actions de protection sociale | 1970 | 471,6 | 0,8% | 41,7 | 513,3 | 0,9% | 51,6 | 564,9 | 1,0% |
| | 1985 | 2 888,0 | 1,0% | 432,0 | 3 320,0 | 1,2% | 64,0 | 3 384,0 | 1,2% |
| | 1990 | 5 337,3 | 1,4% | 789,7 | 6 127,0 | 1,6% | 255,0 | 6 382,0 | 1,6% |
| | 1998 | 11 664,8 | 1,8% | 1 401,9 | 13 066,7 | 2,0% | 342,9 | 13 409,6 | 2,0% |
| | 1999 | 8 915,2 | 1,2% | 1 214,8 | 10 130,0 | 1,4% | 343,7 | 10 473,7 | 1,4% |
| Total général | 1970 | 8 504,6 | 14,9% | 331,3 | 8 835,9 | 15,5% | 375,6 | 9 211,5 | 16,2% |
| | 1985 | 52 537,1 | 18,9% | 2 179,8 | 54 716,9 | 19,7% | 519,0 | 55 235,9 | 19,9% |
| | 1990 | 78 101,7 | 19,9% | 3 045,0 | 81 146,7 | 20,7% | 1 810,0 | 82 956,7 | 21,1% |
| | 1998 | 146 386,3 | 22,0% | 5 460,7 | 151 847,0 | 22,8% | 1 196,5 | 153 043,5 | 23,0% |
| | 1999 | 158 384,3 | 21,6% | 5 139,6 | 163 523,9 | 22,3% | 1 710,4 | 165 234,3 | 22,6% |

^{*)} PIB - voir "Données financières globales", section 1.F. " Remarque concernant l'interprétation des tableaux ".

Tableau 7. - Tableau récapitulatif pour la période 1970 à 1999 de la structure des statistiques de la protection sociale (Opérations courantes)
Répartition des différentes catégories de recettes en pour cent du total des recettes courantes

| REGIMES | Année | Cotisations | | | | | | Revenus des capitaux et autres recettes courantes | | Total des recettes sans transferts entre gestions en % du PIB*) | | Transferts entre gestions | Total des recettes courantes en % du PIB*) | |
|---|-------|--|--|------------------------|---|------------|-----------------------|---|-------|---|-------|---------------------------|--|-------|
| | | Ménages Cotisations des salariés, non-salariés et non-actifs | Entreprises Cotisations effectives et fictives | Cotisations effectives | Administrations publiques Cotisations fictives (prestations d'employeurs) | Sous-total | Total des cotisations | Contributions publiques courantes | 8 | 9 | 10 | | 11 | 12 |
| 1. Régimes de base Régimes nationaux | 1970 | 2,1% | 38,9% | 24,1% | - | 24,1% | 65,1% | 34,8% | 0,1% | 100,0% | 1,6% | - | 100,0% | 1,6% |
| | 1985 | 3,8% | 40,5% | 9,4% | - | 9,4% | 53,7% | 43,8% | 2,5% | 100,0% | 1,3% | - | 100,0% | 1,3% |
| | 1990 | 1,8% | 33,0% | 9,5% | - | 9,5% | 44,2% | 52,0% | 3,8% | 100,0% | 1,5% | - | 100,0% | 1,5% |
| | 1998 | 1,1% | - | 6,8% | - | 6,8% | 7,8% | 92,0% | 0,1% | 100,0% | 2,3% | - | 100,0% | 2,3% |
| | 1999 | 14,4% | - | 4,3% | - | 4,3% | 18,7% | 79,3% | 0,3% | 98,3% | 3,4% | 1,7% | 100,0% | 3,4% |
| | 1970 | 32,7% | 27,2% | 3,3% | 0,1% | 3,4% | 63,3% | 19,9% | 11,9% | 95,1% | 11,5% | 4,9% | 100,0% | 12,1% |
| | 1985 | 30,7% | 23,0% | 2,8% | 0,1% | 2,9% | 56,6% | 35,1% | 8,1% | 99,7% | 15,8% | 0,3% | 100,0% | 15,9% |
| | 1990 | 28,9% | 22,6% | 2,0% | 0,1% | 2,1% | 53,6% | 36,0% | 9,7% | 99,3% | 17,2% | 0,7% | 100,0% | 17,3% |
| | 1998 | 31,6% | 23,9% | 2,4% | - | 2,4% | 57,9% | 36,2% | 5,5% | 99,6% | 17,3% | 0,4% | 100,0% | 17,3% |
| | 1999 | 31,7% | 24,1% | 2,4% | - | 2,4% | 58,2% | 36,6% | 4,9% | 99,6% | 16,8% | 0,4% | 100,0% | 16,9% |
| Régimes spéciaux (statutaires) | 1970 | 6,8% | 14,2% | 5,2% | 35,5% | 40,7% | 61,6% | 35,8% | 0,3% | 97,7% | 2,7% | 2,3% | 100,0% | 2,8% |
| | 1985 | 5,9% | 12,5% | 5,6% | 41,7% | 47,3% | 65,7% | 32,1% | 0,3% | 98,0% | 3,2% | 2,0% | 100,0% | 3,3% |
| | 1990 | 6,3% | 12,6% | 5,9% | 37,6% | 43,5% | 62,3% | 30,3% | 0,3% | 92,9% | 3,1% | 7,1% | 100,0% | 3,4% |
| | 1998 | 11,9% | 7,3% | 6,4% | 37,0% | 43,4% | 62,6% | 34,5% | 0,3% | 97,4% | 2,6% | 2,6% | 100,0% | 2,7% |
| | 1999 | 14,4% | 7,3% | 6,5% | 35,4% | 41,9% | 63,6% | 34,3% | 0,2% | 98,2% | 2,5% | 1,8% | 100,0% | 2,5% |
| | 1970 | - | - | - | - | - | - | 100,0% | - | 100,0% | 0,3% | - | 100,0% | 0,3% |
| | 1985 | - | - | - | - | - | - | 100,0% | - | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1990 | - | - | - | - | - | - | 100,0% | - | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1998 | - | - | - | - | - | - | 100,0% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1999 | - | - | - | - | - | - | 100,0% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| 2. Régimes complémentaires ou supplémentaires Régimes spéciaux (statutaires) | 1970 | 23,2% | - | - | 76,8% | 76,8% | 100,0% | - | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1985 | 4,2% | - | - | 94,9% | 94,9% | 99,2% | 0,8% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1990 | 5,8% | - | - | 94,1% | 94,1% | 99,9% | 0,1% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1998 | - | - | - | 99,8% | 99,8% | 99,8% | 0,2% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1999 | - | - | - | 99,8% | 99,8% | 99,8% | 0,2% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1970 | 85,9% | 0,9% | 0,5% | - | 0,5% | 87,3% | - | 10,7% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| Régimes volontaires | 1985 | 86,6% | - | 0,3% | - | 0,3% | 87,2% | 0,3% | 12,6% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1990 | 79,7% | 0,1% | 0,2% | - | 0,2% | 80,0% | 0,3% | 19,8% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1998 | 89,8% | 0,3% | - | - | - | 90,1% | 0,4% | 9,5% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1999 | 90,7% | 0,3% | - | - | - | 90,9% | 0,4% | 8,7% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1970 | - | - | - | - | - | - | 92,0% | 7,3% | 99,5% | 1,0% | 0,5% | 100,0% | 1,0% |
| | 1985 | 0,1% | - | - | - | - | 0,1% | 92,0% | 6,3% | 98,3% | 1,2% | 1,7% | 100,0% | 1,2% |
| 3. Régimes d'autres actions de protection sociale | 1990 | - | - | - | - | - | - | 92,4% | 5,9% | 98,3% | 1,6% | 1,7% | 100,0% | 1,6% |
| | 1998 | - | - | - | - | - | - | 94,3% | 5,1% | 99,4% | 0,0% | 0,6% | 100,0% | 0,0% |
| | 1999 | - | - | - | - | - | - | 91,9% | 7,1% | 99,0% | 0,0% | 1,0% | 100,0% | 0,0% |
| | 1970 | 23,9% | 24,1% | 5,2% | 5,7% | 10,9% | 58,9% | 28,8% | 8,6% | 96,3% | 17,3% | 3,7% | 100,0% | 17,9% |
| Total général | 1985 | 23,8% | 20,8% | 3,4% | 6,6% | 10,0% | 54,6% | 38,4% | 6,5% | 99,4% | 21,8% | 0,6% | 100,0% | 22,0% |
| | 1990 | 22,2% | 20,0% | 2,9% | 5,5% | 8,4% | 50,6% | 40,0% | 7,8% | 98,4% | 23,7% | 1,6% | 100,0% | 24,1% |
| | 1998 | 24,1% | 17,7% | 3,1% | 4,1% | 7,2% | 49,0% | 46,0% | 4,4% | 99,4% | 24,4% | 0,6% | 100,0% | 24,6% |
| | 1999 | 25,8% | 17,4% | 2,9% | 3,7% | 6,6% | 49,8% | 45,6% | 3,9% | 99,2% | 24,2% | 0,8% | 100,0% | 24,4% |

*) PIB - voir "Données financières globales", section 1.F. "Remarque concernant l'interprétation des tableaux".

Tableau 8. - Tableau récapitulatif pour la période 1970 à 1999 de la structure des statistiques de la protection sociale (opérations courantes)
Répartition des différentes catégories de dépenses en pour cent du total des dépenses courantes

| REGIMES | Année | Total des prestations en % du PIB*) | | Frais de fonctionnement et autres dépenses | Total des dépenses sans transferts entre gestions en % du PIB*) | | Transferts entre gestions | Total des dépenses courantes en % du PIB*) | |
|---|-------|--|-------|--|---|-------|------------------------------|--|-------|
| | | 1 | 2 | | 3 | 4 | | 5 | 6 |
| 1. Régimes de base Régimes nationaux | 1970 | 98,1% | 1,6% | 1,9% | 100,0% | 1,6% | - | 100,0% | 1,6% |
| | 1985 | 97,5% | 1,2% | 2,5% | 100,0% | 1,2% | - | 100,0% | 1,2% |
| | 1990 | 98,2% | 1,5% | 1,8% | 100,0% | 1,6% | - | 100,0% | 1,6% |
| | 1998 | 98,7% | 2,3% | 1,3% | 100,0% | 2,3% | - | 100,0% | 2,3% |
| | 1999 | 98,7% | 3,3% | 1,3% | 100,0% | 3,3% | - | 100,0% | 3,3% |
| | 1970 | 91,7% | 9,5% | 4,3% | 96,0% | 10,0% | 4,0% | 100,0% | 10,4% |
| | 1985 | 95,0% | 13,2% | 4,0% | 99,0% | 13,8% | 1,0% | 100,0% | 13,9% |
| | 1990 | 94,4% | 13,7% | 3,5% | 97,9% | 14,2% | 2,1% | 100,0% | 14,6% |
| | 1998 | 95,8% | 15,1% | 3,5% | 99,3% | 15,7% | 0,7% | 100,0% | 15,8% |
| | 1999 | 95,8% | 14,5% | 3,1% | 98,9% | 15,0% | 1,1% | 100,0% | 15,1% |
| Régimes spéciaux (statutaires) | 1970 | 94,8% | 2,6% | 0,4% | 95,3% | 2,6% | 4,7% | 100,0% | 2,7% |
| | 1985 | 99,0% | 3,2% | 0,6% | 99,6% | 3,2% | 0,4% | 100,0% | 3,3% |
| | 1990 | 96,8% | 3,0% | 0,5% | 97,4% | 3,1% | 2,6% | 100,0% | 3,1% |
| | 1998 | 99,1% | 2,6% | 0,4% | 99,5% | 2,6% | - | 100,0% | 2,6% |
| | 1999 | 99,0% | 2,5% | 0,3% | 99,3% | 2,5% | - | 100,0% | 2,5% |
| | 1970 | 90,3% | 0,3% | 2,2% | 92,5% | 0,3% | 7,5% | 100,0% | 0,3% |
| | 1985 | 85,9% | 0,1% | 2,4% | 88,2% | 0,1% | 11,8% | 100,0% | 0,1% |
| | 1990 | 89,6% | 0,1% | 2,5% | 92,1% | 0,1% | 7,9% | 100,0% | 0,1% |
| | 1998 | 93,0% | 0,0% | 1,9% | 94,9% | 0,0% | 5,1% | 100,0% | 0,0% |
| | 1999 | 92,3% | 0,0% | 2,2% | 94,5% | 0,0% | 5,5% | 100,0% | 0,0% |
| 2. Régimes complémentaires ou supplémentaires Régimes spéciaux (statutaires) | 1970 | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1985 | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1990 | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1998 | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1999 | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% | - | 100,0% | 0,0% |
| | 1970 | 87,8% | 0,1% | 12,2% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1985 | 78,8% | 0,1% | 21,2% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1990 | 84,5% | 0,1% | 15,5% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1998 | 86,3% | 0,1% | 13,7% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| | 1999 | 86,7% | 0,1% | 13,3% | 100,0% | 0,1% | - | 100,0% | 0,1% |
| 3. Régimes d'autres actions de protection sociale | 1970 | 83,5% | 0,8% | 7,4% | 90,9% | 0,9% | 9,1% | 100,0% | 1,0% |
| | 1985 | 85,3% | 1,0% | 12,8% | 98,1% | 1,2% | 1,9% | 100,0% | 1,2% |
| | 1990 | 83,6% | 1,4% | 12,4% | 96,0% | 1,6% | 4,0% | 100,0% | 1,6% |
| | 1998 | 87,0% | 1,8% | 10,5% | 97,4% | 2,0% | 2,6% | 100,0% | 2,0% |
| | 1999 | 85,1% | 1,2% | 11,6% | 96,7% | 1,4% | 3,3% | 100,0% | 1,4% |
| | 1970 | 92,3% | 14,9% | 3,6% | 95,9% | 15,5% | 4,1% | 100,0% | 16,2% |
| | 1985 | 95,1% | 18,9% | 3,9% | 99,1% | 19,7% | 0,9% | 100,0% | 19,9% |
| | 1990 | 94,1% | 19,9% | 3,7% | 97,8% | 20,7% | 2,2% | 100,0% | 21,1% |
| | 1998 | 95,7% | 22,0% | 3,6% | 99,2% | 22,8% | 0,8% | 100,0% | 23,0% |
| | 1999 | 95,9% | 21,6% | 3,1% | 99,0% | 22,3% | 1,0% | 100,0% | 22,6% |
| Total général | | | | | | | | | |

*) PIB - voir "Données financières globales", section 1.F. "Remarque concernant l'interprétation des tableaux".

Partie statistique

Section 2. - Protection sociale dans l'Union Européenne

2.1. Remarques préliminaires et sources statistiques

Les tableaux statistiques de ce chapitre donnent un aperçu sur les statistiques de protection sociale au niveau de quinze Etats membres de l'Union Européenne; ils ont été repris des publications spécifiques de l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT) et du Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC), Luxembourg.

Il convient de relever que les données chiffrées qui suivent se rapportent aux années 1990, 1994, 1995 et 1997.

Le lecteur intéressé par la méthodologie utilisée lors de l'élaboration de ces statistiques, ainsi que par les différentes statistiques nationales, pourra se référer aux publications suivantes:

Publications EUROSTAT

| | |
|------------------------|--|
| Série jaune Thème 3 | Population et conditions sociales Collection Méthodes - Manuel SESPROS - Méthodologie, 1996 Collection Tableaux détaillés - Dépenses et recettes de protection sociale 1980-1997; édition 1999 - Statistiques démographiques 1960-1999; édition 1999 Collection Etudes et analyses - Recueil statistique sur la protection en Europe; tomes 1 à 8 Collection Statistiques en bref - La protection sociale dans l'UE, l'Islande et la Norvège, 1999/5 - Dépenses de pensions, 2000/6 - Enquêtes sur les forces de travail - résultats 1998; édition 1999 |
| Série mauve Thème 2 | Economie et finances Collection Tableaux détaillés - Comptes nationaux SEC - Agrégats 1970-1997; édition 1999 - Monnaie, finances et l'euro: statistiques; mensuel Collection Annuaire et statistiques annuelles - Structures des systèmes d'imposition dans l'UE 1970-1996; édition 1999 Collection Séries - Monnaies et finances 1999/4 Collection comptes, enquêtes et statistiques - Comptes et statistiques des administrations publiques 1985-1996; édition 1998 |

Commission Européenne - La protection sociale en Europe (1999) - Luxembourg 2000

Les tableaux présentés ci-après se rapportent:

- au compte général des recettes et des dépenses sociales, libellées en monnaie nationale, de 15 Etats membres de l'Union Européenne;
- à la répartition fonctionnelle des prestations sociales exprimées, d'une part, en montants absolus et en monnaie nationale et, d'autre part, en pour cent du total.

Les lecteurs qui désirent juxtaposer les statistiques de la protection sociale à des agrégats macroéconomiques ou qui, en vue d'une comparaison internationale, veulent exprimer les dépenses sociales uniformément en francs belges, trouveront les éléments nécessaires à de tels calculs dans un tableau spécial.

Quant aux statistiques de la sécurité sociale d'autres pays que ceux de l'Union Européenne, le lecteur pourra consulter utilement les enquêtes internationales effectuées par le Bureau International du Travail (Genève) dont les résultats sont périodiquement publiés dans l'ouvrage intitulé: "Le coût de la sécurité sociale".

2.2. Tableaux concernant la protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne

Tableau 1. - Protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne (en millions d'ECU)
DEPENSES COURANTES (sans transferts ^{*)})

| DEPENSES COURANTES | Année | Deutschland ^{*)} | France | Italia | Nederland | Belgique België | Luxembourg | United Kingdom | Ireland | Danemark | Espagne | Portugal | Autriche |
|---|-------|---------------------------|---------|---------|-----------|--------------------|------------|-------------------|---------|----------|---------|----------|----------|
| 1. Prestations de protection sociale | 1990 | 288 519 | 248 198 | 197 196 | 68 828 | 39 206 | 1 841 | 169 284 | 6 539 | 29 322 | 77 411 | 7 421 | 32 535 |
| | 1993 | 456 604 | 311 844 | 207 752 | 85 055 | 50 713 | 2 670 | 223 396 | 8 238 | 36 840 | 97 928 | 13 051 | 43 802 |
| | 1994 | 481 297 | 323 847 | 209 318 | 87 560 | 53 030 | 2 928 | 230 737 | 8 831 | 40 906 | 93 277 | 13 982 | 47 679 |
| | 1995 | 523 882 | 344 685 | 199 164 | 90 753 | 56 267 | 3 236 | 225 902 | 9 427 | 43 175 | 94 602 | 14 870 | 50 849 |
| | 1996 | 543 243 | 360 299 | 232 514 | 90 993 | 57 507 | 3 375 | 243 202 | 10 046 | 44 116 | 100 613 | 16 550 | 51 534 |
| | 1997 | 531 358 | 364 338 | 251 926 | 92 113 | 57 442 | 3 459 | 294 424 | 11 452 | 44 113 | 100 589 | 17 823 | 50 713 |
| 2. Frais de fonctionnement | 1990 | 10 641 | 10 471 | 7 764 | 2 620 | 1 410 | 56 | 8 051 | 301 | 870 | 1 977 | 461 | 638 |
| | 1993 | 17 208 | 12 889 | 7 491 | 3 338 | 2 383 | 76 | 8 981 | 374 | 984 | 2 538 | 603 | 884 |
| | 1994 | 18 003 | 13 386 | 7 329 | 3 447 | 2 445 | 86 | 9 584 | 388 | 1 160 | 2 245 | 622 | 943 |
| | 1995 | 19 336 | 14 441 | 6 454 | 3 611 | 2 266 | 94 | 8 708 | 400 | 1 229 | 2 319 | 795 | 1 045 |
| | 1996 | 19 396 | 15 150 | 7 277 | 3 516 | 2 265 | 96 | 8 957 | 435 | 1 210 | 2 405 | 689 | 1 049 |
| | 1997 | 18 375 | 15 217 | 7 685 | 3 261 | 2 344 | 96 | 10 800 | 461 | 1 212 | 2 328 | 735 | 1 010 |
| 3. Autres dépenses courantes | 1990 | 562 | 1 647 | 2 683 | 841 | 698 | 16 | 1 | 8 | 0 | 42 | 606 | 408 |
| | 1993 | 1 129 | 4 912 | 3 925 | 1 087 | 781 | 17 | 1 | 10 | 0 | 342 | 1 352 | 490 |
| | 1994 | 1 199 | 4 532 | 4 458 | 1 108 | 1 282 | 19 | 0 | 10 | 0 | 131 | 1 000 | 656 |
| | 1995 | 1 337 | 5 251 | 2 116 | 1 203 | 923 | 19 | 0 | 11 | 0 | 259 | 1 057 | 684 |
| | 1996 | 1 385 | 3 701 | 2 449 | 1 132 | 1 120 | 36 | 1 | 12 | 0 | 237 | 1 313 | 625 |
| | 1997 | 1 119 | 3 714 | 2 354 | 1 226 | 1 182 | 34 | 1 | 13 | 0 | 261 | 1 699 | 705 |
| 4. Total sans transferts | 1990 | 299 722 | 260 316 | 207 643 | 72 289 | 41 314 | 1 913 | 177 336 | 6 848 | 30 192 | 79 430 | 8 488 | 33 581 |
| | 1993 | 474 941 | 329 645 | 219 168 | 89 480 | 53 877 | 2 763 | 232 378 | 8 622 | 37 824 | 100 808 | 15 006 | 45 176 |
| | 1994 | 500 499 | 341 765 | 221 105 | 92 115 | 56 757 | 3 033 | 240 321 | 9 229 | 42 066 | 95 653 | 15 604 | 49 278 |
| | 1995 | 544 555 | 364 377 | 207 734 | 95 567 | 59 456 | 3 349 | 234 610 | 9 838 | 44 404 | 97 180 | 16 722 | 52 578 |
| | 1996 | 564 024 | 379 150 | 242 240 | 95 641 | 60 892 | 3 507 | 252 160 | 10 493 | 45 326 | 103 255 | 18 552 | 53 208 |
| | 1997 | 550 852 | 383 269 | 261 965 | 96 600 | 60 968 | 3 589 | 305 225 | 11 926 | 45 325 | 103 178 | 20 257 | 52 428 |

Source: EUROSTAT.

^{*)} A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.^{**)} Nouvelle méthodologie.

Tableau 2. - Protection sociale dans les États membres de l'Union Européenne (en millions d'ECU)
RECETTES COURANTES (sans transferts) **)

| RECETTES COURANTES | Année | Deutschland ¹⁾ | France | Italia | Nederland | Belgique België | Luxembourg | United Kingdom | Ireland | Danemark | Espagne | Portugal | Autriche |
|---|-------|---------------------------|---------|---------|-----------|--------------------|------------|-------------------|---------|----------|---------|----------|----------|
| 1. Cotisations sociales d'employeurs | 1990 | 139 402 | 137 078 | 111 923 | 16 462 | 18 226 | 633 | 57 944 | 1 654 | 2 612 | 43 283 | 3 350 | 12 727 |
| | 1993 | 194 974 | 159 165 | 110 279 | 20 765 | 24 081 | 851 | 60 847 | 2 020 | 2 825 | 51 757 | 4 495 | 16 640 |
| | 1994 | 208 957 | 164 234 | 106 878 | 21 206 | 26 139 | 888 | 64 390 | 2 098 | 4 694 | 50 499 | 4 508 | 18 054 |
| | 1995 | 225 083 | 169 534 | 105 732 | 23 764 | 30 096 | 914 | 62 265 | 2 186 | 4 943 | 48 777 | 5 016 | 19 532 |
| | 1996 | 223 150 | 176 219 | 123 356 | 24 881 | 32 159 | 964 | 68 236 | 2 298 | 5 102 | 53 185 | 5 054 | 19 868 |
| | 1997 | 219 465 | 176 907 | 133 498 | 25 306 | 32 109 | 955 | 84 499 | 2 529 | 4 378 | 54 593 | 5 638 | 19 831 |
| | | 90 795 | 75 919 | 31 705 | 32 210 | 11 222 | 496 | 34 744 | 1 060 | 1 752 | 13 405 | 1 803 | 8 382 |
| 2. Cotisations sociales de personne protégée | 1993 | 137 931 | 89 002 | 38 982 | 42 643 | 14 992 | 701 | 35 086 | 1 285 | 1 953 | 16 795 | 2 497 | 11 419 |
| | 1994 | 148 747 | 91 791 | 37 573 | 48 240 | 16 319 | 773 | 36 936 | 1 391 | 4 999 | 17 652 | 2 786 | 12 653 |
| | 1995 | 159 097 | 98 576 | 37 254 | 49 910 | 13 646 | 847 | 36 569 | 1 381 | 6 674 | 16 744 | 3 157 | 13 704 |
| | 1996 | 164 651 | 105 313 | 43 441 | 47 648 | 14 641 | 853 | 40 032 | 1 492 | 7 667 | 18 091 | 3 267 | 14 056 |
| | 1997 | 164 482 | 100 856 | 45 464 | 51 966 | 15 098 | 899 | 51 241 | 1 631 | 9 049 | 18 284 | 3 574 | 14 252 |
| | | 80 755 | 44 029 | 61 245 | 20 656 | 11 011 | 891 | 84 884 | 4 007 | 26 674 | 20 822 | 3 046 | 12 017 |
| | | 144 437 | 63 146 | 67 798 | 21 931 | 12 499 | 1 232 | 127 196 | 5 226 | 33 554 | 31 648 | 5 705 | 16 106 |
| 3. Contributions publiques courantes | 1994 | 148 907 | 71 973 | 77 233 | 17 406 | 12 869 | 1 386 | 132 600 | 5 643 | 35 147 | 27 589 | 5 961 | 18 170 |
| | 1995 | 158 978 | 77 156 | 63 183 | 17 342 | 16 076 | 1 665 | 127 227 | 6 185 | 35 289 | 28 979 | 6 595 | 19 241 |
| | 1996 | 174 338 | 82 387 | 73 642 | 17 559 | 16 609 | 1 742 | 134 730 | 6 622 | 35 288 | 28 449 | 8 190 | 18 963 |
| | 1997 | 170 938 | 91 592 | 81 148 | 17 444 | 16 260 | 1 795 | 158 663 | 7 535 | 34 956 | 28 341 | 8 549 | 18 172 |
| | | 8 838 | 6 556 | 6 658 | 13 151 | 4 132 | 173 | 35 268 | 71 | 2 248 | 2 016 | 827 | 312 |
| | 1993 | 12 557 | 7 491 | 8 851 | 15 886 | 4 690 | 211 | 28 186 | 91 | 2 852 | 2 599 | 1 957 | 330 |
| | 1994 | 10 306 | 6 488 | 8 314 | 16 358 | 7 323 | 191 | 28 991 | 89 | 2 863 | 2 072 | 2 024 | 336 |
| 4. Autres recettes courantes | 1995 | 12 292 | 12 618 | 4 724 | 17 285 | 1 779 | 185 | 31 174 | 84 | 3 069 | 2 637 | 1 965 | 359 |
| | 1996 | 13 832 | 11 977 | 5 709 | 17 130 | 1 810 | 174 | 34 114 | 96 | 3 180 | 3 016 | 2 987 | 304 |
| | 1997 | 13 598 | 12 154 | 5 536 | 17 168 | 1 816 | 156 | 41 222 | 105 | 3 203 | 3 405 | 1 985 | 333 |
| | | 448 460 | 364 570 | 313 324 | 75 575 | 65 478 | 2 652 | 262 595 | 8 261 | 35 912 | 120 714 | 12 861 | 44 887 |
| | 1993 | 489 899 | 318 804 | 225 910 | 101 225 | 56 262 | 2 995 | 251 315 | 8 622 | 41 184 | 102 799 | 14 654 | 44 495 |
| | 1994 | 516 917 | 334 486 | 229 998 | 103 210 | 62 650 | 3 238 | 262 917 | 9 221 | 47 703 | 97 812 | 15 279 | 49 213 |
| | 1995 | 555 450 | 357 884 | 210 893 | 108 301 | 61 597 | 3 611 | 257 235 | 9 836 | 49 975 | 97 137 | 16 733 | 52 836 |
| 5. Total sans transferts | 1996 | 575 971 | 375 896 | 246 148 | 107 218 | 65 219 | 3 733 | 277 112 | 10 508 | 51 237 | 102 741 | 19 498 | 53 191 |
| | 1997 | 568 483 | 381 509 | 265 646 | 111 884 | 65 283 | 3 805 | 335 625 | 11 800 | 51 586 | 104 623 | 19 746 | 52 588 |

Source: EUROSTAT.

¹⁾ A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

^{**)} Nouvelle méthodologie.

Tableau 3. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale exprimées en montants absolus (en millions d'ECU)
dans les Etats membres de l'Union Européenne

| Prestations de protection sociale | Année | Deutschland ¹⁾ | France | Italia | Nederland | Belgique België | Luxembourg | United Kingdom | Ireland | Danemark | Espagne | Portugal | Autriche |
|---|-------|---------------------------|---------|---------|-----------|-----------------|------------|----------------|---------|----------|---------|----------|----------|
| 1. Maladie / Soins de santé / Invalidité / Maternité / Accidents du travail / Maladies professionnelles | 1990 | 109 576 | 88 246 | 66 528 | 30 789 | 13 373 | 719 | 61 048 | 2 508 | 8 818 | 28 300 | 3 463 | 10 794 |
| | 1993 | 167 428 | 108 462 | 64 466 | 38 368 | 16 686 | 1 019 | 80 834 | 3 208 | 11 229 | 34 737 | 6 213 | 14 374 |
| | 1994 | 179 364 | 112 614 | 62 445 | 38 761 | 17 399 | 1 090 | 86 025 | 3 413 | 11 308 | 33 607 | 6 790 | 15 633 |
| | 1995 | 197 812 | 118 848 | 59 968 | 40 370 | 18 268 | 1 213 | 85 086 | 3 772 | 12 275 | 34 372 | 6 653 | 16 981 |
| | 1996 | 199 584 | 124 122 | 69 531 | 39 632 | 19 160 | 1 299 | 92 506 | 3 944 | 12 553 | 37 055 | 7 377 | 17 162 |
| | 1997 | 191 860 | 123 848 | 74 432 | 42 236 | 18 833 | 1 315 | 112 562 | 4 658 | 12 769 | 36 777 | 8 189 | 17 293 |
| | 1990 | 132 314 | 106 047 | 117 554 | 25 748 | 15 849 | 843 | 71 886 | 1 995 | 10 770 | 33 176 | 3 184 | 16 282 |
| 2. Vieillesse / Survie | 1993 | 191 297 | 132 377 | 130 559 | 31 712 | 21 212 | 1 208 | 87 865 | 2 304 | 12 686 | 39 360 | 5 291 | 21 246 |
| | 1994 | 204 116 | 138 212 | 134 603 | 32 438 | 22 430 | 1 315 | 92 072 | 2 409 | 15 146 | 39 394 | 5 550 | 22 826 |
| | 1995 | 223 592 | 149 598 | 128 498 | 33 952 | 24 224 | 1 447 | 90 249 | 2 441 | 16 252 | 41 734 | 6 449 | 24 536 |
| | 1996 | 223 836 | 156 836 | 150 551 | 35 012 | 24 412 | 1 464 | 97 305 | 2 523 | 17 141 | 45 534 | 7 168 | 24 992 |
| | 1997 | 222 131 | 158 857 | 163 995 | 34 745 | 24 725 | 1 507 | 119 868 | 2 855 | 17 361 | 46 404 | 7 624 | 24 577 |
| | 1990 | 21 831 | 23 107 | 9 672 | 3 870 | 3 625 | 199 | 15 275 | 743 | 3 477 | 1 316 | 526 | 3 402 |
| | 1993 | 37 272 | 27 989 | 7 795 | 4 160 | 4 488 | 329 | 22 209 | 922 | 4 341 | 1 606 | 794 | 4 947 |
| 3. Famille / Enfants | 1994 | 37 629 | 28 883 | 7 446 | 4 273 | 4 576 | 385 | 20 465 | 1 033 | 5 029 | 1 577 | 781 | 5 815 |
| | 1995 | 39 840 | 34 063 | 6 369 | 4 241 | 4 933 | 429 | 20 473 | 1 102 | 5 340 | 1 654 | 854 | 5 764 |
| | 1996 | 52 000 | 35 164 | 7 881 | 3 982 | 4 976 | 446 | 22 196 | 1 288 | 5 482 | 1 956 | 928 | 5 654 |
| | 1997 | 53 784 | 36 384 | 8 769 | 3 423 | 5 040 | 458 | 26 918 | 1 511 | 5 568 | 2 053 | 947 | 5 331 |
| | 1990 | 17 059 | 20 602 | 3 372 | 5 743 | 5 212 | 48 | 9 652 | 954 | 4 504 | 13 897 | 220 | 1 485 |
| | 1993 | 48 490 | 28 857 | 4 854 | 7 874 | 6 810 | 72 | 15 803 | 1 402 | 6 600 | 21 289 | 690 | 2 458 |
| | 1994 | 46 524 | 28 783 | 4 743 | 9 046 | 7 119 | 92 | 14 725 | 1 521 | 6 685 | 17 838 | 801 | 2 609 |
| 4. Placement / Chômage | 1995 | 47 583 | 26 854 | 4 203 | 9 111 | 7 319 | 101 | 12 656 | 1 631 | 6 356 | 15 725 | 848 | 2 823 |
| | 1996 | 52 263 | 28 537 | 4 407 | 10 943 | 7 420 | 118 | 11 845 | 1 753 | 6 082 | 14 929 | 970 | 2 956 |
| | 1997 | 48 174 | 28 567 | 4 585 | 10 169 | 7 272 | 129 | 11 876 | 1 802 | 5 564 | 14 211 | 899 | 2 798 |
| | 1990 | 7 740 | 10 196 | 71 | 2 679 | 1 147 | 32 | 11 423 | 337 | 1 753 | 722 | 28 | 571 |
| | 1993 | 12 117 | 14 158 | 79 | 2 941 | 1 516 | 42 | 16 684 | 403 | 2 438 | 936 | 62 | 777 |
| | 1994 | 13 664 | 15 355 | 82 | 3 042 | 1 506 | 46 | 17 451 | 452 | 2 738 | 861 | 60 | 796 |
| | 1995 | 15 057 | 15 322 | 125 | 3 079 | 1 523 | 47 | 17 436 | 480 | 2 952 | 1 117 | 66 | 744 |
| 5. Logement / Exclusion sociale non classée ailleurs | 1996 | 15 559 | 15 639 | 144 | 1 423 | 1 539 | 48 | 19 349 | 536 | 2 857 | 1 139 | 107 | 771 |
| | 1997 | 15 410 | 16 682 | 145 | 1 540 | 1 573 | 50 | 23 199 | 626 | 2 851 | 1 143 | 164 | 714 |
| | 1990 | 288 520 | 248 198 | 197 197 | 68 829 | 39 206 | 1 841 | 169 284 | 6 537 | 29 322 | 77 411 | 7 421 | 32 534 |
| | 1993 | 456 604 | 311 843 | 207 753 | 85 055 | 50 712 | 2 670 | 223 395 | 8 239 | 37 294 | 97 928 | 13 050 | 43 802 |
| | 1994 | 481 297 | 323 847 | 209 319 | 87 560 | 53 030 | 2 928 | 230 738 | 8 828 | 40 906 | 93 277 | 13 982 | 47 679 |
| | 1995 | 523 884 | 344 685 | 199 163 | 90 753 | 56 267 | 3 237 | 225 900 | 9 426 | 43 175 | 94 602 | 14 870 | 50 848 |
| | 1996 | 543 242 | 360 298 | 232 514 | 90 992 | 57 507 | 3 375 | 243 201 | 10 044 | 44 115 | 100 613 | 16 550 | 51 535 |
| 6. Total des prestations sociales | 1997 | 531 359 | 364 338 | 251 926 | 92 113 | 57 443 | 3 459 | 294 423 | 11 452 | 44 113 | 100 588 | 17 823 | 50 713 |

Source: EUROSTAT.

¹⁾ A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

Partie statistique

Tableau 4. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale exprimées en pour cent du total
dans les Etats membres de l'Union Européenne

| Prestations de protection sociale | Année | Deutschland ^{*)} | France | Italia | Nederland | Belgique België | Luxembourg | United Kingdom | Ireland | Danemark | Espagne | Portugal | Autriche |
|--|-------|---------------------------|--------|--------|-----------|--------------------|------------|-------------------|---------|----------|---------|----------|----------|
| 1. Maladie / Soins de santé / Invalidité / Maternité Accidents du travail / Maladies professionnelles | 1990 | 38,0% | 35,6% | 33,7% | 44,7% | 34,1% | 39,1% | 36,1% | 38,4% | 30,1% | 36,6% | 46,7% | 33,2% |
| | 1993 | 36,7% | 34,8% | 31,0% | 45,1% | 32,9% | 38,2% | 36,2% | 38,9% | 30,1% | 35,5% | 47,6% | 32,8% |
| | 1994 | 37,3% | 34,8% | 29,8% | 44,3% | 32,8% | 37,2% | 37,3% | 38,7% | 27,6% | 36,0% | 48,6% | 32,8% |
| | 1995 | 37,8% | 34,5% | 30,1% | 44,5% | 32,5% | 37,5% | 37,7% | 40,0% | 28,4% | 36,3% | 44,7% | 33,4% |
| | 1996 | 36,7% | 34,4% | 29,9% | 43,6% | 33,3% | 38,5% | 38,0% | 39,3% | 28,5% | 36,8% | 44,6% | 33,3% |
| | 1997 | 36,1% | 34,0% | 29,5% | 45,9% | 32,8% | 38,0% | 38,2% | 40,7% | 28,9% | 36,6% | 45,9% | 34,1% |
| | 1990 | 45,9% | 42,7% | 59,6% | 37,4% | 40,4% | 45,8% | 42,5% | 30,5% | 36,7% | 42,9% | 42,9% | 50,0% |
| 2. Vieillesse / Survie | 1993 | 41,9% | 42,4% | 62,8% | 37,3% | 41,8% | 45,2% | 39,3% | 28,0% | 34,0% | 40,2% | 40,5% | 48,5% |
| | 1994 | 42,4% | 42,7% | 64,3% | 37,0% | 42,3% | 44,9% | 39,9% | 27,3% | 37,0% | 42,2% | 39,7% | 47,9% |
| | 1995 | 42,7% | 43,4% | 64,5% | 37,4% | 43,1% | 44,7% | 40,0% | 25,9% | 37,6% | 44,1% | 43,4% | 48,3% |
| | 1996 | 41,2% | 43,5% | 64,7% | 38,5% | 42,5% | 43,4% | 40,0% | 25,1% | 38,9% | 45,3% | 43,3% | 48,5% |
| | 1997 | 41,8% | 43,6% | 65,1% | 37,7% | 43,0% | 43,6% | 40,7% | 24,9% | 39,4% | 46,1% | 42,8% | 48,5% |
| | 1990 | 7,6% | 9,3% | 4,9% | 5,6% | 9,2% | 10,8% | 9,0% | 11,4% | 11,9% | 1,7% | 7,1% | 10,5% |
| | 1993 | 8,2% | 9,0% | 3,8% | 4,9% | 8,8% | 12,3% | 9,9% | 11,2% | 11,6% | 1,6% | 6,1% | 11,3% |
| 3. Famille / Enfants | 1994 | 7,8% | 8,9% | 3,6% | 4,9% | 8,6% | 13,1% | 8,9% | 11,7% | 12,3% | 1,7% | 5,6% | 12,2% |
| | 1995 | 7,6% | 9,9% | 3,2% | 4,7% | 8,8% | 13,3% | 9,1% | 11,7% | 12,4% | 1,7% | 5,7% | 11,3% |
| | 1996 | 9,6% | 9,8% | 3,4% | 4,4% | 8,7% | 13,2% | 9,1% | 12,8% | 12,4% | 1,9% | 5,6% | 11,0% |
| | 1997 | 10,1% | 10,0% | 3,5% | 3,7% | 8,8% | 13,2% | 9,1% | 13,2% | 12,6% | 2,0% | 5,3% | 10,5% |
| | 1990 | 5,9% | 8,3% | 1,7% | 8,3% | 13,3% | 2,6% | 5,7% | 14,6% | 15,4% | 18,0% | 3,0% | 4,6% |
| | 1993 | 10,6% | 9,3% | 2,3% | 9,3% | 13,4% | 2,7% | 7,1% | 17,0% | 17,7% | 21,7% | 5,3% | 5,6% |
| | 1994 | 9,7% | 8,9% | 2,3% | 10,3% | 13,4% | 3,1% | 6,4% | 17,2% | 16,3% | 19,1% | 5,7% | 5,5% |
| 4. Placement / Chômage | 1995 | 9,1% | 7,8% | 2,1% | 10,0% | 13,0% | 3,1% | 5,6% | 17,3% | 14,7% | 16,6% | 5,7% | 5,6% |
| | 1996 | 9,6% | 7,9% | 1,9% | 12,0% | 12,9% | 3,5% | 4,9% | 17,5% | 13,8% | 14,8% | 5,9% | 5,7% |
| | 1997 | 9,1% | 7,8% | 1,8% | 11,0% | 12,7% | 3,7% | 4,0% | 15,7% | 12,6% | 14,1% | 5,0% | 5,5% |
| | 1990 | 2,7% | 4,1% | 0,0% | 3,9% | 2,9% | 1,7% | 6,7% | 5,2% | 6,0% | 0,9% | 0,4% | 1,8% |
| | 1993 | 2,7% | 4,5% | 0,0% | 3,5% | 3,0% | 1,6% | 7,5% | 4,9% | 6,5% | 1,0% | 0,5% | 1,8% |
| | 1994 | 2,8% | 4,7% | 0,0% | 3,5% | 2,8% | 1,6% | 7,6% | 5,1% | 6,7% | 0,9% | 0,4% | 1,7% |
| | 1995 | 2,9% | 4,4% | 0,1% | 3,4% | 2,7% | 1,5% | 7,7% | 5,1% | 6,8% | 1,2% | 0,4% | 1,5% |
| 5. Logement / Exclusion sociale non classée ailleurs | 1996 | 2,9% | 4,3% | 0,1% | 1,6% | 2,7% | 1,4% | 8,0% | 5,3% | 6,5% | 1,1% | 0,6% | 1,5% |
| | 1997 | 2,9% | 4,6% | 0,1% | 1,7% | 2,7% | 1,4% | 7,9% | 5,5% | 6,5% | 1,1% | 0,9% | 1,4% |
| | 1990 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1993 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1994 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1995 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1996 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| 6. Total des prestations sociales | 1997 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1990 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1993 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1994 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1995 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1996 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| | 1997 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

Source: EUROSTAT.

*) A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

Tableau 5. - Données économiques et démographiques

| Année | Deutsch- land ^{*)} | France | Italia | Nederland | Belgique België | Luxem- bourg | United Kingdom | Ireland | Danemark | Espagne | Portugal | Autriche | EUR15 (Mrd ECU) |
|---|--------------------------------|--------|-----------|-----------|--------------------|-----------------|-------------------|---------|----------|---------|----------|----------|--------------------|
| I. Agrégats de comptabilité nationale | | | | | | | | | | | | | |
| I.1. Produit intérieur brut (au prix du marché - en milliards) | | | | | | | | | | | | | |
| 1970 | 675 | 794 | 67 133 | 124 | 1 262 | 55,042 | 51,96 | 1,620 | 118,62 | 2 630 | 206 | 376 | 739 |
| 1990 | 2 426 | 6 499 | 1 310 659 | 514 | 6 416 | 359,018 | 544,74 | 27,524 | 798,03 | 51 538 | 9 838 | 1 813 | 5 200 |
| 1995 | 3 443 | 7 619 | 1 772 254 | 636 | 8 056 | 518,795 | 701,07 | 40,932 | 974,67 | 71 763 | 15 802 | 2 329 | 6 451 |
| 1996 | 3 524 | 7 824 | 1 872 635 | 665 | 8 305 | 546,304 | 741,67 | 45,013 | 1 025,99 | 75 823 | 16 809 | 2 415 | 6 781 |
| 1997 | 3 624 | 8 082 | 1 950 680 | 706 | 8 675 | 587,035 | 788,47 | 50,896 | 1 078,82 | 80 007 | 17 876 | 2 514 | 7 144 |
| I.2. Revenu national net disponible (en milliards) | | | | | | | | | | | | | |
| 1970 | 597 | 723 | 59 818 | 112,93 | 1 140 | 48,442 | 47,163 | 1,549 | 103,556 | 2 377 | 210 | - | - |
| 1990 | 2 066 | 5 620 | 1 134 016 | 450,40 | 5 800 | 388,738 | 476,501 | 23,242 | 657,912 | 45 429 | 9 761 | 1 585 | 4 502 |
| 1995 | 2 920 | 6 612 | 1 518 599 | 555,81 | 7 261 | 508,621 | 620,034 | 32,612 | 824,665 | 63 274 | 14 913 | 1 993 | 5 576 |
| 1996 | 2 985 | 6 787 | 1 605 389 | 584,85 | 7 473 | 534,483 | 656,466 | 35,598 | 862,009 | 66 463 | 15 806 | 2 058 | 5 858 |
| 1997 | 3 076 | 7 047 | 1 683 363 | 624,59 | 7 818 | 562,304 | - | 38,802 | 909,237 | 69 918 | - | 2 137 | - |
| I.3. Consommation finale nationale (en milliards) | | | | | | | | | | | | | |
| 1970 | 494 | 576 | 48 689 | 89,60 | 925 | 33,583 | 41,01 | 1,353 | 91,75 | 1 950 | 170 | 261 | 549 |
| 1990 | 1 765 | 5 049 | 1 033 782 | 376,12 | 5 084 | 252,192 | 458,62 | 20,059 | 615,84 | 39 854 | 7 754 | 1 351 | 4 026 |
| 1995 | 2 662 | 6 082 | 1 374 147 | 470,69 | 6 253 | 329,053 | 592,74 | 27,712 | 774,19 | 56 163 | 12 984 | 1 780 | 5 085 |
| 1996 | 2 751 | 6 322 | 1 455 313 | 488,32 | 6 487 | 342,090 | 627,43 | 29,612 | 809,60 | 59 157 | 13 867 | 1 855 | 5 373 |
| 1997 | 2 799 | 6 451 | 1 524 156 | 512,60 | 6 740 | 354,516 | 660,19 | 31,860 | 853,55 | 62 150 | 14 715 | 1 892 | 5 623 |
| II. Données démographiques | | | | | | | | | | | | | |
| II.1. Population totale (moyenne annuelle - en milliers) | | | | | | | | | | | | | |
| 1970 | 77 711 | 50 772 | 53 822 | 13 039 | 9 638 | 339 | 55 632 | 2 950 | 4 929 | 33 779 | 8 880 | 7 467 | 340 201 |
| 1990 | 79 364 | 56 735 | 56 719 | 14 951 | 9 967 | 382 | 57 561 | 3 506 | 5 140 | 38 851 | 9 896 | 7 729 | 364 509 |
| 1995 | 81 661 | 58 139 | 57 301 | 15 459 | 10 137 | 410 | 58 606 | 3 601 | 5 228 | 39 210 | 9 917 | 8 046 | 372 103 |
| 1996 | 81 896 | 58 375 | 57 397 | 15 530 | 10 157 | 415 | 58 801 | 3 626 | 5 261 | 39 270 | 9 927 | 8 059 | 373 158 |
| 1997 | 82 061 | 58 607 | 57 496 | 15 609 | 10 181 | 421 | 58 994 | 3 673 | 5 284 | 39 323 | 9 946 | 8 072 | 374 150 |
| 1998 | 82 057 | 58 727 | 57 563 | 15 654 | 10 192 | 424 | 59 090 | 3 694 | 5 295 | 39 348 | 9 957 | 8 057 | 374 583 |
| II.2. Population âgée de moins de 15 ans (moyenne annuelle - en milliers) | | | | | | | | | | | | | |
| 1970 | 18 041 | 12 605 | 13 072 | 3 558 | 2 277 | 75,2 | 13 406 | 919 | 1 148 | - | - | - | - |
| 1990 | 12 433 | 11 740 | 10 964 | 2 819 | 1 854 | 63,1 | 10 897 | 1 034 | 943 | 8 927 | 2 367 | 1 386 | - |
| 1995 | 12 764 | 11 400 | 9 387 | 2 727 | 1 806 | 66,3 | 10 925 | 955 | 876 | 7 715 | 2 020 | 1 347 | 66 448 |
| 1996 | 13 264 | 11 350 | 8 569 | 2 843 | 1 822 | 75,4 | 11 362 | 878 | 908 | 6 519 | 1 764 | 1 412 | 65 161 |
| 1997 | 13 209 | 11 280 | 8 480 | 2 855 | 1 814 | 77,0 | 11 385 | 859 | 927 | 6 351 | 1 731 | 1 403 | 64 694 |
| 1998 | 13 098 | 11 180 | 8 382 | 2 883 | 1 807 | 79,0 | 11 375 | 838 | 952 | 6 142 | 1 696 | 1 387 | 64 091 |
| II.3. Population âgée de 60 ans et plus (moyenne annuelle - en milliers) | | | | | | | | | | | | | |
| 1970 | 15 448 | 9 176 | 8 428 | 1 895 | 1 825 | 62,9 | 10 460 | 465 | 869 | - | - | - | - |
| 1990 | 15 482 | 10 041 | 10 611 | 2 429 | 1 933 | 66,8 | 11 742 | 523 | 1 039 | 6 535 | 1 687 | 1 503 | - |
| 1995 | 16 204 | 10 858 | 11 717 | 2 594 | 2 047 | 72,5 | 11 937 | 534 | 1 047 | 7 367 | 1 858 | 1 555 | 72 681 |
| 1996 | 17 038 | 11 666 | 12 826 | 2 741 | 2 166 | 78,2 | 12 010 | 548 | 1 038 | 8 150 | 1 979 | 1 589 | 77 007 |
| 1997 | 17 377 | 11 786 | 13 022 | 2 766 | 2 181 | 79,2 | 12 023 | 552 | 1 036 | 8 269 | 2 001 | 1 590 | 77 918 |
| 1998 | 17 927 | 11 953 | 13 300 | 2 806 | 2 206 | 80,8 | 12 069 | 561 | 1 040 | 8 397 | 2 030 | 1 595 | 79 280 |
| III. Taux de conversion en ECU; 1 ECU étant - (moyenne annuelle) | | | | | | | | | | | | | |
| | DEM | FRF | ITL | NLG | BEF | LUF | GBP | IEP | DKK | ESP | PTE | ATS | FIM |
| 1970 | 3,741 | 5,678 | 638,90 | 3,700 | 51,112 | 51,112 | 0,426 | 0,426 | 7,667 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1985 | 2,226 | 6,759 | 1 447,99 | 2,511 | 44,914 | 44,914 | 0,589 | 0,715 | 8,019 | 129,135 | 130,252 | 15,640 | 0 |
| 1990 | 2,052 | 6,914 | 1 521,98 | 2,312 | 42,426 | 42,426 | 0,714 | 0,768 | 7,856 | 129,411 | 181,109 | 14,440 | 4,85496 |
| 1995 | 1,874 | 6,525 | 2 130,14 | 2,099 | 38,552 | 38,552 | 0,829 | 0,816 | 7,328 | 163,000 | 196,105 | 13,182 | 5,70855 |
| 1996 | 1,910 | 6,493 | 1 958,96 | 2,140 | 39,299 | 39,299 | 0,814 | 0,793 | 7,359 | 160,748 | 195,761 | 13,434 | 5,82817 |
| 1997 | 1,964 | 6,613 | 1 929,30 | 2,211 | 40,533 | 40,533 | 0,692 | 0,747 | 7,484 | 165,887 | 198,589 | 13,824 | 5,88064 |
| 1998 | 1,969 | 6,601 | 1 943,65 | 2,220 | 40,621 | 40,621 | 0,676 | 0,786 | 7,499 | 167,184 | 201,695 | 13,854 | 5,98251 |
| 1999 ^{**)} | 1,956 | 6,559 | 1 936,27 | 2,204 | 40,340 | 40,340 | 0,659 | 0,787 | 7,440 | 166,386 | 200,482 | 13,760 | 5,94573 |

Sources: Office Statistique des Communautés européennes EUROSTAT et "STATEC", Luxembourg.

^{*)} Données de l'Allemagne réunifiée; agrégats de comptabilité nationale, à partir de 1991.^{**) Taux de conversion fixe de l'euro pour les pays participants (BEF; LUF; DEM; ESP; FRF; IEP; ITL; NLG; ATS; PTE; FIM).}

Partie statistique

Annexe

Données statistiques générales (démographiques et économiques)

Plusieurs tableaux statistiques ont été présentés dans les chapitres précédents pour dégager l'évolution démographique des institutions de sécurité sociale, pour confronter les flux financiers essentiels de la sécurité sociale à quelques données macroéconomiques tel que le Produit Intérieur Brut ou encore l'échelle mobile des salaires. La présente annexe regroupe les données statistiques générales de nature démographique ou économique, qui permettent de comparer les évolutions démographiques des institutions de sécurité sociale à l'évolution démographique globale et de dégager l'impact de la sécurité sociale sur la vie économique de la nation.

I. Population et main-d'oeuvre

Tableau 1. - Evolution de la population totale par groupe d'âge et par sexe (Source: Statec)

| Date de référence | Groupe d'âge | Hommes | | Femmes | | Total | |
|-------------------------|--------------|---------|---------------|---------|---------------|---------|---------------|
| | | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 31.3.1981 ¹⁾ | 0-19 | 48 681 | 27,4% | 46 765 | 25,0% | 95 446 | 26,2% |
| | 20-64 | 109 713 | 61,7% | 109 897 | 58,9% | 219 200 | 60,1% |
| | 65 et plus | 19 475 | 10,9% | 30 071 | 16,1% | 49 956 | 13,7% |
| | Total | 177 869 | 100,0% | 186 733 | 100,0% | 364 602 | 100,0% |
| 1.1.1985 ²⁾ | 0-19 | 45 952 | 25,8% | 43 859 | 23,3% | 89 811 | 24,5% |
| | 20-64 | 113 441 | 63,7% | 114 618 | 60,9% | 228 059 | 62,3% |
| | 65 et plus | 18 657 | 10,5% | 29 623 | 15,7% | 48 280 | 13,2% |
| | Total | 178 050 | 100,0% | 188 100 | 100,0% | 366 150 | 100,0% |
| 1.3.1991 ¹⁾ | 0-19 | 45 614 | 24,2% | 43 344 | 22,1% | 88 958 | 23,1% |
| | 20-64 | 124 000 | 65,8% | 120 744 | 61,6% | 244 744 | 63,6% |
| | 65 et plus | 18 956 | 10,1% | 31 976 | 16,3% | 50 932 | 13,2% |
| | Total | 188 570 | 100,0% | 196 064 | 100,0% | 384 634 | 100,0% |
| 1.1.1992 ²⁾ | 0-19 | 46 350 | 24,2% | 44 054 | 22,2% | 90 404 | 23,2% |
| | 20-64 | 125 430 | 65,6% | 121 184 | 61,0% | 246 614 | 63,3% |
| | 65 et plus | 19 520 | 10,2% | 33 262 | 16,8% | 52 782 | 13,5% |
| | Total | 191 300 | 100,0% | 198 500 | 100,0% | 389 800 | 100,0% |
| 1.1.1993 ²⁾ | 0-19 | 47 254 | 24,3% | 44 946 | 22,3% | 92 200 | 23,3% |
| | 20-64 | 126 669 | 65,3% | 122 435 | 60,9% | 249 104 | 63,0% |
| | 65 et plus | 20 164 | 10,4% | 33 732 | 16,8% | 53 896 | 13,6% |
| | Total | 194 087 | 100,0% | 201 113 | 100,0% | 395 200 | 100,0% |
| 1.1.1994 ²⁾ | 0-19 | 48 403 | 24,6% | 45 997 | 22,2% | 94 400 | 23,5% |
| | 20-64 | 127 675 | 64,8% | 126 632 | 61,2% | 251 307 | 62,7% |
| | 65 et plus | 20 826 | 10,6% | 34 367 | 16,6% | 55 193 | 13,8% |
| | Total | 196 904 | 100,0% | 206 996 | 100,0% | 400 900 | 100,0% |
| 1.1.1995 ²⁾ | 0-19 | 49 497 | 24,8% | 47 194 | 22,8% | 96 691 | 23,8% |
| | 20-64 | 128 527 | 64,4% | 124 773 | 60,3% | 253 300 | 62,3% |
| | 65 et plus | 21 606 | 10,8% | 35 003 | 16,9% | 56 609 | 13,9% |
| | Total | 199 630 | 100,0% | 206 970 | 100,0% | 406 600 | 100,0% |
| 1.1.1998 ²⁾ | 0-19 | 52 736 | 25,3% | 49 885 | 23,1% | 102 621 | 24,2% |
| | 20-64 | 131 885 | 63,4% | 128 785 | 59,8% | 260 670 | 61,5% |
| | 65 et plus | 23 554 | 11,3% | 36 855 | 17,1% | 60 409 | 14,3% |
| | Total | 208 175 | 100,0% | 215 525 | 100,0% | 423 700 | 100,0% |
| 1.1.1999 ²⁾ | 0-19 | 53 707 | 25,4% | 50 740 | 23,3% | 104 447 | 24,3% |
| | 20-64 | 133 482 | 63,2% | 129 947 | 59,6% | 263 429 | 61,4% |
| | 65 et plus | 24 061 | 11,4% | 37 263 | 17,1% | 61 324 | 14,3% |
| | Total | 211 250 | 100,0% | 217 950 | 100,0% | 429 200 | 100,0% |
| 1.1.2000 ²⁾ | 0-19 | 54 669 | 25,5% | 51 741 | 23,4% | 106 410 | 24,4% |
| | 20-64 | 135 503 | 63,1% | 131 583 | 59,5% | 267 086 | 61,3% |
| | 65 et plus | 24 478 | 11,4% | 37 726 | 17,1% | 62 204 | 14,3% |
| | Total | 214 650 | 100,0% | 221 050 | 100,0% | 435 700 | 100,0% |

¹⁾ Population recensée.

²⁾ Population calculée.

Tableau 2a.- **Emploi et population active**
(Unité: milliers de personnes)

| | 1985 | 1990 | 1994 | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 ¹⁾ |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------------|
| 1. Emploi intérieur | 160,2 | 187,2 | 208,3 | 213,5 | 226,5 | 236,4 | 248,3 |
| - salariés | 142,0 | 170,3 | 192,2 | 197,5 | 210,0 | 219,4 | 231,5 |
| - non-salariés | 18,2 | 16,9 | 16,1 | 16,0 | 16,5 | 16,7 | 16,8 |
| 2. Frontaliers nets (a-b-c) | 8,7 | 25,2 | 43,0 | 47,0 | 56,0 | 62,4 | 70,2 |
| a) frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg | 16,1 | 33,7 | 51,2 | 55,5 | 64,4 | 70,8 | 78,4 |
| b) frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 |
| c) fonctionnaires et agents des organismes internat | 6,8 | 7,8 | 7,5 | 7,8 | 7,7 | 7,7 | 7,4 |
| 3. Emploi national (1-2) | 151,5 | 161,9 | 165,3 | 166,8 | 170,6 | 173,7 | 178,0 |
| 4. Chômeurs | 2,6 | 2,1 | 4,6 | 5,1 | 5,9 | 5,5 | 5,4 |
| 5. Population active (3+4) | 154,1 | 163,9 | 170,0 | 172,0 | 176,5 | 179,2 | 183,4 |
| 6. Taux de chômage (en %) (4:5) | 1,7 | 1,3 | 2,7 | 3,0 | 3,3 | 3,1 | 2,9 |

¹⁾ Estimation.

Source: STATEC (juillet 2000).

Tableau 2b.- **Emploi salarié par branche d'activité**
(Unité: milliers de personnes)

| Branche d'activité | 1985 | 1990 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1. Agriculture, viticulture et sylviculture | 1,1 | 1,5 | 1,6 | 1,4 | 1,4 | 1,6 | 1,6 |
| 2. Energie et eau | 1,2 | 1,2 | 1,3 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |
| 3. Industries extractives et manufacturières dont: | 35,7 | 35,3 | 32,0 | 32,4 | 32,1 | 31,5 | 31,9 |
| <i>Minerais et métaux</i> | 15,0 | 12,3 | 9,2 | 8,8 | 8,1 | 7,5 | 6,9 |
| 4. Construction | 12,8 | 18,2 | 22,0 | 22,7 | 23,1 | 23,2 | 23,8 |
| 5. Services marchands dont: | 66,7 | 86,8 | 103,1 | 106,9 | 111,3 | 115,8 | 122,7 |
| <i>Commerce, récupération et réparation</i> | 22,4 | 26,0 | 28,6 | 29,1 | 30,0 | 30,6 | 31,8 |
| <i>Institutions de crédit et d'assurances</i> | 10,8 | 16,6 | 19,1 | 19,5 | 19,8 | 20,0 | 20,7 |
| <i>Autres services marchands</i> | 16,8 | 23,6 | 32,0 | 34,1 | 36,3 | 39,4 | 43,4 |
| 6. Services non marchands | 25,2 | 28,0 | 32,3 | 32,9 | 34,2 | 36,3 | 37,8 |
| 7. Emploi salarié total | 142,7 | 171,0 | 192,3 | 197,5 | 203,3 | 210,0 | 219,7 |

Source: IGSS/CISS/STATEC (juillet 2000).

II. Statistiques économiques

Tableau 3. - **Evolution du Produit Intérieur Brut (version SEC 95)**

- à prix courants et prix constants
- montant absolu et variation en %

| Année | | Montant du PIB | | Variations en % | |
|--------------------|-------|---------------------------------|--------------------------------|-----------------|--------------------------------------|
| | | Prix courants en mrd. de LUF | Prix de 1995 en mrd. de LUF | Prix courants | Prix constants Année de base 1995 |
| 1995 | SEC95 | 538,4 | 538,4 | - | - |
| 1996 | SEC95 | 563,5 | 554,0 | 4,7% | 2,9% |
| 1997 | SEC95 | 524,6 | 594,2 | 10,8% | 7,3% |
| 1998 | SEC95 | 665,7 | 624,0 | 6,6% | 5,0% |
| 1999 ¹⁾ | SEC95 | 731,8 | 670,8 | 9,9% | 7,5% |

¹⁾ Provisoire.

Partie statistique

Tableau 4. - Evolution des indices généraux des prix à la consommation

| Année et mois | Indices mensuels | | Moyennes semestrielles de l'indice raccordé à la base 1948 |
|------------------|------------------|--------------------------|--|
| | Base 1965 | raccordés à la base 1948 | |
| 1.1.1970 | 113,78 | 166,40 | 163,55 |
| 1.1.1971 | 118,33 | 173,06 | 171,41 |
| 1.1.1972 | 124,66 | 182,32 | 180,19 |
| 1.1.1973 | 131,79 | 192,74 | 190,69 |
| 1.1.1974 | 140,71 | 205,79 | 201,75 |
| 1.1.1975 | 156,14 | 228,35 | 223,68 |
| 1.1.1976 | 174,78 | 255,32 | 248,56 |
| 1.1.1977 | 188,36 | 275,48 | 270,34 |
| 1.1.1978 | 195,45 | 285,85 | 284,19 |
| 1.1.1979 | 202,72 | 296,48 | 293,44 |
| 1.1.1980 | 214,25 | 313,34 | 309,22 |
| 1.1.1981 | 229,80 | 336,08 | 329,24 |
| 1.1.1982 | 249,77 | 365,29 | 357,72 |
| 1.1.1983 | 275,25 | 402,55 | 394,09 |
| 1.1.1984 | 295,64 | 432,37 | 426,00 |
| Base 1984 | | | |
| 1.1.1985 | 101,80 | 441,04 | 440,02 |
| 1.1.1986 | 105,50 | 457,07 | 455,44 |
| 1.1.1987 | 104,35 | 452,09 | 451,26 |
| 1.1.1988 | 105,01 | 454,95 | 453,27 |
| 1.1.1989 | 107,62 | 466,25 | 462,36 |
| 1.1.1990 | 111,90 | 484,80 | 479,85 |
| Base 1990 | | | |
| 1.1.1991 | 102,05 | 502,42 | 498,78 |
| 1.1.1992 | 105,03 | 517,09 | 513,26 |
| 1.1.1993 | 108,73 | 535,31 | 529,21 |
| 1.1.1994 | 111,60 | 549,44 | 547,37 |
| 1.1.1995 | 114,21 | 561,16 | 557,82 |
| 1.1.1996 | 115,50 | 567,51 | 565,73 |
| Base 1996 | | | |
| 1.1.1997 | 100,74 | 577,01 | 574,77 |
| 1.1.1998 | 102,17 | 585,21 | 583,95 |
| 1.1.1999 | 100,79 | 577,30 | 585,57 |
| 1.1.2000 | 104,03 | 595,34 | 597,02 |
| 1.2.2000 | 105,39 | 603,12 | 598,47 |
| 1.3.2000 | 105,66 | 604,66 | 599,91 |
| 1.4.2000 | 106,06 | 606,95 | 601,46 |
| 1.5.2000 | 106,19 | 607,70 | 603,04 |
| 1.6.2000 | 106,88 | 611,65 | 604,90 |
| 1.7.2000 | 105,73 | 605,07 | 606,52 |

Tableau 5. - Les variations annuelles de l'indice des prix à la consommation calculées en % sur la moyenne des 12 mois de l'année

| Années | Variation en % |
|---------|----------------|
| 1961/60 | 0,5 |
| 1962/61 | 0,9 |
| 1963/62 | 2,9 |
| 1964/63 | 3,1 |
| 1965/64 | 3,3 |
| 1966/65 | 2,6 |
| 1967/66 | 2,2 |
| 1968/67 | 2,6 |
| 1969/68 | 2,3 |
| 1970/69 | 4,6 |
| 1971/70 | 4,7 |
| 1972/71 | 5,2 |
| 1973/72 | 6,1 |
| 1974/73 | 9,5 |
| 1975/74 | 10,7 |
| 1976/75 | 9,8 |
| 1977/76 | 6,7 |
| 1978/77 | 3,1 |
| 1979/78 | 4,5 |
| 1980/79 | 6,3 |
| 1981/80 | 8,1 |
| 1982/81 | 9,4 |
| 1983/82 | 8,7 |
| 1984/83 | 5,6 |
| 1985/84 | 4,1 |
| 1986/85 | 0,3 |
| 1987/86 | - 0,1 |
| 1988/87 | 1,4 |
| 1989/88 | 3,4 |
| 1990/89 | 3,7 |
| 1991/90 | 3,1 |
| 1992/91 | 3,2 |
| 1993/92 | 3,6 |
| 1994/93 | 2,2 |
| 1995/94 | 1,9 |
| 1996/95 | 1,4 |
| 1997/96 | 1,4 |
| 1998/97 | 1,0 |
| 1999/98 | 1,0 |

| Hausse moyenne annuelle en % | |
|------------------------------|-----------|
| Période | Variation |
| 1955/50 | 2,1 |
| 1960/55 | 1,3 |
| 1965/60 | 2,1 |
| 1970/65 | 3,0 |
| 1975/70 | 7,2 |
| 1980/75 | 6,1 |
| 1985/80 | 7,2 |
| 1990/85 | 1,7 |
| 1995/90 | 2,8 |

Tableau 6. - Les échéances de l'échelle mobile des salaires (nombre-indice du coût de la vie)
et les variations annuelles y relatives

| Année | Date d'échéance | Cote d'application ¹⁾ | | Moyenne annuelle de la cote d'application | | Année | Date d'échéance | Cote d'application ¹⁾ | | Moyenne annuelle de la cote d'application | |
|-------|-----------------|----------------------------------|----------------|---|-------------------------|--------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------|---|-------------------------|
| | | Indice | Variation en % | Indice moyen | Variation annuelle en % | | | Indice | Variation en % | Indice moyen | Variation annuelle en % |
| 1948 | 1.1. | 100,00 | - | - | - | 1976 | 1.3. | 255,27 | 2,5 | | |
| 1949 | 1.7. | 105,00 | 5,00 | 102,50 | - | | 1.6. | 261,65 | 2,5 | 259,59 | 9,9 |
| 1950 | 1.11. | 110,00 | 4,76 | 105,83 | 3,3 | | 1.10. | 268,19 | 2,5 | | |
| 1951 | 1.4. | 115,00 | 4,55 | | | 1977 | 1.2. | 274,89 | 2,5 | | |
| | 1.8. | 120,00 | 4,35 | 115,83 | 9,5 | | 1.6. | 281,76 | 2,5 | 278,34 | 7,2 |
| 1952 | - | - | - | 120,00 | 3,6 | 1978 | 1.2. | 288,80 | 2,5 | | |
| 1953 | | | | | | | 1.11. | 296,02 | 2,5 | 289,42 | 4,0 |
| 1956 | - | - | - | 120,00 | 0,0 | 1979 | 1.6. | 303,42 | 2,5 | | |
| 1957 | 1.1. | 125,00 | 4,17 | | | | 1.12. | 311,00 | 2,5 | 300,97 | 4,0 |
| | 1.10. | 130,00 | 4,00 | 126,25 | 5,2 | 1980 | 1.4. | 318,77 | 2,5 | | |
| 1958 | - | - | - | 130,00 | 3,0 | | 1.9. | 326,73 | 2,5 | 319,48 | 6,2 |
| 1959 | | | | | | 1981 | 1.2. | 334,89 | 2,5 | | |
| 1962 | - | - | - | 130,00 | 0,0 | | 1.5. | 343,26 | 2,5 | | |
| 1963 | 1.1. | 132,50 | 1,92 | | | | 1.9. | 346,65 ²⁾ | 1,0 | | |
| | 1.5. | 135,00 | 1,89 | | | | | (351,84) ²⁾ | (2,5) ²⁾ | 340,92 | 6,7 |
| | 1.9. | 137,50 | 1,85 | 135,00 | 3,8 | 1982 | 1.2. | 355,31 | 2,5 | | 5,1 |
| 1964 | 1.6. | 140,00 | 1,82 | | | | | (360,63) ²⁾ | (2,5) ²⁾ | | |
| | 1.12. | 142,50 | 1,79 | 139,17 | 3,1 | | 1.9. ³⁾ | 364,19 | 2,5 | | |
| 1965 | 1.7. | 145,00 | 1,75 | | | | | (369,64) ²⁾ | (2,5) ²⁾ | | |
| | 1.12. | 147,50 | 1,72 | 143,96 | 3,4 | | 1.12. ³⁾ | 373,29 | 2,5 | | |
| 1966 | 1.9. | 150,00 | 1,69 | 148,33 | 3,0 | | | (378,88) ²⁾ | (2,5) ²⁾ | 358,31 | |
| 1967 | 1.8. | 152,50 | 1,67 | | | 1983 ⁴⁾ | 1.1. | 373,29 | - | | |
| | 1.11. | 155,00 | 1,64 | 151,46 | 2,1 | | 1.5. | 382,62 | 2,5 | | |
| 1968 | 1.5. | 157,50 | 1,61 | 156,79 | 2,0 | | 1.9. | 392,18 | 2,5 | | |
| 1969 | 1.3. | 160,00 | 1,59 | | | | 1.12. | 401,98 | 2,5 | 383,51 | 7,0 |
| | 1.12. | 162,50 | 1,56 | 159,79 | 2,0 | 1984 ⁵⁾ | 1.9. | 412,02 | 2,5 | 405,33 | 5,7 |
| 1970 | 1.3. | 165,00 | 1,54 | | | 1985 ⁶⁾ | 1.8. | 422,32 | 2,5 | 416,31 | 2,7 |
| | 1.6. | 167,50 | 1,52 | 166,67 | 4,3 | 1986 ⁷⁾ | 1.7. | 426,54 | 1,0 | 424,43 | 2,0 |
| | 1.10. | 170,00 | 1,49 | | | 1987 ⁷⁾ | 1.1. | 428,67 | 0,5 | 428,67 | 1,0 |
| 1971 | 1.3. | 172,50 | 1,47 | | | 1988 | 1.12. | 439,38 | 2,5 | 429,56 | 0,2 |
| | 1.6. | 175,00 | 1,45 | 174,38 | 4,6 | 1989 | 1.9. | 450,36 | 2,5 | 443,04 | 3,1 |
| | 1.9. | 177,50 | 1,43 | | | 1990 | 1.5. | 461,61 | 2,5 | 457,86 | 3,3 |
| 1972 | 1.1. | 180,00 | 1,41 | | | 1991 | 1.1. | 473,15 | 2,5 | | |
| | 1.5. | 185,23 | 2,90 | 184,26 | 5,7 | | 1.11. | 484,97 | 2,5 | 475,12 | 3,8 |
| | 1.11. | 189,86 | 2,50 | | | 1992 | 1.8. | 497,09 | 2,5 | 490,02 | 3,1 |
| 1973 | 1.3. | 194,60 | 2,5 | | | 1993 | 1.5. | 509,51 | 2,5 | 505,37 | 3,1 |
| | 1.7. | 199,46 | 2,5 | 196,24 | 6,5 | 1994 | 1.2. | 522,24 | 2,5 | 521,18 | 3,1 |
| 1974 | 1.1. | 204,44 | 2,5 | | | 1995 | 1.5. | 535,29 | 2,5 | 530,94 | 1,9 |
| | | | | | | 1996 | - | - | - | 535,29 | 0,8 |
| | 1.4. | 209,55 | 2,5 | | | 1997 | 1.2. | 548,67 | 2,5 | 547,56 | 2,3 |
| | 1.6. | 214,78 | 2,5 | 213,11 | 8,6 | 1998 | - | 548,67 | - | 548,67 | 0,2 |
| | 1.9. | 220,14 | 2,5 | | | 1999 | 1.8. | 562,38 | 2,5 | 554,38 | 1,0 |
| 1975 | 1.1. | 225,64 | 2,5 | | | 2000 | 1.7. | 576,43 | 2,5 | | |
| | 1.3. | 231,28 | 2,5 | | | | | | | | |
| | 1.6. | 237,06 | 2,5 | | | | | | | | |
| | 1.9. | 242,98 | 2,5 | | | | | | | | |
| | 1.12. | 249,05 | 2,5 | 236,19 | 10,8 | | | | | | |

¹⁾ Nouvelle dénomination à partir du 1er septembre 1981: cote de l'indice moyen et cote spéciale (salaire social minimum).²⁾ A partir du 1er septembre 1981, la cote d'application applicable aux salaires et pensions est égale à la cote d'échéance, sauf pour le salaire social minimum où l'adaptation se fait au moyen d'une cote spéciale égale à la cote d'échéance augmentée de 1,5%. Par ailleurs, l'échéance est décalée de 1 mois.³⁾ Par la loi du 8 avril 1982, il a été alloué deux tranches indiciaires dont les échéances ont été fixées discrétionnairement au 1er septembre 1982 et au 1er décembre 1982.⁴⁾ La loi du 24 décembre 1982 a limité le nombre de tranches indiciaires à un maximum de trois pour l'année 1983, dont les tranches ont été fixées au plus tôt au 1er mai, au 1er septembre et au 1er décembre 1983. Par ailleurs, la cote spéciale applicable au salaire social minimum cesse de sortir ses effets au 1er janvier 1983.⁵⁾ La loi du 1er juillet 1983 a limité le nombre de tranches indiciaires à une seule tranche pour l'année 1984 échue au 1er septembre 1984.⁶⁾ La loi du 24 décembre 1984 a rétabli le fonctionnement normal du mécanisme de l'échelle mobile des salaires.⁷⁾ Conformément à la loi du 30 juin 1986, une tranche d'avance de 1% a été introduite à partir du 1er juillet 1986 qui a été suivie d'une autre adaptation indiciaire de 0,5% avec effet au 1er janvier 1987.

Partie statistique

Tableau 7. - Evolution du salaire social minimum 1970-1999

| Année | Date de refixation | Montant mensuel au n. i. 100 | Moyenne annuelle de l'échelle mobile des salaires | Moyenne par an du salaire social minimum mensuel | | Variation annuelle en % | |
|-----------------------|--------------------|------------------------------|---|--|----------------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| | | | | nominale | à l'indice 100 du coût de la vie | nominale | à l'indice 100 du coût de la vie |
| 1970 | 1.1.1970 | 4 250 | | | | | |
| | 1.11.1970 | 4 375 | 166,67 | 7 119 | 4 271 | - | - |
| 1971 | - | 4 375 | 174,38 | 7 629 | 4 375 | 7,2 | 2,4 |
| 1972 | - | 4 375 | 184,26 | 8 061 | 4 375 | 5,7 | - |
| 1973 | 1.3.1973 | 4 830 | 196,24 | 9 329 | 4 754 | 15,7 | 8,7 |
| 1974 | - | 4 830 | 213,11 | 10 293 | 4 830 | 10,3 | 1,6 |
| 1975 | 1.1.1975 | 5 550 | 236,19 | 13 109 | 5 550 | 27,4 | 14,9 |
| 1976 | - | 5 550 | 259,59 | 14 407 | 5 550 | 9,9 | - |
| 1977 | 1.1.1977 | 5 772 | 278,34 | 16 066 | 5 772 | 11,5 | 4,0 |
| 1978 | 1.1.1978 | 6 003 | 289,42 | 17 374 | 6 003 | 8,1 | 4,0 |
| 1979 | - | 6 003 | 300,97 | 18 067 | 6 003 | 4,0 | - |
| 1980 | - | 6 003 | 319,48 | 19 178 | 6 003 | 6,1 | - |
| 1981 | 1.4.1981 | 6 250 | 342,65 ¹⁾ | 21 204 | 6 188 | 10,6 | 3,1 |
| 1982 | - | 6 250 | 363,67 ¹⁾ | 22 729 | 6 250 | 7,2 | 1,0 |
| 1983 ^{**)} | 1.1.1983 | 6 250 ¹⁾ | 383,51 | 23 969 | 6 250 | 5,5 | - |
| | | 6 625 ²⁾ | | 25 408 | 6 625 | 11,8 | 6,0 |
| | | 6 826 ³⁾ | | 26 178 | 6 826 | 15,2 | 9,2 |
| 1984 ^{**))} | - | 6 250 ¹⁾ | 405,33 | 25 333 | 6 250 | 5,7 | - |
| | | 6 625 ²⁾ | | 26 853 | 6 625 | 5,7 | - |
| | | 6 826 ³⁾ | | 27 668 | 6 826 | 5,7 | - |
| 1985 ^{**))} | - | 6 250 ¹⁾ | 416,31 | 26 019 | 6 250 | 2,7 | - |
| | | 6 625 ²⁾ | | 27 581 | 6 625 | 2,7 | - |
| | | 6 826 ³⁾ | | 28 417 | 6 826 | 2,7 | - |
| 1986 ^{**))} | 1.4.1986 | 6 437 ¹⁾ | 424,43 | 27 123 | 6 390 | 4,2 | 2,2 |
| | | 6 823 ²⁾ | | 28 750 | 6 774 | 4,2 | 2,2 |
| | | 7 030 ³⁾ | | 29 622 | 6 979 | 4,2 | 2,2 |
| 1987 ^{**))} | - | 6 437 ¹⁾ | 428,67 | 27 593 | 6 437 | 1,7 | 0,7 |
| | | 6 823 ²⁾ | | 29 248 | 6 823 | 1,7 | 0,7 |
| | | 7 030 ³⁾ | | 30 136 | 7 030 | 1,7 | 0,7 |
| 1988 ^{**))} | - | 6 437 ¹⁾ | 429,56 | 27 651 | 6 437 | 0,2 | - |
| | | 6 823 ²⁾ | | 29 309 | 6 823 | 0,2 | - |
| | | 7 030 ³⁾ | | 30 198 | 7 030 | 0,2 | - |
| 1989 ^{**))} | 1.1.1989 | 6 800 ¹⁾ | 443,04 | 30 127 | 6 800 | 9,0 | 5,6 |
| | | 7 062 ²⁾ | | 31 287 | 7 062 | 6,8 | 3,5 |
| | | 7 276 ³⁾ | | 32 236 | 7 276 | 6,8 | 3,5 |
| 1990 ^{**))} | - | 6 800 ¹⁾ | 457,86 | 31 134 | 6 800 | 3,3 | - |
| | | 7 062 ²⁾ | | 32 334 | 7 062 | 3,4 | - |
| | | 7 276 ³⁾ | | 33 314 | 7 276 | 3,3 | - |
| 1991 ^{**))} | 1.4.1991 | 7 310 ¹⁾ | 475,12 | 34 128 | 7 183 | 9,6 | 5,6 |
| | | 7 592 ²⁾ | | 35 444 | 7 460 | 9,6 | 5,6 |
| | | 7 822 ³⁾ | | 36 518 | 7 686 | 9,6 | 5,6 |
| 1992 ^{**))} | - | 7 310 ¹⁾ | 490,02 | 35 820 | 7 310 | 5,0 | 1,8 |
| | | 7 592 ²⁾ | | 37 202 | 7 592 | 5,0 | 1,8 |
| | | 7 822 ³⁾ | | 38 329 | 7 822 | 5,0 | 1,8 |
| 1993 ^{**))} | 1.2.1993 | 7 762 ¹⁾ | 505,37 | 39 039 | 7 724 | 9,0 | 5,7 |
| | | 7 911 ²⁾ | | 39 848 | 7 884 | 7,1 | 3,8 |
| | | 8 151 ³⁾ | | 41 056 | 8 124 | 7,1 | 3,9 |
| 1994 ^{**))} | - | 7 762 ¹⁾ | 521,18 | 40 453 | 7 762 | 3,6 | 0,5 |
| | | 7 911 ²⁾ | | 41 230 | 7 911 | 3,5 | 0,3 |
| | | 8 151 ³⁾ | | 42 481 | 8 151 | 3,5 | 0,3 |
| 1995 ^{**))} | 1.1.1995 | 8 172 | 530,94 | 43 388 | 8 172 | 2,1-7,3 | 0,3-5,3 |
| 1996 | - | 8 172 | 535,29 | 43 744 | 8 172 | 0,8 | - |
| 1997 | 1.1.1997 | 8 434 | 547,56 | 46 181 | 8 434 | 5,6 | 3,2 |
| 1998 | - | 8 434 | 548,67 | 46 275 | 8 434 | 0,2 | - |
| 1999 | 1.1.1999 | 8 544 | 554,38 | 47 366 | 8 544 | 2,4 | 1,3 |

¹⁾ A partir du 1.9.1981, cote spéciale d'adaptation pour le salaire social minimum.

^{**))} La loi du 24 décembre 1982 a introduit une différenciation du salaire social minimum suivant que le travailleur a ou n'a pas de charge de famille. Par ailleurs, elle a introduit la notion de salaire social minimum de référence applicable pour autant que les législations de sécurité sociale ou à caractère social se réfèrent au salaire social minimum. Cette cote a cessé de sortir ses effets au 1^{er} janvier 1983.

^{**))} La loi du 24 décembre 1994 a aboli la notion "charge de famille" et établi l'équivalence avec le salaire social minimum de référence.

¹⁾ Salaire social minimum de référence ²⁾ Salaire social minimum sans charge de famille ³⁾ Salaire social minimum avec charge de famille

Tableau 8. - Variation des minimum et maximum cotisables en matière d'assurance maladie à partir du 1.4.1981
(pour travailleurs âgés de 18 ans)

| Echéance | Indice du coût de la vie (n. i.) | Salaire social minimum (n.i. 100) ¹⁾ | Minimum cotisable ²⁾ | | Maximum cotisable ³⁾ | |
|----------------------|----------------------------------|---|---------------------------------|--------------------------|---------------------------------|----------|
| | | | Assurés actifs | Bénéficiaires de pension | CMO | CME |
| 1.4.81-31.3.86 | | 6 250 | | | | |
| 1.4.1981 | 334,89 | | 20 931 | 27 210 | | 83 724 |
| 1.5.1981 | 343,26 | | 21 454 | 27 890 | | 85 816 |
| 1.9.1981 | 346,65 | | 21 666 | 28 166 | | 86 664 |
| 1.2.1982 | 355,31 | | 22 207 | 28 869 | | 88 828 |
| 1.9.1982 | 364,19 | | 22 762 | 29 591 | | 91 048 |
| 1.12.1982 | 373,29 | | 23 331 | 30 330 | | 93 324 |
| 1.1.1983 | 373,29 | | 23 331 | 30 330 | | 116 655 |
| 1.5.1983 | 382,62 | | 23 914 | 31 088 | | 119 570 |
| 1.9.1983 | 392,18 | | 24 511 | 31 864 | | 122 555 |
| 1.12.1983 | 401,98 | | 25 124 | 32 661 | | 125 620 |
| 1.9.1984 | 412,02 | | 25 751 | 33 476 | | 128 755 |
| 1.8.1985 | 422,32 | | 26 395 | 34 314 | | 131 975 |
| 1.4.86-31.12.88 | | 6 437 | | | | |
| 1.4.1986 | 422,32 | | 27 185 | 35 341 | | 135 925 |
| 1.7.1986 | 426,54 | | 27 456 | 35 693 | | 137 280 |
| 1.1.1987 | 428,67 | | 27 593 | 35 871 | | 137 965 |
| 1.12.1988 | 439,38 | | 28 283 | 36 768 | | 141 415 |
| 1.1.89-31.3.91 | | 6 800 | | | | |
| 1.1.1989 | 439,38 | | 29 878 | 38 841 | | 149 390 |
| 1.9.1989 | 450,36 | | 30 624 | 39 812 | | 153 122 |
| 1.5.1990 | 461,61 | | 31 389 | 40 806 | | 156 947 |
| 1.1.1991 | 473,15 | | 32 174 | 41 826 | | 160 871 |
| 1.4.91-31.1.93 | | 7 310 | | | | |
| 1.4.1991 | 473,15 | | 34 587 | 44 963 | | 172 936 |
| 1.11.1991 | 484,97 | | 35 451 | 46 087 | | 177 257 |
| 1.8.1992 | 497,09 | | 36 337 | 47 238 | | 181 686 |
| 1.2.93-31.12.94 | | 7 762 | | | | |
| 1.2.1993 | 497,09 | | 38 584 | 50 159 | | 192 921 |
| 1.5.1993 | 509,51 | | 39 548 | 51 413 | | 197 741 |
| 1.2.1994 | 522,24 | | 40 536 | 52 697 | | 202 681 |
| 1.1.95-31.12.96 | | 8 172 | | | | |
| 1.1.1995 | 522,24 | | 42 677 | 55 481 | | 213 387 |
| 1.5.1995 | 535,29 | | 43 744 | 56 867 | | 218 719 |
| 1.1.97-31.12.98 | | 8 434 | | | | |
| 1.1.1997 | 535,29 | | 45 146 | 58 690 | | 225 732 |
| 1.2.1997 | 548,67 | | 46 275 | 60 157 | | 231 374 |
| 1.1.97-31.12.98 | | 8 544 | | | | |
| 1.1.1999 | 548,67 | | 46 878 | 60 942 | | 234 392 |
| 1.8.1999 | 562,38 | | 48 050 | 62 465 | | 240 249 |
| 1.7.2000 | 576,43 | | 49 250 | 64 025 | | 246 251 |
| Contrevaleur en euro | | | 1 220,88 | 1 587,14 | | 6 104,40 |

¹⁾ A partir du 1.1.1983 salaire social minimum de référence.

²⁾ A l'exception du régime agricole où les cotisations sont fixées par classes, le minimum cotisable pour les assurés actifs est constitué par le salaire social minimum; le minimum cotisable pour les assurés bénéficiaires de pension est égal au salaire social minimum majoré de 30%.

³⁾ Le maximum cotisable a évolué comme suit:

- jusqu'au 31.8.1978:

caisses régies par le code des assurances sociales: 4 x salaire social minimum;

caisses régies par la loi modifiée du 29.8.1951 : 2,75 x salaire social minimum;

assurés bénéficiaires de pension: 2,75 x salaire social minimum;

- du 1.9.1978 au 31.12.1982 le maximum cotisable s'élève à 4 x salaire social minimum;

- à partir de l'exercice 1983 le maximum cotisable est porté au quintuple du salaire social minimum.

Partie statistique

Tableau 9. - Evolution du plafond cotisable en matière d'assurance pension 1970-1999
(voir remarques en bas du tableau)

| Année | Date de refixation | Montant mensuel au n. i. 100 | Moyenne annuelle de l'échelle mobile des salaires | Plafond cotisable annuel | | Variation annuelle en % | |
|-------|--------------------|------------------------------|---|--------------------------|----------------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| | | | | Montant nominal | à l'indice 100 du coût de la vie | Montant nominal | à l'indice 100 du coût de la vie |
| 1970 | 1.8.1969 | 17 000 | 166,67 | 340 400 | 204 236 | - | - |
| 1971 | - | 17 000 | 174,38 | 356 200 | 204 267 | 4,6 | - |
| 1972 | 1.4.1972 | 18 000 | 184,26 | 393 000 | 213 386 | 10,3 | 4,5 |
| 1973 | - | 18 000 | 196,24 | 424 800 | 216 470 | 8,1 | 1,4 |
| 1974 | 1.1.1974 | 19 000 | 213,11 | 486 800 | 228 427 | 14,6 | 5,5 |
| 1975 | 1.1.1975 | 20 000 | 236,19 | 567 500 | 240 273 | 16,6 | 5,2 |
| 1976 | 1.1.1976 | 23 000 | 259,59 | 716 900 | 276 166 | 26,3 | 14,9 |
| 1977 | - | 23 000 | 278,34 | 769 200 | 276 353 | 7,3 | 0,1 |
| 1978 | - | 23 000 | 289,42 | 799 600 | 276 277 | 4,0 | - |
| 1979 | 1.4.1979 | 24 012 | 300,97 | 858 272 | 285 169 | 7,3 | 3,2 |
| 1980 | - | 24 012 | 319,48 | 920 562 | 288 144 | 7,3 | 1,0 |
| 1981 | 1.4.1981 | 25 000 | 340,92 | 1 012 917 | 297 113 | 10,0 | 3,1 |
| 1982 | - | 25 000 | 358,31 | 1 074 926 | 299 999 | 6,1 | 1,0 |
| 1983 | - | 25 000 | 383,51 | 1 150 542 | 300 003 | 7,0 | - |
| 1984 | - | 25 000 | 405,33 | 1 215 980 | 299 998 | 5,7 | - |
| 1985 | - | 25 000 | 416,31 | 1 248 935 | 300 001 | 2,7 | - |
| 1986 | 1.4.1986 | 25 748 | 424,43 | 1 301 913 | 306 744 | 4,2 | 2,2 |
| 1987 | - | 25 748 | 428,67 | 1 324 488 | 308 976 | 1,7 | 0,7 |
| 1988 | - | 25 748 | 429,56 | 1 327 246 | 308 978 | 0,2 | - |
| 1989 | 1.1.1989 | 27 200 | 443,04 | 1 446 080 | 326 399 | 9,0 | 5,6 |
| 1990 | - | 27 200 | 457,86 | 1 494 456 | 326 400 | 3,3 | - |
| 1991 | 1.4.1991 | 29 240 | 475,12 | 1 638 144 | 344 760 | 9,6 | 5,6 |
| 1992 | 1.1.1992 | 36 550 | 490,02 | 2 149 229 | 438 600 | 31,2 | 27,2 |
| 1993 | 1.2.1993 | 38 810 | 505,37 | 2 342 377 | 463 460 | 9,0 | 5,7 |
| 1994 | - | 38 810 | 521,18 | 2 427 232 | 465 719 | 3,6 | 0,5 |
| 1995 | 1.1.1995 | 40 860 | 530,94 | 2 603 300 | 490 319 | 7,3 | 5,3 |
| 1996 | - | 40 860 | 535,29 | 2 624 628 | 490 319 | 0,8 | - |
| 1997 | 1.1.1997 | 42 170 | 547,56 | 2 770 846 | 506 035 | 5,6 | 3,2 |
| 1998 | - | 42 170 | 548,67 | 2 776 488 | 506 040 | 0,2 | - |
| 1999 | 1.1.1999 | 42 720 | 554,38 | 2 841 989 | 512 643 | 2,4 | 1,3 |

Remarques:

- Jusqu'au 31 décembre 1976, seule l'assurance pension des employés privés prévoyait un plafond cotisable. La loi du 23 décembre 1976 portant fusion des régimes de pension des artisans et des commerçants et industriels rendait ce plafond applicable à la CPACI avec effet au 1er janvier 1977. La refixation du plafond cotisable au nombre indice 100 du coût de la vie se faisait par règlement grand-ducal. Lors des adaptations aux variations du nombre-indice le montant maximum mensuel était arrondi à la centaine immédiatement supérieure.
- La loi du 29 mars 1979 ayant pour objet de porter ajustement des pensions au niveau moyen des salaires de 1977 a refixé ce plafond au quadruple du salaire social minimum prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins et a rendu ce plafond applicable également à l'assurance pension des ouvriers avec effet au 1er avril 1979. De même la loi du 29 mars 1979 portant réforme de la loi modifiée du 3 septembre 1956 ayant pour objet la création d'une caisse de pension agricole a étendu ce plafond à l'assurance pension du régime agricole.
- La loi du 24 avril 1991 ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif a porté le plafond au quintuple du salaire social minimum prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins à partir du 1er janvier 1992.

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE

Partie descriptive et partie statistique

Sommaire

PARTIE DESCRIPTIVE

| | Page |
|--|------|
| 1. Introduction | 49 |
| 2. Situation financière globale | 51 |
| 3. Les prestations de soins de santé et de maternité | 52 |
| 4. Les prestataires de soins | 62 |
| 5. Evolution démographique | 69 |
| 6. Les prestations en espèces | 72 |
| 7. Financement de l'assurance maladie-maternité | 76 |

PARTIE STATISTIQUE

| | |
|---|----|
| 1. Evolution démographique | 79 |
| 1.1. La gestion des soins de santé | 79 |
| Tableau 1.1.1. Evolution de la population protégée de 1997 à 1999 | 79 |
| Tableau 1.1.2. Personnes protégées en 1999: Répartition selon les régimes | 79 |
| Tableau 1.1.3. Personnes protégées en 1999: Répartition par groupes d'âge | 80 |
| Tableau 1.1.4. Assurés actifs et volontaires en 1999 - Résidents et non-résidents - Répartition par groupes d'âge | 80 |
| Tableau 1.1.5. Assurés frontaliers actifs et volontaires en 1999 - Répartition par groupes d'âge | 81 |
| Tableau 1.1.6. Evolution des nombres moyens des différentes catégories d'assurés | 81 |
| 1.2. Les gestions des prestations en espèces de maladie | 82 |
| Tableau 1.2.1. Gestions des prestations en espèces: évolution du nombre des assurés à partir de 1997 | 82 |
| Tableau 1.2.2. Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.4b CAS: répartition par âge des assurés en 1999 - Statut Ouvriers | 82 |
| Tableau 1.2.3. Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.4a CAS: répartition par âge des assurés en 1999 - Statut Ouvriers | 83 |
| Tableau 1.2.4. Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.4a CAS: répartition par âge des assurés en 1999 - Statut Employés | 83 |
| Tableau 1.2.5. Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.4a CAS: répartition par âge des assurés en 1999 - Statut Indépendants | 84 |
| 2. Données financières globales | 85 |
| 2.1. Les recettes et dépenses de l'Union des Caisses de Maladie | 85 |
| Tableau 2.1.1. Décompte 1999 - Recettes | 85 |
| Tableau 2.1.2. Décompte 1999 - Dépenses | 86 |
| Tableau 2.1.3. Le résultat des quatre gestions en 1999 | 86 |
| 2.2. Les cotisations de l'assurance maladie | 87 |
| Tableau 2.2.1. Cotisations pour prestations en nature | 87 |
| Tableau 2.2.2. Cotisations pour prestations en espèces - Art. 29.4b CAS | 88 |
| Tableau 2.2.3. Cotisations pour prestations en espèces - Art. 29.4a CAS | 88 |
| Tableau 2.2.4. Evolution du taux de cotisation pour prestations en nature | 89 |
| Tableau 2.2.5. Evolution des taux de cotisation pour prestations en espèces | 89 |
| 2.3. La contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie-maternité | 90 |
| Tableau 2.3.1. Total des contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie-maternité | 90 |

| | | |
|----------------|---|------------|
| Tableau 2.3.2. | Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie - Prestations pour soins de santé: maladie | 90 |
| Tableau 2.3.3. | Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie - Prestations de maladie en espèces: Art. 29.4b | 91 |
| Tableau 2.3.4. | Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie - Prestations de maladie en espèces: Art. 29.4a | 91 |
| Tableau 2.3.5. | Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité - Prestations de maternité (nature et espèces) | 92 |
| Tableau 2.3.6. | Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité - Prestations de maternité en espèces | 92 |
| Tableau 2.3.7. | Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité - Prestations de maternité en nature | 92 |
| 3. | Les prestations de soins de santé de l'assurance maladie | 93 |
| 3.1. | <i>Le financement des prestations de soins de santé en cas de maladie</i> | 93 |
| Tableau 3.1.1. | Evolution financière des prestations de soins de santé de 1997 à 1999 | 93 |
| Tableau 3.1.2. | Evolution des prestations de soins de santé à partir de 1995 | 94 |
| 3.2. | <i>Les différents types de soins de santé</i> | 94 |
| Tableau 3.2.1. | Evolution des prestations en nature en cas de maladie à partir de 1997 | 94 |
| 3.3. | <i>Les honoraires des médecins et médecins-dentistes</i> | 95 |
| Tableau 3.3.1. | Les soins médicaux | 95 |
| Tableau 3.3.2. | Les soins médico-dentaires | 95 |
| 3.4. | <i>Les frais pharmaceutiques (en dehors des hôpitaux)</i> | 96 |
| Tableau 3.4.1. | Les frais pharmaceutiques en milieu extra-hospitalier | 96 |
| 3.5. | <i>Les hôpitaux</i> | 96 |
| Tableau 3.5.1. | Les dépenses du secteur hospitalier au Luxembourg | 96 |
| Tableau 3.5.2. | Frais fixes comptabilisés en 1998 et 1999 | 97 |
| Tableau 3.5.3. | Frais variables comptabilisés en 1998 et 1999 | 97 |
| 3.6. | <i>Les moyens curatifs et thérapeutiques</i> | 98 |
| Tableau 3.6.1. | Soins des professions de santé non-médecins | 98 |
| Tableau 3.6.2. | Moyens curatifs et adjuvants | 98 |
| Tableau 3.6.3. | Rééducation et cures au Luxembourg | 98 |
| 3.7. | <i>Les autres prestations</i> | 99 |
| Tableau 3.7.1. | La médecine préventive | 99 |
| Tableau 3.7.2. | Les frais de voyage et de transport | 99 |
| Tableau 3.7.3. | Indemnités funéraires: évolution chronologique | 99 |
| 3.8. | <i>Les prestations de santé à l'étranger</i> | 100 |
| Tableau 3.8.1. | Prestations de soins de santé à l'étranger | 100 |
| Tableau 3.8.2. | Les prestations en nature servis à l'étranger | 100 |
| Tableau 3.8.3. | Ventilation des prestations en nature à l'étranger en 1999 selon le pays de résidence des assurés et des prestataires | 101 |
| 4. | Les indemnités pécuniaires de maladie | 102 |
| Tableau 4.1. | Evolution des prestations en espèces de 1997 à 1999: gestion Art. 29.4b CAS | 102 |
| Tableau 4.2. | Evolution des prestations en espèces de 1997 à 1999: gestion Art. 29.4a CAS | 102 |
| Tableau 4.3. | Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie: gestion Art. 29.4b CAS | 103 |
| Tableau 4.4. | Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie: gestion Art. 29.4a CAS | 103 |
| Tableau 4.5. | Durée moyenne des cas de maladie à partir de 1996: CMO et CMEP - salariés | 104 |

| | |
|---|---------|
| 5. Les prestations de l'assurance maternité | 105 |
| 5.1. <i>Objet et financement</i> | 105 |
| Tableau 5.1.1. Evolution des prestations de maternité de 1997 à 1999 | 105 |
| 5.2. <i>Les prestations en nature de maternité</i> | 106 |
| Tableau 5.2.1. Le détail des prestations en nature de maternité | 106 |
| Tableau 5.2.2. Prestations en nature de l'assurance maternité | 106 |
| Tableau 5.2.3. Nombre d'accouchements au Luxembourg pris en charge par les caisses de maladie - Répartition par groupes d'âge | 106 |
| 5.3. <i>Les indemnités pécuniaires de maternité</i> | 107 |
| Tableau 5.3.1. Indemnités pécuniaires de maternité: évolution à partir de 1980 | 107 |
| Tableau 5.3.2. Nombre et âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité | 107 |
| 6. Soins de santé: statistiques établies selon la date de la prestation | 108 |
| 6.1. <i>Consultations, visites et actes médicaux</i> | 108 |
| Tableau 6.1.1. Evolution des tarifs des consultations et visites | 108 |
| Tableau 6.1.2. Nombre moyen des consultations et visites en 1998 | 109 |
| Tableau 6.1.3. Evolution du nombre moyen des consultations et visites à partir de 1996 | 110 |
| 6.2. <i>Actes chirurgicaux: Fréquence et répartition</i> | 111 |
| Tableau 6.2.1. Répartition des actes chirurgicaux par spécialité médicale et par sexe des patients en 1998 | 111 |
| Tableau 6.2.2. Actes chirurgicaux par spécialité: traitement ambulatoire et traitement stationnaire en 1998 | 111 |
| Tableau 6.2.3. Interventions les plus fréquentes par sexe en 1997 et 1998 | 112 |
| Tableau 6.2.4. Nombre d'actes pour mille personnes protégées en 1998 | 112 |
| Tableau 6.2.5. Interventions les plus fréquentes, en pour-cent, par sexe et par groupe d'âge en 1998 | 113 |
| 6.3. <i>Les interventions d'exploration à but diagnostique</i> | 114 |
| Tableau 6.3.1. Actes d'exploration: répartition par spécialité médicale et par sexe des patients en 1998 | 114 |
| Tableau 6.3.2. Actes d'exploration: traitement ambulatoire et stationnaire en 1998 | 114 |
| 6.4. <i>Gynécologie et obstétrique</i> | 114 |
| Tableau 6.4.1. Les interventions d'obstétrique et de gynécologie: répartition par groupe d'âge des patientes en 1998 | 114 |
| 6.5. <i>Médecins-dentistes: Actes techniques</i> | 115 |
| Tableau 6.5.1. Médecins-dentistes: répartition des actes techniques par groupe d'âge des patients en 1998 | 115 |
| 6.6. <i>Prestations hospitalières</i> | 115 |
| Tableau 6.6.1. Nombre d'unités d'oeuvre opposables | 115 |
| Tableau 6.6.2. Diagnostics de sortie en 1999 | 116-120 |
| Tableau 6.6.3. Durée d'hospitalisation pour certaines interventions en 1998 | 121 |
| Tableau 6.6.4. Durée d'hospitalisation pour certaines interventions - ventilation par groupe d'âge et par sexe en 1998 | 121 |
| Annexe I Comptes financiers 1999 | 123 |
| Tableau I.1. Assurance maladie maternité: Bilans 1998 et 1999 | 123 |
| Tableau I.2. Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 1998 et 1999 | 124-125 |
| Annexe II Relations entre l'Union des Caisses de Maladie et les prestataires de soins de santé | 126 |
| Tableau II.1a. Relations entre l'UCM et les prestataires de soins de santé | 126 |
| Tableau II.1b. Relations entre l'UCM et les groupements des hôpitaux | 127 |
| Tableau II.2. Protocoles d'accord concernant la fixation de la valeur de la lettre-clé | 128-129 |
| Tableau II.3. Protocoles d'accord concernant la fixation des tarifs | 130 |
| Annexe III Les statuts de l'Union des Caisses de Maladie | 131 |

1. Introduction

1.1. Les prestations de l'assurance maladie-maternité

L'objectif de l'assurance maladie-maternité est d'offrir à ses affiliés et, le cas échéant, à leurs ayants-droit une protection financière en cas de maladie ou de maternité. L'assurance maladie-maternité comporte deux volets:

1. Le système des prestations en nature, c'est à dire le remboursement total ou partiel des dépenses pour soins de santé.
2. Le système des prestations en espèces qui assure le remplacement du revenu professionnel perdu par suite de maladie ou de maternité.

1.2. L'organisation de l'assurance maladie-maternité

L'assurance maladie-maternité est organisée en fonction du financement des différents risques assurés. Elle compte quatre gestions :

- La gestion des prestations en nature prend en charge toutes les prestations de soins de santé concernant le risque maladie. C'est la plus complexe des quatre gestions en raison de la multiplicité des acteurs dont les intérêts sont rarement convergents: les caisses de maladie en tant que bailleurs de fonds, les bénéficiaires de soins, et les prestataires de soins (médecins, hôpitaux, pharmaciens, autres professions de santé non-médecins etc...).
- La gestion des prestations en espèces (Art. 29.4a CAS)¹⁾ gère les indemnités pécuniaires de maladie des non-salariés ainsi que des salariés, employés pour la plupart, qui bénéficient de la continuation légale ou conventionnelle de leur rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents au début de la maladie. Elle n'intervient donc en principe qu'après le troisième mois de la maladie.
- La gestion des prestations en espèces (Art. 29.4b CAS)¹⁾ s'occupe des indemnités pécuniaires des salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie. Cette gestion, qui concerne principalement les salariés-ouvriers, intervient dès le premier jour de la maladie.
- La quatrième gestion concerne les prestations de maternité en nature et en espèces.

Les trois premières gestions sont financées sur base de cotisations prélevées auprès des assurés et d'une surprime versée par l'Etat. Le financement des prestations de maternité incombe entièrement à l'Etat.

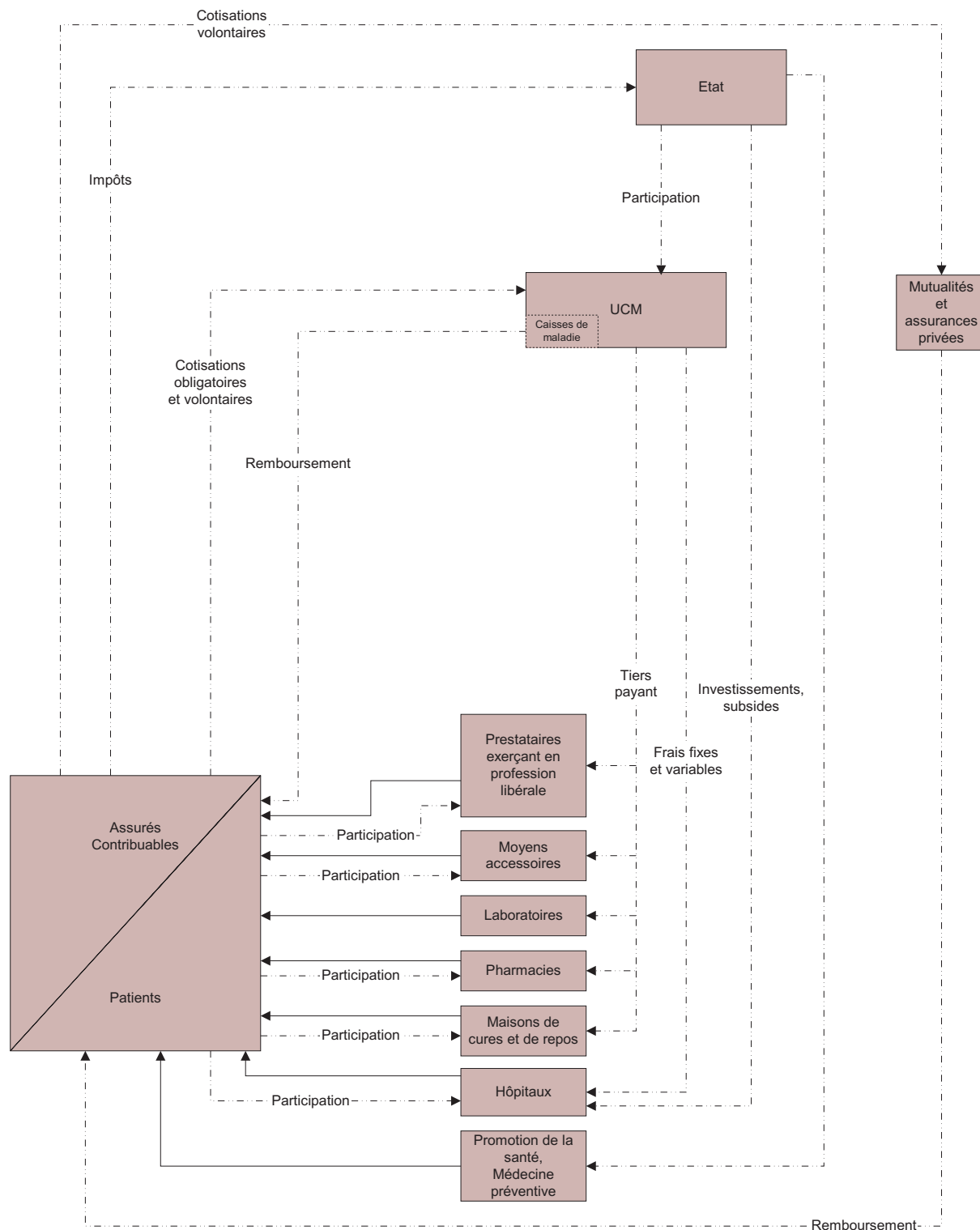
Du côté administratif l'Union des Caisses de Maladie (UCM), joue un rôle centralisateur et coordinateur en ce qui concerne les négociations avec les prestataires, la liquidation des prestations en nature et la comptabilité générale de l'assurance maladie-maternité. La tâche des neuf autres caisses de maladie, organisées selon des critères socio-professionnels, consiste à assurer le contact direct avec les assurés et à ordonner le remboursement des prestations en espèces ainsi que des prestations en nature qui ne relèvent pas du système du tiers payant (qui est liquidé directement par l'UCM).

1.3. Le schéma suivant retrace l'organisation et le financement des soins de santé au Luxembourg

1) La loi du 24.12.1999 (Mém. A-N°148 page 2675) concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000, a modifié certains articles du code des assurances sociales concernant la participation financière de l'Etat. Ceci implique une modification de la référence à la loi des différentes gestions à partir de l'exercice 2000. La gestion des prestations en espèces (Art. 29.4a) se référera dorénavant à l'article 29.b du code des assurances sociales et l'actuelle gestion (Art. 29.4b) se référera à l'article 29.c du code des assurances sociales.

Graphique 1. - Organigramme des soins de santé au Luxembourg en 2000

Organisation et financement des soins de santé au Luxembourg



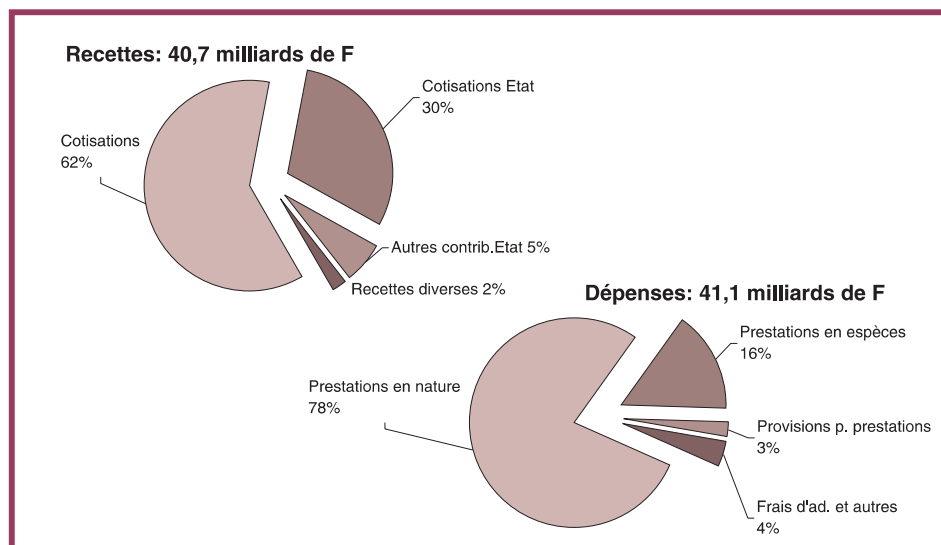
Source: IGSS Luxembourg 2000

- Flux des services et des biens : ———→
- Flux financiers :→

2. Situation financière globale

Le graphique 2 donne un aperçu sur les catégories les plus importantes des recettes et des dépenses courantes de l'assurance maladie-maternité en 1999.

Graphique 2. - Recettes et dépenses de l'assurance maladie-maternité (en % du total)



En 1999 les dépenses courantes de l'assurance maladie-maternité se sont élevées à 41 milliards de francs, dont 40 milliards de francs de prestations proprement dites. Les soins de santé représentent 83,8% du total des prestations, tandis que les indemnités pécuniaires servies en cas de maladie ou de maternité s'élèvent à seulement 16,2% du total.

Tableau 1. - Assurance maladie-maternité: Evolution des recettes et dépenses courantes *) (en millions de francs)

| | 1998 | 1999 | Variation en % |
|---|---------------|---------------|----------------|
| Recettes | | | |
| Cotisations | 23 264 | 24 269 | 4,3% |
| Cotisations forfaitaires Etat | 11 253 | 11 759 | 4,5% |
| Autres contributions de l'Etat | 2 039 | 2 514**) | 23,3% |
| Autres recettes, dont: | 874 | 2 173 | 148,5% |
| Prélèvements aux provisions | 0 | 1 267 | p.m. |
| Total des recettes courantes | 37 431 | 40 715 | 8,8% |
| Dépenses | | | |
| Frais d'administration | 1 465 | 1 490 | 1,7% |
| Prestations, dont: | 34 814 | 39 514 | 13,5% |
| Provisions pour prestations non liquidées | 1 267 | 920 | p.m. |
| Autres dépenses | 51 | 59 | 16,6% |
| Total des dépenses courantes | 36 330 | 41 064 | 13,0% |

*) Pour le détail il faut se rapporter à l'annexe 1 de la partie statistique.

**) Cette croissance est due essentiellement au remboursement par l'Etat des frais de prestations de maternité, en forte augmentation en 1999.

La hausse globale des cotisations est modérée en 1999. Elle doit être attribuée à la seule gestion des prestations en nature, dont les cotisations ont augmenté de 8%.

Les deux gestions des prestations en espèces ont connu une évolution négative au niveau des recettes en cotisations. En effet l'augmentation du nombre d'assurés n'a pas pu compenser la baisse des taux de cotisation.

Du côté des prestations les décomptes 1998 et 1999 de l'UCM comprennent des montants assez importants de provisions.

Pour mieux apprécier l'évolution réelle des dépenses et plus particulièrement des prestations proprement dites, le tableau suivant permet d'en mesurer la croissance en neutralisant l'effet des dotations et des prélèvements aux provisions.

En neutralisant l'effet des provisions inscrites aux décomptes de 1998 et 1999, le tableau ci-après donne la croissance réelle des prestations en 1998 et 1999.

Tableau 2. - Evolution du total des prestations des caisses de maladie

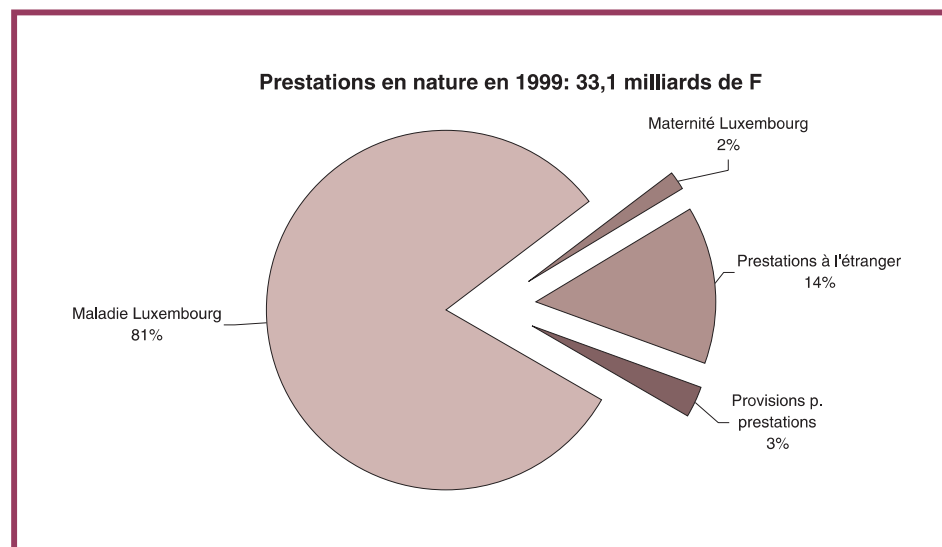
| | 1997 | 1998 | 1999 | Evolution | |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|-----------|-----------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Total des prestations | 34 038 | 33 547 | 38 594 | -1,4% | 15,0% |
| Provisions : exercice antérieur (-) | - | - | -1 267 | - | - |
| Provisions : même exercice (+) | - | 1 267 | 920 | - | - |
| Montant apuré | 34 038 | 34 814 | 38 247 | 2,3% | 9,9% |

On peut noter une croissance des prestations comptabilisées de 2,3% en 1998 et de 9,9% en 1999.

3. Les prestations de soins de santé et de maternité

Pendant l'année 1999, l'assurance maladie-maternité a liquidé des prestations en nature pour un montant total de 33,1 milliards de francs y compris le montant de 0,9 milliards de francs de dotation aux provisions pour prestations à liquider.

Graphique 3. - Ventilation des prestations en nature en 1999



La sous-section 3.1. ci-après analyse les différents types de prestations sur base des montants liquidés en 1999. Ce sont des chiffres comptables qui ne tiennent pas compte de l'année de prestation.

Les statistiques des sous-sections 3.2. et 3.3. ci-après sont basées par contre sur l'année de prestation des soins qui ne coïncide pas forcément avec l'année de la liquidation des frais. Pour observer l'évolution quantitative des soins de santé, les statistiques basées sur la date "prestation" fournissent des résultats plus concluants que les chiffres sortant de la comptabilité qui peuvent présenter des fluctuations très importantes d'un exercice à un autre.

3.1. Les prestations de soins de santé et de maternité en 1999

Le tableau suivant donne un aperçu global des prestations de soins de santé pris en charge par les caisses de maladie y compris les soins en cas de maternité.

Remarque: L'UCM a dû inscrire dans ses décomptes des exercices 1998 et 1999 des sommes importantes de provisions pour prestations échues, mais non encore liquidées. Cela veut dire que ces prestations, bien que comprises dans le total des dépenses, n'apparaissent dans le détail des prestations qu'à la fin de l'exercice suivant, faussant ainsi le calcul du taux d'évolution annuel. Le tableau 2 ci-avant montre combien il est important de prendre en compte le jeu des dotations et prélèvements aux provisions pour déterminer la croissance réelle des prestations comptabilisées.

Pour cette raison les tableaux 3 à 12 ci-après indiqueront entre parenthèses, en-dessous du montant figurant au décompte, le montant ajusté en fonction des provisions.

Tableau 3. - Les prestations en nature en 1999
(en millions de francs)

| | Montant | En % du total |
|---|-------------------|-------------------|
| Prestations au Luxembourg | 27 503 | 85,4% |
| | (27 156)*) | (85,3%)*) |
| Soins hospitaliers | 13 247 | 41,2% |
| | (12 865)*) | (40,4%)*) |
| Soins médicaux | 5 660 | 17,6% |
| | (5 586)*) | (17,5%)*) |
| Médicaments (secteur extra-hospitalier) | 3 663 | 11,4% |
| Moyens curatifs et adjuvants | 1 597 | 5,0% |
| Soins médico-dentaires, orthodontie, prothèses | 1 224 | 3,8% |
| Soins des autres professions de santé | 731 | 2,3% |
| | (841)*) | (2,6%)*) |
| Prestations de maternité | 568 | 1,8% |
| Autres prestations | 813 | 2,5% |
| Prestations à l'étranger | 4 688 | 14,6% |
| Prestations servies en vertu de conventions internationales | 4 381 | 13,6% |
| Prestations étrangères suivant législation luxembourgeoise | 34 | 0,1% |
| Autres prestations à l'étranger | 123 | 0,4% |
| Prestations de maternité | 143 | 0,4% |
| Frais de séjour à l'étranger | 7 | 0,0% |
| Total | 32 190 | 100,0% |
| | (31 844)*) | (100,0%)*) |

*) Données ajustées en fonction des provisions.

L'analyse plus détaillée des différents types de soins porte uniquement sur les soins dispensés au Luxembourg par des prestataires résidents. Une ventilation des prestations à l'étranger, identique à celle appliquée pour les prestations au niveau national, est impossible étant donné que l'organisation des soins de santé peut varier fortement d'un pays à un autre.

Le tableau 4 indique l'évolution des prestations en nature en 1997-1998 et 1998-1999. Les différents postes de frais apparaissent en ordre décroissant.

Tableau 4. - Evolution des prestations de soins de santé et de maternité au Luxembourg
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Variation en % | |
|--|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Prestations au Luxembourg | 24 610 (24 610)* | 23 544 (24 811)* | 27 503 (27 156)* | -4,3% (0,8%)* | 16,8% (9,4%)* |
| Soins hospitaliers | 11 564 (11 564)** | 10 565 (11 707)* | 13 247 (12 865)* | -8,6% (1,2%)* | 25,4% (9,9%)* |
| Soins médicaux | 5 175 (5 175)* | 5 113 (5 238)* | 5 660 (5 586)* | -1,2% (1,2%)* | 10,7% (6,6%)* |
| Médicaments (secteur extra-hospitalier) | 3 307 | 3 344 | 3 663 | 1,1% | 9,5% |
| Moyens curatifs et adjuvants | 1 433 | 1 496 | 1 597 | 4,4% | 6,8% |
| Soins médico-dentaires, orthodontie, prothèses | 1 143 | 1 155 | 1 224 | 1,0% | 6,0% |
| Soins des autres professions de santé | 635 (635)* | 661 (661)* | 731 (841)* | 4,1% (4,1%)* | 10,6% (27,3%)* |
| Prestations de maternité, dont : | 505 | 448 | 568 | -11,2% | 26,7% |
| - Soins médicaux | 28 | 27 | 47 | -4,5% | 77,1% |
| - Forfaits d'accouchement à l'hôpital | 477 | 403 | 496 | -15,5% | 23,2% |
| Rééducation et cures | 378 | 368 | 402 | -2,6% | 9,1% |
| Autres prestations | 470 | 395 | 411 | -16,0% | 4,1% |

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

**) Dont un montant de 761 millions de francs représentant un remboursement de dettes auprès des hôpitaux.

L'évolution des soins hospitaliers a été perturbée par le fait que pendant les exercices 1996 et 1997 l'UCM a remboursé aux hôpitaux des dettes ("Altlasten"), dont la dernière tranche payable en 1997 s'élevait à 761 millions de francs. La croissance réelle nette des soins hospitaliers en 1998 est donc plus importante que ne le révèle les chiffres comptables.

Le tableau 5 montre l'évolution des différents postes de frais, groupés en ordre décroissant, en indiquant leur pondération par rapport au total des prestations.

Tableau 5. - Evolution des différents postes de frais par rapport au total des prestations (prestations au Luxembourg)

| | 1997 | 1998 | 1999 |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Total des prestations au Luxembourg | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Soins hospitaliers | 47,0 | 47,2*) | 47,4*) |
| Soins médicaux | 21,0 | 21,1*) | 20,6*) |
| Médicaments (secteur extra-hospitalier) | 13,4 | 13,5 | 13,5 |
| Moyens curatifs et adjuvants | 5,8 | 6,0 | 5,9 |
| Soins médico-dentaires, orthodontie, prothèses | 4,6 | 4,7 | 4,5 |
| Soins des autres professions de santé | 2,6 | 2,7 | 3,1*) |
| Prestations de maternité | 2,1 | 1,8 | 2,1 |
| Rééducation et cures | 1,5 | 1,5 | 1,5 |
| Autres prestations | 1,9 | 1,6 | 1,5 |

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

Les soins médicaux et médico-dentaires

Les soins médicaux et médico-dentaires ont représenté 25,3% du montant total des soins dispensés au Luxembourg en 1999.

Les tableaux 6 et 7 indiquent pour 1999 la répartition des soins médicaux, respectivement des soins médico-dentaires.

Tableau 6. - Les soins médicaux au Luxembourg en 1999
(en millions de francs)

| | Montant | En % du total |
|---|--------------|---------------|
| Consultations | 1 817 | 32,5% |
| Visites | 319 | 5,7% |
| Autres actes généraux | 576 | 10,3% |
| Actes techniques ambulatoires | 1 660 | 29,7% |
| Actes techniques stationnaires | 1 289 | 23,1% |
| Dotation aux provisions | 50 | 0,9% |
| Prélèvement aux provisions (exercice n-1) | -125 | -2,2% |
| Total | 5 585 | 100,0% |

La progression des frais comptabilisés pour soins médicaux a été de 6,6% en 1999 contre 1,2% l'année précédente. Ce taux de croissance se situe largement au-dessus de celui de la population protégée résidente qui n'a affiché qu'un taux de +1,7%.

Tableau 7. - Les soins médico-dentaires au Luxembourg en 1999
(en millions de francs)

| | Montant | En % du total |
|-------------------------------|--------------|---------------|
| Consultations | 144 | 11,7% |
| Visites | 1 | 0,1% |
| Autres actes généraux | 0 | 0,0% |
| Actes techniques | 597 | 48,7% |
| Soins dentaires : prothèses | 414 | 33,8% |
| Soins dentaires : orthodontie | 69 | 5,6% |
| Total | 1 224 | 100,0% |

En 1999 le taux de progression des soins médico-dentaires a été de 6,0%; en 1998 ce taux s'est situé à 1,0%.

Les dépenses en médicaments (en dehors des hôpitaux)

Avec 13,5% du total des frais, soit 3,7 mia de francs en 1999, les dépenses en pharmacie du secteur extra-hospitalier occupent le 3e rang des prestations en nature après les soins hospitaliers et les soins médicaux.

Le tableau suivant donne la répartition des médicaments selon le taux de prise en charge.

Tableau 8. - Médicaments remboursés en 1999 en milieu extra-hospitalier au Luxembourg
(en millions de francs)

| | Montant | En % du total |
|---|--------------|---------------|
| Médicaments remboursés: | | |
| - au taux normal (80%) | 2 168 | 59,2% |
| - au taux réduit (40%) | 296 | 8,1% |
| - au taux préférentiel (100%) | 1 199 | 32,7% |
| Médicaments remboursés en cas d'hébergement | 0*) | 0,0% |
| Total | 3 663 | 100,0% |

*) Montant < 100 000 francs.

La croissance des dépenses en médicaments a été très marquée avec +9,5% en 1999.

Les soins hospitaliers

La budgétisation des hôpitaux à partir de 1995, ainsi que l'introduction d'une comptabilité analytique ont permis, en donnant une plus grande transparence à la gestion hospitalière, une appréciation plus juste du coût des soins dans les hôpitaux.

Malgré cela, l'évolution des frais hospitaliers a été perturbée jusqu'en 1997. En effet l'UCM a dû prendre en charge les déficits nets des hôpitaux budgétisés des exercices 1993 et 1994 qui ont précédé la réforme financière des hôpitaux. Les versements afférents, étalés sur les exercices 1996 et 1997, ont atteint le montant global de 1 807 millions de francs, rappel des pensions complémentaires y compris. La faible croissance des prestations hospitalières en 1998, s'explique essentiellement par la disparition de ces dettes, dont la dernière tranche s'élevait à 761 millions en 1997.

Les frais fixes s'obtiennent à partir des montants négociés avec les hôpitaux budgétisés. Ils constituent en 1999, 79,6% du total des frais hospitaliers. Avec 87,3% du total des frais fixes, les frais de personnel devancent de loin tous les autres postes de frais. L'augmentation des frais de personnel (+11,4% par rapport à 1998) est due surtout à l'augmentation des effectifs (+2,1%) et aux répercussions d'une convention collective de travail.

Tableau 9. - Evolution du coût du secteur hospitalier au Luxembourg en 1999
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Variation en % | |
|---|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Frais fixes | 8 890 (8 890)* | 8 228 (9 112)* | 10 246 (10 062)* | -7,4% (2,5%)* | 24,5% (10,4%)* |
| Frais variables | 2 380 (2 380)* | 2 059 (2 317)* | 2 997 (2 799)* | -13,5% (-2,7%)* | 45,6% (20,8%)* |
| Frais hospitaliers selon anciens tarifs | 0 | 0 | 0 | 0,0% | -43,5% |
| Hôpital neuropsychiatrique | 294 | 278 | 4 | -5,3% | -98,6% |
| Total | 11 564 (11 564)* | 10 565 (11 707)* | 13 247 (12 865)* | -8,6% (1,2%)* | 25,4% (9,9%)* |

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

Le tableau ci-avant renseigne sur les frais hospitaliers inscrits au décompte de l'UCM en 1999. Cependant, ces chiffres ne rendent pas compte des dépenses hospitalières réellement engagées pendant cet exercice. En effet, en raison de la possibilité d'une rectification individuelle des budgets des hôpitaux, les dépenses réelles ne peuvent être constatées qu'avec un certain décalage.

Les soins des autres professions de santé

Tableau 10. - Les soins des autres professions de santé: prestations en 1999 au Luxembourg
(en millions de francs)

| | Montant | En % du total |
|--|------------|---------------|
| Soins infirmiers | 235 | 27,9% |
| <i>Dotation aux provisions pour soins infirmiers</i> | 110 | 13,1% |
| Massages-kinésithérapie | 476 | 56,6% |
| Orthophonie | 9 | 1,1% |
| Psychomotriciens | 9 | 1,1% |
| Sages-femmes | 2 | 0,2% |
| Total | 841 | 100,0% |

Les soins des autres professions de santé ont augmenté de 27,2% par rapport à 1998. Cette augmentation est due à des retombées de l'application de la loi sur l'assurance dépendance à partir du 1.1.1999. En effet cette loi prévoit que

les soins infirmiers prestés dans les établissements d'aides et de soins, sont dorénavant à charge de l'assurance maladie. Ces soins, pris en charge sous forme de forfaits journaliers, représentent une dépense supplémentaire d'environ 156 millions de francs, dont 110 millions sous forme de provisions.

Les moyens curatifs et adjuvants et autres prestations

Ces prestations regroupent 8,9% du total des prestations en nature au Luxembourg, remboursées par les caisses de maladie en 1999. Voici le détail des prestations pour 1999:

Tableau 11. - Les moyens curatifs et autres prestations en 1999 au Luxembourg
(en millions de francs)

| | Montant | En % du total |
|--|--------------|---------------|
| Moyens curatifs et adjuvants, dont: | 1 597 | 66,3% |
| Opticiens | 339 | 14,1% |
| Analyses de laboratoires (extra-hospitalier) | 822 | 34,1% |
| Prothèses et autres moyens accessoires | 436 | 18,1% |
| Rééducation et cures, dont: | 402 | 16,7% |
| Centre de rééducation et de réadaptation | 175 | 7,2% |
| Frais de cures | 227 | 9,4% |
| Autres prestations, dont: | 411 | 17,1% |
| Médecine préventive | 57 | 2,4% |
| Frais de voyage et de transport | 217 | 9,0% |
| Indemnités funéraires | 136 | 5,7% |
| Total | 2 410 | 100,0% |

Les prestations en nature de maternité

Ces prestations ont connu une très forte croissance en 1999: +26,7%.

Tableau 12. - Les prestations en nature de maternité en 1999 au Luxembourg
(en millions de francs)

| | Montant | En % du total |
|-----------------------------------|------------|---------------|
| Prestations au Luxembourg | | |
| - Honoraires médicaux | 47 | 8,3% |
| - Honoraires pour sages-femmes *) | 2 | 0,4% |
| - Forfaits d'accouchement | 496 | 87,5% |
| - Produits diététiques | 22 | 3,9% |
| Total | 568 | 100,0% |

*) Travaillant en profession libérale.

Voici l'évolution des prestations en nature de maternité à partir de 1996:

Tableau 13. - Evolution des prestations en nature de maternité à partir de 1996

| Prestations au Luxembourg | Variation en % 1997/1996 | Variation en % 1998/1997 | Variation en % 1999/1998 | Taux moyen de variation 1999/1996 |
|--|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|
| -Honoraires médicaux | -2,8% | -4,5% | 77,1% | 18,0% |
| -Honoraires pour sages-femmes *) | 85,7% | 41,8% | 17,9% | 45,9% |
| -Forfaits d'accouchement | 28,3% | -13,5% | 23,2% | 11,0% |
| -Produits diététiques | 14,5% | 75,4% | 31,3% | 38,1% |
| Total | 25,9% | -11,2% | 26,7% | 12,3% |
| Accouchements pris en charge au Luxembourg: taux de variation | -1,0% | -3,0% | 2,9% | -0,4% |

*) Travaillant en profession libérale.

On n'observe pas de corrélation entre l'évolution des prestations et le nombre d'accouchements pris en charge. Les fluctuations des prestations reflètent plutôt le retard de facturation de certains établissements hospitaliers et le rattrapage au cours de l'exercice suivant. La hausse importante des honoraires médicaux en 1999 est due à un relèvement du tarif de 90%.

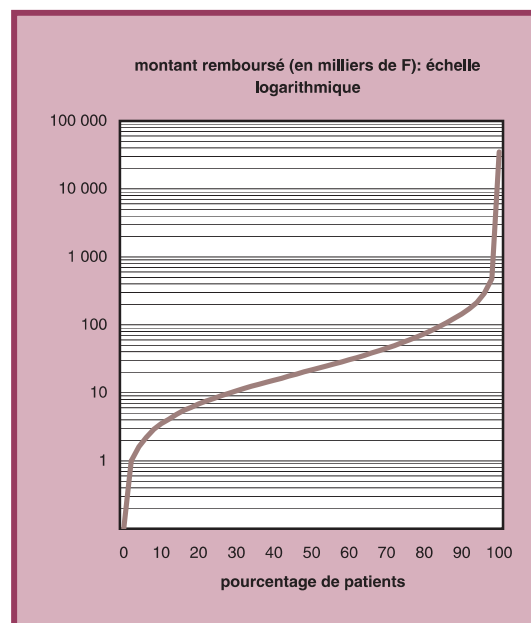
3.2. La consommation de soins de santé au Luxembourg

Remarque méthodologique

Les données statistiques ci-après concernent uniquement la population résidente ainsi que les prestataires de soins installés au Luxembourg. Elles ont été tirées de fichiers basés sur l'année de prestation des soins, sans tenir compte de la date de paiement des prestations. Sachant que ces fichiers subissent des mises à jour continues en fonction de nouvelles factures ou encore de redressements communiqués à l'assurance maladie, et que le recul par rapport à l'année sous revue est assez petit, comparé aux délais accordés aux assurés pour la présentation des factures acquittées (2 ans), les chiffres concernant l'année 1999 sont à considérer comme données provisoires.

La consommation moyenne de soins de santé par personne protégée

Graphique 4. - Prestations de soins de santé en 1999



En 1999, les caisses de maladie ont remboursé en moyenne, par personne, un montant de 66.300 francs concernant les prestations en nature.

Environ 13% des personnes protégées n'ont pas profité d'un remboursement de frais par leur caisse de maladie.

Deux techniques graphiques permettent de décrire avec plus de précision la distribution des soins, à savoir la "parade de Pen" et le diagramme de Lorenz.

"Pen's Parade"

Jan Pen (voir Pen J.1974, Income Distribution, Penguin) a développé cette visualisation pour illustrer la distribution des revenus.

Supposons que chaque patient soit représenté par une figure de grandeur proportionnelle à sa consommation de soins de santé et faisons passer devant nous ces figures pendant un intervalle de temps donné, en commençant par le plus petit - qui n'a eu qu'une consommation de soins de santé insignifiante - jusqu'au plus grand. En observant cette "parade", on obtient le graphique 4, où la grandeur de chaque figure est représentée sur une échelle logarithmique.

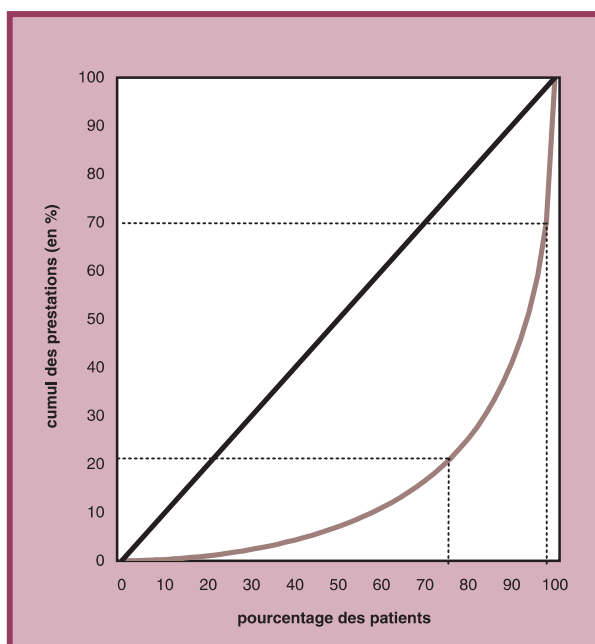
La parade de PEN permet de visualiser à quel point la consommation médicale des patients diffère. Le tableau suivant résume les principaux indicateurs:

| Pourcentage de patients | Montant remboursé |
|-------------------------|---|
| 50%: | moins de 21 600 francs |
| 78%: | moins de 66 300 francs (= montant moyen remboursé) |
| 2%: | plus de 478 000 francs (= 7 973 personnes) |

La dernière personne qui termine la parade de PEN a bénéficié en 1999 d'un remboursement d'un montant de 34,9 millions de francs.

La courbe de Lorenz

Graphique 5. - Prestations de soins de santé en 1999



La courbe de Lorenz a été introduite en 1905 pour illustrer les inégalités de la distribution des revenus. Pour la construire, nous alignons tous les patients suivant le montant de leur consommation de soins de santé et nous imaginons qu'ils défilent devant nous, en commençant par celui qui a la consommation la moins élevée et en terminant avec celui qui a la consommation la plus élevée. Mais cette fois-ci nous mesurons à chaque instant le total de la consommation des patients qui sont déjà passés et nous exprimons ce total en pour-

cent du total de la consommation de soins de santé. De la sorte nous obtenons le graphique 5, où nous notons en abscisse le pourcentage des patients et en ordonnée le pourcentage du total de la consommation des soins de santé qui leur correspond. Si tous les patients avaient la même consommation de soins, la courbe obtenue serait la diagonale. Comme la distribution des soins est inégale, nous obtenons une courbe située en dessous de la diagonale.

| Pourcentage de patients | Part de la consommation |
|-------------------------|-------------------------|
| 50% bénéficient de | 7 % |
| 75% bénéficient de | 20,5 % |
| 98% bénéficient de | 70 % |

Les derniers 2% des patients accumulent donc 30% de la consommation totale de soins de santé.

Le tableau suivant compare la répartition des soins de santé de l'ensemble de tous les patients avec celle des 2% de patients qui ont eu la consommation de soins la plus élevée. Dans cette répartition par catégorie de soins on peut surtout constater dans le cas des derniers 2% de patients, l'importance des frais d'hospitalisation et la diminution de la part des soins médicaux de ce groupe par rapport à l'ensemble des patients.

Tableau 14. - Répartition des soins de santé pour l'ensemble des patients et pour les 2% de malades ayant eu la consommation la plus élevée en 1999 (en % du total)

| | Ensemble des patients | Les 2% de patients les plus coûteux |
|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Soins médicaux | 21% | 12% |
| Soins médico-dentaires ¹⁾ | 4% | 0% |
| Pharmacie (en dehors des hôpitaux) | 14% | 5% |
| Hôpitaux | 49% | 74% |
| Autres soins | 12% | 9% |
| Total | 100% | 100% |

¹⁾ Y compris prothèses et orthodontie.

3.3. La répartition des soins de santé selon l'âge et le sexe des bénéficiaires

La série qui suit a pour but d'illustrer comment le montant remboursé par patient dépend:

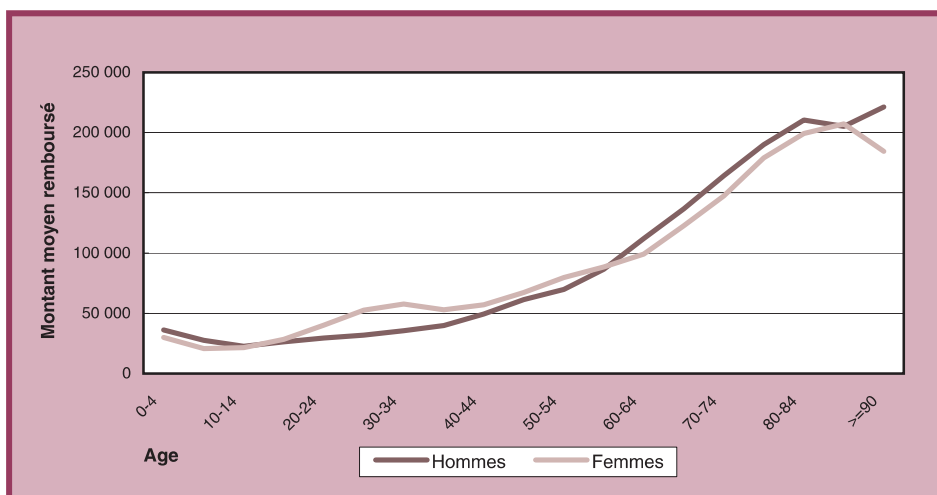
- du type de prestation,
- d'une éventuelle hospitalisation du patient,
- de l'âge du patient, ou encore
- du sexe du patient.

Les graphiques 6 à 10 illustrent les types de soins suivants:

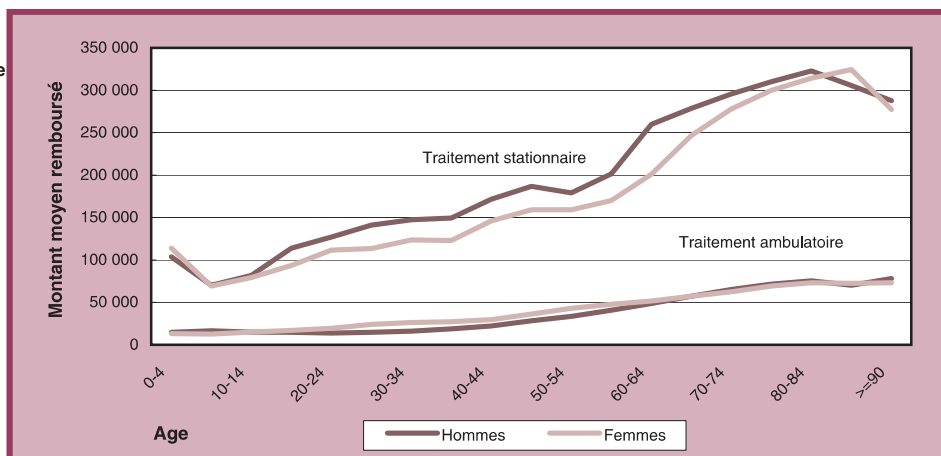
- Total des prestations en nature
- Total des prestations en nature, ventilé en traitement stationnaire et traitement ambulatoire
- Les soins médicaux
- Les frais pharmaceutiques extra-hospitaliers
- Les soins médico-dentaires

Les montants moyens par personne sont exprimés en francs.

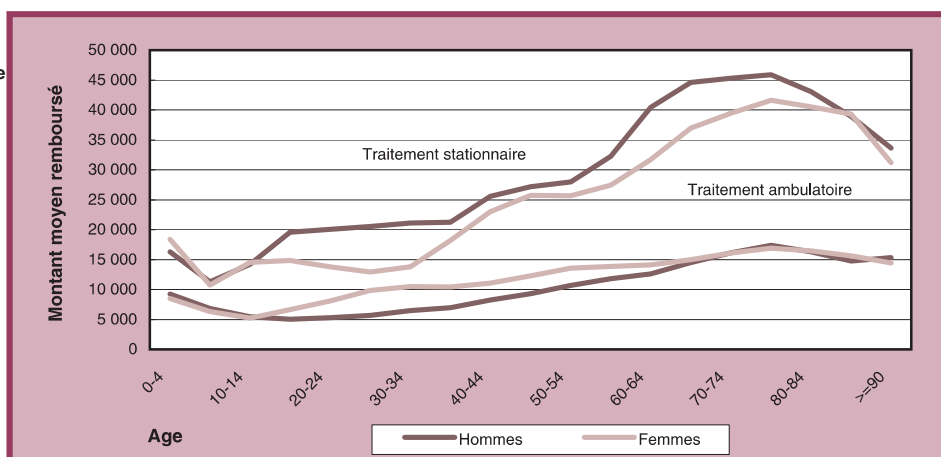
Graphique 6. - Prestations en nature 1999
Montant moyen remboursé par patient



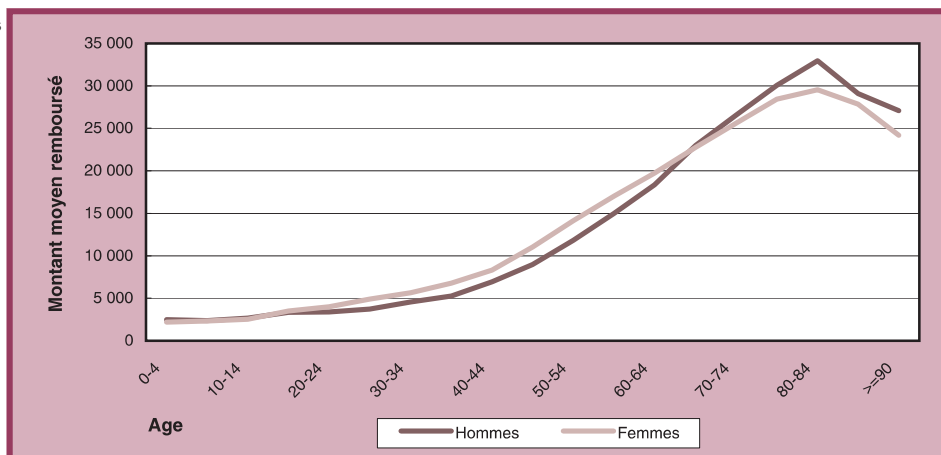
Graphique 7. - Prestations en nature
1999
Traitement ambulatoire et stationnaire
Montant moyen remboursé par
patient



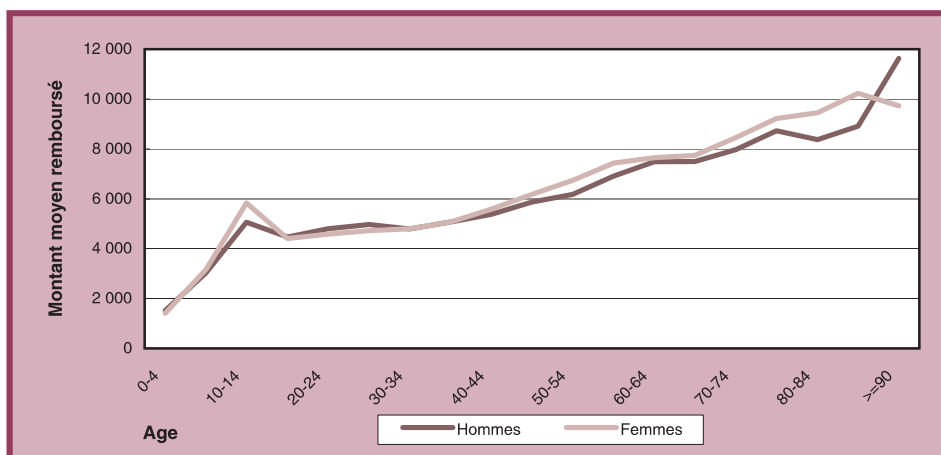
Graphique 8. - Soins médicaux en
1999
Traitement ambulatoire et stationnaire
Montant moyen remboursé par
patient



Graphique 9. - Frais pharmaceutiques
extra-hospitaliers en 1999
Montant moyen remboursé par
patient



Graphique 10. - Soins médico-
dentaires (y compris prothèses
et orthodontie) en 1999
Montant moyen remboursé par
patient



4. Les prestataires de soins

4.1. Les médecins

Les statistiques concernant les médecins ont été dressées par l'IGSS sur base de fichiers définis et établis par l'UCM. Elles ont pour but d'analyser l'évolution de la démographie et de l'activité médicale, pour autant que celles-ci sont en rapport avec l'assurance maladie-maternité. Elles ne reflètent donc pas l'activité médicale dans son entièreté au niveau national et ne rendent pas compte des soins médicaux administrés aux assurés résidents par des médecins résidant à l'étranger.

Ces statistiques sont basées sur une méthodologie appliquée à partir de l'exercice 1994. Un raccord automatique avec la série publiée antérieurement n'est pas possible.

Les critères exposés ci-après ont été choisis afin de représenter le niveau de l'activité médicale au cours de l'année sous revue.

Données démographiques:

Les statistiques concernent les médecins résidents, conventionnés, classés par spécialité.

Le comptage des médecins se fait mensuellement en fonction de leur activité. Le nombre annuel des médecins constitue la moyenne des statistiques mensuelles.

Sont considérés comme mois d'activité, ceux, où le niveau des honoraires est supérieur au salaire social minimum (SSM). Ne sont pas pris en compte les mois d'activité isolés, précédés et suivis de mois d'inactivité.

A partir de 1995 les médecins du CHL, y compris les médecins salariés, sont compris dans les statistiques concernant la démographie médicale. L'assurance maladie ne fait pas de distinction entre médecins libéraux et médecins salariés en ce qui concerne les honoraires. La rémunération du médecin se fait toujours à l'acte. Dans le cas des médecins salariés, c'est l'hôpital qui les emploie, qui perçoit les honoraires.

Honoraires médicaux:

- Pour les statistiques concernant les honoraires médicaux sont pris en compte uniquement les médecins travaillant en profession libérale, dont l'activité s'étend sur toute l'année et dont le niveau des honoraires dépasse le SSM par mois et 200 000 francs à l'indice 100 par an.
- Les personnes considérées sont âgées entre 25 et 70 ans.
- Les actes médicaux sont recensés par rapport à l'année de leur prestation. Ils sont attribués aux médecins en fonction de leur spécialité et non pas en fonction du classement des actes dans la nomenclature. La spécialité du médecin est en principe celle pour laquelle il a obtenu en dernier lieu une autorisation d'exercer.
- Les chiffres concernant le dernier exercice sont à considérer comme données provisoires.

Evolution démographique des médecins

Tableau 15. - Evolution du nombre des médecins depuis 1997

| | 1997 *) | 1998 *) | 1999 *) | Variation en % | |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Médecins généralistes | 264 | 273 | 283 | 3,4% | 3,5% |
| Médecins spécialistes | 622 | 639 | 638 | 2,8% | -0,1% |
| Dentistes et stomatologues | 229 | 238 | 245 | 3,8% | 3,2% |
| Total | 1 115 | 1 150 | 1 166 | 3,1% | 1,4% |

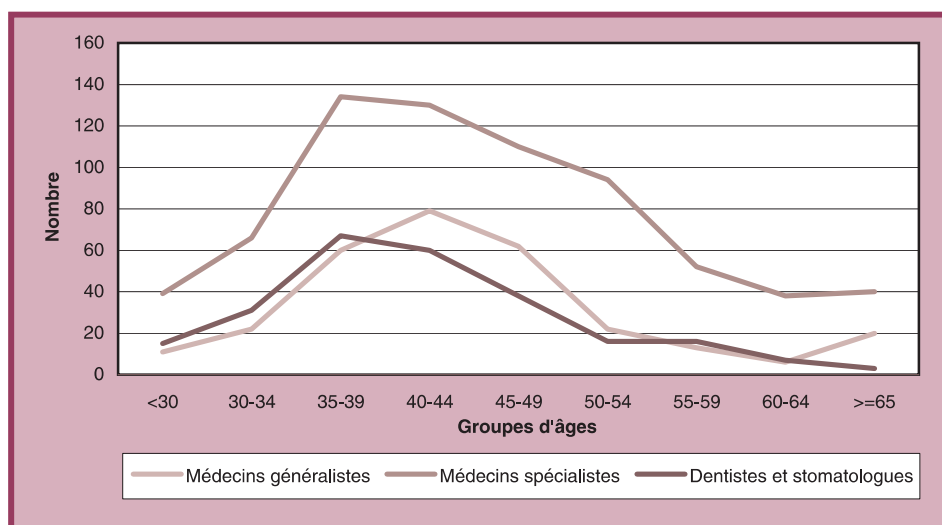
*) Y compris médecins-salariés du CHL et médecins assimilés (Médecins en voie de spécialisation, boursiers, remplaçants).

Tableau 16. - Evolution en % du nombre des médecins depuis 1996

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Médecins généralistes | 24,5% | 23,7% | 23,7% | 24,2% |
| Médecins spécialistes | 54,9% | 55,8% | 55,6% | 54,7% |
| Dentistes et stomatologues | 20,6% | 20,5% | 20,7% | 21,0% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

Tableau 17. - Répartition des médecins selon la spécialité et le sexe en 1999

| | Hommes | En % du total | Femmes | En % du total | Hommes et femmes | En % du total |
|-------------------------------------|------------|---------------|------------|---------------|------------------|---------------|
| <i>Médecine générale</i> | 202 | 22,8% | 81 | 28,6% | 283 | 24,2% |
| Anesthésie-réanimation | 40 | 4,5% | 14 | 4,9% | 53 | 4,6% |
| Cardiologie | 30 | 3,4% | 2 | 0,8% | 32 | 2,8% |
| Chirurgie générale | 54 | 6,1% | 7 | 2,6% | 62 | 5,3% |
| Dermatologie | 8 | 0,9% | 10 | 3,5% | 18 | 1,5% |
| Electroradiologie | 37 | 4,2% | 5 | 1,6% | 41 | 3,5% |
| Médecine nucléaire | 4 | 0,5% | 0 | 0,0% | 4 | 0,3% |
| Endocrinologie | 2 | 0,2% | 2 | 0,7% | 4 | 0,3% |
| Gastro-entérologie | 13 | 1,5% | 2 | 0,7% | 15 | 1,3% |
| Gynécologie-obstétrique | 41 | 4,6% | 15 | 5,2% | 55 | 4,7% |
| Hématologie | 3 | 0,3% | 1 | 0,4% | 4 | 0,3% |
| Médecine interne | 68 | 7,7% | 11 | 3,8% | 79 | 6,8% |
| Néphrologie | 4 | 0,5% | 3 | 1,1% | 7 | 0,6% |
| Neuro-chirurgie | 5 | 0,6% | 1 | 0,3% | 6 | 0,5% |
| Neuro-psychiatrie | 12 | 1,4% | 1 | 0,3% | 13 | 1,1% |
| Neurologie | 14 | 1,6% | 3 | 1,2% | 18 | 1,5% |
| Psychiatrie | 19 | 2,1% | 10 | 3,6% | 29 | 2,5% |
| Rééducation et réadaptation | 1 | 0,1% | 1 | 0,4% | 2 | 0,2% |
| Ophtalmologie | 31 | 3,5% | 13 | 4,5% | 44 | 3,8% |
| Orthopédie | 27 | 3,1% | 1 | 0,3% | 28 | 2,4% |
| Oto-rhino-laryngologie | 28 | 3,2% | 4 | 1,5% | 32 | 2,7% |
| Pédiatrie | 23 | 2,6% | 26 | 9,1% | 49 | 4,2% |
| Pneumo-phtisiologie | 13 | 1,5% | 2 | 0,7% | 15 | 1,3% |
| Rhumatologie | 8 | 0,9% | 2 | 0,7% | 10 | 0,9% |
| Urologie | 18 | 2,0% | 0 | 0,0% | 18 | 1,5% |
| <i>Médecins-spécialistes: Total</i> | <i>502</i> | <i>56,9%</i> | <i>136</i> | <i>48,0%</i> | <i>638</i> | <i>54,7%</i> |
| Médecins-dentistes | 175 | 19,8% | 65 | 23,1% | 240 | 20,6% |
| Stomatologie | 4 | 0,5% | 1 | 0,4% | 5 | 0,4% |
| Total médecins: | 883 | 100,0% | 283 | 100,0% | 1 166 | 100,0% |

Graphique 11. - Répartition des
médecins par groupes d'âge en 1999*Evolution des honoraires médicaux*

L'évolution annuelle de la masse des honoraires bruts entre 1998 et 1999 (données provisoires) a été la suivante:

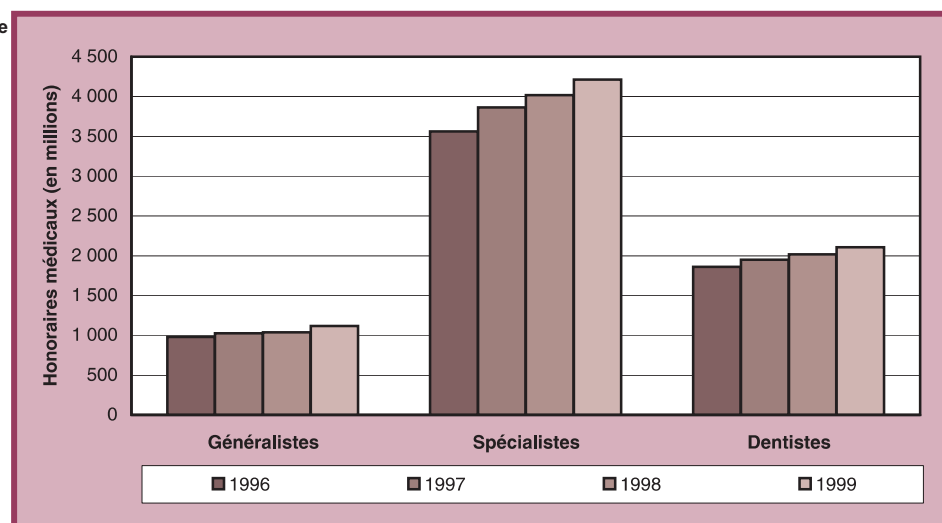
| | |
|-----------------------------|-------|
| Généralistes: | +7,8% |
| Spécialistes: | +4,9% |
| Dentistes et stomatologues: | +5,1% |

Total des médecins: +5,4%

Selon les données provisoires de 1999, la répartition de la masse des honoraires entre les différentes catégories de médecins a donné le résultat suivant:

| | |
|-----------------------------|-------|
| Généralistes: | 15,4% |
| Spécialistes: | 56,4% |
| Dentistes et stomatologues: | 28,2% |

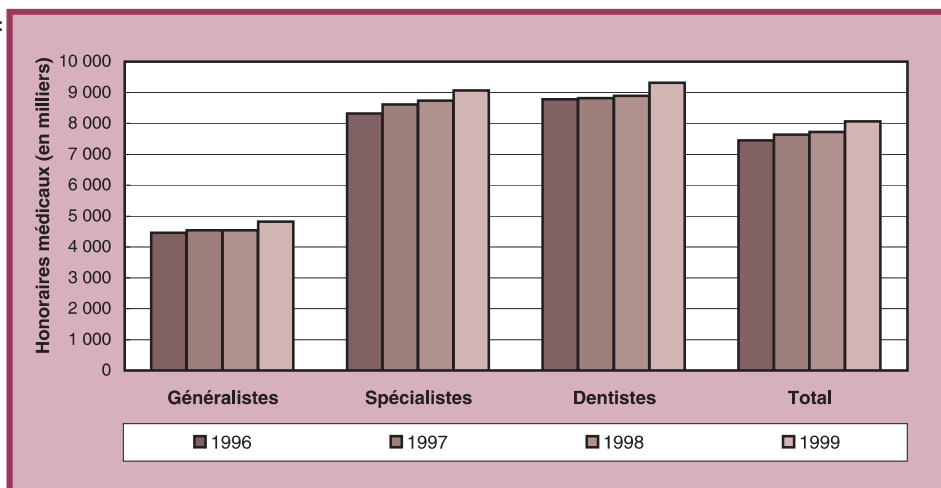
Total des médecins: 100,0%

Graphique 12. - Evolution de la masse
des honoraires médicaux
(en millions de francs)

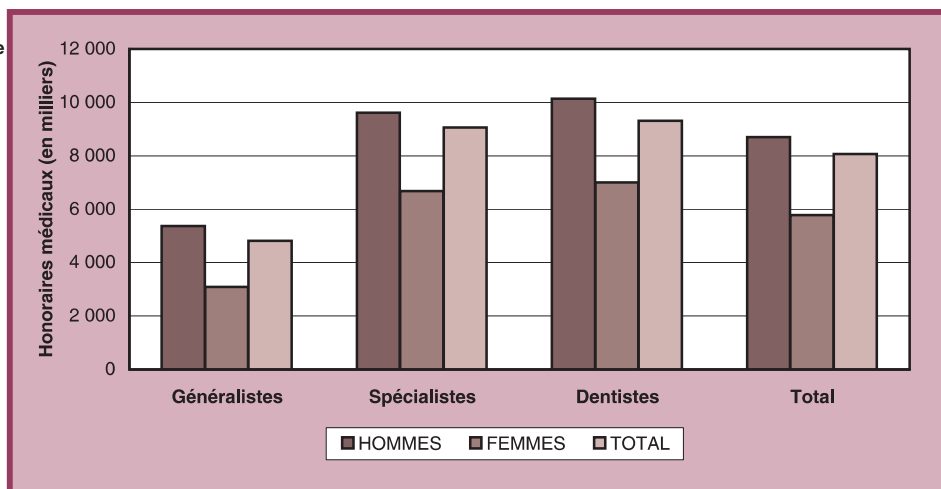
Le graphique 13 ci-après indique l'évolution des honoraires médicaux moyens par spécialité. Cette évolution, exprimée en %, a été en nette augmentation en 1999.

| | |
|-----------------------------|--------|
| Généralistes: | +5,0% |
| Spécialistes: | +4,5% |
| Dentistes et stomatologues: | +1,5% |
| Total des médecins: | +3,6 % |

Graphique 13. - Honoraires médicaux: moyenne par spécialité (en milliers de francs)



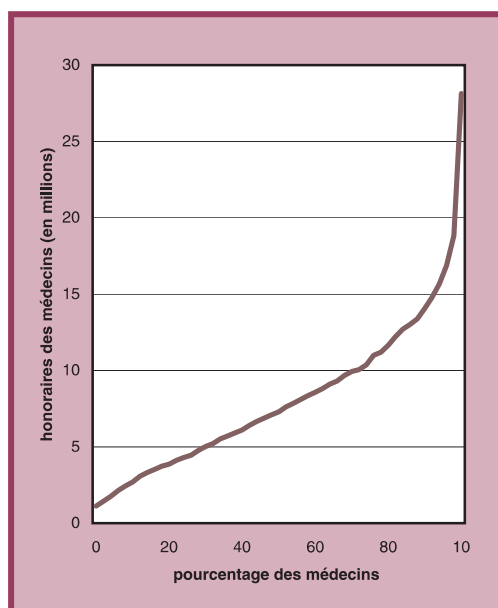
Graphique 14. - Répartition des honoraires médicaux moyens selon le sexe en 1999 (en milliers de francs)



La répartition des honoraires médicaux

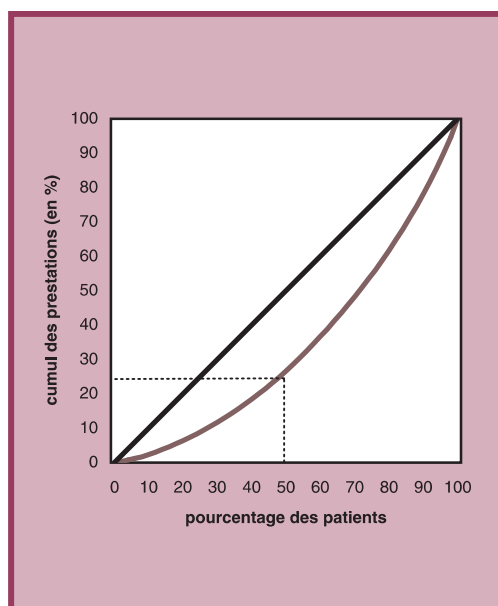
Les moyennes d'honoraires par médecin donnent une première indication sur la répartition des montants d'honoraires que les différents médecins perçoivent pendant une année donnée. Pour avoir une vision plus détaillée, nous pouvons utiliser les méthodes graphiques introduites dans le chapitre sur la consommation de soins de santé, à savoir la parade de Pen et la courbe de Lorenz. Pour obtenir la parade de Pen, nous représentons chaque médecin par une figure dont la grandeur est proportionnelle au montant d'honoraires qu'il a perçu en 1999 et nous faisons défiler ces figures en commençant par celle dont le montant est le plus petit et en terminant avec celle qui a perçu le plus d'honoraires.

Graphique 15. - Honoraires médicaux en 1999



En 1999, 10% des médecins - dont plus de la moitié des généralistes - ont disposé d'honoraires en dessous de 2,69 millions de francs. Par contre parmi les 5% de médecins ayant perçu les montants d'honoraires les plus élevés - plus de 12,26 millions de francs par an - on trouve des médecins de 13 spécialités différentes, dont 44% de médecins-dentistes.

Graphique 16. - Distribution des honoraires médicaux en 1999



Le graphique 16 donne la courbe de Lorenz des honoraires médicaux. Pour l'obtenir on s'imagine qu'on fait défiler les médecins, en commençant avec ceux qui ont perçu le moins d'honoraires et on mesure la part du total des honoraires médicaux qu'ont perçu ceux qui sont déjà passés.

La moitié des médecins qui ont le moins d'honoraires par an perçoivent environ un quart du total des honoraires, soit autant que les 13% de médecins qui ont les honoraires médicaux les plus élevés.

4.2. Les hôpitaux

Les hôpitaux budgétisés :

En 1999 la situation des 15 établissements hospitaliers budgétisés, aigus et subaigus, se présentait comme suit :

Région hospitalière du Nord :

| | |
|---------------------------------------|----------|
| Clinique St. Louis Ettelbruck : | 273 lits |
| Clinique St Joseph Wiltz | 87 lits |
| Hôpital neuropsychiatrique Ettelbruck | 318 lits |
| Total | 678 lits |

Région hospitalière du Centre :

| | |
|------------------------------------|----------|
| Centre hospitalier, Luxembourg | 498 lits |
| Fondation Norbert Metz Eich | 152 lits |
| Clinique Ste Elisabeth, Luxembourg | 162 lits |
| Clinique St François, Luxembourg | 75 lits |

| | |
|------------------------------------|------------|
| Clinique Sacré-Cœur, Luxembourg | 146 lits |
| Clinique Ste Thérèse, Luxembourg | 250 lits |
| Clinique Dr Bohler, Luxembourg | 75 lits |
| Hôpital intercommunal de Steinfort | 30 lits |
| Total | 1 388 lits |

Région hospitalière du Sud:

| | |
|---|----------|
| Hôpital de la Ville d'Esch | 379 lits |
| Clinique Ste Marie Esch | 127 lits |
| Hôpital Princesse Marie-Astrid, Differdange | 216 lits |
| Hôpital de la Ville de Dudelange | 108 lits |
| Total | 830 lits |

Total des trois régions hospitalières : 2 896 lits

Les soins prodigués dans les établissements de réadaptation, de cures thermales et de cures de convalescence sont pris en charge par l'UCM sur une base forfaitaire ou tarifaire.

L'emploi dans le secteur hospitalier

Les hôpitaux constituent une source importante d'emploi salarié: au 31 mars 2000 près de 5 900 personnes travaillaient dans les hôpitaux aigus et hôpitaux de suite. 77% des personnes salariées sont des employés, 18% sont des ouvriers et 5% des fonctionnaires. Les femmes représentent 78% des salariés de ce secteur.

Tableau 18. - Salariés travaillant dans le secteur hospitalier selon le pays de résidence
(Situation au 31.3.2000)

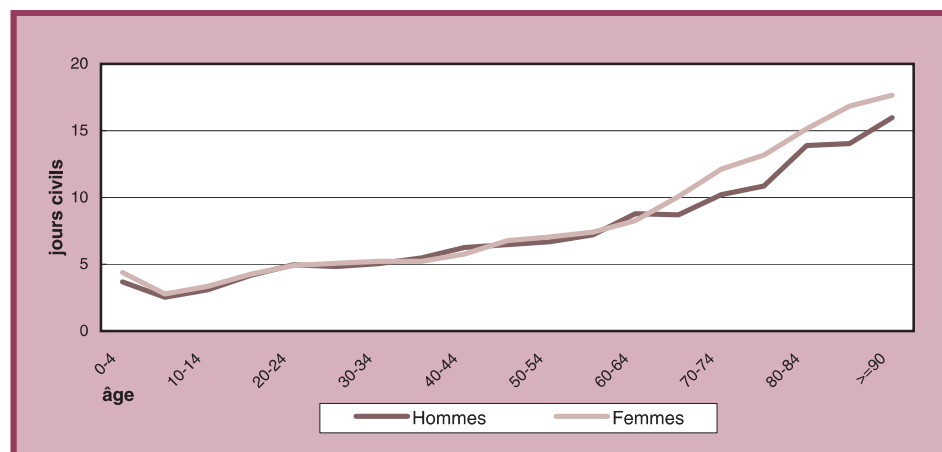
| | Luxembourg | France | Belgique | Allemagne | TOTAL |
|----------------------------|--------------|------------|------------|------------|--------------|
| Hôpitaux aigus | 3 731 | 813 | 464 | 252 | 5 260 |
| Hôpitaux de suite | 160 | 13 | 16 | 8 | 197 |
| Hôpital neuropsychiatrique | 387 | 4 | 31 | 41 | 463 |
| Total | 4 278 | 830 | 511 | 301 | 5 920 |

En 1999, l'effectif négocié pour les hôpitaux budgétisés, était de 4 735 unités d'équivalent temps plein (ETP). En faisant abstraction de certaines restructurations intervenues en 1999 (adjonction du CHNP et disparition de 2 hôpitaux de suite de la liste des hôpitaux budgétisés), l'augmentation nette négociée de l'effectif s'élève à +2,1%.

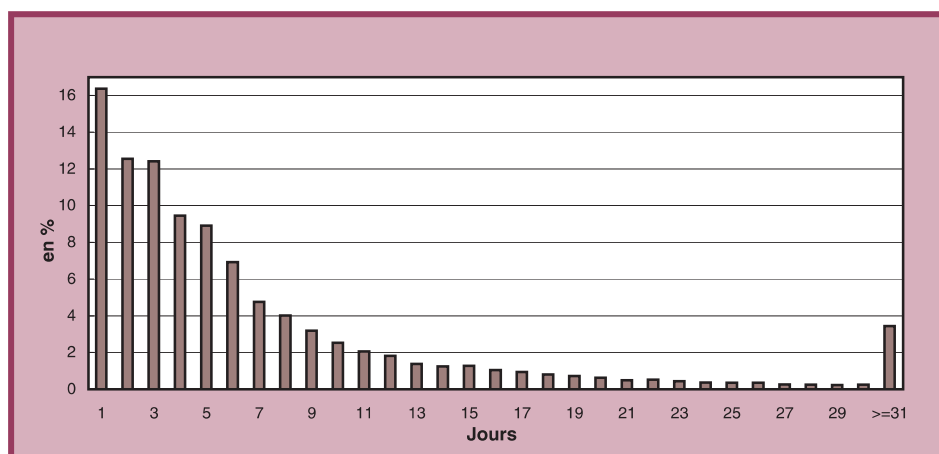
La durée de séjour dans les hôpitaux

Définition: Une journée d'hospitalisation correspond à une journée civile, une fraction de journée comptant comme journée entière.

Graphique 17. - Durée moyenne d'hospitalisation selon l'âge du patient en 1999
(sans le CHNP)



Graphique 18. - Répartition des cas d'hospitalisation selon la durée en 1999 (sans le CHNP)



A peu près 16% des hospitalisations se limitent à une journée ou une fraction de journée. 60% des hospitalisations ne dépassent pas 5 jours et 71% ont une durée de séjour égale ou inférieure à une semaine. 6,5% des admissions à l'hôpital ont une durée de séjour supérieure à 3 semaines.

Pour les hôpitaux aigus, la durée moyenne de séjour a baissé de 3,3% en moyenne annuelle depuis 1996.

Tableau 19.- Durée moyenne d'hospitalisation selon le type d'établissement

| Type d'établissement | Durée moyenne de séjour en | | Variation en % |
|--|----------------------------|------|--------------------|
| | 1996 | 1999 | |
| Hôpitaux aigus | 8,3 | 7,5 | -9,6% |
| Hôpitaux de suite | p.m. | 38,7 | p.m. ¹⁾ |
| Centre hospitalier neuro-psychiatrique | p.m. | 77,5 | p.m. ¹⁾ |
| Moyenne générale | p.m. | 8,7 | p.m. ¹⁾ |

¹⁾ Une comparaison de l'exercice 1999 avec les exercices précédents est aléatoire en raison de changements structurels intervenus dans le secteur hospitalier notamment suite à l'introduction de l'assurance dépendance à partir du 1.1.1999.

4.3. Autres prestataires

Le tableau 20 donne l'évolution du montant net des honoraires ou prestations des professions de santé non-médecins, exerçant en profession libérale. Les chiffres sont tirés de fichiers basés sur l'année de prestation. Les données sont donc soumises à des fluctuations plus ou moins importantes qui seront d'autant plus sensibles que l'exercice est récent.

Tableau 20. - Evolution des honoraires ou frais des professions de santé non-médecins (en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999*) | Variation en % | |
|---|-------|-------|--------|----------------|-----------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Frais pharmaceutiques (secteur extra-hospitalier) | 3 282 | 3 317 | 3 631 | 1,1% | 9,5% |
| Analyses de laboratoires | 702 | 742 | 813 | 5,6% | 9,6% |
| Massages, kinésithérapie | 444 | 469 | 467 | 5,7% | -0,4% |
| Opticiens | 319 | 321 | 328 | 0,8% | 2,0% |
| Soins infirmiers | 177 | 173 | 300 | -2,3% | 73,4% |
| Psychomotriciens | 10 | 8 | 9 | -15,0% | 11,1% |
| Orthophonie | 7 | 8 | 9 | 12,9% | 4,4% |

*) Données provisoires.

5. Evolution démographique

La section 5 analyse l'évolution:

- 1) du nombre des personnes protégées ayant droit aux prestations en nature en cas de maladie ou de maternité;
- 2) du nombre des assurés du système des indemnités pécuniaires de maladie.

Par "personnes protégées" on entend toutes les personnes qui reçoivent de la part de l'assurance maladie des prestations en nature en cas de maladie ou de maternité. Ces personnes sont ou bien des assurés cotisants ou bien ils profitent de droits dérivés (généralement de la part du conjoint ou des parents).

Les prestations en espèces en cas de maladie ou de maternité sont réservées aux assurés actifs cotisants, relevant d'une des deux gestions concernant les prestations en espèces.

5.1. Evolution du nombre des personnes protégées

Comme le montre le tableau suivant, le nombre des personnes protégées, ayant droit aux prestations en nature de maladie ou de maternité, s'est accru de manière assez régulière depuis 1995.

Tableau 21. - Evolution de la population protégée depuis 1995 (moyenne de l'exercice)

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Actifs et volontaires | 366 500 | 375 300 | 386 100 | 399 500 | 415 700 |
| Pensionnés | 98 100 | 98 800 | 100 300 | 100 500 | 100 600 |
| Total | 464 600 | 474 100 | 486 400 | 500 000 | 516 300 |
| Taux de croissance | 2,1% | 2,0% | 2,6% | 2,8% | 3,3% |

Tableau 22. - Personnes protégées résidentes depuis 1996 (moyenne annuelle)

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Hommes | 193 031 | 195 922 | 199 056 | 202 780 |
| Femmes | 200 082 | 202 541 | 204 940 | 207 928 |
| Total | 393 113 | 398 463 | 403 996 | 410 708 |
| Taux de croissance | 1,4% | 1,4% | 1,4% | 1,7% |

La répartition des personnes protégées par régime socio-professionnel a été la suivante.

Tableau 23.- Répartition des personnes protégées par catégories socio-professionnelles

| | 1998 | 1999 |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| Ouvriers | 219 000 | 224 100 |
| Employés | 170 800 | 181 100 |
| Fonctionnaires et assimilés | 65 900 | 67 200 |
| Indépendants | 40 900 | 40 400 |
| Pensionnés résidant à l'étranger | 3 400 | 3 500 |
| Total | 500 000 | 516 300 |

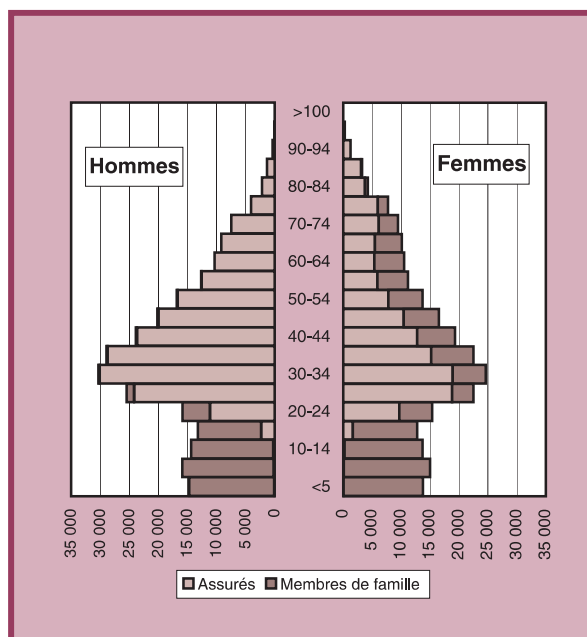
En 1999, 65% des personnes protégées sont des assurés directs, le restant étant des membres de familles bénéficiant de droits dérivés. Ce taux a peu évolué depuis 1990.

Tableau 24. - Les assurés directs et leurs membres de famille en 1999

| | Assurés directs | Membres de famille | Personnes protégées |
|-----------------------|-----------------|--------------------|---------------------|
| Actifs et volontaires | 261 700 | 154 000 | 415 700 |
| Pensionnés | 76 000 | 24 600 | 100 600 |
| Total | 337 700 | 178 600 | 516 300 |

Le graphique suivant donne la pyramide des âges des assurés et de leurs membres de famille en 1999.

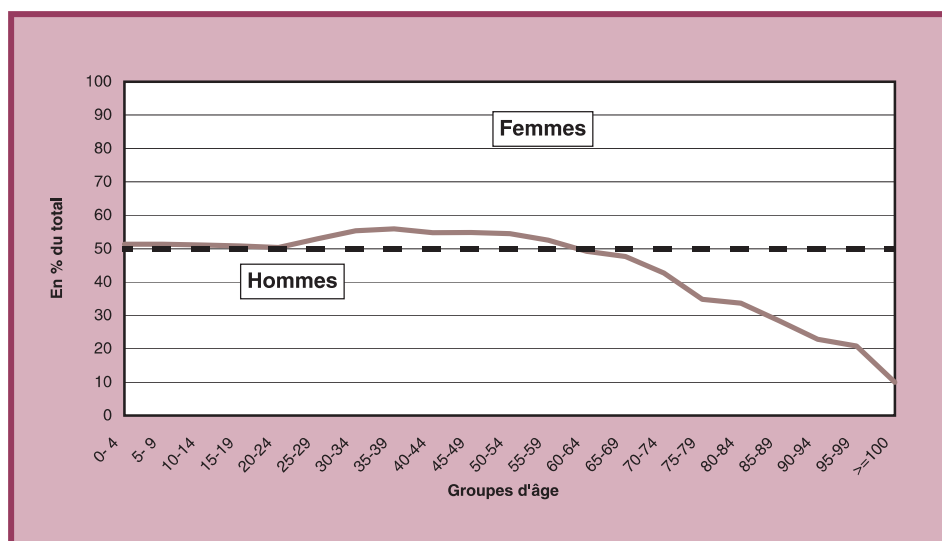
Graphique 19. - Population protégée en 1999 (moyenne annuelle)



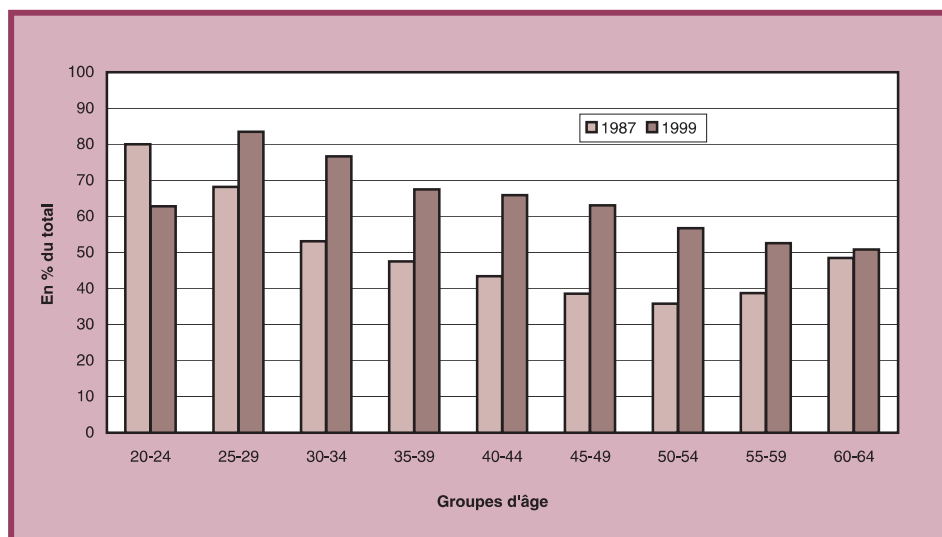
L'ensemble des membres de famille se compose d'une part des enfants et des adolescents qui ne sont pas encore entrés dans la vie active, et d'autre part des conjoints (en majorité des femmes) de plus de 25 ans qui ne sont pas assurés de manière autonome. On remarque sur la pyramide des âges qu'il y a proportionnellement plus de femmes que d'hommes dans les classes d'âge au-dessus de 60 ans, ce qui est illustré par le graphique suivant qui donne la proportion d'hommes et de femmes en fonction de l'âge.

La proportion des personnes actives est à son maximum dans la tranche d'âge de 30-34 ans pour les deux sexes.

Graphique 20. - Population protégée en 1999 (moyenne annuelle)



Graphique 21. - Pourcentage des femmes "assurées directes" par rapport au nombre total des femmes protégées par l'assurance maladie



Le graphique 21 ci-avant fait ressortir deux tendances significatives en ce qui concerne le comportement des assurées

- 1) une entrée plus tardive dans la vie active, probablement en raison d'un prolongement des études
- 2) une nette progression de femmes actives dans les tranches d'âge allant de 30 à 59 ans.

Les assurés cotisants de la gestion "soins de santé"

L'ensemble des personnes protégées, les assurés et leurs membres de famille, consomme des soins de santé et détermine donc, par ses caractéristiques démographiques et épidémiologiques, les dépenses des prestations de soins de santé. Par contre les rentrées en cotisations ne dépendent que des seuls assurés.

Le tableau qui suit donne l'évolution depuis 1997 des différentes catégories d'assurés.

Tableau 25. - Evolution des différentes catégories d'assurés de 1997 à 1999

| | 1997 | 1998 | 1999 | Variation en % | |
|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Actifs salariés | 210 065 | 220 394 | 232 241 | 4,9% | 5,4% |
| Actifs non-salariés | 17 315 | 17 367 | 17 431 | 0,3% | 0,4% |
| Chômeurs indemnisés | 2 796 | 2 572 | 2 324 | -8,0% | -9,6% |
| Préretraités | 1 667 | 1 518 | 1 420 | -8,9% | -6,5% |
| Congé parental | | | 473 | - | - |
| Assurés volontaires | 3 661 | 3 828 | 4 723 | 4,6% | 23,4% |
| Bénéficiaires RMG | 2 883 | 2 985 | 3 108 | 3,5% | 4,1% |
| Pensionnés | 75 295 | 75 650 | 75 968 | 0,5% | 0,4% |
| Total | 313 682 | 324 314 | 337 688 | 3,4% | 4,1% |

5.2. Evolution du nombre des assurés du régime des prestations en espèces

Les statistiques ci-après concernent les assurés, tous cotisants, des deux gestions des prestations en espèces.

La gestion 29.4b CAS, dont font partie la majorité des ouvriers, intervient dès le premier jour de maladie. L'employeur peut cependant opter pour une affiliation de ses salariés-ouvriers auprès de la gestion 29.4a, qui a un taux de cotisation beaucoup plus avantageux. En cas de maladie d'un ouvrier, l'employeur devra alors continuer à payer le salaire pendant le mois en cours et les trois mois subséquents.

La gestion 29.4a CAS concerne les salariés bénéficiant de la conservation de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les travailleurs indépendants.

Le tableau 26 ci-après donne l'évolution du nombre des assurés par gestion et par régime socio-professionnel.

Tableau 26. - Le nombre des assurés en 1998 et 1999 par gestion

| Gestion / régime | 1998 | | | 1999 | | |
|-----------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| Gestion 29.4 b | 71 162 | 25 780 | 96 942 | 73 780 | 26 873 | 100 653 |
| Ouvriers*) | 71 162 | 25 780 | 96 942 | 73 780 | 26 873 | 100 653 |
| Gestion 29.4 a | 61 522 | 50 378 | 111 900 | 65 573 | 53 867 | 119 440 |
| Ouvriers **) | 339 | 1 209 | 1 548 | 319 | 1 222 | 1 541 |
| Employés **) | 49 877 | 43 108 | 92 985 | 53 978 | 46 487 | 100 465 |
| Indépendants ***) | 11 306 | 6 061 | 17 367 | 11 276 | 6 158 | 17 434 |
| Total | 132 684 | 76 158 | 208 842 | 139 353 | 80 740 | 220 093 |

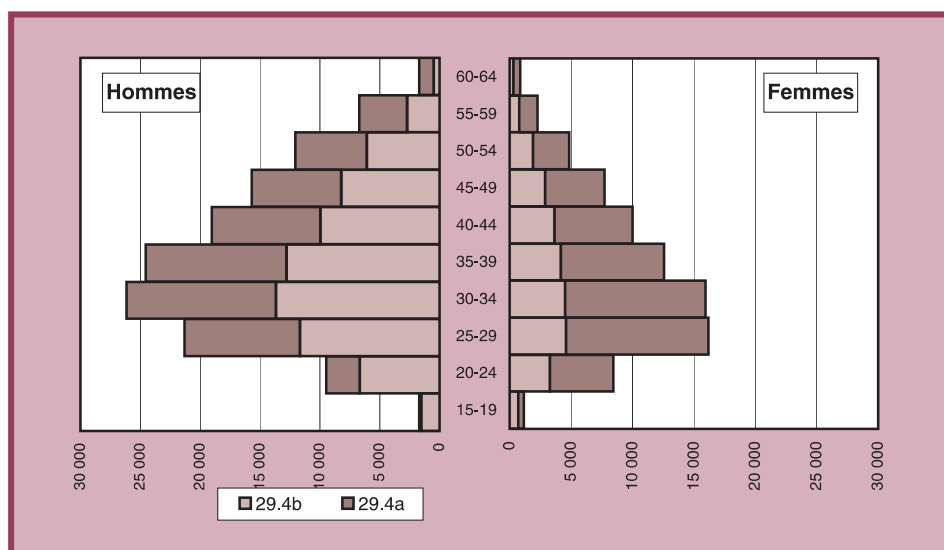
*) Sans continuation de la rémunération en cas de maladie.

**) Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

***) L'indemnisation reste suspendue jusqu'au premier jour du quatrième mois qui suit la déclaration de maladie.

Le graphique 22 représente la répartition des assurés par gestion et par groupes d'âge en 1999.

Graphique 22. - Gestions PE: répartition des assurés par groupe d'âge en 1999 (moyenne annuelle)



6. Les prestations en espèces

L'UCM comprend deux gestions de prestations en espèces en cas de maladie.

La gestion 29.4b CAS concerne les salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie, c'est-à-dire presque tous les salariés ouvriers. Puisque pour ces assurés la caisse de maladie compétente doit intervenir dès le premier jour de maladie, cette gestion est la plus importante du point de vue financier.

La gestion 29.4a CAS concerne les assurés salariés (principalement des employés), bénéficiant, en cas de maladie, de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les non-salariés.

Le tableau 27 indique le résultat d'exploitation des deux gestions en 1999.

Tableau 27. - Prestations en espèces: décomptes 1999 *)
(en millions de francs)

| | Gestion 29.4b | Gestion 29.4a |
|--|---------------|---------------|
| DEPENSES | | |
| Prestations | 4 280 | 419 |
| Frais d'administration | 149 | 15 |
| Autres dépenses | 9 | 2 |
| Total des dépenses courantes | 4 439 | 436 |
| RECETTES | | |
| Cotisations | 3 551 | 375 |
| Etat: cotisations forfaitaires | 355 | 38 |
| Autres recettes | 230 | 41 |
| Total des recettes courantes | 4 136 | 454 |
| <i>Solde des opérations courantes</i> | -303 | 18 |
| Taux de cotisation applicable en 1999: | 4,20% | 0,24% |

*) Sans les prestations en espèces de maternité.

Par rapport à l'exercice 1998, les recettes et dépenses courantes des deux gestions ont évolué de la manière suivante:

Tableau 28. - Evolution des recettes et dépenses courantes de 1998 à 1999 - Variation en %

| | Gestion 29.4b | Gestion 29.4a |
|---------------------|---------------|---------------|
| Recettes courantes: | -10,7% | -11,0% |
| Dépenses courantes: | +8,8% | +7,3% |

Le financement des indemnités pécuniaires de maladie

Le financement est assuré essentiellement par des cotisations. L'Etat intervient au niveau des cotisations moyennant une surprime qui s'élève à 10% du taux de cotisation sur la masse des revenus soumis à cotisation.

Tableau 29. - La participation de l'Etat aux recettes courantes exprimée en %

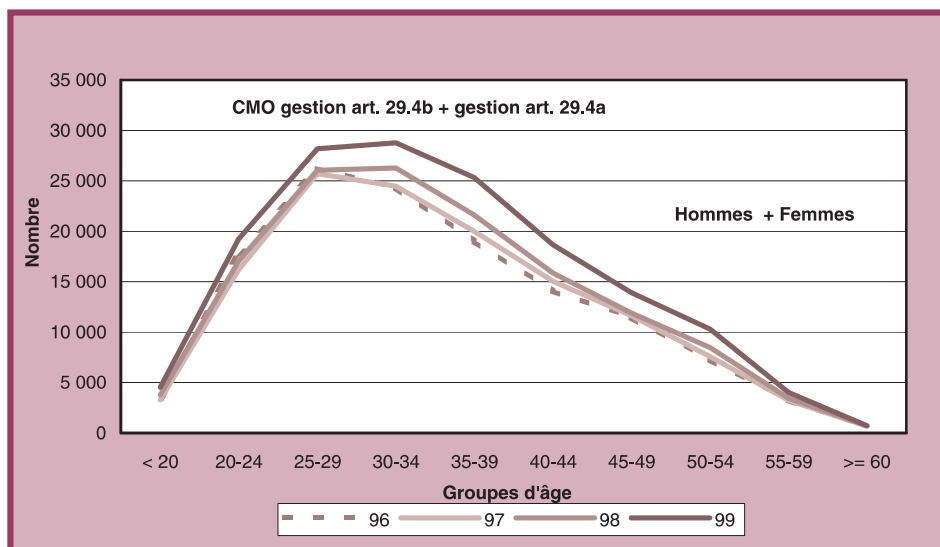
| | Gestion 29.4b | Gestion 29.4a |
|------|---------------|---------------|
| 1995 | 8,2% | 8,7% |
| 1996 | 8,1% | 9,1% |
| 1997 | 8,3% | 9,1% |
| 1998 | 8,6% | 9,3% |
| 1999 | 8,6% | 9,1% |

L'évolution des cas de maladie à partir de 1996

Les statistiques suivantes ont été établies sur base des données des caisses de maladie.

Les cas de maladie ne sont pas en rapport avec le nombre de salariés.

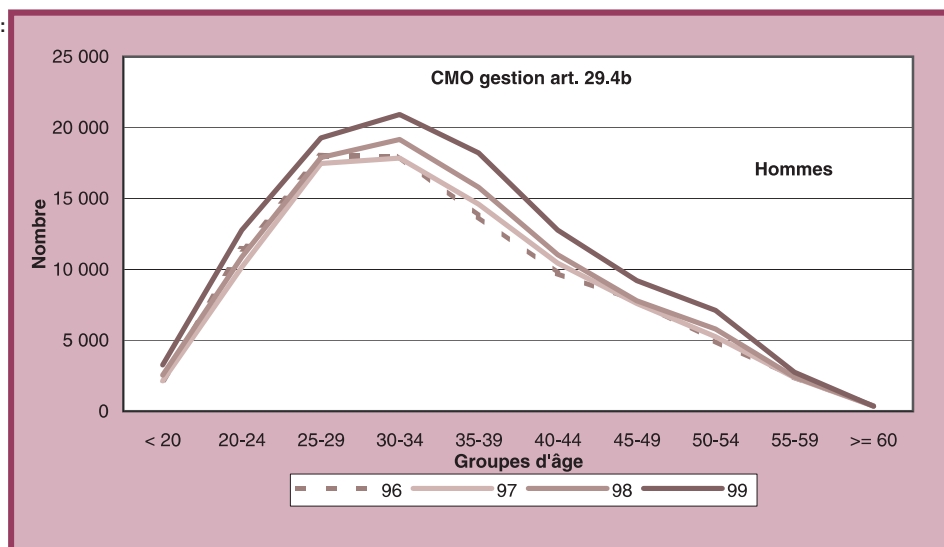
Graphique 23. - CMO: Cas de maladie relevant des gestions 29.4b + 29.4a



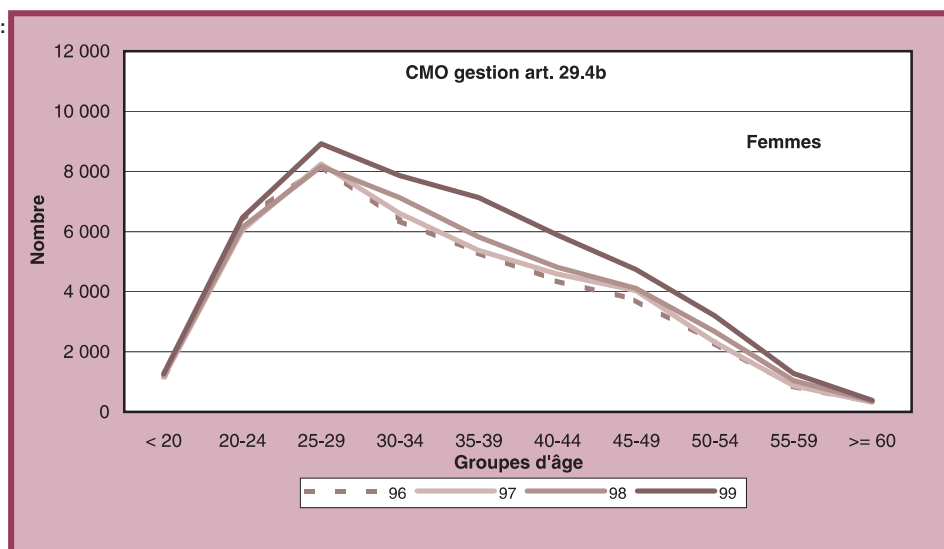
Le nombre de cas recensés auprès de la CMO relevant de la gestion 29.4a est insignifiant; ces cas ne sont pas reproduits séparément.

Partie descriptive

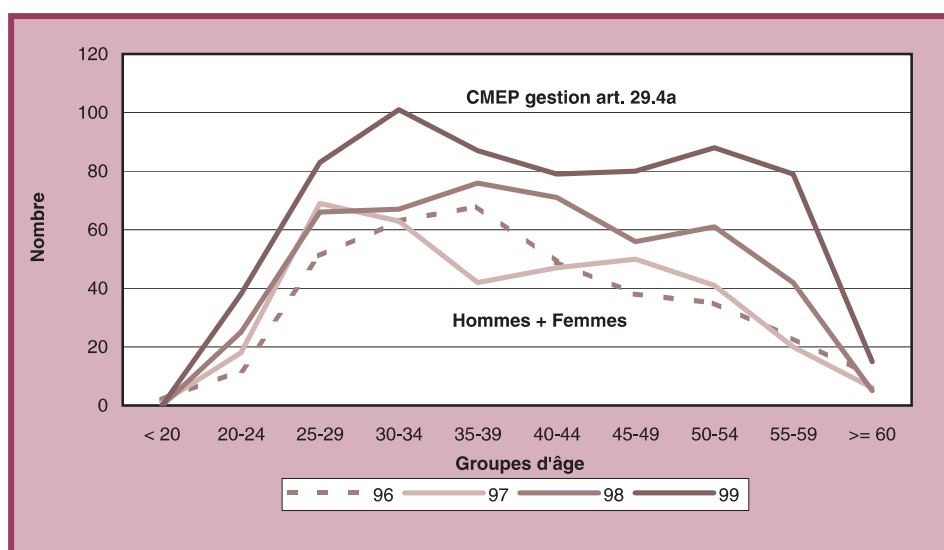
Graphique 24. - CMO: Cas de maladie:
Hommes



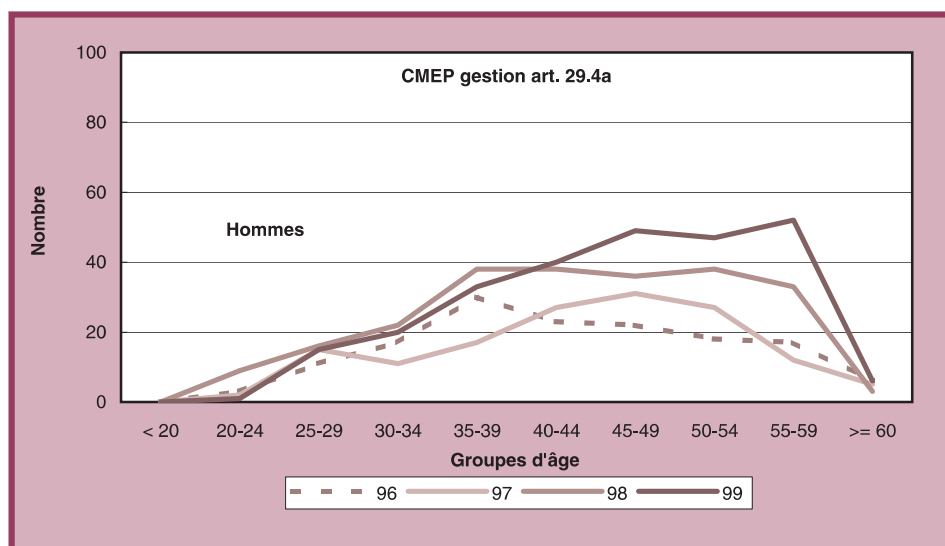
Graphique 25. - CMO: Cas de maladie:
Femmes



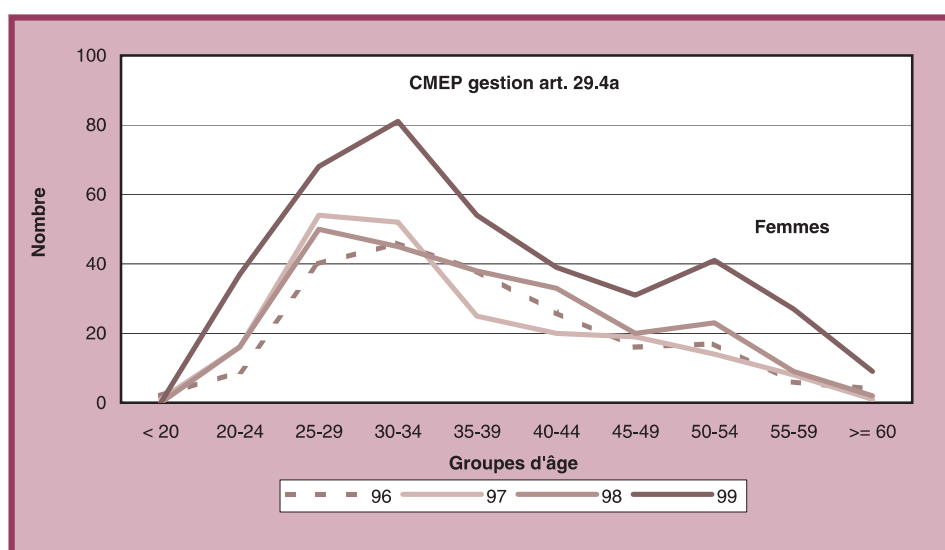
Graphique 26. - CMEP: Cas de
maladie: Hommes + Femmes



Graphique 27. - CMEP: Cas de maladie: Hommes



Graphique 28. - CMEP: Cas de maladie: Femmes



Les indemnités pécuniaires de maternité

Les prestations en espèces de maternité sont servies à toutes les femmes actives, assurées à titre obligatoire, et ne profitant pas de la conservation de leur rémunération en cas de maladie ou de maternité en vertu de dispositions statutaires ou conventionnelles.

Le financement des indemnités pécuniaires de maternité est entièrement à charge du budget de l'Etat.

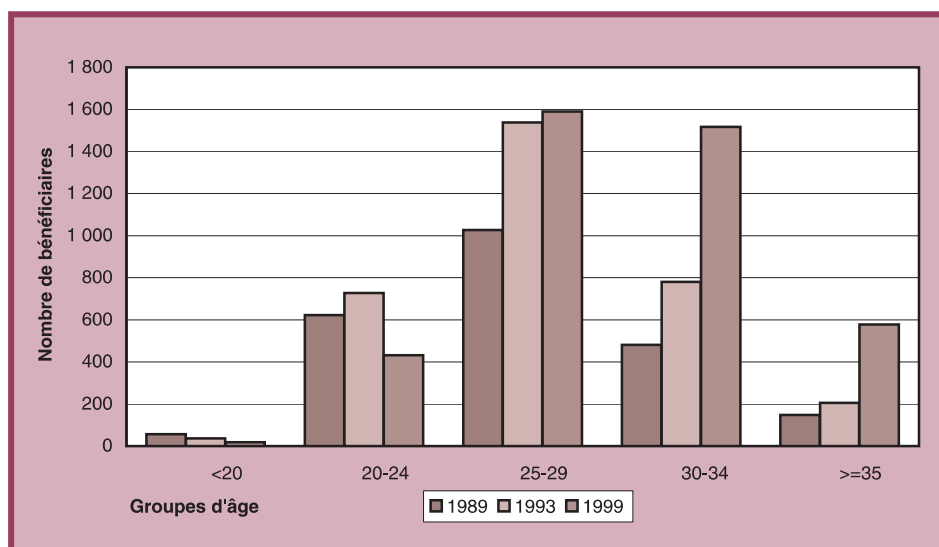
Le montant global des indemnités pécuniaires de maternité s'est élevé à 1 705 millions de francs (y compris charges sociales) en 1999, marquant ainsi une croissance de 22,5% par rapport à 1998. Cette hausse ne s'explique ni par l'augmentation du nombre de bénéficiaires (+2,9%) ni par l'évolution moyenne des salaires. Elle est due surtout aux effets de la loi du 7 juillet 1998 portant modification de la loi du 3 juillet 1975 concernant la protection de la maternité de la femme au travail.

Tableau 30. - Nombre et âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité

| Groupe d'âge | 1989 | | 1999 | |
|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| < 20 ans | 56 | 2,4% | 19 | 0,5% |
| 20 - 24 | 623 | 26,7% | 432 | 10,4% |
| 25 - 29 | 1 027 | 44,0% | 1590 | 38,4% |
| 30 - 34 | 481 | 20,6% | 1517 | 36,7% |
| >= 35 ans | 147 | 6,3% | 578 | 14,0% |
| Total | 2 334 | 100,0% | 4 136 | 100,0% |

Le graphique 29 permet de faire deux constatations. D'un côté le nombre de femmes bénéficiant d'indemnités pécuniaires de maternité a presque doublé en 10 ans. D'un autre côté on observe une très forte augmentation du nombre d'accouchements pour les groupes d'âge au-delà de 29 ans, ceci au détriment des groupes d'âge de <20 à 24 ans.

Graphique 29. - Evolution du nombre d'accouchements par groupes d'âge depuis 1989



7. Financement de l'assurance maladie-maternité

Pour faire face aux charges qui incombent à l'assurance maladie-maternité, l'Union des Caisses de Maladie applique le système de la répartition des charges, avec constitution d'une réserve qui ne peut être inférieure à dix pour cent ni supérieure à vingt pour cent du montant annuel des dépenses (Art. 28 CAS, 1er alinéa).

Le financement de la gestion "prestations de maternité" est entièrement assuré par l'Etat.

Les ressources nécessaires pour la gestion des prestations en nature et les deux gestions de prestations en espèces sont constituées par des cotisations. Cependant l'Etat participe au financement par le paiement d'une surprime calculée sur la masse cotisable. Cette surprime peut donc varier en fonction du taux de cotisation et du niveau de la masse des revenus soumis à cotisation. La participation financière globale de l'Etat, calculée par rapport au total des recettes courantes, a atteint 36,4% en 1999 contre 35,7% en 1998. ¹⁾

1) La loi du 24.12.1999 (Mém. A-N°148 page 2675) a augmenté le niveau de la participation de l'Etat en adaptant certains articles du code des assurances sociales concernant le mode de participation. Ces nouvelles dispositions sortent leurs effets à partir du 1.1.2000.

Afin de prévenir des dérapages en matière de financement, la loi du 27 juillet 1992 a introduit plusieurs indicateurs situés à différents niveaux, destinés à déclencher en cas de déséquilibre budgétaire ou de problèmes de financement, des mécanismes pour redresser la situation.

Le premier de ces indicateurs concerne le niveau de la réserve qui doit évoluer, selon les dispositions de l'article 28.1 CAS, entre 10% et 20% du montant annuel des dépenses. Dès que le budget fait apparaître que le montant de la réserve se situe en dehors de ces limites, les taux de cotisations doivent obligatoirement être refixés (Art. 30 CAS).

Le deuxième indicateur défini par l'article 80.3 du CAS prévoit que: "Si la masse cotisable des bénéficiaires de pension dépasse vingt-neuf pour cent de la masse cotisable des autres assurés, les mesures proposées [par le comité quadripartite] portent sur l'introduction de nouvelles sources de solidarité."

Le troisième indicateur introduit par l'article 29.2 CAS freine l'apport financier de l'Etat au niveau des cotisations pour prestations pour soins de santé, dès que la masse cotisable des bénéficiaires de pension dépasse un seuil de 31% de la masse cotisable des autres assurés.

Le comité quadripartite est appelé à se prononcer sur les mesures à prendre dès que le budget de l'UCM ferait apparaître un déséquilibre.

Les recettes globales de l'assurance maladie-maternité ont atteint 41,5 milliards de francs en 1999. Le tableau ci-après montre la répartition des recettes courantes sur les différentes gestions.

Tableau 31. - Les recettes courantes des différentes gestions en 1999

| Gestion | Montant (en millions de francs) | En % du total |
|----------------------------------|------------------------------------|---------------|
| Prestations en nature | 33 593 | 82,5% |
| Prestations en espèces 29.4b CAS | 4 136 | 10,2% |
| Prestations en espèces 29.4a CAS | 453 | 1,1% |
| Prestations de maternité | 2 533 | 6,2% |
| Total | 40 715 | 100,0% |

Le résultat d'exploitation des différentes gestions se présentait en 1999 comme suit:

Tableau 32. - Le résultat d'exploitation¹⁾ en 1999

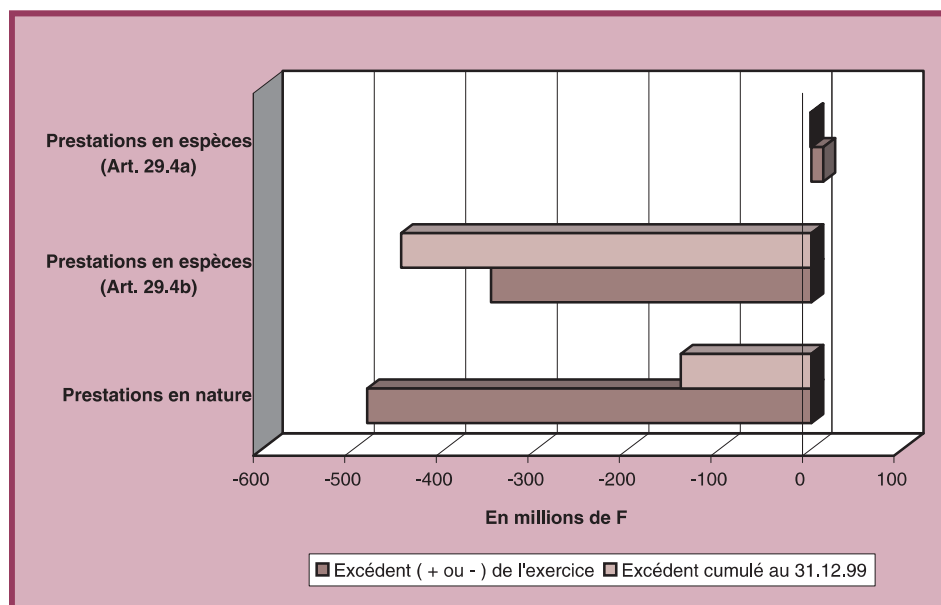
| Prestations en nature | Prestations en espèces 29.4b | Prestations en espèces 29.4a |
|-------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| -485 millions de francs | -350 millions de francs | 13 millions de francs |

¹⁾ L'assurance maternité, qui est entièrement financée par l'Etat, ne peut pas dégager d'excédent ou de déficit puisque les recettes égalent les dépenses.

Le découvert global de l'exercice 1999 s'élève à 822 millions de francs. Le déficit cumulé de l'UCM au 31.12.1999 atteint 592 millions de francs.

Partie descriptive

Graphique 30. - Solde de l'exercice et excédent cumulé au 31.12.1999 par gestion



Le tableau suivant indique le niveau de la réserve par rapport au minimum légal de la réserve qui est fixé à 10% du montant annuel des dépenses. Ce minimum est déterminant pour la fixation des taux de cotisation lors de l'élaboration du budget annuel.

Tableau 33. - Le niveau de la réserve au 31.12.1999

| | |
|---|--------------------------|
| Réserve au 31.12.1999: | 3 515 millions de francs |
| Minimum légal (10% des dépenses courantes): | 4 106 millions de francs |
| Rapport réserve / dépenses courantes: | 8,6% |

Section 1 - Evolution démographique

1.1. La gestion des soins de santé

Le tableau 1.1.1. reflète l'évolution de la population protégée pendant les 3 dernières années. La population protégée se compose, d'une part, d'assurés cotisants actifs, volontaires ou pensionnés, et, d'autre part, de leurs ayants droit, c'est-à-dire de leurs membres de famille ou personnes assimilées profitant de droits dérivés.

Tableau 1.1.1. - Evolution de la population protégée de 1997 à 1999
(moyenne annuelle)

| | En nombres absolus | | | Variation en % | |
|---|--------------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| | 1997 | 1998 | 1999 | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Actifs et volontaires | | | | | |
| Assurés salariés | 220 904 | 231 113 | 244 094 | 4,6% | 5,6% |
| Assurés non-salariés ^{*)} | 17 482 | 17 551 | 17 629 | 0,4% | 0,4% |
| Membres de famille salariés ^{*)} | 136 970 | 140 409 | 143 981 | 2,5% | 2,5% |
| Membres de famille non-salariés | 10 744 | 10 402 | 10 027 | -3,2% | -3,6% |
| Total | 386 100 | 399 475 | 415 731 | 3,5% | 4,1% |
| Pensionnés | | | | | |
| Assurés régimes salariés ^{*)} | 61 195 | 61 545 | 61 904 | 0,6% | 0,6% |
| Assurés régimes non-salariés | 11 284 | 11 178 | 11 020 | -0,9% | -1,4% |
| Pensionnés résident à l'étranger ^{**)} | 2 816 | 2 927 | 3 044 | 3,9% | 4,0% |
| Membres de fam. régimes salariés | 22 714 | 22 610 | 22 482 | -0,5% | -0,6% |
| Membres de fam. régimes non-salariés | 1 789 | 1 769 | 1 739 | -1,1% | -1,7% |
| Membres de fam. pensionnés résident à l'étranger ^{**)} | 441 | 440 | 442 | -0,1% | 0,3% |
| Total | 100 239 | 100 469 | 100 631 | 0,2% | 0,2% |
| Total général | 486 339 | 499 944 | 516 362 | 2,8% | 3,3% |

^{*)} Y compris les Travailleurs Intellectuels Indépendants (TII).

^{**) Sans distinction de catégorie socio-professionnelle.}

Remarque: les bénéficiaires du RMG sont comptés parmi les assurés actifs dans ce tableau.

Tableau 1.1.2. - Personnes protégées en 1999: Répartition selon les régimes
(moyenne annuelle)

| | Assurés actifs et volontaires | | | | Assurés pensionnés | | | | Total |
|----------------------------------|-------------------------------|--------|--------------------|--------|--------------------|--------|--------------------|--------|---------|
| | Assurés principaux | | Membres de famille | | Assurés principaux | | Membres de famille | | |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | |
| Ouvriers | 80 570 | 34 328 | 25 061 | 38 276 | 18 882 | 15 522 | 1 332 | 10 163 | 224 134 |
| Employés ^{*)} | 54 677 | 47 454 | 22 554 | 34 566 | 8 434 | 7 382 | 498 | 5 542 | 181 107 |
| Fonctionnaires ^{**))} | 17 884 | 9 181 | 8 839 | 14 685 | 6 730 | 4 954 | 260 | 4 688 | 67 221 |
| Indépendants | 11 366 | 6 263 | 3 956 | 6 071 | 4 546 | 6 474 | 202 | 1 537 | 40 415 |
| Pensionnés résident à l'étranger | - | - | - | - | 1 656 | 1 388 | 56 | 385 | 3 486 |
| Total | 164 497 | 97 226 | 60 410 | 93 598 | 40 248 | 35 720 | 2 348 | 22 315 | 516 362 |

^{*)} Y compris les Travailleurs Intellectuels Indépendants (TII).

^{**) Y compris les employés publics et communaux.}

Partie statistique

Tableau 1.1.3. - **Personnes protégées en 1999: Répartition par groupes d'âge**
(moyenne annuelle)

| Groupes d'âge | Personnes protégées | | | dont résidents | | |
|--------------------|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| En nombres absolus | | | | | | |
| <15 | 44 929 | 42 685 | 87 614 | 39 076 | 37 146 | 76 222 |
| 15-29 | 54 561 | 50 783 | 105 344 | 38 569 | 38 107 | 76 676 |
| 30-44 | 83 162 | 66 544 | 149 706 | 53 649 | 51 003 | 104 652 |
| 45-64 | 60 091 | 52 145 | 112 236 | 47 664 | 45 956 | 93 620 |
| 65-79 | 20 795 | 27 487 | 48 282 | 19 948 | 26 716 | 46 664 |
| >=80 | 3 967 | 9 214 | 13 181 | 3 874 | 9 000 | 12 873 |
| Total | 267 503 | 248 859 | 516 362 | 202 780 | 207 928 | 410 708 |
| En % du total | | | | | | |
| <15 | 16,8% | 17,2% | 17,0% | 19,3% | 17,9% | 18,6% |
| 15-29 | 20,4% | 20,4% | 20,4% | 19,0% | 18,3% | 18,7% |
| 30-44 | 31,1% | 26,7% | 29,0% | 26,5% | 24,5% | 25,5% |
| 45-64 | 22,5% | 21,0% | 21,7% | 23,5% | 22,1% | 22,8% |
| 65-79 | 7,8% | 11,0% | 9,4% | 9,8% | 12,8% | 11,4% |
| >=80 | 1,5% | 3,7% | 2,6% | 1,9% | 4,3% | 3,1% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

Tableau 1.1.4. - **Assurés actifs et volontaires en 1999 - Résidents et non-résidents: Répartition par groupes d'âge**
(moyenne annuelle)

| Groupes d'âge | Résidents | | Non-résidents | | Total | |
|--------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| En nombres absolus | | | | | | |
| <15 | 41 | 35 | 1 | - | 42 | 35 |
| 15-29 | 23 010 | 19 379 | 13 916 | 10 137 | 36 926 | 29 516 |
| 30-44 | 52 204 | 33 537 | 29 263 | 12 347 | 81 467 | 45 884 |
| 45-64 | 33 512 | 17 530 | 11 324 | 3 186 | 44 837 | 20 716 |
| 65-79 | 1 067 | 891 | 64 | 15 | 1 131 | 907 |
| >=80 | 94 | 170 | 1 | - | 95 | 170 |
| Total | 109 928 | 71 541 | 54 569 | 25 686 | 164 497 | 97 226 |
| En % du total | | | | | | |
| <15 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | - | 0,0% | 0,0% |
| 15-29 | 20,9% | 27,1% | 25,5% | 39,5% | 22,4% | 30,4% |
| 30-44 | 47,5% | 46,9% | 53,6% | 48,1% | 49,5% | 47,2% |
| 45-64 | 30,5% | 24,5% | 20,8% | 12,4% | 27,3% | 21,3% |
| 65-79 | 1,0% | 1,2% | 0,1% | 0,1% | 0,7% | 0,9% |
| >=80 | 0,1% | 0,2% | 0,0% | - | 0,1% | 0,2% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

Tableau 1.1.5. - **Assurés frontaliers actifs et volontaires en 1999: Répartition par groupes d'âge**
(moyenne annuelle)

| Groupes d'âge | Belgique | | Allemagne | | France | | Total général | |
|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| En nombres absolus | | | | | | | | |
| < 15 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 15-29 | 4 378 | 2 663 | 2 005 | 1 480 | 1 | 5 994 | 6 383 | 10 137 |
| 30-44 | 8 464 | 2 933 | 6 563 | 2 362 | 7 534 | 7 052 | 22 561 | 12 347 |
| 45-64 | 3 724 | 615 | 2 213 | 508 | 14 236 | 2 063 | 20 174 | 3 186 |
| 65-79 | 28 | 6 | 22 | 4 | 5 387 | 6 | 5 436 | 15 |
| >=80 | - | - | 1 | - | 15 | - | 16 | 0 |
| Total | 16 594 | 6 216 | 10 804 | 4 355 | 27 171 | 15 115 | 54 569 | 25 686 |
| En % du total | | | | | | | | |
| < 15 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 15-29 | 26,4% | 42,8% | 18,6% | 34,0% | 0,0% | 39,7% | 11,7% | 39,5% |
| 30-44 | 51,0% | 47,2% | 60,7% | 54,2% | 27,7% | 46,7% | 41,3% | 48,1% |
| 45-64 | 22,4% | 9,9% | 20,5% | 11,7% | 52,4% | 13,6% | 37,0% | 12,4% |
| 65-79 | 0,2% | 0,1% | 0,2% | 0,1% | 19,8% | 0,0% | 10,0% | 0,1% |
| >=80 | - | - | 0,0% | - | 0,1% | - | 0,0% | - |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

Tableau 1.1.6. - **Evolution des nombres moyens des différentes catégories d'assurés**
(moyenne annuelle des nombres à la fin de chaque mois)

| Année | Caisses de maladie des | | | | | | | | UCM international | Total | |
|--------------------|------------------------|-------------------|--|-------------------|---------------------|-------------------|-----------------------------|-------------------|--|-------------------|-------------------|
| | Ouvriers (CMO) | | Fonctionnaires et employés (CME) ¹⁾ | | Indépendants (CMPI) | | Exploitants agricoles (CMA) | | | | |
| | Actifs et volont. | Bénéf. de pension | Actifs et volont. | Bénéf. de pension | Actifs et volont. | Bénéf. de pension | Actifs et volont. | Bénéf. de pension | Bénéficiaires de pension ⁴⁾ | Actifs et volont. | Bénéf. de pension |
| 1960 | 66 666 | 20 030 | 30 000 | 11 612 | | | | | | 96 666 | 31 642 |
| 1965 | 71 000 | 21 722 | 35 533 | 12 397 | 11 470 | 2 795 | 8 973 | 3 601 | | 126 976 | 40 515 |
| 1970 | 71 846 | 25 338 | 42 539 | 14 092 | 9 949 | 4 331 | 7 039 | 4 846 | | 131 373 | 48 607 |
| 1975 | 81 940 | 28 092 | 54 076 | 16 161 | 8 931 | 5 554 | 5 361 | 6 990 | | 150 308 | 56 797 |
| 1980 | 80 095 | 31 423 | 61 586 | 19 140 | 8 378 | 6 235 | 4 583 | 7 312 | | 154 642 | 64 110 |
| 1985 | 79 440 | 29 477 | 69 494 | 20 261 | 8 407 | 6 314 | 3 940 | 6 061 | | 161 281 | 62 113 |
| 1990 | 90 655 | 34 473 | 89 291 | 22 721 | 8 581 | 6 061 | 3 531 | 5 562 | | 192 058 | 68 817 |
| 1991 | 93 817 | 35 339 | 93 814 | 23 309 | 8 723 | 6 146 | 3 386 | 5 560 | | 199 740 | 70 354 |
| 1992 | 95 603 | 36 344 | 96 047 | 23 934 | 8 898 | 6 326 | 3 218 | 5 627 | | 203 766 | 72 231 |
| 1992 ²⁾ | 95 856 | 36 344 | 97 115 | 23 934 | 9 431 | 6 326 | 3 218 | 5 627 | | 205 620 | 72 231 |
| 1993 ³⁾ | 100 462 | 34 748 | 100 497 | 24 575 | 9 796 | 6 562 | 3 042 | 5 657 | | 213 797 | 71 542 |
| 1994 | 101 815 | 35 433 | 104 205 | 25 167 | 9 879 | 6 607 | 4 219 | 5 547 | | 220 118 | 72 754 |
| 1995 | 103 078 | 34 338 | 108 284 | 25 164 | 9 983 | 6 086 | 4 093 | 5 339 | 2 509 | 225 438 | 73 436 |
| 1996 | 104 845 | 34 465 | 112 422 | 25 678 | 9 957 | 6 123 | 3 976 | 5 233 | 2 656 | 231 200 | 74 155 |
| 1997 | 107 090 | 34 831 | 117 502 | 26 364 | 9 994 | 6 121 | 3 800 | 5 163 | 2 816 | 238 386 | 75 295 |
| 1998 | 110 369 | 34 629 | 124 640 | 26 916 | 9 967 | 6 109 | 3 688 | 5 069 | 2 927 | 248 664 | 75 650 |
| 1999 | 114 898 | 34 404 | 133 292 | 27 500 | 9 930 | 6 088 | 3 603 | 4 932 | 3 044 | 261 723 | 75 968 |

¹⁾ Y compris les Travailleurs Intellectuels Indépendants.²⁾ Nouvelle série.³⁾ Les bénéficiaires du RMG sont comptés parmi les assurés actifs à partir de 1993.⁴⁾ A partir de 1995 les pensionnés résidant à l'étranger sont regroupés sous la dénomination UCM international sans distinction de catégorie socio-professionnelle.

1.2. Les gestions des prestations en espèces de maladie

Cette série statistique indique l'évolution du nombre des affiliés du système des indemnités pécuniaires de maladie qui comprend uniquement des assurés actifs cotisants.

Le tableau 1.2.1. indique l'évolution du nombre des assurés à partir de 1997 pour les deux gestions.

Tableau 1.2.1. - **Gestions des prestations en espèces: évolution du nombre des assurés à partir de 1997**
(moyenne annuelle)

| GESTION / REGIME | 1997 | | | 1998 | | | 1999 | | |
|-----------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| Gestion 29.4 b | 68 675 | 25 152 | 93 827 | 71 162 | 25 780 | 96 942 | 73 780 | 26 873 | 100 653 |
| Ouvriers *) | 68 675 | 25 152 | 93 827 | 71 162 | 25 780 | 96 942 | 73 780 | 26 873 | 100 653 |
| Gestion 29.4 a | 57 904 | 47 707 | 105 611 | 61 522 | 50 379 | 111 900 | 65 572 | 53 867 | 119 439 |
| Ouvriers **) | 390 | 1 223 | 1 613 | 339 | 1 209 | 1 548 | 319 | 1 222 | 1 541 |
| Employés **) | 46 152 | 40 531 | 86 683 | 49 877 | 43 108 | 92 985 | 53 978 | 46 487 | 100 464 |
| Indépendants ***) | 11 362 | 5 953 | 17 315 | 11 306 | 6 061 | 17 367 | 11 276 | 6 158 | 17 434 |
| Total | 126 579 | 72 859 | 199 438 | 132 683 | 76 159 | 208 842 | 139 353 | 80 740 | 220 092 |

*) Sans continuation de la rémunération en cas de maladie.

**) Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

***) L'indemnisation reste suspendue jusqu'au premier jour du quatrième mois qui suit la déclaration de maladie.

Les salariés-ouvriers font partie pour la grande majorité de la gestion 29.4 b CAS; c'est à dire que l'assurance maladie intervient dès le premier jour de maladie. L'employeur peut cependant opter pour l'autre gestion (29.4 a CAS) qui offre l'avantage d'un taux de cotisation beaucoup plus bas. En cas de maladie d'un ouvrier l'employeur devra alors continuer à payer le salaire pendant le mois en cours et les trois mois subséquents.

Les salariés-employés ainsi que les travailleurs indépendants sont affiliés d'office à la gestion 29.4 a CAS.

Remarque: La loi du 24.12.1999 (Mem. A - N°148) concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000, a également modifié certains articles du CAS. Les références concernant les différentes gestions vont donc être modifiées à partir de l'an 2000.

Les tableaux 1.2.2. à 1.2.5. ci-après donnent la répartition des affiliés selon le statut, l'âge et le sexe.

Tableau 1.2.2. - **Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.4b *) CAS: répartition par âge des assurés en 1999**
STATUT OUVRIERS (moyenne annuelle)

| Groupes d'âge | Résidents | | | Non-résidents | | |
|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| En nombres absolus | | | | | | |
| <=19 | 1 257 | 576 | 1 833 | 268 | 116 | 384 |
| 20-29 | 10 382 | 5 056 | 15 438 | 7 936 | 2 811 | 10 747 |
| 30-39 | 14 306 | 6 171 | 20 478 | 12 138 | 2 506 | 14 644 |
| 40-49 | 10 306 | 4 698 | 15 004 | 7 831 | 1 836 | 9 667 |
| 50-59 | 5 419 | 1 980 | 7 399 | 3 345 | 709 | 4 053 |
| >=60 | 382 | 346 | 727 | 211 | 69 | 281 |
| Total | 42 052 | 18 826 | 60 878 | 31 728 | 8 047 | 39 775 |
| En % du total | | | | | | |
| <=19 | 3,0% | 3,1% | 3,0% | 0,8% | 1,4% | 1,0% |
| 20-29 | 24,7% | 26,9% | 25,4% | 25,0% | 34,9% | 27,0% |
| 30-39 | 34,0% | 32,8% | 33,6% | 38,3% | 31,1% | 36,8% |
| 40-49 | 24,5% | 25,0% | 24,6% | 24,7% | 22,8% | 24,3% |
| 50-59 | 12,9% | 10,5% | 12,2% | 10,5% | 8,8% | 10,2% |
| >=60 | 0,9% | 1,8% | 1,2% | 0,7% | 0,9% | 0,7% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

*) Sans continuation de la rémunération en cas de maladie.

Tableau 1.2.3. - Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.4a ^{*)} CAS: répartition par âge des assurés en 1999
STATUT OUVRIERS (moyenne annuelle)

| Groupes d'âge | Résidents | | | Non-résidents | | |
|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| En nombres absolus | | | | | | |
| <=19 | 14 | 13 | 26 | 0 | 0 | 0 |
| 20-29 | 103 | 198 | 300 | 2 | 13 | 15 |
| 30-39 | 92 | 400 | 493 | 13 | 64 | 77 |
| 40-49 | 48 | 333 | 381 | 8 | 31 | 39 |
| 50-59 | 33 | 142 | 175 | 1 | 5 | 6 |
| >=60 | 5 | 21 | 26 | - | 2 | 2 |
| Total | 294 | 1 107 | 1 401 | 25 | 115 | 140 |
| En % du total | | | | | | |
| <=19 | 4,7% | 1,1% | 1,9% | 1,0% | 0,1% | 0,3% |
| 20-29 | 34,9% | 17,8% | 21,4% | 9,4% | 11,3% | 11,0% |
| 30-39 | 31,4% | 36,2% | 35,2% | 53,2% | 55,4% | 55,0% |
| 40-49 | 16,3% | 30,1% | 27,2% | 30,6% | 27,2% | 27,8% |
| 50-59 | 11,1% | 12,8% | 12,5% | 5,7% | 4,3% | 4,6% |
| >=60 | 1,6% | 1,9% | 1,9% | - | 1,6% | 1,3% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

^{*)} Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

Tableau 1.2.4. - Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.4a ^{*)} CAS: répartition par âge des assurés en 1999
STATUT EMPLOYES (moyenne annuelle)

| Groupes d'âge | Résidents | | | Non-résidents | | |
|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| En nombres absolus | | | | | | |
| <=19 | 155 | 424 | 579 | 19 | 40 | 59 |
| 20-29 | 6 027 | 8 997 | 15 024 | 5 514 | 7 049 | 12 563 |
| 30-39 | 11 623 | 10 632 | 22 255 | 9 352 | 7 021 | 16 373 |
| 40-49 | 8 398 | 6 616 | 15 014 | 4 446 | 2 257 | 6 703 |
| 50-59 | 5 614 | 2 494 | 8 109 | 1 951 | 558 | 2 509 |
| >=60 | 702 | 367 | 1 069 | 176 | 31 | 207 |
| Total | 32 520 | 29 531 | 62 051 | 21 458 | 16 956 | 38 414 |
| En % du total | | | | | | |
| <=19 | 0,5% | 1,4% | 0,9% | 0,1% | 0,2% | 0,2% |
| 20-29 | 18,5% | 30,5% | 24,2% | 25,7% | 41,6% | 32,7% |
| 30-39 | 35,7% | 36,0% | 35,9% | 43,6% | 41,4% | 42,6% |
| 40-49 | 25,8% | 22,4% | 24,2% | 20,7% | 13,3% | 17,4% |
| 50-59 | 17,3% | 8,4% | 13,1% | 9,1% | 3,3% | 6,5% |
| >=60 | 2,2% | 1,2% | 1,7% | 0,8% | 0,2% | 0,5% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

^{*)} Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

Partie statistique

Tableau 1.2.5. - **Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.4a ^{*)} CAS: répartition par âge des assurés en 1999**
STATUT INDEPENDANTS (moyenne annuelle)

| Groupes d'âge | Résidents | | | Non-résidents | | |
|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| En nombres absolus | | | | | | |
| <=19 | 10 | - | 10 | - | - | - |
| 20-29 | 737 | 496 | 1 233 | 64 | 59 | 123 |
| 30-39 | 2 901 | 1 657 | 4 558 | 266 | 107 | 374 |
| 40-49 | 3 507 | 1 925 | 5 432 | 197 | 85 | 282 |
| 50-59 | 2 285 | 1 237 | 3 522 | 123 | 41 | 163 |
| >=60 | 1 150 | 544 | 1 694 | 36 | 6 | 42 |
| Total | 10 590 | 5 860 | 16 449 | 686 | 298 | 984 |
| En % du total | | | | | | |
| <=19 | 0,1% | - | 0,1% | - | - | - |
| 20-29 | 7,0% | 8,5% | 7,5% | 9,3% | 19,8% | 12,5% |
| 30-39 | 27,4% | 28,3% | 27,7% | 38,9% | 36,0% | 38,0% |
| 40-49 | 33,1% | 32,8% | 33,0% | 28,7% | 28,4% | 28,6% |
| 50-59 | 21,6% | 21,1% | 21,4% | 17,9% | 13,7% | 16,6% |
| >=60 | 10,9% | 9,3% | 10,3% | 5,2% | 2,1% | 4,3% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

^{*)} L'indemnisation reste suspendue jusqu'au premier jour du quatrième mois qui suit la déclaration de maladie.

Section 2 - Données financières globales

2.1. Les recettes et dépenses de l'Union des Caisses de Maladie

La comptabilité de l'UCM comprend 4 gestions qui sont:

- les prestations de soins de santé
- les prestations en espèces (Art. 29.4a CAS); cette gestion concerne les salariés bénéficiant en cas de maladie de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les 3 mois subséquents, ainsi que les non-salariés;
- les prestations en espèces (Art. 29.4b CAS); cette gestion concerne les salariés ne bénéficiant pas de cette conservation de la rémunération en cas de maladie;
- les prestations de maternité.

Remarque: La loi du 24.12.1999 (Mem. A - N°148) concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000, a modifié certains articles du CAS concernant la participation financière de l'Etat. Ceci implique une modification de la référence à la loi des différentes gestions à partir de l'exercice 2000. La gestion des prestations en espèces (Art. 29.4a) se référera dorénavant à l'article 29.b du CAS et l'actuelle gestion (Art. 29.4b) se référera à l'article 29.c du CAS.

La gestion "maternité" est la seule gestion qui n'est pas financée par des cotisations, mais où les frais sont entièrement pris en charge par l'Etat.

Le financement des trois autres gestions se fait sur base des cotisations payées par les assurés ainsi que d'une surprime allouée par l'Etat. Cette surprime est fixée proportionnellement aux cotisations des assurés (Art 29 CAS).

Tableau 2.1.1. - Décompte 1999 - Recettes
(en millions de francs)

| Recettes | Soins de santé | Prestations en espèces | | Prestations de maternité | Total | |
|-----------------------------------|----------------|------------------------|------------|--------------------------|---------|---------------|
| | | Art. 29.4b | Art. 29.4a | | Montant | En % du total |
| I. Cotisations | 20 342 | 3 551 | 375 | - | 24 269 | 59,6% |
| II. Cotisations forfaitaires Etat | 11 367 | 355 | 38 | - | 11 759 | 28,9% |
| III. Participation de tiers | 172 | 21 | 2 | 2 519 | 2 714 | 6,7% |
| IV. Transferts | 57 | 165 | 34 | 1 | 257 | 0,6% |
| V. Autres recettes | 387 | 45 | 4 | 13 | 449 | 1,1% |
| VI. Prélèvements aux provisions | 1 267 | - | - | - | 1 267 | 3,1% |
| Total des recettes courantes | 33 593 | 4 136 | 453 | 2 533 | 40 715 | 100,0% |
| Découvert de l'exercice | 485 | 350 | | - | 835 | - |
| Total des recettes | 34 078 | 4 486 | 453 | 2 533 | 41 550 | - |

Tableau 2.1.2. - **Décompte 1999 - Dépenses**
(en millions de francs)

| Dépenses | Soins de santé | Prestations en espèces | | Prestations de maternité | Total | |
|-------------------------------------|----------------|------------------------|------------|--------------------------|---------------|---------------|
| | | Art. 29.4b | Art. 29.4a | | Montant | En % du total |
| I. Frais d'administration | 1 237 | 149 | 15 | 88 | 1 491 | 3,6% |
| II. Prestations en nature | 31 480 | - | - | 710 | 32 191 | 78,4% |
| III. Prestations en espèces | - | 4 280 | 419 | 1 705 | 6 405 | 15,6% |
| IV. Dotations aux provisions | 923 | 0 | 0 | 0 | 925 | 2,3% |
| V. Autres dépenses | 45 | 9 | 1 | 1 | 56 | 0,1% |
| Total des dépenses courantes | 33 685 | 4 439 | 435 | 2 505 | 41 064 | 100,0% |
| Dotations à la réserve | 393 | 47 | 5 | 28 | 473 | - |
| Excédent de l'exercice | - | - | 13 | - | 13 | - |
| Total des dépenses | 34 078 | 4 486 | 453 | 2 533 | 41 550 | - |

Tableau 2.1.3. - **Le résultat des quatre gestions en 1999**
(en millions de francs)

| | Soins de santé | Prestations en espèces | | Prestations de maternité |
|---------------------------------------|----------------|------------------------|------------|--------------------------|
| | | Art. 29.4b | Art. 29.4a | |
| Recettes courantes | 33 593 | 4 136 | 453 | 2 533 |
| Dépenses courantes | 33 685 | 4 439 | 435 | 2 505 |
| Solde des opérations courantes | -92 | -303 | 18 | 28 |
| Dotations à la réserve | 393 | 47 | 5 | 28 |
| Excédent de l'exercice (+ ou -) | -485 | -350 | 13 | - |
| Excédent au 31.12 1998 (+ ou -) | 343 | -98 | -14 | - |
| Excédent cumulé (+ ou -) | -143 | -448 | -1 | - |

2.2. Les cotisations de l'assurance maladie

Les séries statistiques concernant l'évolution du montant des cotisations de l'assurance maladie ont été remaniées à partir de 1980, afin de tenir compte de la restructuration des différentes gestions de l'Union des Caisses de Maladie à partir de 1994.

En ce qui concerne les cotisations pour prestations en espèces, il faut savoir que les deux gestions de prestations en espèces 29.4b et 29.4a ne couvrent pas tout à fait les anciennes communautés de risque des ouvriers, respectivement des employés, même si on ajoute à cette dernière communauté les caisses de maladie des indépendants. Il en résulte une légère distorsion dans les séries statistiques à partir de 1994.

La surprime sur les cotisations allouée par l'Etat, en vertu des articles 29 et 31 du CAS, n'est pas contenue dans les statistiques concernant l'évolution des cotisations. Cette contribution de l'Etat est documentée dans la sous-section 2.3. "La contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie-maternité".

Tableau 2.2.1. - Cotisations pour prestations en nature
(en milliers de francs)

| Exercice | Assurés actifs et volontaires | Assurés pensionnés | Total | Total au n. i. 100 | Indice de variation 1980 = 100 |
|--------------------|-------------------------------|--------------------|------------|--------------------|--------------------------------|
| 1980 | 3 191 940 | 957 207 | 4 149 147 | 1 298 719 | 100,0 |
| 1981 | 3 552 464 | 1 095 656 | 4 648 120 | 1 363 405 | 105,0 |
| 1982 | 3 891 731 | 1 209 884 | 5 101 615 | 1 423 799 | 109,6 |
| 1983 | 4 467 538 | 1 374 352 | 5 841 890 | 1 523 269 | 117,3 |
| 1984 | 4 832 829 | 1 448 274 | 6 281 103 | 1 549 627 | 119,3 |
| 1985 | 5 192 256 | 1 490 349 | 6 682 605 | 1 605 199 | 123,6 |
| 1986 | 5 544 369 | 1 582 719 | 7 127 088 | 1 679 214 | 129,3 |
| 1987 | 5 923 075 | 1 682 908 | 7 605 982 | 1 774 321 | 136,6 |
| 1988 | 6 235 097 | 1 775 575 | 8 010 671 | 1 864 855 | 143,6 |
| 1989 | 6 956 509 | 1 944 743 | 8 901 252 | 2 009 131 | 154,7 |
| 1990 | 7 619 623 | 2 064 163 | 9 683 785 | 2 115 010 | 162,9 |
| 1991 | 8 472 925 | 2 353 736 | 10 826 661 | 2 278 721 | 175,5 |
| 1992 | 9 393 046 | 2 625 855 | 12 018 901 | 2 452 737 | 188,9 |
| 1993 | 10 525 696 | 2 966 857 | 13 492 553 | 2 669 837 | 205,6 |
| 1994 ^{*)} | 11 788 142 | 3 126 086 | 14 914 228 | 2 861 682 | 220,3 |
| 1995 ^{*)} | 12 594 551 | 3 310 184 | 15 904 735 | 2 995 580 | 230,7 |
| 1996 ^{*)} | 13 030 799 | 3 385 670 | 16 416 469 | 3 066 836 | 236,1 |
| 1997 ^{*)} | 14 002 019 | 3 610 783 | 17 612 801 | 3 216 598 | 247,7 |
| 1998 ^{*)} | 15 120 574 | 3 719 622 | 18 840 196 | 3 433 794 | 264,4 |
| 1999 ^{*)} | 16 453 674 | 3 888 539 | 20 342 213 | 3 669 363 | 282,5 |

^{*)} Sans la surprime allouée par l'Etat.

^{**)} Changement de l'assiette des cotisations pour prestations en nature.

Remarque: rupture de série à partir de 1994.

Tableau 2.2.2. - Cotisations pour prestations en espèces - Art. 29.4b CAS (ouvriers)
(en milliers de francs)

| Exercice | Cotisations: montant nominal | Cotisations: montant réel | Indice de variation 1980 = 100 |
|--------------------|------------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| 1980 | 1 194 051 | 373 748 | 100,0 |
| 1981 | 1 216 231 | 356 750 | 95,5 |
| 1982 | 1 253 272 | 349 773 | 93,6 |
| 1983 | 1 304 454 | 340 136 | 91,0 |
| 1984 | 1 414 511 | 348 978 | 93,4 |
| 1985 | 1 515 142 | 363 946 | 97,4 |
| 1986 | 1 569 000 | 369 672 | 98,9 |
| 1987 | 1 678 454 | 391 549 | 104,8 |
| 1988 | 1 858 246 | 432 593 | 115,7 |
| 1989 | 2 082 296 | 470 002 | 125,8 |
| 1990 | 2 274 533 | 496 775 | 132,9 |
| 1991 | 2 495 631 | 525 263 | 140,5 |
| 1992 | 2 673 125 | 545 513 | 146,0 |
| 1993 | 2 792 159 | 552 498 | 147,8 |
| 1994 ¹⁾ | 2 819 992 | 541 089 | 144,8 |
| 1995 ¹⁾ | 2 901 875 | 546 554 | 146,2 |
| 1996 ¹⁾ | 2 942 473 | 549 697 | 147,1 |
| 1997 ¹⁾ | 3 210 774 | 586 378 | 156,9 |
| 1998 ¹⁾ | 3 994 158 | 728 104 | 194,8 |
| 1999 ¹⁾ | 3 551 407 | 640 609 | 171,4 |

¹⁾ Sans la surprime allouée par l'Etat.

Remarque: rupture de série en 1994.

Tableau 2.2.3. - Cotisations pour prestations en espèces - Art. 29.4a CAS (employés et indépendants)
(en milliers de francs)

| Exercice | Cotisations: montant nominal | | | | Total montant réel | Indice de variation 1980 = 100 |
|--------------------|------------------------------|------------------------|-----------------------|---------|-----------------------|-----------------------------------|
| | Employés (CME) | Indépendants (CMPI) | Prof. agric. (CMA) | Total | | |
| 1980 | 48 122 | 7 491 | | 55 612 | 17 407 | 100,0 |
| 1981 | 26 033 | 3 993 | | 30 026 | 8 807 | 50,6 |
| 1982 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0,0 |
| 1983 | 17 750 | 2 473 | | 20 223 | 5 273 | 30,3 |
| 1984 | 37 278 | 5 294 | | 42 572 | 10 503 | 60,3 |
| 1985 | 41 109 | 5 249 | | 46 358 | 11 135 | 64,0 |
| 1986 | 45 280 | 5 746 | | 51 026 | 12 022 | 69,1 |
| 1987 | 48 941 | 5 871 | 1 236 | 56 047 | 13 075 | 75,1 |
| 1988 | 65 790 | 9 026 | 1 251 | 76 066 | 17 708 | 101,7 |
| 1989 | 91 576 | 13 235 | 1 335 | 106 146 | 23 958 | 137,6 |
| 1990 | 103 390 | 13 850 | 1 339 | 118 578 | 25 898 | 148,8 |
| 1991 | 116 633 | 14 806 | 1 428 | 132 867 | 27 965 | 160,7 |
| 1992 | 127 949 | 14 010 | 1 419 | 143 378 | 29 260 | 168,1 |
| 1993 | 140 011 | 13 232 | 1 469 | 154 713 | 30 614 | 175,9 |
| 1994 ¹⁾ | | | | 162 021 | 31 088 | 178,6 |
| 1995 ¹⁾ | | | | 174 469 | 32 860 | 188,8 |
| 1996 ¹⁾ | | | | 247 166 | 46 174 | 265,3 |
| 1997 ¹⁾ | | | | 267 198 | 48 798 | 280,3 |
| 1998 ¹⁾ | | | | 429 662 | 78 324 | 450,0 |
| 1999 ¹⁾ | | | | 375 359 | 67 708 | 389,0 |

¹⁾ Sans la surprime allouée par l'Etat.

Remarques:

- Rupture de série en 1994.

- A partir de 1994 les assurés des caisses sus-visées tombent à quelques exceptions près sous l'application de l'article 29.4a du CAS.

Tableau 2.2.4. - Evolution du taux de cotisation pour prestations en nature

| Date de mise en vigueur | Taux | Taux moyen par exercice | |
|-------------------------|-------|-------------------------|--------|
| 1.1.1983 | 4,7% | 1988 | 4,7% |
| | | 1989 | 4,7% |
| | | 1990 | 4,7% |
| | | 1991 | 4,7% |
| 1.8.1992 | 5,0% | 1992 | 4,825% |
| | | 1993 | 5,0% |
| | | 1994 | 5,0% |
| | | 1995 | 5,0% |
| | | 1996 | 5,0% |
| | | 1997 | 5,0% |
| | | 1998 | 5,1% |
| 1.1.1998 | 5,10% | 1999 | 5,14% |
| 1.1.1999 | 5,14% | 2000 | 5,20% |

Remarque: à partir du 1.9.1978 tous les assurés actifs ou pensionnés de toutes les caisses de maladie sont soumis au même taux de cotisation pour les prestations en nature à l'exception des assurés actifs de la caisse de maladie agricole qui maintiennent leur régime de cotisation selon classes jusqu'au 1.1.1994.

Tableau 2.2.5. - Evolution des taux de cotisation pour prestations en espèces

| Date de mise en vigueur | Ouvriers | | Employés et indépendants | | | | Art. 29.4a CAS ¹⁾ | Art. 29.4b CAS ²⁾ |
|--------------------------------|----------|-------|--------------------------|-------|-------|-------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| | CMO | CMOA | CMEP | CMEA | CMPI | CMA ¹⁾ | | |
| 1.7.1988 | 4,00% | 4,00% | 0,15% | 0,15% | 0,20% | - | | |
| 1.8.1992 | 4,00% | 4,00% | 0,15% | 0,15% | 0,15% | - | | |
| 1.1.1994 | | | | | | | 0,15% | 4,00% |
| 1.1.1996 | | | | | | | 0,20% | 4,00% |
| 1.1.1997 | | | | | | | 0,20% | 4,20% |
| 1.1.1998 | | | | | | | 0,30% | 5,00% |
| 1.1.1999 | | | | | | | 0,24% | 4,20% |
| 1.1.2000 | | | | | | | 0,24% | 4,70% |
| Taux moyen par exercice | | | | | | | | |
| 1988 | 3,85% | 3,85% | 0,13% | 0,13% | 0,15% | - | | |
| 1989 | 4,00% | 4,00% | 0,15% | 0,15% | 0,20% | - | | |
| 1990 | 4,00% | 4,00% | 0,15% | 0,15% | 0,20% | - | | |
| 1991 | 4,00% | 4,00% | 0,15% | 0,15% | 0,20% | - | | |
| 1992 | 4,00% | 4,00% | 0,15% | 0,15% | 0,17% | - | | |
| 1993 | | | | | | | 0,15% | 4,00% |
| 1994 | | | | | | | 0,15% | 4,00% |
| 1995 | | | | | | | 0,15% | 4,00% |
| 1996 | | | | | | | 0,20% | 4,00% |
| 1997 | | | | | | | 0,20% | 4,20% |
| 1998 | | | | | | | 0,30% | 5,00% |
| 1999 | | | | | | | 0,24% | 4,20% |
| 2000 | | | | | | | 0,24% | 4,70% |

¹⁾ Concerne les salariés bénéficiant en cas de maladie de la conservation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents (c. à d. surtout des employés ainsi que des non-salariés).

²⁾ Concerne les salariés ne bénéficiant pas de cette conservation de la rémunération en cas de maladie (c. à d. la majorité des ouvriers).

³⁾ Les assurés actifs de la caisse de maladie agricole qui bénéficient des prestations en espèces à partir de 1987 cotisent selon un système de cotisations par classes de revenus jusqu'au 1.1.1994.

2.3. La contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie-maternité

Les subventions allouées par l'Etat à l'assurance maladie-maternité, conformément aux articles 29, 31 et 40 du CAS, se situent à partir de 1994 principalement au niveau des cotisations.

Exception faite pour l'assurance maternité, dont l'Etat supporte entièrement les frais sur base de décomptes détaillés de l'Union des Caisses de Maladie, les autres gestions sont subventionnées par l'Etat moyennant des "surprimes" calculées sur base de la masse cotisable des différentes gestions.

Tableau 2.3.1. - Total des contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie-maternité

| Exercice | Montants (en milliers de francs) | | | | En % des recettes courantes ¹⁾ |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | En valeur nominale | Variation annuelle | En valeur n. i. 100 | Variation annuelle | |
| 1985 | 4 055 563 | | 974 169 | | 32,0% |
| 1990 | 7 292 135 | 12,5% | 1 592 656 | 10,3% | 36,6% |
| 1991 | 7 768 986 | 6,5% | 1 635 163 | 2,7% | 35,7% |
| 1992 ²⁾ | 8 798 365 | 13,2% | 1 795 511 | 9,8% | 36,2% |
| 1993 | 9 790 500 | 11,3% | 1 937 293 | 7,9% | 36,2% |
| 1994 | 10 740 269 | 9,7% | 2 060 760 | 6,4% | 36,4% |
| 1995 ³⁾ | 12 542 472 | 16,8% | 2 362 314 | 14,6% | 38,6% |
| 1996 | 12 033 066 | -4,1% | 2 247 953 | -4,8% | 37,0% |
| 1997 ⁴⁾ | 13 582 438 | 12,9% | 2 480 539 | 10,3% | 38,2% |
| 1998 | 13 376 449 | -1,5% | 2 437 977 | -1,7% | 35,7% |
| 1999 | 14 356 098 | 7,3% | 2 552 740 | 4,7% | 36,4% |
| Hausse moyenne annuelle 1990-1999 | | 7,8% | | 5,4% | |
| Hausse moyenne annuelle 1995-1999 | | 3,4% | | 2,0% | |

¹⁾ Total des recettes courantes y compris produits financiers, sans les prélèvements aux provisions pour prestations à liquider.

²⁾ Sans le montant de 1,444 milliards de francs versé par l'Etat pour éponger le déficit cumulé de la gestion des prestations en nature au 31.12.1992.

³⁾ Y compris solde anciens articles 67 et 68 du CAS (780 000 000 F).

⁴⁾ Y compris participation de l'Etat à l'apurement des dettes du secteur hospitalier de 1993 à supporter par l'UCM.

Tableau 2.3.2. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie Prestations pour soins de santé ^{2) 4)}

| Exercice | Montants (en milliers de francs) | | | | En % des recettes courantes ¹⁾ |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | En valeur nominale | Variation annuelle | En valeur n. i. 100 | Variation annuelle | |
| 1985 | 3 339 997 | | 802 286 | | 32,7% |
| 1990 | 6 159 349 | 13,0% | 1 345 247 | 10,9% | 38,2% |
| 1991 | 6 545 478 | 6,3% | 1 377 647 | 2,4% | 37,0% |
| 1992 | 7 407 861 | 13,2% | 1 511 747 | 9,7% | 37,5% |
| 1993 | 8 082 820 | 9,1% | 1 599 387 | 5,8% | 36,8% |
| 1994 | 9 074 554 | 12,3% | 1 741 156 | 8,9% | 37,1% |
| 1995 ³⁾ | 10 405 980 | 14,7% | 1 959 916 | 12,6% | 38,8% |
| 1996 | 9 852 194 | -5,3% | 1 840 534 | -6,1% | 36,9% |
| 1997 ⁵⁾ | 11 175 789 | 13,4% | 2 041 016 | 10,9% | 38,2% |
| 1998 | 10 895 947 | -2,5% | 1 985 884 | -2,7% | 36,0% |
| 1999 | 11 452 174 | 5,1% | 2 036 376 | 2,5% | 35,4% |
| Hausse moyenne annuelle 1990-1999 | | 7,1% | | 4,7% | |
| Hausse moyenne annuelle 1995-1999 | | 2,4% | | 1,0% | |

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en nature y compris produits financiers calculés au prorata, sans les prélèvements aux provisions pour prestations à liquider.

²⁾ Sans les prestations de maternité.

³⁾ Y compris solde anciens articles 67 et 68 du CAS (780 000 000 F).

⁴⁾ Y compris intervention du Fonds d'Orientation Agricole (FOA).

⁵⁾ Y compris participation de l'Etat à l'apurement des dettes du secteur hospitalier de 1993 à supporter par l'UCM.

Tableau 2.3.3. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie
Prestations de maladie en espèces: Art. 29.4.b ²⁾

| Exercice | Montants (en milliers de francs) | | | | En % des recettes courantes ¹⁾ |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | En valeur nominale | Variation annuelle | En valeur n. i. 100 | Variation annuelle | |
| 1985 | 238 336 | | 57 250 | | 12,5% |
| 1990 | 280 627 | 3,3% | 61 291 | 1,4% | 10,1% |
| 1991 | 239 131 | -14,8% | 50 331 | -17,9% | 8,1% |
| 1992 | 258 380 | 8,0% | 52 728 | 4,8% | 8,0% |
| 1993 | 386 915 | 49,7% | 76 561 | 45,2% | 11,1% |
| 1994 | 282 011 | -27,1% | 54 110 | -29,3% | 8,1% |
| 1995 | 290 719 | 3,1% | 54 756 | 1,2% | 8,2% |
| 1996 | 294 702 | 1,4% | 55 055 | 0,5% | 8,1% |
| 1997 | 321 527 | 9,1% | 58 720 | 6,7% | 8,3% |
| 1998 | 399 895 | 24,4% | 72 884 | 24,1% | 8,6% |
| 1999 | 355 596 | -11,1% | 63 230 | -13,2% | 8,6% |
| Hausse moyenne annuelle 1990-1999 | | 2,7% | | 0,3% | |
| Hausse moyenne annuelle 1995-1999 | | 5,2% | | 3,7% | |

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en espèces (gestion des ouvriers) y compris les produits financiers calculés au prorata des différentes gestions.²⁾ Sans les prestations de maternité.Tableau 2.3.4. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie
Prestations de maladie en espèces: Art. 29.4.a ^{2) 3)}

| Exercice | Montants (en milliers de francs) | | | | En % des recettes courantes ¹⁾ |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | En valeur nominale | Variation annuelle | En valeur n. i. 100 | Variation annuelle | |
| 1985 | 52 935 | | 12 715 | | 45,5% |
| 1990 | 80 843 | 8,8% | 17 657 | 6,8% | 35,9% |
| 1991 | 68 903 | -14,8% | 14 502 | -17,9% | 29,4% |
| 1992 | 78 348 | 13,7% | 15 989 | 10,3% | 31,0% |
| 1993 | 91 881 | 17,3% | 18 181 | 13,7% | 32,0% |
| 1994 | 18 458 | -79,9% | 3 542 | -80,5% | 8,8% |
| 1995 | 19 777 | 7,1% | 3 725 | 5,2% | 8,7% |
| 1996 | 27 745 | 40,3% | 5 183 | 39,1% | 9,1% |
| 1997 | 29 742 | 7,2% | 5 432 | 4,8% | 9,1% |
| 1998 | 47 383 | 59,3% | 8 636 | 59,0% | 9,3% |
| 1999 | 41 050 | -13,4% | 7 299 | -15,5% | 9,1% |
| Hausse moyenne annuelle 1990-1999 | | -7,3% | | -9,3% | |
| Hausse moyenne annuelle 1995-1999 | | 20,0% | | 18,3% | |

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en espèces (employés et professions indépendantes) y compris les produits financiers calculés au prorata des différentes gestions.²⁾ Sans les prestations de maternité.³⁾ Y compris intervention du Fonds d'Orientation Agricole (FOA).

Tableau 2.3.5. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité
Prestations de maternité (nature et espèces)

| Exercice | Montants (en milliers de francs) | | | | En % des recettes courantes ¹⁾ |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | En valeur nominale | Variation annuelle | En valeur n. i. 100 | Variation annuelle | |
| 1985 | 424 295 | | 101 918 | | 99,2% |
| 1990 | 771 316 | 12,7% | 168 461 | 10,6% | 99,3% |
| 1991 | 915 473 | 18,7% | 192 683 | 14,4% | 99,3% |
| 1992 | 1 053 775 | 15,1% | 215 047 | 11,6% | 99,3% |
| 1993 | 1 228 884 | 16,6% | 243 165 | 13,1% | 99,3% |
| 1994 | 1 365 246 | 11,1% | 261 953 | 7,7% | 98,4% |
| 1995 | 1 825 995 | 33,7% | 343 917 | 31,3% | 99,0% |
| 1996 | 1 858 425 | 1,8% | 347 181 | 0,9% | 99,2% |
| 1997 | 2 055 381 | 10,6% | 375 371 | 8,1% | 99,2% |
| 1998 | 2 033 224 | -1,1% | 370 573 | -1,3% | 99,0% |
| 1999 | 2 507 278 | 23,3% | 445 833 | 20,3% | 99,0% |
| Hausse moyenne annuelle 1990-1999 | | 14,0% | | 11,4% | |
| Hausse moyenne annuelle 1995-1999 | | 8,2% | | 6,7% | |

¹⁾ Recettes courantes pour prestations de maternité y compris les produits financiers calculés au prorata des différentes gestions.

Tableau 2.3.6. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité
Prestations en espèces de maternité

| Exercice | Montants (en milliers de francs) | | | | En % des recettes courantes ¹⁾ |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | En valeur nominale | Variation annuelle | En valeur n. i. 100 | Variation annuelle | |
| 1994 | 1 136 743 | | 218 110 | | 98,4% |
| 1995 | 1 212 514 | 6,7% | 228 371 | 4,7% | 99,0% |
| 1996 | 1 299 457 | 7,2% | 242 758 | 6,3% | 99,2% |
| 1997 | 1 409 674 | 8,5% | 257 446 | 6,1% | 99,2% |
| 1998 | 1 438 988 | 2,1% | 262 268 | 1,9% | 99,0% |
| 1999 | 1 770 062 | 23,0% | 314 745 | 20,0% | 99,0% |
| Hausse moyenne annuelle 1995-1999 | | 9,9% | | 8,4% | |

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en espèces de maternité calculées au prorata des prestations de maternité.

Tableau 2.3.7. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité
Prestations en nature de maternité

| Exercice | Montants (en milliers de francs) | | | | En % des recettes courantes ¹⁾ |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | En valeur nominale | Variation annuelle | En valeur n. i. 100 | Variation annuelle | |
| 1994 | 228 503 | | 43 843 | | 98,4% |
| 1995 | 613 211 | 168,4% | 115 495 | 163,4% | 99,0% |
| 1996 | 558 967 | -8,8% | 104 423 | -9,6% | 99,2% |
| 1997 | 645 707 | 15,5% | 117 924 | 12,9% | 99,2% |
| 1998 | 1 438 988 | 2,1% | 262 268 | 1,9% | 99,0% |
| 1999 | 737 216 | 24,1% | 131 089 | 21,0% | 99,0% |
| Hausse moyenne annuelle 1995-1999 | | 4,7% | | 3,2% | |

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en nature de maternité calculées au prorata des prestations de maternité.

Section 3 - Les prestations de soins de santé de l'assurance maladie

3.1. Le financement des prestations de soins de santé en cas de maladie

Le financement des prestations de soins de santé est assuré essentiellement par deux moyens:

- 1) les cotisations payées par les assurés actifs, volontaires ou pensionnés
- 2) la participation financière de l'Etat qui intervient au niveau des cotisations (Art. 29 et 31 du CAS).

L'assiette de cotisation pour soins de santé comprend également des allocations et indemnités purement occasionnelles ainsi que les gratifications.

Conformément à l'article 32 CAS, l'Etat supporte la charge des cotisations de certaines catégories d'assurés. L'intervention de l'Etat dans le financement des prestations de maternité est traitée dans la section 5.

Tous les tableaux statistiques de la section 3 se réfèrent à l'année comptable, c'est à dire l'année de la liquidation des factures par l'assurance maladie. L'année de liquidation ne correspond pas nécessairement à l'année de la prestation des soins.

Afin de permettre une autre approche de l'évolution des prestations, la section 6 ci-après livre des séries statistiques tirées de fichiers basés sur la date de la prestation des soins.

Tableau 3.1.1. - Evolution financière des prestations de soins de santé de 1997 à 1999 ^{*)}
(montants en milliers de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation 1998/1997 1999/1998 | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|---|--------------|
| PERSONNES PROTEGEES ^{**)} | | | | | |
| Assurés (actifs et pensionnés) | 313 700 | 324 300 | 337 700 | 3,4% | 4,1% |
| Membres de famille | 172 600 | 175 600 | 178 700 | 1,7% | 1,8% |
| Total | 486 300 | 499 900 | 516 400 | 2,8% | 3,3% |
| DEPENSES: | | | | | |
| Prestations | 28 059 654 | 27 275 499 | 31 479 940 | -2,8% | 15,4% |
| Dotations aux provisions pour prestations à liquider | - | 1 267 000 | 920 000 | p.m. | -27,4% |
| Frais d'administration | 1 166 930 | 1 213 701 | 1 236 895 | 4,0% | 1,9% |
| Autres dépenses | 37 556 | 39 504 | 47 847 | 5,2% | 21,1% |
| Total des dépenses courantes | 29 264 139 | 29 795 704 | 33 684 681 | 1,8% | 13,1% |
| RECETTES: | | | | | |
| Cotisations des assurés | 17 612 801 | 18 840 196 | 20 342 213 | 7,0% | 8,0% |
| Cotisations forfaitaires Etat | 10 427 099 | 10 811 047 | 11 366 713 | 3,7% | 5,1% |
| Participation de tiers | 767 078 | 104 490 | 172 432 | -86,4% | 65,0% |
| <i>dont: Versement Etat (apurement dette hôpitaux de 1993)</i> | 664 129 | - | - | p.m. | p.m. |
| Prélèvements aux provisions pour prestations à liquider | - | - | 1 267 000 | p.m. | p.m. |
| Autres recettes | 475 464 | 480 165 | 444 242 | 1,0% | -7,5% |
| Total des recettes courantes | 29 282 442 | 30 235 897 | 33 592 600 | 3,3% | 11,1% |
| Taux de cotisation | 5,0% | 5,1% | 5,14% | | |
| Nombre-index du coût de la vie (moyenne annuelle) | 547,56 | 548,67 | 554,38 | 0,2% | 1,0% |

^{*)} Sans les prestations de maternité mais y compris les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge.

^{**)} Moyenne annuelle.

Le tableau ci-dessus rend compte des prestations comptabilisées pendant un exercice donné.

Cependant, pour mieux apprécier toutes les dépenses engagées pendant l'exercice comptable, il faut considérer non seulement les montants des prestations liquidés, mais également les dépenses en prestations comptabilisées sous forme de provisions. Ces provisions sont des prestations qui, pour des raisons techniques (p. ex. retard de facturation d'un prestataire), n'ont pu être liquidées et ventilées pendant l'exercice auquel ils se rapportent et leur liquidation est remise à l'exercice suivant.

Le tableau suivant présente donc sous une forme apurée, en immunisant l'effet des provisions, l'évolution des prestations de soins de santé à partir de 1995.

Tableau 3.1.2. - Evolution des prestations de soins de santé à partir de 1995
(en millions de francs)

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Prestations pour soins de santé | 27 559 | 28 322 | 28 060 | 27 275 | 31 480 |
| Variation en % | 50,6% | 2,8% | -0,9% | -2,8% | 15,4% |
| Provisions: exercice antérieur (-) | -4 465 | -1 200 | 0 | 0 | -1 267 |
| Provisions: même exercice (+) | 1 200 | 0 | 0 | 1 267 | 920 |
| Montant apuré | 24 294 | 27 122 | 28 060 | 28 542 | 31 133 |
| Variation en % | 7,7% | 11,6% | 3,5% | 1,7% | 9,1% |
| Taux de progression moyen 1995-1999 | | | | | 6,4% |

3.2. Les différents types de soins de santé

Pour la deuxième année consécutive l'UCM a dû inscrire dans son décompte des provisions pour prestations échues, mais non encore liquidées. En 1999 ce montant s'élève à 920 millions de francs, dont 760 millions pour soins hospitaliers, 50 millions pour honoraires médicaux (CHNP) et 110 millions pour factures concernant les forfaits infirmiers des établissements d'aides et de soins pour personnes dépendantes.

Pour visualiser l'évolution réelle du détail des dépenses pendant les 3 dernières années, les chiffres entre parenthèses indiquent, pour mémoire, le montant des prestations liquidées en tenant compte du jeu des dotations et prélèvements aux provisions.

Tableau 3.2.1. - Evolution des prestations en nature en cas de maladie à partir de 1997
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation 1998/1997 1999/1998 | |
|---|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---|-------------------------------|
| Prestations de soins de santé au Luxembourg ^{*)} (Prestations de soins de santé au Luxembourg) ^{**)} | 23 964 (23 964) | 22 953 (24 220) | 26 799 (26 452) | -4,2% (1,1%) | 16,8% (9,2%) |
| Soins médicaux ^{*)} (Soins médicaux) ^{**)} | 5 175 (5 175) | 5 113 (5 238) | 5 660 (5 586) | -1,2% (1,2%) | 10,7% (6,6%) |
| Soins médico-dentaires, prothèses, traitement orthodontique | 1 143 | 1 155 | 1 224 | 1,0% | 6,0% |
| Frais de voyage et de transport | 275 | 198 | 217 | -28,1% | 9,8% |
| Médicaments (secteur extra-hospitalier) | 3 307 | 3 344 | 3 663 | 1,1% | 9,5% |
| Soins des autres professions de santé ^{*)} (Soins des autres professions de santé) ^{**)} | 635 (635) | 661 (661) | 731 (841) | 4,1% (4,1%) | 10,6% (27,3%) |
| Moyens curatifs et adjuvants | 1 433 | 1 496 | 1 597 | 4,4% | 6,8% |
| Rééducation et cures | 378 | 368 | 402 | -2,6% | 9,1% |
| Soins hospitaliers ^{*)} (Soins hospitaliers) ^{**)} | 11 564 (11 564) | 10 565 (11 707) | 13 247 (12 865) | -8,6% (1,2%) | 25,4% (9,9%) |
| Médecine préventive | 54 | 55 | 57 | 1,1% | 4,8% |
| Prestations diverses | 0 | 0 | 0 | 29,4% | 553,4% |
| Prestations de soins de santé à l'étranger | 3 954 | 4 180 | 4 542 | 5,7% | 8,7% |
| Prestations servies en vertu de conventions internationales | 3 834 | 4 032 | 4 381 | 5,1% | 8,7% |
| Autres prestations à l'étranger | 114 | 141 | 154 | 23,7% | 8,9% |
| Frais de séjour à l'étranger | 6 | 7 | 7 | 13,9% | -3,4% |
| Indemnités funéraires | 141 | 143 | 139 | 0,9% | -2,2% |
| TOTAL ^{*)} (TOTAL) ^{**)} | 28 060 (28 060) | 27 275 (28 542) | 31 480 (31 133) | -2,8% (1,7%) | 15,4% (9,1%) |

^{*)} Données comptables.

^{**)} Données ajustées en fonction des provisions.

3.3. Les honoraires des médecins et médecins-dentistes

Les statistiques concernant les soins médicaux ont été établies en conformité avec l'exercice comptable. Les statistiques de la section 6 ci-après, qui sont basées sur la *date de la prestation*, permettent une analyse plus détaillée de la répartition des soins médicaux.

Le tableau ci-après indique l'évolution à partir de 1997 des soins médicaux ventilés par catégorie. Ces chiffres concernent aussi bien les soins médicaux à l'hôpital que les soins ambulatoires.

Tableau 3.3.1. - **Les soins médicaux**
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation | |
|--|----------------|----------------|----------------|-------------------|---------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Consultations | 1 686 | 1 715 | 1 817 | 1,7% | 5,9% |
| Visites | 309 | 303 | 319 | -1,9% | 5,3% |
| Autres actes généraux | 497 | 460 | 576 | -7,3% | 25,2% |
| Actes techniques ambulatoires | 1 508 | 1 536 | 1 660 | 1,9% | 8,1% |
| Actes techniques stationnaires | 1 176 | 1 098 | 1 289 | -6,6% | 17,4% |
| TOTAL *) | 5 175 | 5 113 | 5 660 | -1,2% | 10,7% |
| (Dotations aux provisions pour prestations) **) | - | (125) | (50) | | |
| (Prélèvements aux provisions pour prestations) **) | | | -(125) | | |
| (TOTAL CORRIGE) **) | (5 175) | (5 238) | (5 585) | (1,2%) | (6,6%) |

*) Données comptables.

**) Données ajustées en fonction des provisions.

Les chiffres ci-après regroupent toutes les prestations se rapportant aux soins médico-dentaires, à l'orthodontie et aux prothèses.

Tableau 3.3.2. - **Les soins médico-dentaires**
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation | |
|------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------|-------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Consultations | 121 | 132 | 144 | 8,9% | 8,9% |
| Visites | 1 | 1 | 1 | -5,9% | 21,7% |
| Autres actes généraux | 0 | 0 | 0 | 54,3% | 17,6% |
| Actes techniques | 551 | 558 | 597 | 1,4% | 6,8% |
| Soins dentaires: prothèses | 403 | 396 | 414 | -1,7% | 4,5% |
| Soins dentaires: orthodontie | 67 | 67 | 69 | 0,1% | 2,3% |
| TOTAL | 1 143 | 1 155 | 1 224 | 1,0% | 6,0% |

3.4. Les frais pharmaceutiques (en dehors des hôpitaux)

Les tableaux ci-après traitent de la consommation de produits pharmaceutiques remboursés par les caisses de maladie et dispensés en milieu extra-hospitalier. Il faut noter que ces chiffres ne sont pas comparables aux séries publiées avant 1995 qui contenaient à la fois les dépenses en médicaments des secteurs hospitalier et extra-hospitalier.

Tableau 3.4.1. - Les frais pharmaceutiques en milieu extra-hospitalier
(en millions de francs)

| | | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation 1998/1997 1999/1998 | |
|-------------------------|------|-------|-------|-------|---|--------|
| Médicaments remboursés: | | | | | | |
| Taux normal | 80% | 2 135 | 2 006 | 2 168 | -6,1% | 8,1% |
| Taux préférentiel | 100% | 986 | 1 045 | 1 199 | 6,0% | 14,7% |
| Taux réduit | 40% | 181 | 288 | 296 | 58,7% | 2,9% |
| En cas d'hébergement | | 5 | 5 | 0 | 3,1% | -98,1% |
| TOTAL | | 3 308 | 3 344 | 3 663 | 1,1% | 9,5% |

Conformément au règlement grand-ducal du 23.12.1993, les pharmaciens accordent à l'assurance maladie un abattement de 5% par rapport au prix de vente officiel des médicaments.

Ce taux est modulable selon certains critères précisés dans le règlement.

3.5. Les hôpitaux

En 1995, la budgétisation des hôpitaux a remplacé l'ancien mode de financement basé sur la tarification à l'acte. Simultanément, on a introduit un système de comptabilité analytique dans les hôpitaux. Cette mesure était nécessaire pour permettre des négociations budgétaires avec les différents établissements sur des bases, sinon identiques, mais du moins comparables.

Jusqu'en 1997, l'évolution des dépenses du secteur hospitalier était perturbée par le règlement de dettes (datant de "l'ancien régime"), au bénéfice des hôpitaux. La faible croissance des dépenses pour soins à l'hôpital en 1998, à savoir 1,2% par rapport à 1997, s'explique donc exclusivement par la disparition de ces dettes, dont la dernière tranche payable en 1997, s'élevait à 761 millions de francs.

Etant donné l'ampleur des provisions pour prestations inscrites aux décomptes de l'UCM en 1998 et 1999, le tableau ci-après, donne au moyen des chiffres inscrits entre parenthèses, une vue plus réelle de l'évolution des prestations hospitalières annuelles.

Tableau 3.5.1. - Les dépenses du secteur hospitalier au Luxembourg
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation | |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|---------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Frais fixes | 8 890 | 8 228 | 10 246 | -7,4% | 24,5% |
| Frais variables | 2 380 | 2 059 | 2 997 | -13,5% | 45,6% |
| Frais hospitaliers selon anciens tarifs | 0 ¹⁾ | 0 ¹⁾ | 0 ¹⁾ | -15,3% | -33,3% |
| Hôpital neuropsychiatrique | 294 | 278 | 4 | -5,3% | -98,6% |
| TOTAL ¹⁾ | 11 564 | 10 565 | 13 247 | -8,6% | 25,4% |
| (Dotations aux provisions) ²⁾ | - | (1 142) | (760) | | |
| (Prélèvements aux provisions) ²⁾ | - | - | -(1 142) | | |
| (TOTAL CORRIGE) ²⁾ | (11 564) | (11 707) | (12 865) | (1,2%) | (9,9%) |

¹⁾ Montants < 100 000 LUF.

²⁾ Données comptables.

³⁾ Données ajustées en fonction des provisions.

Tableau 3.5.2. - **Frais fixes comptabilisés en 1998 et 1999**
(en millions de francs)

| | 1998 | 1999 | Variation en % 1999/1998 |
|---|---------------|---------------|-----------------------------|
| Consommation fixe | 206 | 231 | 12,2% |
| Frais de personnel | 8 516 | 9 489 | 11,4% |
| Immeubles et équipement | 901 | 995 | 10,4% |
| Frais de gestion | 212 | 226 | 6,7% |
| Frais financiers | 62 | 58 | -7,7% |
| Amortissement | 777 | 737 | -5,1% |
| Sous-total | 10 673 | 11 735 | 9,9% |
| A déduire: | | | |
| recettes déductibles | -231 | -220 | -4,7% |
| charges non opposables | -790 | -806 | 2,0% |
| Autres postes de frais: | | | |
| pension complémentaire p. personnel hospitalier des congrégations | 62 | 64 | 2,6% |
| présence permanente du médecin | 8 | 9 | 13,7% |
| dettes envers hôpitaux | - | - | p.m. |
| décomptes exercices antérieurs | 28 | 90 | 215,5% |
| Total frais fixes | 9 750 | 10 871 | 11,5% |
| dont: | | | |
| à charge de l'assurance maladie | 8 228 | 10 246 | 24,5% |
| provisions pour prestations échues | 884 | 700 | -20,8% |
| prélèvement aux provisions | - | -884 | |
| à charge de l'assurance maternité | 403 | 497 | 23,2% |
| à charge d'organismes de protection sociale à l'étranger | -131 | 178 | -235,6% |
| à charge de l'assurance accident | 206 | 283 | 37,9% |
| à charge du dommage de guerre | 1 | 2 | 66,7% |
| régularisations | 160 | -150 | p.m. |

Tableau 3.5.3. - **Frais variables comptabilisés en 1998 et 1999**
(en millions de francs)

| | 1998 | 1999 | Variation en % 1999/1998 |
|--|----------------|----------------|-----------------------------|
| Hospitalisation - soins normaux | 441,1 | 612,3 | 38,8% |
| Hospitalisation - soins intensifs | 203,0 | 271,8 | 33,9% |
| Salles d'opération | 608,8 | 666,4 | 9,5% |
| Salles d'accouchement | 5,8 | 9,0 | 55,2% |
| Laboratoires | 383,0 | 473,6 | 23,7% |
| Imagerie médicale | 193,6 | 260,5 | 34,6% |
| IRM | 10,6 | 41,3 | 289,6% |
| Lithotritie extra-corporelle | 0,1 | 0,4 | 300,0% |
| Oxygénothérapie hyperbare | 0,1 | 0,1 | 0,0% |
| Hémodialyse | 107,5 | 164,1 | 52,7% |
| Physiothérapie | 2,6 | 3,7 | 42,3% |
| Policlinique, unités médico-techniques | 146,8 | 252,3 | 71,9% |
| Chimiothérapie | 164,6 | 230,9 | 40,3% |
| Chirurgie cardiaque | - | 36,6 | p.m. |
| Cardiologie interventionnelle | - | 93,4 | p.m. |
| Dotation aux provisions | 258,0 | 60,0 | -76,7% |
| Prélèvement aux provisions | - | -258,0 | p.m. |
| Sous-total | 2 525,6 | 2 918,4 | 15,6% |
| décompte exercices antérieurs | -124,5 | 4,4 | -103,5% |
| Total frais variables | 2 401,1 | 2 922,8 | 21,7% |
| dont: | | | |
| à charge de l'assurance maladie | 2 058,5 | 2 997,4 | 45,6% |
| dotation aux provisions | 258,0 | 60,0 | p.m. |
| prélèvement aux provisions | - | -258,0 | p.m. |
| à charge d'organismes de protection sociale à l'étranger | 33,4 | 47,0 | 40,7% |
| à charge de l'assurance accident | 50,8 | 75,9 | 49,4% |
| dommage de guerre | 0,3 | 0,4 | 33,3% |

3.6. Les moyens curatifs et thérapeutiques

Ce groupe de prestations comprend en général tous les soins et fournitures prestés par des professionnels de santé non-médecins.

Tableau 3.6.1. - Soins des professions de santé non-médecins
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation | |
|---|--------------|--------------|--------------|-------------------|----------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Soins infirmiers ^{*)} | 173 | 175 | 235 | 1,0% | 33,9% |
| Soins de sages-femmes | 2 | 2 | 2 | 6,3% | 17,0% |
| Massages, kinésithérapie | 445 | 466 | 476 | 4,9% | 2,2% |
| Orthophonie | 7 | 9 | 9 | 26,9% | 7,1% |
| Psychomotriciens | 9 | 9 | 9 | 5,8% | -0,6% |
| TOTAL ^{**) (Dotations aux provisions pour prestations) ^{***)}} | 635 | 661 | 731 | 4,1% | 10,6% |
| (TOTAL CORRIGE) ^{***)} | (635) | (661) | (841) | (4,1%) | (27,3%) |

^{*)} L'application à partir du 1.1. 1999 de la loi sur l'assurance dépendance a eu pour effet que les soins infirmiers prestés dans les établissements d'aides et de soins sont dorénavant à charge de l'assurance maladie. Ces soins infirmiers, pris en charge sous forme de forfaits journaliers, représentent une dépense supplémentaire d'environ 156 millions de francs, dont 110 millions comptabilisées sous forme de provisions.

^{**) Données comptables.}

^{***) Données ajustées en fonction des provisions.}

Tableau 3.6.2. - Moyens curatifs et adjuvants
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation | |
|---|--------------|--------------|--------------|-------------------|-------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Petits moyens accessoires | 113 | 123 | 137 | 9,3% | 11,3% |
| Appareils et autres accessoires | 101 | 112 | 85 | 10,4% | -23,5% |
| Prothèses auditives et vocales | 59 | 60 | 57 | 1,5% | -4,8% |
| Orthèses, prothèses, épithèses | 58 | 57 | 65 | -1,0% | 13,5% |
| Fournitures patrons-bottiers | 17 | 18 | 17 | 3,5% | -6,0% |
| Fournitures opticiens | 325 | 328 | 339 | 1,1% | 3,3% |
| Produits sanguins | 51 | 49 | 74 | -3,3% | 51,1% |
| Analyses de laboratoires (en dehors de l'hôpital) | 709 | 748 | 822 | 5,5% | 9,8% |
| TOTAL | 1 433 | 1 496 | 1 597 | 4,4% | 6,8% |

Tableau 3.6.3. - Rééducation et cures au Luxembourg
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation | |
|---|------------|------------|------------|-------------------|-------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Centre de rééducation et de réadaptation (Hamm) | 149 | 157 | 175 | 5,7% | 11,1% |
| Frais de cures | 147 | 122 | 136 | -16,6% | 10,9% |
| Frais de séjour | 69 | 74 | 78 | 6,5% | 5,2% |
| Cures de convalescence | 13 | 15 | 14 | 12,1% | -6,9% |
| TOTAL | 378 | 368 | 402 | -2,6% | 9,1% |

3.7. Les autres prestations

Tableau 3.7.1.- La médecine préventive
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation | |
|---|-----------|-----------|-----------|-------------------|-------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Examen de la femme enceinte, dont: | 20 | 20 | 22 | 3,5% | 5,2% |
| examen médical de la femme enceinte | 14 | 15 | 15 | 6,4% | 3,9% |
| examen dentaire de la femme enceinte | 6 | 6 | 6 | -3,4% | 8,8% |
| Examen des enfants en bas âge | 6 | 7 | 7 | 8,6% | 2,9% |
| Programmes de médecine préventive ^{*)} | 28 | 27 | 28 | -2,3% | 5,0% |
| TOTAL | 54 | 55 | 57 | 1,1% | 4,8% |

^{*)} Il s'agit surtout du programme de mammographie concernant le dépistage du cancer du sein et du programme de vaccination pour enfants et adolescents contre l'hépatite B.

Tableau 3.7.2.- Les frais de voyage et de transport
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation | |
|---------------------------------|------------|------------|------------|-------------------|-------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Frais de transport, dont: | 261 | 186 | 206 | -28,6% | 10,9% |
| frais de voyage | 15 | 20 | 22 | 37,7% | 9,6% |
| frais de transport en taxi | 123 | 98 | 110 | -20,6% | 12,7% |
| frais de transport en ambulance | 123 | 68 | 74 | -44,5% | 8,8% |
| Frais de transport par air | 14 | 11 | 11 | -18,5% | -7,7% |
| TOTAL | 275 | 198 | 217 | -28,1% | 9,8% |

Tableau 3.7.3.- Indemnités funéraires: évolution chronologique
(en millions de francs)

| Exercice | Montant en valeur nominale | Variation en % | Montant au nombre indice 100 | Variation en % |
|---|-------------------------------|----------------|---------------------------------|----------------|
| 1975 | 65 | | 27 | |
| 1980 | 84 | 5,4% | 26 | -0,8% |
| 1985 | 113 | 6,1% | 27 | 0,6% |
| 1990 | 120 | 1,3% | 26 | -0,6% |
| 1991 | 122 | 1,5% | 26 | -2,2% |
| 1992 | 129 | 5,5% | 26 | 2,3% |
| 1993 | 142 | 10,4% | 28 | 7,1% |
| 1994 | 131 | -7,9% | 25 | -10,7% |
| 1995 | 134 | 2,1% | 25 | 0,3% |
| 1996 | 140 | 4,9% | 26 | 4,0% |
| 1997 | 141 | 0,7% | 26 | -1,5% |
| 1998 | 143 | 0,9% | 26 | 0,7% |
| 1999 | 139 | -2,2% | 25 | -3,2% |
| Variation moyenne annuelle 1990-1999 | | 1,7% | | -0,5% |

3.8. Les prestations de santé à l'étranger

Tableau 3.8.1. - Prestations de soins de santé à l'étranger
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation 1998/1997 1999/1998 | |
|---|--------------|--------------|--------------|--|--------------|
| Conventions internationales (tiers payant): | 3 834 | 4 032 | 4 381 | 5,1% | 8,7% |
| Séjour temporaire | 111 | 155 | 142 | 39,8% | -8,3% |
| Frontaliers | 2 526 | 2 764 | 2 900 | 9,4% | 4,9% |
| Traitement E 112 ^{*)} | 747 | 845 | 813 | 13,1% | -3,8% |
| Forfaits (pensionnés et membres de famille) | 128 | 189 | 298 | 46,9% | 58,0% |
| Divers | 322 | 79 | 229 | -75,4% | 188,1% |
| Autres prestations à l'étranger (remboursement de prestations): | 120 | 148 | 160 | 23,2% | 8,3% |
| <i>Prestations à l'étranger en dehors E 125 ^{**)}</i> | <i>114</i> | <i>123</i> | <i>120</i> | <i>7,8%</i> | <i>-2,8%</i> |
| - Traitements à l'étranger: soins médicaux | 33 | 33 | 44 | -2,5% | 34,5% |
| - Traitements à l'étranger: soins médico-dentaires | 4 | 2 | 2 | -45,7% | 2,4% |
| - Traitements à l'étranger: frais pharmaceutiques | 9 | 7 | 8 | -18,1% | 13,9% |
| - Traitements à l'étranger: frais d'hospitalisations | 47 | 63 | 44 | 33,4% | -29,3% |
| - Traitements à l'étranger: autres prestations | 21 | 18 | 21 | -12,6% | 14,6% |
| <i>Frais de séjour à l'étranger</i> | <i>6</i> | <i>7</i> | <i>7</i> | <i>13,7%</i> | <i>-3,2%</i> |
| <i>Prestations à l'étranger suivant législation luxembourgeoise ^{***)}</i> | | <i>18</i> | <i>34</i> | <i>p.m.</i> | <i>p.m.</i> |
| TOTAL | 3 954 | 4 180 | 4 542 | 5,7% | 8,7% |

^{*)} Transfert à l'étranger après autorisation du contrôle médical de la sécurité sociale.

^{**)} Remboursement, selon les tarifs étrangers, de frais avancés par l'assuré pour prestations reçues à l'étranger.

^{***)} Remboursement, selon les tarifs luxembourgeois, de frais avancés par l'assuré pour :

a) Prestations urgentes servies à l'étranger où l'assuré demande le remboursement de ses frais directement à la caisse compétente sans passer par l'institution étrangère.

b) Prestations non-urgentes des assurés usant de leur droits reconnus en fonction de la jurisprudence Decker-Kohll.

Il s'agit de deux catégories de prestations impossible à départager.

Tableau 3.8.2. - Total des prestations en nature servies à l'étranger
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation 1998/1997 1999/1998 | |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|--|-------------|
| Prestations de soins de santé | 3 954 | 4 180 | 4 542 | 5,7% | 8,7% |
| Prestations de maternité | 122 | 127 | 143 | 4,1% | 12,5% |
| Indemnités funéraires | 4 | 4 | 3 | 4,8% | -21,4% |
| TOTAL DES PRESTATIONS | 4 080 | 4 310 | 4 688 | 5,6% | 8,8% |

Le tableau 3.8.3. ci-après opère une ventilation des prestations en nature, selon le pays de résidence du bénéficiaire et du prestataire.

En comparant les résultats obtenus on constate que la ventilation des prestations est largement tributaire de l'organisation socio-sanitaire des différents pays.

Ainsi on peut trouver, selon les pays, sous un même poste "hospitalisation", non seulement les frais de nursing, d'hôtellerie ou autres frais liés directement à l'hospitalisation, mais également les dépenses pour médicaments, les frais médicaux, etc..

L'interprétation de ces chiffres nécessite donc la plus grande circonspection.

Tableau 3.8.3. - Ventilation des prestations en nature à l'étranger en 1999 selon le pays de résidence des assurés ^{*)}
et des prestataires
(montants en milliers de francs)

| | | Résidence prestataires | | | | | Total |
|--|------------------------------------|------------------------|----------------|----------------|------------------|---------------|------------------|
| | | Luxembourg | Belgique | Allemagne | France | Autres pays | |
| Résidence assurés: LUXEMBOURG | | | | | | | |
| Actifs et membres de famille | Total des prestations, dont | | 155 763 | 253 588 | 274 865 | 69 289 | 753 505 |
| | - soins médicaux | | 61 446 | 17 854 | 36 591 | 9 885 | 125 776 |
| | - soins dentaires | | 2 034 | 2 703 | 1 200 | 730 | 6 668 |
| | - médicaments | | 22 105 | 2 303 | 15 845 | 4 815 | 45 069 |
| | - hospitalisation | | 52 761 | 219 705 | 203 628 | 20 528 | 496 623 |
| | - autres | | 17 417 | 11 023 | 17 601 | 33 329 | 79 369 |
| Pensionnés et membres de famille | Total des prestations, dont | | 127 241 | 201 370 | 181 989 | 71 984 | 582 585 |
| | - soins médicaux | | 34 554 | 15 703 | 21 755 | 7 715 | 79 727 |
| | - soins dentaires | | 187 | 357 | 171 | 146 | 862 |
| | - médicaments | | 8 056 | 1 020 | 5 196 | 2 672 | 16 945 |
| | - hospitalisation | | 26 315 | 96 560 | 100 271 | 19 039 | 242 185 |
| | - autres | | 58 129 | 87 730 | 54 597 | 42 411 | 242 867 |
| Résidence assurés: BELGIQUE | | | | | | | |
| Actifs et membres de famille | Total des prestations, dont | 315 | 766 918 | 1 245 | 6 119 | 555 | 775 151 |
| | - soins médicaux | 0 | 284 737 | 111 | 719 | -247 | 285 320 |
| | - soins dentaires | 0 | 43 209 | 105 | 62 | 5 | 43 381 |
| | - médicaments | 0 | 125 320 | 5 | 282 | 63 | 125 671 |
| | - hospitalisation | 0 | 133 878 | 941 | 3 281 | -6 776 | 131 325 |
| | - autres | 315 | 179 774 | 82 | 1 774 | 7 509 | 189 454 |
| Pensionnés et membres de famille | Total des prestations, dont | 0 | 117 316 | 29 | 98 | 78 | 117 520 |
| | - soins médicaux | 0 | 982 | 3 | 15 | 5 | 1 005 |
| | - soins dentaires | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| | - médicaments | 0 | 401 | 3 | 4 | 8 | 417 |
| | - hospitalisation | 0 | 1 414 | 9 | 11 | 65 | 1 499 |
| | - autres | 0 | 114 514 | 13 | 67 | 0 | 114 595 |
| Résidence assurés: ALLEMAGNE | | | | | | | |
| Actifs et membres de famille | Total des prestations, dont | 1 008 | 452 | 676 897 | 1 442 | 1 587 | 681 386 |
| | - soins médicaux | 0 | 239 | 201 640 | 233 | 215 | 202 327 |
| | - soins dentaires | 0 | 6 | 49 090 | 12 | 32 | 49 141 |
| | - médicaments | 0 | 29 | 45 921 | 61 | 65 | 46 076 |
| | - hospitalisation | 0 | 131 | 261 893 | 903 | -3 983 | 258 944 |
| | - autres | 1 008 | 47 | 118 353 | 232 | 5 259 | 124 899 |
| Pensionnés et membres de famille | Total des prestations, dont | 0 | 0 | 3 013 | 0 | 0 | 3 013 |
| | - soins médicaux | 0 | 0 | 321 | 0 | 0 | 321 |
| | - soins dentaires | 0 | 0 | 32 | 0 | 0 | 32 |
| | - médicaments | 0 | 0 | 69 | 0 | 0 | 69 |
| | - hospitalisation | 0 | 0 | 2 332 | 0 | 0 | 2 332 |
| | - autres | 0 | 0 | 260 | 0 | 0 | 260 |
| Résidence assurés: FRANCE | | | | | | | |
| Actifs et membres de famille | Total des prestations, dont | 1 545 | 5 117 | 1 198 | 1 751 984 | 766 | 1 760 610 |
| | - soins médicaux | 0 | 1 895 | 176 | 435 655 | 201 | 437 927 |
| | - soins dentaires | 0 | 155 | 67 | 74 076 | 2 | 74 300 |
| | - médicaments | 0 | 434 | 15 | 307 498 | 103 | 308 050 |
| | - hospitalisation | 0 | 2 195 | 861 | 520 528 | 395 | 523 978 |
| | - autres | 1 545 | 437 | 80 | 414 227 | 65 | 416 355 |
| Pensionnés et membres de famille | Total des prestations, dont | 0 | 51 | 331 | 805 | 2 | 1 189 |
| | - soins médicaux | 0 | 0 | 0 | 218 | 2 | 220 |
| | - soins dentaires | 0 | 0 | 0 | 25 | 0 | 25 |
| | - médicaments | 0 | 1 | 0 | 139 | 0 | 140 |
| | - hospitalisation | 0 | 0 | 331 | 351 | 0 | 682 |
| | - autres | 0 | 50 | 0 | 72 | 0 | 123 |
| Résidence assurés: PAYS NON LIMITROPHES | | | | | | | |
| Actifs et membres de famille | Total des prestations, dont | 230 | 648 | 916 | 353 | 9 249 | 11 397 |
| | - soins médicaux | 0 | 295 | 404 | 216 | 2 174 | 3 090 |
| | - soins dentaires | 0 | 34 | 79 | 40 | 93 | 245 |
| | - médicaments | 0 | 75 | 55 | 61 | 431 | 622 |
| | - hospitalisation | 0 | 214 | 212 | 11 | 5 890 | 6 327 |
| | - autres | 230 | 29 | 167 | 25 | 661 | 1 112 |
| Pensionnés et membres de famille | Total des prestations, dont | 39 | 1 | 1 | 2 | 1 159 | 1 202 |
| | - soins médicaux | 0 | 1 | 1 | 0 | 490 | 492 |
| | - soins dentaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 | 25 |
| | - médicaments | 0 | 0 | 0 | 0 | 181 | 181 |
| | - hospitalisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 431 | 431 |
| | - autres | 39 | 0 | 0 | 2 | 32 | 73 |

^{*)} Personnes assurées auprès de l'assurance maladie luxembourgeoise.

Section 4 - Les indemnités pécuniaires de maladie

Les tableaux 4.1. et 4.2. retracent l'évolution financière des deux gestions de prestations en espèces de l'UCM.

La gestion 29.4b CAS (tableau 4.1.) concerne les salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie, c. à d. la grande majorité des salariés ouvriers. Etant donné que la caisse de maladie compétente doit intervenir dès le premier jour de maladie, cette gestion joue le rôle le plus important du point de vue financier.

La gestion 29.4a CAS (tableau 4.2.) concerne les salariés (principalement employés) bénéficiant, en cas de maladie, de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les non-salariés.

Tableau 4.1. - Evolution des prestations en espèces^{*)} de 1997 à 1999: gestion Art. 29.4b CAS
(montants en milliers de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation 1998/1997 1999/1998 | |
|---|------------------|------------------|------------------|---|---------------|
| SITUATION DEMOGRAPHIQUE (moyenne annuelle) | | | | | |
| Cotisants | 93 827 | 96 942 | 100 653 | 3,3% | 3,8% |
| DEPENSES: | | | | | |
| Prestations ^{**)} | 3 668 479 | 3 915 645 | 4 280 274 | 6,7% | 9,3% |
| Frais d'administration | 135 504 | 154 161 | 149 250 | 13,8% | -3,2% |
| Autres dépenses | 5 420 | 10 228 | 9 324 | 88,7% | -8,8% |
| Total des dépenses courantes | 3 809 404 | 4 080 034 | 4 438 847 | 7,1% | 8,8% |
| RECETTES: | | | | | |
| Cotisations | 3 210 774 | 3 994 158 | 3 551 407 | 24,4% | -11,1% |
| Etat (participation frais d'administration) | 450 | 480 | 455 | 6,6% | -5,2% |
| Etat (cotisations forfaitaires) | 321 077 | 399 415 | 355 141 | 24,4% | -11,1% |
| Autres recettes | 340 381 | 237 816 | 229 326 | -30,1% | -3,6% |
| Total des recettes courantes | 3 872 681 | 4 631 868 | 4 136 329 | 19,6% | -10,7% |
| Nombre-index du coût de la vie (moyenne annuelle) | 547,56 | 548,67 | 554,38 | 0,2% | 1,0% |
| Taux de cotisation: | 4,2% | 5,0% | 4,2% | | |

^{*)} Sans les prestations de maternité.

^{**)} Y compris les cotisations sur prestations.

Tableau 4.2. - Evolution des prestations en espèces ^{*)} de 1997 à 1999: gestion Art. 29.4a CAS
(montants en milliers de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation 1998/1997 1999/1998 | |
|---|----------------|----------------|----------------|---|---------------|
| SITUATION DEMOGRAPHIQUE (moyenne annuelle) | | | | | |
| Cotisants | 105 611 | 111 900 | 119 439 | 6,0% | 6,7% |
| DEPENSES: | | | | | |
| Prestations ^{**)} | 315 772 | 389 175 | 418 944 | 23,2% | 7,6% |
| Frais d'administration | 12 020 | 15 841 | 15 071 | 31,8% | -4,9% |
| Autres dépenses | 753 | 725 | 1 166 | -3,7% | 60,9% |
| Total des dépenses courantes | 328 544 | 405 742 | 435 181 | 23,5% | 7,3% |
| RECETTES: | | | | | |
| Cotisations | 267 198 | 429 662 | 375 359 | 60,8% | -12,6% |
| Etat (participation frais d'administration) | 40 | 49 | 46 | 23,5% | -6,8% |
| Etat (cotisations forfaitaires) | 26 720 | 42 966 | 37 536 | 60,8% | -12,6% |
| Autres recettes | 32 678 | 36 481 | 40 075 | 11,6% | 9,9% |
| Total des recettes courantes | 326 635 | 509 158 | 453 016 | 55,9% | -11,0% |
| Nombre-index du coût de la vie (moyenne annuelle) | 547,56 | 548,67 | 554,38 | 0,2% | 1,0% |
| Taux de cotisation: | 0,20% | 0,30% | 0,24% | | |

^{*)} Sans les prestations de maternité.

^{**)} Y compris les cotisations sur prestations.

Les tableaux 4.3. et 4.4. indiquent l'évolution des indemnités pécuniaires de maladie par gestion et par caisse.

Tableau 4.3. - Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie ¹⁾: gestion Art. 29.4b CAS
(montants en millions de francs)

| Exercice | CMO | CMOA | Total |
|----------------------------|---------|-------|---------|
| 1994 | 2 548,0 | 332,5 | 2 880,5 |
| 1995 | 2 710,7 | 324,4 | 3 035,1 |
| 1996 | 2 943,5 | 320,0 | 3 263,5 |
| 1997 | 2 996,0 | 262,3 | 3 258,3 |
| 1998 | 3 235,6 | 228,8 | 3 464,4 |
| 1999 | 3 581,0 | 217,6 | 3 798,6 |
| Variation moyenne annuelle | 7,0% | -8,1% | 5,7% |

¹⁾ Sans la part patronale dans les cotisations.

Tableau 4.4. - Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie ¹⁾: gestion Art. 29.4a CAS
(montants en millions de francs)

| Exercice | CMO | CMEP (salariés) | CMEA | EM-CFL | CMEP (TII) | CMPI | CMA | Total |
|----------------------------|-------|---------------------|-------|--------|------------|------|-------|-------|
| 1994 | 0,6 | 151,4 ²⁾ | 15,2 | 3,2 | (-) | 33,3 | 2,1 | 205,8 |
| 1995 | 1,5 | 168,9 ²⁾ | 12,7 | 0,0 | (-) | 43,1 | 1,5 | 227,7 |
| 1996 | 3,2 | 194,1 | 17,1 | 0,0 | 4,0 | 35,6 | 5,1 | 259,1 |
| 1997 | 10,3 | 226,1 | 16,0 | 0,0 | 5,3 | 29,6 | 1,8 | 289,1 |
| 1998 | 12,2 | 284,2 | 13,7 | 0,0 | 6,4 | 37,8 | 1,8 | 356,1 |
| 1999 | 8,3 | 309,6 | 13,0 | 0,0 | 8,7 | 38,3 | 5,7 | 383,6 |
| Variation moyenne annuelle | 69,1% | 15,4% | -3,1% | p.m. | 29,6% | 2,8% | 22,1% | 13,3% |

¹⁾ Sans la part patronale dans les cotisations.

²⁾ Y compris CMEP - TII.

Les tableaux ci-après indiquent la durée moyenne des cas de maladie clôturés au cours des exercices 1996 à 1999. Les écarts considérables entre les deux gestions s'expliquent par le fait que pour la gestion 29.4b la caisse intervient dès le premier jour de maladie, tandis qu'auprès de la gestion 29.4a, les indemnisations ne débutent qu'à partir du premier jour du quatrième mois après le début de la maladie. La gestion 29.4b compte donc un grand nombre de cas d'incapacité de courte durée, ce qui fait baisser la durée moyenne. La gestion 29.4b par contre ne traite que des cas de longue durée beaucoup plus rares.

Partie statistique

Tableau 4.5. - **Durée moyenne des cas de maladie à partir de 1996: CMO et CMEP-salariés ^{*)}**
(Jours civils)

| Mois/ Année | Durée moyenne | | | | Variation en % ^{**)} | | | |
|----------------|---------------|--------|---------------|--------|-------------------------------|--------|---------------|--------|
| | Gestion 29.4a | | Gestion 29.4b | | Gestion 29.4a | | Gestion 29.4b | |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 1996 | | | | | | | | |
| 1 | 289,55 | 203,29 | 10,55 | 10,41 | | | | |
| 2 | 229,71 | 173,00 | 8,28 | 9,76 | | | | |
| 3 | 188,45 | 199,85 | 9,84 | 10,65 | | | | |
| 4 | 181,89 | 200,20 | 9,09 | 9,64 | | | | |
| 5 | 233,09 | 232,67 | 9,94 | 10,91 | | | | |
| 6 | 214,50 | 170,69 | 9,38 | 11,38 | | | | |
| 7 | 196,45 | 188,46 | 8,98 | 10,41 | | | | |
| 8 | 188,85 | 161,47 | 13,68 | 13,75 | | | | |
| 9 | 158,81 | 217,50 | 12,10 | 14,14 | | | | |
| 10 | 222,30 | 198,44 | 10,63 | 10,90 | | | | |
| 11 | 179,75 | 182,12 | 10,75 | 10,46 | | | | |
| 12 | 158,33 | 209,94 | 8,67 | 8,65 | | | | |
| 1997 | | | | | | | | |
| 1 | 173,78 | 171,53 | 10,34 | 10,19 | -40,0% | -15,6% | -2,0% | -2,1% |
| 2 | 154,44 | 154,20 | 9,48 | 10,55 | -32,8% | -10,9% | 14,6% | 8,1% |
| 3 | 185,58 | 200,89 | 10,63 | 11,64 | -1,5% | 0,5% | 8,0% | 9,4% |
| 4 | 186,67 | 164,05 | 9,60 | 11,12 | 2,6% | -18,1% | 5,6% | 15,3% |
| 5 | 196,63 | 188,07 | 10,83 | 10,42 | -15,6% | -19,2% | 8,9% | -4,5% |
| 6 | 210,44 | 147,89 | 9,68 | 10,75 | -1,9% | -13,4% | 3,3% | -5,5% |
| 7 | 125,80 | 177,44 | 9,18 | 9,52 | -36,0% | -5,8% | 2,1% | -8,5% |
| 8 | 171,38 | 161,14 | 14,05 | 13,60 | -9,2% | -0,2% | 2,7% | -1,1% |
| 9 | 201,60 | 193,79 | 12,23 | 13,43 | 26,9% | -10,9% | 1,0% | -5,1% |
| 10 | 232,10 | 169,10 | 9,17 | 9,91 | 4,4% | -14,8% | -13,7% | -9,1% |
| 11 | 187,75 | 205,15 | 10,10 | 11,75 | 4,5% | 12,6% | -6,1% | 12,3% |
| 12 | 243,50 | 199,71 | 8,98 | 9,91 | 53,8% | -4,9% | 3,6% | 14,5% |
| 1998 | | | | | | | | |
| 1 | 272,94 | 272,94 | 11,95 | 12,14 | 57,1% | 59,1% | 15,5% | 19,1% |
| 2 | 205,46 | 205,46 | 8,97 | 9,78 | 33,0% | 33,2% | -5,4% | -7,3% |
| 3 | 226,27 | 226,27 | 9,00 | 10,09 | 21,9% | 12,6% | -15,3% | -13,4% |
| 4 | 178,42 | 178,42 | 8,50 | 10,77 | -4,4% | 8,8% | -11,4% | -3,1% |
| 5 | 178,24 | 178,24 | 10,33 | 11,52 | -9,4% | -5,2% | -4,6% | 10,6% |
| 6 | 224,05 | 224,05 | 9,87 | 11,49 | 6,5% | 51,5% | 1,9% | 6,8% |
| 7 | 210,10 | 210,10 | 9,11 | 9,41 | 67,0% | 18,4% | -0,8% | -1,2% |
| 8 | 205,10 | 205,10 | 12,42 | 14,50 | 19,7% | 27,3% | -11,6% | 6,7% |
| 9 | 196,18 | 196,18 | 10,56 | 12,81 | -2,7% | 1,2% | -13,6% | -4,6% |
| 10 | 197,00 | 197,00 | 9,32 | 10,19 | -15,1% | 16,5% | 1,6% | 2,8% |
| 11 | 167,76 | 167,76 | 9,92 | 11,24 | -10,6% | -18,2% | -1,7% | -4,4% |
| 12 | 168,85 | 168,85 | 7,63 | 9,39 | -30,7% | -15,5% | -15,0% | -5,2% |
| 1999 | | | | | | | | |
| 1 | 284,27 | 222,00 | 10,47 | 10,16 | 4,2% | -18,7% | -12,4% | -16,3% |
| 2 | 229,22 | 205,41 | 7,74 | 8,83 | 11,6% | 0,0% | -13,7% | -9,7% |
| 3 | 219,31 | 227,00 | 9,75 | 10,37 | -3,1% | 0,3% | 8,4% | 2,8% |
| 4 | 234,38 | 230,80 | 9,26 | 11,39 | 31,4% | 29,4% | 8,9% | 5,8% |
| 5 | 256,35 | 246,46 | 10,49 | 11,07 | 43,8% | 38,3% | 1,5% | -3,9% |
| 6 | 258,23 | 244,29 | 9,32 | 9,70 | 15,3% | 9,0% | -5,6% | -15,6% |

^{*)} Sans les prestations de maternité.

^{**)} Par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

Remarque: Le mois de référence renvoie au début de l'incapacité. Pour cette raison les données concernant le deuxième semestre de l'exercice 1999 ne sont pas encore disponibles étant donné que la fin des secours pour certains cas de longue durée n'est pas encore connue. La durée maximale d'indemnisation est de 52 semaines.

Section 5 - Les prestations de l'assurance maternité

5.1. Objet et financement

La gestion "Maternité" regroupe des prestations en nature et des prestations en espèces.

Les prestations en nature

L'article 26 du code des assurances sociales prévoit la prise en charge lors de l'accouchement des soins d'une sage-femme, de l'assistance médicale, du séjour dans une maternité ou clinique, de fournitures pharmaceutiques et de produits diététiques pour nourrissons.

Les prestations en espèces

Les prestations pécuniaires de maternité sont réservées aux femmes actives assurées à titre obligatoire. Elles sont égales à l'indemnité pécuniaire de maladie et elles sont servies pendant la durée légale du congé de maternité à toutes les assurées ne profitant pas de la conservation conventionnelle ou statutaire de leur rémunération en cas de maladie ou de maternité.

Les allocations de naissance, les allocations prénatales, les allocations postnatales et les allocations de maternité relèvent de la Caisse nationale des prestations familiales et sont traitées au chapitre 4.

La loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action nationale en faveur de l'emploi 1998, a introduit le congé pour raisons familiales destiné aux parents d'enfants malades. Cette nouvelle prestation, qui est servie par les caisses de maladie, au même titre que les indemnités pécuniaires de maladie, a été très peu sollicitée en 1999 (7,3 millions de francs).

Le financement des prestations de maternité et du congé pour raisons familiales sont entièrement à charge de l'Etat.

Le tableau suivant retrace l'évolution des prestations de maternité de 1997 à 1999.

Tableau 5.1.1. - Evolution des prestations de maternité de 1997 à 1999
(montants en milliers de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation 1998/1997 1999/1998 | |
|---|------------------|------------------|------------------|---|--------------|
| DEPENSES: | | | | | |
| Prestations en nature ¹⁾ | 626 431 | 574 837 | 710 157 | -8,2% | 23,5% |
| Prestations en espèces ²⁾ | 1 367 591 | 1 392 012 | 1 705 093 | 1,8% | 22,5% |
| Frais d'administration | 77 452 | 81 509 | 88 407 | 5,2% | 8,5% |
| Autres dépenses | 717 | 579 | 1 153 | -19,3% | 99,2% |
| Total des dépenses courantes | 2 072 190 | 2 048 937 | 2 504 810 | -1,1% | 22,2% |
| RECETTES: | | | | | |
| Participation de l'Etat: | 2 055 381 | 2 033 224 | 2 507 278 | -1,1% | 23,3% |
| - frais d'administration et autres frais non ventilés | 61 360 | 66 375 | 92 028 | 8,2% | 38,6% |
| - prestations | 1 994 021 | 1 966 849 | 2 415 250 | -1,4% | 22,8% |
| Autres recettes | 16 906 | 20 476 | 25 622 | 21,1% | 25,1% |
| Total des recettes courantes | 2 072 287 | 2 053 700 | 2 532 900 | -0,9% | 23,3% |
| Nombre-indice du coût de la vie (moyenne annuelle) | 547,56 | 548,67 | 554,38 | 0,2% | 1,0% |

¹⁾ Sans les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge.

²⁾ Y compris cotisations sur prestations.

5.2. Les prestations en nature de maternité

Le tableau suivant donne le détail des prestations en nature de maternité pendant les trois dernières années.

Tableau 5.2.1. - Le détail des prestations en nature de maternité
(en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 | Taux de variation | |
|----------------------------------|------------|------------|------------|-------------------|--------------|
| | | | | 1998/1997 | 1999/1998 |
| Prestations au Luxembourg | 505 | 448 | 568 | -11,2% | 26,7% |
| Honoraires médicaux | 28 | 27 | 47 | -4,5% | 77,1% |
| Soins de sages-femmes | 1 | 2 | 2 | 41,8% | 17,9% |
| Forfaits d'accouchement | 466 | 403 | 496 | -13,5% | 23,2% |
| Produits diététiques | 10 | 17 | 22 | 75,4% | 31,3% |
| Prestations à l'étranger | 122 | 127 | 143 | 4,2% | 12,5% |
| TOTAL | 626 | 575 | 710 | -8,2% | 23,5% |

Remarque: La croissance importante du montant des prestations en 1999 est due à plusieurs facteurs: Il faut tenir compte de la liquidation de certaines prestations provisionnées en 1998, de l'augmentation du forfait d'accouchement et notamment des tarifs médicaux et d'une augmentation du nombre de naissances.

Le tableau suivant montre l'évolution de ces prestations à partir de 1990.

Tableau 5.2.2. - Prestations en nature de l'assurance maternité
(en millions de francs)

| Exercice | Montant en valeur nominale | Variation en % | Montant au nombre indice 100 | Variation en % |
|-----------------------------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
| 1990 | 250 | 7,1% | 55 | 5,1% |
| 1991 | 249 | -0,3% | 52 | -4,0% |
| 1992 | 272 | 9,3% | 55 | 5,9% |
| 1993 | 292 | 7,5% | 58 | 4,2% |
| 1994 ¹⁾²⁾ | 216 | -26,2% | 41 | -28,4% |
| 1995 ³⁾ | 587 | 172,0% | 111 | 167,0% |
| 1996 | 543 | -7,5% | 101 | -8,2% |
| 1997 | 626 | 15,3% | 114 | 12,8% |
| 1998 ⁴⁾ | 575 | -8,2% | 105 | -8,4% |
| 1999 | 710 | 23,5% | 128 | 22,3% |
| Hausse moyenne annuelle 1990-1999 | | 12,3% | | 10,0% |
| Hausse moyenne annuelle 1995-1999 | | 4,9% | | 3,7% |

¹⁾ Le montant des prestations pour 1994 ne rend pas compte du niveau réel des dépenses bas vu qu'une partie importante des prestations figure au poste provisions en raison d'un retard de facturation.

²⁾ A partir de 1994 les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge (+/-6% des prestations liées à la fonction maternité) ne sont plus comptabilisées dans la gestion maternité mais dans la gestion prestations en nature.

³⁾ Le forfait d'accouchement en milieu hospitalier a été adapté rétroactivement pour l'exercice 1995 par règlement grand-ducal du 14 mars 1996; la hausse importante s'explique par une prise en compte plus réaliste des coûts grâce à l'introduction de la budgétisation et de la comptabilité analytique dans les hôpitaux..

⁴⁾ Le niveau très bas des prestations s'explique par un retard dans la facturation du CHL; une partie des prestations figure donc au poste "provisions pour prestations en nature".

Le tableau suivant indique le nombre d'accouchements au Luxembourg pris en charge par l'assurance maladie-maternité en 1997, 1998 et 1999.

Tableau 5.2.3. - Nombre d'accouchements au Luxembourg pris en charge par les caisses de maladie
Répartition par groupes d'âge

| Groupes d'âge | 1997 | En % du total | 1998 | En % du total | 1999 | En % du total |
|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| 15 - 19 | 80 | 1,5% | 77 | 1,5% | 82 | 1,6% |
| 20 - 24 | 704 | 13,4% | 684 | 13,4% | 665 | 12,6% |
| 25 - 29 | 1 829 | 34,7% | 1 668 | 32,7% | 1 704 | 32,4% |
| 30 - 34 | 1 845 | 35,0% | 1 843 | 36,1% | 1 926 | 36,6% |
| 35 - 39 | 693 | 13,2% | 737 | 14,4% | 758 | 14,4% |
| 40 - 44 | 112 | 2,1% | 96 | 1,9% | 118 | 2,2% |
| >=45 | 5 | 0,1% | 3 | 0,1% | 5 | 0,1% |
| Total | 5 268 | 100,0% | 5 108 | 100,0% | 5 258 | 100,0% |

5.3. Les indemnités pécuniaires de maternité

Jusqu'en 1993 les caisses de maladie des ouvriers, des employés ainsi que l'Entraide médicale des CFL étaient les seules à liquider des indemnités pécuniaires de maternité. A partir de 1994 les assurées du régime des non-salariés peuvent également bénéficier d'indemnités pécuniaires de maternité. Les femmes fonctionnaires, employées publiques ou employées au service de l'Etat ou des communes relevant des CMFEP ou CMFEC, profitent de la continuation de leur rémunération pendant leur congé de maternité.

Le tableau suivant indique l'évolution à partir de 1980 du total des indemnités de maternité payées aux assurées salariées; s'y ajoutent à partir de 1994 les indemnités servies aux assurées non-salariées.

Tableau 5.3.1. - Indemnités pécuniaires de maternité: évolution à partir de 1980
(en millions de francs)

| Exercice | Montant en valeur nominale | Variation en % | Montant au nombre indice 100 | Variation en % |
|-----------------------------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
| 1980 | 172 | | 54 | |
| 1985 | 303 | 12,0% | 73 | 6,2% |
| 1990 | 581 | 13,9% | 127 | 11,7% |
| 1991 | 691 | 18,9% | 146 | 15,0% |
| 1992 | 799 | 15,6% | 163 | 11,6% |
| 1993 | 919 | 15,0% | 182 | 11,7% |
| 1994 | 969 | 5,4% | 186 | 2,2% |
| 1995 | 1 049 | 8,3% | 198 | 6,5% |
| 1996 | 1 142 | 8,9% | 213 | 7,6% |
| 1997 | 1 236 | 8,2% | 226 | 6,1% |
| 1998 | 1 257 | 1,7% | 229 | 1,4% |
| 1999 | 1 540 | 22,5% | 278 | 21,3% |
| Hausse moyenne annuelle 1980-1999 | | 12,2% | | 9,0% |
| Hausse moyenne annuelle 1995-1999 | | 10,1% | | 8,8% |

¹⁾ Sans part patronale dans les cotisations.

Tableau 5.3.2. - Nombre et âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité

| | <20 ans | | 20-24 ans | | 25-29 ans | | 30-34 ans | | >=35 ans | | Total | Variation annuelle en % |
|--------------------|---------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|----------|------|-------|-------------------------|
| | nombre | en % | nombre | en % | nombre | en % | nombre | en % | nombre | en % | | |
| 1988 | 68 | 3,2 | 584 | 27,7 | 905 | 43,0 | 438 | 20,8 | 110 | 5,2 | 2 105 | |
| 1989 | 56 | 2,4 | 623 | 26,7 | 1 027 | 44,0 | 481 | 20,6 | 147 | 6,3 | 2 334 | 10,9% |
| 1990 | 50 | 2,0 | 686 | 27,1 | 1 187 | 46,9 | 464 | 18,3 | 146 | 5,8 | 2 533 | 8,5% |
| 1991 | 50 | 1,7 | 722 | 25,2 | 1 296 | 45,2 | 631 | 22,0 | 171 | 6,0 | 2 870 | 13,3% |
| 1992 | 48 | 1,6 | 702 | 23,2 | 1 396 | 46,1 | 689 | 22,7 | 195 | 6,4 | 3 030 | 5,6% |
| 1993 | 37 | 1,1 | 727 | 22,1 | 1 538 | 46,8 | 780 | 23,7 | 206 | 6,3 | 3 288 | 8,5% |
| 1994 ¹⁾ | 41 | 1,2 | 683 | 19,7 | 1 522 | 43,9 | 943 | 27,2 | 275 | 7,9 | 3 464 | 5,4% |
| 1995 | 27 | 0,7 | 494 | 13,6 | 1 622 | 44,6 | 1 104 | 30,4 | 388 | 10,7 | 3 634 | 4,9% |
| 1996 | 27 | 0,7 | 485 | 12,7 | 1 625 | 42,6 | 1 260 | 33,0 | 419 | 11,0 | 3 816 | 5,0% |
| 1997 | 18 | 0,4 | 501 | 12,4 | 1 732 | 43,0 | 1 370 | 34,0 | 411 | 10,2 | 4 032 | 5,7% |
| 1998 | 22 | 0,6 | 438 | 11,2 | 1 566 | 40,1 | 1 376 | 35,2 | 507 | 13,0 | 3 909 | -3,1% |
| 1999 | 19 | 0,5 | 432 | 10,4 | 1 590 | 38,4 | 1 517 | 36,7 | 578 | 14,0 | 4 136 | 5,8% |

¹⁾ Redressement de série à partir de 1994.

Remarque méthodologique

Si les tableaux statistiques de la section 3 ci-avant se réfèrent tous à l'année comptable, les tableaux de la section 6 sont établis sur base de la date de la prestation. Ce procédé permet d'avoir une approche plus véridique de l'évolution des prestations en évitant les contraintes de la comptabilité (clôture des comptes à une date précise, décompte par gestion etc...).

Les statistiques ci-après fournissent avant tout certains renseignements sur l'activité médicale et les soins à l'hôpital.

Elles sont établies sur base de la date de prestation. Contrairement à ce qui se passe en comptabilité, où les comptes sont figés après la date de clôture de l'exercice, les fichiers établis sur base de la date de prestation pour une année donnée, subissent en permanence des modifications au gré des informations qui parviennent à l'assurance maladie (rentrées de factures, redressements, extournes pour prestations payées à tort etc). Ceci implique qu'il faut observer un certain délai (6 mois à 1 an), avant l'établissement des statistiques pour avoir des informations exploitables.

Les informations concernant les *prestations de soins de santé ne sont pas ventilées par gestion*, ni par organisme. Elles couvrent donc aussi bien l'assurance maladie maternité que l'assurance accident.

Les *prestataires* concernés sont exclusivement ceux qui exercent au Luxembourg.

Comme bénéficiaires de soins sont pris en compte uniquement ceux dont la résidence se situe au Luxembourg.

Les prestations considérées ont été effectuées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année sous revue.

Les définitions utilisées sont les suivantes:

- pour les personnes protégées: la moyenne annuelle des personnes protégées à la fin du mois
- pour le nombre des consultations et visites: le total annuel
- pour la durée de séjour à l'hôpital: les jours civils, les fractions de journée comptant pour une journée entière.

6.1. Consultations, visites et actes médicaux

Tableau 6.1.1. - Evolution des tarifs des consultations et visites
(en francs)

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--|------------------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Consultation normale ^{*)} | | | | | | |
| <i>du médecin-généraliste</i> | | | | | | |
| - consultation | 735 | 740 | 765 | 765 | 805 | 805 |
| - renouvellement d'ordonnance | 320 | 325 | 335 | 335 | 340 | 340 |
| <i>du médecin spécialiste</i> | | | | | | |
| - consultation | 615-980 ^{**)} | 620-990 ^{**)} | 640-1020 ^{**)} | 640-1020 ^{**)} | 650-1040 ^{**)} | 650-1040 ^{**)} |
| - renouvellement d'ordonnance | 320 | 325 | 335 | 335 | 340 | 340 |
| <i>du dentiste</i> | | | | | | |
| - consultation | 650 | 660 | 685 | 705 | 715 | 715 |
| - renouvellement d'ordonnance | 340 | 345 | 355 | 370 | 375 | 375 |
| Visite normale (milieu extra-hospitalier) ^{*)} | | | | | | |
| du médecin-généraliste | 1305 | 1320 | 1360 | 1360 | 1385 | 1385 |
| du médecin spécialiste | 1305 | 1320 | 1360 | 1360 | 1385 | 1385 |
| du pédiatre (enfant <14 ans) | 1525 | 1540 | 1590 | 1590 | 1615 | 1615 |
| du dentiste | 1380 | 1400 | 1450 | 1500 | 1520 | 1520 |
| Visite normale (milieu hospitalier) ^{*)} | | | | | | |
| du médecin-généraliste | 1305 | 1320 | 1360 | 1360 | 1385 | 1385 |
| du médecin spécialiste | 1305 | 1320 | 1360 | 1360 | 1385 | 1385 |
| du pédiatre (enfant <14 ans) | 1525 | 1540 | 1590 | 1590 | 1615 | 1615 |
| du dentiste | 1380 | 1400 | 1450 | 1500 | 1520 | 1520 |

^{*)} Les tarifs des consultations et visites peuvent être majorés en fonction de critères tels que l'urgence invoquée par le patient ou encore l'horaire (tarif de nuit ou de dimanche).

^{**) Les tarifs varient selon les spécialités médicales.}

Tableau 6.1.2. - Nombre moyen des consultations et visites en 1998
(Répartition par sexe et par groupe d'âge des personnes protégées)

| HOMMES | Groupes d'âges | | | | | | | | En % du total |
|---------------------------------------|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 49 | 50 - 64 | 65 - 79 | 80 et plus | Total | |
| Médecin généraliste | | | | | | | | | |
| Consultation normale | 1,07 | 1,28 | 1,53 | 1,81 | 2,34 | 2,92 | 3,01 | 1,86 | 76,0% |
| Consultation majorée ^{*)} | 0,01 | 0,01 | 0,03 | 0,06 | 0,09 | 0,11 | 0,11 | 0,05 | 2,2% |
| Tarifs spéciaux ^{**)} | 0,03 | 0,07 | 0,09 | 0,15 | 0,31 | 0,38 | 0,63 | 0,18 | 7,3% |
| Consultation spéciale ^{***)} | 0,08 | 0,07 | 0,08 | 0,07 | 0,05 | 0,03 | 0,05 | 0,06 | 2,6% |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,0% |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 0,34 | 0,26 | 0,13 | 0,17 | 0,22 | 0,65 | 2,51 | 0,29 | 11,8% |
| Visite (hôpital) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | 0,1% |
| Total | 1,54 | 1,69 | 1,86 | 2,26 | 3,00 | 4,10 | 6,32 | 2,44 | 100,0% |
| Médecin spécialiste | | | | | | | | | |
| Consultation normale | 5,80 | 2,11 | 1,14 | 1,43 | 2,39 | 3,47 | 3,66 | 2,14 | 68,8% |
| Consultation majorée ^{*)} | 0,02 | 0,05 | 0,07 | 0,15 | 0,27 | 0,28 | 0,25 | 0,15 | 4,8% |
| Tarifs spéciaux ^{**)} | 0,04 | 0,04 | 0,03 | 0,05 | 0,13 | 0,18 | 0,27 | 0,08 | 2,4% |
| Consultation spéciale ^{***)} | 0,95 | 0,30 | 0,23 | 0,20 | 0,15 | 0,14 | 0,14 | 0,25 | 8,1% |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 1,37 | 0,44 | 0,29 | 0,27 | 0,25 | 0,30 | 0,29 | 0,37 | 11,9% |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 0,16 | 0,05 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,04 | 0,14 | 0,03 | 1,0% |
| Visite (hôpital) | 0,22 | 0,08 | 0,10 | 0,08 | 0,07 | 0,10 | 0,19 | 0,10 | 3,1% |
| Total | 8,56 | 3,08 | 1,87 | 2,20 | 3,28 | 4,50 | 4,93 | 3,11 | 100,0% |
| Médecin dentiste | | | | | | | | | |
| Consultation normale | 0,09 | 0,61 | 0,43 | 0,49 | 0,48 | 0,39 | 0,19 | 0,45 | 99,6% |
| Consultation spéciale ^{***)} | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,1% |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,0% |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | 0,1% |
| Visite (hôpital) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,2% |
| Total | 0,09 | 0,61 | 0,43 | 0,49 | 0,48 | 0,39 | 0,20 | 0,45 | 100,0% |
| FEMMES | Groupes d'âges | | | | | | | | En % du total |
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 49 | 50 - 64 | 65 - 79 | 80 et plus | Total | |
| Médecin généraliste | | | | | | | | | |
| Consultation normale | 1,02 | 1,28 | 1,98 | 2,22 | 2,91 | 3,34 | 3,36 | 2,30 | 71,2% |
| Consultation majorée ^{*)} | 0,01 | 0,01 | 0,04 | 0,06 | 0,09 | 0,12 | 0,10 | 0,06 | 1,9% |
| Tarifs spéciaux ^{**)} | 0,03 | 0,06 | 0,14 | 0,27 | 0,42 | 0,48 | 0,89 | 0,28 | 8,8% |
| Consultation spéciale ^{***)} | 0,08 | 0,06 | 0,08 | 0,06 | 0,05 | 0,04 | 0,04 | 0,06 | 1,9% |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,0% |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 0,32 | 0,26 | 0,20 | 0,25 | 0,37 | 1,16 | 3,31 | 0,52 | 16,1% |
| Visite (hôpital) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | 0,1% |
| Total | 1,47 | 1,67 | 2,45 | 2,87 | 3,84 | 5,15 | 7,72 | 3,22 | 100,0% |
| Médecin spécialiste | | | | | | | | | |
| Consultation normale | 5,34 | 2,10 | 2,13 | 2,52 | 3,29 | 3,88 | 3,58 | 2,91 | 76,9% |
| Consultation majorée ^{*)} | 0,02 | 0,04 | 0,11 | 0,22 | 0,37 | 0,36 | 0,22 | 0,21 | 5,6% |
| Tarifs spéciaux ^{**)} | 0,04 | 0,03 | 0,13 | 0,15 | 0,26 | 0,20 | 0,26 | 0,15 | 4,0% |
| Consultation spéciale ^{***)} | 0,82 | 0,29 | 0,29 | 0,24 | 0,18 | 0,17 | 0,14 | 0,27 | 7,1% |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 0,07 | 0,06 | 0,08 | 0,11 | 0,11 | 0,14 | 0,13 | 0,10 | 2,7% |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 0,14 | 0,05 | 0,01 | 0,01 | 0,02 | 0,05 | 0,29 | 0,04 | 1,1% |
| Visite (hôpital) | 0,18 | 0,07 | 0,12 | 0,09 | 0,06 | 0,09 | 0,15 | 0,10 | 2,6% |
| Total | 6,61 | 2,65 | 2,89 | 3,34 | 4,29 | 4,91 | 4,78 | 3,78 | 100,0% |
| Médecin dentiste | | | | | | | | | |
| Consultation normale | 0,09 | 0,62 | 0,57 | 0,64 | 0,55 | 0,39 | 0,15 | 0,53 | 99,6% |
| Consultation spéciale ^{***)} | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,1% |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,0% |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,02 | 0,00 | 0,2% |
| Visite (hôpital) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,1% |
| Total | 0,09 | 0,63 | 0,57 | 0,64 | 0,56 | 0,39 | 0,17 | 0,53 | 100,0% |

^{*)} Durée sensiblement supérieure à une consultation normale.

^{**)} Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

^{***)} Consultation urgente, de nuit ou le dimanche.

**Assurance
maladie-maternité**

Tableau 6.1.2. - Nombre moyen des consultations et visites en 1998 (suite)
(Répartition par sexe et par groupe d'âge des personnes protégées)

| HOMMES ET FEMMES | Groupes d'âges | | | | | | | | En % du total |
|---------------------------------------|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 49 | 50 - 64 | 65 - 79 | 80 et plus | Total | |
| Médecin généraliste | | | | | | | | | |
| Consultation normale | 1,05 | 1,28 | 1,75 | 2,01 | 2,62 | 3,16 | 3,26 | 2,08 | 73,3% |
| Consultation majorée ^{*)} | 0,01 | 0,01 | 0,03 | 0,06 | 0,09 | 0,11 | 0,11 | 0,06 | 2,0% |
| Tarifs spéciaux ^{**)} | 0,03 | 0,06 | 0,11 | 0,21 | 0,36 | 0,44 | 0,81 | 0,23 | 8,1% |
| Consultation spéciale ^{***)} | 0,08 | 0,07 | 0,08 | 0,07 | 0,05 | 0,04 | 0,05 | 0,06 | 2,2% |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,0% |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 0,33 | 0,26 | 0,17 | 0,21 | 0,29 | 0,94 | 3,07 | 0,40 | 14,2% |
| Visite (hôpital) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | 0,1% |
| Total | 1,50 | 1,68 | 2,15 | 2,56 | 3,41 | 4,70 | 7,30 | 2,84 | 100,0% |
| Médecin spécialiste | | | | | | | | | |
| Consultation normale | 5,58 | 2,11 | 1,64 | 1,96 | 2,84 | 3,71 | 3,60 | 2,53 | 73,3% |
| Consultation majorée ^{*)} | 0,02 | 0,04 | 0,09 | 0,19 | 0,32 | 0,33 | 0,23 | 0,18 | 5,2% |
| Tarifs spéciaux ^{**)} | 0,04 | 0,04 | 0,08 | 0,10 | 0,19 | 0,19 | 0,26 | 0,12 | 3,3% |
| Consultation spéciale ^{***)} | 0,89 | 0,30 | 0,26 | 0,22 | 0,17 | 0,16 | 0,14 | 0,26 | 7,5% |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 0,74 | 0,26 | 0,19 | 0,19 | 0,18 | 0,21 | 0,18 | 0,23 | 6,8% |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 0,15 | 0,05 | 0,01 | 0,01 | 0,02 | 0,05 | 0,24 | 0,04 | 1,1% |
| Visite (hôpital) | 0,20 | 0,08 | 0,11 | 0,09 | 0,07 | 0,10 | 0,16 | 0,10 | 2,8% |
| Total | 7,61 | 2,87 | 2,38 | 2,76 | 3,78 | 4,73 | 4,82 | 3,45 | 100,0% |
| Médecin dentiste | | | | | | | | | |
| Consultation normale | 0,09 | 0,61 | 0,50 | 0,56 | 0,52 | 0,39 | 0,16 | 0,49 | 99,6% |
| Consultation spéciale ^{***)} | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,1% |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,0% |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,02 | 0,00 | 0,2% |
| Visite (hôpital) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,2% |
| Total | 0,09 | 0,62 | 0,50 | 0,56 | 0,52 | 0,39 | 0,18 | 0,49 | 100,0% |

^{*)} Durée sensiblement supérieure à une consultation normale.

^{**)} Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

^{***)} Consultation urgente, de nuit ou le dimanche.

Tableau 6.1.3. - Evolution du nombre moyen des consultations et visites à partir de 1996 (hommes et femmes)
Indicateurs de variation

| | 1996 | 1997 | 1998 |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Médecin généraliste | | | |
| Consultation normale | 100,0 | 100,3 | 99,8 |
| Consultation majorée ^{*)} | 100,0 | 113,2 | 137,4 |
| Tarifs spéciaux ^{**)} | 100,0 | 107,3 | 107,0 |
| Consultation spéciale ^{***)} | 100,0 | 108,0 | 115,3 |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | | p.m. | p.m. |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 100,0 | 81,9 | 0,0 |
| Visite (hôpital) | 100,0 | 98,1 | 37,5 |
| Total | 100,0 | 97,9 | 97,4 |
| Médecin spécialiste | | | |
| Consultation normale | 100,0 | 101,7 | 101,0 |
| Consultation majorée ^{*)} | 100,0 | 102,6 | 107,9 |
| Tarifs spéciaux ^{**)} | 100,0 | 101,6 | 103,0 |
| Consultation spéciale ^{***)} | 100,0 | 106,4 | 118,6 |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 100,0 | 106,1 | 256,9 |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 100,0 | 97,3 | 90,3 |
| Visite (hôpital) | 100,0 | 109,1 | 115,0 |
| Total | 100,0 | 102,3 | 107,3 |
| Médecin dentiste | | | |
| Consultation normale | 100,0 | 108,3 | 126,1 |
| Consultation spéciale ^{***)} | 100,0 | 85,7 | 7,3 |
| Examens préparatoires à l'anesthésie | 100,0 | 100,7 | 0,0 |
| Visite (milieu extra-hospitalier) | 100,0 | 103,3 | 87,2 |
| Visite (hôpital) | 100,0 | 85,0 | 73,1 |
| Total | 100,0 | 107,2 | 112,4 |

^{*)} Durée sensiblement supérieure à une consultation normale.

^{**)} Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

^{***)} Consultation urgente, de nuit ou le dimanche.

6.2. Actes chirurgicaux: Fréquence et répartition

Les actes chirurgicaux ont été recensés sur base de la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes. Ont été sélectionnés les actes techniques effectués dans un environnement chirurgical, ou nécessitant la mise en oeuvre d'instruments de chirurgie. Cette sélection large comprend donc aussi bien des interventions mineures comme par exemple quelques points de suture appliqués à une plaie superficielle que des interventions nécessitant un plateau technique important telle que la chirurgie cardiaque. Le classement a été opéré selon la spécialité du médecin prestataire.

Les interventions se rapportant à des explorations à visée diagnostique seront mentionnées à part.

Tableau 6.2.1. - Répartition des actes chirurgicaux par spécialité médicale et par sexe des patients en 1998

| FEMMES | Nombre | En % du total | HOMMES | Nombre | En % du total |
|---------------------------------------|---------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------|
| Gynécologie-obstétrique ¹⁾ | 12 724 | 25,7% | Chirurgie générale | 14 816 | 34,6% |
| Chirurgie générale | 12 582 | 25,4% | Oto-rhino-laryngologie | 9 111 | 21,3% |
| Oto-rhino-laryngologie | 7 921 | 16,0% | Orthopédie | 4 156 | 9,7% |
| Orthopédie | 4 400 | 8,9% | Urologie | 3 653 | 8,5% |
| Ophthalmologie | 3 598 | 7,3% | Ophthalmologie | 2 746 | 6,4% |
| Dentiste | 1 772 | 3,6% | Omnipraticien | 2 504 | 5,8% |
| Omnipraticien | 1 605 | 3,2% | Chirurgie plastique | 1 704 | 4,0% |
| Chirurgie plastique | 1 547 | 3,1% | Dentiste | 1 395 | 3,3% |
| Urologie | 894 | 1,8% | Chirurgie infantile | 694 | 1,6% |
| Chirurgie cardiovasculaire | 512 | 1,0% | Neuro-chirurgie | 587 | 1,4% |
| Dermato-vénéréologie | 486 | 1,0% | Chirurgie cardiovasculaire | 580 | 1,4% |
| Neuro-chirurgie | 439 | 0,9% | Dermato-vénéréologie | 373 | 0,9% |
| Chirurgie infantile | 426 | 0,9% | Stomatologie | 159 | 0,4% |
| Electroradiologie | 206 | 0,4% | Médecine interne | 117 | 0,3% |
| Stomatologie | 183 | 0,4% | Divers | 275 | 0,6% |
| Divers | 263 | 0,5% | Total | 42 870 | 100,0% |
| Total | 49 558 | 100,0% | | | |

¹⁾ Y non compris l'assistance à un accouchement.

Tableau 6.2.2. - Actes chirurgicaux par spécialité: traitement ambulatoire et traitement stationnaire en 1998

| Traitement stationnaire | Nombre | En % du total | Traitement ambulatoire | Nombre | En % du total |
|---------------------------------------|---------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------|
| Chirurgie générale | 16 302 | 29,7% | Chirurgie générale | 11 096 | 29,5% |
| Gynécologie-obstétrique ¹⁾ | 11 453 | 20,9% | Oto-rhino-laryngologie | 6 252 | 16,6% |
| Oto-rhino-laryngologie | 10 780 | 19,7% | Omnipraticien | 4 050 | 10,8% |
| Orthopédie | 6 129 | 11,2% | Ophthalmologie | 3 554 | 9,5% |
| Urologie | 3 587 | 6,5% | Dentiste | 3 132 | 8,3% |
| Ophthalmologie | 2 790 | 5,1% | Orthopédie | 2 427 | 6,5% |
| Chirurgie plastique | 1 038 | 1,9% | Chirurgie plastique | 2 213 | 5,9% |
| Neuro-chirurgie | 1 024 | 1,9% | Gynécologie-obstétrique | 1 291 | 3,4% |
| Chirurgie cardiovasculaire | 667 | 1,2% | Urologie | 960 | 2,6% |
| Chirurgie infantile | 608 | 1,1% | Dermato-vénéréologie | 849 | 2,3% |
| Médecine interne | 119 | 0,2% | Chirurgie infantile | 512 | 1,4% |
| Divers | 361 | 0,7% | Chirurgie cardiovasculaire | 425 | 1,1% |
| Total | 54 858 | 100,0% | Stomatologie | 300 | 0,8% |
| | | | Electroradiologie | 164 | 0,4% |
| | | | Pédiatrie | 111 | 0,3% |
| | | | Divers | 234 | 0,6% |
| | | | Total | 37 570 | 100,0% |

¹⁾ Y non compris l'assistance à un accouchement.

Les tableaux 6.2.3. à 6.2.5. ci-après montrent les groupements d'actes chirurgicaux les plus fréquemment effectués.

Les codes, en marge des tableaux 6.2.3. et 6.2.5., indiquent les positions tarifaires de la nomenclature des médecins.

Tableau 6.2.3. - Interventions les plus fréquentes par sexe en 1997 et 1998

| FEMMES | 1997 | | | 1998 | | | Taux de variation 1998/1997 en % | | |
|--|------------------------|-------------------------|-------|------------------------|-------------------------|-------|----------------------------------|-------------------------|--------|
| | Traitement ambulatoire | Traitement stationnaire | Total | Traitement ambulatoire | Traitement stationnaire | Total | Traitement ambulatoire | Traitement stationnaire | Total |
| Chirurgie osseuse (2L41-2L44, 2K11-2K36) | 336 | 1 817 | 2 153 | 253 | 1 758 | 2 011 | -24,7% | -3,2% | -6,6% |
| Adénotomie et amygdalectomie (3L41-3L43) | 109 | 1 617 | 1 726 | 121 | 1 638 | 1 759 | 11,0% | 1,3% | 1,9% |
| Extirpation de varices (membres inférieurs) (2F61 - 2F64) | 34 | 755 | 789 | 20 | 810 | 830 | -41,2% | 7,3% | 5,2% |
| Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51 - 4G64) | 581 | 1 129 | 1 710 | 652 | 1 410 | 2 062 | 12,2% | 24,9% | 20,6% |
| Hernies (2A11, 2A21-2A24, 2A31) | 9 | 503 | 512 | 1 | 490 | 491 | -88,9% | -2,6% | -4,1% |
| Appendicectomie (2D71 - 2D72) | 0 | 520 | 520 | 0 | 522 | 522 | p.m. | 0,4% | 0,4% |
| HOMMES | 1997 | | | 1998 | | | Taux de variation 1998/1997 en % | | |
| | Traitement ambulatoire | Traitement stationnaire | Total | Traitement ambulatoire | Traitement stationnaire | Total | Traitement ambulatoire | Traitement stationnaire | Total |
| Chirurgie osseuse (2L41-2L44, 2K11-2K36) | 158 | 1 542 | 1 700 | 221 | 1 666 | 1 887 | 39,9% | 8,0% | 11,0% |
| Adénotomie et amygdalectomie (3L41-3L43) | 293 | 1 816 | 2 109 | 152 | 1 751 | 1 903 | -48,1% | -3,6% | -9,8% |
| Extirpation de varices (membres inférieurs) (2F61 - 2F64) | 7 | 1 544 | 1 551 | 3 | 233 | 236 | -57,1% | -84,9% | -84,8% |
| Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51 - 4G64) | 266 | 644 | 910 | 313 | 803 | 1 116 | 17,7% | 24,7% | 22,6% |
| Hernies (2A11, 2A21-2A24, 2A31) | 0 | 366 | 366 | 1 | 1 394 | 1 395 | p.m. | 280,9% | 281,1% |
| Appendicectomie (2D71 - 2D72) | 5 | 205 | 210 | 0 | 383 | 383 | -100,0% | 86,8% | 82,4% |

Tableau 6.2.4. - Nombre d'actes pour mille personnes protégées en 1998

| | FEMMES | HOMMES |
|---|--------|--------|
| Adénotomie et amygdalectomie | 8,6 | 9,6 |
| Appendicectomie | 2,5 | 1,9 |
| Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire | 10,1 | 5,6 |
| Chirurgie osseuse | 9,8 | 9,5 |
| Hernies | 2,4 | 7,0 |
| Varices (membres inférieurs) | 4,0 | 1,2 |

Tableau 6.2.5. - Interventions les plus fréquentes, en pourcent, par sexe et par groupe d'âge en 1998

| FEMMES | Groupes d'âges | | | | | | | Total |
|---|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 49 | 50 - 64 | 65 - 79 | 80 et plus | |
| Chirurgie osseuse (2L41-2L44, 2K11-2K36) | 0,7% | 4,5% | 10,8% | 22,2% | 20,5% | 27,0% | 14,4% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,1% | 0,6% | 0,9% | 2,1% | 3,5% | 4,1% | 1,1% | 12,6% |
| Traitement stationnaire | 0,6% | 3,9% | 9,8% | 20,0% | 17,0% | 22,8% | 13,2% | 87,4% |
| Adénotomie et amygdalectomie (3L41-3L43) | 29,4% | 44,0% | 18,0% | 7,4% | 1,0% | 0,2% | 0,0% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 3,6% | 3,0% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 6,9% |
| Traitement stationnaire | 25,8% | 41,0% | 17,9% | 7,3% | 1,0% | 0,2% | 0,0% | 93,1% |
| Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51 - 4G64) | 0,0% | 0,0% | 0,1% | 2,0% | 9,6% | 55,0% | 33,2% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,8% | 3,7% | 16,2% | 11,0% | 31,6% |
| Traitement stationnaire | 0,0% | 0,0% | 0,1% | 1,3% | 5,9% | 38,8% | 22,3% | 68,4% |
| Varices (membres inférieurs) (2F61 - 2F64) | 0,0% | 0,2% | 4,5% | 51,8% | 29,3% | 13,9% | 0,4% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,0% | 0,1% | 0,2% | 1,0% | 0,7% | 0,4% | 0,0% | 2,4% |
| Traitement stationnaire | 0,0% | 0,1% | 4,2% | 50,8% | 28,6% | 13,5% | 0,4% | 97,6% |
| Hernies (2A11, 2A21-2A24, 2A31) | 8,1% | 8,6% | 11,0% | 23,6% | 19,8% | 23,4% | 5,5% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,2% | 0,0% | 0,0% | 0,2% |
| Traitement stationnaire | 8,1% | 8,6% | 11,0% | 23,6% | 19,6% | 23,4% | 5,5% | 99,8% |
| Appendicectomie (2D71 - 2D72) | 1,9% | 28,5% | 45,0% | 17,4% | 3,4% | 2,9% | 0,8% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Traitement stationnaire | 1,9% | 28,5% | 45,0% | 17,4% | 3,4% | 2,9% | 0,8% | 100,0% |
| HOMMES | Groupes d'âges | | | | | | | Total |
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 49 | 50 - 64 | 65 - 79 | 80 et plus | |
| Adénotomie et amygdalectomie (3L41-3L43) | 38,9% | 44,2% | 8,4% | 7,4% | 0,8% | 0,3% | 0,0% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 4,7% | 3,2% | 0,0% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 8,0% |
| Traitement stationnaire | 34,2% | 41,0% | 8,4% | 7,4% | 0,8% | 0,3% | 0,0% | 92,0% |
| Chirurgie osseuse (2L41-2L44, 2K11-2K36) | 1,4% | 6,8% | 26,7% | 37,9% | 14,3% | 10,2% | 2,6% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,1% | 0,6% | 3,1% | 4,3% | 2,0% | 1,5% | 0,1% | 11,7% |
| Traitement stationnaire | 1,3% | 6,2% | 23,6% | 33,7% | 12,3% | 8,7% | 2,5% | 88,3% |
| Hernies (2A11, 2A21-2A24, 2A31) | 10,2% | 4,7% | 7,2% | 27,5% | 25,1% | 21,6% | 3,6% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,1% |
| Traitement stationnaire | 10,2% | 4,7% | 7,2% | 27,5% | 25,0% | 21,6% | 3,6% | 99,9% |
| Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51 - 4G64) | 0,0% | 0,0% | 0,4% | 5,5% | 15,0% | 53,7% | 25,5% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,0% | 0,0% | 0,2% | 2,9% | 3,9% | 13,6% | 7,4% | 28,0% |
| Traitement stationnaire | 0,0% | 0,0% | 0,2% | 2,6% | 11,0% | 40,1% | 18,1% | 72,0% |
| Appendicectomie (2D71 - 2D72) | 1,6% | 37,9% | 33,2% | 20,9% | 4,7% | 1,8% | 0,0% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Traitement stationnaire | 1,6% | 37,9% | 33,2% | 20,9% | 4,7% | 1,8% | 0,0% | 100,0% |
| Varices (membres inférieurs) (2F61 - 2F64) | 0,0% | 0,0% | 5,5% | 42,8% | 36,0% | 14,4% | 1,3% | 100,0% |
| Traitement ambulatoire | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,8% | 0,4% | 0,0% | 1,3% |
| Traitement stationnaire | 0,0% | 0,0% | 5,5% | 42,8% | 35,2% | 14,0% | 1,3% | 98,7% |

Assurance
maladie-maternité

6.3. Les interventions d'exploration à but diagnostique

Tableau 6.3.1. - Actes d'exploration: répartition par spécialité médicale et par sexe des patients en 1998

| FEMMES | Nombre | En % du total | HOMMES | Nombre | En % du total |
|------------------------|---------------|---------------|------------------------|---------------|---------------|
| Gastro-entérologie | 5 901 | 37,7% | Cardiologie-angiologie | 7 168 | 37,3% |
| Médecine interne | 5 496 | 35,2% | Gastro-entérologie | 5 533 | 28,8% |
| Cardiologie-angiologie | 3 376 | 21,6% | Médecine interne | 4 932 | 25,7% |
| Pneumo-phtistologie | 380 | 2,4% | Pneumo-phtistologie | 838 | 4,4% |
| Médecine nucléaire | 103 | 0,7% | Chirurgie générale | 199 | 1,0% |
| Chirurgie générale | 103 | 0,7% | Médecine nucléaire | 153 | 0,8% |
| Pédiatrie | 99 | 0,6% | Pédiatrie | 126 | 0,7% |
| Néphrologie | 57 | 0,4% | Anesthésie-réanimation | 76 | 0,4% |
| Anesthésie-réanimation | 39 | 0,2% | Néphrologie | 70 | 0,4% |
| Oto-rhino-laryngologie | 33 | 0,2% | Oto-rhino-laryngologie | 59 | 0,3% |
| Divers | 47 | 0,3% | Divers | 51 | 0,3% |
| Total | 15 634 | 100,0% | Total | 19 205 | 100,0% |

Tableau 6.3.2. - Actes d'exploration: traitement ambulatoire et stationnaire en 1998

| Traitement ambulatoire | Nombre | En % du total | Traitement stationnaire | Nombre | En % du total |
|------------------------|---------------|---------------|-------------------------|---------------|---------------|
| Cardiologie-angiologie | 8 419 | 35,0% | Médecine interne | 3 714 | 34,4% |
| Gastro-entérologie | 7 755 | 32,2% | Gastro-entérologie | 3 679 | 34,1% |
| Médecine interne | 6 714 | 27,9% | Cardiologie-angiologie | 2 125 | 19,7% |
| Pneumo-phtistologie | 507 | 2,1% | Pneumo-phtistologie | 711 | 6,6% |
| Médecine nucléaire | 230 | 1,0% | Pédiatrie | 225 | 2,1% |
| Chirurgie générale | 194 | 0,8% | Chirurgie générale | 108 | 1,0% |
| Anesthésie-réanimation | 102 | 0,4% | Néphrologie | 79 | 0,7% |
| Néphrologie | 48 | 0,2% | Oto-rhino-laryngologie | 62 | 0,6% |
| Oto-rhino-laryngologie | 30 | 0,1% | Médecine nucléaire | 26 | 0,2% |
| Omnipraticien | 27 | 0,1% | Electroradiologie | 26 | 0,2% |
| Divers | 26 | 0,1% | Divers | 32 | 0,3% |
| Total | 24 052 | 100,0% | Total | 10 787 | 100,0% |

6.4. Gynécologie et obstétrique

Tableau 6.4.1. - Les interventions d'obstétrique et de gynécologie: répartition par groupe d'âge des patientes en 1998

| | Groupes d'âges | | | | | | | Total | En % du total |
|---|----------------|-----------|--------------|--------------|------------|------------|------------|---------------|---------------|
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 49 | 50 - 64 | 65 - 79 | 80 et plus | | |
| Obstétrique | 0 | 0 | 3 171 | 3 759 | 3 | 0 | 0 | 6 933 | 60,8% |
| - Accouchements ¹⁾ : | 0 | 0 | 2 300 | 2 538 | 0 | 0 | 0 | 4 838 | 42,4% |
| Forfaits d'accouchements | 0 | 0 | 1 867 | 2 015 | 0 | 0 | 0 | 3 882 | 34,0% |
| Césariennes | 0 | 0 | 433 | 523 | 0 | 0 | 0 | 956 | 8,4% |
| - Actes non cumulables avec le forfait d'accouchement | 0 | 0 | 2 | 12 | 0 | 0 | 0 | 14 | 0,1% |
| - Actes cumulables avec le forfait d'accouchement | 0 | 0 | 414 | 436 | 0 | 0 | 0 | 850 | 7,5% |
| - Interruptions de grossesse | 0 | 0 | 331 | 515 | 3 | 0 | 0 | 849 | 7,4% |
| - Cerclages du col utérin | 0 | 0 | 3 | 5 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0,1% |
| - Traitements de la stérilité | 0 | 0 | 121 | 253 | 0 | 0 | 0 | 374 | 3,3% |
| Gynécologie, actes non liés à la gestation ou à l'accouchement, dont | 2 | 11 | 618 | 2 488 | 886 | 414 | 55 | 4 474 | 39,2% |
| - Curetages | 0 | 0 | 121 | 415 | 263 | 89 | 13 | 901 | 7,9% |
| - Hystérectomies | 0 | 0 | 5 | 501 | 234 | 113 | 20 | 873 | 7,7% |
| Total | 2 | 11 | 3 789 | 6 247 | 889 | 414 | 55 | 11 407 | 100,0% |

¹⁾ Le nombre de césariennes par rapport au nombre total d'accouchements pour 1998 était de 19,76%.
Ce taux est en légère augmentation par rapport à 1997 (19,56%).

6.5. Médecins-dentistes: Actes techniques

Tableau 6.5.1. - Médecins-dentistes: répartition des actes techniques par groupe d'âge des patients en 1998

| FEMMES | Groupes d'âges | | | | | | | Total | En % du total |
|--|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 49 | 50 - 64 | 65 - 79 | 80 et plus | | |
| Actes ¹⁾ | | | | | | | | | |
| Soins gingivaux et dentaires | 856 | 36 396 | 86 735 | 128 398 | 45 455 | 23 598 | 3 110 | 324 548 | 54,5% |
| Prothèse dentaire adjointe | 0 | 33 | 1 299 | 19 421 | 31 232 | 36 976 | 8 577 | 97 538 | 16,4% |
| Radiodiagnostic | 88 | 6 331 | 26 127 | 41 333 | 15 204 | 7 692 | 948 | 97 723 | 16,4% |
| Extractions dentaires | 93 | 4 800 | 5 524 | 9 194 | 5 733 | 4 551 | 906 | 30 801 | 5,2% |
| Prothèse conjointe | 3 | 41 | 1 897 | 12 889 | 8 901 | 4 561 | 393 | 28 685 | 4,8% |
| Extractions chirurgicales | 16 | 576 | 2 651 | 3 107 | 1 697 | 1 299 | 264 | 9 610 | 1,6% |
| Orthodontie | 10 | 5 460 | 737 | 47 | 4 | 2 | 1 | 6 261 | 1,1% |
| Prestations assurance accident | 0 | 40 | 19 | 2 | 0 | 0 | 0 | 61 | 0,0% |
| Traitement non terminé pour prothèse adjointe | 0 | 4 | 20 | 17 | 9 | 12 | 12 | 74 | 0,0% |
| Traitement non terminé pour prothèse conjointe | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0,0% |
| Total | 1 066 | 53 681 | 125 010 | 214 409 | 108 235 | 78 691 | 14 212 | 595 304 | 100,0% |
| HOMMES | Groupes d'âges | | | | | | | Total | En % du total |
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 49 | 50 - 64 | 65 - 79 | 80 et plus | | |
| Actes ¹⁾ | | | | | | | | | |
| Soins gingivaux et dentaires | 840 | 37 531 | 75 994 | 115 201 | 47 419 | 21 873 | 2 130 | 300 988 | 56,9% |
| Radiodiagnostic | 62 | 5 959 | 22 158 | 36 988 | 15 190 | 6 808 | 729 | 87 894 | 16,6% |
| Prothèse dentaire adjointe | 2 | 38 | 1 115 | 15 008 | 25 992 | 25 525 | 3 991 | 71 671 | 13,6% |
| Extractions dentaires | 76 | 4 867 | 4 562 | 9 180 | 6 593 | 4 201 | 664 | 30 143 | 5,7% |
| Prothèse conjointe | 3 | 28 | 1 545 | 10 026 | 7 334 | 3 902 | 353 | 23 191 | 4,4% |
| Extractions chirurgicales | 17 | 575 | 2 000 | 3 158 | 2 129 | 1 246 | 166 | 9 291 | 1,8% |
| Orthodontie | 3 | 4 584 | 652 | 16 | 8 | 1 | 0 | 5 264 | 1,0% |
| Prestations assurance accident | 0 | 86 | 34 | 29 | 0 | 0 | 0 | 149 | 0,0% |
| Traitement non terminé pour prothèse adjointe | 0 | 3 | 5 | 20 | 13 | 8 | 0 | 49 | 0,0% |
| Traitement non terminé pour prothèse conjointe | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0,0% |
| Total | 1 003 | 53 671 | 108 066 | 189 628 | 104 678 | 63 564 | 8 033 | 528 643 | 100,0% |

¹⁾ Les actes sont regroupés par chapitres conformément au classement de la nomenclature des médecins-dentistes.

6.6. Prestations hospitalières

Tableau 6.6.1. - Nombre d'unités d'oeuvre opposables

| | 1996 | 1997 | 1998 | Taux de variation | |
|-----------------------------------|---------|---------|---------|-------------------|-----------|
| | | | | 1997/1996 | 1998/1997 |
| Hospitalisation - soins normaux | 633 744 | 626 532 | 621 033 | -1,1% | -0,9% |
| Hospitalisation - soins intensifs | 37 831 | 39 035 | 39 473 | 3,2% | 1,1% |
| Salles opératoires | 45 783 | 46 624 | 47 248 | 1,8% | 1,3% |
| Salles d'accouchement | 5 221 | 5 094 | 4 947 | -2,4% | -2,9% |
| Laboratoires | 803 923 | 882 551 | 850 187 | 9,8% | -3,7% |
| Imagerie médicale | 350 863 | 359 344 | 370 757 | 2,4% | 3,2% |
| IRM | 5 084 | 5 290 | 6 245 | 4,1% | 18,1% |
| Lithotritie extra-corporelle | 279 | 233 | 241 | -16,5% | 3,4% |
| Oxygénothérapie | 94 | 295 | 251 | 213,8% | -14,9% |
| Hémodialyse | 23 434 | 25 322 | 26 426 | 8,1% | 4,4% |
| Physiothérapie | 127 016 | 150 879 | 152 406 | 18,8% | 1,0% |
| Policlinique | 500 290 | 534 304 | 549 406 | 6,8% | 2,8% |
| Chimiothérapie | 9 942 | 10 549 | 12 112 | 6,1% | 14,8% |

Tableau 6.6.2. - Diagnostics de sortie en 1999

| Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10) | | HOMMES | | FEMMES | | TOTAL | |
|---|--|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | | Patients | Jours | Patients | Jours | Patients | Jours |
| CHAPITRE I: Certaines maladies infectieuses et parasitaires | Maladies intestinales infectieuses (A00-A09) | 436 | 1 622 | 409 | 1 759 | 845 | 3 381 |
| | Tuberculose (A15-A19) | 32 | 696 | 12 | 170 | 44 | 866 |
| | Certaines anthroponozoonoses bactériennes (A20-A28) | 14 | 58 | 10 | 39 | 24 | 97 |
| | Autres maladies bactériennes (A30-A49) | 103 | 1 040 | 100 | 1 427 | 203 | 2 467 |
| | Infections dont le mode de transmission est essentiellement sexuel (A50-A64) | 2 | 3 | 6 | 36 | 8 | 39 |
| | Autres maladies à spirochètes (A65-A69) | 5 | 9 | 3 | 9 | 8 | 18 |
| | Autres maladies à Chlamydia A70-A74 | 1 | 12 | - | - | 1 | 12 |
| | Infections virales du système nerveux central (A80-A89) | 17 | 201 | 4 | 55 | 21 | 256 |
| | Fièvres virales transmises par des arthropodes et fièvres virales hémorragiques (A90-A99) | 5 | 31 | 2 | 18 | 7 | 49 |
| | Infections virales caractérisées par des lésions cutanéomuqueuses (B00-B09) | 32 | 185 | 38 | 326 | 70 | 511 |
| | Hépatite virale (B15-B19) | 91 | 371 | 45 | 226 | 136 | 597 |
| | Maladies dues au virus de l'immunodéficience humaine [VIH] (B20-B24) | 77 | 542 | 3 | 35 | 80 | 577 |
| | Autres maladies virales (B25-B34) | 58 | 262 | 41 | 182 | 99 | 444 |
| | Mycoses (B35-B49) | 4 | 53 | 5 | 44 | 9 | 97 |
| | Maladies dues à des protozoaires (B50-B64) | 16 | 70 | 9 | 72 | 25 | 142 |
| | Helminthiases (B65-B83) | 1 | 1 | 3 | 15 | 4 | 16 |
| | Pédiculose, acariase et autres infestations (B85-B89) | 1 | 5 | - | - | 1 | 5 |
| | Agents d'infections bactériennes, virales et autres (B95-B97) | 7 | 52 | 15 | 254 | 22 | 306 |
| | Autres maladies infectieuses (B99) | 23 | 225 | 14 | 158 | 37 | 383 |
| | SOUS-TOTAL | 925 | 5 438 | 719 | 4 825 | 1 644 | 10 263 |
| CHAPITRE II: Tumeurs | Tumeurs malignes (C00-C97) | 3 441 | 31 937 | 3 165 | 33 720 | 6 606 | 65 657 |
| | Tumeurs in situ (D00-D09) | 5 | 32 | 93 | 371 | 98 | 403 |
| | Tumeurs bénignes (D10-D36) | 519 | 2 105 | 1 674 | 8 819 | 2 193 | 10 924 |
| | Tumeurs à évolution imprévisible ou inconnue (D37-D48) | 93 | 398 | 85 | 458 | 178 | 856 |
| | SOUS-TOTAL | 4 058 | 34 472 | 5 017 | 43 368 | 9 075 | 77 840 |
| CHAPITRE III: Maladies du sang et des organes hématopoïétiques et certains troubles du système immunitaire | Anémies nutritionnelles (D50-D53) | 71 | 780 | 113 | 1 090 | 184 | 1 870 |
| | Anémies hémolytiques (D55-D59) | 23 | 85 | 34 | 247 | 57 | 332 |
| | Aplasies médullaires et autres anémies (D60-D64) | 54 | 342 | 33 | 304 | 87 | 646 |
| | Anomalies de la coagulation, purpura et autres affections hémorragiques (D65-D69) | 14 | 65 | 48 | 359 | 62 | 424 |
| | Autres maladies du sang et des organes hématopoïétiques (D70-D77) | 29 | 142 | 23 | 286 | 52 | 428 |
| | Certaines anomalies du système immunitaire (D80-D89) | 242 | 500 | 90 | 234 | 332 | 734 |
| | SOUS-TOTAL | 433 | 1 914 | 341 | 2 520 | 774 | 4 434 |
| CHAPITRE IV: Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques | Affections de la glande thyroïde (E00-E07) | 69 | 454 | 203 | 1 752 | 272 | 2 206 |
| | Diabète sucré (E10-E14) | 364 | 3 806 | 486 | 6 007 | 850 | 9 813 |
| | Autres anomalies de la régulation du glucose et de la sécrétion pancréatique interne (E15-E16) | 10 | 69 | 5 | 19 | 15 | 88 |
| | Maladies des autres glandes endocrines (E20-E35) | 41 | 173 | 44 | 224 | 85 | 397 |
| | Malnutrition (E40-E46) | 12 | 70 | 10 | 118 | 22 | 188 |
| | Autres carences nutritionnelles (E50-E64) | 2 | 31 | 5 | 38 | 7 | 69 |
| | Obésité et autres excès d'apport (E65-E68) | 14 | 147 | 82 | 593 | 96 | 740 |
| | Anomalies du métabolisme (E70-E90) | 28 | 212 | 39 | 235 | 67 | 447 |
| | SOUS-TOTAL | 540 | 4 962 | 874 | 8 986 | 1 414 | 13 948 |

Tableau 6.6.2. - Diagnostics de sortie en 1999 (suite)

| Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10) | | HOMMES | | FEMMES | | TOTAL | |
|--|--|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | | Patients | Jours | Patients | Jours | Patients | Jours |
| CHAPITRE V: Troubles mentaux et du comportement | Troubles mentaux organiques, y compris les troubles symptomatiques (F00-F09) | 183 | 3 928 | 279 | 5 634 | 462 | 9 562 |
| | Troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation de substances psycho-actives (F10-F19) | 1 251 | 13 217 | 492 | 5 787 | 1 743 | 19 004 |
| | Schizophrénie, trouble schizotypique et troubles délirants (F20-F29) | 228 | 3 446 | 248 | 4 392 | 476 | 7 838 |
| | Troubles de l'humeur [affectifs] (F30-F39) | 495 | 7 364 | 1 212 | 20 128 | 1 707 | 27 492 |
| | Troubles névrotiques, troubles liés à des facteurs de stress et troubles somatoformes (F40-F48) | 106 | 1 307 | 222 | 2 115 | 328 | 3 422 |
| | Syndromes comportementaux associés à des perturbations physiologiques et à des facteurs physiques (F50-F59) | 8 | 55 | 30 | 339 | 38 | 394 |
| | Troubles de la personnalité et du comportement chez l'adulte (F60-F69) | 29 | 450 | 53 | 715 | 82 | 1 165 |
| | Retard mental (F70-F79) | 25 | 94 | 20 | 112 | 45 | 206 |
| | Troubles du développement psychologique (F80-F89) | 6 | 9 | 6 | 57 | 12 | 66 |
| | Troubles du comportement et troubles émotionnels apparaissant habituellement durant l'enfance et l'adolescence (F90-F98) | 9 | 189 | 5 | 44 | 14 | 233 |
| | Trouble mental, sans précision (F99) | 5 | 74 | 2 | 24 | 7 | 98 |
| SOUS-TOTAL | | 2 345 | 30 133 | 2 569 | 39 347 | 4 914 | 69 480 |
| CHAPITRE VI: Maladies du système nerveux | Maladies inflammatoires du système nerveux central (G00-G09) | 37 | 585 | 27 | 442 | 64 | 1 027 |
| | Affections dégénératives systémiques affectant principalement le système nerveux central (G10-G13) | 11 | 94 | 11 | 147 | 22 | 241 |
| | Syndromes extrapyramidaux et troubles de la motricité (G20-G26) | 111 | 1 858 | 112 | 2 060 | 223 | 3 918 |
| | Autres affections dégénératives du système nerveux (G30-G32) | 31 | 599 | 73 | 1 537 | 104 | 2 136 |
| | Maladies démyélinisantes du système nerveux central (G35-G37) | 51 | 264 | 104 | 844 | 155 | 1 108 |
| | Affections épisodiques et paroxystiques (G40-G47) | 948 | 8 046 | 758 | 9 031 | 1 706 | 17 077 |
| | Affections des nerfs et des racines et plexus nerveux (G50-G59) | 232 | 809 | 323 | 1 214 | 555 | 2 023 |
| | Polynévrites et autres affections du système nerveux périphérique (G60-G64) | 89 | 469 | 143 | 689 | 232 | 1 158 |
| | Affections musculaires et neuro-musculaires (G70-G73) | 8 | 146 | 9 | 100 | 17 | 246 |
| | Paralysies cérébrales et autres syndromes paralytiques (G80-G83) | 77 | 1 750 | 128 | 2 445 | 205 | 4 195 |
| | Autres affections du système nerveux (G90-G99) | 127 | 1 095 | 145 | 1 436 | 272 | 2 531 |
| SOUS-TOTAL | | 1 722 | 15 715 | 1 833 | 19 945 | 3 555 | 35 660 |
| CHAPITRE VII: Maladies de l'œil et de ses annexes | Affections de la paupière, de l'appareil lacrymal et de l'orbite (H00-H06) | 79 | 130 | 98 | 135 | 177 | 265 |
| | Affections de la conjonctive (H10-H13) | 6 | 15 | 4 | 21 | 10 | 36 |
| | Affections de la sclérotique, de la cornée, de l'iris et du corps ciliaire (H15-H22) | 30 | 97 | 20 | 84 | 50 | 181 |
| | Affections du cristallin (H25-H28) | 764 | 2 754 | 1 446 | 5 330 | 2 210 | 8 084 |
| | Affections de la choroïde et de la rétine (H30-H36) | 23 | 113 | 22 | 117 | 45 | 230 |
| | Glaucome (H40-H42) | 11 | 153 | 11 | 34 | 22 | 187 |
| | Affections du corps vitré et du globe oculaire (H43-H45) | 5 | 20 | 10 | 71 | 15 | 91 |
| | Affections du nerf et des voies optiques (H46-H48) | 2 | 5 | 5 | 40 | 7 | 45 |
| | Affections des muscles oculaires, des mouvements binoculaires, de l'accommodation et de la réfraction (H49-H52) | 17 | 54 | 20 | 70 | 37 | 124 |
| | Troubles de la vision et cécité (H53-H54) | 3 | 9 | 2 | 4 | 5 | 13 |
| | Autres affections de l'œil et de ses annexes (H55-H59) | 10 | 50 | 6 | 9 | 16 | 59 |
| SOUS-TOTAL | | 950 | 3 400 | 1 644 | 5 915 | 2 594 | 9 315 |
| CHAPITRE VIII: Maladies de l'oreille et de l'apophyse mastoïde | Maladies de l'oreille externe (H60-H62) | 56 | 157 | 52 | 142 | 108 | 299 |
| | Maladies de l'oreille moyenne et de l'apophyse mastoïde (H65-H75) | 453 | 1 032 | 309 | 784 | 762 | 1 816 |
| | Maladies de l'oreille interne (H80-H83) | 220 | 823 | 282 | 1 366 | 502 | 2 189 |
| | Autres affections de l'oreille (H90-H95) | 242 | 585 | 256 | 664 | 498 | 1 249 |
| SOUS-TOTAL | | 971 | 2 597 | 899 | 2 956 | 1 870 | 5 553 |

| Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10) | | HOMMES | | FEMMES | | TOTAL | |
|---|---|--------------|---------------|--------------|---------------|---------------|----------------|
| | | Patients | Jours | Patients | Jours | Patients | Jours |
| CHAPITRE IX: Maladies de l'appareil circulatoire | Rhumatisme articulaire aigu (I00-I02) | 1 | 2 | 2 | 12 | 3 | 14 |
| | Cardiopathies rhumatismales chroniques (I05-I09) | 20 | 152 | 43 | 397 | 63 | 549 |
| | Maladies hypertensives (I10-I15) | 210 | 1 649 | 348 | 3 458 | 558 | 5 107 |
| | Cardiopathies ischémiques (I20-I25) | 2 322 | 15 753 | 1 174 | 10 803 | 3 496 | 26 556 |
| | Affections cardiopulmonaires et maladies de la circulation pulmonaire (I26-I28) | 67 | 1 007 | 118 | 1 812 | 185 | 2 819 |
| | Autres formes de cardiopathies (I30-I52) | 1 284 | 12 802 | 1 273 | 15 943 | 2 557 | 28 745 |
| | Maladies cérébrovasculaires (I60-I69) | 451 | 6 717 | 507 | 10 545 | 958 | 17 262 |
| | Maladies des artères, artérioles et capillaires (I70-I79) | 938 | 9 224 | 488 | 5 541 | 1 426 | 14 765 |
| | Maladies des veines, des vaisseaux et des ganglions lymphatiques, non classées ailleurs (I80-I89) | 549 | 3 566 | 1 102 | 6 882 | 1 651 | 10 448 |
| | Troubles autres et non précisés de l'appareil circulatoire (I95-I99) | 77 | 335 | 65 | 395 | 142 | 730 |
| | SOUS-TOTAL | 5 919 | 51 207 | 5 120 | 55 788 | 11 039 | 106 995 |
| CHAPITRE X: Maladies de l'appareil respiratoire | Affections aiguës des voies respiratoires supérieures (J00-J06) | 176 | 495 | 178 | 507 | 354 | 1 002 |
| | Grippe et pneumopathie (J10-J18) | 540 | 5 887 | 508 | 6 051 | 1 048 | 11 938 |
| | Autres affections aiguës des voies respiratoires inférieures (J20-J22) | 293 | 2 206 | 317 | 3 195 | 610 | 5 401 |
| | Autres maladies des voies respiratoires supérieures (J30-J39) | 3 006 | 10 037 | 2 394 | 8 436 | 5 400 | 18 473 |
| | Maladies chroniques des voies respiratoires inférieures (J40-J47) | 804 | 10 373 | 538 | 6 464 | 1 342 | 16 837 |
| | Maladies du poumon dues à des agents externes (J60-J70) | 24 | 221 | 16 | 227 | 40 | 448 |
| | Autres maladies respiratoires touchant principalement le tissu interstitiel (J80-J84) | 60 | 837 | 116 | 1 709 | 176 | 2 546 |
| | Maladies suppurées et nécrotiques des voies respiratoires inférieures (J85-J86) | 10 | 138 | 8 | 249 | 18 | 387 |
| | Autres affections de la plèvre (J90-J94) | 86 | 985 | 24 | 218 | 110 | 1 203 |
| | Autres maladies de l'appareil respiratoire (J95-J99) | 105 | 1 908 | 116 | 1 725 | 221 | 3 633 |
| | SOUS-TOTAL | 5 104 | 33 087 | 4 215 | 28 781 | 9 319 | 61 868 |
| CHAPITRE XI: Maladies de l'appareil digestif | Maladies de la cavité buccale, des glandes salivaires et des maxillaires (K00-K14) | 198 | 454 | 209 | 454 | 407 | 908 |
| | Maladies de l'œsophage, de l'estomac et du duodénum (K20-K31) | 606 | 3 601 | 648 | 4 898 | 1 254 | 8 499 |
| | Maladies de l'appendice (K35-K38) | 430 | 2 172 | 518 | 2 609 | 948 | 4 781 |
| | Hernies (K40-K46) | 1 392 | 7 664 | 524 | 3 650 | 1 916 | 11 314 |
| | Entérites et colites non infectieuses (K50-K52) | 175 | 1 009 | 173 | 1 430 | 348 | 2 439 |
| | Autres maladies de l'intestin (K55-K63) | 783 | 4 717 | 1 014 | 7 386 | 1 797 | 12 103 |
| | Maladies du péritoine (K65-K67) | 46 | 638 | 42 | 692 | 88 | 1 330 |
| | Maladies du foie (K70-K77) | 449 | 4 870 | 244 | 2 598 | 693 | 7 468 |
| | Maladies de la vésicule biliaire, des voies biliaires et du pancréas (K80-K87) | 383 | 3 409 | 719 | 6 219 | 1 102 | 9 628 |
| | Autres maladies de l'appareil digestif (K90-K93) | 87 | 488 | 141 | 1 069 | 228 | 1 557 |
| | SOUS-TOTAL | 4 549 | 29 022 | 4 232 | 31 005 | 8 781 | 60 027 |
| CHAPITRE XII: Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané | Infections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané (L00-L08) | 313 | 1 753 | 241 | 1 479 | 554 | 3 232 |
| | Dermatoses bulleuses (L10-L14) | 3 | 21 | 6 | 70 | 9 | 91 |
| | Dermatoses et eczémas (L20-L30) | 17 | 116 | 10 | 89 | 27 | 205 |
| | Lésions papulo-squameuses (L40-L45) | 5 | 46 | 6 | 86 | 11 | 132 |
| | Urticaire et érythème (L50-L54) | 32 | 138 | 30 | 126 | 62 | 264 |
| | Affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané liées à une irradiation (L55-L59) | 1 | 17 | - | - | 1 | 17 |
| | Maladies des phanères et des annexes de la peau (L60-L75) | 37 | 122 | 34 | 70 | 71 | 192 |
| | Autres affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané (L80-L99) | 81 | 1 257 | 139 | 2 278 | 220 | 3 535 |
| | SOUS-TOTAL | 489 | 3 470 | 466 | 4 198 | 955 | 7 668 |
| CHAPITRE XIII: Maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif | Arthropathies (M00-M25) | 2 301 | 13 472 | 2 777 | 27 229 | 5 078 | 40 701 |
| | Affections disséminées du tissu conjonctif (M30-M36) | 22 | 213 | 64 | 429 | 86 | 642 |
| | Dorsopathies (M40-M54) | 1 628 | 9 711 | 1 552 | 10 618 | 3 180 | 20 329 |
| | Affections des tissus mous (M60-M79) | 614 | 1 869 | 610 | 1 907 | 1 224 | 3 776 |
| | Ostéopathies et chondropathies (M80-M94) | 138 | 1 092 | 414 | 2 300 | 552 | 3 392 |
| | Autres maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif (M95-M99) | 129 | 735 | 140 | 890 | 269 | 1 625 |
| | SOUS-TOTAL | 4 832 | 27 092 | 5 557 | 43 373 | 10 389 | 70 465 |

| Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10) | | HOMMES | | FEMMES | | TOTAL | |
|--|---|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | | Patients | Jours | Patients | Jours | Patients | Jours |
| CHAPITRE XIV: Maladies de l'appareil génito-urinaire | Glomérulopathies (N00-N08) | 34 | 299 | 42 | 246 | 76 | 545 |
| | Maladies rénales tubulo-interstitielles (N10-N16) | 47 | 347 | 88 | 686 | 135 | 1 033 |
| | Insuffisance rénale (N17-N19) | 271 | 2 883 | 272 | 3 130 | 543 | 6 013 |
| | Lithiases urinaires (N20-N23) | 551 | 2 527 | 331 | 1 715 | 882 | 4 242 |
| | Autres affections du rein et de l'uretère (N25-N29) | 42 | 274 | 63 | 459 | 105 | 733 |
| | Autres maladies de l'appareil urinaire (N30-N39) | 287 | 1 846 | 436 | 2 810 | 723 | 4 656 |
| | Maladies des organes génitaux de l'homme (N40-N51) | 1 932 | 9 543 | | | 1 932 | 9 543 |
| | Affections du sein (N60-N64) | - | - | 260 | 1 297 | 260 | 1 297 |
| | Affections inflammatoires des organes pelviens de la femme (N70-N77) | - | - | 283 | 1 132 | 283 | 1 132 |
| | Affections non inflammatoires de l'appareil génital de la femme (N80-N98) | - | - | 1 721 | 7 286 | 1 721 | 7 286 |
| | Autres affections de l'appareil génito-urinaire (N99) | 2 | 22 | 25 | 90 | 27 | 112 |
| SOUS-TOTAL | | 3 166 | 17 741 | 3 521 | 18 851 | 6 687 | 36 592 |
| CHAPITRE XV: Grossesse, accouchement et puerpéralité | Grossesse se terminant par un avortement (O00-O08) | - | - | 1 090 | 2 214 | 1 090 | 2 214 |
| | Oedème, protéinurie et hypertension au cours de la grossesse, de l'accouchement et de la puerpéralité (O10-O16) | - | - | 37 | 188 | 37 | 188 |
| | Autres affections maternelles liées principalement à la grossesse (O20-O29) | - | - | 483 | 2 377 | 483 | 2 377 |
| | Soins maternels liés au fœtus et à la cavité amniotique, et problèmes possibles posés par l'accouchement (O30-O48) | - | - | 409 | 2 263 | 409 | 2 263 |
| | Complications du travail et de l'accouchement (O60-O75) | - | - | 128 | 765 | 128 | 765 |
| | Accouchement (O80-O84) | - | - | 5 131 | 31 026 | 5 131 | 31 026 |
| | Complications principalement liées à la puerpéralité (O85-O92) | - | - | 16 | 77 | 16 | 77 |
| | Autres problèmes obstétricaux, non classés ailleurs (O95-O99) | - | - | 4 | 13 | 4 | 13 |
| | SOUS-TOTAL | - | - | 7 298 | 38 923 | 7 298 | 38 923 |
| CHAPITRE XVI: Certaines affections dont l'origine se situe dans la période périnatale | Fœtus et nouveau-né affectés par des troubles maternels et par des complications de la grossesse, du travail et de l'accouchement (P00-P96) | 16 | 140 | 4 | 25 | 20 | 165 |
| | Anomalies liées à la durée de la gestation et à la croissance du fœtus (P05-P08) | 109 | 2 264 | 87 | 2 564 | 196 | 4 828 |
| | Traumatismes obstétricaux (P10-P15) | 1 | 5 | 1 | 4 | 2 | 9 |
| | Affections respiratoires et cardio-vasculaires spécifiques de la période périnatale (P20-P29) | 106 | 420 | 45 | 197 | 151 | 617 |
| | Infections spécifiques de la période périnatale (P35-P39) | 40 | 322 | 22 | 170 | 62 | 492 |
| | Affections hémorragiques et hématologiques du fœtus et du nouveau-né (P50-P61) | 91 | 268 | 76 | 199 | 167 | 467 |
| | Anomalies endocriniennes et métaboliques transitoires spécifiques du fœtus et du nouveau-né (P70-P74) | 2 | 12 | 2 | 10 | 4 | 22 |
| | Affections de l'appareil digestif du fœtus et du nouveau-né (P75-P78) | 6 | 25 | 3 | 15 | 9 | 40 |
| | Affections intéressant les téguments et la régulation thermique du fœtus et du nouveau-né (P80-P83) | 5 | 11 | 4 | 12 | 9 | 23 |
| | Autres affections dont l'origine se situe dans la période périnatale (P90-P96) | 7 | 64 | 5 | 86 | 12 | 150 |
| | SOUS-TOTAL | 383 | 3 531 | 249 | 3 282 | 632 | 6 813 |
| CHAPITRE XVII: Malformations congénitales et anomalies chromosomiques | Malformations congénitales du système nerveux (Q00-Q07) | 4 | 15 | 13 | 64 | 17 | 79 |
| | Malformations congénitales de l'œil, de l'oreille, de la face et du cou (Q10-Q18) | 39 | 107 | 24 | 72 | 63 | 179 |
| | Malformations congénitales de l'appareil circulatoire (Q20-Q28) | 17 | 66 | 14 | 88 | 31 | 154 |
| | Malformations congénitales de l'appareil respiratoire (Q30-Q34) | 8 | 45 | 11 | 84 | 19 | 129 |
| | Fente labiale et fente palatine (Q35-Q37) | 4 | 39 | 4 | 44 | 8 | 83 |
| | Autres malformations congénitales de l'appareil digestif (Q38-Q45) | 18 | 61 | 11 | 62 | 29 | 123 |
| | Malformations congénitales des organes génitaux (Q50-Q56) | 74 | 196 | 2 | 4 | 76 | 200 |
| | Malformations congénitales de l'appareil urinaire (Q60-Q64) | 48 | 144 | 25 | 85 | 73 | 229 |
| | Malformations congénitales du système ostéo-articulaire et des muscles (Q65-Q79) | 70 | 323 | 126 | 442 | 196 | 765 |
| | Autres malformations congénitales (Q80-Q89) | 4 | 11 | 3 | 225 | 7 | 236 |
| | Anomalies chromosomiques, non classées ailleurs (Q90-Q99) | 4 | 75 | 3 | 42 | 7 | 117 |
| SOUS-TOTAL | | 290 | 1 082 | 236 | 1 212 | 526 | 2 294 |

| Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10) | | HOMMES | | FEMMES | | TOTAL | |
|--|---|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | | Patients | Jours | Patients | Jours | Patients | Jours |
| CHAPITRE XVIII: Symptômes, signes et résultats anormaux d'exams cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs | Symptômes et signes relatifs aux appareils circulatoire et respiratoire (R00-R09) | 148 | 828 | 97 | 443 | 245 | 1 271 |
| | Symptômes et signes relatifs à l'appareil digestif et à l'abdomen (R10-R19) | 461 | 2 496 | 639 | 4 086 | 1 100 | 6 582 |
| | Symptômes et signes relatifs à la peau et au tissu cellulaire sous-cutané (R20-R23) | 49 | 119 | 31 | 56 | 80 | 175 |
| | Symptômes et signes relatifs aux systèmes nerveux et ostéo-musculaire (R25-R29) | 18 | 77 | 28 | 313 | 46 | 390 |
| | Symptômes et signes relatifs à l'appareil urinaire (R30-R39) | 89 | 753 | 97 | 698 | 186 | 1 451 |
| | Symptômes et signes relatifs à la connaissance, la perception, l'humeur et le comportement (R40-R46) | 94 | 462 | 104 | 1 262 | 198 | 1 724 |
| | Symptômes et signes relatifs au langage et à la voix (R47-R49) | | | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Symptômes et signes généraux (R50-R69) | 661 | 3 194 | 630 | 4 025 | 1 291 | 7 219 |
| | Résultats anormaux de l'examen du sang, sans diagnostic (R70-R79) | 11 | 61 | 29 | 249 | 40 | 310 |
| | Résultats anormaux de l'examen des urines, sans diagnostic (R80-R82) | 12 | 95 | 23 | 158 | 35 | 253 |
| | Résultats anormaux de l'examen d'autres liquides, substances et tissus, sans diagnostic (R83-R89) | 1 | 4 | 1 | 2 | 2 | 6 |
| | Résultats anormaux d'imagerie diagnostic et d'épreuves fonctionnelles, sans diagnostic (R90-R94) | 6 | 32 | 9 | 62 | 15 | 94 |
| | Causes de mortalité mal définies et inconnues (R95-R99) | | | 1 | 12 | 1 | 12 |
| SOUS-TOTAL | | 1 550 | 8 121 | 1 690 | 11 367 | 3 240 | 19 488 |
| CHAPITRE XIX: Lésions traumatiques, empoisonnements et certaines autres conséquences de causes externes | Lésions traumatiques de la tête (S00-S09) | 790 | 4 503 | 416 | 2 431 | 1 206 | 6 934 |
| | Lésions traumatiques du cou (S10-S19) | 56 | 392 | 34 | 186 | 90 | 578 |
| | Lésions traumatiques du thorax (S20-S29) | 146 | 1 202 | 101 | 887 | 247 | 2 089 |
| | Lésions traumatiques de l'abdomen, des lombes, du rachis lombaire et du bassin (S30-S39) | 174 | 1 956 | 214 | 3 558 | 388 | 5 514 |
| | Lésions traumatiques de l'épaule et du bras (S40-S49) | 347 | 2 167 | 294 | 2 998 | 641 | 5 165 |
| | Lésions traumatiques du coude et de l'avant-bras (S50-S59) | 272 | 847 | 206 | 1 164 | 478 | 2 011 |
| | Lésions traumatiques du poignet et de la main (S60-S69) | 605 | 1 929 | 305 | 1 695 | 910 | 3 624 |
| | Lésions traumatiques de la hanche et de la cuisse (S70-S79) | 235 | 4 119 | 517 | 12 507 | 752 | 16 626 |
| | Lésions traumatiques du genou et de la jambe (S80-S89) | 765 | 4 929 | 511 | 5 088 | 1 276 | 10 017 |
| | Lésions traumatiques de la cheville et du pied (S90-S99) | 239 | 1 236 | 166 | 1 316 | 405 | 2 552 |
| | Lésions traumatiques de plusieurs parties du corps (T00-T07) | 99 | 919 | 67 | 400 | 166 | 1 319 |
| | Lésions traumatiques de siège non précisé du tronc, membre ou autre région du corps (T08-T14) | 107 | 751 | 86 | 1 125 | 193 | 1 876 |
| | Effets dus à un corps étranger ayant pénétré dans un orifice naturel (T15-T19) | 17 | 39 | 12 | 33 | 29 | 72 |
| | Brûlures et corrosions (T20-T32) | 48 | 286 | 23 | 234 | 71 | 520 |
| | Intoxications par des médicaments et des substances biologiques (T36-T50) | 59 | 200 | 68 | 338 | 127 | 538 |
| | Effets toxiques de substances d'origine essentiellement non médicale (T51-T65) | 215 | 700 | 63 | 176 | 278 | 876 |
| | Effets de causes externes, autres et non précisés (T66-T78) | 12 | 38 | 8 | 18 | 20 | 56 |
| | Complications de soins chirurgicaux et médicaux, non classées ailleurs (T80-T88) | 36 | 573 | 67 | 1 382 | 103 | 1 955 |
| | Séquelles de lésions traumatiques, d'empoisonnements et d'autres conséquences de causes externes (T90-T98) | 439 | 1 628 | 295 | 1 482 | 734 | 3 110 |
| SOUS-TOTAL | | 4 661 | 28 414 | 3 453 | 37 018 | 8 114 | 65 432 |
| CHAPITRE XXI: Facteurs influant sur l'état de santé et motifs de recours aux services de santé | Sujets en contact avec les services de santé pour des examens divers (Z00-Z13) | 99 | 238 | 102 | 286 | 201 | 524 |
| | Sujets pouvant courir un risque lié à des maladies transmissibles (Z20-Z29) | 13 | 53 | 7 | 57 | 20 | 110 |
| | Sujets ayant recours aux services de santé pour des motifs liés à la reproduction (Z30-Z39) | 1 | 8 | 320 | 1 504 | 321 | 1 512 |
| | Sujets ayant recours aux services de santé pour des actes médicaux et des soins spécifiques (Z40-Z54) | 64 | 2 685 | 122 | 5 356 | 186 | 8 041 |
| | Sujets dont la santé peut être menacée par des conditions socio-économiques et psycho-sociales (Z55-Z65) | 8 | 45 | 7 | 83 | 15 | 128 |
| | Sujets ayant recours aux services de santé pour d'autres motifs (Z70-Z76) | - | - | 2 | 10 | 2 | 10 |
| | Sujets dont la santé peut être menacée en raison d'antécédents personnels et familiaux et de certaines affections (Z80-Z99) | 32 | 169 | 43 | 283 | 75 | 452 |
| SOUS-TOTAL | | 217 | 3 198 | 603 | 7 579 | 820 | 10 777 |
| Hospitalisations dont le diagnostic de sortie n'est pas connu | | 730 | 5 225 | 786 | 7 149 | 1 516 | 12 374 |
| TOTAL | | 43 834 | 309 821 | 51 322 | 416 388 | 95 156 | 726 209 |

Tableau 6.6.3. - Durée d'hospitalisation^{*)} pour certaines interventions en 1998

| Type d'intervention | FEMMES | HOMMES | FEMMES ET HOMMES |
|---|--------|--------|------------------|
| Appendicectomie | 5,3 | 5,4 | 5,3 |
| Hernies | 8,8 | 6,2 | 6,9 |
| Extirpation de varices | 4,5 | 4,5 | 4,5 |
| Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire | 4,4 | 4,1 | 4,3 |
| Adénotomie et amygdalectomie | 3,4 | 3,1 | 3,2 |
| Chirurgie osseuse | 13,2 | 8,6 | 10,9 |

^{*)} Jours civils.

Tableau 6.6.4. - Durée d'hospitalisation^{*)} pour certaines interventions - ventilation par groupe d'âge et par sexe en 1998

| FEMMES | Groupes d'âges | | | | | | |
|---|----------------|--------|---------|---------|---------|---------|------------|
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 44 | 45 - 59 | 60 - 74 | 75 et plus |
| Appendicectomie | 3,3 | 4,4 | 5,0 | 5,4 | 8,0 | 9,7 | 13,8 |
| Hernies | 2,8 | 1,8 | 4,9 | 6,9 | 8,3 | 12,0 | 18,0 |
| Extirpation de varices | 0,0 | 1,0 | 2,9 | 3,4 | 4,3 | 6,8 | 8,9 |
| Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire | 0,0 | 0,0 | 6,0 | 4,1 | 4,0 | 3,9 | 4,7 |
| Adénotomie et amygdalectomie | 2,1 | 3,0 | 5,0 | 5,5 | 6,4 | 9,8 | 21,0 |
| Chirurgie osseuse | 3,5 | 2,3 | 5,3 | 6,1 | 9,1 | 13,7 | 28,6 |
| HOMMES | Groupes d'âges | | | | | | |
| | 0 - 4 | 5 - 14 | 15 - 29 | 30 - 44 | 45 - 59 | 60 - 74 | 75 et plus |
| Appendicectomie | 7,0 | 4,6 | 5,2 | 6,0 | 6,3 | 10,8 | 10,0 |
| Hernies | 5,2 | 1,9 | 4,5 | 4,9 | 6,3 | 7,4 | 11,0 |
| Extirpation de varices | 0,0 | 0,0 | 3,1 | 3,8 | 4,6 | 5,0 | 10,6 |
| Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire | 0,0 | 0,0 | 6,5 | 5,0 | 3,5 | 4,0 | 4,2 |
| Adénotomie et amygdalectomie | 2,1 | 3,0 | 5,0 | 5,9 | 6,4 | 5,9 | 3,0 |
| Chirurgie osseuse | 2,7 | 4,1 | 6,2 | 6,7 | 8,7 | 15,1 | 28,9 |

^{*)} Jours civils.

Annexe I - Comptes financiers 1999

Tableau I.1. - Assurance maladie maternité: Bilans 1998 et 1999

| ACTIF | Bilan de fin d'exercice au 31.12.1998 | Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999 |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|
| 1. Capitaux permanents | 112 420 266 | 591 836 287 |
| <i>Report à nouveau</i> | <i>112 420 266</i> | <i>591 836 287</i> |
| Déficit cumulé prestations en nature | 0 | 142 521 475 |
| Déficit cumulé prestations en espèces (art. 29.4b CAS) | 98 259 710 | 448 200 922 |
| Déficit cumulé prestations en espèces (art. 29.4a CAS) | 14 160 556 | 1 113 890 |
| 2. Valeurs immobilisées | 150 968 000 | 149 569 000 |
| Immobilisations | 150 968 000 | 149 569 000 |
| Prêts à plus d'un an et placements à moyen / long terme | 0 | 0 |
| 3. Tiers | 9 014 079 500 | 9 725 034 279 |
| <i>Tiers - débiteurs</i> | <i>4 079 427 227</i> | <i>4 275 142 592</i> |
| Débiteurs-bénéficiaires de prestations | 54 379 126 | 169 443 643 |
| Débiteurs-cotisations, intérêts et amendes | 4 006 189 460 | 4 078 432 278 |
| Débiteurs divers | 18 858 641 | 27 266 671 |
| <i>Organes et personnel</i> | <i>140 109</i> | <i>438 477</i> |
| <i>Etat et collectivités publiques</i> | <i>663 443 764</i> | <i>1 012 619 480</i> |
| <i>Organismes de sécurité sociale</i> | <i>1 272 461 257</i> | <i>1 450 920 166</i> |
| <i>Comptes de régularisation</i> | <i>2 998 607 143</i> | <i>2 985 913 564</i> |
| 4. Comptes financiers | 4 334 348 783 | 3 666 488 401 |
| Placements à moins d'un an | 3 989 994 830 | 3 569 000 000 |
| Banques et chèques postaux | 269 703 953 | 22 538 401 |
| Caisses | 74 650 000 | 74 950 000 |
| Total de l'actif | 13 611 816 549 | 14 132 927 967 |

| PASSIF | Bilan de fin d'exercice au 31.12.1998 | Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999 |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|
| 1. Capitaux permanents | 5 439 646 157 | 5 223 351 973 |
| <i>Réserve légale</i> | <i>3 633 041 674</i> | <i>4 106 351 973</i> |
| <i>Report à nouveau</i> | <i>342 568 483</i> | <i>0</i> |
| Excédent de financement - prestations en nature | 342 568 483 | 0 |
| Excédent de financement - prest. espèces (art. 29.4b CAS) | 0 | 0 |
| Excédent de financement - prest. espèces (art. 29.4a CAS) | 0 | 0 |
| <i>Provisions pour pertes et charges</i> | <i>1 267 000 000</i> | <i>920 000 000</i> |
| <i>Emprunts et avances à plus d'un an</i> | <i>197 000 000</i> | <i>197 000 000</i> |
| <i>Dépôts et cautionnements</i> | <i>36 000</i> | <i>0</i> |
| 2. Tiers | 8 172 170 392 | 8 909 575 994 |
| <i>Tiers - créditeurs</i> | <i>4 260 343 463</i> | <i>5 813 943 374</i> |
| Créditeurs - frais d'administration | 19 649 991 | 31 713 972 |
| Bénéficiaires de prestations en espèces | 348 631 127 | 357 894 061 |
| Bénéficiaires de prestations en nature | 464 878 639 | 305 964 620 |
| Fournisseurs de prestations en nature | 1 569 390 214 | 1 934 568 298 |
| Créditeurs - cotisations | 1 827 750 152 | 1 952 854 095 |
| Créditeurs divers | 30 043 340 | 1 230 948 328 |
| <i>Organes et personnel</i> | <i>1 810 446</i> | <i>1 425 379</i> |
| <i>Etat et collectivités publiques</i> | <i>3 189 967</i> | <i>2 430 535</i> |
| <i>Organismes de sécurité sociale</i> | <i>2 669 735 765</i> | <i>2 762 398 115</i> |
| <i>Comptes de régularisation</i> | <i>1 237 090 751</i> | <i>329 378 591</i> |
| 3. Comptes financiers | 0 | 0 |
| Total du passif | 13 611 816 549 | 14 132 927 967 |

| RECETTES | 1998 | 1999 | Variation en % 1999/ 1998 |
|---|-----------------------|-----------------------|------------------------------|
| I. Cotisations | 23 264 015 420 | 24 268 979 820 | 4,3% |
| <i>Prestations en espèces</i> | <i>4 423 819 838</i> | <i>3 926 766 517</i> | <i>-11,2%</i> |
| Cotisations PE (art. 29.4b CAS) | 3 994 158 081 | 3 551 407 347 | -11,1% |
| Cotisations PE (art. 29.4a CAS) | 429 661 757 | 375 359 170 | -12,6% |
| dont cotisations FOA ¹⁾ | 4 367 178 | 3 468 307 | -20,6% |
| <i>Soins de santé</i> | <i>18 840 195 582</i> | <i>20 342 213 303</i> | <i>8,0%</i> |
| Cotisations assurés actifs et autres | 15 120 573 712 | 16 453 673 971 | 8,8% |
| dont participation Etat | 6 617 180 | 6 250 541 | -5,5% |
| dont cotisations FOA ¹⁾ | 73 055 329 | 73 289 614 | 0,3% |
| Cotisations assurés pensionnés | 3 719 621 870 | 3 888 539 332 | 4,5% |
| II. Cotisations forfaitaires Etat | 11 253 427 710 | 11 759 389 112 | 4,5% |
| <i>Prestations en espèces</i> | <i>442 380 977</i> | <i>392 676 539</i> | <i>-11,2%</i> |
| Surprime PE (art. 29.4b CAS) | 399 414 801 | 355 140 621 | -11,1% |
| Surprime PE (art. 29.4a CAS) | 42 966 176 | 37 535 918 | -12,6% |
| <i>Soins de santé</i> | <i>10 811 046 733</i> | <i>11 366 712 573</i> | <i>5,1%</i> |
| Surprime PN actifs et autres (10%) | 1 512 022 010 | 1 645 364 243 | 8,8% |
| Surprime PN pensionnés (250%) | 9 299 024 723 | 9 721 348 330 | 4,5% |
| III. Participation de tiers | 2 158 813 562 | 2 714 233 508 | 25,7% |
| <i>Frais d'administration</i> | <i>190 513 562</i> | <i>296 832 714</i> | <i>55,8%</i> |
| Frais d'administration: charge Etat | 4 559 869 | 4 540 747 | -0,4% |
| Etat (frais non ventilés): maternité | 66 121 542 | 91 758 660 | 38,8% |
| Employeurs caisses d'entreprises et organismes | 119 832 151 | 200 533 307 | 67,3% |
| <i>Participation dans prestations (Etat)</i> | <i>1 968 300 000</i> | <i>2 417 400 794</i> | <i>22,8%</i> |
| Prestations en espèces -maternité | 1 392 011 835 | 1 705 092 693 | 22,5% |
| Prestations en nature -maternité | 574 837 430 | 710 157 348 | 23,5% |
| Autres soins de santé | 1 450 735 | 2 150 753 | 48,3% |
| <i>Participation exceptionnelle de l'Etat</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| IV. Transferts | 205 984 208 | 256 562 119 | 24,6% |
| Cotisations des régimes contributifs | 17 665 307 | 16 073 829 | -9,0% |
| Forfaits optants belges | 675 538 | 43 684 267 | 6366,6% |
| Pensions cédées | 150 386 817 | 167 147 251 | 11,1% |
| Restitution de cotisations | 37 256 546 | 29 656 772 | -20,4% |
| V. Revenus sur immobilisations | 14 579 610 | 14 619 692 | 0,3% |
| VI. Produits divers, dont: | 404 758 343 | 305 761 910 | -24,5% |
| - abattement sur produits pharmaceutiques | 60 831 190 | 62 723 495 | 3,1% |
| VII. Produits financiers | 123 571 028 | 113 734 947 | -8,0% |
| VIII. Prélèvement aux provisions pour prestations à liquider | 0 | 1 267 000 000 | p.m. |
| IX. Recettes diverses | 5 473 938 | 14 564 412 | 166,1% |
| Total des recettes courantes | 37 430 623 819 | 40 714 845 520 | 8,8% |
| <i>Prélèvement à la réserve</i> | <i>0</i> | <i>835 031 170</i> | <i>p.m.</i> |
| - prestations en nature | 0 | 485 089 958 | p.m. |
| - prestations en espèces art. 29.4a CAS | 0 | 0 | p.m. |
| - prestations en espèces art. 29.4b CAS | 0 | 349 941 212 | p.m. |
| - maternité | 0 | 0 | p.m. |
| Total des recettes | 37 430 623 819 | 41 549 876 690 | 11,0% |

¹⁾ Fonds d'orientation pour l'agriculture.

Tableau I.2. - Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 1998 et 1999 (suite)

| DEPENSES | 1998 | 1999 | Variation en % 1999 / 1998 |
|--|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|
| I. Frais d'administration | 1 465 212 838 | 1 489 622 194 | 1,7% |
| Frais de personnel | 872 606 367 | 898 610 207 | 3,0% |
| Achats de services | 176 663 411 | 178 289 320 | 0,9% |
| Dépenses diverses et frais d'élections | 73 028 284 | 48 694 337 | -33,3% |
| Frais du Centre Commun | 342 914 776 | 364 028 330 | 6,2% |
| II. Prestations en espèces | 5 077 376 213 | 5 721 954 211 | 12,7% |
| <i>Assurance maladie</i> | <i>3 820 452 878</i> | <i>4 182 079 791</i> | <i>9,5%</i> |
| Indemnités pécuniaires brutes (art. 29.4b CAS) | 3 464 450 930 | 3 798 518 427 | 9,6% |
| Indemnités pécuniaires brutes (art. 29.4a CAS) | 356 001 948 | 383 561 364 | 7,7% |
| <i>Assurance maternité</i> | <i>1 256 923 335</i> | <i>1 539 874 420</i> | <i>22,5%</i> |
| III. Prestations en nature | 27 850 335 968 | 32 190 096 867 | 15,6% |
| <i>Prestations assurance maladie</i> | <i>27 132 951 901</i> | <i>31 340 523 551</i> | <i>15,5%</i> |
| Prestations de soins de santé au Luxembourg | 22 953 346 850 | 26 798 642 923 | 16,8% |
| Prestations de soins de santé à l'étranger | 4 179 605 051 | 4 541 880 628 | 8,7% |
| <i>Indemnités funéraires</i> | <i>142 546 637</i> | <i>139 415 968</i> | <i>-2,2%</i> |
| <i>Prestations de maternité</i> | <i>574 837 430</i> | <i>710 157 348</i> | <i>23,5%</i> |
| Prestations de maternité au Luxembourg | 448 076 739 | 567 550 606 | 26,7% |
| Prestations de maternité à l'étranger | 126 760 691 | 142 606 742 | 12,5% |
| IV. Transferts de cotisations (cotis. sur indemnités pécuniaires) | 619 455 771 | 682 356 725 | 10,2% |
| Cotisations assurance maladie | 221 010 401 | 232 696 030 | 5,3% |
| Cotisations assurance pension | 398 445 370 | 449 660 695 | 12,9% |
| V. Décharges et restitution de cotisations | 40 684 033 | 40 539 601 | -0,4% |
| VI. Frais de gestion du patrimoine | 6 230 512 | 5 737 582 | -7,9% |
| VII. Dotation aux provisions et amortissement | 1 270 899 014 | 923 949 912 | -27,3% |
| dont provisions pour prestations à liquider | 1 267 000 000 | 920 000 000 | -27,4% |
| VIII. Quote-part Etat dans récupération | 0 | 0 | p.m. |
| IX. Dépenses diverses | 222 390 | 9 262 633 | 4065,0% |
| Total des dépenses courantes | 36 330 416 739 | 41 063 519 725 | 13,0% |
| <i>Dotation à la réserve</i> | <i>85 613 944</i> | <i>473 310 299</i> | <i>452,8%</i> |
| <i>Excédent de l'exercice</i> | <i>1 014 593 136</i> | <i>13 046 666</i> | <i>-98,7%</i> |
| - prestations en nature | 369 274 959 | 0 | p.m. |
| - prestations en espèces art. 29.4a CAS | 102 491 295 | 13 046 666 | -87,3% |
| - prestations en espèces art. 29.4b CAS | 542 826 882 | 0 | p.m. |
| - maternité | 0 | 0 | p.m. |
| Total des dépenses | 37 430 623 819 | 41 549 876 690 | 11,0% |

Relations entre l'Union des Caisses de Maladie et les prestataires de soins de santé

Les relations entre l'Union des Caisses de Maladie (UCM) et les prestataires de soins de santé du secteur hospitalier et extra-hospitalier sont régies par le chapitre V du Code des Assurances Sociales (CAS).

A) Les articles 61 et suivants du CAS déterminent les relations entre l'UCM et le secteur extra-hospitalier et prévoient la conclusion d'une convention avec les groupements professionnels, ou représentants d'organismes suivants:

- 1) les médecins;
- 2) les médecins-dentistes;
- 3) les infirmiers;
- 4) les kinésithérapeutes;
- 5) les psychomotriciens;
- 6) les sages-femmes;
- 7) les orthophonistes;
- 8) les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique;
- 9) les établissements de cures thérapeutiques;
- 10) les établissements de rééducation et de réadaptation fonctionnelles;
- 11) les structures complémentaires et extra-complémentaires en psychiatrie;
- 12) les fournisseurs de prothèses orthopédiques, d'orthèses et d'épithèses;
- 13) les pharmaciens;
- 14) les opticiens;
- 15) la Croix Rouge Luxembourgeoise pour la transfusion sanguine, le conditionnement et la fourniture de sang humain et de ses dérivés;
- 16) les personnes s'occupant particulièrement du transport des malades ou accidentés.

Tableau II.1a. - Relations entre l'UCM et les prestataires de soins de santé

| | MEMORIAL | Entrée en vigueur |
|--|-----------------------------|-------------------|
| 1 MEDECINS | | |
| Convention entre l'UCM et l'Association des Médecins et Médecins-dentistes- Convention pour les médecins | Mém. A 1993 N° 100, p. 2065 | 01.01.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1995 N° 88, p. 2056 | 01.06.1995 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1998 N° 58, p. 1004 | 01.08.1998 |
| 2 MEDECINS-DENTISTES | | |
| Convention entre l'UCM et l'Association des Médecins et Médecins-dentistes- Convention pour les médecins-dentistes | Mém. A 1993 N° 100, p. 2048 | 01.01.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1995 N° 48, p. 1278 | 01.06.1995 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1998 N° 58, p. 1007 | 01.08.1998 |
| 3 INFIRMIERS | | |
| Convention entre l'UCM et l'Association Nationale des Infirmiers Luxembourgeois | Mém. A 1993 N° 100, p. 2026 | 01.01.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1994 N° 54, p. 1048 | 01.07.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1998 N° 58, p. 1002 | 01.08.1998 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1998 N° 117, p. 3060 | 01.01.1999 |
| 4 KINESITHERAPEUTES | | |
| Convention entre l'UCM et l'Association des Kinésithérapeutes Diplômés | Mém. A 1993 N° 100, p. 2033 | 01.01.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1994 N° 35, p. 650 | 01.04.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1994 N° 76, p. 1399 | 01.08.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1998 N° 11, p. 174 | 01.03.1998 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1998 N° 117, p. 3063 | 01.01.1999 |
| 5 PSYCHOMOTRICIENS | | |
| Convention entre l'UCM et l'Association Luxembourgeoise des Psychomotriciens diplômés | Mém. A 1993 N° 100, p. 2109 | 01.01.1994 |

| | MEMORIAL | Entrée en vigueur |
|--|-----------------------------|-------------------|
| 6 SAGES-FEMMES | | |
| Convention entre l'UCM et l'Association Luxembourgeoise des Sages-femmes | Mém. A 1993 N° 100, p. 2115 | 01.01.1994 |
| 7 ORTHOPHONISTES | | |
| Convention entre l'UCM et l'Association Luxembourgeoise des Orthophonistes | Mém. A 1993 N° 100, p. 2089 | 01.01.1994 |
| 8 LABORATOIRES | | |
| Convention entre l'UCM et la Société Luxembourgeoise de Biologie Clinique | Mém. A 1993 N° 100, p. 2039 | 01.01.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1996 N° 58, p. 1806 | 01.09.1996 |
| 9 CENTRE THERMAL | | |
| Convention entre l'UCM et le Centre Thermal et de Santé de Mondorf-les-Bains | Mém. A 1994 N° 61, p. 1134 | 30.04.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A 1998 N° 79, p. 1581 | 01.01.1997 |
| 10 CENTRE DE REEDUCATION/HAMM | | |
| Convention entre l'UCM et le Centre de Rééducation et de Réadaptation fonctionnelles de Hamm | Mém. A 1994 N° 31 p. 591 | 01.02.1994 |
| 11 EGSP | | |
| Convention entre l'UCM et l'Entente des Gestionnaires des Structures Complémentaires et Extra-Hospitalières en Psychiatrie a.s.b.l. | Mém. A 2000 N° 27, p. 673 | 01.01.2000 |
| 12 ORTHOPEDISTES | | |
| Convention entre l'UCM et l'Association des Maîtres Orthopédistes-Bandagistes et la Fédération des Patrons Bottiers – Orthopédistes du Grand-Duché de Luxembourg | Mém. A 1993 N° 100, p. 2094 | 01.01.1994 |
| 13 PHARMACIENS | | |
| Convention entre l'UCM et les Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois | Mém. A 1993 N° 100, p. 2100 | 01.01.1994 |
| 14 OPTICIENS | | |
| Convention entre l'UCM et la Fédération des Patrons Opticiens du Grand-Duché de Luxembourg | Mém. A 1993 N° 100, p. 2085 | 01.01.1994 |
| 15 CROIX ROUGE | | |
| Convention entre l'UCM et la Croix Rouge Luxembourgeoise | Mém. A 1994 N° 31, p. 587 | 01.02.1994 |
| 16 AIR RESCUE | | |
| Convention entre l'UCM et l'a.s.b.l. " Luxembourg Air Rescue " | Mém. A 1993 N° 100, p. 2045 | 01.01.1994 |
| Amendement à la convention | Mém. A. 1994 N° 92, p. 1751 | 01.11.1994 |

- B) Les articles 74 et suivants du CAS déterminent les relations entre l'UCM et le secteur hospitalier.
L'article 75 du CAS prévoit la conclusion d'une convention avec le ou les groupements des hôpitaux.

Tableau II.1b. - Relations entre l'UCM et les groupements des hôpitaux

| | MEMORIAL | Entrée en vigueur |
|---|---------------------------|-------------------|
| ENTENTE DES HÔPITAUX LUXEMBOURGEOIS | | |
| Convention entre l'UCM et l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois | Mém. A 1996 N° 17, p. 759 | 01.01.1995 |

| | MEMORIAL | Entrée en vigueur | Valeur de la lettre-clé |
|---|-----------------------------|-------------------|-------------------------|
| MEDECINS | | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 68 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association des Médecins et Médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'UCM, | | | |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994 | Mém. A 1994 N° 4, p. 71 | 01.02.1994 | 105,48 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995 | Mém. A 1995 N° 48, p. 1283 | 01.06.1995 | 108,75 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996 | Mém. A 1995 N° 103, p. 2599 | 01.01.1996 | 109,94 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997 | Mém. A 1997 N° 4, p. 45 | 01.01.1997 | 113,46 |
| la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1998 | | | 113,46 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999 | Mém. A 1998 N° 117, p. 3075 | 01.01.1999 | 115,44 |
| MEDECINS-DENTISTES | | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 68 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association des Médecins et Médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'UCM, | | | |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994 | Mém. A 1994 N° 4, p. 72 | 01.02.1994 | 109,26 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995 | Mém. A 1995 N° 48, p. 1278 | 01.06.1995 | 114,88 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996 | Mém. A 1996 N° 103, p. 2640 | 01.01.1996 | 116,86 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997 | Mém. A 1997 N° 4, p. 40 | 01.01.1997 | 120,95 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998 | Mém. A 1998 N° 58, p. 996 | 01.07.1998 | 124,98 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999 | Mém. A 1998 N° 117, p. 3124 | 01.01.1999 | 126,74 |
| INFIRMIERS | | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 31 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Nationale des Infirmiers Luxembourgeois et l'UCM, | | | |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994 | Mém. A 1994 N° 4, p. 73 | 01.02.1994 | 64,67 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995 | Mém. A 1994 N° 121, p. 2852 | 01.01.1995 | 66,42 |
| la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1996 | | | 66,42 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997 | Mém. A 1997 N° 4, p. 89 | 01.01.1997 | 67,66 |
| la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1998 | | | 67,66 |
| Protocole d'accord signé en exécution de l'article 31 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'UCM, l'Association Nationale des Infirmiers Luxembourgeois et la Confédération Luxembourgeoise des Prestataires et Ententes dans le domaine Prévention, d'Aide et de Soins aux Personnes Dépendantes, portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999 | Mém. A 1998 N° 117, p. 3066 | 01.01.1999 | 69,83 |
| KINESITHERAPEUTES | | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 32 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Kinésithérapeutes et l'UCM, | | | |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994 | Mém. A 1994 N° 4, p. 74 | 01.02.1994 | 99,92 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995 | Mém. A 1994 N° 121, p. 2846 | 01.01.1995 | 102,63 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996 | Mém. A 1995 N° 103, p. 2648 | 01.01.1996 | 105,54 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997 | Mém. A 1997 N° 4, p. 111 | 01.01.1997 | 108,55 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998 | Mém. A 1998 N° 11, p. 175 | 01.01.1998 | 108,55 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999 | Mém. A 1999 N° 117, p. 3069 | 01.01.1999 | 110,29 |
| PSYCHOMOTRICIENS | | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 32 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Psychomotriciens Diplômés et l'UCM, | | | |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994 | Mém. A 1994 N° 4, p. 75 | 01.02.1994 | 78,27 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995 | Mém. A 1994 N° 121, p. 2842 | 01.01.1995 | 80,39 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996 | Mém. A 1995 N° 103, p. 2646 | 01.01.1996 | 81,87 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997 | Mém. A 1997 N° 4, p. 115 | 01.01.1997 | 85,02 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998 | Mém. A 1998 N° 11, p. 176 | 01.01.1998 | 85,02 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999 | Mém. A 1998 N° 117, p. 3071 | 01.01.1999 | 86,38 |

| | MEMORIAL | Entrée en vigueur | Valeur de la lettre-clé |
|--|-----------------------------|-------------------|-------------------------|
| SAGES-FEMMES | | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 27 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Sages-femmes et l'UCM, | | | |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994 | Mém. A 1994 N° 4, p. 76 | 01.02.1994 | 100 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995 | Mém. A 1994 N° 121, p. 2850 | 01.01.1995 | 103 |
| la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1996 | | | 103 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997 | Mém. A 1997 N° 4, p. 116 | 01.01.1997 | 104,93 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998 | Mém. A 1998 N° 11, p.177 | 01.01.1998 | 104,93 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999 | Mém. A 1998 N° 117, p. 3073 | 01.01.1999 | 108,30 |
| ORTHOPHONISTES | | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 26 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Orthophonistes et l'UCM, | | | |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994 | Mém. A 1994 N° 4, p. 75 | 01.02.1994 | 261,56 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995 | Mém. A 1994 N° 121, p. 2844 | 01.01.1995 | 268,05 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996 | Mém. A 1995 N° 103, p. 2647 | 01.01.1996 | 272,98 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997 | Mém. A 1997 N° 4, p. 113 | 01.01.1997 | 283,49 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998 | Mém. A 1998 N° 11, p. 176 | 01.01.1998 | 283,49 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999 | Mém. A 1998 N° 117, p. 3072 | 01.01.1999 | 288,03 |
| LABORATOIRES | | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 31 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre la Société Luxembourgeoise de Biologie Clinique et l'UCM, | | | |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994 | Mém. A 1994 N° 4, p. 73 | 01.02.1994 | 4,8849 |
| la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1995 | | | 4,8849 |
| la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1996 | | | 4,8849 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997 | Mém. A 1997 N° 4, p. 90 | 01.01.1997 | 4,9762 |
| portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998 | Mém. A 1998 N° 11, p. 175 | 01.01.1998 | 4,9762 |
| la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1999 | | | 4,9762 |
| ORTHOPEDISTES | | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 33 de la convention du 13 décembre 1993 conclue entre l'Association des Maîtres Orthopédistes-Bandagistes établis au Luxembourg et la Fédération des Patrons Bottiers du Grand-Duché de Luxembourg d'une part, et l'UCM d'autre part, | | | |
| portant fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1995 | Mém. A 1994 N° 121, p. 2855 | 01.01.1995 | 45,21 |
| portant fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1996 | Mém. A 1995 N° 103, p. 2651 | 01.01.1996 | 44,81 |
| portant fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1997 | Mém. A 1997 N° 4, p. 117 | 01.01.1997 | 45,93 |
| portant fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1998 | Mém. A 1998 N° 11, p. 177 | 01.01.1998 | 45,93 |
| la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1999 | | | 45,93 |

| | MEMORIAL | Entrée en vigueur |
|--|-----------------------------|--|
| CENTRE THERMAL | | |
| Protocoles d'accord signés entre l'UCM et le Centre Thermal et de Santé de Mondorf-les-Bains, | | |
| portant fixation des tarifs pour les exercices 1995, 1996 et 1997 | Mém. A 1997 N° 51, p. 1651 | 01.01.1995 01.01.1996 01.01.1997 |
| portant fixation des tarifs pour l'exercice 1998 | Mém. A 1998 N° 79, p.1579 | 01.01.1998 |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1999 | | |
| portant fixation des tarifs pour l'exercice 2000 | Mém. A 2000 N° 26, p. 659 | 01.01.2000 |
| CENTRE DE REEDUCATION/HAMM | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de la convention conclue entre le Centre de Rééducation et de Réadaptation fonctionnelles de Hamm et l'UCM, | | |
| portant fixation des tarifs des actes et services pour l'exercice 1995 | Mém. A 1995 N° 33, p. 947 | 01.01.1995 |
| portant fixation des tarifs des actes et services pour l'exercice 1995 | Mém. A 1995 N° 91, p. 2172 | 01.07.1995 |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1996 | | |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1997 | | |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1998 | | |
| portant fixation des tarifs des actes et services pour l'exercice 1999 | Mém. A 1999 N° 52, p. 1292 | 01.02.1999 |
| portant fixation des tarifs des actes et services pour l'exercice 2000 | Mém. A 2000 N° 27, p. 680 | 01.11.1999 |
| EGSP | | |
| Protocole d'accord signé en exécution de l'article 12 de la convention du 4 février 2000, conclue entre l'Entente des gestionnaires des structures complémentaires et extra-hospitalières en psychiatrie a.s.b.l. et l'UCM, portant fixation des tarifs pour l'exercice 2000 | Mém. A 2000 N° 27, p. 675 | 01.01.2000 |
| CROIX ROUGE | | |
| Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 14 de la convention du 1 ^{er} février 1994, conclue entre la Croix-Rouge Luxembourgeoise et l'UCM, | | |
| portant fixation des tarifs pour l'exercice 1994 | Mém. A 1994 N° 79, p. 589 | 01.01.1994 |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1995 | | |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1996 | | |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1997 | | |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1998 | | |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1999 | Mém. A 1999 N° 21, p. 589 | 01.01.1999 |
| les tarifs restent inchangés pour l'exercice 2000 | Mém. A 2000 N° 27, p. 671 | 01.01.2000 |
| LUXEMBOURG AIR RESCUE | | |
| Fixation des tarifs concernant le transport des malades par hélicoptère de secours | Mém. A 1993 N° 100, p. 2046 | 01.01.1994 |
| Luxembourg Air Rescue : Adaption des tarifs | Mém. A 1994 N° 92, p. 1751 | 01.08.1994 |
| les tarifs restent inchangés à partir de 1994 | | |

Les statuts de l'Union des Caisses de Maladie

Les statuts règlent les relations de l'assurance maladie avec les personnes bénéficiant de l'assurance maladie maternité et fixent notamment les modalités, conditions et taux de prise en charge des actes, services et fournitures.

Ils sont établis et modifiés par l'assemblée générale de l'Union des caisses de maladie sur proposition du conseil d'administration et approuvés par le Ministre de la Sécurité sociale sur avis de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale. Normalement les statuts sont modifiés deux fois par année, lors de l'assemblée générale qui se tient en été pour approuver le décompte annuel et lors de l'assemblée générale qui se tient en fin d'année et qui arrête le budget pour l'exercice suivant.

| STATUTS | MEMORIAL |
|---|------------------------------------|
| Statuts de l'UCM approuvés par arrêté ministériel du 19 janvier 1994 | Mém. A 1994 N° 4, p. 42 |
| Modification des statuts de l'UCM, telle que adoptée par l'assemblée générale de l'UCM en sa séance du 13 juillet 1994 et approuvée par arrêté ministériel du 11 août 1994 | Mém. A 1994 N° 77, p. 1402 |
| <i>Texte coordonné des statuts de l'UCM</i> | <i>Mém. A 1994 N° 79, p. 1420</i> |
| Modifications des statuts de l'UCM approuvées par arrêté ministériel du 22 décembre 1994 | Mém. A 1994 N° 123, p. 2950 |
| <i>Texte coordonné des statuts de l'UCM</i> | <i>Mém. A 1994 N° 123, p. 2989</i> |
| Modifications adoptées par l'assemblée générale du 12 juillet 1995 | Mém. A 1995 N° 71, p. 1780 |
| Modifications des statuts votées à l'assemblée générale du 16 novembre | Mém. A 1995 N° 103, p. 2718 |
| <i>Refixation du taux de cotisation</i> | <i>Mém. A 1995 N° 103, p. 2720</i> |
| Modification des statuts décidée en date du 10 juillet 1996 par l'assemblée générale de l'UCM et approuvée par arrêté ministériel du 2 août 1996 | Mém. A 1996 N° 58, p. 1790 |
| <i>Refixation du taux de cotisation</i> | <i>Mém. A 1996 N° 96, p. 2934</i> |
| Modification des statuts adoptée par l'assemblée générale de l'UCM en date du 15 novembre 1996 et approuvée par arrêté ministériel du 27 décembre 1996 | Mém. A 1996 N° 96, p. 2934 |
| <i>Décision en date du 15 novembre 1996 par l'assemblée générale de compléter l'alinéa 1 de l'article 39 des statuts de l'UCM en relation avec les actes médico-dentaires</i> | <i>Mém. A 1997 N° 12, p. 659</i> |
| Modifications des statuts de l'UCM adoptées par l'assemblée générale en date du 9 juillet 1997 et approuvées par arrêté ministériel du 24 juillet 1997 | Mém. A 1997 N° 64, p. 1986 |
| <i>Statuts de l'UCM - Réctificatif</i> | <i>Mém. A 1997 N° 72, p. 2334</i> |
| <i>Statuts de l'UCM - Réctificatif</i> | <i>Mém. A 1997 N° 82, p. 2530</i> |
| Modifications des statuts de l'UCM adoptées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 12 novembre 1997 | Mém. A 1997 N° 100, p. 3240 |
| Modifications des statuts adoptées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 8 juillet 1998 | Mém. A 1998 N° 85, p. 1856 |
| Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale du 10 novembre 1998 et approuvées par l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 | Mém. A 1998 N° 117, p. 3048 |
| <i>Entérinement des décisions provisoires du conseil d'administration</i> | <i>Mém. A 1999 N° 121, p. 2190</i> |
| <i>Refixation du taux de cotisation</i> | <i>Mém. A 1999 N° 146, p. 2643</i> |
| Modifications des statuts de l'UCM, décidées par l'assemblée générale du 10 novembre 1999 et approuvées par arrêté ministériel du 8 décembre 1999 | Mém. A 1999 N° 153, p. 2977 |
| <i>Modification des statuts de l'UCM décidée par le conseil d'administration de l'UCM en date du 5 avril 2000</i> | <i>Mém. A 2000 N° 38, p. 926</i> |
| Modification des statuts de l'UCM décidée par l'assemblée générale de l'UCM en date du 12 juillet 2000 et approuvée par arrêté ministériel du 8 août 2000 | Mém. A 2000 N° 82, p. 1933 |

Remarque: Pour une meilleure compréhension des textes et tableaux, il est signalé que les abréviations suivantes sont utilisées pour désigner les différentes caisses de maladie:

| | |
|--------|--|
| UCM | union des caisses de maladie |
| CMO | caisse de maladie des ouvriers |
| CMOA | caisse de maladie des ouvriers de l'Arbed |
| CMEP | caisse de maladie des employés privés |
| CMEA | caisse de maladie des employés de l'Arbed |
| CMFEP | caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics |
| CMFEC | caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux |
| EM-CFL | entraide médicale des chemins de fer luxembourgeois |
| CMPI | caisse de maladie des professions indépendantes |
| CMA | caisse de maladie agricole |

Les travailleurs intellectuels indépendants (TII) font partie de la caisse des employés privés.

ASSURANCE PENSION

Partie descriptive et partie statistique

Sommaire

| <i>PARTIE DESCRIPTIVE</i> | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| 1. Introduction | 139 |
| 2. L'évolution démographique | 140 |
| 3. Caractéristiques des revenus cotisables et des prestations | 144 |
| 4. Les données financières | 147 |

PARTIE STATISTIQUE

| | |
|---|---------|
| 1. Affiliation et revenus cotisables | 155 |
| <i>Régime général</i> | |
| Tableau 1.1. Evolution du nombre moyen des assurés | 157 |
| Tableau 1.2. Evolution chronologique du nombre annuel des assurés cotisants | 158 |
| Graphique 1.1. Répartition des assurés par âge et par sexe en 1999 | 159 |
| Tableau 1.3. Mouvement des assurés | 160 |
| Tableau 1.4. Répartition des assurés suivant le type d'assurance | 161 |
| Tableau 1.5. Evolution des revenus cotisables | 162 |
| Graphique 1.2. Répartition par âge du revenu moyen annuel cotisable en 1999 | 163 |
| Graphique 1.3. Nombre de cotisants par tranche de revenu mensuel cotisable en 1999 | 164 |
| Tableau 1.6. Coefficient d'ajustement | 165-166 |
| Tableau 1.7.a Nombre des bénéficiaires d'un "baby-year" | 167 |
| Tableau 1.7.b Montants des cotisations payées par l'Etat au titre du "baby-year" | 167 |
| Tableau 1.7.c Montants mensuels moyens des cotisations payées par l'Etat au titre du "baby-year" par assuré | 167 |
| Tableau 1.7.d Nombre des bénéficiaires d'un congé parental | 167 |
| <i>Régimes spéciaux (fonction publique, communes, PTT et CFL)</i> | 168 |
| Tableau 1.8. Evolution du nombre moyen des assurés par régime et par sexe | 168 |
| Tableau 1.9. Nombre moyen des assurés des régimes spéciaux par sexe | 168 |
| Tableau 1.10. Nombre des assurés des régimes spéciaux bénéficiant d'un congé parental | 169 |
| Tableau 1.11. Evolution chronologique du nombre annuel des assurés | 169 |
| Tableau 1.12. Age moyen des entrées dans l'assurance, mouvement des assurés | 170 |
| Graphique 1.4. Répartition des assurés par âge et par sexe en 1999 | 171 |
| Tableau 1.13. Evolution des revenus cotisables | 172 |
| 2. Pensions | 173 |
| Tableau 2.1a. Pensions en cours au mois de décembre | 175-176 |
| Tableau 2.1b. Avances en cours au mois de décembre | 177 |
| Tableau 2.2a. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de l'AVI en décembre 1999 | 178 |
| Tableau 2.2b. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPEP en décembre 1999 | 179 |
| Tableau 2.2c. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPACI en décembre 1999 | 180 |
| Tableau 2.2d. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPA en décembre 1999 | 181 |
| Tableau 2.2e. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès du régime unique en décembre 1999 | 182 |
| Tableau 2.3a. Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - AVI | 183 |
| Tableau 2.4a. Mouvement des pensions - AVI | 183 |

| | | |
|------------------------------|---|-----|
| Tableau 2.3b. | Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPEP | 184 |
| Tableau 2.4b. | Mouvement des pensions - CPEP | 184 |
| Tableau 2.3c. | Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPACI | 185 |
| Tableau 2.4c. | Mouvement des pensions - CPACI | 185 |
| Tableau 2.3d. | Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPA | 186 |
| Tableau 2.4d. | Mouvement des pensions - CPA | 186 |
| Tableau 2.3e. | Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - Total | 187 |
| Tableau 2.4e. | Mouvement des pensions - Total | 187 |
| Tableau 2.5. | Age moyen du bénéficiaire au moment de l'attribution de la pension | 188 |
| Tableau 2.6a. | Coefficient de charge du régime général - Evolution de 1960 à 1980 | 189 |
| Tableau 2.6b. | Coefficient de charge du régime général - Evolution de 1980 à 1999 | 190 |
| Tableau 2.6c. | Coefficient de charge des régimes spéciaux (secteur public, communes, PTT et CFL) - Evolution de 1960 à 1999 | 191 |
| Tableau 2.7. | Historique de l'ajustement | 192 |
| Tableau 2.8a. | Montant mensuel moyen des pensions par catégorie: évolution de 1985 à 1992 | 193 |
| Tableau 2.8b. | Montant mensuel moyen des pensions par catégorie: évolution à partir de 1995 | 194 |
| Tableau 2.9a. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Invalidité | 195 |
| Tableau 2.9b. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Vieillesse | 197 |
| Tableau 2.9c. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions de conjoint | 199 |
| Tableau 2.9d. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions d'orphelin | 201 |
| Graphique 2.1. | Nombre de pensions de vieillesse par tranches de montants mensuels | 202 |
| Tableau 2.10a. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE (mois de décembre 1999) | 203 |
| Tableau 2.10b. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CFL (mois de décembre 1999) | 205 |
| Tableau 2.10c. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CPFEC (mois de décembre 1999) | 207 |
| Tableau 2.10d. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Total des régimes spéciaux (mois de décembre 1999) | 209 |
| Tableau 2.10e. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE (mois de décembre 1998) | 211 |
| Tableau 2.10f. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CFL (mois de décembre 1998) | 213 |
| Tableau 2.10g. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CPFEC (mois de décembre 1998) | 215 |
| Tableau 2.10h. | Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Total des régimes spéciaux (mois de décembre 1998) | 217 |
| 3. Comptes financiers | | 219 |
| Tableau 3.1. | Compte d'exploitation consolidé de l'exercice 1999 | 220 |
| Tableau 3.2. | Etat détaillé des recettes | 221 |
| Tableau 3.3. | Etat détaillé des dépenses | 223 |
| Tableau 3.4. | Bilan de fin d'exercice 1999 du régime général d'assurance pension | 225 |
| Tableau 3.5. | Evolution des comptes financiers annuels et des réserves au 31 décembre du régime général | 227 |
| Tableau 3.6. | Répartition des cotisations suivant leur origine | 228 |
| Tableau 3.7. | Répartition des cotisations suivant l'année et le régime compétent | 229 |

| | | |
|---------------|--|-----|
| Tableau 3.8. | Détermination de la contribution des pouvoirs publics | 228 |
| Tableau 3.9. | Répartition des cotisations par le CCSS en 1999 | 230 |
| Tableau 3.10. | Rendement de la fortune | 231 |
| Tableau 3.11. | Comparaison des caractéristiques démographiques et financières des organismes de pension | 232 |

1. Introduction

Le régime général d'assurance pension concerne au Grand-Duché de Luxembourg près de 90% de la population exerçant une activité professionnelle. Les assurés se répartissent sur quatre caisses de pension suivant leur statut socio-professionnel, à savoir:

- l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité (AVI) pour les ouvriers,
- la caisse de pension des employés privés (CPEP) pour les employés privés et les travailleurs intellectuels indépendants,
- la caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels (CPACI) pour les professions indépendantes,
- la caisse de pension agricole (CPA) pour les agriculteurs, les viticulteurs et les horticulteurs.

A côté du régime général d'assurance pension, il existe des régimes spéciaux qui concernent:

- les fonctionnaires et employés publics (administration du personnel de l'Etat),
- les fonctionnaires et employés communaux (caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux - CPFEC),
- les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (service des pensions des CFL),
- les employés publics des établissements publics.

Enfin, on peut mentionner les fonctionnaires internationaux, qui relèvent des régimes de pension de leurs institutions.

Le présent chapitre se limite exclusivement aux données du régime général de pension et analyse uniquement l'évolution récente de ce régime ainsi que son équilibre financier à court terme. En ce qui concerne la situation actuarielle et financière à long terme, il faut se reporter aux avis et rapports spécifiques de l'inspection générale de la sécurité sociale.

Parmi les changements législatifs intervenus il faut citer:

Loi du 6 avril 1999 adaptant le régime général assurance pension.
(1999, A-35, p.900)

Règlement grand-ducal du 5 mai 1999 concernant l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées dans le régime général d'assurance pension. (1999, A-52, p.1290)

Règlement grand-ducal du 8 juin 1999 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1984 fixant les modalités relatives à l'administration du patrimoine des caisses de pension. (1999, A-81, p.1741)

Règlement grand-ducal du 23 décembre 1999 fixant les coefficients d'ajustement prévus à l'article 220 du code des assurances sociales.
(1999, A-149, p.2934)

Règlement grand-ducal du 19 mars 1999 fixant, pour l'exercice 1999, le montant des marges brutes standard et les taux des coûts de production fixes servant à la détermination du revenu professionnel agricole cotisable à l'assurance pension. (1999, A-32, p.776)

2. L'évolution démographique

L'équilibre financier du régime de pension est directement influencé par les évolutions du nombre des assurés et du nombre des bénéficiaires de pension. Comme le système de financement appliqué est proche de celui de la répartition pure, l'équilibre financier annuel dépend essentiellement des recettes en cotisations et des dépenses pour prestations, qui elles-mêmes dépendent directement des variables démographiques précitées. Les revenus de la fortune et les dotations aux réserves, bien que n'étant pas négligeables, ne présentent qu'une importance secondaire.

1. Les assurés

En 1999, le nombre moyen d'assurés atteint 234 968 unités, ce qui représente une augmentation de 5,1%. Alors que le début des années quatre-vingt était marqué par une stagnation en raison de la crise économique, la reprise de la conjoncture économique à partir de 1984 s'est traduite par une croissance de l'emploi d'une ampleur rarement constatée au cours des dernières décennies.

Cette augmentation est imputable pour une part prépondérante à l'accroissement de l'emploi féminin. Depuis 1984 le nombre d'assurés a augmenté en moyenne de 4,1% pour les femmes et de 3,0% pour les hommes.

Selon la répartition socio-professionnelle, c'est la catégorie des employés privés qui accuse la plus forte progression avec un taux de croissance annuel moyen entre 1984 et 1999 de 5,7%, celle des ouvriers ne s'établit qu'à 2,3%. En ce qui concerne les indépendants, on constate soit une légère progression pour les artisans, commerçants et industriels, soit une forte régression pour les agriculteurs.

Graphique 1. - Evolution du nombre moyen d'assurés

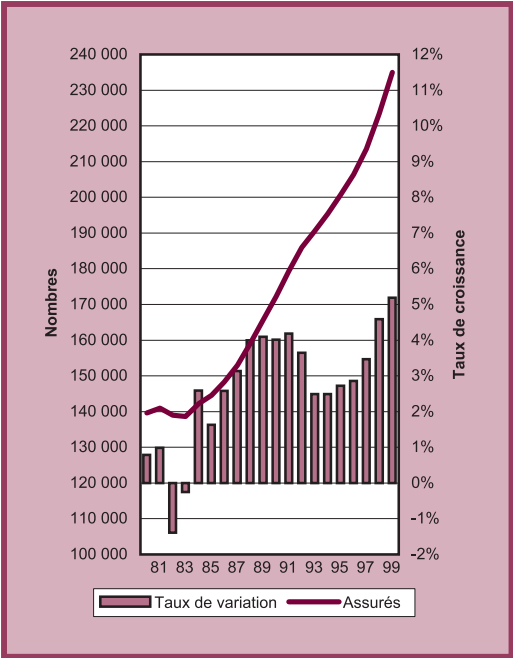


Tableau 1. - Nombre moyen d'assurés par caisse

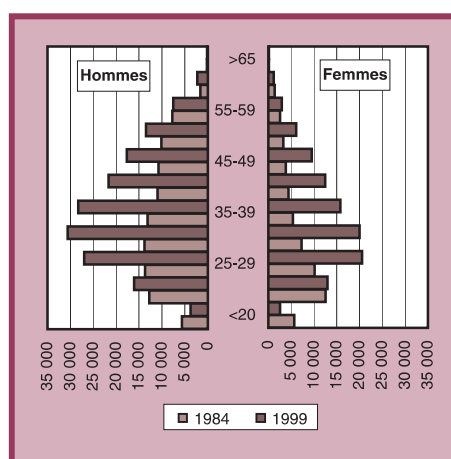
| Caisse | 1998 | 1999 | Taux de variation |
|--------|---------|---------|-------------------|
| AVI | 105 519 | 109 047 | 3,3% |
| CPEP | 105 051 | 113 139 | 7,7% |
| CPACI | 9 428 | 9 388 | -0,4% |
| CPA | 3 482 | 3 394 | -2,5% |
| Total | 223 480 | 234 968 | 5,1% |

L'évolution du nombre d'assurés auprès des différentes caisses de pension est le reflet de l'évolution de l'emploi total par branches d'activité. Une étude plus détaillée de l'emploi et de son évolution a été faite au chapitre "Emploi" de la présente publication.

L'analyse de l'évolution de la structure d'âge des assurés fait apparaître une population active en forte expansion démographique; des effectifs très nombreux dans les jeunes classes d'âge et des effectifs assez faibles dans les classes d'âge élevé. En comparant les différentes classes d'âge de 1999 avec celles de 1984, on constate:

- une régression du nombre d'assurés âgés de moins de vingt ans qui résulte de la prolongation de la durée moyenne de la scolarité ainsi que de l'arrivée à l'âge de début d'activité professionnelle de générations à effectifs plus faibles,
- une augmentation substantielle des classes d'âge de 20 à 44 ans en raison de l'apport massif des travailleurs migrants et frontaliers ainsi que de l'augmentation du taux d'activité féminin,
- une certaine constance des effectifs, notamment auprès des assurés féminins, dans les classes d'âge plus élevé.

Graphique 2. - Répartition par âge des assurés cotisants



| Age moyen des assurés de 15 à 65 ans en 1999 | | |
|--|-------------|-------------|
| Caisse | Hommes | Femmes |
| AVI | 35,6 | 35,1 |
| CPEP | 37,4 | 34,0 |
| CPACI | 43,9 | 43,4 |
| CPA | 42,1 | 45,0 |
| Total | 36,8 | 35,0 |

Il résulte de cette évolution que l'âge moyen des assurés masculins a diminué lentement depuis 1984 et atteint 36,8 ans en 1999 contre 37,0 en 1984, alors que l'âge moyen des assurés féminins a progressé pour atteindre 35,0 ans en 1999 contre 32,8 en 1984. Ce sont les régimes des indépendants qui présentent l'âge moyen des assurés le plus élevé, ce qui explique d'ailleurs en partie les coefficients de charge très élevés dans ces régimes.

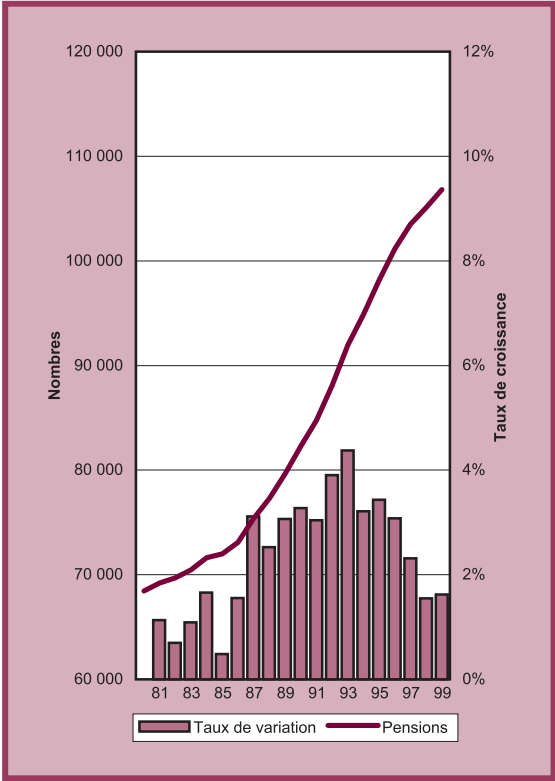
2. Le nombre de pensions

Le nombre de pensions en cours de paiement au mois de décembre 1999 atteint 106 812 unités et est en augmentation de 1,6% par rapport à l'année précédente. Ce taux de croissance est la résultante d'une augmentation du nombre des pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée de 3,0%, des pensions de survie du conjoint de 1,0%, des pensions d'orphelin de 1,6% et d'une diminution des pensions d'invalidité de 1,0%.

Les raisons de la reprise du taux de croissance du nombre de pensions, amorcée en 1987, après une période de croissance très modérée au début des années quatre-vingt sont multiples.

De prime abord, il faut remarquer que la faible croissance du nombre de pensions au début des années quatre-vingt est le résultat du creux dans la pyramide des âges correspondant aux générations nées entre 1915 et 1925, en raison du faible taux de natalité durant la Première Guerre mondiale et du nombre élevé de victimes durant la Seconde Guerre mondiale. Aussi, le nombre de pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée a-t-il carrément stagné entre 1980 et 1985, oscillant entre 31 100 et 31 600 unités, pour augmenter ensuite jusqu'à 49 272 unités en 1996, ce qui représente une augmentation dépassant 50% en 15 ans. Cette évolution a été amplifiée par la loi du 27 juillet 1987 qui a abrogé la condition du maintien des droits pour l'octroi d'une pension de vieillesse et qui a

Graphique 3. - Evolution du nombre des pensions (mois de décembre)



Un deuxième facteur était la hausse continue du nombre des pensions d'invalidité. Cette croissance était déjà anormalement élevée depuis 1975 en raison des conditions extrêmement favorables prévues par la loi du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (complément différentiel). Cette évolution a été renforcée par le remplacement du critère de l'invalidité générale par celui de l'invalidité professionnelle dans le régime des ouvriers à partir du 1er juillet 1987. Si, dans le régime ouvrier, le nombre des attributions de pensions d'invalidité s'est situé aux alentours de 1 600 unités avant 1987, il est passé à 2 400 en

1987. Dans le régime agricole, l'introduction des pensions minima et l'atténuation progressive des dispositions de non cumul ont plus que doublé le nombre de pensions d'invalidité dans ce régime.

Depuis 1998 cette catégorie de pensions est régressive.

Tableau 2. - Nombre de pensions par catégorie - mois de décembre (avances comprises à partir de 1990)

| Catégorie | | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | Taux de variation 98-99 | Variation moyenne 90-99 |
|-------------------|------------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|-------------------------|-------------------------|
| Invalidité | - hommes | 8 754 | 10 138 | 12 010 | 13 901 | 14 391 | 14 105 | -2,0% | 1,8% |
| | - femmes | 3 001 | 3 584 | 4 470 | 6 088 | 6 796 | 6 876 | 1,2% | 4,9% |
| Vieillesse | - hommes | 20 800 | 20 788 | 25 766 | 34 253 | 38 041 | 39 294 | 3,3% | 4,8% |
| | - femmes | 10 740 | 10 753 | 11 784 | 13 430 | 14 181 | 14 497 | 2,2% | 2,3% |
| Survie-conjoints | - hommes | * | * | * | 425 | 685 | 725 | 5,8% | |
| | - femmes | 22 081 | 24 142 | 26 037 | 27 756 | 28 694 | 28 959 | 0,9% | 1,2% |
| Survie-orphelins | - masculin | * | * | * | 1 135 | 1 159 | 1 179 | 1,7% | |
| | - féminin | 3 074 | 2 579 | 2 196 | 1 156 | 1 161 | 1 177 | 1,4% | -6,7% |
| Toutes catégories | | 68 450 | 71 984 | 82 263 | 98 144 | 105 108 | 106 812 | 1,6% | 2,9% |

*) données comprises sub. femmes

Jusqu'en 1991 le nombre total des pensions a évolué plus lentement que celui des assurés. Ceci était dû à une croissance assez modérée du nombre des pensions de survie du conjoint et à la régression du nombre des pensions d'orphelin. L'introduction de la pension de veuf à partir de 1988 ne s'est manifestée avec une certaine ampleur que dans le régime agricole. En 1995 et 1996 le taux de croissance du nombre des pensions personnelles avait dépassé celui du nombre des assurés cotisants. Depuis 1997 le régime connaît de nouveau la situation inverse avec un développement de l'emploi important qui se traduit par des taux de croissance du nombre des assurés cotisants, qui dépassent largement celui du nombre total des pensions.

La plus forte progression du nombre de pensions se produit auprès de la CPEP, qui se trouve dans un stade de maturation encore assez jeune, notamment en raison de la forte expansion de ses assurés cotisants. Auprès de l'AVI, la progression du nombre de pensions, en dehors des répercussions des modifications législatives, est plus faible en raison du degré de maturation plus élevé déjà atteint. La CPACI se trouve dans une situation stable, tandis que le nombre des pensions de la CPA regresse plus sensiblement épousant l'évolution du nombre des assurés actifs qui diminue depuis pratiquement 20 ans.

Tableau 3. - Nombre de pensions par caisse - mois de décembre (avances comprises à partir de 1990)

| Caisse | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | Taux de variation 98/99 | Variation moyenne 90/99 |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| AVI | 42 934 | 45 534 | 53 179 | 64 576 | 69 353 | 70 363 | 1,5% | 3,2% |
| CPEP | 10 076 | 11 083 | 13 929 | 18 063 | 20 493 | 21 316 | 4,0% | 4,8% |
| CPACI | 7 493 | 7 782 | 7 932 | 8 279 | 8 355 | 8 346 | -0,1% | 0,6% |
| CPA | 7 947 | 7 585 | 7 223 | 7 226 | 6 907 | 6 787 | -1,7% | -0,7% |
| Total | 68 450 | 71 984 | 82 263 | 98 144 | 105 108 | 106 812 | 1,6% | 2,9% |

3. Le coefficient de charge

Les années quatre-vingt avaient connu, pour le régime unique pris dans son ensemble, une croissance du nombre moyen des assurés cotisants plus importante que celle du nombre moyen des pensions, ce qui avait eu pour effet de réduire le coefficient de charge (nombre moyen de pensions pour 100 assurés cotisants). Cette évolution s'est essoufflée en 1992 pour entamer un mouvement inverse affichant 47,0 en 1993, 47,5 en 1994, 48,1 en 1995 et 48,3 en 1996.

En 1997, une évolution plus modérée du nombre des pensions alliée à une progression stabilisatrice plus forte du nombre des cotisants, surtout de la CPEP, a su freiner l'envol du coefficient de charge qui s'est situé ainsi à 47,9 pour l'ensemble des caisses, soit légèrement en-dessous de la valeur de 1996. En 1998 cette tendance s'est confirmée et le coefficient de charge du régime unique avait regressé à 46,7 pour diminuer à 45,1 en 1999.

Pour ce qui est de l'interprétation du niveau absolu du coefficient de charge, il y a lieu d'attirer l'attention sur la particularité que le nombre de pensions comporte de nombreuses pensions partielles relevant de l'assurance migratoire internationale. Si, du point de vue démographique, ce coefficient est correct, il ne permet pas de déduire immédiatement le niveau de la charge financière, en raison du montant réduit de ces pensions partielles.

Tableau 4. - Le coefficient de charge par caisse

| Caisse | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| AVI | 53,2 | 57,6 | 59,1 | 64,3 | 65,2 | 64,1 |
| CPEP | 23,7 | 21,7 | 19,5 | 19,9 | 19,2 | 18,5 |
| CPACI | 77,8 | 90,4 | 89,1 | 87,2 | 88,8 | 88,9 |
| CPA | 99,7 | 122,5 | 140,4 | 187,3 | 200,3 | 201,7 |
| Total | 48,6 | 49,7 | 47,0 | 48,1 | 46,7 | 45,1 |

3. Caractéristiques des revenus cotisables et des prestations

1. Les revenus cotisables

Le revenu mensuel moyen cotisable s'est élevé en 1999 à 101 458 francs pour l'ensemble des assurés, soit à 107 121 francs pour les assurés masculins et à 90 692 francs pour les assurés féminins. Ces moyennes cachent cependant des disparités assez importantes entre les différentes catégories socio-professionnelles, comme le montre le tableau 5 ci-dessous.

Le niveau de ces revenus moyens cotisables est influencé par l'existence d'un maximum et d'un minimum cotisable. Le plafond cotisable a été relevé du quadruple au quintuple du salaire social minimum de référence au 1.1.1992. Ceci a eu pour conséquence de diminuer la proportion d'assurés cotisant au plafond et d'augmenter sensiblement le revenu moyen cotisable.

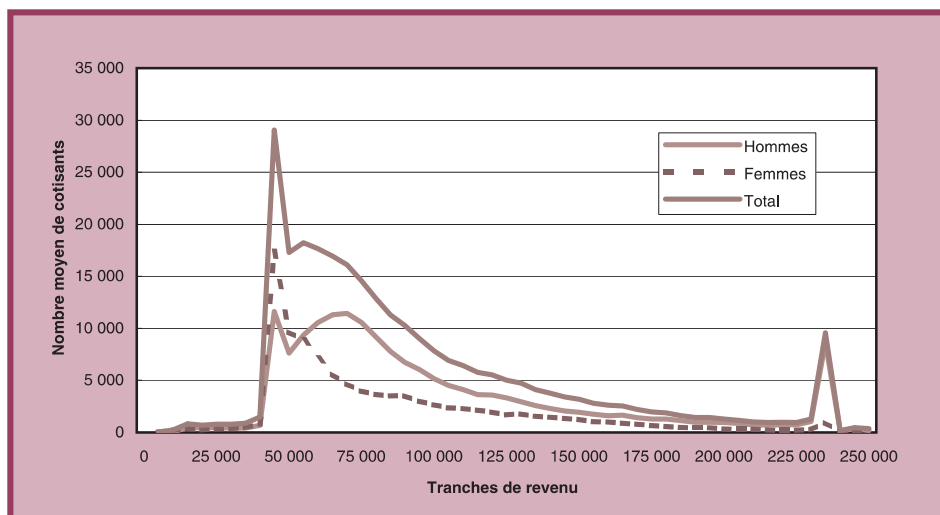
L'existence d'un niveau minimum du salaire cotisable qui s'élève en 1999 en moyenne à 47 366 francs n'a guère d'influence sur le revenu moyen cotisable des assurés de la CPEP et de l'AVI. Le minimum cotisable n'a d'influence que pour les non salariés. Certains non salariés pouvaient même bénéficier d'une dispense de cotisations, pouvant atteindre jusqu'à 6 mois au courant d'une année. Cette disposition a été abolie progressivement jusqu'en 1993, ce qui explique la progression assez importante du revenu moyen cotisable des assurés de la CPA.

La distribution des assurés par tranches de revenu mensuel cotisable fait apparaître une forte concentration des assurés aux alentours du salaire social minimum pour les deux sexes. Au plafond cotisable, on constate une forte accumulation d'assurés masculins alors que tel n'est pas le cas pour les assurés féminins.

Tableau 5. - Evolution du revenu mensuel moyen cotisable

| Caisse | Sexe | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | Variation 98/99 | Variation moyenne 90-99 |
|--------------|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-------------------------|
| AVI | Hommes | 51 960 | 62 825 | 75 711 | 78 728 | 80 522 | 2,3% | 2,5% |
| | Femmes | 34 158 | 42 145 | 55 310 | 59 160 | 61 165 | 3,4% | 3,8% |
| CPEP | Hommes | 81 744 | 98 607 | 136 373 | 141 581 | 144 710 | 2,2% | 4,1% |
| | Femmes | 51 629 | 72 088 | 97 384 | 105 051 | 108 973 | 3,7% | 4,3% |
| CPACI | Hommes | 56 654 | 69 541 | 94 719 | 100 491 | 101 782 | 1,3% | 4,2% |
| | Femmes | 36 198 | 43 755 | 62 368 | 67 695 | 69 649 | 2,9% | 5,0% |
| CPA | Hommes | 16 339 | 26 469 | 48 353 | 55 562 | 59 588 | 7,2% | 8,6% |
| | Femmes | 16 148 | 24 900 | 46 119 | 51 480 | 54 423 | 5,7% | 8,4% |
| Total | | 53 773 | 68 546 | 91 871 | 99 774 | 101 458 | 1,7% | 4,3% |

Graphique 4. - Répartition des assurés par tranches de revenu mensuel cotisable en 1999



2. Le niveau moyen des pensions

Le niveau moyen des pensions personnelles en cours de paiement en décembre 1999 s'élève à 53 991 francs pour les bénéficiaires masculins, 31 920 francs pour les bénéficiaires féminins, 38 782 francs pour les conjoints survivants et 15 910 francs pour les orphelins. A première vue, le niveau moyen de ces pensions paraît excessivement faible, notamment eu égard à la formule de calcul des pensions et au niveau des rémunérations cotisables.

L'explication de ce phénomène réside dans le fait que ces montants moyens se basent sur la totalité des pensions qui comprennent toutes les pensions partielles versées dans le cadre de l'assurance migratoire internationale à des bénéficiaires qui ne peuvent justifier que de courtes périodes d'assurance au Luxembourg. Ces montants moyens ne tiennent donc pas compte du montant de la pension étrangère à laquelle ces bénéficiaires ont également droit. Si l'on prend en considération l'ampleur du phénomène de l'assurance migratoire, qui concerne plus de la moitié (51,6%) des pensions du régime ouvrier et 24,5% des pensions du régime des employés privés, on comprend aisément l'importance de la réduction de ces montants moyens provoquée par les pensions partielles.

En outre, sont également comprises les pensions qui sont réduites en vertu d'une disposition de non cumul avec d'autres pensions, rentes ou revenus professionnels, alors que ces bénéficiaires disposent par définition d'un revenu supérieur à la pension réduite. Ces réductions de pension sont particulièrement fréquentes au niveau des pensions de survie du conjoint en cas de concours avec un revenu professionnel ou avec une pension personnelle.

Si le niveau absolu des pensions moyennes n'a guère de signification et ne peut être considéré comme représentatif du niveau de protection garanti par le régime contributif, l'évolution de ces montants moyens revêt une grande importance, à côté de l'évolution du nombre de pensions, pour expliquer la croissance des dépenses pour prestations.

Dans l'augmentation des montants moyens des pensions entre décembre 1985 et décembre 1999 la part imputable à l'adaptation indiciaire des pensions à l'échelle mobile des salaires s'élève à 33,2%.

L'ajustement des pensions au niveau réel des salaires intervient pour 25,6%. A rappeler que les ajustements ont eu lieu avec effet au 1er janvier 1986, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997 et 1999 et qu'ils se sont référés à la croissance du niveau des salaires respectivement des périodes 1979 - 1984, 1984 - 1986, 1986 - 1989, 1989 - 1991, 1991 - 1993, 1993 - 1995 et 1995 - 1997. Si les cinq derniers ajustements se sont traduits par une augmentation uniforme de toutes les

pensions de respectivement 3,55%, 5,07%, 3,77%, 3,28%, 3,17% et 1,33%, l'ajustement de 1986 ne s'appliquait qu'aux éléments de pension liés aux salaires, de sorte que le taux d'ajustement n'était pas uniforme pour toutes les pensions; le taux moyen s'élevait à 3,0%.

En dehors de ces revalorisations régulières, le montant moyen des pensions a subi les effets des différentes réformes légales. Les principales modifications au niveau du calcul des pensions ont été la revalorisation uniforme des pensions de 7% au 1er juillet 1987, le recalcul des majorations spéciales et le relèvement du taux de réversion des pensions de veuve au 1er janvier 1988 (taux moyen estimé à 2,25%), le relèvement des seuils de non cumul au 1er janvier 1990 (taux moyen estimé à 0,22%) et les répercussions de la loi du 24 avril 1991 en dehors de l'ajustement des pensions (taux moyen estimé à 8,86%, contenant également les répercussions de la loi du 27 juillet 1987 concernant le calcul définitif de certaines avances).

L'ampleur de l'ensemble des mesures de réforme peut donc être estimée à un taux de 19,4% du moins en ce qui concerne les répercussions immédiates de ces réformes. Il est cependant bien évident que les répercussions des réformes légales se sont traduites de façon inégale sur les montants de pension individuels.

Finalement, il ne faut pas oublier que l'évolution du montant moyen de l'ensemble des pensions a été influencée par la modification de la pondération des différentes catégories de pension ainsi que et surtout par l'augmentation de la proportion des pensions relevant de l'assurance migratoire internationale.

Graphique 5. - Evolution des montants moyens des pensions

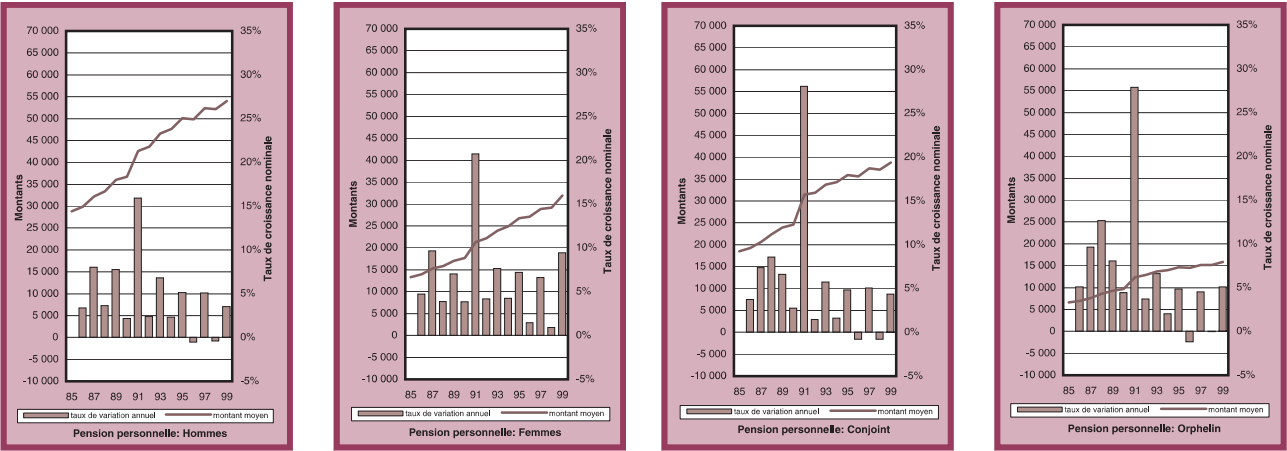


Tableau 6. - Taux de croissance du montant moyen des pensions (mois de décembre, sans les avances)

| Catégorie | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | Taux de variation 98/99 | Variation moyenne 90/99 |
|-------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------------|-------------------------|
| Pension personnelle hommes | 28 845 | 36 744 | 50 075 | 52 149 | 53 991 | 3,5% | 4,4% |
| Pension personnelle femmes | 13 325 | 17 669 | 26 713 | 29 170 | 31 920 | 9,4% | 6,8% |
| Pension de survie du conjoint | 18 523 | 24 554 | 35 954 | 37 157 | 38 782 | 4,4% | 5,2% |
| Pension d'orphelin | 6 625 | 9 703 | 14 665 | 15 140 | 15 910 | 5,1% | 5,6% |

3. Les transferts à l'étranger

L'extension de l'assurance migratoire internationale au cours des dernières décennies, en raison de l'appel continu de l'économie luxembourgeoise à la main-d'œuvre étrangère, n'a pas manqué de se répercuter sur les transferts de pensions à l'étranger. En décembre 1998, le nombre de pensions transférées s'élevait à 34 596, représentant 33,2% du nombre total des pensions. En décembre 1999 le nombre de pensions transférées s'élève à 35 974, ce qui représente 34,0% du nombre total de pensions liquidées pendant le même mois. Ainsi le nombre de pensions transférées a progressé de 4% par rapport à l'année précédente. Depuis 1985, ce nombre a plus que doublé.

Le montant des pensions transférées passe de 8,4 milliards de francs en 1998 à presque 9 milliards de francs en 1999 pour représenter 15,7% du montant total des pensions. Que ce pourcentage soit inférieur de moitié à celui du nombre de pensions transférées, s'explique par le fait que les pensions transférées ne sont que des pensions partielles calculées sur des carrières d'assurance incomplètes.

Les principaux pays destinataires sont évidemment les trois pays limitrophes à savoir la Belgique, l'Allemagne, la France ainsi que l'Italie et le Portugal. Des données plus détaillées au sujet de ces pensions transférées peuvent être consultées dans le chapitre international de la deuxième partie de cette publication.

4. Les données financières

1. Appréciation globale des opérations courantes

En 1999 les recettes courantes dépassent les dépenses courantes de 11,6 milliards de francs. Ce résultat a été obtenu grâce à une croissance des dépenses de 4,6% inférieure à celle des recettes qui augmentent de 6,6%. En éliminant l'évolution de l'échelle mobile des salaires, les dépenses progressent de 3,5% contre 5,5% pour les recettes.

Tableau 7. - Les opérations courantes
(en millions de francs)

| Année | Dépenses courantes | Recettes courantes | Solde |
|-------|--------------------|--------------------|--------|
| 1970 | 3 815 | 4 733 | 918 |
| 1975 | 7 920 | 9 510 | 1 590 |
| 1980 | 14 619 | 16 641 | 2 022 |
| 1985 | 20 868 | 24 959 | 4 091 |
| 1990 | 31 541 | 40 070 | 8 529 |
| 1991 | 36 743 | 43 948 | 7 205 |
| 1992 | 39 398 | 48 878 | 9 480 |
| 1993 | 43 765 | 52 962 | 9 197 |
| 1994 | 47 471 | 55 546 | 8 075 |
| 1995 | 51 058 | 58 491 | 7 433 |
| 1996 | 52 822 | 59 807 | 6 985 |
| 1997 | 56 957 | 63 994 | 7 037 |
| 1998 | 58 235 | 68 037 | 9 801 |
| 1999 | 60 904 | 72 554 | 11 650 |

Après élimination de l'évolution de l'échelle mobile des salaires, le taux de croissance annuel moyen pour la dernière période de couverture allant de 1992 à 1998 s'est situé à 4,6% pour les dépenses et à 4,3% pour les recettes, la progression des dépenses, à l'exception des exercices 1992 et 1998, ayant

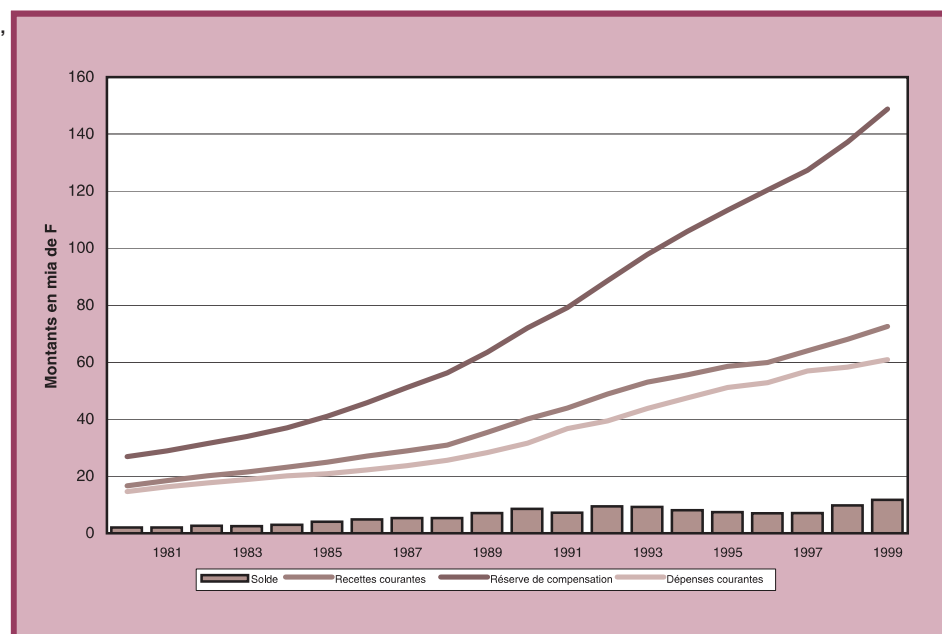
régulièrement dépassé celle des recettes pendant la dernière période de couverture.

L'évolution des recettes suit celle de la conjoncture économique, sauf en 1992 où le relèvement du plafond cotisable du quadruple au quintuple du salaire social minimum de référence avait provoqué une progression exceptionnelle.

Les dépenses augmentent en fonction, d'une part, de la croissance du nombre des bénéficiaires et, d'autre part, de celle du niveau moyen des prestations. Ce dernier, en dehors de l'impact de la réforme des prestations de 1991, augmente avec les échéances biennales des ajustements.

En 1999 les recettes courantes atteignent 10,3% du PIB contre 10,2% en 1998, tandis que les dépenses courantes affichent 8,6% face à 8,7% en 1998 (PIB version SEC; source: STATEC données provisoires pour 1999).

Graphique 6. - Evolution des recettes, des dépenses et de la réserve du régime unique



2. Les recettes courantes

Les cotisations globales (y compris les cotisations à charge des pouvoirs publics) représentent avec 66,0 milliards de francs 91,0% des recettes courantes, les revenus de la fortune atteignent 5,0 milliards de francs et représentent 6,9%, le reste est constitué par diverses contributions de l'Etat et par les transferts et les recettes diverses.

Tableau 8. - Structure des recettes courantes (en millions de francs)

| | | |
|---|----------|--------|
| Cotisations des assurés et des employeurs | 44 004,4 | 60,7% |
| Cotisations des pouvoirs publics | 22 000,5 | 30,3% |
| Autres contributions de l'Etat | 1 315,9 | 1,8% |
| Revenus de la fortune | 5023,9 | 0,0% |
| Transferts et recettes diverses | 208,9 | 0,3% |
| Total des recettes courantes | 72 553,6 | 100,0% |

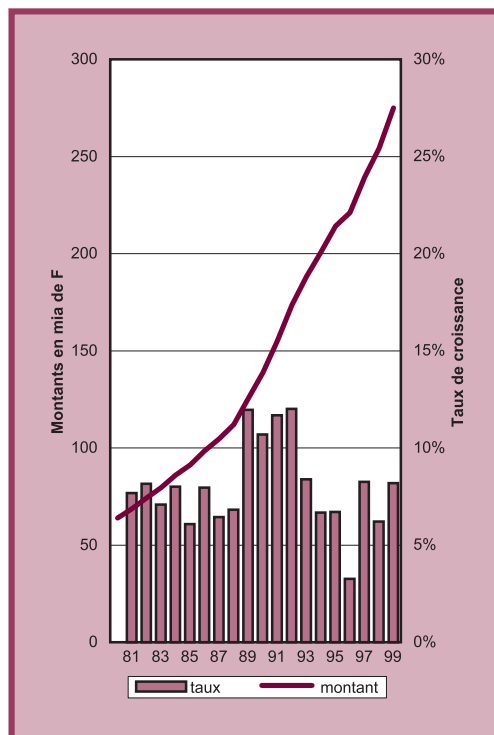
2.1. Les cotisations des assurés et des employeurs

Les cotisations des assurés et des employeurs ont affiché un montant de 44,0 milliards de francs face à 40,7 milliards de francs en 1998. La progression a été de 8,2% contre 6,2% en 1998, soit un taux de croissance réel, obtenu en éliminant les effets de la variation de l'échelle mobile des salaires, de 7,1% en 1999 contre 6,0% en 1998.

La progression moyenne annuelle du montant des cotisations pendant la dernière période de couverture allant de 1992 à 1998 se situait à 7,2%, soit 5,1% en valeur réelle.

En 1999, 97,8% des cotisations des quatre caisses de pension ont été perçues par le CCSS. Les caisses des salariés ne reçoivent plus que les cotisations sur les indemnités pécuniaires de maladie et certains rappels concernant des périodes antérieures à la reprise de la perception des cotisations par le centre commun; la perception des cotisations de la caisse de pension agricole a été reprise au 1er janvier 1995, celle de la caisse de pension des artisans, des commerçants et des industriels ayant déjà été reprise au 1er janvier 1993.

Graphique 7. - Evolution de la masse cotisable



L'évolution du volume des cotisations à charge des assurés et des employeurs s'explique exclusivement par l'évolution de la masse des revenus cotisables puisque le taux de cotisation est resté constant à 16%.

La comparabilité des exercices 1995 à 1997 a souffert de la contrainte de la communauté européenne d'anticiper les délais de l'échéancier statistique, ce qui a eu comme conséquence qu'à partir de l'exercice 1996 le recalcul annuel du plafond cotisable du CCSS de l'exercice écoulé ne figure que dans les comptes de l'exercice subséquent.

A côté de l'évolution du niveau général des salaires c'est surtout l'augmentation plus que sensible du nombre moyen des assurés cotisants, qui s'est situé à 5,2% en 1999 face à 4,6% en 1998 et qui a encore accentué la croissance de la masse des revenus cotisables. Si l'on élimine l'adaptation des salaires à l'évolution du coût de vie qui était de 1,04% en 1999, la progression réelle de la cotisation moyenne se chiffre à 1,8%.

2.2. La contribution des pouvoirs publics

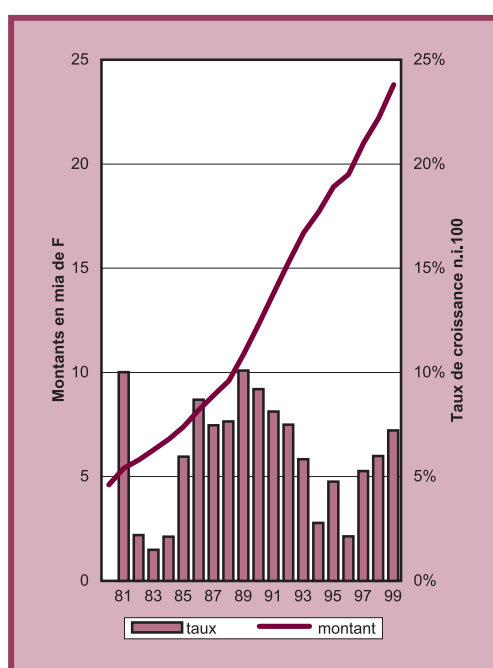
La contribution des pouvoirs publics concerne essentiellement la prise en charge d'un tiers (8%) des cotisations globales. En outre, l'Etat intervient dans le paiement de certaines cotisations des assurés (intervention du fonds d'orientation économique et social pour l'agriculture - FOA, prise en charge du baby-year, des cotisations des volontaires de l'Armée, des périodes de guerre et des périodes militaires), dans les frais d'administration, dans le complément différentiel et dans les prestations prises en charge par l'office des dommages de guerre. En contrepartie, l'Etat se voit restituer sa part dans les décharges et extournes de cotisations des exercices antérieurs. La contribution nette des pouvoirs publics au financement de l'assurance pension s'élève à 23 831,2 millions de francs et accuse une augmentation de 1 602,9 millions de francs, soit 6,1% (n.i.100) par rapport à 1998.

Tableau 9. - Contribution nette des pouvoirs publics (en millions de francs)

| | 1998 | 1999 |
|--------------------------------------|----------|----------|
| Cotisations des pouvoirs publics | 20 336,5 | 22 000,5 |
| FOA, baby-year et autres cotisations | 554,2 | 531,0 |
| Frais d'administration | 390,6 | 409,1 |
| Complément différentiel | 971,4 | 906,8 |
| Contribution brute | 22 252,7 | 23 847,4 |
| à déduire | 24,4 | 16,2 |
| Contribution nette | 22 228,3 | 23 831,2 |

La loi du 23 mai 1984 portant réforme du système de financement des régimes de pension contributifs a fixé le taux de cotisation à charge des pouvoirs publics à 7% pour 1985, 7,2% pour 1986, 7,4% pour 1987, 7,6% pour 1988, 7,8% pour 1989 et 8% à partir de l'exercice 1990. Cette contribution s'est répartie à raison de 94,5% à charge de l'Etat et de 5,5% à charge des communes. Elle est entièrement à charge de l'Etat à partir de l'exercice 1997.

Graphique 8. - Evolution de la charge budgétaire nette des pouvoirs publics



Le montant de la participation des pouvoirs publics dans les cotisations est calculé à partir des cotisations de l'assurance générale obligatoire et volontaire des exercices 1985 à 1999 des assurés et employeurs. En 1999 elle s'est élevée à 22 000,5 mio de francs. En considérant les décharges et extournes d'indus de l'exercice, renseignés aux comptes dépenses, ce montant se réduit à une participation nette de 21 984,3 mio de francs. Les cotisations à charge des pouvoirs publics sont en progression de 8,2% au nombre indice courant, soit de 7,1% au nombre indice 100 du coût de la vie.

La participation de l'Etat au financement des frais d'administration se chiffre en 1999 au montant de 409,1 mio de francs et représente 54,8% du total des frais d'administration à charge du régime d'assurance.

L'Etat maintient à sa charge le financement du complément différentiel introduit par la loi du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces. L'évolution décroissante du nombre des bénéficiaires et le remplacement des titulaires décédés par leurs survivants expliquent la régression continuée de la dépense y relative.

2.3. Autres cotisations

2.3.1. Les cotisations prises en charge par l'assurance dépendance

Il s'agit des cotisations, conformément à l'article 357 de la loi du 19.6.1998 portant introduction d'une assurance dépendance, relatives aux périodes pendant lesquelles des personnes ont assuré des aides et des soins à une personne dépendante (art 171.13 CAS). Ces cotisations s'élèvent en 1999 à 0,7 millions de francs.

2.3.2. Les cotisations de l'assistance maternelle

Ces cotisations sont à charge des organismes agréés oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et concernent les personnes assurant l'accueil d'un enfant en placement de jour et de nuit ou en placement de jour (art.171.14 CAS). Le montant y relatif s'élève en 1999 à 0,5 millions de francs.

2.3.3. Les cotisations de l'assurance volontaire.

Les cotisations de l'assurance volontaire se sont chiffrées en 1999 à 137,3 millions de francs face à 126,7 millions de francs en 1998, ce qui constitue une augmentation de 8,4%. L'impact du règlement grand-ducal du 5 mai 1999 concernant l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées ne saurait être chiffré que pour l'exercice 2000.

2.4. Les autres recettes

Les autres recettes concernent principalement les revenus sur immobilisations, les bénéfices de réalisation sur titres et sur immeubles, les produits divers en provenance de tiers, les produits financiers et les recettes diverses.

Les revenus bruts de la fortune (revenus sur immobilisations, bénéfices de réalisation sur titres et sur immeubles, produits financiers) atteignent 4 964,9 millions de francs et regressent de 6,9%.

En tenant compte des intérêts de retard sur cotisations de 59,0 millions de francs et des frais de gestion du patrimoine et pertes diverses de 168,0 millions de francs, les revenus nets s'élèvent à 4 855,9 millions de francs. Le taux de rendement moyen calculé par rapport à la réserve globale de compensation est de 3,48%. Le taux de rendement réel (n.i.100) passe à 2,41%.

Tableau 10. - Evolution du taux de rendement de la fortune (tous les régimes, en millions de francs)

| Année | Taux de rendement moyen | Taux de rendement réel |
|-------|-------------------------|------------------------|
| 1980 | 6,89% | 0,70% |
| 1985 | 6,87% | 4,05% |
| 1990 | 7,83% | 4,34% |
| 1991 | 7,24% | 3,34% |
| 1992 | 7,17% | 3,91% |
| 1993 | 6,93% | 3,68% |
| 1994 | 5,85% | 2,64% |
| 1995 | 5,11% | 3,18% |
| 1996 | 4,42% | 3,57% |
| 1997 | 4,03% | 1,70% |
| 1998 | 4,07% | 3,86% |
| 1999 | 3,48% | 2,41% |

Si ce taux de rendement intervient dans l'équilibre financier global du régime de pension, il faut cependant rappeler qu'il est dans une certaine mesure sous-évalué puisque la réserve de compensation contient une partie non négligeable de recettes dues mais non encore encaissées (débiteurs de cotisations, solde de la contribution de l'Etat). Si l'on se réfère aux valeurs effectivement placées, le taux de rendement nominal atteint 3,78%.

A l'occasion de la modification du règlement grand-ducal du 20.12.1984 fixant les modalités relatives à l'administration du patrimoine des caisses de pension, certains observateurs ont demandé

un élargissement des possibilités de placement telles qu'elles sont actuellement arrêtées à l'article 247 CAS.

La CPEP est actuellement en train de finaliser les conclusions d'une étude sur la gestion du patrimoine de la caisse. Les travaux relatifs à la sous-étude décidée en date du 4 février 2000 par le Conseil de Gouvernement et portant sur la politique de placement des réserves du régime unique pourront démarrer consécutivement à un appel d'offres à des consultants établis au Luxembourg.

3. Les dépenses courantes

Les prestations atteignent en 1999 un montant de 57 253,8 millions de francs et représentent ainsi 94,0% des dépenses courantes. Le reste se compose des transferts, des frais d'administration et des dépenses diverses.

Tableau 11. - Structure des dépenses courantes (en millions de francs)

| | | |
|---------------------------------|----------|--------|
| Frais d'administration | 747,2 | 1,2% |
| Pensions | 57 250,8 | 94,0% |
| Autres prestations | 62,7 | 0,1% |
| Transferts et dépenses diverses | 2 843,0 | 4,7% |
| Total des dépenses courantes | 60 903,7 | 100,0% |

3.1. Les frais d'administration

Les frais d'administration s'élèvent à 747,2 millions de francs pour augmenter de 4,4% par rapport à l'exercice précédent.

3.2. Les prestations

Tableau 12. - Nombre de pensions par caisse - mois de décembre (avances comprises à partir de 1990)

| Caisse | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | Taux de variation 98/99 | Variation moyenne 90/99 |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| AVI | 42 934 | 45 534 | 53 179 | 64 576 | 69 353 | 70 363 | 1,5% | 3,2% |
| CPEP | 10 076 | 11 083 | 13 929 | 18 063 | 20 493 | 21 316 | 4,0% | 4,8% |
| CPACI | 7 493 | 7 782 | 7 932 | 8 279 | 8 355 | 8 346 | -0,1% | 0,6% |
| CPA | 7 947 | 7 585 | 7 223 | 7 226 | 6 907 | 6 787 | -1,7% | -0,7% |
| Total | 68 450 | 71 984 | 82 263 | 98 144 | 105 108 | 106 812 | 1,6% | 2,9% |

En 1999 le nombre des pensions a augmenté de 1,6% par rapport à 1998.

Tableau 13. - Evolution des éléments de pension (en millions de francs)

| | 1998 | 1999 | Variation nominale | Variation réelle |
|--|----------|----------|--------------------|------------------|
| Avances | 88,2 | 103,2 | - | - |
| Majorations proportionnelles | 38 734,6 | 40 247,4 | 3,9% | 2,8% |
| Majorations proportionnelles spéciales | 2 901,0 | 2 854,4 | -1,6% | -2,6% |
| Majorations forfaitaires | 8 906,1 | 7 711,8 | -13,4% | -14,3% |
| Majorations forfaitaires spéciales | 469,2 | 1 018,0 | 117,0% | 114,7% |
| Majorations forfaitaires transitoires | 632,2 | 1 550,2 | 145,2% | 142,7% |
| Majorations assurance supplémentaire | 124,0 | 122,8 | -1,0% | -2,0% |
| Suppléments enfants | 24,7 | 21,5 | -13,0% | -13,9% |
| Compléments différentiels | 971,4 | 906,8 | -6,7% | -7,6% |
| Compléments pensions minima | 1 853,8 | 2 337,4 | 26,1% | 24,8% |
| Compléments divers | 3,8 | 348,6 | 9 073,7% | 8 979,2% |
| Allocations trimestrielles | 30,0 | 28,7 | -4,3% | -5,3% |
| Pensions brutes | 54 739,0 | 57 250,8 | 4,6% | 3,5% |

Le montant des pensions brutes passe de 54 739 à 57 251 millions de francs, ce qui correspond à une augmentation nominale de 4,6%, soit à une augmentation réelle de 3,5%.

La comparaison des éléments de pension de 1999 par rapport à 1998 est faussée par le recalcul des anciennes pensions effectué en juin 1999. Les pensions ont été recalculées suivant la législation actuellement applicable et redistribuées sur les différents éléments. Dans les cas où le nouveau calcul aurait désavantagé le bénéficiaire, des compléments ont été alloués. Le montant correspondant à la pension brute reste comparable. La progression y relative se situe à 3,5% à l'indice 100 du coût de la vie et renferme un ajustement de 1,3% échu au 1.1.1999.

4. Les opérations sur réserves et sur reports

L'excédent des opérations courantes qui constitue la dotation nette à la réserve de compensation se chiffre donc à un montant de 11 649 893 837 francs. Cette dotation correspond à 19,1% des dépenses courantes contre 16,8% pour l'exercice précédent.

Tableau 14. - La structure des réserves (en millions de francs)

| | AVI | CPEP | CPACI | CPA | Total | En % du total |
|----------------------------|----------|-----------|---------|---------|-----------|---------------|
| Réserves représentées par: | 15 326,2 | 129 879,6 | 2 281,6 | 1 316,5 | 148 803,9 | 100,0% |
| - Immeubles et terrains | 1 247,0 | 6 055,3 | 510,9 | 40,3 | 7 853,5 | 5,3% |
| - Prêts à long terme | 7,8 | 31 407,3 | 42,1 | - | 31 457,2 | 21,1% |
| - Titres | 15,1 | 18 850,5 | - | - | 18 865,6 | 12,7% |
| - Placements à court terme | 6 042,2 | 64 520,0 | 430,0 | 340,0 | 71 332,2 | 47,9% |
| - Trésorerie | 108,9 | 1 801,0 | 77,8 | 46,7 | 2 034,4 | 1,4% |
| - Solde débiteur | 7 905,2 | 7 245,5 | 1 220,8 | 889,5 | 17 261,0 | 11,6% |

La réserve de compensation se chiffre à 148 803,9 mio de francs au 31 décembre 1999 et est en progression de 11 649,9 mio de francs par rapport au 31 décembre 1998. Comparée au montant de 56 406,6 mio de francs de dépenses en prestations à charge de la communauté de risque (déduction faite du complément différentiel), la réserve de compensation représente 2,64 fois le montant des prestations annuelles.

5. Appréciation globale de la situation du régime unique

Tableau 15. - Situation du régime

| Année | Coefficient de charge | Prime de répartition pure | Niveau relatif de la réserve |
|-------|-----------------------|---------------------------|------------------------------|
| 1980 | 48,6 | 22,8 | 2,03 |
| 1981 | 48,8 | 23,6 | 1,95 |
| 1982 | 50,0 | 23,4 | 1,98 |
| 1983 | 50,5 | 23,5 | 2,00 |
| 1984 | 49,9 | 23,2 | 2,03 |
| 1985 | 49,7 | 22,6 | 2,19 |
| 1986 | 48,9 | 22,3 | 2,30 |
| 1987 | 48,5 | 22,5 | 2,38 |
| 1988 | 48,0 | 22,8 | 2,41 |
| 1989 | 47,4 | 22,6 | 2,45 |
| 1990 | 47,0 | 22,7 | 2,58 |
| 1991 | 46,5 | 23,7 | 2,35 |
| 1992 | 46,5 | 22,8 | 2,45 |
| 1993 | 47,0 | 23,3 | 2,43 |
| 1994 | 47,5 | 23,7 | 2,42 |
| 1995 | 48,1 | 23,9 | 2,40 |
| 1996 | 48,3 | 24,1 | 2,46 |
| 1997 | 47,9 | 24,1 | 2,41 |
| 1998 | 46,7 | 23,2 | 2,55 |
| 1999 | 45,1 | 22,4 | 2,64 |

Paramètres démographiques:

Depuis le début de la dernière période de couverture, l'évolution du nombre des cotisants avait régulièrement été moins prononcée que celle du nombre des bénéficiaires de pensions, ce qui avait eu comme conséquence une progression inquiétante du coefficient de charge de la communauté de risque. En 1997 une croissance quelque peu freinée du nombre de pensions ainsi qu'un développement plus prononcé de la population active avait permis au coefficient de charge global de marquer le pas. Cette tendance positive s'est confirmée en 1998 où l'évolution du nombre des cotisants dans le secteur ouvrier et surtout dans celui des employés a reflété de manière significative la création continue d'emplois nouveaux. En 1999 la progression du nombre des cotisants a encore dépassé celle de l'année précédente ce qui, conjugué à une progression faible du nombre de pensions, s'est traduit comme en 1998 par une nouvelle diminution du coefficient de charge.

Paramètres financiers

L'évolution plus que positive de l'emploi a gonflé la masse salariale et par conséquent le montant des cotisations portées en recettes par la communauté de risque. En revanche les dépenses pour prestations, qui n'ont connu qu'un faible ajustement en 1999, ont progressé légèrement, évolution bien aidée par l'attribution de pensions partielles attribuées à des bénéficiaires étrangers, titulaires de carrières encore incomplètes. La prime de répartition pure a diminué encore et reste positionnée en dessous du taux de cotisation actuel.

Lors des trois derniers exercices, les évolutions positives des facteurs-clés déterminants dans l'équilibre financier de l'assurance pension ont fait augmenter sensiblement la réserve de compensation du système.

A la fin de la dernière période de couverture, le niveau relatif de la réserve avait attesté au régime unique une situation sécurisante. Le niveau relatif de la réserve va encore croissant en 1999 et dépasse, pour la première fois dans l'histoire du régime, le cap des " 2,6 fois les prestations annuelles ". Néanmoins la conclusion formulée pour le compte consolidé de l'année précédente reste de mise, à savoir que la situation du régime unique sera toujours tributaire du contexte économique futur, des orientations politiques touchant au cadre légal de l'assurance pension et de l'évolution des droits acquis à honorer aux assurés cotisants d'aujourd'hui qui seront les bénéficiaires de pension de demain.

Section 1 - Affiliation et revenus cotisables

Considérations méthodologiques et définitions

1) Le dénombrement des assurés cotisants

Pour le dénombrement des assurés cotisants auprès du régime général d'assurance pension se composant de quatre régimes appelés contributifs dans le passé, on distingue deux définitions.

La première définition concerne le **nombre annuel des assurés cotisants** et considère comme tel une personne qui a versé au moins une cotisation au régime de pension au cours de l'année d'observation. Cette définition met l'accent sur l'aspect du nombre d'individus qui acquièrent des droits auprès du régime de pension. Elle n'est cependant pas synonyme de personnes assurées, dans la mesure où elle ne prend pas en compte les assurés qui conservent leurs droits à pension tout en ayant arrêté de cotiser. Ces assurés, dits "**assurés latents**", tiennent une importance particulière au Luxembourg en raison de la proportion élevée de travailleurs migrants et des cas fréquents d'arrêt de travail des assurés féminins.

La seconde définition concerne le **nombre moyen des assurés cotisants** et se base sur une moyenne des douze nombres mensuels de cotisants.

Les sources de données utilisées dans le présent rapport sont constituées, d'une part, par le fichier des carrières d'assurance et, d'autre part, par le fichier d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS).

Pour autant qu'il n'a pas été possible de reconstruire les données concernant les années antérieures, on a utilisé les anciennes données publiées par les caisses de pension.

2) Le principe de l'unicité d'affiliation

Le principe de l'unicité d'affiliation à un régime de pension contributif a été introduit par la loi du 23 décembre 1976 avec effet au 1^{er} janvier 1977. Au niveau statistique, la mise en pratique de ce principe a été réalisée en étapes en raison du fait que l'affiliation aux quatre régimes n'est gérée centralement qu'à partir de 1995. Ainsi, la diminution importante du nombre d'assurés auprès de la CPACI en 1981 résulte d'une première épuration des assurés cumulant une activité salariée et non salariée. A partir de 1983 ont été éliminés les doubles comptages entre l'AVI et la CPEP grâce à la gestion centralisée de l'affiliation auprès du CCSS. L'élimination des doubles comptages entre la CPA et les autres caisses a été réalisée au cours de l'année 1986. Il en résulte pour les années antérieures une surestimation systématique du nombre des assurés cotisants suivant les deux définitions.

L'existence d'une carrière d'assurance unique pour les quatre régimes a permis de déterminer le nombre annuel total des assurés cotisants sans doubles comptages depuis 1982.

Sur la base de ce fichier, il est possible d'analyser le mouvement des assurés cotisants. Ainsi, sont considérés comme entrés au cours d'un exercice les assurés qui ont cotisé au cours de cet exercice et qui n'ont pas cotisé au cours de l'exercice précédent. Les sorties au cours d'un exercice se définissent d'une manière analogue comme les assurés qui ont cotisé au cours de cet exercice mais qui n'ont pas cotisé au cours de l'exercice suivant. On peut distinguer les assurés qui sont entrés pour la première fois dans l'assurance et les assurés qui sont rentrés dans l'assurance après une interruption d'au moins une année civile entière. On peut également analyser, du moins approximativement, les passages d'assurés d'un régime à l'autre en considérant comme transfert un assuré qui a cotisé auprès d'un régime au cours d'une année sans avoir cotisé auprès du même régime au cours de l'année précédente mais auprès d'un autre régime.

3) La computation des périodes d'assurance

Les périodes d'assurance sont computées uniformément par mois civils. Conformément à l'article 175 du CAS, compte pour un mois civil entier toute fraction de mois représentant au moins 64 heures de travail, lorsqu'il s'agit d'une activité salariée, ou 10 jours civils, lorsqu'il s'agit d'une activité indépendante.

A partir du 1^{er} janvier 1999, les fractions de mois inférieures à 64 heures sont réputées aux mois suivants et mises en compte le premier mois où le total des heures d'activité aura, compte tenu du report, atteint le seuil précisé, alors que les salaires, traitements ou revenus cotisables sont portés en compte pour le mois auquel ils se rapportent. Ces dispositions rétroagissent au 1^{er} janvier 1988.

Toutefois, pour l'établissement des tableaux de ce chapitre, la fraction de mois inférieure à ces seuils est négligée dans la computation des périodes d'assurance, mais les revenus cotisables correspondants sont portés en compte pour le calcul des pensions jusqu'en 1998.

Un assuré dont la durée d'activité n'atteint pas ces seuils au cours des douze mois d'une année, et qui ne bénéficie donc pas de période d'assurance au cours de cette année, est cependant compté comme une unité parmi le nombre annuel des assurés cotisants.

4) Les revenus cotisables

Les revenus cotisables ont également été obtenus à partir du fichier de la carrière d'assurance unique et représentent donc les assiettes cotisables retenues pour le calcul des cotisations. Il s'ensuit que, d'une part, les revenus professionnels dépassant le plafond cotisable de 5 fois le salaire social minimum (4 fois le salaire social minimum jusqu'en 1991) n'y figurent que jusqu'à concurrence de ce plafond et que, d'autre part, les revenus professionnels inférieurs au minimum cotisable ont été relevés jusqu'à ce minimum pour autant que de besoin.

Avant 1988, le nombre de mois dans le régime ouvrier a été obtenu en divisant le nombre de journées par 26. Ce facteur qui ne correspond pas à l'ancien facteur de conversion de 22,5 prévu par la loi de coordination, tient compte du fait qu'une semaine de travail correspondait à 6 journées d'assurance (prise en compte de la semaine réduite). La durée annuelle normale d'assurance d'un ouvrier atteignait donc 312 journées (52 semaines à 6 journées d'assurance) ce qui correspondait à 26 journées par mois.

A partir de 1988, la détermination du nombre de mois pour le calcul du revenu mensuel moyen des salariés est effectuée de la façon suivante: la durée de travail effective, comptabilisée en heures, est transformée en journées en la divisant par 8 et transformée ensuite en mois en la divisant par le facteur 21,67. Ce facteur s'obtient en divisant le nombre annuel de journées de travail de 260 (52 semaines de 5 journées de travail) par 12. Le nombre de mois de travail ainsi obtenu diffère donc du nombre de mois d'assurance tel qu'il est défini ci-dessus sub 3).

Tableau 1.1. - Evolution du nombre moyen des assurés

| Année | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | Total | | Total général |
|---------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|--------|---------------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | |
| 1960 | 54 008 | 12 658 | 10 227 | 5 814 | 4 745 | 630 | 7 993 | 2 319 | 76 973 | 21 421 | 98 394 |
| 1965 | 57 966 | 13 034 | 12 948 | 8 027 | 8 729 | 2 873 | 6 819 | 1 663 | 86 462 | 25 597 | 112 059 |
| 1970 | 57 763 | 14 083 | 16 381 | 11 550 | 8 084 | 3 002 | 5 857 | 1 361 | 88 085 | 29 996 | 118 081 |
| 1975 | 64 144 | 17 796 | 20 785 | 15 842 | 7 292 | 3 319 | 5 279 | 3 979 | 97 500 | 40 936 | 138 436 |
| 1980 | 60 867 | 19 228 | 22 965 | 19 199 | 6 447 | 3 059 | 4 226 | 3 612 | 94 505 | 45 098 | 139 603 |
| 1984 | 57 354 | 20 420 | 26 345 | 22 919 | 5 835 | 2 850 | 3 507 | 3 027 | 93 041 | 49 216 | 142 257 |
| 1985 | 57 612 | 20 945 | 27 319 | 23 850 | 5 818 | 2 791 | 3 375 | 2 871 | 94 124 | 50 457 | 144 581 |
| 1986 | 58 656 | 21 350 | 28 634 | 25 253 | 5 780 | 2 772 | 3 097 | 2 764 | 96 167 | 52 139 | 148 306 |
| 1987 | 59 744 | 21 931 | 30 305 | 26 784 | 5 737 | 2 769 | 3 027 | 2 665 | 98 813 | 54 149 | 152 962 |
| 1988 | 61 297 | 22 939 | 32 164 | 28 506 | 5 794 | 2 838 | 2 946 | 2 595 | 102 201 | 56 878 | 159 079 |
| 1989 | 62 797 | 23 114 | 34 325 | 31 194 | 5 841 | 2 960 | 2 856 | 2 506 | 105 819 | 59 774 | 165 593 |
| 1990 | 64 572 | 23 847 | 36 517 | 33 317 | 5 905 | 2 973 | 2 765 | 2 392 | 109 759 | 62 529 | 172 288 |
| 1991 | 66 713 | 24 744 | 38 630 | 35 393 | 6 008 | 3 026 | 2 665 | 2 261 | 114 016 | 65 424 | 179 440 |
| 1992 ^{*)} | 68 270 | 25 980 | 40 006 | 37 876 | 6 116 | 3 104 | 2 520 | 2 118 | 116 912 | 69 078 | 185 990 |
| 1993 | 69 022 | 26 769 | 41 619 | 39 580 | 6 163 | 3 127 | 2 382 | 1 962 | 119 186 | 71 438 | 190 624 |
| 1994 | 69 750 | 27 301 | 43 545 | 41 332 | 6 244 | 3 107 | 2 260 | 1 826 | 121 799 | 73 566 | 195 365 |
| 1995 | 70 420 | 28 033 | 45 950 | 42 949 | 6 306 | 3 159 | 2 153 | 1 717 | 124 829 | 75 858 | 200 687 |
| 1996 | 71 285 | 28 937 | 48 295 | 44 741 | 6 272 | 3 168 | 2 095 | 1 634 | 127 947 | 78 480 | 206 427 |
| 1997 | 72 612 | 29 875 | 51 282 | 46 789 | 6 242 | 3 218 | 2 026 | 1 549 | 132 162 | 81 431 | 213 593 |
| 1998 | 74 990 | 30 529 | 55 541 | 49 510 | 6 142 | 3 286 | 1 979 | 1 503 | 138 652 | 84 828 | 223 480 |
| 1999 ^{**)} | 77 466 | 31 581 | 59 934 | 53 205 | 6 046 | 3 342 | 1 925 | 1 469 | 145 371 | 89 597 | 234 968 |

^{*)} Nouvelle série à partir de 1992.^{**)} Avec congé parental.

Tableau 1.2. - Evolution chronologique du nombre annuel des assurés cotisants
(assurés ayant cotisé au cours de l'exercice)

| Année | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | Tous les régimes | |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|--------|--------|------------------|--------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 1960 | 64 987 | 18 256 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1965 | 70 782 | 19 129 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1970 | 71 086 | 21 380 | 17 655 | 13 117 | 30 772 | 40 392 | - | - | - | - |
| 1975 | 74 853 | 23 845 | 22 401 | 17 991 | 40 392 | 41 307 | - | - | - | - |
| 1976 | 72 119 | 24 350 | 22 639 | 18 668 | 41 307 | 42 346 | - | - | - | - |
| 1977 | 69 770 | 24 327 | 22 970 | 19 376 | 42 346 | 43 425 | - | - | - | - |
| 1978 | 67 651 | 24 213 | 23 362 | 20 063 | 43 425 | 45 307 | - | - | - | - |
| 1979 | 68 880 | 24 931 | 24 128 | 21 179 | 45 307 | 46 553 | - | - | - | - |
| 1980 | 67 691 | 25 311 | 24 750 | 21 803 | 46 553 | 49 158 | - | - | - | - |
| 1981 | 66 314 | 25 044 | 25 997 | 23 161 | 49 158 | 50 653 | 5 902 | 3 127 | 9 029 | 6 994 |
| 1982 | 65 368 | 25 486 | 26 591 | 24 062 | 50 653 | 52 171 | 5 983 | 3 099 | 9 082 | 6 667 |
| 1983 | 64 571 | 25 510 | 27 434 | 24 737 | 52 171 | 54 463 | 6 028 | 3 087 | 9 115 | 6 428 |
| 1984 | 64 147 | 25 626 | 28 434 | 26 029 | 54 463 | 56 866 | 6 064 | 3 046 | 9 110 | 6 294 |
| 1985 | 64 612 | 26 243 | 29 573 | 27 293 | 56 866 | 60 027 | 5 995 | 3 020 | 9 015 | 6 064 |
| 1986 | 66 313 | 26 623 | 31 176 | 28 851 | 60 027 | 63 791 | 5 976 | 3 004 | 8 980 | 5 891 |
| 1987 | 68 330 | 27 286 | 33 098 | 30 693 | 63 791 | 68 619 | 6 104 | 3 171 | 9 275 | 5 739 |
| 1988 | 70 412 | 28 586 | 35 424 | 33 195 | 68 619 | 74 433 | 6 219 | 3 270 | 9 489 | 5 498 |
| 1989 | 72 199 | 29 261 | 37 765 | 36 668 | 74 433 | 79 950 | 6 334 | 3 315 | 9 649 | 5 304 |
| 1990 | 75 486 | 30 662 | 40 412 | 39 538 | 79 950 | 83 709 | 6 467 | 3 368 | 9 835 | 5 112 |
| 1991 | 78 499 | 31 386 | 42 422 | 41 287 | 83 709 | 87 565 | 6 583 | 3 439 | 10 022 | 4 847 |
| 1992 | 81 041 | 32 306 | 44 125 | 43 440 | 87 565 | 90 931 | 6 718 | 3 485 | 10 203 | 4 533 |
| 1993 | 81 221 | 32 969 | 45 857 | 45 074 | 90 931 | 95 475 | 6 846 | 3 466 | 10 312 | 4 264 |
| 1994 | 82 963 | 33 477 | 48 188 | 47 287 | 95 475 | 99 939 | 6 879 | 3 516 | 10 395 | 4 001 |
| 1995 | 83 893 | 34 364 | 50 816 | 49 123 | 99 939 | 104 918 | 6 826 | 3 577 | 10 403 | 3 896 |
| 1996 | 85 846 | 36 188 | 53 629 | 51 289 | 104 918 | 111 394 | 6 750 | 3 614 | 10 364 | 3 739 |
| 1997 | 87 967 | 37 424 | 57 521 | 53 873 | 111 394 | 119 284 | 6 683 | 3 674 | 10 357 | 3 616 |
| 1998 | 91 523 | 38 314 | 62 121 | 57 163 | 119 284 | 129 027 | 6 565 | 3 702 | 10 267 | 3 559 |
| 1999 ¹⁾ | 95 333 | 39 570 | 67 485 | 61 542 | 129 027 | | | | | |

¹⁾ Données provisoires, sans congé parental.

Graphique 1.1. - Répartition des assurés par âge et par sexe en 1999
(Données provisoires)

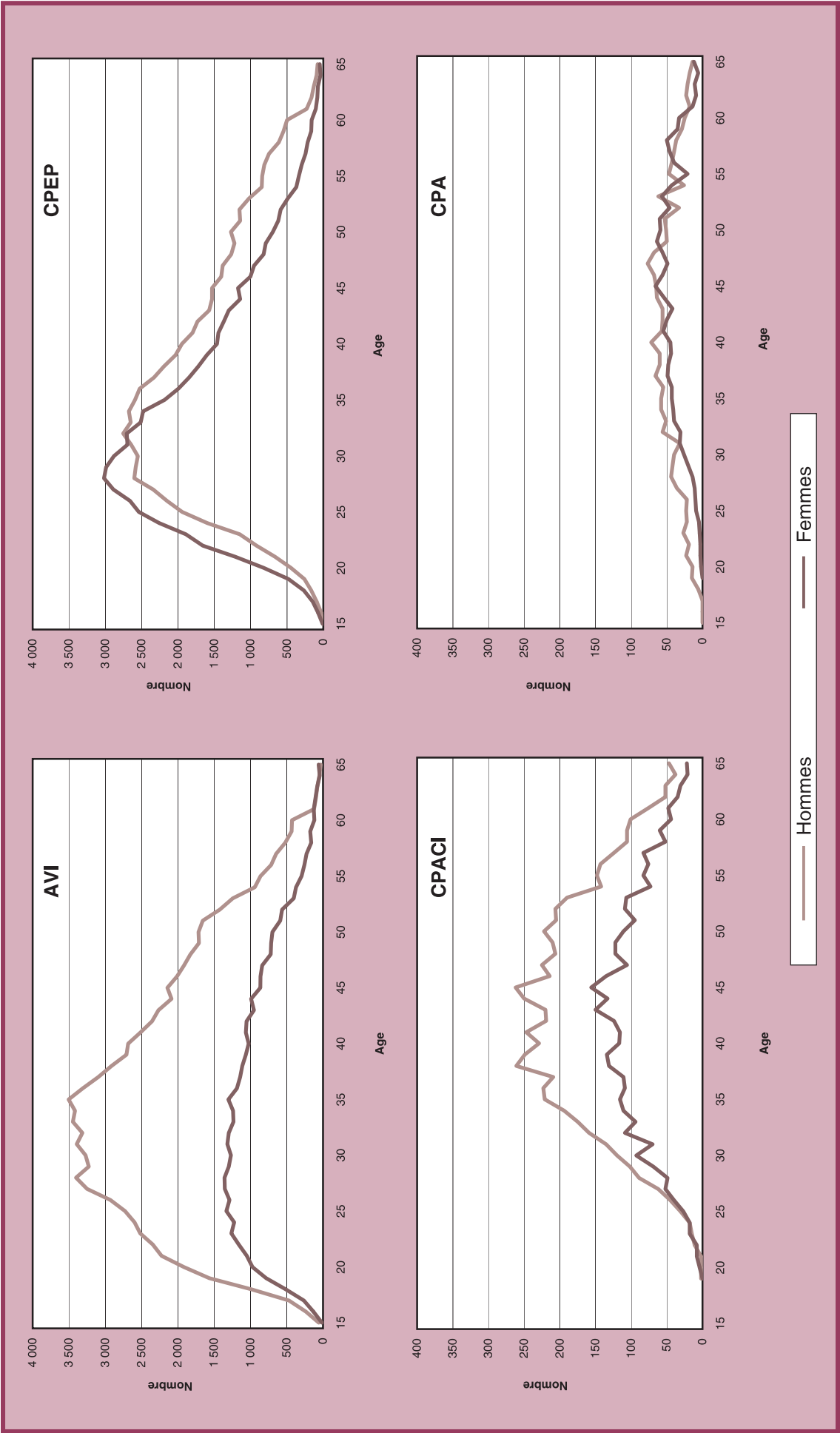


Tableau 1.3. - Mouvement des assurés (âgés de 15 à 65 ans)

| Année | Entrées | | | | | | | | Sorties | | | | | |
|--------------------|-------------------|--------|-----------------------------|-------|--------------------------------|-------|--------|--------|--------------------------|-------|-------------------------------------|-------|--------|-------|
| | Entrées nouvelles | | Entrées après interruptions | | Transferts d'autres organismes | | Total | | Sorties ou interruptions | | Transferts vers d'autres organismes | | Total | |
| | H | F | H | F | H | F | H | F | H | F | H | F | H | F |
| | AVI | | | | | | | | | | | | | |
| 1985 | 4 072 | 2 403 | 1 030 | 1 341 | 339 | 452 | 5 441 | 4 196 | 3 854 | 2 916 | 961 | 740 | 4 815 | 3 656 |
| 1990 | 8 843 | 4 194 | 1 397 | 1 360 | 376 | 430 | 10 616 | 5 984 | 6 952 | 4 147 | 1 370 | 1 005 | 8 322 | 5 152 |
| 1995 | 8 510 | 3 621 | 2 074 | 1 394 | 547 | 547 | 11 131 | 5 562 | 8 837 | 3 863 | 1 235 | 847 | 10 072 | 4 710 |
| 1996 | 9 120 | 4 389 | 2 242 | 1 525 | 596 | 580 | 11 958 | 6 494 | 9 249 | 4 215 | 1 335 | 896 | 10 584 | 5 111 |
| 1997 | 9 518 | 4 013 | 2 526 | 1 619 | 588 | 668 | 12 632 | 6 300 | 9 821 | 4 697 | 1 454 | 1 013 | 11 275 | 5 710 |
| 1998 | 11 334 | 4 177 | 2 713 | 1 721 | 681 | 681 | 14 728 | 6 579 | 10 465 | 5 050 | 1 651 | 1 230 | 12 116 | 6 280 |
| 1999 ¹⁾ | 11 985 | 4 675 | 3 059 | 2 088 | 758 | 725 | 15 802 | 7 488 | | | | | | |
| | CPEP | | | | | | | | | | | | | |
| 1985 | 1 660 | 2 455 | 413 | 678 | 827 | 574 | 2 900 | 3 707 | 1 440 | 2 022 | 441 | 445 | 1 881 | 2 467 |
| 1990 | 3 568 | 4 096 | 552 | 1 006 | 1 218 | 917 | 5 338 | 6 019 | 2 411 | 3 295 | 570 | 568 | 2 981 | 3 863 |
| 1995 | 4 109 | 4 058 | 631 | 1 136 | 1 417 | 754 | 6 157 | 5 948 | 3 049 | 3 616 | 724 | 653 | 3 773 | 4 269 |
| 1996 | 4 697 | 4 438 | 648 | 1 194 | 1 210 | 792 | 6 555 | 6 424 | 3 254 | 3 491 | 718 | 707 | 3 972 | 4 198 |
| 1997 | 5 751 | 4 639 | 774 | 1 236 | 1 302 | 849 | 7 827 | 6 724 | 3 601 | 3 888 | 723 | 759 | 4 324 | 4 647 |
| 1998 | 6 469 | 5 538 | 833 | 1 320 | 1 617 | 1 010 | 8 919 | 7 868 | 3 912 | 4 361 | 846 | 773 | 4 758 | 5 134 |
| 1999 ¹⁾ | 7 271 | 6 351 | 996 | 1 780 | 1 786 | 1 227 | 10 053 | 9 358 | | | | | | |
| | CPACI | | | | | | | | | | | | | |
| 1985 | 52 | 60 | 71 | 106 | 386 | 185 | 509 | 351 | 269 | 273 | 247 | 136 | 516 | 409 |
| 1990 | 79 | 59 | 60 | 118 | 455 | 226 | 594 | 403 | 272 | 233 | 198 | 118 | 470 | 351 |
| 1995 | 97 | 45 | 65 | 137 | 492 | 245 | 654 | 427 | 359 | 245 | 297 | 157 | 656 | 402 |
| 1996 | 123 | 73 | 49 | 150 | 445 | 247 | 617 | 470 | 343 | 245 | 299 | 183 | 642 | 428 |
| 1997 | 134 | 67 | 68 | 155 | 404 | 258 | 606 | 480 | 343 | 223 | 330 | 186 | 673 | 409 |
| 1998 | 131 | 81 | 74 | 147 | 417 | 253 | 622 | 481 | 335 | 224 | 361 | 183 | 696 | 407 |
| 1999 ¹⁾ | 114 | 68 | 68 | 144 | 400 | 229 | 582 | 441 | | | | | | |
| | CPA | | | | | | | | | | | | | |
| 1985 | 64 | 26 | 26 | 48 | 79 | 46 | 169 | 120 | 109 | 189 | 80 | 18 | 189 | 207 |
| 1990 | 37 | 4 | 1 | 6 | 16 | 35 | 54 | 45 | 115 | 173 | 27 | 12 | 142 | 185 |
| 1995 | 34 | 9 | 0 | 15 | 10 | 13 | 44 | 37 | 113 | 122 | 16 | 9 | 129 | 131 |
| 1996 | 23 | 8 | 12 | 52 | 15 | 29 | 50 | 89 | 91 | 113 | 15 | 13 | 106 | 126 |
| 1997 | 19 | 10 | 2 | 7 | 16 | 21 | 37 | 38 | 72 | 100 | 17 | 14 | 89 | 114 |
| 1998 | 22 | 5 | 1 | 12 | 9 | 31 | 32 | 48 | 70 | 69 | 17 | 14 | 87 | 83 |
| 1999 ¹⁾ | 33 | 8 | 3 | 30 | 13 | 25 | 49 | 63 | | | | | | |
| | Tous les régimes | | | | | | | | | | | | | |
| 1985 | 5 784 | 4 867 | 1 503 | 2 136 | - | - | 7 287 | 7 003 | 5 614 | 5 342 | - | - | 5 614 | 5 342 |
| 1990 | 12 426 | 8 238 | 1 978 | 2 441 | - | - | 14 404 | 10 679 | 9 687 | 7 759 | - | - | 9 687 | 7 759 |
| 1995 | 12 648 | 7 606 | 2 714 | 2 628 | - | - | 15 362 | 10 234 | 12 256 | 7 766 | - | - | 12 256 | 7 766 |
| 1996 | 13 831 | 8 760 | 2 906 | 2 863 | - | - | 16 737 | 11 623 | 12 851 | 7 970 | - | - | 12 851 | 7 970 |
| 1997 | 15 255 | 8 562 | 3 315 | 2 941 | - | - | 18 570 | 11 503 | 13 729 | 8 787 | - | - | 13 729 | 8 787 |
| 1998 | 17 750 | 9 585 | 3 565 | 3 125 | - | - | 21 315 | 12 710 | 14 672 | 9 576 | - | - | 14 672 | 9 576 |
| 1999 ¹⁾ | 19 180 | 10 848 | 4 041 | 3 932 | - | - | 23 221 | 14 780 | | | | | | |

¹⁾ Données provisoires, sans congé parental.

Tableau 1.4. - Répartition des assurés suivant le type d'assurance

| Année | AVI | | | | | |
|--------------------|-----------------------|--------|---|----------------------|----------------------|--------|
| | Assurance obligatoire | | | Assurance volontaire | | |
| | Hommes | Femmes | | Hommes | Femmes | |
| 1985 | 64 360 | 25 903 | | 252 | 340 | |
| 1990 | 75 349 | 30 502 | | 138 | 160 | |
| 1995 | 83 780 | 34 211 | | 113 | 153 | |
| 1996 | 85 742 | 36 045 | | 104 | 143 | |
| 1997 | 87 866 | 37 283 | | 101 | 141 | |
| 1998 | 91 423 | 38 177 | | 100 | 137 | |
| 1999 ¹⁾ | 95 235 | 39 417 | | 98 | 153 | |
| | CPEP | | | | | |
| | Assurance obligatoire | | | | Assurance volontaire | |
| | Employés privés | | Travailleurs intellectuels indépendants | | Hommes | Femmes |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 1985 | 28 044 | 26 672 | 1 342 | 313 | 187 | 308 |
| 1990 | 38 314 | 38 613 | 1 865 | 575 | 233 | 350 |
| 1995 | 47 997 | 47 612 | 2 538 | 941 | 281 | 570 |
| 1996 | 50 735 | 49 680 | 2 617 | 1 032 | 277 | 577 |
| 1997 | 54 505 | 52 125 | 2 713 | 1 132 | 303 | 616 |
| 1998 | 58 988 | 55 269 | 2 830 | 1 224 | 303 | 670 |
| 1999 ¹⁾ | 64 195 | 59 549 | 2 959 | 1 265 | 331 | 728 |
| | CPACI | | | | | |
| | Assurance obligatoire | | | | Assurance volontaire | |
| | Principaux | | Aidants | | Hommes | Femmes |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 1985 | 6 001 | 2 743 | - | 185 | 63 | 118 |
| 1990 | 6 202 | 2 990 | 44 | 213 | 88 | 112 |
| 1995 | 6 813 | 3 386 | - | - | 66 | 130 |
| 1996 | 6 765 | 3 450 | - | - | 61 | 127 |
| 1997 | 6 687 | 3 494 | - | - | 63 | 120 |
| 1998 | 6 611 | 3 564 | - | - | 72 | 110 |
| 1999 ¹⁾ | 6 488 | 3 577 | - | - | 77 | 125 |
| | CPA | | | | | |
| | Assurance obligatoire | | | | Assurance volontaire | |
| | Principaux | | Aidants | | Hommes | Femmes |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 1985 | 2 411 | 572 | 877 | 2 374 | 3 | 57 |
| 1990 | 2 344 | 664 | 480 | 1 767 | 4 | 45 |
| 1995 | 2 240 | 1 759 | ²⁾ | ²⁾ | - | 2 |
| 1996 | 2 150 | 1 680 | ²⁾ | ²⁾ | 14 | 52 |
| 1997 | 2 083 | 1 587 | ²⁾ | ²⁾ | 13 | 56 |
| 1998 | 2 026 | 1 516 | ²⁾ | ²⁾ | 13 | 61 |
| 1999 ¹⁾ | 1 991 | 1 475 | ²⁾ | ²⁾ | 11 | 82 |

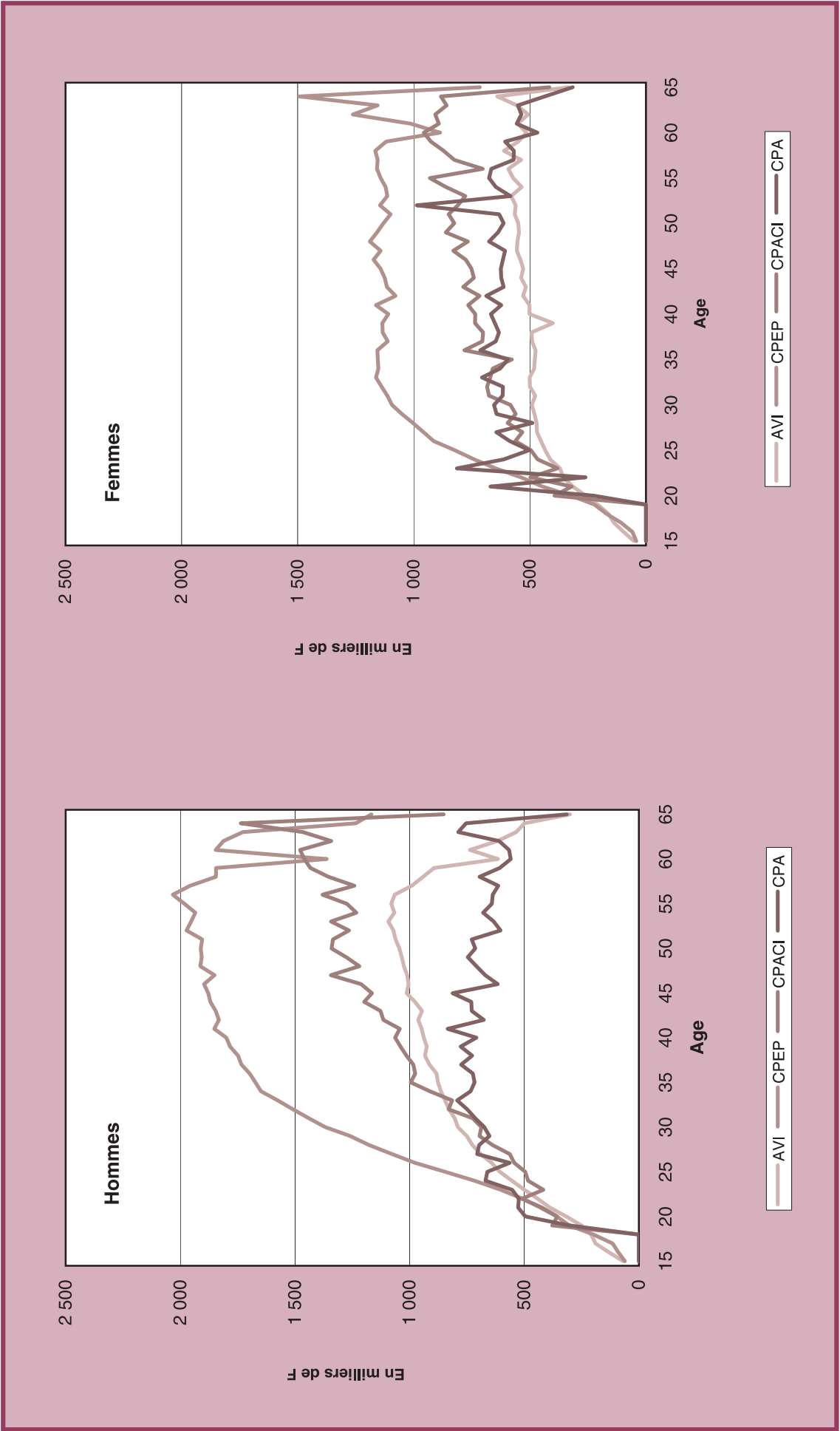
¹⁾ Données provisoires, sans congé parental.²⁾ Détail non disponible.

Tableau 1.5. - Evolution des revenus cotisables

| Année | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | Total | |
|--------------------|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|
| | Masse des revenus cotisables en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par mois | Masse des revenus cotisables en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par mois | Masse des revenus cotisables en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par mois | Masse des revenus cotisables en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par mois | Masse des revenus cotisables en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par mois |
| Hommes | | | | | | | | | | |
| 1985 | 36 566 | 51 960 | 26 621 | 81 744 | 3 816 | 56 654 | 629 264 | 16 339 | 67 629 | 59 581 |
| 1990 | 50 288 | 62 825 | 42 786 | 98 607 | 4 888 | 69 541 | 771 740 | 26 469 | 98 833 | 73 891 |
| 1995 | 65 695 | 75 711 | 74 980 | 136 373 | 7 144 | 94 719 | 1 038 481 | 48 353 | 149 065 | 98 151 |
| 1996 | 67 181 | 76 245 | 79 759 | 137 886 | 7 169 | 95 651 | 1 050 220 | 51 391 | 155 400 | 99 638 |
| 1997 | 70 076 | 78 329 | 86 756 | 141 064 | 7 336 | 98 826 | 1 086 830 | 52 940 | 165 455 | 102 883 |
| 1998 | 72 598 | 78 728 | 93 842 | 141 581 | 7 345 | 100 491 | 1 099 020 | 55 562 | 175 103 | 104 118 |
| 1999 ¹⁾ | 76 907 | 80 522 | 103 517 | 144 710 | 7 311 | 101 782 | 1 113 603 | 59 588 | 189 113 | 107 121 |
| Femmes | | | | | | | | | | |
| 1985 | 7 157 | 34 158 | 14 706 | 51 629 | 1 178 | 36 198 | 386 584 | 16 148 | 23 599 | 42 030 |
| 1990 | 10 184 | 42 145 | 27 487 | 72 088 | 1 553 | 43 755 | 468 510 | 24 900 | 39 932 | 58 137 |
| 1995 | 15 301 | 55 310 | 46 026 | 97 384 | 2 341 | 62 368 | 665 931 | 46 119 | 64 597 | 80 052 |
| 1996 | 16 025 | 56 166 | 48 960 | 99 769 | 2 400 | 63 483 | 670 850 | 47 836 | 68 325 | 81 973 |
| 1997 | 17 203 | 58 467 | 52 899 | 103 279 | 2 542 | 66 434 | 703 477 | 49 683 | 73 567 | 85 219 |
| 1998 | 17 761 | 59 160 | 56 671 | 105 051 | 2 646 | 67 695 | 720 185 | 51 480 | 78 006 | 86 983 |
| 1999 ¹⁾ | 18 480 | 61 165 | 62 016 | 108 973 | 2 767 | 69 649 | 747 362 | 54 423 | 84 233 | 90 692 |
| Hommes et Femmes | | | | | | | | | | |
| 1985 | 43 724 | 47 876 | 41 327 | 67 694 | 4 993 | 49 992 | 548 122 | 16 248 | 91 228 | 53 773 |
| 1990 | 60 471 | 58 030 | 70 273 | 86 203 | 6 441 | 60 889 | 667 562 | 25 742 | 138 765 | 68 546 |
| 1995 | 80 996 | 70 779 | 121 006 | 118 350 | 9 485 | 83 967 | 912 470 | 47 373 | 213 662 | 91 871 |
| 1996 | 83 206 | 71 334 | 128 719 | 120 391 | 9 568 | 84 867 | 919 776 | 49 825 | 223 725 | 93 486 |
| 1997 | 87 279 | 73 414 | 139 655 | 123 894 | 9 878 | 87 807 | 953 152 | 51 530 | 239 022 | 96 713 |
| 1998 | 90 359 | 73 922 | 150 513 | 125 190 | 9 991 | 89 064 | 964 634 | 53 800 | 253 109 | 99 774 |
| 1999 ¹⁾ | 95 388 | 75 870 | 165 532 | 128 876 | 10 078 | 90 340 | 981 546 | 57 340 | 273 346 | 101 458 |
| | | | | | | | | | | 1 002 411 |

¹⁾ Données provisoires, sans congé parental.

Graphique 1.2. - Répartition par âge du revenu moyen annuel cotisable en 1999
(Données provisoires)



Graphique 1.3. - Nombre de cotisants par tranches de revenu mensuel cotisable en 1999
(tranche de 20 000 signifié de 20 000 à 24 999)
(Données provisoires)

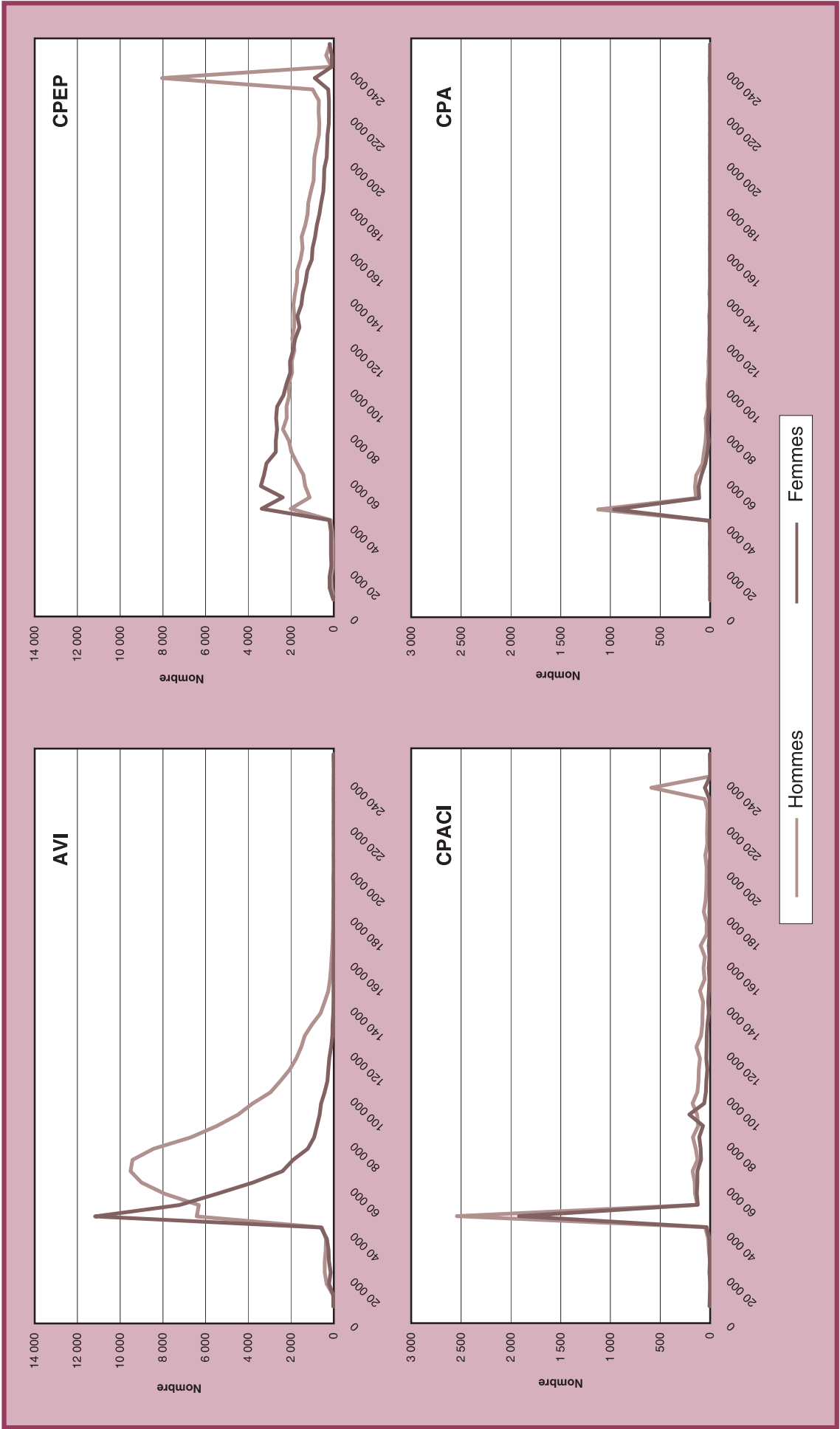


Tableau 1.6. - Coefficient d'ajustement

| Année | Salaire nominal annuel moyen ¹⁾ | Facteur de réduction à l'indice 100 | Salaire annuel moyen à l'indice 100 | Taux de variation annuel en % | Coefficient d'ajustement |
|-------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| 1912 | 1 008 | 20 | 20 160 | - | 6,52 |
| 1913 | 1 092 | 20 | 21 840 | 8,33 | 6,02 |
| 1914 | 930 | 20 | 18 600 | -14,84 | 7,07 |
| 1915 | 1 113 | 20 | 22 260 | 19,68 | 5,91 |
| 1916 | 1 388 | 20 | 27 760 | 24,71 | 4,74 |
| 1917 | 1 805 | 20 | 36 100 | 30,04 | 3,64 |
| 1918 | 2 165 | 10 | 21 650 | -40,03 | 6,07 |
| 1919 | 2 475 | 10 | 24 750 | 14,32 | 5,31 |
| 1920 | 3 620 | 5 | 18 100 | -26,87 | 7,27 |
| 1921 | 3 758 | 5 | 18 790 | 3,81 | 7,00 |
| 1922 | 4 070 | 5 | 20 350 | 8,30 | 6,47 |
| 1923 | 4 449 | 5 | 22 245 | 9,31 | 5,92 |
| 1924 | 5 397 | 4 | 21 588 | -2,95 | 6,09 |
| 1925 | 6 136 | 4 | 24 544 | 13,69 | 5,36 |
| 1926 | 7 715 | 2,8 | 21 602 | -11,99 | 6,09 |
| 1927 | 10 191 | 2,8 | 28 535 | 32,09 | 4,61 |
| 1928 | 11 343 | 2,8 | 31 760 | 11,30 | 4,14 |
| 1929 | 12 943 | 2,8 | 36 240 | 14,11 | 3,63 |
| 1930 | 13 098 | 2,8 | 36 674 | 1,20 | 3,59 |
| 1931 | 11 753 | 2,8 | 32 908 | -10,27 | 3,99 |
| 1932 | 9 485 | 2,8 | 26 558 | -19,30 | 4,95 |
| 1933 | 9 464 | 2,8 | 26 499 | -0,22 | 4,96 |
| 1934 | 9 776 | 2,8 | 27 373 | 3,30 | 4,80 |
| 1935 | 9 756 | 2,8 | 27 317 | -0,20 | 4,82 |
| 1936 | 10 531 | 2,8 | 29 487 | 7,94 | 4,46 |
| 1937 | 12 420 | 2,8 | 34 776 | 17,94 | 3,79 |
| 1938 | 12 285 | 2,8 | 34 398 | -1,09 | 3,83 |
| 1939 | 12 134 | 2,8 | 33 975 | -1,23 | 3,87 |
| 1940 | 16 445 | 2,35 | 38 646 | 13,75 | 3,40 |
| 1941 | 43 532 | 1 | 43 532 | 12,64 | 3,03 |
| 1942 | 35 951 | 1,375 | 49 433 | 13,55 | 2,66 |
| 1943 | 23 677 | 1,75 | 41 435 | -16,18 | 3,17 |
| 1944 | 21 258 | 1,75 | 37 202 | -10,22 | 3,54 |
| 1945 | 29 036 | 1,5 | 43 554 | 17,08 | 3,02 |
| 1946 | 43 145 | 1 | 43 145 | -0,94 | 3,05 |
| 1947 | 45 977 | 1 | 45 977 | 6,56 | 2,86 |
| 1948 | 51 476 | 1 | 51 476 | 11,96 | 2,56 |
| 1949 | 53 142 | 0,95238 | 50 611 | -1,68 | 2,60 |
| 1950 | 53 529 | 0,90909 | 48 663 | -3,85 | 2,70 |
| 1951 | 60 628 | 0,83333 | 50 523 | 3,82 | 2,60 |
| 1952 | 63 968 | 0,83333 | 53 306 | 5,51 | 2,46 |
| 1953 | 63 320 | 0,83333 | 52 766 | -1,01 | 2,50 |
| 1954 | 62 816 | 0,83333 | 52 346 | -0,80 | 2,52 |
| 1955 | 65 241 | 0,83333 | 54 367 | 3,86 | 2,42 |
| 1956 | 69 215 | 0,83333 | 57 679 | 6,09 | 2,28 |
| 1957 | 74 346 | 0,80000 | 59 477 | 3,12 | 2,22 |
| 1958 | 76 346 | 0,76923 | 58 728 | -1,26 | 2,24 |
| 1959 | 78 764 | 0,76923 | 60 588 | 3,17 | 2,17 |

¹⁾ 1912-1951: Salaire moyen des ouvriers figurant dans les carrières d'assurance des bénéficiaires de pension.
1952-1979: Salaire moyen des ouvriers âgés de 30 à 60 ans.

Tableau 1.6. - Coefficient d'ajustement (suite)

| Année | Salaire nominal annuel moyen ¹⁾ | Facteur de réduction à l'indice 100 | Salaire annuel moyen à l'indice 100 | Taux de variation annuel en % | Coefficient d'ajustement |
|--------------------|--|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| 1960 | 83 431 | 0,76923 | 64 178 | 5,93 | 2,05 |
| 1961 | 87 693 | 0,76923 | 67 456 | 5,11 | 1,96 |
| 1962 | 88 737 | 0,76923 | 68 259 | 1,19 | 1,92 |
| 1963 | 95 327 | 0,74074 | 70 613 | 3,45 | 1,86 |
| 1964 | 102 011 | 0,71428 | 72 864 | 3,19 | 1,81 |
| 1965 | 111 336 | 0,68965 | 76 783 | 5,38 | 1,72 |
| 1966 | 118 169 | 0,66667 | 78 780 | 2,60 | 1,67 |
| 1967 | 122 609 | 0,65573 | 80 398 | 2,05 | 1,63 |
| 1968 | 133 151 | 0,64516 | 85 904 | 6,85 | 1,53 |
| 1969 | 140 123 | 0,63492 | 88 967 | 3,57 | 1,48 |
| 1970 | 155 305 | 0,60606 | 94 124 | 5,80 | 1,39 |
| 1971 | 169 411 | 0,57971 | 98 209 | 4,34 | 1,34 |
| 1972 | 186 588 | 0,54795 | 102 241 | 4,11 | 1,29 |
| 1973 | 206 490 | 0,51282 | 105 892 | 3,57 | 1,24 |
| 1974 | 252 023 | 0,47059 | 118 600 | 12,00 | 1,11 |
| 1975 | 277 643 | 0,42553 | 118 145 | -0,38 | 1,11 |
| 1976 | 308 101 | 0,38835 | 119 651 | 1,27 | 1,10 |
| 1977 | 339 082 | 0,36036 | 122 192 | 2,12 | 1,08 |
| 1978 | 358 226 | 0,34783 | 124 602 | 1,97 | 1,06 |
| 1979 | 379 484 | 0,33333 | 126 493 | 1,52 | 1,04 |
| 1979 | 454 184 | 0,33333 | 151 393 | - | 1,04 |
| 1980 | 487 919 | 0,31496 | 153 675 | 1,51 | 1,03 |
| 1981 | 526 948 | 0,29412 | 154 986 | 0,85 | 1,02 |
| 1982 | 562 942 | 0,27972 | 157 466 | 1,60 | 1,00 |
| 1983 | 594 871 | 0,26144 | 155 523 | -1,23 | 1,01 |
| 1984 | 638 804 | 0,24691 | 157 727 | 1,42 | 1,00 |
| 1984 | 637 753 | 0,24671 | 157 340 | - | 1,00 |
| 1985 | 661 927 | 0,24021 | 159 001 | 1,06 | 0,990 |
| 1986 | 689 903 | 0,23561 | 162 548 | 2,23 | 0,968 |
| 1987 | 704 403 | 0,23328 | 164 323 | 1,09 | 0,958 |
| 1988 | 714 701 | 0,23280 | 166 380 | 1,25 | 0,946 |
| 1989 | 758 438 | 0,22571 | 171 190 | 2,89 | 0,919 |
| 1990 | 794 217 | 0,21841 | 173 463 | 1,33 | 0,907 |
| 1991 | 843 718 | 0,21047 | 177 580 | 2,37 | 0,886 |
| 1992 | 879 432 | 0,20407 | 179 469 | 1,06 | 0,877 |
| 1992 | 907 569 | 0,20407 | 185 211 | - | 0,877 |
| Année | Salaire horaire moyen ²⁾ | Indice annuel | Salaire horaire moyen à l'indice 100 | Taux de variation annuel en % | Coefficient d'ajustement |
| 1992 | 520,9 | 490,02 | 106,3 | | |
| 1993 | 548,2 | 505,37 | 108,5 | 2,1% | 0,859 |
| 1994 | 574,1 | 521,18 | 110,2 | 1,6% | 0,845 |
| 1995 * | 594,5 | 530,94 | 112,0 | 1,6% | 0,832 |
| 1995 | 595,4 | 530,94 | 112,1 | - | |
| 1996 * | 604,2 | 535,29 | 112,9 | 0,7% | 0,826 |
| 1996 | 605,1 | 535,29 | 113,0 | - | |
| 1997 * | 622,7 | 547,56 | 113,7 | 0,6% | 0,821 |
| 1997 | 623,6 | 547,56 | 113,9 | - | |
| 1998 * | 632,8 | 548,67 | 115,3 | 1,2% | 0,811 |
| 1998 | 633,6 | 548,67 | 115,5 | - | |
| 1999 * | 652,1 | 554,38 | 117,6 | 1,8% | 0,797 |
| 1999 ³⁾ | 653,0 | 554,38 | 117,8 | - | |

¹⁾ 1952-1979: Salaire moyen des ouvriers âgés de 30 à 60 ans.
 1979-1984: Salaire moyen des ouvriers et des employés privés âgés de 30 à 60 ans.
 1984-1993: Salaire moyen des ouvriers et des employés privés âgés de 25 à 59 ans.
 A partir de 1992 le plafond s'élève à 5 fois le salaire social minimum de référence.

²⁾ Nouvelle méthode à partir de l'ajustement 1995.
 Salaire horaire moyen de tous les salariés.

³⁾ Données avant-projet de règlement grand-ducal.

* Sans augmentation compensatoire du point indiciaire des fonctionnaires pour l'année en question.

Tableau 1.7.a - Nombre des bénéficiaires d'un "baby -year"
(Situation au 31 décembre de l'exercice)

| Année | AVI | CPEP | CPACI | CPA | Total |
|--------------------|-------|-------|-------|-----|-------|
| 1988 | 198 | 356 | 9 | 46 | 609 |
| 1989 | 367 | 684 | 20 | 61 | 1 132 |
| 1990 | 297 | 650 | 13 | 30 | 990 |
| 1991 | 320 | 746 | 8 | 26 | 1 100 |
| 1992 | 449 | 1 045 | 16 | 8 | 1 518 |
| 1993 | 519 | 1 227 | 15 | 3 | 1 764 |
| 1994 | 631 | 1 476 | 25 | 15 | 2 147 |
| 1995 | 797 | 1 700 | 36 | 8 | 2 541 |
| 1996 | 950 | 1 865 | 42 | 14 | 2 871 |
| 1997 | 987 | 1 897 | 43 | 16 | 2 943 |
| 1998 | 1 038 | 1 785 | 56 | 15 | 2 894 |
| 1999 ¹⁾ | 1 002 | 1 581 | 44 | 16 | 2 643 |

Tableau 1.7.b - Montants des cotisations payées par l'Etat au titre du "baby -year"
(montants en milliers de F)

| Année | AVI | CPEP | CPACI | CPA | Total |
|--------------------|--------|---------|-------|-------|---------|
| 1988 | 4 934 | 12 844 | 231 | 475 | 18 587 |
| 1989 | 17 291 | 54 963 | 671 | 1 171 | 74 107 |
| 1990 | 21 273 | 77 604 | 1 287 | 690 | 101 551 |
| 1991 | 19 760 | 78 423 | 716 | 394 | 99 397 |
| 1992 | 26 461 | 109 611 | 505 | 204 | 136 781 |
| 1993 | 35 541 | 149 995 | 954 | 104 | 186 595 |
| 1994 | 46 710 | 192 861 | 1 267 | 1 515 | 242 353 |
| 1995 | 57 220 | 219 343 | 2 222 | 337 | 279 121 |
| 1996 | 67 103 | 255 434 | 3 087 | 528 | 326 152 |
| 1997 | 78 763 | 273 663 | 3 716 | 571 | 356 713 |
| 1998 | 81 059 | 269 644 | 4 115 | 406 | 355 223 |
| 1999 ¹⁾ | 81 031 | 244 917 | 4 111 | 461 | 330 519 |

Tableau 1.7.c - Montants mensuels moyens des cotisations payées par l'Etat au titre du "baby - year" par assuré

| Année | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | |
|--------------------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|
| | Nombre moyen d'assurés | Montant moyen | Nombre moyen d'assurés | Montant moyen | Nombre moyen d'assurés | Montant moyen | Nombre moyen d'assurés | Montant moyen |
| 1988 | 101 | 4 071 | 164 | 6 527 | 5 | 3 853 | 24 | 1 648 |
| 1989 | 286 | 5 038 | 569 | 8 050 | 12 | 4 659 | 55 | 1 775 |
| 1990 | 351 | 5 050 | 742 | 8 716 | 18 | 5 958 | 45 | 1 278 |
| 1991 | 309 | 5 329 | 710 | 9 205 | 12 | 4 970 | 28 | 1 172 |
| 1992 | 406 | 5 431 | 933 | 9 790 | 10 | 4 207 | 11 | 1 544 |
| 1993 | 509 | 5 819 | 1 222 | 10 229 | 16 | 4 970 | 4 | 2 168 |
| 1994 | 623 | 6 244 | 1 489 | 10 791 | 19 | 5 608 | 17 | 7 248 |
| 1995 | 760 | 6 271 | 1 690 | 10 816 | 28 | 6 672 | 6 | 4 551 |
| 1996 | 941 | 5 945 | 1 980 | 10 752 | 41 | 6 325 | 11 | 4 094 |
| 1997 | 1 049 | 6 260 | 2 093 | 10 898 | 46 | 6 794 | 16 | 2 941 |
| 1998 | 1 101 | 6 134 | 2 091 | 10 744 | 53 | 6 480 | 17 | 2 029 |
| 1999 ¹⁾ | 1 105 | 6 109 | 1 905 | 10 716 | 51 | 6 674 | 12 | 3 181 |

¹⁾ La loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 a introduit un congé parental qui ouvre droit à une indemnité mensuelle (6 tranches de 11 000,- francs n.i. 100 pour un congé à plein temps et 12 tranches de 5 500,- francs n.i. 100 pour un congé à temps partiel). Puisque seul les ayant droit d'un baby-year, dont la moyenne mensuelle des revenus cotisables portés en compte au cours des 36 mois précédant l'accouchement, est supérieur au revenu cotisable actuel, ont droit à un complément baby-year, le nombre de bénéficiaires baby-year a diminué en 1999.

Tableau 1.7.d - Nombre de bénéficiaires d'un congé parental
(Situation au 31 décembre de l'exercice)

| Année | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | Total | |
|-------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|
| | plein temps | temps partiel | plein temps | temps partiel | plein temps | temps partiel | plein temps | temps partiel | plein temps | temps partiel |
| 1999 | 344 | 52 | 701 | 287 | 6 | 16 | 2 | 2 | 1 053 | 357 |

**Affiliation et revenus cotisables
dans les régimes spéciaux (fonction publique, communes, PTT et CFL)**

Les données ont été regroupées en quatre régimes statutaires, à savoir:

- Etat: fonctionnaires et employés publics de l'administration de l'Etat;
- Parastataux: employés publics des établissements publics (organismes de sécurité sociale, chambres professionnelles, Institut monétaire luxembourgeois, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Institut belgo-luxembourgeois du change);
- Communes: fonctionnaires et employés communaux;
- CFL: agents de la société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

Tableau 1.8. - Evolution du nombre moyen des assurés par régime et par sexe

| Année | Etat et parastataux | | | Communes | | | CFL | | | Total général |
|--------------------|---------------------|--------|--------|----------|--------|-------|--------|--------|-------|---------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | |
| 1985 | 8 691 | 2 700 | 11 391 | 2 196 | 591 | 2 787 | 3 628 | 59 | 3 687 | 17 865 |
| 1986 | 8 740 | 2 805 | 11 545 | 2 239 | 593 | 2 832 | 3 622 | 66 | 3 688 | 18 065 |
| 1987 | 8 802 | 2 845 | 11 647 | 2 296 | 590 | 2 886 | 3 558 | 73 | 3 631 | 18 164 |
| 1988 | 8 738 | 2 923 | 11 661 | 2 328 | 598 | 2 926 | 3 516 | 84 | 3 600 | 18 187 |
| 1989 | 8 838 | 3 065 | 11 903 | 2 398 | 617 | 3 015 | 3 436 | 93 | 3 529 | 18 447 |
| 1990 | 8 922 | 3 214 | 12 136 | 2 464 | 637 | 3 101 | 3 393 | 91 | 3 484 | 18 721 |
| 1991 | 8 993 | 3 309 | 12 302 | 2 552 | 655 | 3 207 | 3 392 | 95 | 3 487 | 18 996 |
| 1992 | 9 195 | 3 485 | 12 680 | 2 683 | 693 | 3 376 | 3 376 | 108 | 3 484 | 19 540 |
| 1993 | 9 280 | 3 662 | 12 942 | 2 746 | 727 | 3 473 | 3 292 | 107 | 3 399 | 19 814 |
| 1994 | 9 285 | 3 819 | 13 104 | 2 727 | 716 | 3 443 | 3 221 | 115 | 3 336 | 19 883 |
| 1995 | 9 319 | 3 953 | 13 272 | 2 740 | 694 | 3 434 | 3 077 | 128 | 3 205 | 19 911 |
| 1996 | 9 390 | 4 106 | 13 496 | 2 728 | 701 | 3 429 | 3 011 | 119 | 3 130 | 20 055 |
| 1997 | 9 435 | 4 255 | 13 690 | 2 747 | 714 | 3 461 | 2 978 | 138 | 3 116 | 20 267 |
| 1998 | 9 487 | 4 654 | 14 141 | 2 762 | 564 | 3 326 | 2 910 | 147 | 3 057 | 20 524 |
| 1999 ¹⁾ | 9 654 | 4 949 | 14 603 | 2 795 | 581 | 3 376 | 2 875 | 157 | 3 032 | 21 011 |

¹⁾ Données provisoires, sans congé parental.

Tableau 1.9. - Nombre moyen des assurés des régimes spéciaux par sexe

| Année | Hommes | En % du total | Femmes | En % du total | Total | Variation en % |
|--------------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|----------------|
| 1985 | 14 515 | 81,2% | 3 350 | 18,8% | 17 865 | |
| 1986 | 14 601 | 80,8% | 3 464 | 19,2% | 18 065 | 1,1% |
| 1987 | 14 656 | 80,7% | 3 508 | 19,3% | 18 164 | 0,5% |
| 1988 | 14 582 | 80,2% | 3 605 | 19,8% | 18 187 | 0,1% |
| 1989 | 14 672 | 79,5% | 3 775 | 20,5% | 18 447 | 1,4% |
| 1990 | 14 779 | 78,9% | 3 942 | 21,1% | 18 721 | 1,5% |
| 1991 | 14 937 | 78,6% | 4 059 | 21,4% | 18 996 | 1,5% |
| 1992 | 15 254 | 78,1% | 4 286 | 21,9% | 19 540 | 2,9% |
| 1993 | 15 318 | 77,3% | 4 496 | 22,7% | 19 814 | 1,4% |
| 1994 | 15 233 | 76,6% | 4 650 | 23,4% | 19 883 | 0,3% |
| 1995 | 15 136 | 76,0% | 4 775 | 24,0% | 19 911 | 0,1% |
| 1996 | 15 129 | 75,4% | 4 926 | 24,6% | 20 055 | 0,7% |
| 1997 | 15 160 | 74,8% | 5 107 | 25,2% | 20 267 | 1,1% |
| 1998 | 15 159 | 73,9% | 5 365 | 26,1% | 20 524 | 1,3% |
| 1999 ¹⁾ | 15 324 | 72,9% | 5 687 | 27,1% | 21 011 | 2,4% |

¹⁾ Données provisoires, sans congé parental.

Tableau 1.10. - Nombre des assurés des régimes spéciaux bénéficiant d'un congé parental
(Situation au 31 décembre de l'exercice)

| Année | Etat et parastataux | | Communes | | CFL | | CFL | |
|-------|---------------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|
| | plein temps | temps partiel | plein temps | temps partiel | plein temps | temps partiel | plein temps | temps partiel |
| 1999 | 27 | 18 | 5 | 3 | 1 | - | 33 | 21 |

Tableau 1.11. - Evolution chronologique du nombre annuel des assurés (âgés de 15 à 65 ans)

| Année | Etat | Parastataux | Communes | CFL | Total |
|--------------------|--------|-------------|----------|-------|--------|
| | Hommes | | | | |
| 1989 | 8 539 | 538 | 2 503 | 3 590 | 15 141 |
| 1990 | 8 651 | 548 | 2 598 | 3 574 | 15 340 |
| 1991 | 8 731 | 552 | 2 695 | 3 560 | 15 508 |
| 1992 | 8 811 | 548 | 2 771 | 3 476 | 15 583 |
| 1993 | 7 362 | 2 103 | 2 813 | 3 387 | 15 634 |
| 1994 | 7 409 | 2 518 | 2 365 | 3 314 | 15 584 |
| 1995 | 7 468 | 2 536 | 2 412 | 3 250 | 15 635 |
| 1996 | 7 492 | 2 544 | 2 414 | 3 178 | 15 609 |
| 1997 | 7 534 | 2 567 | 2 401 | 3 081 | 15 567 |
| 1998 | 7 611 | 2 596 | 2 420 | 3 006 | 15 605 |
| 1999 ¹⁾ | 7 719 | 2 547 | 2 450 | 2 972 | 15 657 |
| Année | Femmes | | | | |
| 1989 | 2 963 | 244 | 636 | 64 | 3 883 |
| 1990 | 3 100 | 266 | 658 | 74 | 4 088 |
| 1991 | 3 174 | 282 | 672 | 82 | 4 202 |
| 1992 | 3 349 | 292 | 711 | 83 | 4 430 |
| 1993 | 3 369 | 452 | 732 | 82 | 4 624 |
| 1994 | 3 539 | 486 | 713 | 97 | 4 812 |
| 1995 | 3 689 | 525 | 707 | 117 | 5 031 |
| 1996 | 3 821 | 532 | 718 | 139 | 5 207 |
| 1997 | 4 001 | 551 | 736 | 156 | 5 439 |
| 1998 | 4 373 | 583 | 591 | 156 | 5 675 |
| 1999 ¹⁾ | 4 679 | 549 | 608 | 177 | 6 002 |
| Année | Total | | | | |
| 1989 | 11 502 | 782 | 3 139 | 3 654 | 19 024 |
| 1990 | 11 751 | 814 | 3 256 | 3 648 | 19 428 |
| 1991 | 11 905 | 834 | 3 367 | 3 642 | 19 710 |
| 1992 | 12 160 | 840 | 3 482 | 3 559 | 20 013 |
| 1993 | 10 731 | 2 555 | 3 545 | 3 469 | 20 258 |
| 1994 | 10 948 | 3 004 | 3 078 | 3 411 | 20 396 |
| 1995 | 11 157 | 3 061 | 3 119 | 3 367 | 20 666 |
| 1996 | 11 313 | 3 076 | 3 132 | 3 317 | 20 816 |
| 1997 | 11 535 | 3 118 | 3 137 | 3 237 | 21 006 |
| 1998 | 11 984 | 3 179 | 3 011 | 3 162 | 21 280 |
| 1999 ¹⁾ | 12 398 | 3 096 | 3 058 | 3 149 | 21 659 |

¹⁾ Données provisoires, sans congé parental.

Tableau 1.12. - Age moyen des entrées dans l'assurance, mouvement des assurés

| Année | Age moyen des entrées | | Entrées | | Sorties | |
|--------------------|-----------------------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Etat | | | | | | |
| 1988 | 26,32 | 29,16 | 241 | 167 | 218 | 87 |
| 1990 | 25,88 | 27,28 | 349 | 240 | 226 | 125 |
| 1995 | 28,83 | 28,12 | 261 | 254 | 217 | 109 |
| 1996 | 29,27 | 28,67 | 244 | 247 | 203 | 119 |
| 1997 | 28,98 | 28,96 | 249 | 286 | 194 | 123 |
| 1998 | 30,90 | 37,53 | 270 | 489 | 309 | 136 |
| 1999 ¹⁾ | 31,38 | 30,87 | 414 | 435 | | |
| Parastataux | | | | | | |
| 1988 | 24,58 | 24,20 | 12 | 20 | 30 | 13 |
| 1990 | 26,08 | 23,35 | 35 | 39 | 30 | 15 |
| 1995 | 26,06 | 26,96 | 92 | 54 | 79 | 33 |
| 1996 | 25,21 | 33,00 | 87 | 32 | 85 | 25 |
| 1997 | 25,80 | 30,93 | 108 | 49 | 80 | 26 |
| 1998 | 27,06 | 31,39 | 109 | 56 | 156 | 77 |
| 1999 ¹⁾ | 26,04 | 30,09 | 107 | 42 | | |
| Communes | | | | | | |
| 1988 | 27,19 | 30,93 | 146 | 43 | 70 | 22 |
| 1990 | 28,20 | 29,86 | 153 | 45 | 88 | 22 |
| 1995 | 29,59 | 35,18 | 106 | 37 | 56 | 24 |
| 1996 | 31,14 | 36,31 | 57 | 35 | 73 | 27 |
| 1997 | 31,79 | 34,51 | 58 | 45 | 71 | 193 |
| 1998 | 28,95 | 34,48 | 90 | 47 | 72 | 44 |
| 1999 ¹⁾ | 31,16 | 32,18 | 102 | 61 | | |
| CFL | | | | | | |
| 1988 | 21,75 | 20,75 | 108 | 8 | 169 | 1 |
| 1990 | 22,01 | 26,75 | 155 | 12 | 151 | 8 |
| 1995 | 24,05 | 26,37 | 57 | 24 | 123 | 6 |
| 1996 | 24,07 | 27,82 | 52 | 28 | 136 | 3 |
| 1997 | 24,23 | 25,84 | 39 | 19 | 141 | 7 |
| 1998 | 23,74 | 28,85 | 66 | 7 | 116 | 5 |
| 1999 ¹⁾ | 23,90 | 25,69 | 82 | 26 | | |
| Tous les régimes | | | | | | |
| 1988 | 25,41 | 28,81 | 489 | 234 | 464 | 118 |
| 1990 | 25,24 | 27,16 | 656 | 324 | 457 | 159 |
| 1995 | 27,27 | 28,55 | 476 | 361 | 437 | 161 |
| 1996 | 27,76 | 29,78 | 414 | 335 | 475 | 169 |
| 1997 | 27,95 | 29,59 | 435 | 392 | 470 | 182 |
| 1998 | 28,71 | 30,74 | 507 | 410 | 552 | 183 |
| 1999 ¹⁾ | 28,93 | 30,44 | 601 | 502 | | |

¹⁾ Données provisoires, sans congé parental.

Graphique 1.4. - Répartition des assurés par âge et par sexe en 1999
(Données provisoires)

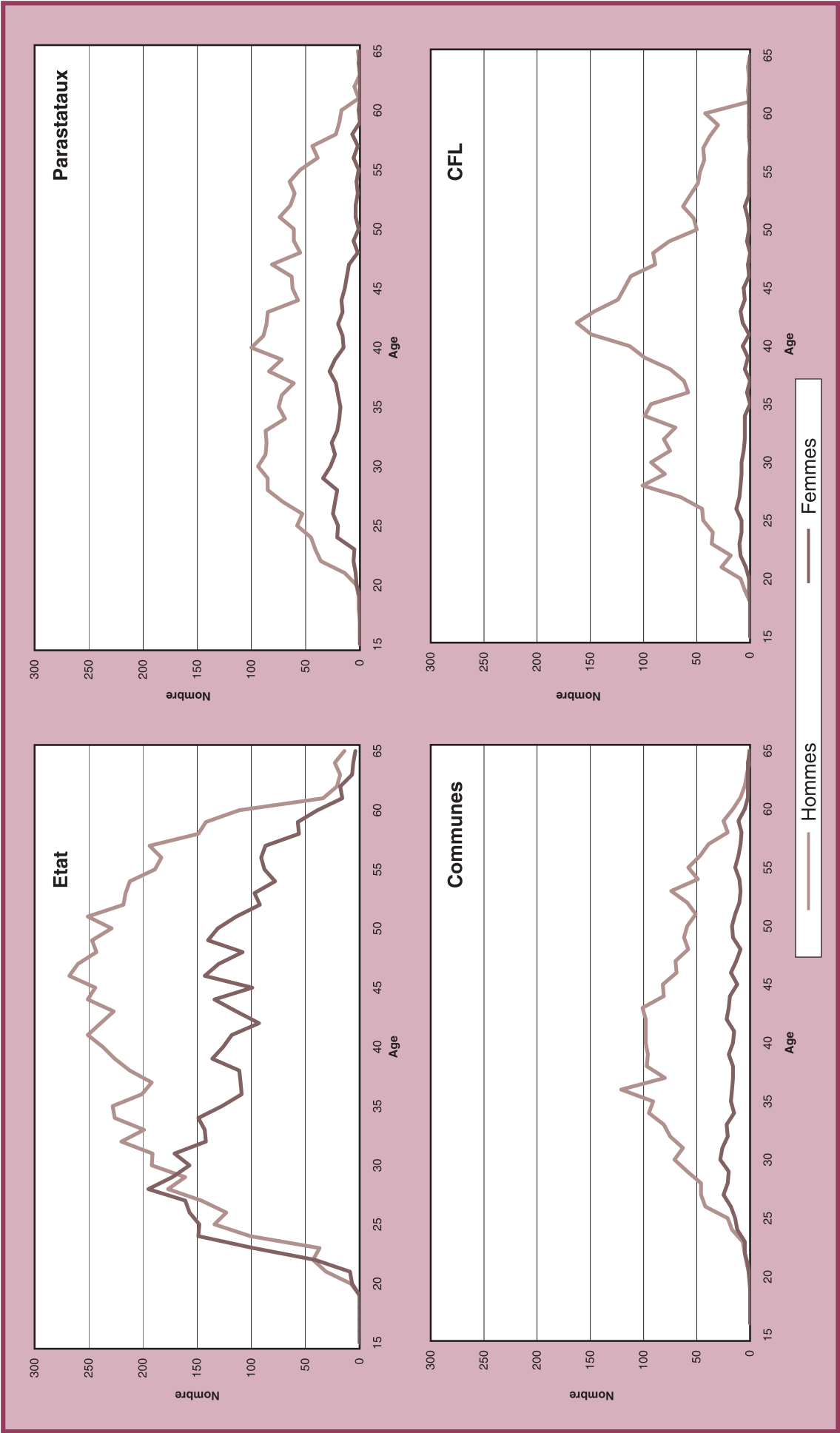


Tableau 1.13. - Evolution des revenus cotisables

| Année | Etat | | Parastataux | | Communes | | | CFL | | Total | |
|--------------------|------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Masses des cotisations en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par mois | Masses des revenus cotisables en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par cotisant | Masses des revenus cotisables en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par cotisant | Montant moyen annuel cotisable par cotisant | Masses des revenus cotisables en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par cotisant | Masses des revenus cotisables en mio de F | Montant moyen annuel cotisable par cotisant |
| | | | | | | | Hommes | | | | |
| 1988 | 9 277 | 94 763 | 1 108 234 | 1 105 384 | 2 520 | 89 714 | 1 031 742 | 3 436 | 81 414 | 939 722 | 1 055 908 |
| 1990 | 10 744 | 107 028 | 1 241 954 | 1 215 794 | 3 001 | 100 570 | 1 155 211 | 3 739 | 91 231 | 1 046 102 | 1 183 208 |
| 1995 | 13 966 | 160 921 | 1 870 129 | 1 285 134 | 3 822 | 136 586 | 1 584 479 | 4 582 | 121 157 | 1 409 815 | 1 639 199 |
| 1996 | 14 787 | 169 546 | 1 973 689 | 1 376 500 | 4 212 | 149 393 | 1 744 661 | 5 006 | 135 307 | 1 575 051 | 1 762 177 |
| 1997 | 15 689 | 178 691 | 2 082 476 | 1 435 186 | 4 394 | 157 194 | 1 829 941 | 5 089 | 142 502 | 1 651 892 | 1 853 708 |
| 1998 | 15 983 | 181 530 | 2 099 977 | 1 458 064 | 4 462 | 159 058 | 1 843 989 | 5 138 | 147 096 | 1 709 261 | 1 881 996 |
| 1999 ¹⁾ | 16 658 | 185 625 | 2 158 083 | 1 761 215 | 4 618 | 162 742 | 1 884 739 | 5 200 | 150 802 | 1 749 799 | 1 977 522 |
| | | | | | | | Femmes | | | | |
| 1988 | 2 931 | 96 562 | 1 051 907 | 816 608 | 623 | 93 939 | 1 010 877 | 42 | 71 511 | 740 384 | 1 026 451 |
| 1990 | 3 632 | 109 585 | 1 171 482 | 894 068 | 747 | 105 858 | 1 135 362 | 57 | 79 789 | 768 465 | 1 143 187 |
| 1995 | 6 165 | 159 014 | 1 671 133 | 1 097 892 | 1 084 | 144 561 | 1 533 800 | 118 | 107 310 | 1 010 763 | 1 578 982 |
| 1996 | 6 804 | 169 546 | 1 780 749 | 1 231 225 | 1 169 | 155 612 | 1 628 643 | 156 | 116 715 | 1 125 164 | 1 687 155 |
| 1997 | 7 415 | 178 474 | 1 853 264 | 1 282 264 | 1 240 | 164 302 | 1 685 039 | 187 | 121 135 | 1 195 883 | 1 755 503 |
| 1998 | 8 329 | 182 288 | 1 904 646 | 1 293 554 | 916 | 154 962 | 1 549 079 | 203 | 123 627 | 1 301 544 | 1 797 657 |
| 1999 ¹⁾ | 9 071 | 186 817 | 1 938 572 | 1 419 093 | 950 | 162 980 | 1 562 660 | 219 | 125 599 | 1 234 687 | 1 835 771 |
| | | | | | | | Hommes et Femmes | | | | |
| 1988 | 12 208 | 95 175 | 1 094 168 | 1 016 900 | 3 142 | 90 516 | 1 027 539 | 3 478 | 81 284 | 936 662 | 1 050 086 |
| 1990 | 14 376 | 107 657 | 1 223 363 | 1 110 660 | 3 748 | 101 589 | 1 151 200 | 3 796 | 91 036 | 1 040 471 | 1 174 787 |
| 1995 | 20 131 | 160 336 | 1 804 332 | 1 253 019 | 4 906 | 138 276 | 1 572 991 | 4 700 | 120 745 | 1 395 948 | 1 624 540 |
| 1996 | 21 591 | 169 546 | 1 908 523 | 1 351 375 | 5 381 | 150 693 | 1 718 065 | 5 162 | 134 657 | 1 556 198 | 1 743 411 |
| 1997 | 23 104 | 178 626 | 2 002 972 | 1 408 163 | 5 634 | 158 689 | 1 795 944 | 5 276 | 141 613 | 1 629 915 | 1 828 280 |
| 1998 | 24 312 | 181 790 | 2 028 700 | 1 427 894 | 5 378 | 158 364 | 1 786 104 | 5 341 | 146 056 | 1 689 146 | 1 859 504 |
| 1999 ¹⁾ | 25 729 | 186 059 | 2 075 240 | 1 700 548 | 5 568 | 162 785 | 1 820 702 | 5 419 | 149 588 | 1 720 845 | 1 938 241 |

¹⁾ Données provisoires, sans congé parental.

Remarque: La masse des revenus cotisables est calculée selon les critères applicables à l'assurance pension du régime général.

Section 2 - Pensions

Considérations méthodologiques et définitions

1) Distinction entre pension et bénéficiaire de pension

Pour l'analyse statistique des données concernant les pensions, il y a lieu de distinguer entre bénéficiaires de pension et pensions. En effet, le nombre de pensions est systématiquement supérieur au nombre de bénéficiaires de pension dans la mesure où il existe des cas fréquents de cumuls par un même bénéficiaire de plusieurs pensions.

Alors que, dans le passé, les caisses de pension comptaient comme une unité de pension chaque pension pour laquelle elles participaient au financement dans le cadre de l'assurance migratoire, la mise en pratique systématique du concept de la "**dernière caisse**" (c'est-à-dire de ne prendre en compte la pension qu'auprès de la dernière caisse auprès de laquelle l'assuré a été affilié) à partir de décembre 1978 a permis d'**éliminer les doubles comptages de pensions de même nature**. Par cet effet sont également éliminées les parts de pension versées aux régimes non contributifs pour des bénéficiaires relevant de ces régimes. Cette méthode d'analyse a été confirmée par la récente réforme du financement de l'assurance pension contributive, qui a mis à charge de la dernière caisse l'intégralité de la pension relevant de l'assurance contributive.

Suivant cette méthode, le nombre de pensions est identique au nombre de bénéficiaires de pension pour les pensions de même nature, c'est-à-dire, d'une part, les pensions personnelles (pension d'invalidité, de vieillesse ou de vieillesse anticipée) et, d'autre part, les pensions de survie (pension de conjoint survivant, pension d'orphelin). Toutefois, tel n'est pas le cas lorsqu'un même bénéficiaire dispose d'une pension personnelle et d'une pension de survie. Une analyse satisfaisante du nombre de bénéficiaires de pension ne pourra être réalisée que lorsqu'il sera possible d'adjoindre aux pensions des régimes contributifs les pensions des régimes non contributifs. Pour cette raison, les statistiques qui suivent se réfèrent exclusivement aux pensions des régimes contributifs établies suivant le principe de la dernière caisse.

Ne sont pas comprises parmi le nombre de pensions les "allocations trimestrielles" versées aux assurés qui n'ont pas accompli les conditions de stage et de maintien des droits.

Les pensions aux autres survivants, c'est-à-dire aux membres de la famille qui, à défaut d'un conjoint survivant, ont droit à une pension de survie, sont comprises parmi les pensions de conjoint survivant.

Les pensions d'invalidité comprennent les allocations mensuelles d'invalidité attribuées en cas de maladie de longue durée. Sauf indication contraire expresse, les pensions d'invalidité et de vieillesse anticipée sont transformées en pensions de vieillesse à partir de l'âge de 65 ans.

2) Dénombrement des pensions

Il résulte de la procédure même d'instruction des pensions que l'**attribution définitive de la pension** ne peut avoir lieu qu'avec un certain retard par rapport au **début du droit à pension**. Ce retard peut s'étendre sur plus d'une année lorsque, dans le cadre de l'assurance migratoire internationale, les données concernant des périodes d'assurance accomplies dans d'autres pays sont nécessaires. Il en résulte que le nombre des **pensions en cours de paiement** est systématiquement inférieur au nombre des **pensions déterminé suivant le début du droit à pension**. A cet effet, on a établi deux séries différentes sur le nombre des pensions.

1. La première série concerne les **pensions en cours de paiement** et comprend toutes les pensions définitivement arrêtées. N'y sont pas comprises les avances sur pensions en cours d'instruction ni les pensions qui font l'objet d'un recalcul pour une raison quelconque. Bien que cette série fournisse une sous-estimation systématique du nombre des pensions, elle présente l'avantage d'être immédiatement disponible jusqu'à la date la plus récente et de ne comporter que des pensions dont le montant est définitivement arrêté. La source des données est constituée par le **fichier mensuel de paiement des pensions**. A partir du 31 décembre 1987, les avances sur pensions ont été intégrées dans cette série en raison de l'augmentation substantielle du nombre de ces avances. En effet, l'introduction d'une nouvelle formule de calcul des pensions et de la programmation informatique afférente a considérablement retardé la détermination du montant définitif de la pension.
2. La deuxième série concerne le nombre des pensions établi suivant la **date exacte de début et de fin du droit à pension**. Cette série présente l'avantage de se prêter à une analyse précise des mouvements de pension et notamment à l'établissement des données biométriques de base pour l'analyse actuarielle (taux de mortalité, taux d'invalidation etc.). Toutefois, elle présente le désavantage de n'être disponible qu'avec un retard systématique d'au moins deux années et que des mises à jour postérieures sont toujours possibles. Dans le cadre des travaux sur la réforme de l'assurance pension, les fichiers manuels de l'AVI et de la CPEP (pensions personnelles et pensions de conjoint survivant) ont été saisis sur support informatique rétroactivement jusqu'à l'année 1960. Pour les deux autres caisses, les données correspondantes ne sont disponibles qu'à partir du 1er janvier 1982.

3) Le coefficient de charge

Le rapport entre le nombre des pensionnés et celui des assurés cotisants est dénommé coefficient de charge. Il constitue une caractéristique importante et facile à déterminer de la charge financière d'un régime de pension.

Pour les raisons exposées ci-avant, la définition adoptée comme "coefficient de charge" est le nombre de pensions par 100 assurés cotisants. A cet effet, on a établi le nombre moyen des pensions comme moyenne arithmétique du nombre des pensions de deux mois de décembre consécutifs et on a utilisé le nombre moyen des assurés cotisants afin d'obtenir une densité complète d'assurance. Cette définition tient avant tout compte de l'**aspect démographique**.

Lorsqu'on voudrait mettre davantage l'accent sur les charges financières, il faudrait affecter les différentes catégories de pensions d'une certaine pondération pour tenir compte des différences dans la formule de calcul des pensions (par exemple 1 pour les pensions de vieillesse et d'invalidité, 0,6 pour les pensions de conjoint survivant et 0,2 pour les pensions d'orphelin). Toutefois, en raison de la proportion très élevée des pensions à montant réduit relevant de l'assurance migratoire internationale, cette analyse n'a que peu de sens.

Afin de pouvoir suivre l'évolution à long terme du coefficient de charge, on a maintenu l'ancienne série de 1960 à 1980 qui comprend, parmi les pensions de la CPEP, de la CPACI et de la CPA, également les pensions relevant d'une autre compétence que celle de la dernière caisse. A partir de 1979, on dispose d'une nouvelle série où figurent seules les pensions relevant de la dernière caisse. A titre de comparaison, on fournit également une estimation du coefficient de charge des régimes de pension non contributifs.

4) Les montants des pensions

Les données prises en considération pour l'analyse des montants moyens des pensions dépendent de la finalité qu'on veut attribuer à cette analyse.

Si l'on veut analyser le coût des pensions, il y a lieu de prendre en considération l'ensemble des pensions indépendamment d'éventuelles réductions qui peuvent affecter leur montant. A cet effet est considéré l'ensemble des pensions en cours au mois de décembre. Seules ont été éliminées les avances sur pensions non définitivement arrêtées, les parts de pensions remboursées aux régimes non contributifs ainsi que les allocations trimestrielles. Les pensions ont été considérées avec leur montant brut, c'est-à-dire avant déduction de la part assuré des cotisations de l'assurance maladie et des impôts. Les montants moyens, parfois excessivement faibles, résultent du fait que parmi ces pensions sont comprises les pensions partielles luxembourgeoises relevant de l'assurance migratoire internationale qui ne sont calculées que sur des carrières d'assurance tronquées, auxquelles s'ajoute en général une pension étrangère dont le montant n'est pas connu. Par ailleurs, sont également comprises les pensions réduites en vertu d'une disposition anticumul en cas de concours avec d'autres prestations.

Remarque: Les pensions d'invalidité en cours de bénéficiaires qui ont accompli l'âge de 65 ans sont reconduites en tant que pensions de vieillesse (art. 192.1. CAS).

Tableau 2. 1a . - Pensions en cours au mois de décembre

| Catégorie | Année | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | Total | |
|--|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Pensions d'invalidité | 1980 | 6 902 | 1 716 | 935 | 591 | 471 | 349 | 446 | 345 | 8 754 | 3 001 |
| | 1985 | 7 682 | 1 973 | 1 346 | 667 | 558 | 432 | 552 | 512 | 10 138 | 3 584 |
| | 1990 ^{*)} | 9 529 | 2 490 | 1 357 | 888 | 611 | 484 | 513 | 608 | 12 010 | 4 470 |
| | 1991 | 9 664 | 2 575 | 1 269 | 957 | 648 | 492 | 493 | 610 | 12 074 | 4 634 |
| | 1992 | 9 999 | 2 789 | 1 304 | 1 059 | 642 | 525 | 466 | 663 | 12 411 | 5 036 |
| | 1993 | 10 458 | 2 990 | 1 380 | 1 161 | 642 | 533 | 446 | 648 | 12 926 | 5 332 |
| | 1994 | 10 986 | 3 198 | 1 426 | 1 284 | 651 | 528 | 440 | 642 | 13 503 | 5 652 |
| | 1995 | 11 334 | 3 461 | 1 513 | 1 425 | 632 | 548 | 422 | 654 | 13 901 | 6 088 |
| | 1996 | 11 759 | 3 683 | 1 629 | 1 565 | 670 | 571 | 413 | 651 | 14 471 | 6 470 |
| | 1997 | 11 927 | 3 843 | 1 734 | 1 661 | 667 | 569 | 409 | 661 | 14 737 | 6 734 |
| | 1998 | 11 531 | 3 890 | 1 823 | 1 739 | 645 | 540 | 392 | 627 | 14 391 | 6 796 |
| | 1999 | 11 204 | 3 906 | 1 888 | 1 847 | 643 | 534 | 370 | 589 | 14 105 | 6 876 |
| Pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée | 1980 | 12 746 | 4 738 | 3 453 | 1 330 | 2 293 | 1 635 | 2 308 | 3 037 | 20 800 | 10 740 |
| | 1985 | 13 225 | 4 732 | 3 419 | 1 537 | 2 123 | 1 744 | 2 021 | 2 740 | 20 788 | 10 753 |
| | 1990 ^{*)} | 16 812 | 5 384 | 5 135 | 2 029 | 2 073 | 1 816 | 1 746 | 2 555 | 25 766 | 11 784 |
| | 1991 | 17 841 | 5 585 | 5 658 | 2 134 | 2 098 | 1 844 | 1 772 | 2 569 | 27 369 | 12 132 |
| | 1992 | 18 998 | 5 816 | 6 089 | 2 242 | 2 155 | 1 848 | 1 822 | 2 598 | 29 064 | 12 504 |
| | 1993 | 20 218 | 6 065 | 6 703 | 2 318 | 2 194 | 1 853 | 1 857 | 2 627 | 30 972 | 12 863 |
| | 1994 | 21 567 | 6 224 | 7 111 | 2 408 | 2 268 | 1 858 | 1 827 | 2 622 | 32 773 | 13 112 |
| | 1995 | 22 635 | 6 479 | 7 475 | 2 501 | 2 318 | 1 852 | 1 825 | 2 598 | 34 253 | 13 430 |
| | 1996 | 23 557 | 6 696 | 7 827 | 2 631 | 2 349 | 1 864 | 1 781 | 2 567 | 35 514 | 13 758 |
| | 1997 | 24 418 | 6 854 | 8 147 | 2 737 | 2 403 | 1 868 | 1 764 | 2 495 | 36 732 | 13 954 |
| | 1998 | 25 386 | 7 014 | 8 502 | 2 833 | 2 433 | 1 877 | 1 720 | 2 457 | 38 041 | 14 181 |
| | 1999 | 26 236 | 7 230 | 8 874 | 2 975 | 2 493 | 1 863 | 1 691 | 2 429 | 39 294 | 14 497 |
| Total des pensions personnelles | 1980 | 19 648 | 6 454 | 4 388 | 1 921 | 2 764 | 1 984 | 2 754 | 3 382 | 29 554 | 13 741 |
| | 1985 | 20 907 | 6 705 | 4 765 | 2 204 | 2 681 | 2 176 | 2 573 | 3 252 | 30 926 | 14 337 |
| | 1990 ^{*)} | 26 341 | 7 874 | 6 492 | 2 917 | 2 684 | 2 300 | 2 259 | 3 163 | 37 776 | 16 254 |
| | 1991 | 27 505 | 8 160 | 6 927 | 3 091 | 2 746 | 2 336 | 2 265 | 3 179 | 39 443 | 16 766 |
| | 1992 | 28 997 | 8 605 | 7 393 | 3 301 | 2 797 | 2 373 | 2 288 | 3 261 | 41 475 | 17 540 |
| | 1993 | 30 676 | 9 055 | 8 083 | 3 479 | 2 836 | 2 386 | 2 303 | 3 275 | 43 898 | 18 195 |
| | 1994 | 32 553 | 9 422 | 8 537 | 3 692 | 2 919 | 2 386 | 2 267 | 3 264 | 46 276 | 18 764 |
| | 1995 | 33 969 | 9 940 | 8 988 | 3 926 | 2 950 | 2 400 | 2 247 | 3 252 | 48 154 | 19 518 |
| | 1996 | 35 316 | 10 379 | 9 456 | 4 196 | 3 019 | 2 435 | 2 194 | 3 218 | 49 985 | 20 228 |
| | 1997 | 36 345 | 10 697 | 9 881 | 4 398 | 3 070 | 2 437 | 2 173 | 3 156 | 51 469 | 20 688 |
| | 1998 | 36 917 | 10 904 | 10 325 | 4 572 | 3 078 | 2 417 | 2 112 | 3 084 | 52 432 | 20 977 |
| | 1999 | 37 440 | 11 136 | 10 762 | 4 822 | 3 136 | 2 397 | 2 061 | 3 018 | 53 399 | 21 373 |

*) Y compris avances à partir de 1987

Tableau 2. 1a. - Pensions en cours au mois de décembre (suite)

| Catégorie | Année | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | Total | |
|---|-------|--------|-----------|--------|-----------|--------|-----------|--------|-----------|---------|-----------|
| | | Nombre | | Nombre | | Nombre | | Nombre | | Nombre | |
| Pensions des survivants - conjoints | 1980 | 14 663 | | 3 252 | | 2 480 | | 1 686 | | 22 081 | |
| | 1985 | 16 119 | | 3 654 | | 2 716 | | 1 653 | | 24 142 | |
| | 1990 | 17 490 | | 4 089 | | 2 769 | | 1 689 | | 26 037 | |
| | 1991 | 17 717 | | 4 180 | | 2 760 | | 1 689 | | 26 346 | |
| | 1992 | 18 123 | | 4 304 | | 2 765 | | 1 678 | | 26 870 | |
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| | 1993 | 85 | 18 245 | 37 | 4 377 | 39 | 2 727 | 136 | 1 557 | 297 | 26 906 |
| | 1994 | 120 | 18 565 | 49 | 4 456 | 46 | 2 700 | 136 | 1 513 | 351 | 27 234 |
| | 1995 | 161 | 19 025 | 71 | 4 543 | 55 | 2 695 | 138 | 1 493 | 425 | 27 756 |
| | 1996 | 194 | 19 346 | 92 | 4 628 | 66 | 2 690 | 147 | 1 481 | 499 | 28 145 |
| - orphelins | 1997 | 238 | 19 565 | 106 | 4 752 | 80 | 2 636 | 174 | 1 453 | 598 | 28 406 |
| | 1998 | 281 | 19 789 | 122 | 4 869 | 86 | 2 602 | 196 | 1 434 | 685 | 28 694 |
| | 1999 | 305 | 20 030 | 132 | 4 956 | 86 | 2 552 | 202 | 1 421 | 725 | 28 959 |
| | | Nombre | | Nombre | | Nombre | | Nombre | | Nombre | |
| | 1980 | 2 169 | | 515 | | 265 | | 125 | | 3 074 | |
| | 1985 | 1 803 | | 460 | | 209 | | 107 | | 2 579 | |
| | 1990 | 1 474 | | 431 | | 179 | | 112 | | 2 196 | |
| | 1991 | 1 453 | | 459 | | 190 | | 108 | | 2 210 | |
| | 1992 | 1 433 | | 484 | | 177 | | 97 | | 2 191 | |
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| | 1993 | 710 | 732 | 256 | 254 | 98 | 91 | 38 | 54 | 1 102 | 1 131 |
| Toutes les pensions | 1994 | 721 | 739 | 257 | 272 | 90 | 87 | 40 | 54 | 1 108 | 1 152 |
| | 1995 | 750 | 731 | 250 | 285 | 90 | 89 | 45 | 51 | 1 135 | 1 156 |
| | 1996 | 747 | 712 | 277 | 298 | 93 | 90 | 45 | 46 | 1 162 | 1 146 |
| | 1997 | 753 | 728 | 286 | 321 | 90 | 83 | 43 | 43 | 1 172 | 1 175 |
| | 1998 | 745 | 717 | 291 | 314 | 83 | 89 | 40 | 41 | 1 159 | 1 161 |
| | 1999 | 740 | 712 | 312 | 332 | 85 | 90 | 42 | 43 | 1 179 | 1 177 |
| | | Nombre | Variation | Nombre | Variation | Nombre | Variation | Nombre | Variation | Nombre | Variation |
| | 1980 | 42 934 | - | 10 076 | - | 7 493 | - | 7 947 | - | 68 450 | - |
| | 1985 | 45 534 | 1,18% | 11 083 | 1,92% | 7 782 | 0,76% | 7 585 | -0,93% | 71 984 | 1,01% |
| | 1990 | 53 179 | 3,15% | 13 929 | 4,68% | 7 932 | 0,38% | 7 223 | -0,97% | 82 263 | 2,71% |
| | 1991 | 54 835 | 3,11% | 14 657 | 5,23% | 8 032 | 1,26% | 7 241 | 0,25% | 84 765 | 3,04% |
| | 1992 | 57 158 | 4,24% | 15 482 | 5,63% | 8 112 | 1,00% | 7 324 | 1,15% | 88 076 | 3,91% |
| | 1993 | 59 503 | 4,10% | 16 486 | 6,48% | 8 177 | 0,80% | 7 363 | 0,53% | 91 529 | 3,92% |
| | 1994 | 62 120 | 4,40% | 17 263 | 4,71% | 8 228 | 0,62% | 7 274 | -1,21% | 94 885 | 3,67% |
| | 1995 | 64 576 | 3,95% | 18 063 | 4,63% | 8 279 | 0,62% | 7 226 | -0,66% | 98 144 | 3,43% |
| | 1996 | 66 694 | 3,28% | 18 947 | 4,89% | 8 393 | 1,38% | 7 131 | -1,31% | 101 165 | 3,08% |
| | 1997 | 68 326 | 2,45% | 19 744 | 4,21% | 8 396 | 0,04% | 7 042 | -1,25% | 103 508 | 2,32% |
| | 1998 | 69 353 | 1,50% | 20 493 | 3,79% | 8 355 | -0,49% | 6 907 | -1,92% | 105 108 | 1,55% |
| | 1999 | 70 363 | 1,46% | 21 316 | 4,02% | 8 346 | -0,11% | 6 787 | -1,74% | 106 812 | 1,62% |

Tableau 2. 1b. - Avances en cours au mois de décembre

| Catégorie | Année | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | Total | |
|---|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | Nombre | | Nombre | | Nombre | | Nombre | | Nombre | |
| Toutes les pensions | 1990 | 1 492 | | 575 | | 281 | | 682 | | 3 030 | |
| | 1992 | 457 | | 320 | | 54 | | - | | 831 | |
| | 1993 | 451 | | 378 | | 74 | | 1 | | 904 | |
| | 1994 | 420 | | 415 | | 55 | | 1 | | 891 | |
| | 1995 | 355 | | 480 | | 64 | | 10 | | 909 | |
| | 1996 | 336 | | 525 | | 63 | | 21 | | 945 | |
| | 1997 | 329 | | 514 | | 62 | | 8 | | 913 | |
| | 1998 | 309 | | 618 | | 49 | | 9 | | 985 | |
| | 1999 | 366 | | 695 | | 63 | | 5 | | 1129 | |
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Pensions d'invalidité | 1990 | 277 | 155 | 88 | 88 | 22 | 57 | 69 | 183 | 456 | 483 |
| | 1992 | 136 | 60 | 62 | 68 | 11 | 22 | - | - | 209 | 150 |
| | 1993 | 162 | 66 | 91 | 70 | 11 | 14 | - | - | 264 | 150 |
| | 1994 | 162 | 66 | 96 | 80 | 14 | 5 | - | - | 272 | 151 |
| | 1995 | 125 | 63 | 123 | 115 | 11 | 17 | - | 3 | 259 | 198 |
| | 1996 | 135 | 51 | 139 | 101 | 17 | 17 | 4 | 7 | 295 | 176 |
| | 1997 | 136 | 66 | 115 | 99 | 16 | 9 | 1 | 1 | 268 | 175 |
| | 1998 | 130 | 49 | 130 | 118 | 12 | 7 | 2 | - | 274 | 174 |
| | 1999 | 145 | 59 | 139 | 108 | 11 | 11 | 1 | - | 296 | 178 |
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée | 1990 | 168 | 125 | 78 | 38 | 15 | 52 | 25 | 109 | 286 | 324 |
| | 1992 | 140 | 15 | 66 | 28 | 5 | 5 | - | - | 211 | 48 |
| | 1993 | 109 | 12 | 96 | 24 | 26 | 7 | - | 1 | 231 | 44 |
| | 1994 | 81 | 14 | 99 | 28 | 23 | 4 | - | 1 | 203 | 47 |
| | 1995 | 73 | 12 | 102 | 25 | 15 | 7 | 5 | 1 | 195 | 45 |
| | 1996 | 79 | 9 | 115 | 44 | 16 | 4 | 5 | 5 | 215 | 62 |
| | 1997 | 63 | 12 | 117 | 36 | 18 | 11 | 3 | 2 | 201 | 61 |
| | 1998 | 70 | 9 | 157 | 46 | 12 | 10 | 4 | 2 | 243 | 67 |
| | 1999 | 69 | 13 | 195 | 56 | 30 | 4 | 2 | 1 | 296 | 74 |
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Total des pensions personnelles | 1990 | 445 | 280 | 166 | 126 | 37 | 109 | 94 | 292 | 742 | 807 |
| | 1992 | 276 | 75 | 128 | 96 | 16 | 27 | - | - | 420 | 198 |
| | 1993 | 271 | 78 | 187 | 94 | 37 | 21 | - | 1 | 495 | 194 |
| | 1994 | 243 | 80 | 195 | 108 | 37 | 9 | - | 1 | 475 | 198 |
| | 1995 | 198 | 75 | 225 | 140 | 26 | 24 | 5 | 4 | 454 | 243 |
| | 1996 | 214 | 60 | 254 | 145 | 33 | 21 | 9 | 12 | 510 | 238 |
| | 1997 | 199 | 78 | 232 | 135 | 34 | 20 | 4 | 3 | 469 | 236 |
| | 1998 | 200 | 58 | 287 | 164 | 24 | 17 | 6 | 2 | 517 | 241 |
| | 1999 | 214 | 72 | 334 | 164 | 41 | 15 | 3 | 1 | 592 | 252 |
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Pensions des survivants - conjoints | 1990 | 668 | | 196 | | 115 | | 265 | | 1 244 | |
| | 1992 | 77 | | 61 | | 8 | | - | | 146 | |
| | 1993 | 2 | 76 | - | 68 | 2 | 11 | - | - | 4 | 155 |
| | 1994 | 2 | 70 | 2 | 74 | - | 9 | - | - | 4 | 153 |
| | 1995 | 4 | 54 | 5 | 74 | 1 | 10 | - | 1 | 10 | 139 |
| | 1996 | 2 | 42 | 5 | 87 | 1 | 6 | - | - | 8 | 135 |
| | 1997 | 1 | 37 | 4 | 102 | 2 | 6 | 1 | - | 8 | 145 |
| | 1998 | 1 | 34 | 7 | 113 | - | 8 | 1 | - | 9 | 155 |
| | 1999 | 2 | 47 | 10 | 125 | - | 6 | 1 | - | 13 | 178 |
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| - orphelins | 1990 | 99 | | 87 | | 20 | | 31 | | 237 | |
| | 1992 | 29 | | 35 | | 3 | | - | | 67 | |
| | 1993 | 12 | 12 | 15 | 14 | 3 | - | - | - | 30 | 26 |
| | 1994 | 15 | 10 | 19 | 17 | - | - | - | - | 34 | 27 |
| | 1995 | 15 | 9 | 13 | 23 | 1 | 2 | - | - | 29 | 34 |
| | 1996 | 8 | 10 | 16 | 18 | - | 2 | - | - | 24 | 30 |
| | 1997 | 9 | 5 | 17 | 24 | - | - | - | - | 26 | 29 |
| | 1998 | 11 | 5 | 27 | 20 | - | - | - | - | 38 | 25 |
| | 1999 | 15 | 16 | 33 | 29 | - | 1 | - | - | 48 | 46 |

Tableau 2. 2a. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de l'AVI en décembre 1999
(y compris avances)

| Groupe d'âge | Compétence: AVI | | | | | | Compétence: régimes non-contributifs | | | | |
|--------------|-----------------|---------------|------------------------------------|---------------|--------------------------------|---------------|--------------------------------------|---------------|---------------------|----------|---------------|
| | Invalidité | | Vieillesse et vieillesse anticipée | | Conjoints et autres survivants | | Orphelins | | Pension personnelle | | Total |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Nombre | En % du total | Hommes | Femmes | |
| < 5 | | | | | | | 34 | 2,34 | | | 34 |
| 5-9 | | | | | | | 155 | 10,67 | | | 155 |
| 10-14 | | | | | | | 274 | 18,87 | | | 274 |
| 15-19 | 1 | 0,01 | | | 4 | 0,02 | 215 | 14,81 | | | 409 |
| 20-24 | 14 | 0,12 | | 5 | 28 | 0,14 | 46 | 3,17 | | | 238 |
| 25-29 | 69 | 0,62 | | 29 | 103 | 0,51 | 26 | 1,79 | | | 172 |
| 30-34 | 151 | 1,35 | | 71 | 216 | 1,06 | 27 | 1,86 | | | 351 |
| 35-39 | 269 | 2,40 | | 102 | 349 | 1,72 | 45 | 3,10 | | | 614 |
| 40-44 | 466 | 4,16 | | 198 | 524 | 2,58 | 36 | 2,48 | 1 | | 1 058 |
| 45-49 | 857 | 7,65 | | 319 | 847 | 4,17 | 41 | 2,82 | | | 1 736 |
| 50-54 | 1 894 | 16,90 | | 658 | 1 316 | 6,47 | 38 | 2,62 | | | 3 440 |
| 55-59 | 3 292 | 29,38 | 845 | 3,22 | 11 | 0,15 | 29 | 2,00 | 6 | | 6 592 |
| 60-64 | 4 191 | 37,41 | 3 096 | 11,80 | 118 | 1,63 | 29 | 2,00 | 16 | | 11 039 |
| 65-69 | | | 9 346 | 35,62 | 2 164 | 29,93 | 37 | 2,55 | 24 | 1 | 14 525 |
| 70-74 | | | 7 090 | 27,02 | 2 102 | 29,07 | 21 | 1,45 | 23 | 3 | 12 776 |
| 75-79 | | | 3 480 | 13,26 | 1 505 | 20,82 | 11 | 0,76 | 9 | | 8 694 |
| 80-84 | | | 1 373 | 5,23 | 636 | 8,80 | 3 | 0,21 | 30 | 2 | 4 097 |
| 85-89 | | | 800 | 3,05 | 451 | 6,24 | 4 | 0,28 | 36 | | 3 007 |
| 90-94 | | | 183 | 0,70 | 199 | 2,75 | 2 | 0,14 | 28 | 1 | 965 |
| 95-99 | | | 22 | 0,08 | 41 | 0,57 | 114 | 0,56 | 6 | 1 | 177 |
| > 100 | | | 1 | 0,00 | 3 | 0,04 | 6 | 0,03 | | | 10 |
| TOTAL | 11 204 | 100,00 | 26 236 | 100,00 | 7 230 | 100,00 | 20 335 | 100,00 | 180 | 8 | 70 363 |
| Age moyen | 55,70 | | 70,31 | | 73,80 | | 70,55 | 23,72 | 78,70 | 79,88 | 66,62 |
| | | | | | | | | | | | 81,76 |
| | | | | | | | | | | | 41,50 |
| | | | | | | | | | | | 80,18 |

Tableau 2. 2b. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPEP en décembre 1999
(y compris avances)

| Groupe d'âge | Incapacité | | | | Compétence: CPEP | | | | Total | | | | Compétence: régimes non-contributifs | | | |
|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|------------------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------------------------|---------------|--------------------------------------|---------------|---------------------|-----------|
| | Hommes | | Femmes | | Vieillesse et vieillesse anticipée | | Hommes | | Femmes | | Conjoints et autres survivants | | Orphelins | | Pension personnelle | |
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Hommes | Femmes |
| < 5 | | | | | | | | | | | | | 29 | 4,50 | | |
| 5- 9 | | | | | | | | | | | | | 91 | 14,13 | | 1 |
| 10-14 | | | | | | | | | | | | | 116 | 18,01 | | 1 |
| 15-19 | | | | | | | | | | | | | 187 | 29,04 | | |
| 20-24 | 1 | 0,05 | 1 | 0,05 | | | | | | | 1 | 0,02 | 150 | 23,29 | | 2 |
| 25-29 | 14 | 0,74 | 26 | 1,41 | | | | | | | 7 | 0,14 | 33 | 5,12 | | 1 |
| 30-34 | 25 | 1,32 | 55 | 2,98 | | | | | | | 34 | 0,67 | 4 | 0,62 | | |
| 35-39 | 59 | 3,13 | 88 | 4,76 | | | | | | | 77 | 1,51 | 3 | 0,47 | | 1 |
| 40-44 | 94 | 4,98 | 120 | 6,50 | | | | | | | 109 | 2,14 | 5 | 0,78 | | |
| 45-49 | 147 | 7,79 | 168 | 9,10 | | | | | | | 185 | 3,64 | 6 | 0,93 | | |
| 50-54 | 289 | 15,31 | 314 | 17,00 | | | | | | | 262 | 5,15 | 4 | 0,62 | | 3 |
| 55-59 | 612 | 32,42 | 533 | 28,86 | | | 417 | 4,70 | 68 | 2,29 | 373 | 7,33 | 6 | 0,93 | 3 | 1 |
| 60-64 | 647 | 34,27 | 542 | 29,34 | | | 1 810 | 20,40 | 279 | 9,38 | 494 | 9,71 | 2 | 0,31 | 9 | 5 |
| 65-69 | | | | | | | 2 648 | 29,84 | 869 | 29,21 | 646 | 12,70 | 2 | 0,31 | 15 | 3 |
| 70-74 | | | | | | | 2 220 | 25,02 | 702 | 23,60 | 855 | 16,80 | 3 | 0,47 | 25 | 11 |
| 75-79 | | | | | | | 1 047 | 11,80 | 566 | 19,03 | 858 | 16,86 | 2 | 0,31 | 13 | 6 |
| 80-84 | | | | | | | 435 | 4,90 | 230 | 7,73 | 507 | 9,96 | | | 11 | 4 |
| 85-89 | | | | | | | 222 | 2,50 | 188 | 6,32 | 477 | 9,38 | | | 14 | 3 |
| 90-94 | | | | | | | 66 | 0,74 | 58 | 1,95 | 168 | 3,30 | 1 | 0,16 | 10 | 1 |
| 95-99 | | | | | | | 9 | 0,10 | 14 | 0,47 | 34 | 0,67 | | | | |
| > 100 | | | | | | | | | 1 | 0,03 | 1 | 0,02 | | | | 1 |
| TOTAL | 1 888 | 100,00 | 1 847 | 100,00 | 8 874 | 100,00 | 2 975 | 100,00 | 5 088 | 100,00 | 644 | 100,00 | 644 | 100,00 | 100 | 29 |
| Age moyen | 55,28 | | 53,68 | | 69,36 | | 72,36 | | 69,95 | | 17,84 | | 17,40 | | 75,79 | 75,93 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | 75,60 |

Tableau 2. 2c. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPACI en décembre 1999 (y compris avances)

| Groupe d'âge | Compétence: CPACI | | | | | | | | | | Compétence: régimes non-contributifs | | | | | | | | |
|--------------|-------------------|--------|--------|--------|------------------------------------|--------|--------|---------------|--------------------------------|---------------|--------------------------------------|---------------|-------|---------------------|--------|--------------------------------|-----------|-------|-------|
| | Invalidité | | | | Vieillesse et vieillesse anticipée | | | | Conjoints et autres survivants | | Orphelins | | Total | Pension personnelle | | Conjoints et autres survivants | Orphelins | Total | |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | | Hommes | Femmes | | | | |
| < 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5- 9 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10-14 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15-19 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 20-24 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 25-29 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 30-34 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 35-39 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 40-44 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 45-49 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 50-54 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 55-59 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 60-64 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 65-69 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 70-74 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 75-79 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 80-84 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 85-89 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 90-94 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 95-99 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| > 100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 643 | 100,00 | 534 | 100,00 | 2 493 | 100,00 | 1 863 | 100,00 | 2 638 | 100,00 | 175 | 100,00 | 8 346 | | 22 | 2 | 20 | 1 | 45 |
| Age moyen | 57,66 | | 58,12 | | 72,17 | | 75,82 | | 74,35 | | 20,48 | | 70,57 | | 72,36 | 73,50 | 70,45 | 13,00 | 70,24 |

Tableau 2. 2d. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPA en décembre 1999 (y compris avances)

| Groupe d'âge | Compétence: CPA | | | | | | | | | | Compétence: régimes non-contributifs | | | | | | | | |
|--------------|-----------------|--------|--------|--------|------------------------------------|--------|--------|--------|--------------------------------|---------------|--------------------------------------|---------------|-------|---------------------|---------------|--------------------------------|-----------|-------|--------|
| | Invalidité | | | | Vieillesse et vieillesse anticipée | | | | Conjoints et autres survivants | | Orphelins | | Total | Pension personnelle | | Conjoints et autres survivants | Orphelins | Total | |
| | Hommes | Hommes | Femmes | Femmes | Hommes | Hommes | Femmes | Femmes | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | | Nombre | En % du total | | | | Hommes |
| < 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5- 9 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10-14 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15-19 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 20-24 | 1 | 0,27 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 25-29 | 2 | 0,54 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 30-34 | 1 | 0,27 | 2 | 0,34 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 35-39 | 6 | 1,62 | 6 | 1,02 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 40-44 | 11 | 2,97 | 3 | 0,51 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 45-49 | 16 | 4,32 | 15 | 2,55 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 50-54 | 28 | 7,57 | 47 | 7,98 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 55-59 | 93 | 25,14 | 179 | 30,39 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 60-64 | 212 | 57,30 | 337 | 57,22 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 65-69 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 70-74 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 75-79 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 80-84 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 85-89 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 90-94 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 95-99 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| > 100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 370 | 100,00 | 589 | 100,00 | 1 691 | 100,00 | 2 429 | 100,00 | 1 623 | 100,00 | 85 | 100,00 | 6 787 | | 9 | | 9 | | 18 |
| Age moyen | 58,12 | | 59,09 | | 73,89 | | 75,78 | | 76,40 | | 25,74 | | 72,42 | | 71,33 | | 78,00 | | 74,67 |

Assurance pension

Assurance pension

Tableau 2. 3a. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - AVI

| Année | Pensions personnelles | | | Pensions de survivants | | | Total | |
|-------|-----------------------|--------|--------|------------------------|--------------------------------|-----------|-------------------|--------|
| | Hommes | Femmes | Total | Variation moyenne | Conjoints et autres survivants | Orphelins | Variation moyenne | Nombre |
| 1960 | 13 026 | 3 265 | 16 291 | | 8 263 | | | |
| 1965 | 14 915 | 3 834 | 18 749 | 2,85% | 10 015 | | 3,92% | |
| 1970 | 17 400 | 5 606 | 23 006 | 4,18% | 11 892 | 2 016 | 3,50% | 36 914 |
| 1975 | 19 560 | 6 265 | 25 825 | 2,34% | 13 560 | 2 356 | 2,66% | 41 741 |
| 1980 | 21 309 | 6 814 | 28 123 | 1,72% | 15 373 | 2 405 | 2,54% | 45 901 |
| 1985 | 22 603 | 7 012 | 29 615 | 1,04% | 16 771 | 2 019 | 1,76% | 48 405 |
| 1990 | 28 006 | 8 291 | 36 297 | 4,15% | 18 296 | 1 627 | 1,76% | 56 220 |
| 1995 | 35 695 | 10 405 | 46 100 | 4,90% | 19 786 | 1 587 | 1,58% | 67 473 |
| 1996 | 36 968 | 10 799 | 47 767 | 3,62% | 20 073 | 1 613 | 1,45% | 69 453 |
| 1997 | 37 694 | 11 040 | 48 734 | 2,02% | 20 323 | 1 615 | 1,25% | 70 672 |
| 1998 | 38 138 | 11 260 | 49 398 | 1,36% | 20 590 | 1 586 | 1,31% | 71 574 |

Tableau 2. 4a. - Mouvement des pensions - AVI

| Année | Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée | | | | | | | | | | Pensions de survivants | | | |
|-------|---|----------------------|------------|----------------------|----------------------|---|--------------|--------|--------|---|------------------------|------------------|--------|--------|
| | Pensions nouvelles | | | | | Pensions supprimées pour cause de . . . | | | | | Pensions de survivants | | | |
| | Hommes | | Femmes | | | Total | | Décès | | Rétablissement de la capacité de travail / autres | | | Total | |
| | Invalidité | Vieillesse anticipée | Invalidité | Vieillesse anticipée | Vieillesse anticipée | Total Hommes | Total Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes et Femmes | Hommes | Femmes |
| 1986 | 1 309 | 444 | 250 | 2 003 | 328 | 2 003 | 411 | 1 254 | 325 | 280 | 46 | 1 534 | 371 | 1 905 |
| 1987 | 2 073 | 612 | 282 | 2 967 | 427 | 2 967 | 532 | 1 280 | 283 | 320 | 36 | 1 600 | 319 | 1 919 |
| 1988 | 1 499 | 716 | 327 | 2 542 | 415 | 2 542 | 652 | 1 267 | 273 | 176 | 28 | 1 443 | 301 | 1 744 |
| 1989 | 1 424 | 738 | 344 | 2 506 | 417 | 2 506 | 671 | 1 270 | 323 | 114 | 13 | 1 384 | 336 | 1 720 |
| 1990 | 1 482 | 816 | 403 | 2 701 | 392 | 2 701 | 677 | 1 252 | 320 | 103 | 17 | 1 355 | 337 | 1 692 |
| 1991 | 1 392 | 904 | 427 | 2 723 | 416 | 2 723 | 672 | 1 322 | 290 | 144 | 33 | 1 466 | 323 | 1 789 |
| 1992 | 1 635 | 907 | 491 | 3 033 | 546 | 3 033 | 833 | 1 333 | 304 | 115 | 27 | 1 448 | 331 | 1 779 |
| 1993 | 1 588 | 1 576 | 481 | 3 645 | 491 | 3 645 | 693 | 1 388 | 298 | 103 | 27 | 1 491 | 325 | 1 816 |
| 1994 | 1 557 | 730 | 571 | 2 858 | 529 | 2 858 | 723 | 1 323 | 309 | 82 | 30 | 1 405 | 339 | 1 744 |
| 1995 | 1 624 | 672 | 576 | 2 872 | 592 | 2 872 | 833 | 1 496 | 290 | 136 | 32 | 1 632 | 322 | 1 954 |
| 1996 | 1 580 | 746 | 532 | 2 858 | 541 | 2 858 | 770 | 1 396 | 345 | 189 | 31 | 1 585 | 376 | 1 961 |
| 1997 | 1 157 | 689 | 542 | 2 388 | 450 | 2 388 | 636 | 1 433 | 340 | 229 | 55 | 1 662 | 395 | 2 057 |
| 1998 | 949 | 686 | 535 | 2 170 | 378 | 2 170 | 604 | 1 527 | 315 | 199 | 69 | 1 726 | 384 | 2 110 |

| Année | Pensions personnelles | | | Pensions de survivants | | | | Total | | |
|-------|-----------------------|--------|--------|------------------------|--------------------------------|-------------------|-----------|-------------------|--------|-------------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Variation moyenne | Conjoints et autres survivants | Variation moyenne | Orphelins | Variation moyenne | Nombre | Variation moyenne |
| 1960 | 1 613 | 485 | 2 098 | | 1 113 | | | | | |
| 1965 | 2 080 | 668 | 2 748 | 5,55% | 1 424 | 5,05% | | | 6 136 | |
| 1970 | 2 818 | 980 | 3 798 | 6,69% | 2 089 | 7,97% | 249 | | | |
| 1975 | 3 347 | 1 420 | 4 767 | 4,65% | 2 780 | 5,88% | 409 | 10,43% | 7 956 | 5,33% |
| 1980 | 4 347 | 1 911 | 6 258 | 5,59% | 3 248 | 3,16% | 491 | 3,72% | 9 997 | 4,67% |
| 1985 | 4 989 | 2 310 | 7 299 | 3,13% | 3 751 | 2,92% | 499 | 0,32% | 11 549 | 2,93% |
| 1990 | 6 660 | 2 995 | 9 655 | 5,75% | 4 217 | 2,37% | 449 | -2,09% | 14 321 | 4,40% |
| 1995 | 9 241 | 4 030 | 13 271 | 6,57% | 4 729 | 2,32% | 586 | 5,47% | 18 586 | 5,35% |
| 1996 | 9 699 | 4 288 | 13 987 | 5,40% | 4 822 | 1,97% | 630 | 7,51% | 19 439 | 4,59% |
| 1997 | 10 171 | 4 519 | 14 690 | 5,03% | 4 956 | 2,78% | 641 | 1,75% | 20 287 | 4,36% |
| 1998 | 10 589 | 4 712 | 15 301 | 4,16% | 5 084 | 2,58% | 666 | 3,90% | 21 051 | 3,77% |

| Année | Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée | | | | | | | | | | Pensions supprimées pour cause de ... | | | | | Pensions de survivants | | | | |
|---------------------------------|---|--------------|------------|----------------------|--------------|---------------------------|----------------------|--------------|---|--------------|---------------------------------------|--------|------------------|---------------------|---------------------|------------------------|--------|-----|-----|----|
| | Pensions nouvelles | | | | | Total Hommes et Femmes | Décès | | Rétablissement de la capacité de travail / autres | | Total | | Hommes et Femmes | Pensions nouvelles | Pensions supprimées | | | | | |
| | Hommes | | Femmes | | Invalidité | | Vieillesse anticipée | Total Hommes | Vieillesse anticipée | Total Femmes | Hommes | Femmes | | | | Hommes | Femmes | | | |
| Invalidité Vieillesse anticipée | Vieillesse anticipée | Total Hommes | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total Femmes | Hommes et Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes et Femmes | Conjoints Orphelins | Conjoints Orphelins | Conjoints Orphelins | | | | |
| 1986 | 304 | 137 | 78 | 519 | 119 | 39 | 41 | 199 | 718 | 258 | 71 | 22 | 23 | 280 | 94 | 374 | 243 | 55 | 174 | 68 |
| 1987 | 242 | 275 | 67 | 584 | 135 | 48 | 47 | 230 | 814 | 269 | 73 | 36 | 28 | 305 | 101 | 406 | 255 | 54 | 151 | 72 |
| 1988 | 221 | 330 | 58 | 609 | 111 | 36 | 62 | 209 | 818 | 268 | 64 | 16 | 19 | 284 | 83 | 367 | 291 | 63 | 161 | 70 |
| 1989 | 227 | 374 | 91 | 692 | 152 | 50 | 45 | 247 | 939 | 270 | 73 | 8 | 15 | 278 | 88 | 366 | 254 | 57 | 181 | 72 |
| 1990 | 215 | 391 | 95 | 701 | 160 | 44 | 39 | 243 | 944 | 277 | 67 | 10 | 10 | 287 | 77 | 364 | 265 | 75 | 175 | 72 |
| 1991 | 228 | 454 | 68 | 750 | 165 | 53 | 43 | 261 | 1 011 | 274 | 72 | 16 | 16 | 290 | 88 | 378 | 263 | 88 | 193 | 46 |
| 1992 | 247 | 420 | 98 | 765 | 226 | 57 | 49 | 332 | 1 097 | 279 | 82 | 9 | 12 | 288 | 94 | 382 | 281 | 81 | 169 | 51 |
| 1993 | 256 | 720 | 92 | 1 068 | 228 | 48 | 24 | 300 | 1 368 | 278 | 111 | 19 | 18 | 297 | 129 | 426 | 291 | 62 | 181 | 50 |
| 1994 | 255 | 401 | 105 | 761 | 241 | 65 | 46 | 352 | 1 113 | 281 | 97 | 14 | 21 | 295 | 118 | 413 | 289 | 78 | 197 | 50 |
| 1995 | 233 | 398 | 103 | 734 | 249 | 59 | 34 | 342 | 1 076 | 316 | 104 | 11 | 19 | 327 | 123 | 450 | 309 | 80 | 181 | 55 |
| 1996 | 284 | 413 | 92 | 789 | 250 | 78 | 58 | 386 | 1 175 | 317 | 112 | 14 | 16 | 331 | 128 | 459 | 312 | 98 | 219 | 54 |
| 1997 | 278 | 465 | 102 | 845 | 276 | 60 | 39 | 375 | 1 220 | 344 | 107 | 29 | 37 | 373 | 144 | 517 | 339 | 79 | 205 | 68 |
| 1998 | 249 | 458 | 98 | 805 | 243 | 70 | 41 | 362 | 1 167 | 365 | 132 | 22 | 37 | 387 | 169 | 556 | 348 | 104 | 220 | 79 |

Tableau 2.. 3c. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPACI

| Année | Pensions personnelles | | | Pensions de survivants | | | | Total | | |
|-------|-----------------------|--------|-------|------------------------|--------------------------------|-------------------|-----------|-------------------|--------|-------------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Variation moyenne | Conjoints et autres survivants | Variation moyenne | Orphelins | Variation moyenne | Nombre | Variation moyenne |
| 1985 | 2 748 | 2 226 | 4 974 | | 2 745 | | 218 | | 7 937 | |
| 1990 | 2 733 | 2 352 | 5 085 | 0,44% | 2 790 | 0,33% | 190 | -2,71% | 8 065 | 0,32% |
| 1995 | 2 997 | 2 444 | 5 441 | 1,36% | 2 766 | -0,17% | 186 | -0,42% | 8 393 | 0,80% |
| 1996 | 3 060 | 2 470 | 5 530 | 1,64% | 2 759 | -0,25% | 189 | 1,61% | 8 478 | 1,01% |
| 1997 | 3 105 | 2 457 | 5 562 | 0,58% | 2 732 | -0,98% | 178 | -5,82% | 8 472 | -0,07% |
| 1998 | 3 114 | 2 441 | 5 555 | -0,13% | 2 696 | -1,32% | 193 | 8,43% | 8 444 | -0,33% |

Tableau 2. 4c. - Mouvement des pensions - CPACI

| Année | Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée | | | | | | | | | | Pensions supprimées pour cause de ... | | | | | | Pensions de survivants | | | |
|-------|---|--------|--------------|---------------------------------|--------|------------------|--------|--------|--------|--------|---------------------------------------|--------|---|--------|------------------|-----|------------------------|---------------------|-----|----|
| | Pensions nouvelles | | | | | Total | | | | | Décès | | Rétablissement de la capacité de travail / autres | | Total | | Pensions nouvelles | Pensions supprimées | | |
| | Invalidité Vieillesse anticipée | Hommes | Total Hommes | Invalidité Vieillesse anticipée | Femmes | Hommes et Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes et Femmes | | | | | |
| 1986 | 116 | 1 | 54 | 171 | 69 | 1 | 29 | 99 | 270 | 208 | 79 | 3 | 3 | 211 | 82 | 293 | 172 | 26 | 119 | 30 |
| 1987 | 107 | 1 | 30 | 138 | 77 | 1 | 31 | 109 | 247 | 170 | 101 | 2 | 1 | 172 | 102 | 274 | 121 | 20 | 133 | 35 |
| 1988 | 109 | 15 | 35 | 159 | 71 | 2 | 58 | 131 | 290 | 149 | 100 | 3 | 3 | 152 | 103 | 255 | 123 | 15 | 109 | 20 |
| 1989 | 112 | 35 | 48 | 195 | 90 | 4 | 48 | 142 | 337 | 158 | 100 | 1 | 2 | 159 | 102 | 261 | 120 | 24 | 127 | 33 |
| 1990 | 103 | 42 | 36 | 181 | 91 | 1 | 43 | 135 | 316 | 164 | 100 | 1 | 1 | 165 | 101 | 266 | 125 | 24 | 128 | 19 |
| 1991 | 96 | 56 | 45 | 197 | 64 | 5 | 40 | 109 | 306 | 148 | 86 | 0 | 1 | 148 | 87 | 235 | 113 | 29 | 128 | 28 |
| 1992 | 94 | 71 | 50 | 215 | 103 | 1 | 33 | 137 | 352 | 156 | 90 | 2 | 2 | 158 | 92 | 250 | 148 | 22 | 143 | 23 |
| 1993 | 99 | 63 | 58 | 220 | 90 | 4 | 16 | 110 | 330 | 168 | 114 | 1 | 0 | 169 | 114 | 283 | 144 | 19 | 155 | 18 |
| 1994 | 93 | 74 | 52 | 219 | 97 | 2 | 21 | 120 | 339 | 145 | 94 | 0 | 2 | 145 | 96 | 241 | 130 | 14 | 138 | 23 |
| 1995 | 88 | 67 | 52 | 207 | 74 | 5 | 36 | 115 | 322 | 170 | 109 | 4 | 1 | 174 | 110 | 284 | 138 | 29 | 133 | 25 |
| 1996 | 97 | 69 | 62 | 228 | 90 | 7 | 30 | 127 | 355 | 162 | 100 | 3 | 1 | 165 | 101 | 266 | 135 | 19 | 142 | 16 |
| 1997 | 71 | 64 | 54 | 189 | 59 | 7 | 24 | 90 | 279 | 143 | 103 | 1 | 0 | 144 | 103 | 247 | 118 | 10 | 145 | 21 |
| 1998 | 66 | 77 | 39 | 182 | 50 | 9 | 28 | 87 | 269 | 168 | 100 | 5 | 3 | 173 | 103 | 276 | 127 | 38 | 163 | 23 |

| Année | Pensions personnelles | | | Pensions de survivants | | | Total | | |
|-------|-----------------------|--------|-------|--------------------------------|-------------------|-----------|-------------------|--------|-------------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Conjoints et autres survivants | Variation moyenne | Orphelins | Variation moyenne | Nombre | Variation moyenne |
| 1985 | 2 624 | 3 320 | 5 944 | 1 668 | | 109 | | 7 721 | |
| 1990 | 2 290 | 3 223 | 5 513 | 1 712 | -1,49% | 117 | 1,43% | 7 342 | -1,00% |
| 1995 | 2 252 | 3 266 | 5 518 | 1 643 | 0,02% | 98 | -3,48% | 7 259 | -0,23% |
| 1996 | 2 205 | 3 216 | 5 421 | 1 618 | -1,76% | 90 | -8,16% | 7 129 | -1,79% |
| 1997 | 2 171 | 3 158 | 5 329 | 1 619 | -1,70% | 85 | -5,56% | 7 033 | -1,35% |
| 1998 | 2 117 | 3 092 | 5 209 | 1 624 | -2,25% | 81 | -4,71% | 6 914 | -1,69% |

| Année | Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée | | | | | | | | | | Pensions supprimées pour cause de ... | | | | | Pensions de survivants | | | | |
|------------|---|-----------------|------------|-------------------------|-----------------|---------------------------------|--------|--------|---|--------|---------------------------------------|--------|--------------------|--------|------------------------|------------------------|---------------------|----|-----|----|
| | Pensions nouvelles | | | | | Total Hommes et Femmes | Décès | | Rétablissement de la capacité de travail / autres | | Total | | Pensions nouvelles | | Pensions supprimées | | | | | |
| | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | | | | | | | |
| Invalidité | Vieillesse anticipée | Total Hommes | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total Femmes | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Conjoints Orphelins | Conjoints Orphelins | Conjoints Orphelins | | | |
| 1986 | 79 | 0 | 16 | 95 | 116 | 0 | 46 | 162 | 257 | 186 | 188 | 1 | 0 | 187 | 188 | 375 | 105 | 13 | 124 | 11 |
| 1987 | 89 | 0 | 11 | 100 | 124 | 0 | 35 | 159 | 259 | 163 | 190 | 0 | 0 | 163 | 190 | 353 | 90 | 16 | 107 | 14 |
| 1988 | 92 | 1 | 15 | 108 | 122 | 0 | 35 | 157 | 265 | 166 | 151 | 2 | 3 | 168 | 154 | 322 | 118 | 16 | 90 | 18 |
| 1989 | 84 | 6 | 13 | 103 | 103 | 0 | 30 | 133 | 236 | 176 | 188 | 0 | 0 | 176 | 188 | 364 | 117 | 21 | 91 | 17 |
| 1990 | 77 | 10 | 15 | 102 | 117 | 0 | 42 | 159 | 261 | 147 | 145 | 1 | 2 | 148 | 147 | 295 | 111 | 13 | 85 | 11 |
| 1991 | 86 | 21 | 36 | 143 | 140 | 28 | 40 | 208 | 351 | 125 | 162 | 0 | 9 | 125 | 171 | 296 | 96 | 8 | 110 | 19 |
| 1992 | 59 | 54 | 30 | 143 | 125 | 64 | 37 | 226 | 369 | 121 | 164 | 3 | 14 | 124 | 178 | 302 | 97 | 6 | 110 | 15 |
| 1993 | 61 | 42 | 47 | 150 | 101 | 41 | 22 | 164 | 314 | 148 | 157 | 0 | 14 | 148 | 171 | 319 | 107 | 6 | 100 | 10 |
| 1994 | 49 | 38 | 22 | 109 | 85 | 30 | 22 | 137 | 246 | 149 | 149 | 0 | 6 | 149 | 155 | 304 | 89 | 12 | 127 | 12 |
| 1995 | 46 | 36 | 23 | 105 | 88 | 22 | 17 | 127 | 232 | 141 | 142 | 1 | 2 | 142 | 144 | 286 | 101 | 16 | 112 | 11 |
| 1996 | 34 | 38 | 16 | 88 | 67 | 22 | 13 | 102 | 190 | 135 | 152 | 0 | 0 | 135 | 152 | 287 | 92 | 6 | 117 | 14 |
| 1997 | 31 | 20 | 15 | 66 | 69 | 22 | 7 | 98 | 164 | 99 | 155 | 1 | 1 | 100 | 156 | 256 | 99 | 7 | 98 | 12 |
| 1998 | 38 | 26 | 10 | 74 | 37 | 16 | 9 | 62 | 136 | 127 | 127 | 1 | 1 | 128 | 128 | 256 | 102 | 3 | 97 | 7 |

Tableau 2. 3e.- Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - Total

| Année | Pensions personnelles | | | Pensions de survivants | | | Total | | | |
|-------|-----------------------|--------|--------|------------------------|--------------------------------|-------------------|-----------|-------------------|---------|-------------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Variation moyenne | Conjoints et autres survivants | Variation moyenne | Orphelins | Variation moyenne | Nombre | Variation moyenne |
| 1985 | 32 964 | 14 868 | 47 832 | | 24 935 | | 2 845 | | 75 612 | |
| 1990 | 39 689 | 16 861 | 56 550 | 3,41% | 27 015 | 1,62% | 2 383 | -3,48% | 85 948 | 2,60% |
| 1995 | 50 185 | 20 145 | 70 330 | 4,46% | 28 924 | 1,37% | 2 457 | 0,61% | 101 711 | 3,43% |
| 1996 | 51 932 | 20 773 | 72 705 | 3,38% | 29 272 | 1,20% | 2 522 | 2,65% | 104 499 | 2,74% |
| 1997 | 53 141 | 21 174 | 74 315 | 2,21% | 29 630 | 1,22% | 2 519 | -0,12% | 106 464 | 1,88% |
| 1998 | 53 958 | 21 505 | 75 463 | 1,54% | 29 994 | 1,23% | 2 526 | 0,28% | 107 983 | 1,43% |

Tableau 2. 4e. - Mouvement des pensions - Total

| Année | Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée | | | | | | | | | | Pensions supprimées pour cause de . . . | | | | | | | | | | Pensions de survivants | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------|---|----------------------|--------|------------|----------------------|--------|------------|----------------------|-------|------------|---|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|---|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|--------------------|----------------------|---------------------|------------|----------------------|------------------|------------|----------------------|-------|---------------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|-------|------------|----------------------|
| | Pensions nouvelles | | | | | Femmes | | | | | Total | | | | | Décès | | | | | Rétablissement de la capacité de travail / autres | | | | | Total | | | | | Pensions nouvelles | | Pensions supprimées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Hommes | | Femmes | | | Total | | | | | Hommes et Femmes | | | | | Hommes | | | | | Femmes | | | | | Hommes | | | | | Femmes | | | | | Hommes et Femmes | | Conjoints Orphelins | | Conjoints Orphelins | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée | Total | Invalidité | Vieillesse anticipée |

Tableau 2. 5. - Age moyen du bénéficiaire au moment de l'attribution de la pension

| Catégorie | Année | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | Total | |
|--|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Invalidité | 1960 | 52,2 | 54,3 | 55,0 | 52,7 | | | | | | |
| | 1965 | 53,1 | 53,9 | 54,4 | 50,8 | | | | | | |
| | 1970 | 53,4 | 58,6 | 57,0 | 52,9 | | | | | | |
| | 1975 | 52,7 | 53,4 | 54,1 | 51,6 | | | | | | |
| | 1980 | 50,2 | 52,9 | 53,2 | 49,3 | | | | | | |
| | 1985 | 50,5 | 52,2 | 55,9 | 49,5 | 56,2 | 56,7 | 57,3 | 58,4 | 52,0 | 53,3 |
| | 1990 | 51,9 | 51,8 | 53,5 | 50,2 | 56,1 | 56,1 | 58,2 | 57,8 | 52,6 | 52,9 |
| | 1995 | 50,0 | 51,3 | 51,7 | 48,6 | 52,5 | 55,5 | 54,3 | 56,3 | 50,4 | 51,4 |
| | 1996 | 49,7 | 51,4 | 50,5 | 49,4 | 53,6 | 53,9 | 55,6 | 55,6 | 50,1 | 51,4 |
| | 1997 | 49,6 | 50,3 | 50,3 | 49,2 | 54,8 | 55,4 | 55,5 | 55,2 | 50,1 | 50,7 |
| Vieillesse et vieillesse anticipée | 1960 | 63,1 | 66,2 | 64,3 | 65,6 | | | | | | |
| | 1965 | 62,7 | 65,9 | 64,0 | 64,1 | | | | | | |
| | 1970 | 62,9 | 65,1 | 63,8 | 63,7 | | | | | | |
| | 1975 | 63,6 | 70,9 | 64,2 | 69,4 | | | | | | |
| | 1980 | 62,8 | 64,3 | 62,4 | 64,0 | | | | | | |
| | 1985 | 62,2 | 64,1 | 62,9 | 62,5 | 65,1 | 65,0 | 65,1 | 65,2 | 62,6 | 64,2 |
| | 1990 | 61,9 | 64,9 | 61,4 | 62,4 | 62,9 | 65,0 | 63,5 | 65,0 | 61,9 | 64,4 |
| | 1995 | 61,8 | 64,4 | 60,6 | 62,2 | 62,3 | 64,8 | 62,6 | 62,9 | 61,5 | 63,8 |
| | 1996 | 61,5 | 64,2 | 60,4 | 62,2 | 62,5 | 64,5 | 62,3 | 62,8 | 61,3 | 63,5 |
| | 1997 | 61,6 | 64,4 | 60,4 | 61,7 | 62,5 | 64,0 | 62,5 | 62,3 | 61,3 | 63,4 |
| Invalidité vieillesse et vieillesse anticipée | 1960 | 55,4 | 55,1 | 61,9 | 54,6 | | | | | | |
| | 1965 | 56,3 | 55,7 | 62,0 | 56,5 | | | | | | |
| | 1970 | 56,3 | 60,6 | 62,0 | 58,0 | | | | | | |
| | 1975 | 54,6 | 59,9 | 59,4 | 62,8 | | | | | | |
| | 1980 | 53,0 | 55,4 | 57,6 | 54,7 | | | | | | |
| | 1985 | 54,2 | 55,0 | 58,5 | 53,9 | 59,2 | 60,4 | 58,8 | 60,7 | 55,5 | 56,6 |
| | 1990 | 56,4 | 57,3 | 59,0 | 54,4 | 59,0 | 59,0 | 59,5 | 59,7 | 57,1 | 57,2 |
| | 1995 | 55,1 | 55,1 | 57,7 | 52,3 | 58,2 | 58,8 | 59,0 | 58,3 | 55,9 | 55,0 |
| | 1996 | 55,0 | 55,2 | 56,8 | 53,9 | 58,7 | 57,0 | 59,7 | 58,0 | 55,7 | 55,2 |
| | 1997 | 55,8 | 54,5 | 57,1 | 52,5 | 59,6 | 58,4 | 59,2 | 57,3 | 56,4 | 54,4 |
| Pension de survie du conjoint | 1960 | | 57,2 | | 54,8 | | | | | | |
| | 1965 | | 58,2 | | 56,2 | | | | | | |
| | 1970 | | 59,2 | | 60,7 | | | | | | |
| | 1975 | | 59,7 | | 60,7 | | | | | | |
| | 1980 | | 60,6 | | 62,1 | | | | | | |
| | 1985 | | 61,7 | | 61,4 | | 66,0 | | 69,0 | | 62,6 |
| | 1990 | 56,0 | 62,7 | 50,7 | 63,4 | 78,0 | 66,4 | 73,8 | 67,7 | 65,2 | 63,4 |
| | 1995 | 66,1 | 64,4 | 54,7 | 63,1 | 65,5 | 65,0 | 74,3 | 71,1 | 64,7 | 64,6 |
| | 1996 | 65,1 | 63,2 | 50,3 | 63,0 | 67,6 | 68,9 | 72,1 | 71,7 | 64,1 | 64,0 |
| | 1997 | 63,0 | 64,4 | 55,5 | 62,5 | 65,9 | 68,4 | 76,5 | 72,2 | 66,0 | 64,6 |
| Pension d'orphelin | 1960 | | | | | | | | | | |
| | 1970 | | 11,9 | | 13,8 | | | | | | |
| | 1975 | | 12,3 | | 14,2 | | | | | | |
| | 1980 | | 13,0 | | 14,4 | | | | | | |
| | 1985 | | 14,5 | | 15,6 | | 15,7 | | 24,5 | | 15,1 |
| | 1990 | | 14,1 | | 13,8 | | 15,7 | | 13,9 | | 14,1 |
| | 1995 | | 14,7 | | 12,9 | | 13,3 | | 15,4 | | 14,0 |
| | 1996 | | 13,6 | | 13,2 | | 14,5 | | 12,8 | | 13,5 |
| | 1997 | | 14,3 | | 15,4 | | 18,1 | | 15,1 | | 14,8 |
| 1998 | 1998 | | 14,4 | | 13,4 | | 15,5 | | 22,0 | | 14,3 |

Tableau 2. 6a. - Coefficient de charge du régime général
Evolution de 1960 à 1980 (ancienne série)

| Caisse | Année | Assurés actifs ¹⁾ | Pensions | Coefficient de charge |
|--------|-------|------------------------------|----------|-----------------------|
| AVI | 1960 | 66 666 | 23 963 | 35,9 |
| | 1965 | 71 000 | 28 121 | 39,6 |
| | 1970 | 71 846 | 33 126 | 46,1 |
| | 1975 | 81 940 | 37 741 | 46,1 |
| | 1980 | 80 095 | 42 679 | 53,3 |
| CPEP | 1960 | 16 041 | 3 823 | 23,8 |
| | 1965 | 20 975 | 5 095 | 24,3 |
| | 1970 | 27 931 | 7 257 | 26,0 |
| | 1975 | 36 627 | 9 426 | 25,7 |
| | 1980 | 42 164 | 12 403 | 29,4 |
| CPACI | 1960 | (12 055) | (1 912) | (-) |
| | 1965 | (11 602) | (2 953) | (25,5) |
| | 1970 | (11 086) | (5 284) | (47,7) |
| | 1975 | (10 611) | (7 995) | (75,3) |
| | 1980 | 9 506 | 9 384 | 98,7 |
| CPA | 1960 | 10 240 | 2 431 | 23,7 |
| | 1965 | 8 482 | 3 840 | 45,3 |
| | 1970 | 7 218 | 5 286 | 73,2 |
| | 1975 | 9 258 | 8 360 | 90,3 |
| | 1980 | 7 838 | 8 514 | 108,6 |
| Total | 1960 | 105 002 | 32 129 | 30,6 |
| | 1965 | 112 059 | 40 009 | 35,7 |
| | 1970 | 118 081 | 50 953 | 43,2 |
| | 1975 | 138 436 | 63 522 | 45,9 |
| | 1980 | 139 603 | 72 980 | 52,3 |

¹⁾ Voir tableau 1.1. : Nombre moyen des assurés cotisants.

Tableau 2. 6b. - Coefficient de charge du régime général
Evolution de 1980 à 1999 (nouvelle série)

| Caisse | Année | Assurés actifs ¹⁾ | Pensions | Coefficient de charge |
|--------|-------|------------------------------|----------|-----------------------|
| AVI | 1980 | 80 095 | 42 584 | 53,2 |
| | 1985 | 78 557 | 45 261 | 57,6 |
| | 1990 | 88 419 | 52 218 | 59,1 |
| | 1992 | 94 250 | 55 997 | 59,4 |
| | 1993 | 95 790 | 58 331 | 60,9 |
| | 1994 | 97 051 | 60 812 | 62,7 |
| | 1995 | 98 453 | 63 348 | 64,3 |
| | 1996 | 100 222 | 65 635 | 65,5 |
| | 1997 | 102 487 | 67 510 | 65,9 |
| | 1998 | 105 519 | 68 840 | 65,2 |
| | 1999 | 109 047 | 69 858 | 64,1 |
| CPEP | 1980 | 42 164 | 9 980 | 23,7 |
| | 1985 | 51 169 | 11 115 | 21,7 |
| | 1990 | 69 834 | 13 585 | 19,5 |
| | 1992 | 77 882 | 15 060 | 19,3 |
| | 1993 | 81 200 | 15 984 | 19,7 |
| | 1994 | 84 877 | 16 874 | 19,9 |
| | 1995 | 88 899 | 17 663 | 19,9 |
| | 1996 | 93 036 | 18 505 | 19,9 |
| | 1997 | 98 071 | 19 346 | 19,7 |
| | 1998 | 104 958 | 20 119 | 19,2 |
| | 1999 | 113 139 | 20 905 | 18,5 |
| CPACI | 1980 | 9 506 | 7 396 | 77,8 |
| | 1985 | 8 609 | 7 786 | 90,4 |
| | 1990 | 8 878 | 7 912 | 89,1 |
| | 1992 | 9 220 | 8 072 | 87,5 |
| | 1993 | 9 290 | 8 145 | 87,7 |
| | 1994 | 9 352 | 8 203 | 87,7 |
| | 1995 | 9 465 | 8 254 | 87,2 |
| | 1996 | 9 440 | 8 336 | 88,3 |
| | 1997 | 9 460 | 8 395 | 88,7 |
| | 1998 | 9 428 | 8 376 | 88,8 |
| | 1999 | 9 388 | 8 350 | 88,9 |
| CPA | 1980 | 7 838 | 7 818 | 99,7 |
| | 1985 | 6 246 | 7 651 | 122,5 |
| | 1990 | 5 157 | 7 243 | 140,4 |
| | 1992 | 4 638 | 7 283 | 157,0 |
| | 1993 | 4 344 | 7 344 | 169,1 |
| | 1994 | 4 086 | 7 274 | 178,0 |
| | 1995 | 3 870 | 7 250 | 187,3 |
| | 1996 | 3 729 | 7 179 | 192,5 |
| | 1997 | 3 575 | 7 087 | 198,2 |
| | 1998 | 3 482 | 6 975 | 200,3 |
| | 1999 | 3 394 | 6 847 | 201,7 |
| Total | 1980 | 139 603 | 67 778 | 48,6 |
| | 1985 | 144 581 | 71 813 | 49,7 |
| | 1990 | 172 288 | 80 958 | 47,0 |
| | 1992 | 185 990 | 86 412 | 46,5 |
| | 1993 | 190 624 | 89 804 | 47,1 |
| | 1994 | 195 366 | 93 163 | 47,7 |
| | 1995 | 200 687 | 96 515 | 48,1 |
| | 1996 | 206 427 | 99 655 | 48,3 |
| | 1997 | 213 593 | 102 338 | 47,9 |
| | 1998 | 223 387 | 104 310 | 46,7 |
| | 1999 | 234 968 | 105 960 | 45,1 |

¹⁾ Voir tableau 1.1.: Nombre moyen des assurés

Remarques:

- A partir de 1987 les avances sont comprises dans le nombre de pensions
- Les assurés volontaires sont compris dans le nombre des assurés actifs de l'AVI à partir de 1988, de la CPEP à partir de 1989

Tableau 2.6c. - Coefficient de charge des régimes spéciaux (secteur public, communes, PTT et CFL)
Evolution de 1960 à 1999

| Caisse | Année | Assurés actifs ¹⁾ | Pensions ¹⁾ | Coefficient de charge |
|---------------------|--------------------|------------------------------|------------------------|-----------------------|
| CFL | 1960 | 5 213 | 5 199 | 99,7 |
| | 1965 | 4 921 | 4 967 | 100,9 |
| | 1970 | 4 393 | 4 741 | 107,9 |
| | 1975 | 4 144 | 4 825 | 116,4 |
| | 1980 | 4 022 | 4 810 | 119,6 |
| | 1985 | 3 687 | 4 294 | 116,5 |
| | 1990 | 3 484 | 4 140 | 118,8 |
| | 1993 ²⁾ | 3 399 | 4 031 | 118,6 |
| | 1994 | 3 336 | 3 984 | 119,4 |
| | 1995 | 3 205 | 3 950 | 123,2 |
| | 1996 | 3 130 | 3 942 | 125,9 |
| | 1997 | 3 051 | 3 959 | 129,8 |
| | 1998 | 3 011 | 3 940 | 130,9 |
| | 1999 | 2 994 | 3 900 | 130,3 |
| Communes | 1960 | 1 966 | 886 | 45,1 |
| | 1965 | 2 079 | 1 016 | 48,9 |
| | 1970 | 2 300 | 1 180 | 51,3 |
| | 1975 | 2 495 | 1 315 | 52,7 |
| | 1980 | 2 673 | 1 477 | 55,3 |
| | 1985 | 2 787 | 1 517 | 54,4 |
| | 1990 | 3 101 | 1 569 | 50,6 |
| | 1993 ²⁾ | 3 473 | 1 642 | 47,3 |
| | 1994 | 3 443 | 1 663 | 48,3 |
| | 1995 | 3 434 | 1 674 | 48,7 |
| | 1996 | 3 429 | 1 685 | 49,1 |
| | 1997 | 3 461 | 1 704 | 49,2 |
| | 1998 | 3 325 | 1 716 | 51,6 |
| | 1999 | 3 376 | 1 742 | 51,6 |
| Etat et parastataux | 1960 | 7 801 | 2 543 | 32,6 |
| | 1965 | 7 273 | 2 739 | 37,7 |
| | 1970 | 8 290 | 3 077 | 37,1 |
| | 1975 | 9 296 | 3 561 | 38,3 |
| | 1980 | 10 451 | 4 238 | 40,6 |
| | 1985 | 11 390 | 4 881 | 42,9 |
| | 1990 | 12 136 | 5 289 | 43,6 |
| | 1993 ²⁾ | 12 942 | 5 511 | 42,6 |
| | 1994 | 13 104 | 5 587 | 42,6 |
| | 1995 | 13 272 | 5 619 | 42,3 |
| | 1996 | 13 496 | 5 719 | 42,4 |
| | 1997 | 13 690 | 5 815 | 42,5 |
| | 1998 | 14 140 | 5 947 | 42,1 |
| | 1999 | 14 603 | 6 042 | 41,4 |
| Total | 1960 | 14 980 | 8 628 | 57,6 |
| | 1965 | 14 273 | 8 722 | 61,1 |
| | 1970 | 14 983 | 8 998 | 60,1 |
| | 1975 | 15 935 | 9 701 | 60,9 |
| | 1980 | 17 146 | 10 525 | 61,4 |
| | 1985 | 17 864 | 10 692 | 59,9 |
| | 1990 | 18 721 | 10 998 | 58,7 |
| | 1993 ²⁾ | 19 814 | 11 184 | 56,4 |
| | 1994 | 19 883 | 11 234 | 56,5 |
| | 1995 | 19 911 | 11 243 | 56,5 |
| | 1996 | 20 055 | 11 346 | 56,6 |
| | 1997 | 20 202 | 11 478 | 56,8 |
| | 1998 | 20 476 | 11 603 | 56,7 |
| | 1999 | 20 973 | 11 684 | 55,7 |

¹⁾ Assurés actifs et pensionnés des caisses de maladie (moyenne de l'exercice)²⁾ Nouvelle série des assurés actifs à partir de 1992.

Tableau 2. 7. - Historique de l'ajustement

| Référence légale | Mise en vigueur | Adaptation au niveau des salaires | Facteur d'ajustement |
|------------------|-----------------|-----------------------------------|----------------------|
| L. 13.05.1964 | 01.01.1964 | 1955 | - |
| L. 16.02.1967 | 01.01.1967 | 1960 | - |
| L. 28.07.1969 | 01.08.1969 | 1965 | - |
| L. 30.03.1972 | 01.04.1972 | 1970 | - |
| L. 27.12.1974 | 01.01.1975 | 1972 | - |
| L. 26.12.1975 | 01.01.1976 | 1974 | - |
| L. 29.03.1979 | 01.04.1979 | 1977 | - |
| L. 27.03.1981 | 01.04.1981 | 1979 | - |
| L. 28.03.1986 | 01.01.1986 | 1984 | 1 |
| L. 27.07.1987 | 01.07.1987 | avance (7%) | 1,07 |
| L. 27.02.1989 | 01.01.1989 | 1986 | 1,108 |
| L. 24.04.1991 | 01.01.1991 | 1989 | 1,088 |
| L. 26.02.1993 | 01.01.1993 | 1991 | 1,129 |
| L. 23.12.1994 | 01.01.1995 | 1993 | 1,166 |
| L. 27.12.1996 | 01.01.1997 | 1995 | 1,203 |
| L. 11.12.1998 | 01.01.1999 | 1997 | 1,219 |

Remarque: Série salaire moyen cotisable retenu pour l'adaptation voir tableau 1.6. - Coefficient d'ajustement

Tableau 2. 8a. - **Montant mensuel moyen des pensions par catégorie: évolution de 1985 à 1992**
(mois de décembre, sans les avances)

| Année | AVI | CPEP | CPACI | CPA | Total |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Pension personnelle: Hommes | | | | | |
| 1985 | 25 934 | 47 520 | 28 023 | 18 481 | 28 845 |
| 1986 | 26 654 | 49 665 | 29 812 | 19 280 | 29 819 |
| 1987 | 28 472 | 53 067 | 32 468 | 20 839 | 32 207 |
| 1988 | 29 484 | 54 816 | 33 924 | 21 594 | 33 378 |
| 1989 | 31 327 | 58 122 | 37 085 | 23 160 | 35 963 |
| 1990 | 31 984 | 59 441 | 38 730 | 24 981 | 36 744 |
| 1991 | 36 860 | 68 660 | 45 741 | 29 335 | 42 592 |
| 1992 | 37 525 | 70 191 | 47 815 | 30 332 | 43 602 |
| Pension personnelle: Femmes | | | | | |
| 1985 | 11 527 | 21 234 | 13 261 | 11 589 | 13 325 |
| 1986 | 12 057 | 22 131 | 13 877 | 12 120 | 13 955 |
| 1987 | 13 239 | 24 100 | 15 141 | 13 137 | 15 302 |
| 1988 | 13 719 | 24 966 | 15 810 | 13 603 | 15 898 |
| 1989 | 14 595 | 26 423 | 17 058 | 14 609 | 17 016 |
| 1990 | 14 980 | 27 272 | 17 837 | 15 320 | 17 669 |
| 1991 | 17 669 | 31 894 | 21 565 | 20 423 | 21 328 |
| 1992 | 18 166 | 32 988 | 22 523 | 22 003 | 22 216 |
| Pension de survie du conjoint | | | | | |
| 1985 | 17 362 | 29 619 | 15 435 | 10 441 | 18 523 |
| 1986 | 17 953 | 30 659 | 16 245 | 10 957 | 19 218 |
| 1987 | 19 183 | 32 770 | 17 767 | 11 996 | 20 638 |
| 1988 | 20 690 | 36 758 | 18 729 | 12 361 | 22 412 |
| 1989 | 21 976 | 38 937 | 20 268 | 13 212 | 23 897 |
| 1990 | 22 468 | 39 915 | 21 088 | 13 653 | 24 554 |
| 1991 | 28 794 | 49 960 | 28 139 | 19 392 | 31 453 |
| 1992 | 29 121 | 50 396 | 28 999 | 20 033 | 31 915 |
| Pension d'orphelin | | | | | |
| 1985 | 6 296 | 8 481 | 6 545 | 4 282 | 6 625 |
| 1986 | 6 650 | 8 762 | 6 829 | 4 641 | 6 962 |
| 1987 | 7 301 | 9 582 | 7 320 | 5 108 | 7 632 |
| 1988 | 8 207 | 11 268 | 7 914 | 5 238 | 8 598 |
| 1989 | 8 913 | 11 961 | 8 403 | 5 744 | 9 290 |
| 1990 | 9 403 | 12 219 | 8 799 | 5 886 | 9 703 |
| 1991 | 12 002 | 15 659 | 11 104 | 6 986 | 12 408 |
| 1992 | 12 521 | 15 673 | 11 482 | 7 355 | 12 866 |

Partie statistique

Tableau 2. 8b. - Montant mensuel moyen des pensions par catégorie: évolution à partir de 1995
(mois de décembre, sans les avances)

| Année | AVI | CPEP | CPACI | CPA | Total |
|-------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| | Pension personnelle - Invalidité | | | | |
| | Hommes | | | | |
| 1995 | 42 806 | 68 507 | 57 595 | 36 467 | 45 907 |
| 1996 | 43 284 | 67 368 | 57 433 | 36 600 | 46 274 |
| 1997 | 46 051 | 70 387 | 60 706 | 38 883 | 49 231 |
| 1998 | 46 071 | 70 039 | 61 120 | 38 939 | 49 423 |
| 1999 | 47 996 | 72 161 | 63 707 | 40 898 | 51 586 |
| | Femmes | | | | |
| 1995 | 26 278 | 41 342 | 32 193 | 35 327 | 31 162 |
| 1996 | 26 699 | 41 939 | 32 515 | 35 536 | 31 660 |
| 1997 | 28 456 | 44 203 | 34 384 | 37 784 | 33 651 |
| 1998 | 28 568 | 44 404 | 34 594 | 38 039 | 33 826 |
| 1999 | 30 167 | 46 479 | 36 166 | 40 048 | 35 740 |
| | Pension personnelle - Vieillesse | | | | |
| | Hommes | | | | |
| 1995 | 42 318 | 82 549 | 58 325 | 35 478 | 51 744 |
| 1996 | 41 447 | 82 155 | 59 320 | 35 658 | 51 231 |
| 1997 | 42 906 | 86 380 | 63 794 | 37 803 | 53 580 |
| 1998 | 42 190 | 86 164 | 64 956 | 38 022 | 53 167 |
| 1999 | 43 220 | 88 980 | 68 282 | 39 901 | 54 843 |
| | Femmes | | | | |
| 1995 | 18 772 | 38 469 | 26 140 | 25 599 | 24 756 |
| 1996 | 18 776 | 38 866 | 26 663 | 26 120 | 25 016 |
| 1997 | 19 754 | 41 322 | 28 600 | 28 285 | 26 660 |
| 1998 | 19 818 | 41 920 | 29 156 | 28 828 | 26 985 |
| 1999 | 21 722 | 44 424 | 31 987 | 36 610 | 30 146 |
| | Pension de survie du conjoint | | | | |
| | Hommes | | | | |
| 1995 | 11 614 | 14 146 | 14 098 | 19 196 | 14 861 |
| 1996 | 11 444 | 15 292 | 13 297 | 19 672 | 14 835 |
| 1997 | 12 817 | 17 200 | 15 211 | 21 091 | 16 318 |
| 1998 | 12 761 | 17 114 | 15 143 | 21 540 | 16 337 |
| 1999 | 13 308 | 19 177 | 16 297 | 27 308 | 18 627 |
| | Femmes | | | | |
| 1995 | 32 557 | 56 741 | 35 011 | 24 456 | 36 271 |
| 1996 | 32 219 | 56 306 | 35 392 | 24 638 | 36 027 |
| 1997 | 33 724 | 59 170 | 37 676 | 26 376 | 37 901 |
| 1998 | 33 316 | 58 766 | 38 038 | 26 633 | 37 651 |
| 1999 | 34 622 | 60 977 | 40 156 | 29 467 | 39 281 |
| | Pension d'orphelin | | | | |
| | Masculin | | | | |
| 1995 | 13 999 | 17 901 | 13 019 | 7 928 | 14 509 |
| 1996 | 13 903 | 16 894 | 12 291 | 7 962 | 14 222 |
| 1997 | 14 376 | 17 871 | 12 645 | 8 167 | 14 827 |
| 1998 | 14 233 | 18 214 | 12 740 | 8 459 | 14 854 |
| 1999 | 14 890 | 19 196 | 13 165 | 9 233 | 15 613 |
| | Féminin | | | | |
| 1995 | 14 391 | 17 611 | 13 208 | 9 274 | 14 819 |
| 1996 | 14 329 | 17 413 | 12 571 | 9 488 | 14 765 |
| 1997 | 14 902 | 18 216 | 13 076 | 10 407 | 15 460 |
| 1998 | 14 850 | 18 086 | 13 413 | 10 608 | 15 422 |
| 1999 | 15 776 | 18 505 | 14 017 | 11 559 | 16 209 |

Tableau 2. 9a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Invalidité
(mois de décembre - sans les avances)

| Tranches de montant | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | |
|---------------------|---------------|---------------|--------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| | Hommes | | | | | | | |
| 1 - 4 999 | 625 | 5,7 | 28 | 1,6 | 5 | 0,8 | | |
| 5 000 - 9 999 | 595 | 5,4 | 30 | 1,7 | 4 | 0,6 | 1 | 0,3 |
| 10 000 - 14 999 | 446 | 4,0 | 30 | 1,7 | 5 | 0,8 | | |
| 15 000 - 19 999 | 388 | 3,5 | 30 | 1,7 | 3 | 0,5 | 1 | 0,3 |
| 20 000 - 24 999 | 351 | 3,2 | 34 | 1,9 | 10 | 1,6 | 2 | 0,5 |
| 25 000 - 29 999 | 399 | 3,6 | 33 | 1,9 | 13 | 2,1 | 1 | 0,3 |
| 30 000 - 34 999 | 554 | 5,0 | 34 | 1,9 | 12 | 1,9 | 14 | 3,8 |
| 35 000 - 39 999 | 703 | 6,4 | 30 | 1,7 | 22 | 3,5 | 34 | 9,2 |
| 40 000 - 44 999 | 822 | 7,4 | 48 | 2,7 | 43 | 6,8 | 302 | 81,8 |
| 45 000 - 49 999 | 736 | 6,7 | 69 | 3,9 | 46 | 7,3 | 2 | 0,5 |
| 50 000 - 54 999 | 782 | 7,1 | 55 | 3,1 | 51 | 8,1 | 5 | 1,4 |
| 55 000 - 59 999 | 666 | 6,0 | 65 | 3,7 | 69 | 10,9 | 3 | 0,8 |
| 60 000 - 64 999 | 620 | 5,6 | 90 | 5,1 | 63 | 10,0 | 1 | 0,3 |
| 65 000 - 69 999 | 696 | 6,3 | 97 | 5,5 | 48 | 7,6 | 2 | 0,5 |
| 70 000 - 74 999 | 727 | 6,6 | 119 | 6,8 | 36 | 5,7 | | |
| 75 000 - 79 999 | 780 | 7,1 | 154 | 8,8 | 48 | 7,6 | 1 | 0,3 |
| 80 000 - 84 999 | 650 | 5,9 | 130 | 7,4 | 44 | 7,0 | | |
| 85 000 - 89 999 | 316 | 2,9 | 146 | 8,3 | 33 | 5,2 | | |
| 90 000 - 94 999 | 132 | 1,2 | 163 | 9,3 | 23 | 3,6 | | |
| 95 000 - 99 999 | 49 | 0,4 | 127 | 7,3 | 31 | 4,9 | | |
| 100 000 - 104 999 | 13 | 0,1 | 111 | 6,3 | 9 | 1,4 | | |
| 105 000 - 109 999 | 4 | 0,0 | 61 | 3,5 | 10 | 1,6 | | |
| 110 000 - 114 999 | 1 | 0,0 | 32 | 1,8 | 2 | 0,3 | | |
| 115 000 - 119 999 | 1 | 0,0 | 19 | 1,1 | 1 | 0,2 | | |
| 120 000 - 124 999 | 1 | 0,0 | 9 | 0,5 | 1 | 0,2 | | |
| 125 000 - 129 999 | 1 | 0,0 | 3 | 0,2 | | | | |
| 130 000 - 134 999 | 1 | 0,0 | 1 | 0,1 | | | | |
| 135 000 - 139 999 | | | | | | | | |
| 140 000 - 144 999 | | | 1 | 0,1 | | | | |
| 145 000 - 149 999 | | | | | | | | |
| 150 000 - 154 999 | | | | | | | | |
| 155 000 - 159 999 | | | | | | | | |
| 160 000 - 164 999 | | | | | | | | |
| 165 000 - 169 999 | | | | | | | | |
| 170 000 - 174 999 | | | | | | | | |
| 175 000 - 179 999 | | | | | | | | |
| 180 000 - 184 999 | | | | | | | | |
| TOTAL | 11 059 | 100,0 | 1 749 | 100,0 | 632 | 100,0 | 369 | 100,0 |
| Montant moyen | 47 996 | | 72 161 | | 63 707 | | 40 898 | |

Partie statistique

Tableau 2. 9a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Invalidité (suite)
(mois de décembre - sans les avances)

| Tranches de montant | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | |
|---------------------|--------------|---------------|--------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| | Femmes | | | | | | | |
| 1 - 4 999 | 194 | 5,0 | 20 | 1,2 | 2 | 0,4 | | |
| 5 000 - 9 999 | 194 | 5,0 | 26 | 1,5 | 5 | 1,0 | 1 | 0,2 |
| 10 000 - 14 999 | 298 | 7,7 | 39 | 2,2 | 27 | 5,2 | | |
| 15 000 - 19 999 | 209 | 5,4 | 32 | 1,8 | 21 | 4,0 | | |
| 20 000 - 24 999 | 349 | 9,1 | 79 | 4,5 | 30 | 5,7 | 2 | 0,3 |
| 25 000 - 29 999 | 448 | 11,6 | 108 | 6,2 | 54 | 10,3 | 6 | 1,0 |
| 30 000 - 34 999 | 434 | 11,3 | 132 | 7,6 | 57 | 10,9 | 29 | 4,9 |
| 35 000 - 39 999 | 677 | 17,6 | 288 | 16,6 | 96 | 18,4 | 76 | 12,9 |
| 40 000 - 44 999 | 736 | 19,1 | 298 | 17,1 | 163 | 31,2 | 474 | 80,5 |
| 45 000 - 49 999 | 132 | 3,4 | 132 | 7,6 | 26 | 5,0 | | |
| 50 000 - 54 999 | 76 | 2,0 | 107 | 6,2 | 15 | 2,9 | 1 | 0,2 |
| 55 000 - 59 999 | 49 | 1,3 | 95 | 5,5 | 6 | 1,1 | | |
| 60 000 - 64 999 | 24 | 0,6 | 77 | 4,4 | 6 | 1,1 | | |
| 65 000 - 69 999 | 18 | 0,5 | 57 | 3,3 | 6 | 1,1 | | |
| 70 000 - 74 999 | 6 | 0,2 | 48 | 2,8 | 3 | 0,6 | | |
| 75 000 - 79 999 | 3 | 0,1 | 52 | 3,0 | 2 | 0,4 | | |
| 80 000 - 84 999 | | | 45 | 2,6 | 2 | 0,4 | | |
| 85 000 - 89 999 | | | 36 | 2,1 | 1 | 0,2 | | |
| 90 000 - 94 999 | | | 20 | 1,2 | | | | |
| 95 000 - 99 999 | | | 12 | 0,7 | 1 | 0,2 | | |
| 100 000 - 104 999 | | | 18 | 1,0 | | | | |
| 105 000 - 109 999 | | | 8 | 0,5 | | | | |
| 110 000 - 114 999 | | | 5 | 0,3 | | | | |
| 115 000 - 119 999 | | | 2 | 0,1 | | | | |
| 120 000 - 124 999 | | | 1 | 0,1 | | | | |
| 125 000 - 129 999 | | | 1 | 0,1 | | | | |
| 130 000 - 134 999 | | | 1 | 0,1 | | | | |
| 135 000 - 139 999 | | | | | | | | |
| 140 000 - 144 999 | | | | | | | | |
| 145 000 - 149 999 | | | | | | | | |
| 150 000 - 154 999 | | | | | | | | |
| 155 000 - 159 999 | | | | | | | | |
| 160 000 - 164 999 | | | | | | | | |
| 165 000 - 169 999 | | | | | | | | |
| 170 000 - 174 999 | | | | | | | | |
| 175 000 - 179 999 | | | | | | | | |
| 180 000 - 184 999 | | | | | | | | |
| TOTAL | 3 847 | 100,0 | 1 739 | 100,0 | 523 | 100,0 | 589 | 100,0 |
| Montant moyen | 30 167 | | 46 479 | | 36 166 | | 40 048 | |

Tableau 2. 9b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Vieillesse
(mois de décembre - sans les avances)

| Tranches de montant | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | |
|---------------------|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| | Hommes | | | | | | | |
| 1 - 4 999 | 4 906 | 18,7 | 157 | 1,8 | 10 | 0,4 | 5 | 0,3 |
| 5 000 - 9 999 | 2 815 | 10,8 | 265 | 3,1 | 21 | 0,9 | 6 | 0,4 |
| 10 000 - 14 999 | 1 381 | 5,3 | 188 | 2,2 | 31 | 1,3 | 9 | 0,5 |
| 15 000 - 19 999 | 1 000 | 3,8 | 119 | 1,4 | 22 | 0,9 | 6 | 0,4 |
| 20 000 - 24 999 | 826 | 3,2 | 120 | 1,4 | 32 | 1,3 | 14 | 0,8 |
| 25 000 - 29 999 | 754 | 2,9 | 90 | 1,0 | 39 | 1,6 | 22 | 1,3 |
| 30 000 - 34 999 | 732 | 2,8 | 106 | 1,2 | 46 | 1,9 | 65 | 3,8 |
| 35 000 - 39 999 | 629 | 2,4 | 101 | 1,2 | 40 | 1,6 | 290 | 17,2 |
| 40 000 - 44 999 | 861 | 3,3 | 114 | 1,3 | 259 | 10,5 | 1 240 | 73,4 |
| 45 000 - 49 999 | 663 | 2,5 | 113 | 1,3 | 102 | 4,1 | 14 | 0,8 |
| 50 000 - 54 999 | 758 | 2,9 | 117 | 1,3 | 132 | 5,4 | 9 | 0,5 |
| 55 000 - 59 999 | 799 | 3,1 | 115 | 1,3 | 181 | 7,3 | 3 | 0,2 |
| 60 000 - 64 999 | 943 | 3,6 | 154 | 1,8 | 172 | 7,0 | 1 | 0,1 |
| 65 000 - 69 999 | 1 052 | 4,0 | 207 | 2,4 | 197 | 8,0 | 2 | 0,1 |
| 70 000 - 74 999 | 1 243 | 4,8 | 234 | 2,7 | 190 | 7,7 | 2 | 0,1 |
| 75 000 - 79 999 | 1 313 | 5,0 | 269 | 3,1 | 178 | 7,2 | | |
| 80 000 - 84 999 | 1 474 | 5,6 | 337 | 3,9 | 161 | 6,5 | 1 | 0,1 |
| 85 000 - 89 999 | 1 512 | 5,8 | 372 | 4,3 | 141 | 5,7 | | |
| 90 000 - 94 999 | 1 152 | 4,4 | 486 | 5,6 | 155 | 6,3 | | |
| 95 000 - 99 999 | 644 | 2,5 | 631 | 7,3 | 106 | 4,3 | | |
| 100 000 - 104 999 | 362 | 1,4 | 745 | 8,6 | 93 | 3,8 | | |
| 105 000 - 109 999 | 169 | 0,6 | 871 | 10,0 | 49 | 2,0 | | |
| 110 000 - 114 999 | 100 | 0,4 | 966 | 11,1 | 39 | 1,6 | | |
| 115 000 - 119 999 | 45 | 0,2 | 729 | 8,4 | 24 | 1,0 | | |
| 120 000 - 124 999 | 15 | 0,1 | 468 | 5,4 | 21 | 0,9 | | |
| 125 000 - 129 999 | 8 | 0,0 | 321 | 3,7 | 6 | 0,2 | | |
| 130 000 - 134 999 | 6 | 0,0 | 167 | 1,9 | 8 | 0,3 | | |
| 135 000 - 139 999 | 2 | 0,0 | 53 | 0,6 | 5 | 0,2 | | |
| 140 000 - 144 999 | 1 | 0,0 | 25 | 0,3 | 2 | 0,1 | | |
| 145 000 - 149 999 | 1 | 0,0 | 14 | 0,2 | 1 | 0,0 | | |
| 150 000 - 154 999 | 1 | 0,0 | 6 | 0,1 | | | | |
| 155 000 - 159 999 | | | 9 | 0,1 | | | | |
| 160 000 - 164 999 | | | 3 | 0,0 | | | | |
| 165 000 - 169 999 | | | 3 | 0,0 | | | | |
| 170 000 - 174 999 | | | | | | | | |
| 175 000 - 179 999 | | | 3 | 0,0 | | | | |
| 180 000 - 184 999 | | | 1 | 0,0 | | | | |
| TOTAL | 26 167 | 100,0 | 8 679 | 100,0 | 2 463 | 100,0 | 1 689 | 100,0 |
| Montant moyen | 43 220 | | 88 980 | | 68 282 | | 39 901 | |

Partie statistique

Tableau 2. 9b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Vieillesse (suite)
(mois de décembre - sans les avances)

| Tranches de montant | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | |
|---------------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| | Femmes | | | | | | | |
| 1 - 4 999 | 1 431 | 19,8 | 70 | 2,4 | 12 | 0,6 | 1 | 0,0 |
| 5 000 - 9 999 | 662 | 9,2 | 73 | 2,5 | 18 | 1,0 | | |
| 10 000 - 14 999 | 677 | 9,4 | 83 | 2,8 | 117 | 6,3 | 6 | 0,2 |
| 15 000 - 19 999 | 515 | 7,1 | 104 | 3,6 | 146 | 7,9 | 2 | 0,1 |
| 20 000 - 24 999 | 992 | 13,7 | 304 | 10,4 | 342 | 18,4 | 119 | 4,9 |
| 25 000 - 29 999 | 704 | 9,8 | 261 | 8,9 | 235 | 12,6 | 232 | 9,6 |
| 30 000 - 34 999 | 576 | 8,0 | 271 | 9,3 | 209 | 11,2 | 367 | 15,1 |
| 35 000 - 39 999 | 553 | 7,7 | 303 | 10,4 | 204 | 11,0 | 652 | 26,9 |
| 40 000 - 44 999 | 760 | 10,5 | 340 | 11,6 | 387 | 20,8 | 1 049 | 43,2 |
| 45 000 - 49 999 | 137 | 1,9 | 180 | 6,2 | 67 | 3,6 | | |
| 50 000 - 54 999 | 77 | 1,1 | 143 | 4,9 | 38 | 2,0 | | |
| 55 000 - 59 999 | 42 | 0,6 | 128 | 4,4 | 25 | 1,3 | | |
| 60 000 - 64 999 | 37 | 0,5 | 108 | 3,7 | 18 | 1,0 | | |
| 65 000 - 69 999 | 24 | 0,3 | 90 | 3,1 | 11 | 0,6 | | |
| 70 000 - 74 999 | 18 | 0,2 | 73 | 2,5 | 10 | 0,5 | | |
| 75 000 - 79 999 | 5 | 0,1 | 78 | 2,7 | 5 | 0,3 | | |
| 80 000 - 84 999 | 5 | 0,1 | 59 | 2,0 | 7 | 0,4 | | |
| 85 000 - 89 999 | 1 | 0,0 | 57 | 2,0 | 4 | 0,2 | | |
| 90 000 - 94 999 | 1 | 0,0 | 39 | 1,3 | | | | |
| 95 000 - 99 999 | | | 35 | 1,2 | 3 | 0,2 | | |
| 100 000 - 104 999 | | | 40 | 1,4 | | | | |
| 105 000 - 109 999 | | | 26 | 0,9 | | | | |
| 110 000 - 114 999 | | | 22 | 0,8 | | | | |
| 115 000 - 119 999 | | | 18 | 0,6 | 1 | 0,1 | | |
| 120 000 - 124 999 | | | 6 | 0,2 | | | | |
| 125 000 - 129 999 | | | 4 | 0,1 | | | | |
| 130 000 - 134 999 | | | 2 | 0,1 | | | | |
| 135 000 - 139 999 | | | | | | | | |
| 140 000 - 144 999 | | | | | | | | |
| 145 000 - 149 999 | | | 1 | 0,0 | | | | |
| 150 000 - 154 999 | | | 1 | 0,0 | | | | |
| 155 000 - 159 999 | | | | | | | | |
| 160 000 - 164 999 | | | | | | | | |
| 165 000 - 169 999 | | | | | | | | |
| 170 000 - 174 999 | | | | | | | | |
| 175 000 - 179 999 | | | | | | | | |
| 180 000 - 184 999 | | | | | | | | |
| TOTAL | 7 217 | 100,0 | 2 919 | 100,0 | 1 859 | 100,0 | 2 428 | 100,0 |
| Montant moyen | 21 722 | | 44 424 | | 31 987 | | 36 610 | |

Tableau 2. 9c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions de conjoint
(mois de décembre - sans les avances)

| Tranches de montant | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | |
|---------------------|------------|---------------|------------|---------------|-----------|---------------|------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| | Hommes | | | | | | | |
| 1 - 4 999 | 72 | 23,8 | 27 | 22,1 | 13 | 15,1 | 2 | 1,0 |
| 5 000 - 9 999 | 57 | 18,8 | 12 | 9,8 | 10 | 11,6 | 1 | 0,5 |
| 10 000 - 14 999 | 52 | 17,2 | 13 | 10,7 | 16 | 18,6 | 1 | 0,5 |
| 15 000 - 19 999 | 47 | 15,5 | 18 | 14,8 | 17 | 19,8 | 12 | 6,0 |
| 20 000 - 24 999 | 42 | 13,9 | 14 | 11,5 | 12 | 14,0 | 41 | 20,4 |
| 25 000 - 29 999 | 17 | 5,6 | 12 | 9,8 | 9 | 10,5 | 63 | 31,3 |
| 30 000 - 34 999 | 9 | 3,0 | 10 | 8,2 | 6 | 7,0 | 80 | 39,8 |
| 35 000 - 39 999 | 4 | 1,3 | 5 | 4,1 | 3 | 3,5 | 1 | 0,5 |
| 40 000 - 44 999 | 3 | 1,0 | 4 | 3,3 | | | | |
| 45 000 - 49 999 | | | | | | | | |
| 50 000 - 54 999 | | | 5 | 4,1 | | | | |
| 55 000 - 59 999 | | | | | | | | |
| 60 000 - 64 999 | | | | | | | | |
| 65 000 - 69 999 | | | | | | | | |
| 70 000 - 74 999 | | | 1 | 0,8 | | | | |
| 75 000 - 79 999 | | | 1 | 0,8 | | | | |
| 80 000 - 84 999 | | | | | | | | |
| 85 000 - 89 999 | | | | | | | | |
| 90 000 - 94 999 | | | | | | | | |
| 95 000 - 99 999 | | | | | | | | |
| 100 000 - 104 999 | | | | | | | | |
| 105 000 - 109 999 | | | | | | | | |
| 110 000 - 114 999 | | | | | | | | |
| 115 000 - 119 999 | | | | | | | | |
| 120 000 - 124 999 | | | | | | | | |
| 125 000 - 129 999 | | | | | | | | |
| 130 000 - 134 999 | | | | | | | | |
| 135 000 - 139 999 | | | | | | | | |
| 140 000 - 144 999 | | | | | | | | |
| 145 000 - 149 999 | | | | | | | | |
| 150 000 - 154 999 | | | | | | | | |
| 155 000 - 159 999 | | | | | | | | |
| 160 000 - 164 999 | | | | | | | | |
| 165 000 - 169 999 | | | | | | | | |
| 170 000 - 174 999 | | | | | | | | |
| 175 000 - 179 999 | | | | | | | | |
| 180 000 - 184 999 | | | | | | | | |
| TOTAL | 303 | 100,0 | 122 | 100,0 | 86 | 100,0 | 201 | 100,0 |
| Montant moyen | 13 308 | | 19 177 | | 16 297 | | 27 308 | |

Partie statistique

Tableau 2. 9c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions de conjoint (suite)
(mois de décembre - sans les avances)

| Tranches de montant | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | |
|---------------------|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| | Femmes | | | | | | | |
| 1 - 4 999 | 2 863 | 14,3 | 160 | 3,3 | 30 | 1,2 | 5 | 0,4 |
| 5 000 - 9 999 | 1 717 | 8,6 | 131 | 2,7 | 21 | 0,8 | 6 | 0,4 |
| 10 000 - 14 999 | 1 223 | 6,1 | 122 | 2,5 | 38 | 1,5 | 7 | 0,5 |
| 15 000 - 19 999 | 1 176 | 5,9 | 119 | 2,5 | 158 | 6,2 | 84 | 5,9 |
| 20 000 - 24 999 | 1 089 | 5,4 | 138 | 2,9 | 153 | 6,0 | 180 | 12,7 |
| 25 000 - 29 999 | 1 041 | 5,2 | 149 | 3,1 | 172 | 6,8 | 223 | 15,7 |
| 30 000 - 34 999 | 1 209 | 6,1 | 158 | 3,3 | 567 | 22,3 | 890 | 62,6 |
| 35 000 - 39 999 | 1 055 | 5,3 | 180 | 3,7 | 281 | 11,0 | 18 | 1,3 |
| 40 000 - 44 999 | 1 120 | 5,6 | 194 | 4,0 | 294 | 11,5 | 6 | 0,4 |
| 45 000 - 49 999 | 1 249 | 6,3 | 228 | 4,7 | 206 | 8,1 | 1 | 0,1 |
| 50 000 - 54 999 | 1 295 | 6,5 | 250 | 5,2 | 191 | 7,5 | 1 | 0,1 |
| 55 000 - 59 999 | 1 338 | 6,7 | 289 | 6,0 | 140 | 5,5 | | |
| 60 000 - 64 999 | 1 199 | 6,0 | 272 | 5,6 | 96 | 3,8 | | |
| 65 000 - 69 999 | 1 007 | 5,0 | 316 | 6,5 | 67 | 2,6 | | |
| 70 000 - 74 999 | 650 | 3,3 | 355 | 7,3 | 47 | 1,8 | | |
| 75 000 - 79 999 | 359 | 1,8 | 395 | 8,2 | 40 | 1,6 | | |
| 80 000 - 84 999 | 206 | 1,0 | 374 | 7,7 | 18 | 0,7 | | |
| 85 000 - 89 999 | 103 | 0,5 | 331 | 6,9 | 15 | 0,6 | | |
| 90 000 - 94 999 | 43 | 0,2 | 241 | 5,0 | 6 | 0,2 | | |
| 95 000 - 99 999 | 19 | 0,1 | 170 | 3,5 | 3 | 0,1 | | |
| 100 000 - 104 999 | 10 | 0,1 | 118 | 2,4 | 1 | 0,0 | | |
| 105 000 - 109 999 | 2 | 0,0 | 51 | 1,1 | 1 | 0,0 | | |
| 110 000 - 114 999 | 7 | 0,0 | 32 | 0,7 | 1 | 0,0 | | |
| 115 000 - 119 999 | 2 | 0,0 | 17 | 0,4 | | | | |
| 120 000 - 124 999 | 1 | 0,0 | 9 | 0,2 | | | | |
| 125 000 - 129 999 | | | 9 | 0,2 | | | | |
| 130 000 - 134 999 | | | 6 | 0,1 | | | | |
| 135 000 - 139 999 | | | 14 | 0,3 | | | | |
| 140 000 - 144 999 | | | 2 | 0,0 | | | | |
| 145 000 - 149 999 | | | 1 | 0,0 | | | | |
| 150 000 - 154 999 | | | | | | | | |
| 155 000 - 159 999 | | | | | | | | |
| 160 000 - 164 999 | | | | | | | | |
| 165 000 - 169 999 | | | | | | | | |
| 170 000 - 174 999 | | | | | | | | |
| 175 000 - 179 999 | | | | | | | | |
| 180 000 - 184 999 | | | | | | | | |
| TOTAL | 19 983 | 100,0 | 4 831 | 100,0 | 2 546 | 100,0 | 1 421 | 100,0 |
| Montant moyen | 34 622 | | 60 977 | | 40 156 | | 29 467 | |

Tableau 2. 9d. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions d'orphelin
(mois de décembre - sans les avances)

| Tranches de montant | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | |
|---------------------|-----------------------------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| | Pension d'orphelin masculin | | | | | | | |
| 1 - 4 999 | 40 | 5,5 | 11 | 3,9 | 4 | 4,7 | 6 | 14,3 |
| 5 000 - 9 999 | 159 | 21,9 | 19 | 6,8 | 24 | 28,2 | 23 | 54,8 |
| 10 000 - 14 999 | 253 | 34,9 | 56 | 20,1 | 33 | 38,8 | 9 | 21,4 |
| 15 000 - 19 999 | 154 | 21,2 | 81 | 29,0 | 17 | 20,0 | 1 | 2,4 |
| 20 000 - 24 999 | 53 | 7,3 | 62 | 22,2 | 4 | 4,7 | 3 | 7,1 |
| 25 000 - 29 999 | 13 | 1,8 | 29 | 10,4 | 1 | 1,2 | | |
| 30 000 - 34 999 | 13 | 1,8 | 11 | 3,9 | | | | |
| 35 000 - 39 999 | 14 | 1,9 | 2 | 0,7 | 2 | 2,4 | | |
| 40 000 - 44 999 | 13 | 1,8 | 1 | 0,4 | | | | |
| 45 000 - 49 999 | 10 | 1,4 | 1 | 0,4 | | | | |
| 50 000 - 54 999 | 2 | 0,3 | 3 | 1,1 | | | | |
| 55 000 - 59 999 | | | 1 | 0,4 | | | | |
| 60 000 - 64 999 | 1 | 0,1 | 2 | 0,7 | | | | |
| 65 000 - 69 999 | | | | | | | | |
| 70 000 - 74 999 | | | | | | | | |
| 75 000 - 79 999 | | | | | | | | |
| 80 000 - 84 999 | | | | | | | | |
| 85 000 - 89 999 | | | | | | | | |
| 90 000 - 94 999 | | | | | | | | |
| 95 000 - 99 999 | | | | | | | | |
| TOTAL | 725 | 100,0 | 279 | 100,0 | 85 | 100,0 | 42 | 100,0 |
| Montant moyen | 14 890 | | 19 196 | | 13 165 | | 9 233 | |
| | Pension d'orphelin féminin | | | | | | | |
| 1 - 4 999 | 56 | 8,0 | 6 | 2,0 | 2 | 2,2 | | |
| 5 000 - 9 999 | 138 | 19,8 | 36 | 11,9 | 20 | 22,5 | 16 | 37,2 |
| 10 000 - 14 999 | 210 | 30,2 | 67 | 22,1 | 32 | 36,0 | 20 | 46,5 |
| 15 000 - 19 999 | 147 | 21,1 | 93 | 30,7 | 28 | 31,5 | 2 | 4,7 |
| 20 000 - 24 999 | 59 | 8,5 | 65 | 21,5 | 4 | 4,5 | 5 | 11,6 |
| 25 000 - 29 999 | 16 | 2,3 | 23 | 7,6 | 1 | 1,1 | | |
| 30 000 - 34 999 | 22 | 3,2 | 2 | 0,7 | 1 | 1,1 | | |
| 35 000 - 39 999 | 17 | 2,4 | 1 | 0,3 | | | | |
| 40 000 - 44 999 | 10 | 1,4 | | | | | | |
| 45 000 - 49 999 | 14 | 2,0 | 1 | 0,3 | | | | |
| 50 000 - 54 999 | 7 | 1,0 | 2 | 0,7 | 1 | 1,1 | | |
| 55 000 - 59 999 | | | 1 | 0,3 | | | | |
| 60 000 - 64 999 | | | 2 | 0,7 | | | | |
| 65 000 - 69 999 | | | 2 | 0,7 | | | | |
| 70 000 - 74 999 | | | 2 | 0,7 | | | | |
| 75 000 - 79 999 | | | | | | | | |
| 80 000 - 84 999 | | | | | | | | |
| 85 000 - 89 999 | | | | | | | | |
| 90 000 - 94 999 | | | | | | | | |
| 95 000 - 99 999 | | | | | | | | |
| TOTAL | 696 | 100,0 | 303 | 100,0 | 89 | 100,0 | 43 | 100,0 |
| Montant moyen | 15 776 | | 18 505 | | 14 017 | | 11 559 | |

Graphique 2.1. - Nombre de pensions de vieillesse par tranches de montants mensuels
(tranche de 20 000 signifié de 20 000 à 24 999 francs)

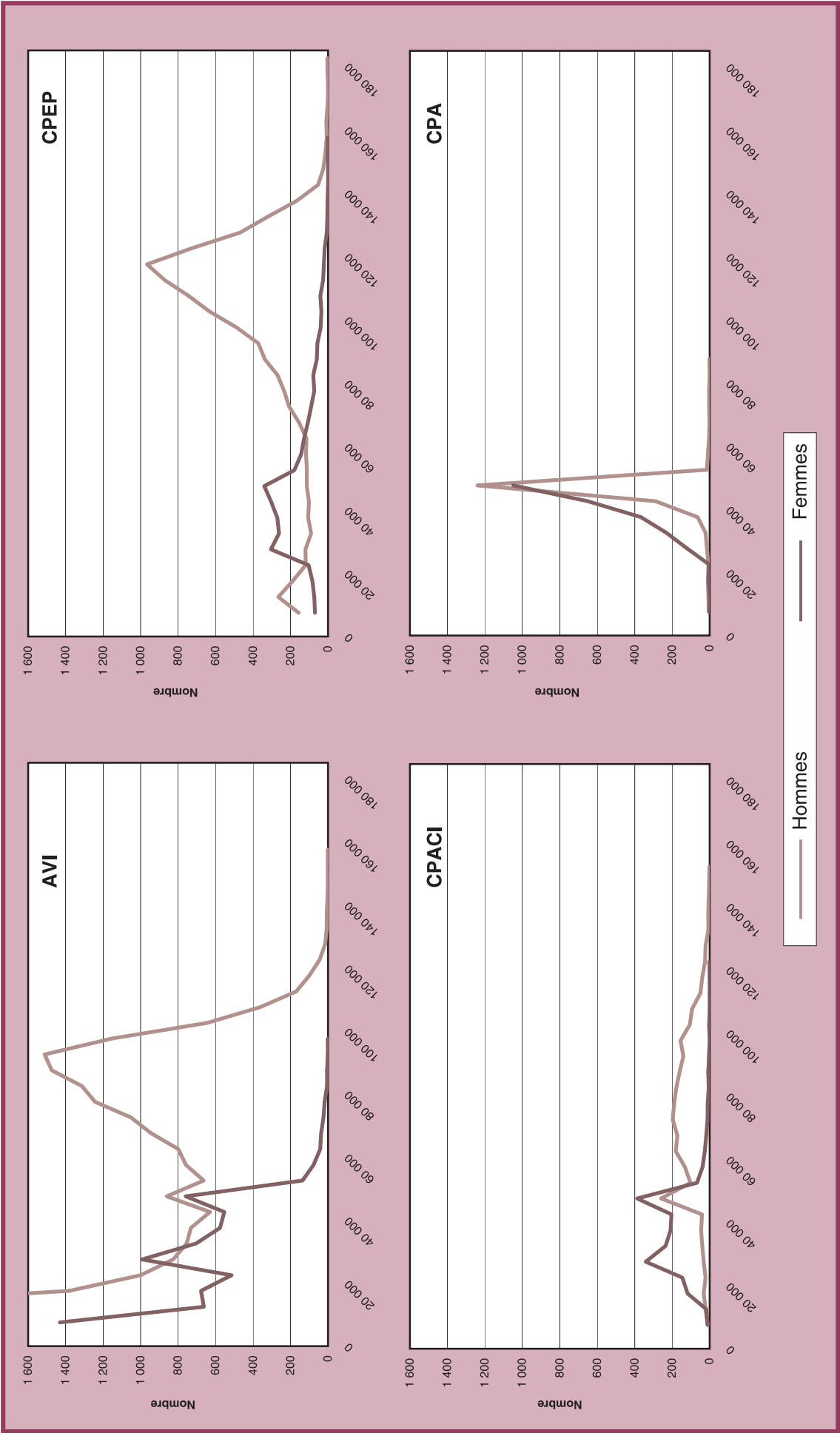


Tableau 2.10a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE^{*)}
(mois de décembre 1999)

| Tranches de montant | Invalidité | | Vieillesse | | Femmes | | Hommes | | Survie | | Invalidité | | Vieillesse | | Survie | |
|---------------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 1 - 4 999 | | | | | | | | | 4 | 0,2 | | | | | 4 | 0,2 |
| 5 000 - 9 999 | | | | | | | | | 1 | 0,0 | | | | | 2 | 0,1 |
| 10 000 - 14 999 | | | | | | | | | 5 | 0,2 | | | | | 6 | 0,3 |
| 15 000 - 19 999 | | | | | | | | | 10 | 0,5 | | | 1 | 0,0 | 11 | 0,5 |
| 20 000 - 24 999 | | | | | | | | | 10 | 0,5 | | | | | 10 | 0,5 |
| 25 000 - 29 999 | | | | | | | | | 26 | 1,3 | | | | | 28 | 1,4 |
| 30 000 - 34 999 | 1 | 0,5 | 1 | 0,1 | | | | | 14 | 0,7 | | | | | 16 | 0,8 |
| 35 000 - 39 999 | 4 | 2,0 | 2 | 0,3 | | | | | 11 | 0,5 | | | | | 13 | 0,6 |
| 40 000 - 44 999 | 4 | 2,0 | | | | | | | 14 | 0,7 | | | | | 15 | 0,7 |
| 45 000 - 49 999 | 3 | 1,5 | 1 | 0,1 | | | | | 31 | 1,5 | | | | | 34 | 1,6 |
| 50 000 - 54 999 | 5 | 2,5 | 3 | 0,4 | | | | | 79 | 3,9 | | | | | 80 | 3,9 |
| 55 000 - 59 999 | 7 | 3,4 | | | | | | | 120 | 5,9 | | | | | 123 | 5,9 |
| 60 000 - 64 999 | 6 | 3,0 | 3 | 0,4 | | | | | 141 | 6,9 | | | | | 142 | 6,8 |
| 65 000 - 69 999 | 9 | 4,4 | 4 | 0,6 | | | | | 333 | 16,3 | | | | | 343 | 16,5 |
| 70 000 - 74 999 | 7 | 3,4 | 5 | 0,7 | | | | | 121 | 5,9 | | | | | 121 | 5,8 |
| 75 000 - 79 999 | 10 | 4,9 | 3 | 0,4 | | | | | 149 | 7,3 | | | | | 149 | 7,2 |
| 80 000 - 84 999 | 10 | 4,9 | 10 | 1,4 | | | | | 141 | 6,9 | | | | | 142 | 6,8 |
| 85 000 - 89 999 | 8 | 3,9 | 8 | 1,1 | | | | | 195 | 9,6 | | | | | 196 | 9,5 |
| 90 000 - 94 999 | 4 | 2,0 | 12 | 1,7 | | | | | 55 | 2,7 | | | | | 55 | 2,7 |
| 95 000 - 99 999 | 4 | 2,0 | 17 | 2,4 | | | | | 64 | 3,1 | | | | | 64 | 3,1 |
| 100 000 - 104 999 | 7 | 3,4 | 29 | 4,0 | | | | | 32 | 1,6 | | | | | 33 | 1,6 |
| 105 000 - 109 999 | 5 | 2,5 | 38 | 5,3 | | | | | 122 | 6,0 | | | | | 122 | 5,9 |
| 110 000 - 114 999 | 7 | 3,4 | 118 | 16,4 | | | | | 152 | 7,4 | | | | | 153 | 7,4 |
| 115 000 - 119 999 | 13 | 6,4 | 47 | 6,5 | | | | | 27 | 1,3 | | | | | 27 | 1,3 |
| 120 000 - 124 999 | 6 | 3,0 | 19 | 2,6 | | | | | 21 | 1,0 | | | | | 21 | 1,0 |

^{*)} Administration du personnel de l'Etat (y compris P&T)

Tableau 2.10a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE (suite)
(mois de décembre 1999)

| Tranches de montant | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | |
|------------------------|------------|------------------|------------|------------|------------------|--------------|--------------|------------------|--------------|------------|------------------|--------------|--------------|------------------|--------------|---------------|------------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Hommes | Nombre | En % du total | Hommes | Nombre | En % du total | Hommes | Nombre | En % du total | Hommes | Nombre | En % du total | Hommes | Nombre | En % du total | Hommes |
| 125 000 - 129 999 | 3 | 1,5 | 44 | 16 | 2,6 | 106 | 4,3 | 1,2 | 25 | 47 | 5,1 | 122 | 4,0 | 25 | 1,2 | 47 | 5,1 | 122 |
| 130 000 - 134 999 | 7 | 3,4 | 26 | 25 | 4,1 | 105 | 4,2 | 2,3 | 47 | 10 | 0,5 | 130 | 4,2 | 47 | 2,3 | 130 | 4,2 | 130 |
| 135 000 - 139 999 | 5 | 2,5 | 72 | 14 | 2,3 | 131 | 5,3 | 0,5 | 10 | 77 | 8,3 | 145 | 4,7 | 11 | 0,5 | 145 | 4,7 | 145 |
| 140 000 - 144 999 | 6 | 3,0 | 57 | 23 | 3,7 | 179 | 7,2 | 0,5 | 10 | 63 | 6,8 | 202 | 6,5 | 10 | 0,5 | 202 | 6,5 | 202 |
| 145 000 - 149 999 | 8 | 3,9 | 32 | 14 | 2,3 | 126 | 5,1 | 1,4 | 28 | 40 | 4,3 | 140 | 4,5 | 28 | 1,4 | 140 | 4,5 | 140 |
| 150 000 - 154 999 | 10 | 4,9 | 26 | 48 | 7,8 | 143 | 5,8 | 0,8 | 17 | 36 | 3,9 | 191 | 6,2 | 17 | 0,8 | 191 | 6,2 | 191 |
| 155 000 - 159 999 | 12 | 5,9 | 16 | 10 | 1,6 | 32 | 1,3 | 0,1 | 3 | 28 | 3,0 | 42 | 1,4 | 3 | 0,1 | 42 | 1,4 | 42 |
| 160 000 - 164 999 | 4 | 2,0 | 15 | 20 | 3,2 | 63 | 2,5 | 0,6 | 13 | 19 | 2,1 | 83 | 2,7 | 13 | 0,6 | 83 | 2,7 | 83 |
| 165 000 - 169 999 | 6 | 3,0 | 9 | 40 | 6,5 | 11 | 0,4 | 0,0 | 1 | 15 | 1,6 | 51 | 1,7 | 1 | 0,0 | 51 | 1,7 | 51 |
| 170 000 - 174 999 | 6 | 3,0 | 10 | 50 | 8,1 | 30 | 1,2 | 0,0 | 1 | 16 | 1,7 | 80 | 2,6 | 1 | 0,0 | 80 | 2,6 | 80 |
| 175 000 - 179 999 | 6 | 3,0 | 10 | 63 | 10,2 | 75 | 3,0 | 0,1 | 3 | 16 | 1,7 | 138 | 4,5 | 3 | 0,1 | 138 | 4,5 | 138 |
| 180 000 - 184 999 | 5 | 2,5 | 45 | 47 | 7,6 | 209 | 8,5 | | 1 | 50 | 5,4 | 256 | 8,3 | | | 50 | 5,4 | 256 |
| 185 000 - 189 999 | 3 | 1,5 | 14 | 33 | 5,3 | 135 | 5,5 | | 17 | 17 | 1,8 | 168 | 5,4 | 17 | | 168 | 5,4 | 168 |
| 190 000 - 194 999 | 1 | 0,5 | 14 | 15 | 2,4 | 159 | 6,4 | | 15 | 15 | 1,6 | 174 | 5,6 | 15 | | 174 | 5,6 | 174 |
| 195 000 - 199 999 | | | 3 | 1 | 0,2 | 30 | 1,2 | | 3 | 3 | 0,3 | 31 | 1,0 | 3 | | 31 | 1,0 | 31 |
| 200 000 - 204 999 | | | 3 | 4 | 0,6 | 69 | 2,8 | 0,0 | 1 | 3 | 0,3 | 73 | 2,4 | 1 | | 73 | 2,4 | 73 |
| 205 000 - 209 999 | | | 1 | 6 | 1,0 | 46 | 1,9 | | | 1 | 0,1 | 52 | 1,7 | | | 52 | 1,7 | 52 |
| 210 000 - 214 999 | 1 | 0,5 | | 2 | 0,3 | 11 | 0,4 | | | 1 | 0,1 | 13 | 0,4 | | | 13 | 0,4 | 13 |
| 215 000 - 219 999 | | | 2 | 24 | 3,9 | 80 | 3,2 | 0,0 | 1 | 2 | 0,2 | 104 | 3,4 | 1 | | 104 | 3,4 | 104 |
| 220 000 - 224 999 | | | | 1 | 0,2 | 8 | 0,3 | | | | | 9 | 0,3 | | | 9 | 0,3 | 9 |
| 225 000 - 229 999 | | | | 8 | 1,3 | 117 | 4,7 | | | | | 125 | 4,0 | | | 125 | 4,0 | 125 |
| 230 000 - 234 999 | | | | | | 11 | 0,4 | | | | | 11 | 0,4 | | | 11 | 0,4 | 11 |
| 235 000 - 239 999 | | | 1 | | | 10 | 0,4 | | | 1 | 0,1 | 10 | 0,3 | | | 10 | 0,3 | 10 |
| 240 000 - 244 999 | | | 1 | 1 | 0,2 | 45 | 1,8 | | | 1 | 0,1 | 46 | 1,5 | | | 46 | 1,5 | 46 |
| 245 000 - 249 999 | | | | | | 10 | 0,4 | | | | | 10 | 0,3 | | | 10 | 0,3 | 10 |
| >= 250 000 | | | | 4 | 0,6 | 113 | 4,6 | 0,1 | 3 | | | 117 | 3,8 | 3 | 0,1 | 3 | 0,1 | 117 |
| TOTAL | 203 | 100,0 | 721 | 617 | 100,0 | 2 471 | 100,0 | 100,0 | 2 041 | 924 | 100,0 | 3 088 | 100,0 | 2 074 | 100,0 | 86 850 | 100,0 | 86 850 |
| Montant moyen | 113 984 | | 132 510 | 152 587 | | 166 372 | | | 87 333 | 128 440 | | 163 618 | | | | | | |

Tableau 2.10b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CFL
(mois de décembre 1999)

[illegible]

Tableau 2.10b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CFL (suite)
(mois de décembre 1999)

| Tranches de montant | Invalidité | | Vieillesse | | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Survie | | Invalidité | | Vieillesse | | Survie | |
|------------------------|------------|------------------|--------------|------------------|----------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|----------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 125 000 - 129 999 | 105 | 10,3 | 1 | 16,7 | 128 | 11,2 | 4 | 0,3 | 105 | 10,1 | 129 | 11,3 | 4 | 0,2 | 105 | 10,1 | 129 | 11,3 | 4 | 0,2 |
| 130 000 - 134 999 | 13 | 1,3 | | | 39 | 3,4 | 1 | 0,1 | 13 | 1,2 | 39 | 3,4 | 1 | 0,1 | 13 | 1,2 | 39 | 3,4 | 1 | 0,1 |
| 135 000 - 139 999 | 92 | 9,1 | | | 123 | 10,8 | 2 | 0,1 | 92 | 8,8 | 123 | 10,8 | 2 | 0,1 | 92 | 8,8 | 123 | 10,8 | 2 | 0,1 |
| 140 000 - 144 999 | 60 | 5,9 | | | 139 | 12,2 | | | 60 | 5,8 | 139 | 12,2 | | | 60 | 5,8 | 139 | 12,2 | | |
| 145 000 - 149 999 | 24 | 2,4 | | | 26 | 2,3 | | | 24 | 2,3 | 26 | 2,3 | | | 24 | 2,3 | 26 | 2,3 | | |
| 150 000 - 154 999 | 27 | 2,7 | | | 60 | 5,3 | 1 | 0,1 | 27 | 2,6 | 60 | 5,2 | 1 | 0,1 | 27 | 2,6 | 60 | 5,2 | 1 | 0,1 |
| 155 000 - 159 999 | 1 | 4,0 | 18 | 1,8 | 7 | 0,6 | | | 19 | 1,8 | 7 | 0,6 | | | 19 | 1,8 | 7 | 0,6 | | |
| 160 000 - 164 999 | 15 | 1,5 | | | 2 | 0,2 | 1 | 0,1 | 15 | 1,4 | 2 | 0,2 | 1 | 0,1 | 15 | 1,4 | 2 | 0,2 | 1 | 0,1 |
| 165 000 - 169 999 | 1 | 0,1 | | | 3 | 0,3 | | | 1 | 0,1 | 3 | 0,3 | | | 1 | 0,1 | 3 | 0,3 | | |
| 170 000 - 174 999 | 2 | 0,2 | | | 5 | 0,4 | 1 | 0,1 | 2 | 0,2 | 5 | 0,4 | 1 | 0,1 | 2 | 0,2 | 5 | 0,4 | 1 | 0,1 |
| 175 000 - 179 999 | 1 | 0,1 | | | 4 | 0,4 | | | 1 | 0,1 | 4 | 0,3 | | | 1 | 0,1 | 4 | 0,3 | | |
| 180 000 - 184 999 | 12 | 1,2 | | | 20 | 1,8 | | | 12 | 1,2 | 20 | 1,7 | | | 12 | 1,2 | 20 | 1,7 | | |
| 185 000 - 189 999 | 3 | 0,3 | | | 10 | 0,9 | 1 | 0,1 | 3 | 0,3 | 11 | 1,0 | 1 | 0,1 | 3 | 0,3 | 11 | 1,0 | 1 | 0,1 |
| 190 000 - 194 999 | 11 | 1,1 | | | 39 | 3,4 | | | 11 | 1,1 | 39 | 3,4 | | | 11 | 1,1 | 39 | 3,4 | | |
| 195 000 - 199 999 | 2 | 0,2 | | | 6 | 0,5 | | | 2 | 0,2 | 6 | 0,5 | | | 2 | 0,2 | 6 | 0,5 | | |
| 200 000 - 204 999 | 1 | 0,1 | | | | | | | 1 | 0,1 | | | | | 1 | 0,1 | | | | |
| 205 000 - 209 999 | | | | | 1 | 0,1 | | | | | | | | | | | 1 | 0,1 | | |
| 210 000 - 214 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 215 000 - 219 999 | | | | | 4 | 0,4 | | | | | 4 | 0,3 | | | | | 4 | 0,3 | | |
| 220 000 - 224 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 225 000 - 229 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 230 000 - 234 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 235 000 - 239 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 240 000 - 244 999 | | | | | 2 | 0,2 | | | | | 2 | 0,2 | | | | | 2 | 0,2 | | |
| 245 000 - 249 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | 0,1 |
| >= 250 000 | | | | | 10 | 0,9 | | | | | 10 | 0,9 | | | | | 10 | 0,9 | | |
| TOTAL | 25 | 100,0 | 1 015 | 100,0 | 6 | 100,0 | 1 138 | 100,0 | 1 599 | 100,0 | 2 | 100,0 | 1 040 | 100,0 | 1 144 | 100,0 | 1 601 | 100,0 | 1 601 | 100,0 |
| Montant moyen | 78 279 | | 119 373 | | 103 455 | | 130 547 | | 73 496 | | 50 635 | | 118 386 | | 130 405 | | 73 468 | | | |

Tableau 2.10c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CPFEC
(mois de décembre 1999)

| Tranches de montant | Invalidité | | Vieillesse | | Femmes | | Hommes | | Survie | | Invalidité | | Vieillesse | | Survie | |
|---------------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 1 - 4 999 | | | | | | | | | | | | | | | 1 | 0,2 |
| 5 000 - 9 999 | | | | | | | | | | | | | | | 1 | 0,2 |
| 10 000 - 14 999 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 000 - 19 999 | 1 | 1,0 | | | | | | | | | 1 | 0,3 | | | | |
| 20 000 - 24 999 | 4 | 4,0 | | | 1 | 0,8 | | | 3 | 0,5 | 4 | 1,2 | 1 | 0,1 | 3 | 0,5 |
| 25 000 - 29 999 | | | 1 | 0,8 | | | 1 | 0,1 | 3 | 0,5 | | | 2 | 0,2 | 3 | 0,5 |
| 30 000 - 34 999 | | | | | | | | | 5 | 0,9 | | | | | 5 | 0,8 |
| 35 000 - 39 999 | | | 1 | 0,4 | | | | | 4 | 0,7 | 1 | 0,3 | | | 4 | 0,7 |
| 40 000 - 44 999 | | | | | | | | | 7 | 1,2 | | | | | 8 | 1,3 |
| 45 000 - 49 999 | 1 | 1,0 | | | 1 | 0,8 | 2 | 0,3 | 5 | 0,9 | 3 | 0,9 | 3 | 0,4 | 5 | 0,8 |
| 50 000 - 54 999 | | | | | | | | | 11 | 1,9 | | | | | 11 | 1,8 |
| 55 000 - 59 999 | 1 | 1,0 | | | 1 | 0,8 | | | 12 | 2,0 | 3 | 0,9 | 1 | 0,1 | 12 | 2,0 |
| 60 000 - 64 999 | 7 | 7,0 | | | | | | | 14 | 2,4 | 10 | 3,1 | | | 14 | 2,4 |
| 65 000 - 69 999 | 4 | 4,0 | | | 2 | 1,6 | 1 | 0,1 | 77 | 13,1 | 7 | 2,2 | 3 | 0,4 | 78 | 13,1 |
| 70 000 - 74 999 | 4 | 4,0 | | | | | 1 | 0,1 | 62 | 10,6 | 6 | 1,9 | 1 | 0,1 | 62 | 10,4 |
| 75 000 - 79 999 | 4 | 4,0 | | | 5 | 3,9 | 3 | 0,4 | 104 | 17,7 | 5 | 1,5 | 8 | 1,0 | 105 | 17,6 |
| 80 000 - 84 999 | 6 | 6,0 | | | 3 | 2,4 | 3 | 0,4 | 58 | 9,9 | 8 | 2,5 | 6 | 0,7 | 59 | 9,9 |
| 85 000 - 89 999 | 4 | 4,0 | | | 1 | 0,8 | 6 | 0,8 | 79 | 13,5 | 5 | 1,5 | 7 | 0,8 | 79 | 13,3 |
| 90 000 - 94 999 | 7 | 7,0 | | | 2 | 1,6 | 5 | 0,7 | 43 | 7,3 | 14 | 4,3 | 7 | 0,8 | 43 | 7,2 |
| 95 000 - 99 999 | 5 | 5,0 | | | | | 9 | 1,3 | 7 | 1,2 | 13 | 4,0 | 9 | 1,1 | 7 | 1,2 |
| 100 000 - 104 999 | 3 | 3,0 | | | 2 | 1,6 | 11 | 1,5 | 13 | 2,2 | 16 | 4,9 | 13 | 1,5 | 14 | 2,4 |
| 105 000 - 109 999 | 5 | 5,0 | | | 3 | 2,4 | 17 | 2,4 | 7 | 1,2 | 13 | 4,0 | 20 | 2,4 | 8 | 1,3 |
| 110 000 - 114 999 | 3 | 3,0 | | | 4 | 3,1 | 41 | 5,8 | 24 | 4,1 | 21 | 6,5 | 45 | 5,4 | 25 | 4,2 |
| 115 000 - 119 999 | 4 | 4,0 | | | 2 | 1,6 | 24 | 3,4 | 23 | 3,9 | 13 | 4,0 | 26 | 3,1 | 24 | 4,0 |
| 120 000 - 124 999 | 8 | 8,0 | | | 6 | 4,7 | 15 | 2,1 | 9 | 1,5 | 12 | 3,7 | 21 | 2,5 | 9 | 1,5 |

Tableau 2.10c - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CPFEC (suite)
(mois de décembre 1999)

| Tranches de montant | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | |
|------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre |
| 125 000 - 129 999 | 1 | 1 | 14 | 5 | 3,9 | 70 | 4 | 0,7 | | 15 | 4,6 | 75 | 8,9 | 4 | 0,7 | | | |
| 130 000 - 134 999 | | | 18 | 2 | 1,6 | 129 | 1 | 0,2 | | 18 | 5,6 | 131 | 15,6 | | | | | |
| 135 000 - 139 999 | 3 | 3 | 29 | 2 | 1,6 | 43 | 1 | 0,2 | | 32 | 9,9 | 45 | 5,4 | 1 | 0,2 | | | |
| 140 000 - 144 999 | 6 | 6 | 24 | 1 | 0,8 | 85 | 4 | 0,7 | 1 | 30 | 9,3 | 86 | 10,3 | 5 | 0,8 | | | |
| 145 000 - 149 999 | 5 | 5 | 23 | 19 | 15 | 41 | 4 | 0,7 | | 28 | 8,6 | 60 | 7,2 | 4 | 0,7 | | | |
| 150 000 - 154 999 | 3 | 3 | 15 | 20 | 15,7 | 79 | | | | 18 | 5,6 | 99 | 11,8 | | | | | |
| 155 000 - 159 999 | 4 | 4 | 2 | 6 | 4,7 | 4 | | | | 6 | 1,9 | 10 | 1,2 | | | | | |
| 160 000 - 164 999 | 3 | 3 | 2 | 17 | 13,4 | 4 | | | | 5 | 1,5 | 21 | 2,5 | | | | | |
| 165 000 - 169 999 | | | 1 | | | | | | | 1 | 0,3 | | | | | | | |
| 170 000 - 174 999 | 1 | 1 | 1 | | | | | | | 2 | 0,6 | 5 | 0,6 | | | | | |
| 175 000 - 179 999 | | | | | | | | | | | | 2 | 0,2 | | | | | |
| 180 000 - 184 999 | 1 | 1 | 5 | | | | | | | 6 | 1,9 | 29 | 3,5 | | | | | |
| 185 000 - 189 999 | | | | 7 | 5,5 | 3 | | | | | | 10 | 1,2 | | | | | |
| 190 000 - 194 999 | | | 5 | 5 | 3,9 | 53 | | | | 5 | 1,5 | 58 | 6,9 | | | | | |
| 195 000 - 199 999 | 1 | 1 | | 2 | 1,6 | 4 | | | | 1 | 0,3 | 6 | 0,7 | | | | | |
| 200 000 - 204 999 | | | | 2 | 1,6 | 5 | | | | | | 7 | 0,8 | | | | | |
| 205 000 - 209 999 | | | | | | | | | | | | 2 | 0,2 | | | | | |
| 210 000 - 214 999 | | | | | | | | | | | | 2 | 0,2 | | | | | |
| 215 000 - 219 999 | | | | 2 | 1,6 | 3 | | | | | | 5 | 0,6 | | | | | |
| 220 000 - 224 999 | 1 | 1 | | 1 | 0,8 | 1 | | | | 1 | 0,3 | 2 | 0,2 | | | | | |
| 225 000 - 229 999 | | | | | | | | | | | | 4 | 0,5 | | | | | |
| 230 000 - 234 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 235 000 - 239 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 240 000 - 244 999 | | | 1 | 1 | 0,8 | 1 | | | | 1 | 0,3 | 2 | 0,2 | | | | | |
| 245 000 - 249 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| >=250 000 | | | | 1 | 0,8 | 4 | | | | | | 5 | 0,6 | 1 | 0,2 | | | |
| TOTAL | 100 | 100 | 224 | 127 | 100 | 712 | 586 | 100 | 9 | 324 | 100 | 839 | 100 | 595 | 100 | | | |
| Montant moyen | 106 029 | | 128 006 | 144 535 | | 142 473 | 81 868 | | 94 633 | 121 223 | | 142 785 | | 82 061 | | | | |

Tableau 2.10d. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -Total des régimes spéciaux *)
(mois de décembre 1999)

| Tranches de montant | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | |
|---------------------|------------------|----------------------------|------------------|------------------|----------------------------|------------------|------------------|----------------------------|------------------|----------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|---------------------------|
| | Femmes Nombre | Femmes En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | Femmes En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | Femmes En % du total | Hommes Nombre | Hommes En % du total | Total Nombre | Total En % du total | Total Nombre | Total En % du total | Total Nombre | Total En % du total | Total Nombre | Total En % du total |
| 1 - 4 999 | | | | | | | 4 | 0,1 | | | | | | | 4 | 0,1 | | |
| 5 000 - 9 999 | | | | | | | 1 | 0,0 | 1 | 2,3 | | | | | 2 | 0,0 | | |
| 10 000 - 14 999 | | | | | | | 14 | 0,3 | 1 | 2,3 | | | | | 15 | 0,4 | | |
| 15 000 - 19 999 | 1 | 0,3 | | | | 1 | 21 | 0,5 | 1 | 2,3 | 1 | 0,0 | 1 | 0,0 | 22 | 0,5 | | |
| 20 000 - 24 999 | 4 | 1,2 | | | 0,1 | | 19 | 0,4 | | | 4 | 0,2 | 1 | 0,0 | 19 | 0,4 | | |
| 25 000 - 29 999 | | | 1 | 0,1 | 0,1 | 1 | 41 | 1,0 | 3 | 6,8 | 1 | 0,0 | 2 | 0,0 | 44 | 1,0 | | |
| 30 000 - 34 999 | 1 | 0,3 | | | | | 29 | 0,7 | 2 | 4,5 | 1 | 0,0 | | | 31 | 0,7 | | |
| 35 000 - 39 999 | 5 | 1,5 | 3 | 0,2 | 0,1 | | 22 | 0,5 | 2 | 4,5 | 8 | 0,3 | 1 | 0,0 | 24 | 0,6 | | |
| 40 000 - 44 999 | 7 | 2,1 | | | 0,3 | 5 | 27 | 0,6 | 2 | 4,5 | 7 | 0,3 | 7 | 0,1 | 29 | 0,7 | | |
| 45 000 - 49 999 | 5 | 1,5 | 3 | 0,2 | 0,5 | 5 | 48 | 1,1 | 3 | 6,8 | 8 | 0,3 | 9 | 0,2 | 51 | 1,2 | | |
| 50 000 - 54 999 | 6 | 1,8 | 4 | 0,2 | 0,5 | 8 | 117 | 2,8 | 1 | 2,3 | 10 | 0,4 | 12 | 0,2 | 118 | 2,8 | | |
| 55 000 - 59 999 | 9 | 2,7 | 3 | 0,2 | 0,4 | 9 | 182 | 4,3 | 3 | 6,8 | 12 | 0,5 | 12 | 0,2 | 185 | 4,3 | | |
| 60 000 - 64 999 | 15 | 4,6 | 10 | 0,5 | 1,1 | 7 | 243 | 5,8 | 1 | 2,3 | 25 | 1,1 | 15 | 0,3 | 244 | 5,7 | | |
| 65 000 - 69 999 | 14 | 4,3 | 14 | 0,7 | 1,1 | 7 | 911 | 21,6 | 11 | 25,0 | 28 | 1,2 | 15 | 0,3 | 922 | 21,6 | | |
| 70 000 - 74 999 | 12 | 3,7 | 13 | 0,7 | 1,1 | 7 | 415 | 9,8 | 1 | 2,3 | 25 | 1,1 | 15 | 0,3 | 416 | 9,7 | | |
| 75 000 - 79 999 | 16 | 4,9 | 6 | 0,3 | 1,6 | 8 | 475 | 11,2 | 1 | 2,3 | 22 | 1,0 | 20 | 0,4 | 476 | 11,1 | | |
| 80 000 - 84 999 | 18 | 5,5 | 28 | 1,4 | 1,6 | 14 | 334 | 7,9 | 2 | 4,5 | 46 | 2,0 | 26 | 0,5 | 336 | 7,9 | | |
| 85 000 - 89 999 | 15 | 4,6 | 29 | 1,5 | 1,3 | 24 | 377 | 8,9 | 1 | 2,3 | 44 | 1,9 | 34 | 0,7 | 378 | 8,9 | | |
| 90 000 - 94 999 | 13 | 4,0 | 55 | 2,8 | 3,1 | 41 | 147 | 3,5 | | | 68 | 3,0 | 64 | 1,3 | 147 | 3,4 | | |
| 95 000 - 99 999 | 10 | 3,0 | 148 | 7,6 | 2,1 | 97 | 108 | 2,6 | | | 158 | 6,9 | 113 | 2,2 | 108 | 2,5 | | |
| 100 000 - 104 999 | 10 | 3,0 | 185 | 9,4 | 1,5 | 164 | 57 | 1,3 | 2 | 4,5 | 195 | 8,5 | 175 | 3,5 | 59 | 1,4 | | |
| 105 000 - 109 999 | 11 | 3,4 | 91 | 4,6 | 1,7 | 121 | 143 | 3,4 | 1 | 2,3 | 102 | 4,5 | 134 | 2,6 | 144 | 3,4 | | |
| 110 000 - 114 999 | 10 | 3,0 | 165 | 8,4 | 2,0 | 204 | 216 | 5,1 | 2 | 4,5 | 175 | 7,6 | 219 | 4,3 | 218 | 5,1 | | |
| 115 000 - 119 999 | 17 | 5,2 | 194 | 9,9 | 2,1 | 200 | 56 | 1,3 | 1 | 2,3 | 211 | 9,2 | 216 | 4,3 | 57 | 1,3 | | |
| 120 000 - 124 999 | 16 | 4,9 | 80 | 4,1 | 2,4 | 143 | 30 | 0,7 | | | 96 | 4,2 | 161 | 3,2 | 30 | 0,7 | | |

*) Y non compris les parastataux: employés publics des établissements publics (Organismes de sécurité sociale, Chambres professionnelles, Banque Centrale du Luxembourg, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Institut belgo-luxembourgeois du change).

Tableau 2.10d. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -Total des régimes spéciaux *) (suite)
(mois de décembre 1999)

| Tranches de montant | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | |
|---------------------|------------|---------------|--------------|------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| | Nombre | En % du total | Hommes | Nombre | En % du total | Femmes | Nombre | En % du total | Femmes | Nombre | En % du total | Hommes | Nombre | En % du total | Femmes | Nombre | En % du total | Hommes |
| 125 000 - 129 999 | 4 | 1,2 | 163 | 22 | 2,9 | 304 | 7,0 | 0,8 | 33 | 0,8 | 7,3 | 167 | 326 | 6,4 | 33 | 0,8 | 7,3 | 167 |
| 130 000 - 134 999 | 7 | 2,1 | 57 | 27 | 3,6 | 273 | 6,3 | 1,1 | 48 | 1,1 | 2,8 | 64 | 300 | 5,9 | 48 | 1,1 | 2,8 | 64 |
| 135 000 - 139 999 | 8 | 2,4 | 193 | 16 | 2,1 | 297 | 6,9 | 0,3 | 13 | 0,3 | 8,8 | 201 | 313 | 6,2 | 14 | 0,3 | 8,8 | 201 |
| 140 000 - 144 999 | 12 | 3,7 | 141 | 24 | 3,2 | 403 | 9,3 | 0,3 | 14 | 0,3 | 6,7 | 153 | 427 | 8,4 | 15 | 0,4 | 6,7 | 153 |
| 145 000 - 149 999 | 13 | 4,0 | 79 | 33 | 4,4 | 193 | 4,5 | 0,8 | 32 | 0,8 | 4,0 | 92 | 226 | 4,5 | 32 | 0,7 | 4,0 | 92 |
| 150 000 - 154 999 | 13 | 4,0 | 68 | 68 | 9,1 | 282 | 6,5 | 0,4 | 18 | 0,4 | 3,5 | 81 | 350 | 6,9 | 18 | 0,4 | 3,5 | 81 |
| 155 000 - 159 999 | 17 | 5,2 | 36 | 16 | 2,1 | 43 | 1,0 | 0,1 | 3 | 0,1 | 2,3 | 53 | 59 | 1,2 | 3 | 0,1 | 2,3 | 53 |
| 160 000 - 164 999 | 7 | 2,1 | 32 | 37 | 4,9 | 69 | 1,6 | 0,3 | 14 | 0,3 | 1,7 | 39 | 106 | 2,1 | 14 | 0,3 | 1,7 | 39 |
| 165 000 - 169 999 | 6 | 1,8 | 11 | 40 | 5,3 | 14 | 0,3 | 0,0 | 1 | 0,0 | 0,7 | 17 | 54 | 1,1 | 1 | 0,0 | 0,7 | 17 |
| 170 000 - 174 999 | 7 | 2,1 | 13 | 50 | 6,7 | 40 | 0,9 | 0,0 | 2 | 0,0 | 0,9 | 20 | 90 | 1,8 | 2 | 0,0 | 0,9 | 20 |
| 175 000 - 179 999 | 6 | 1,8 | 11 | 63 | 8,4 | 81 | 1,9 | 0,1 | 3 | 0,1 | 0,7 | 17 | 144 | 2,8 | 3 | 0,1 | 0,7 | 17 |
| 180 000 - 184 999 | 6 | 1,8 | 62 | 47 | 6,3 | 258 | 6,0 | 0,0 | 1 | 0,0 | 3,0 | 68 | 305 | 6,0 | 1 | 0,0 | 3,0 | 68 |
| 185 000 - 189 999 | 3 | 0,9 | 17 | 41 | 5,5 | 148 | 3,4 | 0,0 | 1 | 0,0 | 0,9 | 20 | 189 | 3,7 | 1 | 0,0 | 0,9 | 20 |
| 190 000 - 194 999 | 1 | 0,3 | 30 | 20 | 2,7 | 251 | 5,8 | 0,0 | 1 | 0,0 | 1,4 | 31 | 271 | 5,3 | 1 | 0,0 | 1,4 | 31 |
| 195 000 - 199 999 | 1 | 0,3 | 5 | 3 | 0,4 | 40 | 0,9 | 0,0 | 1 | 0,0 | 0,3 | 6 | 43 | 0,8 | 1 | 0,0 | 0,3 | 6 |
| 200 000 - 204 999 | | | 4 | 6 | 0,8 | 74 | 1,7 | 0,0 | 1 | 0,0 | 0,2 | 4 | 80 | 1,6 | 1 | 0,0 | 0,2 | 4 |
| 205 000 - 209 999 | | | 1 | 6 | 0,8 | 49 | 1,1 | | 1 | | 0,0 | 1 | 55 | 1,1 | | | 0,0 | 1 |
| 210 000 - 214 999 | 1 | 0,3 | | 2 | 0,3 | 13 | 0,3 | | 1 | | 0,0 | 1 | 15 | 0,3 | | | | 1 |
| 215 000 - 219 999 | | | 2 | 26 | 3,5 | 87 | 2,0 | 0,0 | 1 | 0,0 | 0,1 | 2 | 113 | 2,2 | | | 0,0 | 2 |
| 220 000 - 224 999 | 1 | 0,3 | | 2 | 0,3 | 9 | 0,2 | | 1 | | 0,0 | 1 | 11 | 0,2 | | | | 1 |
| 225 000 - 229 999 | | | | 8 | 1,1 | 121 | 2,8 | | | | | | 129 | 2,5 | | | | |
| 230 000 - 234 999 | | | | | | 11 | 0,3 | | | | | | 11 | 0,2 | | | | |
| 235 000 - 239 999 | | | 1 | | | 10 | 0,2 | | | | 0,0 | 1 | 10 | 0,2 | | | | 1 |
| 240 000 - 244 999 | | | 2 | 2 | 0,3 | 48 | 1,1 | 0,0 | 1 | 0,0 | 0,1 | 2 | 50 | 1,0 | 1 | 0,0 | 0,1 | 2 |
| 245 000 - 249 999 | | | | | | 10 | 0,2 | | | | 0,2 | | 10 | 0,2 | | | | |
| >=250 000 | | | | 5 | 0,7 | 127 | 2,9 | 0,1 | 4 | 0,1 | 2,6 | | 132 | 2,6 | 4 | 0,1 | 2,6 | |
| TOTAL | 328 | 100,0 | 1 960 | 750 | 100,0 | 4 321 | 100,0 | 44 | 4 226 | 100,0 | 2 288 | 100,0 | 5 071 | 100,0 | 4 270 | 100,0 | 4 270 | 100,0 |
| Montant moyen | 108 837 | | 125 192 | 150 831 | | 152 999 | | 64 389 | 81 340 | | 122 848 | | 152 678 | | 81 165 | | 152 678 | |

*) Y non compris les parastataux: employés publics des établissements publics (Organismes de sécurité sociale, Chambres professionnelles, Banque Centrale du Luxembourg, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Institut belgo-luxembourgeois du change).

Tableau 2.10e. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE *)
(mois de décembre 1998)

| Tranches de montant | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | |
|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre |
| 1 - 4 999 | | | | | | | 4 | 0,2 | | | | | | | | 4 | 0,2 | |
| 5 000 - 9 999 | | | | | | | 1 | 0,0 | 1 | 3,3 | | | | | | 2 | 0,1 | |
| 10 000 - 14 999 | | | | | | | 7 | 0,3 | 1 | 3,3 | | | | | | 8 | 0,4 | |
| 15 000 - 19 999 | | | | | | | 8 | 0,4 | 1 | 3,3 | | | | | | 9 | 0,4 | |
| 20 000 - 24 999 | | | | | | | 10 | 0,5 | 1 | 3,3 | | | | | | 11 | 0,5 | |
| 25 000 - 29 999 | | | | | | | 26 | 1,3 | 1 | 3,3 | | | | | | 27 | 1,3 | |
| 30 000 - 34 999 | 1 | 0,6 | 1 | 0,1 | | | 15 | 0,7 | 3 | 10,0 | | | | | | 18 | 0,9 | |
| 35 000 - 39 999 | 4 | 2,2 | 1 | 0,1 | | | 12 | 0,6 | 2 | 6,7 | | | | | | 14 | 0,7 | |
| 40 000 - 44 999 | 4 | 2,2 | | | | | 2 | 0,3 | 2 | 0,1 | | | | | | 4 | 0,1 | |
| 45 000 - 49 999 | 3 | 1,7 | 1 | 0,1 | | | 5 | 0,8 | 6 | 0,2 | | | | | | 11 | 0,4 | |
| 50 000 - 54 999 | 5 | 2,8 | 3 | 0,4 | | | 4 | 0,7 | 8 | 0,3 | | | | | | 12 | 0,4 | |
| 55 000 - 59 999 | 6 | 3,3 | 1 | 0,1 | | | 3 | 0,5 | 7 | 0,3 | | | | | | 10 | 0,3 | |
| 60 000 - 64 999 | 8 | 4,4 | 4 | 0,6 | | | 6 | 1,0 | 9 | 0,4 | | | | | | 15 | 0,5 | |
| 65 000 - 69 999 | 7 | 3,9 | 4 | 0,6 | | | 9 | 1,5 | 4 | 0,2 | | | | | | 13 | 0,4 | |
| 70 000 - 74 999 | 7 | 3,9 | 6 | 0,9 | | | 7 | 1,2 | 5 | 0,2 | | | | | | 12 | 0,4 | |
| 75 000 - 79 999 | 7 | 3,9 | 3 | 0,4 | | | 8 | 1,3 | 6 | 0,2 | | | | | | 14 | 0,5 | |
| 80 000 - 84 999 | 8 | 4,4 | 10 | 1,4 | | | 7 | 1,2 | 3 | 0,1 | | | | | | 10 | 0,3 | |
| 85 000 - 89 999 | 8 | 4,4 | 6 | 0,9 | | | 18 | 3,0 | 11 | 0,5 | | | | | | 29 | 1,0 | |
| 90 000 - 94 999 | 2 | 1,1 | 20 | 2,9 | | | 15 | 2,5 | 20 | 0,8 | | | | | | 35 | 1,2 | |
| 95 000 - 99 999 | 7 | 3,9 | 24 | 3,4 | | | 13 | 2,2 | 45 | 1,9 | | | | | | 58 | 1,9 | |
| 100 000 - 104 999 | 5 | 2,8 | 31 | 4,4 | | | 12 | 2,0 | 46 | 1,9 | | | | | | 58 | 1,9 | |
| 105 000 - 109 999 | 7 | 3,9 | 64 | 9,2 | | | 8 | 1,3 | 79 | 3,3 | | | | | | 87 | 2,9 | |
| 110 000 - 114 999 | 8 | 4,4 | 111 | 15,9 | | | 12 | 2,0 | 133 | 5,5 | | | | | | 145 | 4,8 | |
| 115 000 - 119 999 | 10 | 5,5 | 17 | 2,4 | | | 13 | 2,2 | 35 | 1,4 | | | | | | 48 | 1,6 | |
| 120 000 - 124 999 | 4 | 2,2 | 32 | 4,6 | | | 19 | 3,2 | 80 | 3,3 | | | | | | 99 | 3,3 | |

*) Administration du personnel de l'Etat (y compris P & T)

Tableau 2.10e. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -APE *) (suite)
(mois de décembre 1998)

| Tranches de montant | Invalidité | | | | Vieillesse | | | | Survie | | | | Invalidité | | Vieillesse | | Survie | |
|---------------------|------------|---------------|---------|---------------|------------|---------------|---------|---------------|--------|---------------|---------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|
| | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Total | | Total | | Total | |
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 125 000 - 129 999 | 5 | 2,8 | 27 | 3,9 | 17 | 2,9 | 70 | 2,9 | 49 | 2,4 | 32 | 3,6 | 87 | 2,9 | 49 | 2,4 | | |
| 130 000 - 134 999 | 7 | 3,9 | 70 | 10,0 | 22 | 3,7 | 173 | 7,1 | 10 | 0,5 | 77 | 8,8 | 195 | 6,5 | 10 | 0,5 | | |
| 135 000 - 139 999 | 4 | 2,2 | 39 | 5,6 | 21 | 3,5 | 158 | 6,5 | 13 | 0,6 | 43 | 4,9 | 179 | 5,9 | 13 | 0,6 | | |
| 140 000 - 144 999 | 7 | 3,9 | 52 | 7,5 | 19 | 3,2 | 167 | 6,9 | 31 | 1,5 | 59 | 6,7 | 186 | 6,2 | 31 | 1,5 | | |
| 145 000 - 149 999 | 10 | 5,5 | 27 | 3,9 | 41 | 6,9 | 143 | 5,9 | 17 | 0,8 | 37 | 4,2 | 184 | 6,1 | 17 | 0,8 | | |
| 150 000 - 154 999 | 10 | 5,5 | 19 | 2,7 | 10 | 1,7 | 25 | 1,0 | 4 | 0,2 | 29 | 3,3 | 35 | 1,2 | 4 | 0,2 | | |
| 155 000 - 159 999 | 7 | 3,9 | 12 | 1,7 | 18 | 3,0 | 32 | 1,3 | 3 | 0,1 | 19 | 2,2 | 50 | 1,7 | 3 | 0,1 | | |
| 160 000 - 164 999 | 5 | 2,8 | 8 | 1,1 | 43 | 7,2 | 42 | 1,7 | 10 | 0,5 | 13 | 1,5 | 85 | 2,8 | 10 | 0,5 | | |
| 165 000 - 169 999 | 4 | 2,2 | 10 | 1,4 | 47 | 7,9 | 15 | 0,6 | 1 | 0,0 | 14 | 1,6 | 62 | 2,1 | 1 | 0,0 | | |
| 170 000 - 174 999 | 5 | 2,8 | 6 | 0,9 | 48 | 8,1 | 41 | 1,7 | 2 | 0,1 | 11 | 1,3 | 89 | 2,9 | 2 | 0,1 | | |
| 175 000 - 179 999 | 4 | 2,2 | 52 | 7,5 | 57 | 9,6 | 273 | 11,3 | 1 | 0,0 | 56 | 6,4 | 330 | 10,9 | 1 | 0,0 | | |
| 180 000 - 184 999 | | | 5 | 0,7 | 3 | 0,5 | 30 | 1,2 | | | 5 | 0,6 | 33 | 1,1 | | | | |
| 185 000 - 189 999 | 1 | 0,6 | 21 | 3,0 | 36 | 6,1 | 230 | 9,5 | | | 22 | 2,5 | 266 | 8,8 | | | | |
| 190 000 - 194 999 | | | 3 | 0,4 | 1 | 0,2 | 31 | 1,3 | | | 3 | 0,3 | 32 | 1,1 | | | | |
| 195 000 - 199 999 | | | 2 | 0,3 | 3 | 0,5 | 64 | 2,6 | | | 2 | 0,2 | 67 | 2,2 | | | | |
| 200 000 - 204 999 | | | 1 | 0,1 | 8 | 1,3 | 45 | 1,9 | | | 1 | 0,1 | 53 | 1,8 | | | | |
| 205 000 - 209 999 | 1 | 0,6 | | | 1 | 0,2 | 11 | 0,5 | | | 1 | 0,1 | 12 | 0,4 | | | | |
| 210 000 - 214 999 | | | 2 | 0,3 | 24 | 4,0 | 81 | 3,3 | | | 2 | 0,2 | 105 | 3,5 | | | | |
| 215 000 - 219 999 | | | | | 1 | 0,2 | 8 | 0,3 | | | | | 9 | 0,3 | | | | |
| 220 000 - 224 999 | | | | | 8 | 1,3 | 100 | 4,1 | | | | | 108 | 3,6 | | | | |
| 225 000 - 229 999 | | | 1 | 0,1 | | | 10 | 0,4 | | | 1 | 0,1 | 10 | 0,3 | | | | |
| 230 000 - 234 999 | | | | | 1 | 0,2 | 8 | 0,3 | | | | | 9 | 0,3 | | | | |
| 235 000 - 239 999 | | | 1 | 0,1 | 1 | 0,2 | 45 | 1,9 | | | 1 | 0,1 | 46 | 1,5 | | | | |
| 240 000 - 244 999 | | | | | 1 | 0,2 | 11 | 0,5 | | | | | 12 | 0,4 | | | | |
| 245 000 - 249 999 | | | | | 1 | 0,2 | 48 | 2,0 | | | | | 49 | 1,6 | | | | |
| >=250 000 | | | | | 2 | 0,3 | 60 | 2,5 | 2 | 0,1 | | | 62 | 2,1 | 2 | 0,1 | | |
| TOTAL | 181 | 100,0 | 697 | 100,0 | 595 | 100,0 | 2 423 | 100,0 | 2 033 | 100,0 | 878 | 100,0 | 3 018 | 100,0 | 2 063 | 100,0 | | |
| Montant moyen | 109 570 | | 129 173 | | 147 889 | | 161 016 | | 84 529 | | 125 132 | | 158 428 | | 84 053 | | | |

*) Administration du personnel de l'Etat (y compris P & T)

Tableau 2.10f. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -CFL
(mois de décembre 1998)

| Tranches de montant | Invalidité | | Vieillesse | | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Invalidité | | Vieillesse | | Survie | | Femmes | | Hommes | | Invalidité | | Vieillesse | | Survie | |
|---------------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 1 - 4 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 000 - 9 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 000 - 14 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 000 - 19 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 20 000 - 24 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 25 000 - 29 999 | 1 | 5,0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 30 000 - 34 999 | | | | | | | | | 1 | 16,7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 35 000 - 39 999 | 2 | 10,0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 40 000 - 44 999 | 3 | 15,0 | | | | | | | | | 2 | 0,2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 45 000 - 49 999 | 1 | 5,0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 50 000 - 54 999 | 1 | 5,0 | | | | | | | | | 1 | 0,1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 55 000 - 59 999 | | | 4 | 0,4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 60 000 - 64 999 | 3 | 15,0 | 6 | 0,6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 65 000 - 69 999 | | | 4 | 0,4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 70 000 - 74 999 | 1 | 5,0 | 5 | 0,5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 75 000 - 79 999 | | | 13 | 1,3 | | | | | 1 | 16,7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 80 000 - 84 999 | 2 | 10,0 | 17 | 1,7 | | | | | | | 5 | 0,4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 85 000 - 89 999 | 2 | 10,0 | 32 | 3,1 | | | | | | | 19 | 1,6 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 90 000 - 94 999 | 1 | 5,0 | 79 | 7,7 | | | | | 1 | 16,7 | 56 | 4,8 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 95 000 - 99 999 | | | 189 | 18,4 | | | | | 1 | 16,7 | 111 | 9,5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 100 000 - 104 999 | 1 | 5,0 | 62 | 6,0 | | | | | | | 71 | 6,1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 105 000 - 109 999 | | | 31 | 3,0 | | | | | | | 43 | 3,7 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 110 000 - 114 999 | | | 135 | 13,1 | | | | | | | 102 | 8,8 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 115 000 - 119 999 | 1 | 5,0 | 53 | 5,2 | | | | | | | 100 | 8,6 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 120 000 - 124 999 | | | 114 | 11,1 | | | | | 1 | 16,7 | 142 | 12,2 | | | | | | | | | | | | | | | | |

Tableau 2.10f. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -CFL (suite)
(mois de décembre 1998)

| Tranches de montant | Invalidité | | | | Vieillesse | | | | Survie | | | | Invalidité | | | | Vieillesse | | | | Survie | | | |
|------------------------|------------|---------------|---------|---------------|------------|---------------|---------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|
| | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | |
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 125 000 - 129 999 | | | 13 | 1,3 | | | 37 | 3,2 | | | 1 | 0,1 | | | 13 | 1,2 | | | 37 | 3,2 | | | 1 | 0,1 |
| 130 000 - 134 999 | | | 94 | 9,1 | | | 142 | 12,2 | | | 1 | 0,1 | | | 94 | 9,0 | | | 142 | 12,1 | | | 1 | 0,1 |
| 135 000 - 139 999 | | | 61 | 5,9 | | | 133 | 11,4 | | | | | | | 61 | 5,8 | | | 133 | 11,4 | | | | |
| 140 000 - 144 999 | | | 37 | 3,6 | | | 42 | 3,6 | | | | | | | 37 | 3,5 | | | 42 | 3,6 | | | | |
| 145 000 - 149 999 | | | 16 | 1,6 | | | 37 | 3,2 | | | | | | | 16 | 1,5 | | | 37 | 3,2 | | | | |
| 150 000 - 154 999 | 1 | 5,0 | 21 | 2,0 | | | 7 | 0,6 | | | | | | | 22 | 2,1 | | | 7 | 0,6 | | | | |
| 155 000 - 159 999 | | | 10 | 1,0 | | | 2 | 0,2 | | | 1 | 0,1 | | | 10 | 1,0 | | | 2 | 0,2 | | | 1 | 0,1 |
| 160 000 - 164 999 | | | | | | | 4 | 0,3 | | | | | | | | | | | 4 | 0,3 | | | | |
| 165 000 - 169 999 | | | 3 | 0,3 | | | 6 | 0,5 | | | 1 | 0,1 | | | 3 | 0,3 | | | 6 | 0,5 | | | 1 | 0,1 |
| 170 000 - 174 999 | | | | | | | 4 | 0,3 | | | | | | | | | | | 4 | 0,3 | | | | |
| 175 000 - 179 999 | | | 14 | 1,4 | | | 22 | 1,9 | 1 | 16,7 | 1 | 0,1 | | | 14 | 1,3 | | | 23 | 2,0 | | | 1 | 0,1 |
| 180 000 - 184 999 | | | 10 | 1,0 | | | 27 | 2,3 | | | | | | | 10 | 1,0 | | | 27 | 2,3 | | | | |
| 185 000 - 189 999 | | | 4 | 0,4 | | | 20 | 1,7 | | | | | | | 4 | 0,4 | | | 20 | 1,7 | | | | |
| 190 000 - 194 999 | | | 1 | 0,1 | | | | | | | | | | | 1 | 0,1 | | | | | | | | |
| 195 000 - 199 999 | | | | | | | 1 | 0,1 | | | | | | | | | | | 1 | 0,1 | | | | |
| 200 000 - 204 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 205 000 - 209 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 210 000 - 214 999 | | | | | | | 4 | 0,3 | | | | | | | | | | | 4 | 0,3 | | | | |
| 215 000 - 219 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 220 000 - 224 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 225 000 - 229 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 230 000 - 234 999 | | | | | | | 2 | 0,2 | | | 1 | 0,1 | | | | | | | 2 | 0,2 | | | 1 | 0,1 |
| 235 000 - 239 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 240 000 - 244 999 | | | | | | | 3 | 0,3 | | | | | | | | | | | 3 | 0,3 | | | | |
| 245 000 - 249 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| >=250 000 | | | | | | | 8 | 0,7 | | | | | | | | | | | 8 | 0,7 | | | | |
| TOTAL | 20 | 100,0 | 1 029 | 100,0 | 6 | 100,0 | 1 163 | 100,0 | 1 640 | 100,0 | 100,0 | 4 | 100,0 | 1 049 | 100,0 | 1 169 | 100,0 | 1 644 | 100,0 | 1 644 | 100,0 | 1 644 | 100,0 | |
| Montant moyen | 70 233 | | 114 699 | | 99 609 | | 125 084 | | 70 401 | | | 44 146 | | 113 852 | | 124 953 | | 70 337 | | | | | | |

Tableau 2.10g. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -CPFEC
(mois de décembre 1998)

| Tranches de montant | Invalidité | | Femmes | | Hommes | | Vieillesse | | Femmes | | Hommes | | Survie | | Invalidité | | Vieillesse | | Survie | |
|---------------------|------------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 1 - 4 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 000 - 9 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 000 - 14 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 000 - 19 999 | 2 | 2,0 | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | 0,2 |
| 20 000 - 24 999 | 4 | 4,0 | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 | 0,5 |
| 25 000 - 29 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 | 0,5 |
| 30 000 - 34 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 4 | 0,6 |
| 35 000 - 39 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 5 | 0,8 |
| 40 000 - 44 999 | 1 | 1,0 | | | | | | | | | | | | | | | | | 5 | 0,8 |
| 45 000 - 49 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 12 | 1,9 |
| 50 000 - 54 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 8 | 1,3 |
| 55 000 - 59 999 | 4 | 4,0 | 2 | 0,9 | | | | | | | | | | | | | | | 9 | 1,4 |
| 60 000 - 64 999 | 5 | 5,0 | 3 | 1,3 | | | | | | | | | | | | | | | 14 | 2,2 |
| 65 000 - 69 999 | 5 | 5,0 | 6 | 2,6 | | | | | | | | | | | | | | | 26 | 4,2 |
| 70 000 - 74 999 | 2 | 2,0 | 1 | 0,4 | | | | | | | | | | | | | | | 89 | 14,3 |
| 75 000 - 79 999 | 7 | 7,0 | 2 | 0,9 | | | | | | | | | | | | | | | 85 | 13,6 |
| 80 000 - 84 999 | 3 | 3,0 | 1 | 0,4 | | | | | | | | | | | | | | | 104 | 16,7 |
| 85 000 - 89 999 | 7 | 7,0 | 5 | 2,2 | | | | | | | | | | | | | | | 85 | 13,6 |
| 90 000 - 94 999 | 6 | 6,0 | 8 | 3,5 | | | | | | | | | | | | | | | 64 | 10,3 |
| 95 000 - 99 999 | 3 | 3,0 | 12 | 5,3 | | | | | | | | | | | | | | | 11 | 1,8 |
| 100 000 - 104 999 | 6 | 6,0 | 7 | 3,1 | | | | | | | | | | | | | | | 13 | 2,1 |
| 105 000 - 109 999 | 5 | 5,0 | 20 | 8,8 | | | | | | | | | | | | | | | 8 | 1,3 |
| 110 000 - 114 999 | 3 | 3,0 | 10 | 4,4 | | | | | | | | | | | | | | | 26 | 4,2 |
| 115 000 - 119 999 | 9 | 9,0 | 4 | 1,8 | | | | | | | | | | | | | | | 21 | 3,4 |
| 120 000 - 124 999 | 1 | 1,0 | 15 | 6,6 | | | | | | | | | | | | | | | 13 | 2,1 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 | 0,5 |

Tableau 2.10g. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -CPFEC (suite)
(mois de décembre 1998)

| Tranches de montant | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | |
|------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | En % du total | Hommes Nombre |
| 125 000 - 129 999 | | | 17 | 1 | 0,8 | 129 | 1 | 0,2 | 18 | | | 17 | 130 | 15,3 | | 1 | 0,2 | |
| 130 000 - 134 999 | 4 | 4 | 29 | 2 | 1,5 | 42 | 2 | 0,3 | 5,9 | | | 33 | 44 | 5,2 | | 2 | 0,3 | |
| 135 000 - 139 999 | 5 | 5 | 24 | 1 | 0,8 | 89 | 2 | 0,3 | 12,4 | | | 29 | 90 | 10,6 | 1 | 3 | 0,5 | |
| 140 000 - 144 999 | 4 | 4 | 36 | 22 | 16,8 | 73 | 4 | 0,7 | 10,2 | | | 40 | 95 | 11,2 | | 4 | 0,6 | |
| 145 000 - 149 999 | 4 | 4 | 6 | 20 | 15,3 | 41 | 5 | 0,7 | 5,7 | | | 10 | 61 | 7,2 | | | | |
| 150 000 - 154 999 | 3 | 3 | 2 | 6 | 4,6 | 5 | 15 | 11,5 | 0,4 | | | 5 | 11 | 1,3 | | | | |
| 155 000 - 159 999 | 3 | 3 | 1 | 15 | 11,5 | 3 | | | 0,4 | | | 4 | 18 | 2,1 | | | | |
| 160 000 - 164 999 | | | 1 | | | | | | | | | 1 | | | | | | |
| 165 000 - 169 999 | 1 | 1 | 1 | | | 8 | | | 1,1 | | | 2 | 8 | 0,9 | | | | |
| 170 000 - 174 999 | | | | | | 7 | | | 1 | | | 7 | 7 | 0,8 | | | | |
| 175 000 - 179 999 | 1 | 1 | 5 | 5 | 3,8 | 28 | | | 3,9 | | | 6 | 33 | 3,9 | | | | |
| 180 000 - 184 999 | | | 6 | | | 52 | 7 | 5,3 | 7,3 | | | 6 | 52 | 6,1 | | | | |
| 185 000 - 189 999 | 1 | 1 | | 7 | | 2 | | | 0,3 | | | 1 | 9 | 1,1 | | | | |
| 190 000 - 194 999 | | | | 3 | 2,3 | 7 | | | 0,3 | | | 2 | 2 | 0,2 | | | | |
| 195 000 - 199 999 | | | | | | | | | 1 | | | 10 | 10 | 1,2 | | | | |
| 200 000 - 204 999 | | | | | | 1 | | | 0,1 | | | 1 | 1 | 0,1 | | | | |
| 205 000 - 209 999 | | | | 1 | 0,8 | 2 | | | 0,3 | | | 3 | 3 | 0,4 | | | | |
| 210 000 - 214 999 | 1 | 1 | | 2 | 1,5 | 3 | | | 0,4 | | | 1 | 5 | 0,6 | | | | |
| 215 000 - 219 999 | | | | | | 4 | | | 0,6 | | | | 4 | 0,5 | | | | |
| 220 000 - 224 999 | | | | 1 | 0,8 | | | | | | | | 1 | 0,1 | | | | |
| 225 000 - 229 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 230 000 - 234 999 | | | 1 | 1 | 0,8 | 1 | | | 0,1 | | | 1 | 2 | 0,2 | | | | |
| 235 000 - 239 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 240 000 - 244 999 | | | | | | 4 | | | 0,6 | | | | 4 | 0,5 | | | | |
| 245 000 - 249 999 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| >=250 000 | | | | 2 | 1,5 | | 1 | 0,2 | | | | | 2 | 0,2 | | 1 | 0,2 | |
| TOTAL | 100 | 100 | 228 | 131 | 100 | 716 | 613 | 100 | 100 | 328 | 100 | 847 | 623 | 100 | 100 | 623 | 100 | 100 |
| Montant moyen | 101 605 | | 123 439 | 139 783 | | 137 092 | 78 285 | | 90 811 | 116 782 | | 137 508 | 78 486 | | | | | |

Tableau 2.10h. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -Total des régimes spéciaux *)
(mois de décembre 1998)

| Tranches de montant | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | | Invalidité | | | Vieillesse | | | Survie | | |
|---------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------|-------------------------|------------------|-------------------------|-----------------|------------------------|-----------------|------------------------|-----------------|------------------------|-----------------|------------------------|
| | Femmes Nombre | Femmes En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | Femmes En % du total | Hommes Nombre | Femmes Nombre | Femmes En % du total | Hommes Nombre | Hommes En % du total | Total Nombre | Total En % du total | Total Nombre | Total En % du total | Total Nombre | Total En % du total | Total Nombre | Total En % du total |
| 1 - 4 999 | | | | | | | 4 | 0,1 | | | | | | | 4 | 0,1 | | |
| 5 000 - 9 999 | | | | | | | 2 | 0,0 | 1 | 2,3 | | | | | 3 | 0,1 | | |
| 10 000 - 14 999 | | | | | | | 17 | 0,4 | 1 | 2,3 | | | | | 18 | 0,4 | | |
| 15 000 - 19 999 | 2 | 0,7 | | | | 1 | 22 | 0,5 | 1 | 2,3 | 2 | 0,1 | 1 | 0,0 | 23 | 0,5 | | |
| 20 000 - 24 999 | 4 | 1,3 | | | 0,1 | | 19 | 0,4 | 1 | 2,3 | 4 | 0,2 | 1 | 0,0 | 20 | 0,5 | | |
| 25 000 - 29 999 | 1 | 0,3 | 1 | 0,1 | | 1 | 46 | 1,1 | 2 | 4,5 | 2 | 0,1 | 2 | 0,0 | 48 | 1,1 | | |
| 30 000 - 34 999 | 1 | 0,3 | | | 0,1 | | 28 | 0,7 | 4 | 9,1 | 1 | 0,0 | 1 | 0,0 | 32 | 0,7 | | |
| 35 000 - 39 999 | 6 | 2,0 | 2 | 0,1 | | 2 | 22 | 0,5 | 2 | 4,5 | 8 | 0,4 | 2 | 0,0 | 24 | 0,6 | | |
| 40 000 - 44 999 | 8 | 2,7 | 1 | 0,1 | | 4 | 37 | 0,9 | 4 | 9,1 | 9 | 0,4 | 6 | 0,1 | 41 | 0,9 | | |
| 45 000 - 49 999 | 4 | 1,3 | 2 | 0,1 | | 8 | 68 | 1,6 | 2 | 4,5 | 6 | 0,3 | 14 | 0,3 | 70 | 1,6 | | |
| 50 000 - 54 999 | 6 | 2,0 | 4 | 0,2 | | 9 | 164 | 3,8 | 1 | 2,3 | 10 | 0,4 | 14 | 0,3 | 165 | 3,8 | | |
| 55 000 - 59 999 | 10 | 3,3 | 7 | 0,4 | | 7 | 204 | 4,8 | 3 | 6,8 | 17 | 0,8 | 10 | 0,2 | 207 | 4,8 | | |
| 60 000 - 64 999 | 16 | 5,3 | 13 | 0,7 | | 9 | 737 | 17,2 | 9 | 20,5 | 29 | 1,3 | 16 | 0,3 | 746 | 17,2 | | |
| 65 000 - 69 999 | 12 | 4,0 | 14 | 0,7 | | 6 | 537 | 12,5 | 1 | 2,3 | 26 | 1,2 | 16 | 0,3 | 538 | 12,4 | | |
| 70 000 - 74 999 | 10 | 3,3 | 12 | 0,6 | | 8 | 452 | 10,5 | | | 22 | 1,0 | 18 | 0,4 | 452 | 10,4 | | |
| 75 000 - 79 999 | 14 | 4,7 | 18 | 0,9 | | 16 | 349 | 8,1 | 3 | 6,8 | 32 | 1,4 | 28 | 0,6 | 352 | 8,1 | | |
| 80 000 - 84 999 | 13 | 4,3 | 28 | 1,4 | | 14 | 425 | 9,9 | | | 41 | 1,8 | 23 | 0,5 | 425 | 9,8 | | |
| 85 000 - 89 999 | 17 | 5,6 | 43 | 2,2 | | 36 | 309 | 7,2 | 2 | 4,5 | 60 | 2,7 | 57 | 1,1 | 311 | 7,2 | | |
| 90 000 - 94 999 | 9 | 3,0 | 107 | 5,5 | | 86 | 84 | 2,0 | | | 116 | 5,1 | 103 | 2,0 | 84 | 1,9 | | |
| 95 000 - 99 999 | 10 | 3,3 | 225 | 11,5 | | 164 | 107 | 2,5 | 2 | 4,5 | 235 | 10,4 | 179 | 3,6 | 109 | 2,5 | | |
| 100 000 - 104 999 | 12 | 4,0 | 100 | 5,1 | | 135 | 78 | 1,8 | 1 | 2,3 | 112 | 5,0 | 151 | 3,0 | 79 | 1,8 | | |
| 105 000 - 109 999 | 12 | 4,0 | 115 | 5,9 | | 160 | 264 | 6,2 | 2 | 4,5 | 127 | 5,6 | 173 | 3,4 | 266 | 6,1 | | |
| 110 000 - 114 999 | 11 | 3,7 | 256 | 13,1 | | 267 | 80 | 1,9 | 1 | 2,3 | 267 | 11,8 | 281 | 5,6 | 81 | 1,9 | | |
| 115 000 - 119 999 | 20 | 6,6 | 74 | 3,8 | | 150 | 36 | 0,8 | | | 94 | 4,2 | 169 | 3,4 | 36 | 0,8 | | |
| 120 000 - 124 999 | 5 | 1,7 | 161 | 8,2 | | 294 | 36 | 0,8 | | | 166 | 7,4 | 320 | 6,4 | 36 | 0,8 | | |

*) Y non compris les parastataux: employés publics des établissements publics (Organismes de sécurité sociale, Chambres professionnelles, Banque Centrale du Luxembourg, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Institut belgo-luxembourgeois du change).

Tableau 2.10h. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -Total des régimes spéciaux *) (suite)
(mois de décembre 1998)

| Tranches de montant | Invalidité | | | | Vieillesse | | | | Survie | | | | Invalidité | | Vieillesse | | Survie | |
|---------------------|------------|---------------|---------|---------------|------------|---------------|---------|---------------|--------|---------------|---------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|--------|---------------|
| | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Total | | Total | | Total | |
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 125 000 - 129 999 | 5 | 1,7 | 57 | 2,9 | 18 | 2,5 | 236 | 5,5 | 51 | 1,2 | 62 | 2,7 | 254 | 5,0 | 51 | 1,2 | | |
| 130 000 - 134 999 | 11 | 3,7 | 193 | 9,9 | 24 | 3,3 | 357 | 8,3 | 13 | 0,3 | 204 | 9,0 | 381 | 7,6 | 13 | 0,3 | | |
| 135 000 - 139 999 | 9 | 3,0 | 124 | 6,3 | 22 | 3,0 | 380 | 8,8 | 15 | 0,3 | 133 | 5,9 | 402 | 8,0 | 16 | 0,4 | | |
| 140 000 - 144 999 | 11 | 3,7 | 125 | 6,4 | 41 | 5,6 | 282 | 6,6 | 35 | 0,8 | 136 | 6,0 | 323 | 6,4 | 35 | 0,8 | | |
| 145 000 - 149 999 | 14 | 4,7 | 49 | 2,5 | 61 | 8,3 | 221 | 5,1 | 17 | 0,4 | 63 | 2,8 | 282 | 5,6 | 17 | 0,4 | | |
| 150 000 - 154 999 | 14 | 4,7 | 42 | 2,1 | 16 | 2,2 | 37 | 0,9 | 4 | 0,1 | 56 | 2,5 | 53 | 1,1 | 4 | 0,1 | | |
| 155 000 - 159 999 | 10 | 3,3 | 23 | 1,2 | 33 | 4,5 | 37 | 0,9 | 4 | 0,1 | 33 | 1,5 | 70 | 1,4 | 4 | 0,1 | | |
| 160 000 - 164 999 | 5 | 1,7 | 9 | 0,5 | 43 | 5,9 | 46 | 1,1 | 10 | 0,2 | 14 | 0,6 | 89 | 1,8 | 10 | 0,2 | | |
| 165 000 - 169 999 | 5 | 1,7 | 14 | 0,7 | 47 | 6,4 | 29 | 0,7 | 2 | 0,0 | 19 | 0,8 | 76 | 1,5 | 2 | 0,0 | | |
| 170 000 - 174 999 | 5 | 1,7 | 6 | 0,3 | 48 | 6,6 | 52 | 1,2 | 2 | 0,0 | 11 | 0,5 | 100 | 2,0 | 2 | 0,0 | | |
| 175 000 - 179 999 | 5 | 1,7 | 71 | 3,6 | 63 | 8,6 | 323 | 7,5 | 2 | 0,0 | 76 | 3,4 | 386 | 7,7 | 2 | 0,0 | | |
| 180 000 - 184 999 | | | 21 | 1,1 | 3 | 0,4 | 109 | 2,5 | | | 21 | 0,9 | 112 | 2,2 | | | | |
| 185 000 - 189 999 | 2 | 0,7 | 25 | 1,3 | 43 | 5,9 | 252 | 5,9 | | | 27 | 1,2 | 295 | 5,9 | | | | |
| 190 000 - 194 999 | | | 4 | 0,2 | 1 | 0,1 | 33 | 0,8 | | | 4 | 0,2 | 34 | 0,7 | | | | |
| 195 000 - 199 999 | | | 2 | 0,1 | 6 | 0,8 | 72 | 1,7 | | | 2 | 0,1 | 78 | 1,5 | | | | |
| 200 000 - 204 999 | | | 1 | 0,1 | 8 | 1,1 | 46 | 1,1 | | | 1 | 0,0 | 54 | 1,1 | | | | |
| 205 000 - 209 999 | 1 | 0,3 | | | 2 | 0,3 | 13 | 0,3 | | | 1 | 0,0 | 15 | 0,3 | | | | |
| 210 000 - 214 999 | 1 | 0,3 | 2 | 0,1 | 26 | 3,6 | 88 | 2,0 | | | 3 | 0,1 | 114 | 2,3 | | | | |
| 215 000 - 219 999 | | | | | 1 | 0,1 | 12 | 0,3 | | | | | 13 | 0,3 | | | | |
| 220 000 - 224 999 | | | | | 9 | 1,2 | 100 | 2,3 | | | | | 109 | 2,2 | | | | |
| 225 000 - 229 999 | | | 1 | 0,1 | | | 10 | 0,2 | | | 1 | 0,0 | 10 | 0,2 | | | | |
| 230 000 - 234 999 | | | 1 | 0,1 | 2 | 0,3 | 11 | 0,3 | 1 | 0,0 | 1 | 0,0 | 13 | 0,3 | 1 | 0,0 | | |
| 235 000 - 239 999 | | | 1 | 0,1 | 1 | 0,1 | 45 | 1,0 | | | 1 | 0,0 | 46 | 0,9 | | | | |
| 240 000 - 244 999 | | | | | 1 | 0,1 | 18 | 0,4 | | | | | 19 | 0,4 | | | | |
| 245 000 - 249 999 | | | | | 1 | 0,1 | 48 | 1,1 | | | | | 49 | 1,0 | | | | |
| >=250 000 | | | | | 4 | 0,5 | 68 | 1,6 | 3 | 0,1 | | | 72 | 1,4 | 3 | 0,1 | | |
| TOTAL | 301 | 100,0 | 1 954 | 100,0 | 732 | 100,0 | 4 302 | 100,0 | 4 286 | 100,0 | 2 255 | 100,0 | 5 034 | 100,0 | 4 330 | 100,0 | | |
| Montant moyen | 104 310 | | 120 882 | | 146 043 | | 147 321 | | 78 230 | | 118 670 | | 147 135 | | 78 045 | | | |

*) Y non compris les parastataux: employés publics des établissements publics (Organismes de sécurité sociale, Chambres professionnelles, Banque Centrale du Luxembourg, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Institut belgo-luxembourgeois du change).

Section 3 - Comptes financiers

Suite à l'introduction du régime unique d'assurance pension par la loi du 27 juillet 1987 consécutive à la réforme du financement introduite par la loi du 23 mai 1984, le financement en matière d'assurance pension se caractérise comme suit:

Le financement s'opère à l'intérieur d'une communauté de risque formée par les quatre anciens régimes de pension contributifs. Le système de financement appliqué est celui de la répartition des charges par périodes de couverture de 7 ans avec maintien d'une réserve de compensation se situant entre 1,5 fois et 2,5 fois le montant annuel des prestations à charge du régime. Pour chaque période de couverture est déterminé un taux de cotisation global de telle sorte que les recettes en cotisations, compte tenu d'autres recettes éventuelles, soient suffisantes pour couvrir les charges courantes et pour constituer la dotation nécessaire à la réserve de compensation. Le taux de cotisation global est fixé à 24% pour la première période de couverture s'étendant de 1985 à 1991 et est refixé en principe pour les périodes de couverture suivantes.

Les pouvoirs publics contribuent dorénavant au financement au niveau des cotisations en prenant à charge un tiers du taux de cotisation global. (Par une disposition transitoire et dérogatoire, le taux de cotisation global et le taux à charge des pouvoirs publics sont fixés respectivement à 23 % et 7% en 1985, 23,2% et 7,2% en 1986, 23,4% et 7,4% en 1987, 23,6% et 7,6% en 1988, 23,8% et 7,8% en 1989, 24,0% et 8,0% en 1990.) L'Etat intervient en outre dans la participation aux frais de fonctionnement et dans la prise en charge intégrale du complément différentiel.

La communauté de risque s'opère par une redistribution des cotisations perçues centralement par le Centre d'affiliation et de perception des cotisations (CCSS), selon les besoins de chaque caisse. Ces cotisations sont réparties

- dans la mesure nécessaire pour permettre à chaque caisse de couvrir ses charges, compte tenu des revenus de placements et d'autres ressources;
- de manière à parfaire, le cas échéant, un fonds de roulement correspondant à cinquante pour cent du montant des prestations annuelles de l'exercice précédent;
- en affectant l'excédent des recettes en cotisations par rapport aux montants répartis précédemment.

Le rôle particulier attribué au CCSS dans la répartition des cotisations rend nécessaire d'adjoindre son compte d'exploitation et son bilan de fin d'exercice à ceux des quatre caisses pour établir les comptes d'exploitation et bilan consolidés de la communauté de risque. Les comptes d'exploitation et bilan consolidés tiennent compte du fait que les transferts et dettes entre caisses appartenant à la communauté de risque s'annulent mutuellement.

Afin de permettre l'analyse de l'évolution des comptes financiers de l'ensemble des régimes de pension sur une période plus longue, les comptes financiers ont été établis rétroactivement jusqu'à 1980 selon la présentation introduite à partir de 1985. Aussi, la réserve de compensation a-t-elle été établie par la fusion des différentes réserves existantes, en déduisant les découverts accumulés dans les différentes gestions antérieures et en négligeant les certificats de la dette publique annulés avec effet au 1^{er} janvier 1985.

Le taux de rendement moyen de chaque caisse de pension a été établi à partir des revenus bruts de la fortune (sans prise en compte des intérêts sur certificats de la dette publique), auxquels on a ajouté les intérêts de retard sur cotisations, et desquels ont été déduits les frais de gestion du patrimoine ainsi que les pertes de réalisation sur titres et sur immeubles. Ces revenus nets de la fortune sont mis en relation avec les réserves existant à la fin de chaque exercice, et le taux de rendement moyen s'obtient à l'aide de la formule suivante:

$$i = \frac{2 * I}{A + B - I}$$

i = taux de rendement moyen

I = revenus nets de la fortune

A = réserve au début de l'exercice

B = réserve à la fin de l'exercice

Tableau 3. 1. - Compte d'exploitation consolidé de l'exercice 1999

| RECETTES | | AVI | CPEP | CPACI | CPA | CCSS | TOTAL 1999 | TOTAL 1998 |
|----------|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| I. | Cotisations des assurés et des employeurs | 714 156 130 | 239 787 178 | 6 105 | 23 358 | 43 050 464 209 | 44 004 436 980 | 40 680 028 884 |
| II. | Cotisations à charge des pouvoirs publics | | | | | 22 000 468 095 | 22 000 468 095 | 20 336 523 060 |
| III. | Participation de tiers | 670 803 396 | 469 193 943 | 137 995 983 | 37 897 009 | | 1 315 890 331 | 1 362 031 135 |
| IV. | Transferts provenant d'autres organismes | 32 034 443 588 | 25 320 073 138 | 4 781 303 498 | 3 016 471 266 | | 122 641 007 | 159 338 200 |
| V. | Revenus sur immobilisations | 124 236 278 | 475 976 919 | 58 877 387 | 2 662 241 | | 661 752 825 | 719 253 487 |
| VI. | Bénéfices de réalisation sur titres et immeubles | 1 242 | 44 326 169 | | | | 44 327 411 | 7 430 271 |
| VII. | Produits divers de tiers | 48 413 142 | 28 520 545 | 1 533 906 | 688 913 | 63 612 698 | 142 769 204 | 162 510 040 |
| VIII. | Produits financiers | 239 786 906 | 3 973 633 451 | 27 830 575 | 17 573 307 | | 4 258 824 239 | 4 608 187 109 |
| IX. | Recettes diverses | 31 480 | 2 450 605 | 1 019 | | | 2 483 104 | 1 426 294 |
| | Total des recettes courantes | 33 831 872 162 | 30 553 961 948 | 5 007 548 473 | 3 075 316 094 | 65 114 545 002 | 72 553 593 196 | 68 036 728 480 |
| X. | Opérations sur réserves et sur reports | | | 38 094 522 | 10 131 968 | | 48 226 490 | 151 470 427 |
| | Total des recettes | 33 831 872 162 | 30 553 961 948 | 5 045 642 995 | 3 085 448 062 | 65 114 545 002 | 72 601 819 686 | 68 188 198 907 |

| DEPENSES | | AVI | CPEP | CPACI | CPA | CCSS | TOTAL 1999 | TOTAL 1998 |
|----------|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| I. | Frais d'administration | 360 669 883 | 283 886 890 | 66 879 297 | 35 729 123 | | 747 165 193 | 715 797 421 |
| II. | Prestations | 32 210 589 167 | 17 443 650 708 | 4 737 771 908 | 2 918 506 103 | | 57 310 517 886 | 54 801 646 042 |
| III. | Prestations en nature | 2 493 443 | 458 963 | | | | 2 952 406 | 3 952 474 |
| IV. | Transferts de cotisations à d'autres organismes | 1 041 119 832 | 1 081 387 661 | 174 104 190 | 128 577 961 | 65 029 650 483 | 2 425 189 644 | 2 280 498 774 |
| V. | Décharges et restitutions de cotisations | 3 376 606 | 18 011 685 | 2 306 138 | 1 202 821 | 84 894 519 | 109 791 769 | 117 732 631 |
| VI. | Pertes de réalisation sur titres et sur immeubles | | | | | | | 26 100 000 |
| VII. | Frais de gestion du patrimoine | 48 021 105 | 78 101 813 | 11 279 510 | 560 464 | | 137 962 892 | 125 482 836 |
| VIII. | Dotations aux provisions et aux amortissements | 31 121 341 | 122 919 194 | 15 207 430 | 767 375 | | 170 015 340 | 163 982 549 |
| IX. | Quote-part de l'Etat et des organismes dans la récupération auprès de tiers responsables | | | | 104 215 | | 104 215 | 107 715 |
| X. | Depenses diverses | 14 | | | | | 14 | 26 841 |
| | Total des dépenses courantes | 33 697 391 391 | 19 028 416 914 | 5 007 548 473 | 3 085 448 062 | 65 114 545 002 | 60 903 699 359 | 58 235 327 283 |
| XI. | Opérations sur réserves et sur reports | 134 480 771 | 11 525 545 034 | 38 094 522 | | | 11 698 120 327 | 9 952 871 624 |
| | Total des dépenses | 33 831 872 162 | 30 553 961 948 | 5 045 642 995 | 3 085 448 062 | 65 114 545 002 | 72 601 819 686 | 68 188 198 907 |

Compte d'exploitation consolidé du régime unique d'assurance pension pour l'exercice 1999
Tableau 3. 2. -Etat détaillé des recettes

| RECETTES | AVI | CPEP | CPACI | CPA | CCSS | TOTAL 1999 | TOTAL 1998 |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| I. Cotisations des assurés et des employeurs | 714 156 130 | 239 787 178 | 6 105 | 23 358 | 43 050 464 209 | 44 004 436 980 | 40 680 028 884 |
| A. <i>Cotisations obligatoires de l'assurance générale</i> | 711 008 384 | 239 689 528 | 6 105 | - | 42 913 203 508 | 43 863 907 525 | 40 544 824 804 |
| Cotisations sur salaires | - | 230 806 | - | - | 38 941 606 754 | 38 941 837 560 | 35 822 288 741 |
| Cotisations sur indemnités | 711 008 384 | 239 458 722 | - | - | 622 352 428 | 1 572 819 534 | 1 466 187 002 |
| Cotisations des non-salariés | - | - | 6 105 | - | 2 818 799 803 | 2 818 805 908 | 2 703 807 824 |
| Cotisations à charge du FOA | - | - | - | - | 132 286 468 | 132 286 468 | 144 052 205 |
| Cotisations Baby-Year | - | - | - | - | 344 379 611 | 344 379 611 | 329 798 788 |
| Cotisations volontaires de l'armée | - | - | - | - | 52 523 114 | 52 523 114 | 78 710 244 |
| Cotisations prises en charge par AD | - | - | - | - | 727 520 | 727 520 | - |
| Cotisations Assistance Maternelle | - | - | - | - | 527 810 | 527 810 | - |
| B. <i>Rappels de cotisations</i> | 3 147 746 | 97 650 | - | 23 358 | - | 3 268 754 | 8 495 946 |
| Rappels de cotisations: périodes de guerre | 121 130 | - | - | - | - | 121 130 | - |
| Rappels de cotisations: périodes militaires | 1 533 246 | 97 650 | - | 23 358 | - | 1 654 254 | 1 617 324 |
| Achat rétroactif (Art.174 CAS) | - | - | - | - | - | - | 1 657 173 |
| Restitutions de cotisations | 1 493 370 | - | - | - | - | 1 493 370 | 5 221 449 |
| C. <i>Cotisations volontaires</i> | - | - | - | - | 137 260 701 | 137 260 701 | 126 708 134 |
| II. Cotisations à charge des pouvoirs publics | - | - | - | - | 22 000 468 095 | 22 000 468 095 | 20 336 523 060 |
| III. Participation de tiers | 670 803 396 | 469 193 943 | 137 995 983 | 37 897 009 | - | 1 315 890 331 | 1 362 031 135 |
| Participation de l'Etat aux frais d'administration | 193 045 894 | 161 872 033 | 35 093 242 | 19 042 845 | - | 409 054 014 | 390 610 264 |
| Participation de l'Etat au complément différentiel | 477 757 502 | 307 321 910 | 102 902 741 | 18 854 164 | - | 906 836 317 | 971 420 871 |
| IV. Transferts provenant d'autres organismes | 32 034 443 588 | 25 320 073 138 | 4 781 303 498 | 3 016 471 266 | - | 122 641 007 | 159 338 200 |
| Transferts de régimes contributifs | 3 519 836 | 3 033 006 | 31 636 | - | - | 6 584 478 | 15 009 891 |
| Transferts de régimes non-contributifs | - | 116 056 529 | - | - | - | 116 056 529 | 144 328 309 |
| Répartition des cotisations | 32 030 923 752 | 25 200 983 603 | 4 781 271 862 | 3 016 471 266 | - | p.m. | p.m. |

Tableau 3. 2. - Etat détaillé des recettes (suite)

| RECETTES | AVI | CPEP | CPACI | CPA | CCSS | TOTAL 1999 | TOTAL 1998 |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| V. Revenus sur immobilisations | 124 236 278 | 475 976 919 | 58 877 387 | 2 662 241 | - | 661 752 825 | 719 253 487 |
| VI. Bénéfices de réalisation sur titres et immeubles | 1 242 | 44 326 169 | - | - | - | 44 327 411 | 7 430 271 |
| VII. Produits divers de tiers | 48 413 142 | 28 520 545 | 1 533 906 | 688 913 | 63 612 698 | 142 769 204 | 162 510 040 |
| Recours contre tiers responsables | 40 653 554 | 23 435 733 | - | - | - | 64 089 287 | 47 565 573 |
| Intérêts de retard sur cotisations | - | - | 48 332 | 15 142 | 58 966 854 | 59 030 328 | 96 224 587 |
| Amendes d'ordre | - | - | - | - | 4 645 844 | 4 645 844 | 5 052 754 |
| Retenues pour pensions | 5 661 488 | 5 082 570 | 1 485 574 | 673 771 | - | 12 903 403 | 10 579 653 |
| Remboursements sur pensions | 51 520 | - | - | - | - | 51 520 | 1 068 241 |
| Produits divers | 2 046 580 | 2 242 | - | - | - | 2 048 822 | 2 019 232 |
| VIII. Produits financiers | 239 786 906 | 3 973 633 451 | 27 830 575 | 17 573 307 | - | 4 258 824 239 | 4 608 187 109 |
| Revenus sur prêts/placements | 269 172 | 1 253 104 267 | 3 295 631 | - | - | 1 256 669 070 | 1 460 785 764 |
| Intérêts de retard sur prêts | - | 2 328 510 | - | - | - | 2 328 510 | 3 006 257 |
| Revenus sur prêts et placements à moins d'un an | 239 517 734 | 2 718 200 674 | 24 534 944 | 17 573 307 | - | 2 999 826 659 | 3 144 395 088 |
| IX. Recettes diverses | 31 480 | 2 450 605 | 1 019 | - | - | 2 483 104 | 1 426 294 |
| Total des recettes courantes | 33 831 872 162 | 30 553 961 948 | 5 007 548 473 | 3 075 316 094 | 65 114 545 002 | 72 553 593 196 | 68 036 728 480 |
| Prélèvement au fonds de roulement | - | - | - | 10 131 968 | - | 10 131 968 | - |
| Prélèvement à la réserve excédentaire | - | - | 38 094 522 | - | - | 38 094 522 | 151 470 427 |
| Total des recettes | 33 831 872 162 | 30 553 961 948 | 5 045 642 995 | 3 085 448 062 | 65 114 545 002 | 72 601 819 686 | 68 188 198 907 |

Tableau 3. 3. - Etat détaillé des dépenses

| DEPENSES | AVI | CPEP | CPACI | CPA | CCSS | TOTAL 1999 | TOTAL 1998 |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|------|-----------------------|-----------------------|
| I. Frais d'administration | 360 669 883 | 283 886 890 | 66 879 297 | 35 729 123 | - | 747 165 193 | 715 797 421 |
| Frais de personnel | 262 701 710 | 179 792 386 | 45 944 140 | 23 066 763 | - | 511 504 999 | 486 074 876 |
| Services extraordinaires | 236 705 | 63 212 | 64 299 | 12 248 | - | 376 464 | 421 917 |
| Achats de service (6020-29) | 21 536 669 | 38 136 005 | 3 510 007 | 2 346 821 | - | 65 529 502 | 63 030 573 |
| Achats de service (6031-39) | 240 222 | 1 648 748 | 104 709 | 7 241 | - | 2 000 920 | 1 521 293 |
| Dépenses diverses/frais d'élections | 55 734 | 198 982 | 12 320 | 26 180 | - | 293 216 | 75 140 |
| Frais généraux à charge de l'organisme | 2 346 | 163 449 | - | - | - | 165 795 | 2 100 302 |
| Acquisitions nouvelles | 635 330 | 991 717 | 376 948 | 231 601 | - | 2 235 596 | 1 382 429 |
| Participation aux frais du centre commun | 75 261 167 | 62 892 391 | 16 866 874 | 10 038 269 | - | 165 058 701 | 161 190 891 |
| II. Prestations en espèces | 32 210 589 167 | 17 443 650 708 | 4 737 771 908 | 2 918 506 103 | - | 57 310 517 886 | 54 801 646 042 |
| <i>Pensions brutes</i> | <i>32 181 273 129</i> | <i>17 419 355 177</i> | <i>4 732 847 594</i> | <i>2 917 297 681</i> | - | <i>57 250 773 581</i> | <i>54 738 956 415</i> |
| Avances | 10 565 899 | 84 859 444 | 8 156 658 | 372 000 | - | 103 210 001 | 88 226 631 |
| Majorations proportionnelles | 22 416 571 657 | 13 858 911 832 | 3 351 010 585 | 620 928 911 | - | 40 247 422 985 | 38 734 577 651 |
| Majorations proportionnelles spéciales | 2 060 198 696 | 649 004 448 | 118 907 060 | 26 242 756 | - | 2 854 352 960 | 2 901 001 668 |
| Majorations forfaitaires | 4 436 706 458 | 1 839 548 914 | 727 093 437 | 708 406 153 | - | 7 711 754 962 | 8 906 057 758 |
| Majorations forfaitaires spéciales | 734 418 562 | 180 506 812 | 69 781 934 | 33 281 620 | - | 1 017 988 928 | 469 191 152 |
| Majorations forfaitaires transitoires | 1 110 623 950 | 237 965 562 | 149 913 260 | 51 687 219 | - | 1 550 189 991 | 632 155 993 |
| Majorations assurance supplémentaire | 104 912 146 | 16 186 491 | 1 637 950 | 76 320 | - | 122 812 907 | 124 050 435 |
| Suppléments enfants | 14 999 407 | 3 937 589 | 1 321 710 | 1 263 334 | - | 21 522 040 | 24 682 882 |
| Compléments différentiels | 477 757 502 | 307 321 910 | 102 902 741 | 18 854 164 | - | 906 836 317 | 971 420 871 |
| Compléments pensions minima | 619 414 781 | 131 880 761 | 156 372 612 | 1 429 699 612 | - | 2 337 367 766 | 1 853 812 212 |
| Compléments divers | 171 654 019 | 106 324 163 | 43 457 701 | 27 204 641 | - | 348 640 524 | 3 774 943 |
| Allocations trimestrielles | 23 450 052 | 2 907 251 | 2 291 946 | 24 951 | - | 28 674 200 | 30 004 219 |
| Convention belgo-luxembourgeoise | 1 618 458 | 1 119 031 | - | - | - | 2 737 489 | 4 364 373 |
| Remboursements de cotisations | 16 184 232 | 9 111 146 | 2 164 698 | 40 807 | - | 27 500 883 | 36 036 434 |
| Autres versements en capital | 11 513 348 | 14 008 504 | 2 759 616 | 1 167 615 | - | 29 449 083 | 21 146 171 |
| Intérêts moratoires | - | 56 850 | - | - | - | 56 850 | 1 142 649 |
| III. Prestations en nature | 2 493 443 | 458 963 | - | - | - | 2 952 406 | 3 952 474 |
| Mesures de réhabilitation et de reconversion | 2 493 443 | 458 963 | - | - | - | 2 952 406 | 3 952 474 |

Tableau 3. 3. - Etat détaillé des dépenses (suite)

| DEPENSES | AVI | CPEP | CPACI | CPA | CCSS | TOTAL 1999 | TOTAL 1998 |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| IV. Transferts de cotisations à d'autres organismes | 1 041 119 832 | 1 081 387 661 | 174 104 190 | 128 577 961 | 65 029 650 483 | 2 425 189 644 | 2 280 498 774 |
| Transferts CCSS | - | - | - | - | 65 029 650 483 | p.m. | p.m. |
| Transferts régimes non contributifs | 113 737 739 | 503 041 696 | 1 375 000 | - | - | 618 154 435 | 579 557 777 |
| Organismes internationaux | 2 136 620 | 115 185 960 | 39 768 | - | - | 117 362 348 | 76 725 561 |
| Cotisations de l'assurance maladie des bénéficiaires de pension - part de l'organisme | 925 245 473 | 463 160 005 | 172 689 422 | 128 577 961 | - | 1 689 672 861 | 1 624 215 436 |
| V. Décharges et restitutions de cotisations | 3 376 606 | 18 011 685 | 2 306 138 | 1 202 821 | 84 894 519 | 109 791 769 | 117 732 631 |
| Décharges sur cotisations irrécouvrables-salariés | - | - | - | - | 41 480 425 | 41 480 425 | 42 671 432 |
| Décharges sur cotisations irrécouvrables-assurés | - | - | 1 247 018 | 286 562 | 1 833 051 | 3 366 631 | 1 900 678 |
| Décharges sur cotisations irrécouvrables-Etat | - | - | 551 912 | 317 750 | - | 869 662 | 602 757 |
| Décharges sur cotisations irrécouvrables-FOA | - | - | - | 38 151 | - | 38 151 | 76 128 |
| Autres décharges | 947 389 | 520 196 | 86 532 | - | - | 1 554 117 | 519 780 |
| Extournes de cotisations indues | 1 511 494 | - | 4 900 | - | 27 492 885 | 29 009 279 | 48 000 432 |
| Extournes de cotisations indues - part Etat | 720 746 | - | 2 389 | 481 620 | 13 860 345 | 15 065 100 | 23 573 936 |
| Extournes de cotisations indues - part du FOA | - | - | - | - | 214 879 | 214 879 | 152 634 |
| Extournes de cotisations indues - Baby Year | - | - | - | - | 12 934 | 12 934 | 11 748 |
| Extournes de cotisations - dépassement Plafond | 196 977 | 17 491 489 | 413 387 | - | - | 18 101 853 | - |
| Décharges sur intérêts et sur amendes | - | - | - | 78 738 | - | 78 738 | 223 106 |
| VI. Pertes de réalisation sur titres et sur immeubles | - | - | - | - | - | - | 26 100 000 |
| VI. Frais de gestion du patrimoine | 48 021 105 | 78 101 813 | 11 279 510 | 560 464 | - | 137 962 892 | 125 482 836 |
| VII. Dotations aux provisions et aux amortissements | 31 121 341 | 122 919 194 | 15 207 430 | 767 375 | - | 170 015 340 | 163 982 549 |
| VIII. Quote-part de l'Etat et des organismes dans la récupération auprès de tiers responsables | - | - | - | 104 215 | - | 104 215 | 107 715 |
| IX. Dépenses diverses | 14 | - | - | - | - | 14 | 26 841 |
| Total des dépenses courantes | 33 697 391 391 | 19 028 416 914 | 5 007 548 473 | 3 085 448 062 | 65 114 545 002 | 60 903 699 359 | 58 235 327 283 |
| Dotation au fonds de roulement | 134 480 771 | 329 126 058 | 38 094 522 | - | - | 501 701 351 | 1 922 857 396 |
| Dotation à la réserve excédentaire | - | 11 196 418 976 | - | - | - | 11 196 418 976 | 8 030 014 228 |
| Total des dépenses | 33 831 872 162 | 30 553 961 948 | 5 045 642 995 | 3 085 448 062 | 65 114 545 002 | 72 601 819 686 | 68 188 198 907 |

Tableau 3. 4. - Bilan de fin d'exercice 1999 du régime général d'assurance pension

| ACTIF | AVI | CPEP | CPACI | CPA | CCSS | TOTAL 1999 | TOTAL 1998 |
|--|-----------------------|------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|
| I. Valeurs immobilisées | 1 254 713 643 | 37 462 663 170 | 636 865 864 | 40 331 052 | - | 39 394 573 729 | 37 744 154 075 |
| A. Immobilisations | 1 246 950 197 | 6 055 347 297 | 510 873 929 | 40 331 052 | - | 7 853 502 475 | 7 919 718 274 |
| Terrains et forêts | 12 607 222 | 127 048 864 | 17 517 466 | - | - | 157 173 552 | 157 173 552 |
| Immeubles | 1 718 182 990 | 7 677 123 464 | 790 952 157 | 52 110 947 | - | 10 238 369 558 | 10 125 958 867 |
| ./ Amortissement-Batiments administratifs | -359 955 522 | - | -10 420 138 | -6 731 147 | - | -377 106 807 | -350 998 933 |
| ./ Amortissement-Batiments de rapport | -125 058 373 | -1 748 825 031 | -287 175 556 | -5 048 748 | - | -2 166 107 708 | -2 013 871 521 |
| Equipements spéciaux crèche | 1 624 880 | - | - | - | - | 1 624 880 | 1 589 309 |
| Amortissement équipements spéc. crèche | -451 000 | - | - | - | - | -451 000 | -133 000 |
| B. Immobilisations en cours | - | - | 83 895 934 | - | - | 83 895 934 | 52 403 058 |
| C. Prêts à plus d'un an | 7 763 446 | 31 407 315 873 | 42 096 001 | - | - | 31 457 175 320 | 29 772 032 743 |
| Prêts gagés | 7 763 446 | 27 482 014 201 | 42 096 001 | - | - | 27 531 873 648 | 25 973 043 106 |
| Prêts non-gagés | - | 3 925 301 672 | - | - | - | 3 925 301 672 | 3 798 989 637 |
| II. Tiers | 8 078 047 294 | 7 879 158 804 | 1 155 661 423 | 898 226 426 | 16 269 352 333 | 22 346 262 776 | 20 528 330 104 |
| A. Débiteurs | 46 306 230 | 452 708 999 | 4 761 207 | 701 469 | 8 245 704 819 | 8 750 182 724 | 8 117 900 893 |
| Bénéficiaires prestations en espèces | 2 563 407 | 5 418 506 | 408 722 | 161 451 | - | 8 552 086 | 10 610 329 |
| Cotisations, intérêts moratoires, amendes | 10 334 682 | - | 2 283 528 | 540 018 | 8 245 704 819 | 8 258 863 047 | 7 721 195 803 |
| Débiteurs divers | 33 408 141 | 447 290 493 | 2 068 957 | - | - | 482 767 591 | 386 094 761 |
| B. Organes et personnel-débiteurs | - | - | - | - | - | - | 55 562 |
| C. Etat et collectivités publiques | 333 633 371 | 152 475 413 | 29 999 483 | 12 436 873 | 2 618 607 750 | 3 147 152 890 | 2 843 231 284 |
| Administration des contributions | - | - | 518 | - | - | 518 | - |
| Cotisations | 121 130 | 36 457 412 | - | - | 2 618 607 750 | 2 655 186 292 | 2 421 477 525 |
| Prestations | 124 395 441 | 41 078 741 | 8 723 713 | 2 354 164 | - | 176 552 059 | 204 514 289 |
| Frais d'administration | 145 327 749 | 64 873 756 | 11 397 795 | 6 354 016 | - | 227 953 316 | 114 048 694 |
| Divers | 2 121 | - | 230 885 | 131 480 | - | 364 486 | 312 000 |
| FNS débiteur | 60 070 436 | 6 056 778 | 8 967 544 | 3 597 213 | - | 78 691 971 | 94 037 479 |
| Office des dommages de guerre - débiteurs | 3 716 494 | 4 008 726 | 679 028 | - | - | 8 404 248 | 8 841 297 |
| D. Organismes débiteurs | 5 209 649 265 | 5 389 757 397 | 755 979 777 | 657 488 416 | 1 069 870 935 | 1 148 562 286 | 930 439 385 |
| E. Frais et produits à répartir | 267 169 | 11 096 016 | - | - | - | 11 363 185 | 3 885 763 |
| F. Comptes de régularisation-actif | 2 488 191 259 | 1 873 120 979 | 364 920 956 | 227 599 668 | 4 335 168 829 | 9 289 001 691 | 8 632 740 831 |
| Frais d'administration payés d'avance | 30 438 249 | 10 476 815 | 5 434 126 | 2 657 071 | - | 49 006 261 | 48 489 785 |
| Prestations payées d'avance | 2 434 390 547 | 1 267 913 580 | 359 486 830 | 224 095 996 | - | 4 285 886 953 | 4 093 281 771 |
| Divers payés d'avance | - | - | - | 846 601 | - | 4 336 015 430 | 3 931 929 913 |
| Produits à recevoir | 23 362 463 | 594 580 584 | - | - | 4 335 168 829 | 617 943 047 | 558 309 428 |
| Autres | - | 150 000 | - | - | - | 150 000 | 729 934 |
| G. Comptes de régularisation | - | - | - | - | - | - | 76 386 |
| Frais sur immeubles | - | - | - | - | - | - | 76 386 |
| III. Comptes financiers | 6 166 169 689 | 85 171 519 339 | 507 819 921 | 386 653 756 | - | 92 232 162 705 | 83 860 313 541 |
| Placements à moins d'un an | 6 042 155 480 | 64 520 000 000 | 430 000 000 | 340 000 000 | - | 71 332 155 480 | 66 629 292 600 |
| Prêts à moyen et à long terme venus à échéance | - | - | - | - | - | - | 1 472 027 991 |
| Titres de placement et bons | 15 070 000 | 18 850 524 466 | - | - | - | 18 865 594 466 | 14 619 816 382 |
| Banques et chèques postaux | 108 944 209 | 1 800 994 873 | 77 819 921 | 46 653 756 | - | 2 034 412 759 | 1 139 176 568 |
| Total de l'actif | 15 498 930 626 | 130 513 341 313 | 2 300 347 208 | 1 325 211 234 | 16 269 352 333 | 153 972 999 210 | 142 132 797 720 |

Assurance
pension

Tableau 3.4. - Bilan de fin d'exercice 1999 du régime unique d'assurance pension (suite)

| PASSIF | AVI | CPEP | CPACI | CPA | CCSS | TOTAL 1999 | TOTAL 1998 |
|--------------------------------------|-----------------------|------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|
| I. Capitaux permanents | 15 326 410 430 | 129 885 566 071 | 2 281 581 032 | 1 316 534 331 | - | 148 810 091 864 | 137 155 381 436 |
| A. Réserve de compensation | 15 326 146 466 | 129 879 638 939 | 2 281 581 032 | 1 316 500 331 | - | 148 803 866 768 | 137 153 972 931 |
| Fonds de roulement | 15 326 146 466 | 8 060 788 282 | 2 213 653 745 | 1 316 500 331 | - | 26 917 088 824 | 26 425 519 441 |
| Réserve excédentaire | - | 121 818 850 657 | 67 927 287 | - | - | 121 886 777 944 | 110 728 453 490 |
| B. Provisions pour pertes et charges | 263 964 | - | - | - | - | 263 964 | 631 005 |
| C. Dépôts et cautionnements reçus | - | 5 927 132 | - | 34 000 | - | 5 961 132 | 777 500 |
| III. Valeurs immobilisées | | | | | | | 8 687 965 |
| A. Prêts à plus d'un an | - | - | - | - | - | - | 8 687 965 |
| Prêts non-gagés | - | - | - | - | - | - | 8 687 965 |
| III. Tiers | 172 520 196 | 627 775 242 | 18 766 176 | 8 676 903 | 16 269 352 333 | 5 162 907 346 | 4 968 728 319 |
| A. Crédoiteurs | 24 093 792 | 572 715 390 | 5 027 436 | 460 908 | - | 602 297 526 | 819 028 459 |
| Frais d'administration | 3 502 553 | 1 113 127 | 127 281 | 187 254 | - | 4 930 215 | 4 424 301 |
| Prestations en espèces | 15 404 837 | 3 727 752 | 2 877 821 | 76 957 | - | 22 087 367 | 19 702 545 |
| Cotisations | 480 | - | 44 674 | 52 697 | - | 97 851 | 196 726 |
| Créditeurs divers | 5 185 922 | 567 874 511 | 1 977 660 | 144 000 | - | 575 182 093 | 794 704 887 |
| B. Organes et personnel | - | - | - | - | - | - | 3 083 |
| C. Etat et collectivités publiques | 106 374 956 | 32 295 | 554 301 | 941 736 | - | 107 903 288 | 117 293 806 |
| Etat crédoiteur | 106 374 956 | 32 295 | 554 301 | 941 736 | - | 107 903 288 | 117 293 806 |
| D. Organismes de sécurité sociale | 41 009 542 | 49 190 951 | 13 029 608 | 7 134 759 | 11 934 183 504 | 110 364 860 | 96 596 420 |
| E. Comptes de régularisation | 1 041 906 | 5 836 606 | 154 831 | 139 500 | 4 335 168 829 | 4 342 341 672 | 3 935 806 551 |
| Cotisations | - | - | - | - | 4 335 168 829 | 4 335 168 829 | 3 931 110 297 |
| Revenus sur immobilisations | 1 041 906 | 875 203 | 133 531 | 128 500 | - | 2 179 140 | 3 608 412 |
| Frais sur immeubles | - | 4 077 904 | 21 300 | 11 000 | - | 4 110 204 | 1 043 741 |
| Autres | - | 883 499 | - | - | - | 883 499 | 44 101 |
| Total du passif | 15 498 930 626 | 130 513 341 313 | 2 300 347 208 | 1 325 211 234 | 16 269 352 333 | 153 972 999 210 | 142 132 797 720 |

Tableau 3. 5. - Evolution des comptes financiers annuels et des réserves au 31 décembre du régime général (en millions de F)

| Année | RECETTES | | | | | Total des recettes courantes | |
|-------|-----------------------|------------------|--|-----------------------|---|------------------------------|---------------------------------|
| | Cotisations | | Participation de l'Etat dans les prestations et les frais d'administration | Revenus de la fortune | | | Transferts et recettes diverses |
| | Assurés et employeurs | Pouvoirs publics | | Revenus bruts | dont: intérêts sur certificats de la dette publique | | |
| 1980 | 10 249,3 | - | 3 862,6 | 2 439,1 | 673,4 | 90,1 | 16 641,1 |
| 1985 | 14 815,3 | 6 398,9 | 910,4 | 2 664,3 | - | 169,7 | 24 958,6 |
| 1988 | 18 039,9 | 8 533,2 | 994,9 | 3 138,8 | - | 162,7 | 30 869,5 |
| 1989 | 20 088,9 | 9 757,9 | 1 041,1 | 3 862,3 | - | 619,1 | 35 369,3 |
| 1990 | 22 260,5 | 11 092,3 | 1 070,5 | 5 159,0 | - | 487,4 | 40 069,7 |
| 1991 | 24 864,5 | 12 397,5 | 1 219,2 | 5 302,4 | - | 164,6 | 43 948,2 |
| 1992 | 27 835,5 | 13 885,8 | 1 214,0 | 5 825,4 | - | 117,1 | 48 877,8 |
| 1993 | 30 171,2 | 15 049,6 | 1 274,9 | 6 256,4 | - | 209,5 | 52 961,6 |
| 1994 | 32 180,4 | 16 055,2 | 1 298,2 | 5 790,5 | - | 221,3 | 55 545,6 |
| 1995 | 34 335,9 | 17 131,1 | 1 353,2 | 5 442,0 | - | 228,9 | 58 491,1 |
| 1996 | 35 435,6 | 17 688,2 | 1 351,2 | 5 064,5 | - | 267,6 | 59 807,1 |
| 1997 | 38 308,4 | 19 148,1 | 1 381,8 | 4 917,8 | - | 238,1 | 63 994,2 |
| 1998 | 40 680,0 | 20 336,5 | 1 362,0 | 5 334,9 | - | 323,3 | 68 036,7 |
| 1999 | 44 004,4 | 22 000,5 | 1 315,9 | 5 023,9 | - | 208,9 | 72 553,6 |

| Année | DEPENSES | | | | | | | | Total des dépenses courantes |
|-------|---|--|----------------------------------|------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------|
| | Prestations ¹⁾ | | | | | | Frais d'adminis- tration | Transferts et autres dépenses | |
| | Maj. Proportionnelles et proportionnelles spéciales | Majorations forfaitaires, forfaitaires spéciales et transitoires | Autres éléments de pension | Sous-total pensions | Autres prestations | Sous-total prestations | | | |
| 1980 | - | - | - | 13 378,6 | 210,2 | 13 588,8 | 344,4 | 686,2 | 14 619,4 |
| 1985 | - | - | - | 19 081,2 | 292,0 | 19 373,2 | 448,2 | 1 046,7 | 20 868,1 |
| 1988 | 17 456,1 | 4 418,0 | 1 990,6 | 23 864,7 | 261,6 | 24 126,3 | 490,1 | 1 029,9 | 25 646,3 |
| 1989 | 19 579,4 | 4 859,9 | 1 861,3 | 26 300,6 | 298,6 | 26 599,2 | 510,4 | 1 152,4 | 28 262,0 |
| 1990 | 20 869,4 | 5 114,5 | 2 144,0 | 28 127,9 | 1 226,8 ²⁾ | 29 354,7 | 556,4 | 1 629,4 | 31 540,5 |
| 1991 | 25 862,6 | 6 761,1 | 1 960,3 | 34 584,0 | 80,0 | 34 664,0 | 562,3 | 1 516,9 | 36 743,2 |
| 1992 | 27 640,3 | 7 079,5 | 2 371,2 | 37 091,0 | 31,2 | 37 122,2 | 592,8 | 1 682,7 | 39 397,7 |
| 1993 | 30 743,4 | 7 768,5 | 2 671,3 | 41 183,2 | 34,8 | 41 218,0 | 617,5 | 1 929,1 | 43 764,6 |
| 1994 | 33 564,2 | 8 328,1 | 2 765,0 | 44 657,3 | 51,5 | 44 708,8 | 638,9 | 2 122,9 | 47 470,6 |
| 1995 | 36 318,2 | 8 947,5 | 2 917,0 | 48 182,7 | 55,8 | 48 238,5 | 674,1 | 2 145,0 | 51 057,6 |
| 1996 | 37 741,5 | 9 230,7 | 2 934,4 | 49 906,6 | 65,9 | 49 972,5 | 688,2 | 2 161,0 | 52 821,7 |
| 1997 | 40 908,2 | 9 888,2 | 2 991,7 | 53 788,1 | 56,6 | 53 844,7 | 708,2 | 2 404,2 | 56 957,1 |
| 1998 | 41 635,6 | 10 007,4 | 3 096,0 | 54 739,0 | 66,6 | 54 805,6 | 715,8 | 2 713,9 | 58 235,3 |
| 1999 | 43 101,8 | 10 280,0 | 3 869,0 | 57 250,8 | 62,7 | 57 313,5 | 747,2 | 2 843,0 | 60 903,7 |

¹⁾ Pour la répartition en éléments de pension des années 1980-1987, prière de se référer au rapport général de l'exercice 1987

²⁾ Y compris 721,0 mio. valeur en capital des prestations au titre de l'article 44 de l'ancienne loi de coordination

| Année | RESERVE AU 31 DECEMBRE | | | | Prime de répartition pure ²⁾ en % | Contribution nette des pouvoirs publics | |
|-------|---|-----------------------------|-------------------------|--|--|---|-----------------------------|
| | Dotation à la réserve (excédent des recettes courantes) | | Réserve de compensation | Niveau relatif de la réserve ¹⁾ | | Contribution totale | En % des recettes courantes |
| | Montant | En % des dépenses courantes | | | | | |
| 1980 | 2 021,7 | 13,8 | 26 815,3 | 2,03 | 22,8 | 4 602,4 | 27,7 |
| 1985 | 4 090,5 | 19,6 | 40 992,1 | 2,19 | 22,6 | 7 426,6 | 29,8 |
| 1988 | 5 223,2 | 20,4 | 56 302,7 | 2,41 | 22,8 | 9 638,2 | 31,2 |
| 1989 | 7 107,4 | 25,1 | 63 410,1 | 2,45 | 22,6 | 10 915,5 | 30,9 |
| 1990 | 8 529,2 | 27,0 | 71 939,3 | 2,58 | 22,7 | 12 349,0 | 30,8 |
| 1991 | 7 204,9 | 19,6 | 79 144,2 | 2,35 | 23,7 | 13 849,2 | 31,5 |
| 1992 | 9 480,2 | 24,1 | 88 624,4 | 2,45 | 22,8 | 15 306,0 | 31,3 |
| 1993 | 9 197,1 | 21,0 | 97 821,5 | 2,43 | 23,3 | 16 652,2 | 31,4 |
| 1994 | 8 075,0 | 17,0 | 105 896,5 | 2,42 | 23,7 | 17 723,3 | 31,9 |
| 1995 | 7 433,5 | 14,6 | 113 330,0 | 2,40 | 23,9 | 18 914,8 | 32,3 |
| 1996 | 6 985,4 | 13,2 | 120 315,4 | 2,46 | 24,1 | 19 476,9 | 32,6 |
| 1997 | 7 037,1 | 12,4 | 127 352,6 | 2,41 | 24,1 | 20 971,7 | 32,8 |
| 1998 | 9 801,4 | 16,8 | 137 154,0 | 2,55 | 23,2 | 22 228,3 | 32,7 |
| 1999 | 11 649,9 | 19,1 | 148 803,9 | 2,64 | 22,4 | 23 831,2 | 32,8 |

¹⁾ Réserve exprimée comme multiple des prestations annuelles (sans complément différentiel)

²⁾ Rapport entre les dépenses courantes et la masse des salaires et revenus cotisables

Tableau 3. 6. - Répartition des cotisations suivant leur origine

| Régime | Perception effectuée par | Cotisations de l'assurance générale | Cotisations supplémentaires et rappels de cotisations | Contribution des pouvoirs publics | Total des cotisations |
|---------------|--------------------------|-------------------------------------|---|-----------------------------------|-----------------------|
| AVI | Caisse | 711 008 384 | 3 147 746 | | |
| | CCSS | 14 609 746 698 | | 7 660 377 541 | 22 984 280 369 |
| CPEP | Caisse | 239 689 528 | 97 650 | | |
| | CCSS | 26 433 443 106 | | 13 336 450 914 | 40 009 681 198 |
| CPACI | Caisse | 6 105 | 0 | | |
| | CCSS | 1 631 598 411 | | 815 801 643 | 2 447 406 159 |
| CPA | Caisse | 0 | 23 358 | | |
| | CCSS | 375 675 994 | | 187 837 997 | 563 537 349 |
| Total | Caisse | 950 704 017 | 3 268 754 | | |
| | CCSS | 43 050 464 209 | | | |
| Total général | | 44 001 168 226 | 3 268 754 | 22 000 468 095 | 66 004 905 075 |

Tableau 3. 7. - Répartition des cotisations suivant l'année et le régime compétent (voir page suivante)

Tableau 3. 8. - Détermination de la contribution des pouvoirs publics

| Exercice | AVI | CPEP | CPACI | CPA | Total |
|-------------|---------------|----------------|-------------|-------------|----------------|
| 1985 (7,0%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1986 (7,2%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1987 (7,4%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1988 (7,6%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1989 (7,8%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1990 (8,0%) | 0 | 0 | 2 438 | 0 | 2 438 |
| 1991 (8,0%) | 9 340 | 0 | 0 | 0 | 9 340 |
| 1992 (8,0%) | 0 | 5 040 | 0 | 0 | 5 040 |
| 1993 (8,0%) | 0 | 28 086 | 0 | 0 | 28 086 |
| 1994 (8,0%) | 91 813 | 974 040 | 0 | 0 | 1 065 852 |
| 1995 (8,0%) | 203 775 | 1 533 728 | 24 537 | 41 648 | 1 803 687 |
| 1996 (8,0%) | 458 797 | 3 082 349 | 68 482 | 0 | 3 609 627 |
| 1997 (8,0%) | 1 303 313 | 3 460 267 | 39 630 | 16 431 | 4 819 640 |
| 1998 (8,0%) | 88 243 077 | 448 838 171 | 2 022 315 | 169 513 | 539 273 075 |
| 1999 (8,0%) | 7 570 067 429 | 12 878 529 235 | 813 644 243 | 187 610 406 | 21 449 851 312 |
| Total | 7 660 377 541 | 13 336 450 914 | 815 801 643 | 187 837 997 | 22 000 468 095 |

Tableau 3. 7. - Répartition des cotisations suivant l'année et le régime compétent

| Exercice | Perception effectuée par | | | | | | | | Total caisses | Total CCSS | Total général |
|--|--------------------------|----------------|-------------|----------------|-------|---------------|--------|-------------|---------------|----------------|----------------|
| | AVI | CCSS | CPEP | CCSS | CPACI | CCSS | CPA | CCSS | | | |
| 1984 et antérieurs | 0 | 0 | 230 806 | 0 | 1 230 | 0 | 0 | 0 | 232 036 | 0 | 232 036 |
| 1985 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1986 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1987 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1988 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1989 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1990 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1991 | 0 | 18 679 | 0 | 0 | 4 875 | 0 | 0 | 0 | 4 875 | 0 | 4 875 |
| 1992 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 18 679 | 18 679 |
| 1993 | 0 | 0 | 0 | 10 080 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 080 | 10 080 |
| 1994 | 0 | 183 625 | 0 | 56 172 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 56 172 | 56 172 |
| 1995 | 3 820 | 403 729 | 0 | 1 948 079 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 131 704 | 2 131 704 |
| 1996 | 0 | 917 593 | 0 | 3 067 456 | 0 | 49 073 | 0 | 83 296 | 3 820 | 3 603 554 | 3 607 374 |
| 1997 | 0 | 2 606 626 | 0 | 6 164 698 | 0 | 136 963 | 0 | 0 | 0 | 7 219 254 | 7 219 254 |
| 1998 | 57 055 248 | 119 430 905 | 350 046 | 6 920 533 | 0 | 79 260 | 0 | 32 861 | 0 | 9 639 280 | 9 639 280 |
| 1999 | 653 949 316 | 14 486 185 541 | 239 108 676 | 897 326 295 | 0 | 4 044 630 | 0 | 339 025 | 57 405 294 | 1 021 140 855 | 1 078 546 149 |
| Cotisations supplémentaires et rappels | 3 147 746 | 0 | 97 650 | 0 | 0 | 0 | 23 358 | 0 | 893 057 992 | 42 006 644 631 | 42 899 702 623 |
| Total des cotisations | 714 156 130 | 14 609 746 698 | 239 787 178 | 26 433 443 106 | 6 105 | 1 631 598 411 | 23 358 | 375 675 994 | 953 972 771 | 43 050 464 209 | 44 004 436 980 |

Tableau 3. 9. - Répartition des cotisations par le CCSS en 1999

| | AVI | CPEP | CPACI | CPA |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
| I. Couverture des charges courantes | | | | |
| 1. Total des dépenses courantes | 33 697 391 391 | 19 028 416 914 | 5 007 548 473 | 3 085 448 062 |
| 2. Recettes propres | 1 800 948 410 | 5 352 978 345 | 226 276 611 | 58 844 828 |
| 3. Répartition | 31 896 442 981 | 13 675 438 569 | 4 781 271 862 | 3 026 603 234 |
| II. Dotation au fonds de roulement | | | | |
| 1. Réserve au début de l'exercice | 15 191 665 695 | 118 354 837 405 | 2 281 581 032 | 1 326 632 299 |
| 2. 50% des prestations de l'exercice précédent | 15 326 146 466 | 8 060 788 282 | 2 213 653 745 | 1 316 500 331 |
| 3. Dotation au fonds de roulement | 134 480 771 | 0 | 0 | -10 131 968 |
| III. Affectation de l'excédent | | | | |
| 1. Cotisations dues suivant l'affiliation des assurés | 22 984 280 369 | 40 009 681 198 | 2 447 406 159 | 563 537 349 |
| 2. Cotisations réparties dont: | 32 745 079 882 | 13 915 225 747 | 4 781 277 967 | 3 016 494 624 |
| <i>Cotisations perçues par les caisses</i> | 714 156 130 | 239 787 178 | 6 105 | 23 358 |
| <i>Cotisations réparties suivant I + II</i> | 32 030 923 752 | 13 675 438 569 | 4 781 271 862 | 3 016 471 266 |
| 3. Dépassement des cotisations sub III.1 par rapport à celles sub III.2 | 0 | 26 094 455 451 | 0 | 0 |
| 4. Prorata du dépassement | 0 | 100,00% | 0 | 0 |
| 5. Répartition de l'excédent | 0 | 11 525 545 034 | 0 | 0 |
| IV.Total de la répartition I.3+II.3+III.5 | 32 030 923 752 | 25 200 983 603 | 4 781 271 862 | 3 016 471 266 |
| Clé de répartition | 49,26% | 38,75% | 7,35% | 4,64% |

Tableau 3. 10. - Rendement de la fortune
(en milliers de francs)

| Année | Revenus bruts de la fortune | Intérêts de retard sur cotisations | à déduire: Frais de gestion du patrimoine et pertes diverses | Revenus nets de la fortune | Total de valeurs placées | Taux de rendement moyen | Réserve au 31 décembre | Taux de rendement moyen |
|-------|-----------------------------|------------------------------------|--|----------------------------|--------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|
| AVI | | | | | | | | |
| 1980 | 469 622 | 6 127 | 7 259 | 468 490 | - | - | 8 142 582 | 5,95% |
| 1985 | 325 930 | 22 659 | 35 463 | 313 126 | 4 185 411 | 6,74% | 6 966 431 | 4,60% |
| 1990 | 368 874 | 2 944 | 31 390 | 340 428 | 3 110 712 | 8,99% | 7 592 847 | 4,79% |
| 1993 | 477 237 | 34 905 | 26 245 | 485 897 | 5 259 855 | 7,68% | 10 580 416 | 4,87% |
| 1994 | 433 000 | 49 816 | 32 844 | 449 972 | 5 126 066 | 6,69% | 11 705 576 | 4,12% |
| 1995 | 396 335 | 54 907 | 30 809 | 420 433 | 5 818 690 | 5,75% | 12 756 762 | 3,50% |
| 1996 | 336 134 | 52 350 | 26 491 | 361 992 | 6 215 503 | 4,74% | 13 701 352 | 2,77% |
| 1997 | 351 312 | 49 889 | 44 392 | 356 809 | 6 534 188 | 4,41% | 14 158 955 | 2,59% |
| 1998 | 389 388 | 50 937 | 42 395 | 397 931 | 8 028 566 | 4,37% | 15 191 666 | 2,75% |
| 1999 | 364 024 | 29 047 | 48 021 | 345 050 | 7 420 883 | 3,79% | 15 326 146 | 2,29% |
| CPEP | | | | | | | | |
| 1980 | 1 143 563 | 1 969 | 36 219 | 1 109 313 | - | - | 16 126 462 | 7,59% |
| 1985 | 2 169 345 | 13 771 | 87 432 | 2 095 685 | 28 260 032 | 7,64% | 31 133 824 | 7,42% |
| 1990 | 4 606 788 | 1 936 | 33 638 | 4 575 086 | 57 391 649 | 8,55% | 61 339 276 | 8,30% |
| 1993 | 5 595 707 | 21 110 | 48 391 | 5 568 425 | 78 941 313 | 7,33% | 83 916 684 | 7,24% |
| 1994 | 5 207 498 | 27 098 | 48 725 | 5 185 871 | 86 408 724 | 6,20% | 90 770 946 | 6,12% |
| 1995 | 4 911 363 | 29 870 | 42 949 | 4 898 284 | 91 284 974 | 5,45% | 97 107 102 | 5,35% |
| 1996 | 4 613 737 | 28 792 | 69 473 | 4 573 055 | 97 788 423 | 4,77% | 103 080 538 | 4,68% |
| 1997 | 4 458 948 | 29 200 | 67 875 | 4 420 273 | 103 396 760 | 4,32% | 109 648 386 | 4,24% |
| 1998 | 4 832 020 | 33 356 | 97 557 | 4 767 819 | 110 766 928 | 4,38% | 118 354 094 | 4,27% |
| 1999 | 4 493 937 | 22 850 | 78 102 | 4 438 684 | 122 066 582 | 3,76% | 129 879 639 | 3,64% |
| CPACI | | | | | | | | |
| 1980 | 134 616 | 14 342 | 2 150 | 146 808 | - | - | 2 266 707 | 6,75% |
| 1985 | 146 227 | 10 179 | 5 463 | 150 942 | 2 019 089 | 7,32% | 2 281 581 | 6,84% |
| 1990 | 145 217 | 9 467 | 6 042 | 148 642 | 1 506 105 | 8,85% | 2 281 581 | 6,73% |
| 1993 | 136 510 | 9 206 | 5 752 | 139 963 | 1 259 274 | 9,13% | 2 281 581 | 6,33% |
| 1994 | 113 884 | 12 416 | 10 055 | 116 245 | 1 245 960 | 7,68% | 2 281 581 | 5,23% |
| 1995 | 100 985 | 8 591 | 7 289 | 102 288 | 1 269 093 | 6,86% | 2 281 581 | 4,59% |
| 1996 | 91 881 | 8 311 | 7 078 | 93 113 | 1 241 238 | 6,52% | 2 281 581 | 4,17% |
| 1997 | 85 464 | 7 342 | 8 892 | 83 914 | 1 205 675 | 6,01% | 2 281 581 | 3,75% |
| 1998 | 86 807 | 7 311 | 10 249 | 83 868 | 1 278 066 | 5,90% | 2 281 581 | 3,74% |
| 1999 | 86 708 | 4 382 | 11 280 | 79 811 | 1 144 686 | 6,01% | 2 281 581 | 3,56% |
| CPA | | | | | | | | |
| 1980 | 17 910 | 353 | 136 | 18 127 | - | - | 279 575 | 6,73% |
| 1985 | 22 825 | 3 576 | 315 | 26 086 | 437 002 | 7,63% | 610 253 | 6,59% |
| 1990 | 38 114 | 793 | 681 | 38 226 | 319 800 | 10,85% | 725 593 | 5,59% |
| 1993 | 46 981 | 3 842 | 401 | 50 422 | 426 046 | 9,05% | 1 042 814 | 5,09% |
| 1994 | 36 142 | 4 939 | 792 | 40 289 | 455 737 | 7,01% | 1 138 398 | 3,76% |
| 1995 | 33 364 | 6 014 | 465 | 38 912 | 548 142 | 5,62% | 1 184 578 | 3,41% |
| 1996 | 22 789 | 4 913 | 56 | 27 647 | 615 764 | 3,79% | 1 251 971 | 2,30% |
| 1997 | 22 088 | 4 468 | 626 | 25 930 | 643 609 | 3,30% | 1 263 650 | 2,08% |
| 1998 | 26 956 | 4 621 | 1 382 | 30 195 | 737 008 | 3,59% | 1 326 632 | 2,36% |
| 1999 | 20 236 | 2 751 | 560 | 22 426 | 426 985 | 3,28% | 1 316 500 | 1,71% |
| TOTAL | | | | | | | | |
| 1980 | 1 765 711 | 22 791 | 45 764 | 1 742 738 | - | - | 26 815 326 | 6,89% |
| 1985 | 2 664 327 | 50 185 | 128 673 | 2 585 839 | 34 901 534 | 7,51% | 40 992 089 | 6,87% |
| 1990 | 5 158 993 | 15 139 | 71 750 | 5 102 382 | 62 328 266 | 8,59% | 71 939 296 | 7,83% |
| 1993 | 6 256 434 | 69 062 | 80 790 | 6 244 707 | 85 886 488 | 7,39% | 97 821 495 | 6,93% |
| 1994 | 5 790 525 | 94 269 | 92 416 | 5 792 377 | 93 236 487 | 6,25% | 105 896 501 | 5,85% |
| 1995 | 5 442 047 | 99 382 | 81 512 | 5 459 917 | 98 920 899 | 5,49% | 113 330 023 | 5,11% |
| 1996 | 5 064 540 | 94 366 | 103 098 | 5 055 807 | 105 860 928 | 4,78% | 120 315 442 | 4,42% |
| 1997 | 4 917 812 | 90 900 | 121 784 | 4 886 927 | 111 780 232 | 4,34% | 127 352 572 | 4,03% |
| 1998 | 5 335 171 | 96 225 | 151 583 | 5 279 813 | 120 810 569 | 4,39% | 137 153 973 | 4,07% |
| 1999 | 4 964 904 | 59 030 | 137 963 | 4 885 972 | 131 059 136 | 3,78% | 148 803 867 | 3,48% |

Tableau 3. 11. - Comparaison des caractéristiques démographiques et financières des organismes de pension

| Année | AVI | CPEP | CPACI | CPA |
|------------------------------|--|-------|-------|-------|
| | Réserves disponibles au 31 décembre de l'exercice (sans certificats de la dette publique de 1980 à 1984) | | | |
| 1980 | 30,4% | 60,1% | 8,5% | 1,0% |
| 1985 | 17,0% | 76,0% | 5,6% | 1,5% |
| 1990 | 10,5% | 85,3% | 3,2% | 1,0% |
| 1992 | 11,1% | 85,2% | 2,6% | 1,1% |
| 1993 | 10,8% | 85,8% | 2,3% | 1,1% |
| 1994 | 11,0% | 85,7% | 2,2% | 1,1% |
| 1995 | 11,3% | 85,7% | 2,0% | 1,0% |
| 1996 | 11,4% | 85,7% | 1,9% | 1,0% |
| 1997 | 11,1% | 86,1% | 1,8% | 1,0% |
| 1998 | 11,1% | 86,3% | 1,7% | 1,0% |
| 1999 | 10,3% | 87,3% | 1,5% | 0,9% |
| Total des dépenses courantes | | | | |
| 1980 | 60,5% | 26,3% | 8,2% | 5,0% |
| 1985 | 58,3% | 25,9% | 9,5% | 6,3% |
| 1990 | 57,6% | 28,7% | 8,5% | 5,2% |
| 1992 | 57,8% | 27,8% | 8,8% | 5,6% |
| 1993 | 57,4% | 28,4% | 8,7% | 5,5% |
| 1994 | 57,5% | 28,6% | 8,5% | 5,4% |
| 1995 | 57,3% | 29,0% | 8,4% | 5,3% |
| 1996 | 57,1% | 29,5% | 8,3% | 5,1% |
| 1997 | 57,0% | 29,7% | 8,3% | 5,0% |
| 1998 | 56,2% | 30,7% | 8,3% | 4,9% |
| 1999 | 55,4% | 31,3% | 8,2% | 5,1% |
| Total des assurés | | | | |
| 1980 | 57,4% | 30,2% | 6,8% | 5,6% |
| 1985 | 54,3% | 35,4% | 6,0% | 4,3% |
| 1990 | 51,3% | 40,5% | 5,2% | 3,0% |
| 1992 | 50,7% | 41,9% | 4,9% | 2,5% |
| 1993 | 50,2% | 42,6% | 4,9% | 2,3% |
| 1994 | 49,7% | 43,4% | 4,8% | 2,1% |
| 1995 | 49,1% | 44,3% | 4,7% | 1,9% |
| 1996 | 48,5% | 45,1% | 4,6% | 1,8% |
| 1997 | 48,0% | 45,9% | 4,4% | 1,7% |
| 1998 | 47,2% | 47,0% | 4,2% | 1,6% |
| 1999 | 46,4% | 48,2% | 4,0% | 1,4% |
| Total des pensions (moyenne) | | | | |
| 1980 | 62,8% | 14,7% | 10,9% | 11,5% |
| 1985 | 63,0% | 15,5% | 10,8% | 10,7% |
| 1990 ¹⁾ | 64,5% | 16,8% | 9,8% | 8,9% |
| 1992 | 64,8% | 17,4% | 9,4% | 8,4% |
| 1993 | 64,9% | 17,8% | 9,1% | 8,2% |
| 1994 | 65,3% | 18,1% | 8,8% | 7,8% |
| 1995 | 65,6% | 18,3% | 8,6% | 7,5% |
| 1996 | 65,8% | 18,6% | 8,4% | 7,2% |
| 1997 | 66,0% | 18,9% | 8,2% | 6,9% |
| 1998 | 66,0% | 19,3% | 8,0% | 6,7% |
| 1999 | 65,9% | 19,7% | 7,9% | 6,5% |

¹⁾ Y compris avances à partir de 1987

ASSURANCE ACCIDENTS

Partie descriptive et partie statistique

Sommaire

| <i>PARTIE DESCRIPTIVE</i> | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| 1. Introduction | 237 |
| 2. Les principales données statistiques | 237 |
| 3. Les données financières | 239 |
| <i>PARTIE STATISTIQUE</i> | |
| 1. Association d'assurance contre les accidents - section industrielle (AAI) | 241 |
| 1.1. Le régime général | 241 |
| 1.1.1. Affiliation | |
| Tableau 1. Evolution du nombre des entreprises affiliées et du total des salaires cotisables | 241 |
| Tableau 2. Evolution du nombre des entreprises | 241 |
| 1.1.2. Accidents | |
| Tableau 3. Evolution des accidents déclarés | 242 |
| Graphique 1. Evolution du nombre des accidents déclarés depuis 1980 | 242 |
| Tableau 4. Classification des accidents reconnus selon le groupe du tarif des risques | 243 |
| Tableau 5. Classification des accidents reconnus par rapport à 100 salariés-unité selon le groupe du tarif des risques | 244 |
| Tableau 6. Classification des accidents reconnus selon l'âge de la victime | 244 |
| 1.1.3. Prestations | |
| 1.1.3.1. Nombre des rentes | 245 |
| Tableau 7. Evolution du nombre des rentes (Situation au 31 décembre de chaque exercice) | 245 |
| Tableau 8. Répartition des rentes viagères par catégories de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail au 31 décembre 1999 | 245 |
| Tableau 9. Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS | 246 |
| 1.1.3.2. Prestations payées | |
| Tableau 10. Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS | 246 |
| Tableau 11. Evolution des prestations | 246-247 |
| 1.1.4. Données financières | |
| Tableau 12. Evolution des principales catégories de dépenses | 248 |
| Tableau 13. Evolution des principales catégories de recettes | 248 |
| Tableau 14. Evolution du taux moyen de cotisation | 249 |
| Tableau 15. Tarif des risques et taux de cotisation 1999 | 249 |
| 1.2. Les régimes spéciaux | |
| 1.2.1. Accidents | |
| Tableau 16. Accidents du travail déclarés par les régimes spéciaux | 250 |
| 1.2.2. Prestations | |
| 1.2.2.1. Nombre des rentes | 251 |
| Tableau 17. Répartition des rentes viagères par catégorie de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail en 1999 | 251 |
| 1.2.2.2. Prestations payées | 251 |
| Tableau 18. Evolution des prestations | 251 |

1.3. Comptes financiers

Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle des exercices 1998 et 1999

| | | |
|-------------|---|---------|
| Tableau 19. | Etat détaillé des recettes | 252 |
| Tableau 20. | Etat détaillé des dépenses | 253 |
| Tableau 21. | Bilans comparés des exercices 1998 et 1999 | 254-255 |
| Tableau 22. | Evolution de la dépense totale et du poste "Cotisations et rôles à établir" | 255 |

2. Association d'assurance contre les accidents-section agricole et forestière (AAA)

2.1. Accidents

| | | |
|------------|---|-----|
| Tableau 1. | Répartition des accidentés en 1999 selon l'âge et le sexe | 256 |
|------------|---|-----|

2.2. Prestations

| | | |
|------------|---|-----|
| Tableau 2. | Evolution du nombre des rentes | 256 |
| Tableau 3. | Répartition des rentes viagères par catégorie de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail 1999 avec indication de la charge annuelle (charge AAA + charge Etat) | 257 |
| Tableau 4. | Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions législatives prévues à l'article 113 CAS | 257 |

2.3. Comptes financiers

| | | |
|------------|---|-----|
| Tableau 5. | Evolution du total des dépenses, de la part de l'Etat et du poste "Rôles à établir" (Cotisations) | 257 |
|------------|---|-----|

Comptes d'exploitation des exercices 1998 et 1999

| | | |
|-------------|--|-----|
| Tableau 6. | Etat détaillé des recettes | 258 |
| Tableau 7. | Etat détaillé des dépenses | 259 |
| Tableau 8. | Bilans comparés au 31 décembre 1998 et 1999 | 260 |
| Tableau 9. | Evolution des principales catégories de recettes | 261 |
| Tableau 10. | Evolution des principales catégories de dépenses | 261 |
| Tableau 11. | Evolution des taux de cotisation | 262 |

1. Introduction

L'assurance accidents a pour objet de couvrir les risques suivants:

- a) l'accident de travail proprement dit;
- b) l'accident de trajet;
- c) les maladies professionnelles.

La gestion de l'assurance accidents est assurée par une mutualité des chefs d'entreprises appelée "association d'assurance contre les accidents", qui est un établissement public comportant une section industrielle et une section agricole et forestière. La section industrielle assume en outre la gestion des régimes spéciaux d'assurance accidents suivants:

- celui des fonctionnaires et employés publics jouissant d'un régime spécial de retraite;
- celui de l'enseignement technique et professionnel ainsi que des activités préscolaires, périscolaires, scolaires, péricolaires, universitaires et péri-universitaires;
- celui des activités de secours et de sauvetage;
- celui concernant les mesures de mise au travail, les mesures de réinsertion professionnelle et d'occupation des demandeurs d'emploi ainsi que certains travaux dans l'intérêt de la communauté et
- celui des personnes dans l'exercice d'un pouvoir public.

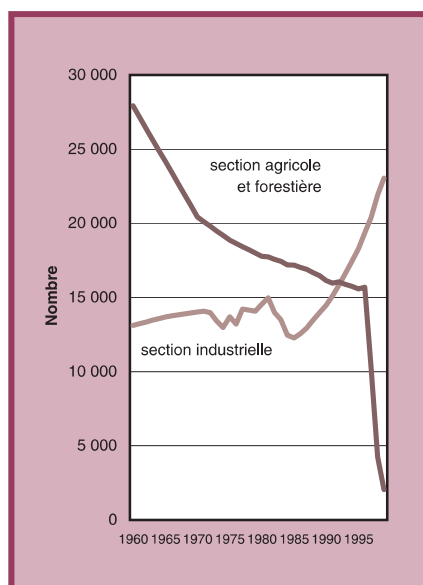
Sur le plan législatif, la loi du 17 novembre 1997 a introduit un régime volontaire dans le cadre de la section agricole et forestière de l'assurance contre les accidents, lequel est réparti en quatre classes de risque, tout comme le régime obligatoire. Les taux de cotisation sont fixés par classe et séparément pour les deux régimes.

Cette même loi a sorti les volontaires au sens de la loi militaire des régimes spéciaux pour les intégrer dans le régime général. Cette loi est entrée en vigueur en date du 1 janvier 1998.

Le régime général comporte 22 classes de risque dont les taux de cotisation pour 1999 ont été fixés par le règlement ministériel du 22 décembre 1999.

2. Les principales données statistiques

Graphique 1. - Evolution du nombre d'entreprises affiliées à l'assurance accidents

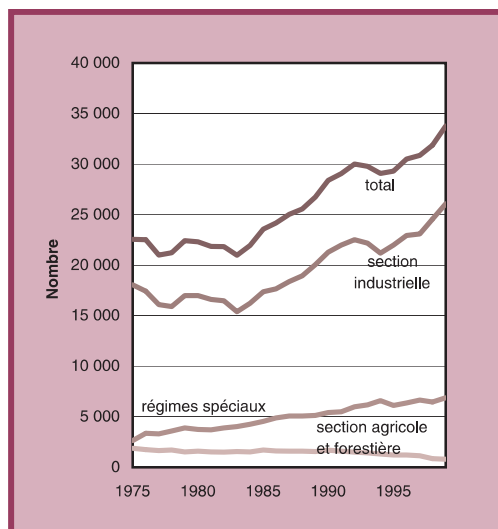


1. L'affiliation des entreprises

Après une période de relative stabilité, le nombre d'entreprises affiliées à la section industrielle de l'association d'assurance a connu un mouvement de baisse dès le début des années quatre-vingt. Toutefois, depuis la reprise de la conjoncture économique, le nombre d'entreprises n'a cessé d'augmenter d'environ 4% par année. En revanche, le nombre d'entreprises affiliées à la section agricole et forestière subit une diminution régulière depuis 1960 (avec 1% depuis 1970). En 1997, le nombre d'affiliés à la section agricole et forestière subit une réduction d'un tiers suite à une redéfinition de l'entreprise agricole affiliée à titre obligatoire et par conséquent de l'introduction d'une assurance volontaire.

2. Statistiques sur les accidents

Graphique 2. - Evolution du nombre d'accidents déclarés



Le nombre des accidents déclarés en 1999 s'élève à 33 751 dont 26 078 (77,3%) pour la section industrielle, 6 882 (20,4%) pour les régimes spéciaux et 791 (2,3%) pour la section agricole et forestière. Le nombre des accidents mortels s'élève à 19 unités. Dans l'ensemble, le nombre des accidents tend à augmenter. Ceci est essentiellement dû à l'augmentation de la population active. Le nombre des accidents par 100 salariés-unités atteint 14,7 en 1999 contre 14,6 en 1998.

Remarquons que parmi les accidents déclarés à la section industrielle, 78,2% concernent des accidents de travail proprement dits, 21,4% des accidents de trajet et 0,4% des maladies professionnelles.

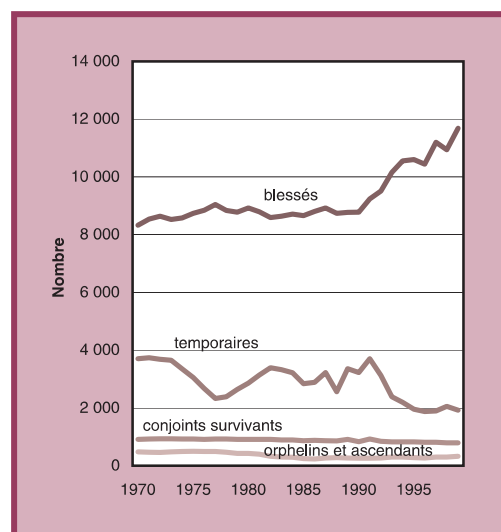
3. Les rentes

Le nombre total de rentes s'élève en 1999 à 14 717 unités. La répartition de ces rentes suivant le régime et la catégorie de rente se présente comme suit:

Tableau 1. - Répartition selon les différents types de rentes

| Catégorie | AAI | Régimes spéciaux | AAA | Total |
|--------------------------------|---------------|------------------|--------------|---------------|
| Rentes temporaires | 1 844 | - | 78 | 1 922 |
| Rentes de blessés | 9 123 | 460 | 2 100 | 11 683 |
| Rentes de conjoints survivants | 714 | 13 | 64 | 791 |
| Rentes d'orphelins | 283 | 12 | 14 | 309 |
| Rentes d'ascendants | 12 | - | - | 12 |
| Total | 11 976 | 485 | 2 256 | 14 717 |

Graphique 3. - Evolution du nombre des rentes



Si l'on se limite aux seules rentes de blessés de la section industrielle et de la section agricole et forestière, on constate que le nombre de rentes s'est maintenu pratiquement à un niveau constant entre 1975 et 1990. Suite à l'augmentation massive de l'emploi depuis le milieu des années 80, le nombre d'accidents a progressé, entraînant avec un certain retard la croissance du nombre des rentes. Le régime des assurances accidents n'est donc plus soumis au phénomène de maturation et le vieillissement de la population n'a guère de prise sur ce régime.

Les rentes viagères de blessés présentent en moyenne un taux d'incapacité assez faible. Plus de 75% des rentes de la section industrielle et de la section agricole et forestière présentent un degré d'incapacité de moins de 30% et plus d'un tiers des rentes présentent un degré d'incapacité compris entre 10% et 20%.

Le nombre des rachats de rentes atteint 1 060 dans la section industrielle et 9 dans la section agricole et forestière.

3. Les données financières

1. L'appréciation globale des opérations courantes

En 1999, les dépenses courantes de la section industrielle dépassent les recettes courantes de 24 millions de francs, c'est-à-dire de 0,4%, contre 84 millions et 1,7% en 1998. Cette évolution résulte d'un accroissement considérable des cotisations (+10,4%) par rapport à des prestations en hausse (8,2%). Le niveau élevé de la réserve au 31.12.98 permet le prélèvement de 850 millions de francs afin d'équilibrer le compte d'exploitation de l'exercice 1999.

Les dépenses courantes représentent 0,8% du PIB en 1999, et leur part relative tend à diminuer (1,3% en 1975). Aussi, depuis 1985, le taux de croissance annuel moyen des dépenses n'atteint que 3,0% (au nombre indice 100) ce qui témoigne d'une évolution plus lente des dépenses que dans les principales autres branches de la sécurité sociale.

Concernant la section agricole et forestière, les dépenses courantes se chiffrent en 1999 à 253,7 millions de francs par rapport à 144,1 millions de francs de recettes et 101,6 millions de francs en rôles à établir.

2. Les dépenses courantes

En 1999, les prestations cumulées des deux secteurs atteignent 5 257 millions de francs et représentent 91,5% du total des dépenses. Elles sont en progression de 6,7% au nombre indice 100 par rapport à 1998.

Tableau 2. - Les opérations courantes de l'assurance accidents (en millions de francs)

| Année | AAI | | | AAA | | | Total | | |
|-------|----------|----------|-------|----------|----------|-------|----------|----------|-------|
| | Dépenses | Recettes | Solde | Dépenses | Recettes | Solde | Dépenses | Recettes | Solde |
| 1975 | 1 150 | 1 370 | 220 | 94 | 55 | -39 | 1 244 | 1 425 | 181 |
| 1980 | 1 857 | 2 004 | 147 | 149 | 89 | -60 | 2 006 | 2 093 | 87 |
| 1985 | 2 639 | 3 004 | 365 | 197 | 120 | -77 | 2 836 | 3 124 | 288 |
| 1986 | 2 478 | 2 938 | 460 | 215 | 127 | -88 | 2 693 | 3 065 | 372 |
| 1987 | 2 571 | 2 897 | 326 | 223 | 126 | -97 | 2 794 | 3 023 | 229 |
| 1988 | 2 686 | 2 939 | 253 | 232 | 129 | -103 | 2 918 | 3 068 | 150 |
| 1989 | 2 845 | 3 337 | 492 | 257 | 137 | -120 | 3 102 | 3 474 | 372 |
| 1990 | 3 007 | 3 486 | 479 | 263 | 147 | -116 | 3 270 | 3 633 | 363 |
| 1991 | 3 325 | 3 508 | 183 | 268 | 157 | -111 | 3 593 | 3 665 | 72 |
| 1992 | 3 662 | 3 920 | 258 | 283 | 166 | -117 | 3 945 | 4 086 | 141 |
| 1993 | 3 854 | 4 373 | 519 | 307 | 176 | -131 | 4 161 | 4 549 | 388 |
| 1994 | 4 164 | 4 407 | 243 | 286 | 181 | -105 | 4 450 | 4 588 | 138 |
| 1995 | 4 449 | 5 137 | 688 | 308 | 189 | -119 | 4 757 | 5 326 | 569 |
| 1996 | 4 817 | 5 133 | 316 | 318 | 183 | -135 | 5 135 | 5 316 | 181 |
| 1997 | 5 038 | 4 596 | -442 | 310 | 187 | -123 | 5 348 | 4 783 | -565 |
| 1998 | 5 128 | 5 044 | -84 | 311 | 151 | -160 | 5 439 | 5 195 | -244 |
| 1999 | 5 489 | 5 465 | -24 | 254 | 144 | -110 | 5 743 | 5 609 | -134 |

Les frais d'administration, au nombre indice 100, ont connu une régression de 7,6% en 1999. Ils représentent la part de 6,6% des dépenses courantes.

Tableau 3. - La structure des dépenses courantes
(en millions de francs)

| | AAI | AAA | Total | En % du total |
|--------------------------|----------------|--------------|----------------|---------------|
| Frais d'administration | 350,6 | 26,4 | 377,0 | 6,6% |
| Prestations en espèces | 4 062,5 | 185,7 | 4 248,2 | 74,0% |
| - Indemnités pécuniaires | 529,2 | - | 529,2 | - |
| - Rentes | 2 745,7 | 182,6 | 2 928,3 | - |
| - Rachats et autres | 787,5 | 3,1 | 790,6 | - |
| Prestations en nature | 975,4 | 33,4 | 1 008,8 | 17,6% |
| Dépenses diverses | 100,5 | 8,2 | 108,7 | 1,9% |
| Total | 5 489,0 | 253,7 | 5 742,7 | 100,0% |

3. Les recettes courantes

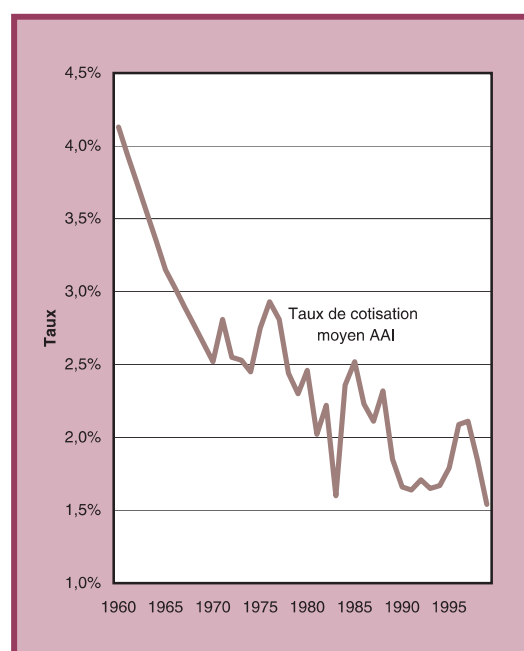
L'assurance accidents est financée à raison de 74% par des cotisations, de 19% par les contributions publiques et de 7% par les revenus de la fortune et les recettes diverses. Remarquons que parmi les contributions publiques figure également la prise en charge intégrale des prestations allouées dans le cadre des régimes spéciaux.

Les cotisations au nombre indice 100 ont augmenté par rapport à 1998 de 9,3% pour la section industrielle.

Tableau 4. - La structure des recettes courantes
(en millions de francs)

| | AAI | AAA | Total | En % du total |
|--|----------------|--------------|----------------|---------------|
| Cotisations | 4 145,8 | 0,0 | 4 145,8 | 73,9% |
| Participation de l'Etat | 949,1 | 138,6 | 1 087,7 | 19,4% |
| Produits financiers et recettes diverses | 370,3 | 5,5 | 375,8 | 6,7% |
| Total | 5 465,2 | 144,1 | 5 609,3 | 100,0% |

Graphique 4. - Evolution du taux de cotisation moyen de l'AAI



Etant donné que les taux de cotisation de la section industrielle sont refixés annuellement pour chaque position du tarif, il est intéressant d'analyser l'évolution du taux de cotisation moyen. Ce taux de cotisation moyen est obtenu en divisant le montant des dépenses à charge des cotisants par la masse des salaires cotisables.

Le taux de cotisation moyen a augmenté depuis le début des années 90 pour atteindre 2,11% en 1997, retomber à 1,84% en 1998 et diminuer encore de sorte à atteindre 1,54% en 1999.

Section 1 - Association d'assurance contre les accidents - section industrielle (AAI)

1.1. Le régime général

1.1.1. Affiliation

Tableau 1. - Evolution du nombre des entreprises affiliées et du total des salaires cotisables
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Exercice | Nombre des entreprises et des employeurs affiliés | | Salaires cotisables | | Moyenne annuelle de l'indice du coût de la vie | |
|----------|---|--------------------|---------------------|--------------------|--|--------------------|
| | Nombres absolus | Base 100 pour 1960 | Montants | Base 100 pour 1960 | Indice moyen | Base 100 pour 1960 |
| 1960 | 13 115 | 100,0 | 7 990 397 499 | 100,0 | 130,00 | 100,0 |
| 1965 | 13 694 | 104,4 | 11 993 613 262 | 150,1 | 143,96 | 110,7 |
| 1970 | 14 033 | 107,0 | 18 202 512 051 | 227,8 | 166,67 | 128,2 |
| 1975 | 13 711 | 104,5 | 37 875 643 042 | 474,0 | 236,19 | 181,7 |
| 1980 | 14 538 | 110,9 | 57 812 768 073 | 723,5 | 319,48 | 245,8 |
| 1985 | 12 275 | 93,6 | 84 183 096 271 | 1 053,6 | 416,31 | 320,2 |
| 1986 | 12 552 | 95,7 | 91 036 806 380 | 1 139,3 | 424,43 | 326,5 |
| 1987 | 12 943 | 98,7 | 97 088 328 953 | 1 215,1 | 428,67 | 329,7 |
| 1988 | 13 481 | 102,8 | 103 604 483 087 | 1 296,6 | 429,56 | 330,4 |
| 1989 | 13 989 | 106,7 | 116 169 027 515 | 1 453,9 | 443,04 | 340,8 |
| 1990 | 14 466 | 110,3 | 128 732 844 093 | 1 611,1 | 457,86 | 352,2 |
| 1991 | 15 113 | 115,2 | 143 661 931 115 | 1 797,9 | 474,13 | 364,7 |
| 1992 | 15 811 | 120,6 | 161 064 799 610 | 2 015,7 | 490,02 | 376,9 |
| 1993 | 16 590 | 126,5 | 182 948 089 440 | 2 289,6 | 505,37 | 388,7 |
| 1994 | 17 420 | 132,8 | 195 433 897 657 | 2 445,9 | 521,18 | 400,9 |
| 1995 | 18 287 | 139,4 | 208 220 276 174 | 2 605,9 | 530,94 | 408,4 |
| 1996 | 19 366 | 147,7 | 217 338 059 477 | 2 720,0 | 535,29 | 411,8 |
| 1997 | 20 393 | 155,5 | 232 284 076 408 | 2 907,0 | 547,56 | 421,2 |
| 1998 | 21 912 | 167,1 | 248 313 051 170 | 3 107,6 | 548,67 | 422,1 |
| 1999 | 23 040 | 175,7 | 269 373 477 313 | 3 371,2 | 554,38 | 426,4 |

Assurance
accidentsTableau 2. - Evolution du nombre des entreprises
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Exercice | Sans personnel | Entreprises | Ménages | Total | Radiations | Affiliations | Solde |
|----------|----------------|-------------|---------|--------|------------|--------------|-------|
| 1960 | 2 084 | 7 096 | 3 935 | 13 115 | 854 | 1 208 | 354 |
| 1965 | 2 204 | 6 982 | 4 508 | 13 694 | 683 | 953 | 270 |
| 1970 | 2 327 | 7 067 | 4 639 | 14 033 | 680 | 792 | 112 |
| 1975 | 2 059 | 7 245 | 4 407 | 13 711 | 439 | 1 168 | 729 |
| 1980 | 1 842 | 7 939 | 4 757 | 14 538 | 826 | 1 283 | 457 |
| 1985 | - | 9 087 | 3 188 | 12 275 | 1 797 | 1 610 | -127 |
| 1986 | - | 9 327 | 3 225 | 12 552 | 1 321 | 1 598 | 277 |
| 1987 | - | 9 737 | 3 206 | 12 943 | 1 308 | 1 699 | 391 |
| 1988 | - | 10 147 | 3 334 | 13 481 | 1 318 | 1 856 | 538 |
| 1989 | - | 10 606 | 3 383 | 13 989 | 1 354 | 1 862 | 508 |
| 1990 | - | 11 014 | 3 452 | 14 466 | 1 475 | 1 952 | 477 |
| 1991 | - | 11 496 | 3 617 | 15 113 | 1 512 | 2 159 | 647 |
| 1992 | - | 12 037 | 3 774 | 15 811 | 1 593 | 2 291 | 698 |
| 1993 | - | 12 522 | 4 068 | 16 590 | 1 601 | 2 380 | 779 |
| 1994 | - | 13 079 | 4 341 | 17 420 | 2 150 | 2 980 | 830 |
| 1995 | - | 13 620 | 4 667 | 18 287 | 2 285 | 3 152 | 867 |
| 1996 | - | 14 359 | 5 007 | 19 366 | 2 164 | 3 143 | 979 |
| 1997 | - | 15 033 | 5 360 | 20 393 | 1 027 | 3 007 | 1 980 |
| 1998 | - | 17 097 | 4 815 | 21 912 | 1 685 | 3 204 | 1 519 |
| 1999 | - | 17 912 | 5 128 | 23 040 | 2 717 | 3 845 | 1 128 |

1.1.2. Accidents

Tableau 3. - Evolution des accidents déclarés

| Exercice | Accidents du travail | | Accidents de trajet | | Maladies professionnelles | | Total des accidents | Base 100 pour 1960 | Total des cas mortels |
|----------|----------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------------|------------------|---------------------|--------------------|-----------------------|
| | Nombre | dont cas mortels | Nombre | dont cas mortels | Nombre | dont cas mortels | | | |
| 1960 | 21 511 | 18 | 1 422 | 8 | 48 | - | 22 981 | 100,0 | 26 |
| 1965 | 21 743 | 25 | 1 430 | 9 | 48 | - | 23 221 | 101,0 | 34 |
| 1970 | 19 007 | 24 | 1 305 | 18 | 48 | 1 | 20 360 | 88,6 | 43 |
| 1975 | 16 678 | 34 | 1 317 | 11 | 50 | 1 | 18 045 | 78,5 | 46 |
| 1980 | 15 510 | 17 | 1 403 | 8 | 72 | - | 16 985 | 73,9 | 25 |
| 1985 | 15 150 | 20 | 2 056 | 6 | 143 | - | 17 349 | 75,5 | 26 |
| 1986 | 15 534 | 12 | 1 984 | 8 | 121 | - | 17 639 | 76,8 | 20 |
| 1987 | 15 965 | 17 | 2 265 | 11 | 149 | - | 18 379 | 80,0 | 28 |
| 1988 | 16 337 | 16 | 2 478 | 12 | 117 | - | 18 932 | 82,4 | 28 |
| 1989 | 17 122 | 20 | 2 678 | 11 | 253 | - | 20 053 | 87,3 | 31 |
| 1990 | 18 158 | 12 | 2 976 | 9 | 153 | - | 21 287 | 92,6 | 21 |
| 1991 | 18 245 | 12 | 3 556 | 12 | 167 | - | 21 968 | 95,6 | 24 |
| 1992 | 18 977 | 15 | 3 381 | 9 | 160 | - | 22 518 | 98,0 | 24 |
| 1993 | 18 276 | 15 | 3 732 | 11 | 146 | - | 22 154 | 96,4 | 26 |
| 1994 | 17 520 | 8 | 3 587 | 14 | 91 | - | 21 198 | 92,2 | 22 |
| 1995 | 17 800 | 11 | 4 090 | 12 | 75 | 3 | 21 965 | 95,6 | 26 |
| 1996 | 17 955 | 16 | 4 878 | 10 | 99 | 1 | 22 932 | 99,8 | 27 |
| 1997 | 18 505 | 14 | 4 491 | 8 | 95 | - | 23 091 | 100,5 | 22 |
| 1998 | 19 664 | 10 | 4 793 | 9 | 102 | - | 24 559 | 106,9 | 19 |
| 1999 | 20 401 | 7 | 5 568 | 8 | 109 | 3 | 26 078 | 113,5 | 18 |

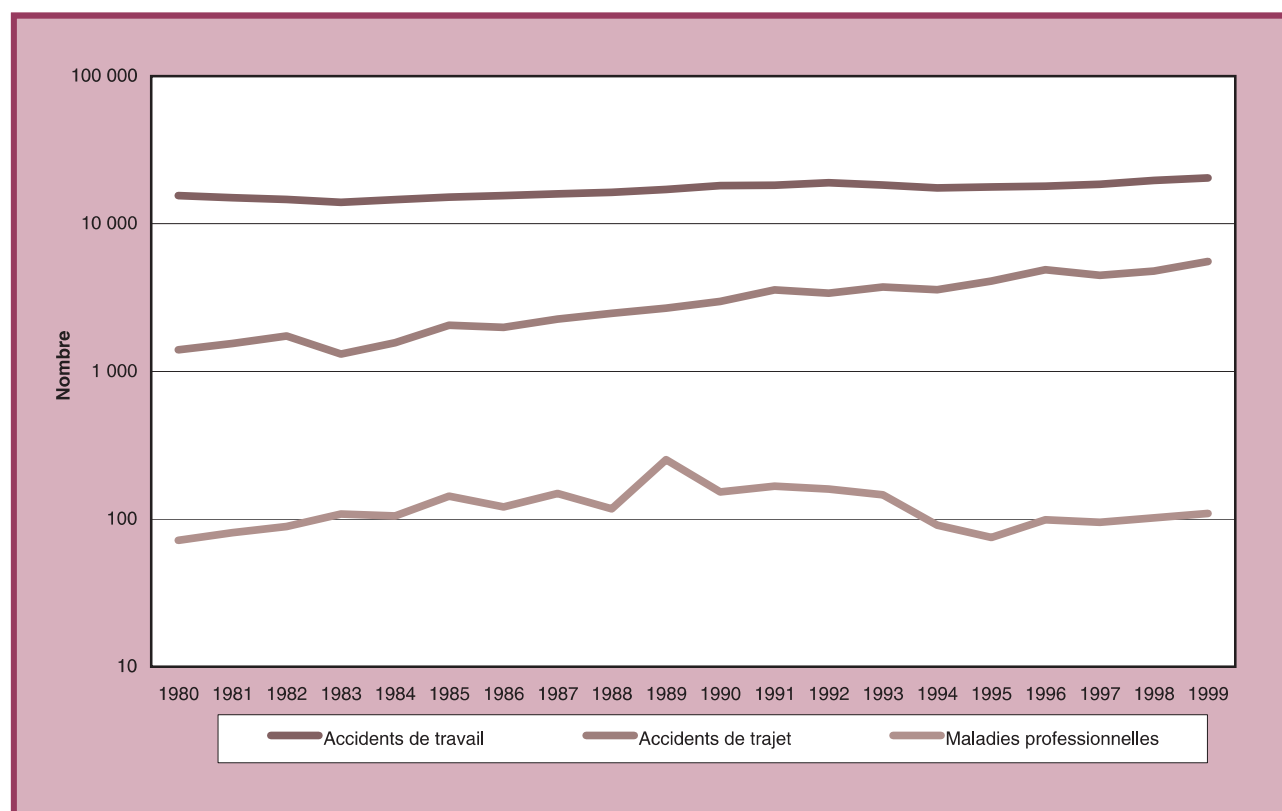
Graphique 1. - Evolution du nombre des accidents déclarés depuis 1980
(Echelle logarithmique)

Tableau 4. - Classification des accidents reconnus selon le groupe du tarif des risques

| Classe | Libellé | Nombre de salariés-unité ¹⁾ | Accidents | |
|--------------|--|--|---------------|---------------|
| | | | Nombre | En % du total |
| 1 | Commerce, alimentation, et autres activités non classées ailleurs | 65 039 | 7 966 | 32,5 |
| 2 | Assurances, banques, bureaux d'études etc. | 43 807 | 1 434 | 5,8 |
| 3 | Chimie, textile, papier (Fabrication d'objets en caoutchouc, en matières synthétiques, de textiles) | 10 422 | 1 118 | 4,6 |
| 4 | Travail des métaux et du bois (Fabrication, traitement, etc. d'objets en métal, Fabriques de machines, Réparation et entretien machines et véhicules, Scieries et fabriques d'objets en bois | 12 828 | 2 312 | 9,4 |
| 5 | Sidérurgie | 5 100 | 531 | 2,2 |
| 6 | Bâtiment, gros-oeuvre; travail des minéraux | 12 413 | 3 034 | 12,4 |
| 7 | Travaux de toiture et travaux sur toit | 1 523 | 480 | 2,0 |
| 8 | Aménagement et parachèvement de bâtiments (Façades, isolations, plâtreries, peinture et vitrerie, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiment) | 5 602 | 1 100 | 4,5 |
| 9 | Installations sanitaires, chauffage, gaz, ventilation | 3 156 | 788 | 3,2 |
| 10 | Installations d'électricité, ateliers électriques, antennes, téléphones, etc. | 3 549 | 654 | 2,7 |
| 11 | Travailleurs intellectuels indépendants | 4 293 | 37 | 0,2 |
| 12 | Etat (y compris bénéficiaires d'allocations de chômage). | 8 894 | 787 | 3,2 |
| 13 | Communes | 4 470 | 756 | 3,1 |
| 14 | Transport terrestre, fluvial, et maritime | 11 219 | 1 290 | 5,3 |
| 15 | Aviation | 2 811 | 347 | 1,4 |
| 16 | Distribution de l'énergie et de l'eau | 943 | 113 | 0,5 |
| 17 | Entreprises de radio-télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels etc. | 843 | 42 | 0,2 |
| 18 | Ateliers de précision (Horlogeries, bijouteries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs) | 2 903 | 286 | 1,2 |
| 19 | Fabrication faïences et verre etc. | 2 126 | 204 | 0,8 |
| 20 | Fabrication par voie humide d'objets en ciment | 604 | 141 | 0,6 |
| 21 | Fabrication ciment, chaux, gypse et dolomie | 265 | 30 | 0,1 |
| 22 | Travail intérimaire | 3 758 | 1 090 | 4,4 |
| Total | | 206 568 | 24 540 | 100,0 |

¹⁾ Salarié-unité désigne le total des heures de travail prestées dans les entreprises assurées divisé par 2 080.

Tableau 5. - **Classification des accidents reconnus par rapport à 100 salariés-unité selon le groupe du tarif des risques**

| Classe | Libellé | Nombre d'accidents par 100 salariés-unité ¹ 1999 |
|---------|--|---|
| 1 | Commerce, alimentation, et autres activités non classées ailleurs. | 12,2 |
| 2 | Assurances, banques, bureaux d'études etc. | 3,3 |
| 3 | Chimie, textile, papier (Fabrication d'objets en caoutchouc, en matières synthétiques, de textiles). | 10,7 |
| 4 | Travail des métaux et du bois (Fabrication, traitement, etc. d'objets en métal, Fabriques de machines, Réparation et entretien machines et véhicules, Scieries et fabriques d'objets en bois | 18,0 |
| 5 | Sidérurgie | 10,4 |
| 6 | Bâtiment, gros-oeuvre; travail des minéraux. | 24,4 |
| 7 | Travaux de toiture et travaux sur toit | 31,5 |
| 8 | Aménagement et parachèvement de bâtiments (Façades, isolations, plâtreries, peinture et vitrerie, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiment) | 19,6 |
| 9 | Installations sanitaires, chauffage, gaz, ventilation | 25,0 |
| 10 | Installations d'électricité, ateliers électriques, antennes, téléphones, etc. | 18,4 |
| 11 | Travailleurs intellectuels indépendants | 0,9 |
| 12 | Etat (y compris bénéficiaires d'allocations de chômage). | 8,8 |
| 13 | Communes | 16,9 |
| 14 | Transport terrestre, fluvial, et maritime | 11,5 |
| 15 | Aviation | 12,3 |
| 16 | Distribution de l'énergie et de l'eau. | 12,0 |
| 17 | Entreprises de radio-télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels etc | 5,0 |
| 18 | Ateliers de précision (Horlogeries, bijouteries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs). | 9,9 |
| 19 | Fabrication faïences et verre etc. | 9,6 |
| 20 | Fabrication par voie humide d'objets en ciment | 23,3 |
| 21 | Fabrication ciment, chaux, gypse et dolomie | 11,3 |
| 22 | Travail intérimaire | 29,0 |
| Moyenne | | 14,7 |

¹) Salarié-unité désigne le total des heures de travail prestées dans les entreprises assurées divisé par 2 080.

Tableau 6. - **Classification des accidents reconnus selon l'âge de la victime (en 1999)**

| Accidents | Age de la victime | | | | | | | | | | | Total des accidents |
|---------------|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|---------------------|
| | 0-20 | 21-25 | 26-30 | 31-35 | 36-40 | 41-45 | 46-50 | 51-55 | 56-60 | 61-65 | >=66 | |
| Nombre | 1 264 | 3 532 | 4 644 | 4 604 | 3 799 | 2 750 | 2 104 | 1 339 | 422 | 73 | 9 | 24 540 |
| En % du total | 5,2 | 14,4 | 18,9 | 18,8 | 15,5 | 11,2 | 8,6 | 5,5 | 1,7 | 0,3 | 0,0 | 100,0 |

1.1.3. Prestations

1.1.3.1. Nombre des rentes

Tableau 7. - Evolution du nombre des rentes (Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Exercice | Rentés temporaires | | Rentés viagères | | | | | | Total des rentes |
|----------|--------------------|--------------------|-----------------|----------------------|-----------|------------|--------|--------------------|------------------|
| | Nombre | Base 100 pour 1960 | Blessés | Conjoints survivants | Orphelins | Ascendants | Total | Base 100 pour 1960 | |
| 1960 | 3 874 | 100,0 | 5 091 | 721 | 272 | 101 | 6 185 | 100,0 | 10 059 |
| 1965 | 3 362 | 86,8 | 5 744 | 754 | 307 | 95 | 6 900 | 111,6 | 10 262 |
| 1970 | 3 023 | 78,0 | 5 721 | 783 | 371 | 73 | 6 948 | 112,3 | 9 971 |
| 1975 | 2 529 | 65,3 | 6 224 | 791 | 411 | 62 | 7 488 | 121,1 | 10 017 |
| 1980 | 2 405 | 62,1 | 6 308 | 798 | 365 | 44 | 7 515 | 121,5 | 9 920 |
| 1985 | 2 475 | 63,9 | 6 154 | 763 | 216 | 31 | 7 164 | 115,8 | 9 639 |
| 1986 | 2 513 | 64,9 | 6 320 | 776 | 203 | 28 | 7 327 | 118,5 | 9 840 |
| 1987 | 2 843 | 73,4 | 6 617 | 767 | 241 | 25 | 7 650 | 123,7 | 10 493 |
| 1988 | 2 200 | 56,8 | 6 393 | 756 | 244 | 25 | 7 418 | 119,9 | 9 618 |
| 1989 | 2 332 | 60,2 | 6 330 | 748 | 231 | 26 | 7 335 | 118,6 | 9 667 |
| 1990 | 2 325 | 60,0 | 6 496 | 744 | 227 | 21 | 7 488 | 121,1 | 9 813 |
| 1991 | 3 170 | 81,8 | 6 583 | 740 | 230 | 21 | 7 574 | 122,5 | 10 744 |
| 1992 | 2 003 | 51,7 | 6 901 | 735 | 244 | 18 | 7 898 | 127,7 | 9 901 |
| 1993 | 1 986 | 51,3 | 7 374 | 733 | 260 | 18 | 8 385 | 135,6 | 10 371 |
| 1994 | 1 860 | 48,0 | 7 554 | 735 | 255 | 16 | 8 560 | 138,4 | 10 420 |
| 1995 | 1 792 | 46,3 | 7 751 | 729 | 247 | 14 | 8 741 | 141,3 | 10 533 |
| 1996 | 1 731 | 44,7 | 8 055 | 726 | 254 | 14 | 9 049 | 146,3 | 10 780 |
| 1997 | 1 785 | 46,1 | 8 827 | 732 | 269 | 14 | 9 842 | 159,1 | 11 627 |
| 1998 | 1 954 | 50,4 | 8 787 | 720 | 273 | 12 | 9 792 | 158,3 | 11 746 |
| 1999 | 1 844 | 47,6 | 9 123 | 714 | 283 | 12 | 10 132 | 163,8 | 11 976 |

Tableau 8.- Répartition des rentes viagères par catégories de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail au 31 décembre 1999

| Pourcentage de l'incapacité de travail | Nombre des rentes | En % du total |
|--|-------------------|---------------|
| 1-9 | 2 914 | 28,8 |
| 10-19 | 3 430 | 33,9 |
| 20-29 | 1 327 | 13,1 |
| 30-39 | 633 | 6,2 |
| 40-49 | 306 | 3,0 |
| 50-59 | 157 | 1,5 |
| 60-69 | 108 | 1,1 |
| 70-79 | 85 | 0,8 |
| 80-89 | 60 | 0,6 |
| 90-99 | 10 | 0,1 |
| 100 | 48 | 0,5 |
| Rentes d'impotence (125%) | 45 | 0,4 |
| Total blessés | 9 123 | 90,0 |
| Conjoints survivants | 714 | 7,0 |
| Orphelins | 283 | 2,8 |
| Ascendants | 12 | 0,1 |
| Total | 10 132 | 100,0 |

Tableau 9. - Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS

| Répartition des rachats en 1999 | Nombre des rachats |
|---|--------------------|
| a) Rachats de rentes inférieures à 10 % (art. 113 al. 1er du CAS) | 899 |
| b) Rachats de rentes supérieures aux précédentes (art. 113 al. 2 du CAS) | 154 |
| c) Indemnités globales payées à des conjoints survivants (art.102 al. final du CAS) | 7 |
| d) Rachats de rentes de conjoints survivants (art. 102 al. 5 du CAS) | 0 |
| Total | 1 060 |

1.1.3.2. Prestations payées

Tableau 10. - Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS

| Répartition des rachats en 1999 | Montant des rachats |
|---|---------------------|
| a) Rachats de rentes inférieures à 10 % (art. 113 al. 1er du CAS) | 517 104 834 |
| b) Rachats de rentes supérieures aux précédentes (art. 113 al. 2 du CAS) | 213 866 465 |
| c) Indemnités globales payées à des conjoints survivants (art.102 al. final du CAS) | 2 889 499 |
| d) Rachats de rentes de conjoints survivants (art. 102 al. 5 du CAS) | 0 |
| Total | 733 860 798 |

Tableau 11. - Evolution des prestations

| | 1998 | 1999 |
|--|----------------------|----------------------|
| A. Prestations en espèces | 3 666 530 356 | 3 895 772 450 |
| 1. <i>Accidents de travail</i> | 3 051 352 411 | 3 229 651 535 |
| - indemnités pécuniaires | 478 195 153 | 479 639 477 |
| - rentes - part fondamentale | 1 167 472 882 | 1 276 649 053 |
| - rentes - part réévaluée et ajustée | 872 283 482 | 882 501 980 |
| - rachats de rentes - part fondamentale | 483 936 527 | 545 504 378 |
| - rachats de rentes - part réévaluée | 49 464 367 | 45 356 647 |
| 2. <i>Accidents de trajet</i> | 517 111 358 | 579 732 420 |
| - indemnités pécuniaires | 43 919 599 | 46 356 106 |
| - rentes - part fondamentale | 232 845 765 | 261 815 029 |
| - rentes - part réévaluée et ajustée | 127 665 747 | 130 342 597 |
| - rachats de rentes - part fondamentale | 99 512 708 | 130 260 380 |
| - rachats de rentes - part réévaluée | 13 167 539 | 10 958 308 |
| 3. <i>Maladies professionnelles</i> | 97 916 079 | 86 276 571 |
| - indemnités pécuniaires | 3 900 877 | 1 447 875 |
| - rentes - part fondamentale | 42 502 250 | 38 216 139 |
| - rentes - part réévaluée et ajustée | 48 195 451 | 44 831 472 |
| - rachats de rentes - part fondamentale | 2 626 992 | 1 614 790 |
| - rachats de rentes - part réévaluée | 690 509 | 166 295 |
| 4. <i>Prestations U.E. - maladies professionnelles</i> | 150 508 | 111 924 |

Tableau 11. - Evolution des prestations (suite)

| | 1998 | 1999 |
|---|----------------------|----------------------|
| B. Prestations en nature | 748 303 487 | 856 188 973 |
| <i>1. Accidents de travail</i> | <i>514 083 622</i> | <i>566 561 306</i> |
| - Soins médicaux | 114 305 368 | 119 307 712 |
| - Soins médico-dentaires | 2 901 506 | 2 660 098 |
| - Frais de voyage et de transport | 12 865 042 | 10 353 090 |
| - Frais pharmaceutiques | 26 524 203 | 31 146 739 |
| - Soins des autres professions de santé | 26 395 139 | 26 196 747 |
| - Moyens curatifs et adjuvants | 14 833 415 | 14 384 362 |
| - Rééducation et cures | 38 222 078 | 34 260 226 |
| - Soins hospitaliers | 231 949 731 | 280 866 541 |
| - Autres prestations | 27 785 233 | 25 642 020 |
| - Dégâts matériels | 15 262 119 | 18 117 247 |
| - Subventions aux blessés | 2 253 764 | 2 479 626 |
| - Prestations de décès | 784 734 | 787 751 |
| - Prestations bénévoles | 1 290 | 359 147 |
| <i>2. Accidents de trajet</i> | <i>230 167 347</i> | <i>284 576 274</i> |
| - Soins médicaux | 23 281 144 | 24 619 402 |
| - Soins médico-dentaires | 697 808 | 886 630 |
| - Frais de voyage et de transport | 3 304 933 | 3 093 570 |
| - Frais pharmaceutiques | 5 772 987 | 6 593 538 |
| - Soins des autres professions de santé | 6 689 033 | 5 716 123 |
| - Moyens curatifs et adjuvants | 2 336 207 | 1 461 172 |
| - Rééducation et cures | 4 051 882 | 6 388 121 |
| - Soins hospitaliers | 37 194 116 | 61 862 428 |
| - Autres prestations | 9 253 342 | 8 202 051 |
| - Dégâts matériels | 135 954 735 | 164 883 142 |
| - Subventions aux blessés | 258 312 | 256 812 |
| - Prestations de décès | 1 366 968 | 613 285 |
| - Prestations bénévoles | 5 880 | - |
| <i>3. Maladies professionnelles</i> | <i>4 052 518</i> | <i>5 051 393</i> |
| - Soins médicaux | 726 453 | 672 034 |
| - Soins médico-dentaires | - | - |
| - Frais de voyage et de transport | 195 017 | 209 617 |
| - Frais pharmaceutiques | 1 017 940 | 1 209 866 |
| - Soins des autres professions de santé | 73 105 | 40 734 |
| - Moyens curatifs et adjuvants | 48 603 | 55 296 |
| - Rééducation et cures | 14 913 | 482 943 |
| - Soins hospitaliers | 1 541 295 | 2 099 064 |
| - Autres prestations | 98 762 | 111 976 |
| - Dégâts matériels | - | 96 936 |
| - Subventions aux blessés | - | - |
| - Prestations de décès | 336 430 | 72 927 |
| - Prestations bénévoles | - | - |
| TOTAL | 4 414 833 843 | 4 751 961 423 |

1.1.4. Données financières

Tableau 12. - Evolution des principales catégories de dépenses
(Montants en millions de francs)

| Exercice | Prestations en espèces ¹⁾ | Prestations en nature | Frais d'administration et divers ²⁾ | Contributions aux réserves et à l'amortissement | Dépense totale | Base 100 pour 1960 |
|----------|--------------------------------------|-----------------------|--|---|----------------|--------------------|
| 1960 | 272,5 | 25,3 | 27,4 | 87,3 | 412,5 | 100,0 |
| 1965 | 329,0 | 32,5 | 37,0 | 76,8 | 475,3 | 115,2 |
| 1970 | 492,8 | 40,5 | 50,0 | 48,6 | 631,9 | 153,2 |
| 1975 | 957,7 | 83,0 | 94,0 | 245,2 | 1 379,9 | 334,5 |
| 1980 | 1 425,7 | 156,3 | 140,3 | 309,1 | 2 031,4 | 492,5 |
| 1985 | 1 810,7 | 231,9 | 481,2 | 365,0 | 2 888,8 | 700,3 |
| 1990 | 2 176,0 | 372,7 | 281,7 | 667,8 | 3 498,2 | 848,0 |
| 1991 | 2 419,8 | 426,9 | 288,2 | 437,7 | 3 572,6 | 866,1 |
| 1992 | 2 691,9 | 448,7 | 313,0 | 259,6 | 3 713,2 | 900,2 |
| 1993 | 2 861,9 | 445,8 | 326,7 | 543,3 | 4 177,7 | 1 012,8 |
| 1994 | 3 083,8 | 460,8 | 317,7 | 474,5 | 4 336,8 | 1 051,3 |
| 1995 | 3 232,4 | 508,3 | 343,5 | 580,0 | 4 664,2 | 1 130,7 |
| 1996 | 3 338,9 | 826,1 | 370,1 | 1 081,0 | 5 616,1 | 1 361,5 |
| 1997 | 3 540,0 | 802,8 | 375,8 | 384,2 | 5 102,8 | 1 237,0 |
| 1998 | 3 731,1 | 748,3 | 370,3 | 752,5 | 5 602,2 | 1 358,1 |
| 1999 | 3 976,7 | 856,2 | 357,4 | 826,4 | 6 016,7 | 1 458,6 |

¹⁾ Y compris maladies professionnelles et transferts. Nouvelle ventilation entre prestations en espèces et prestations en nature d'après le plan comptable uniforme à partir de 1979.

²⁾ Y compris loyer à charge de l'Etat.

Tableau 13. - Evolution des principales catégories de recettes
(Montants en millions de francs)

| Exercice | Cotisations ¹⁾ | Revenus de la fortune ²⁾ | Participation de l'Etat ²⁾ | Recettes diverses ³⁾ | Transferts | Recette totale | Base 100 pour 1960 |
|----------|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|------------|----------------|--------------------|
| 1960 | 333,9 | 26,4 | 27,1 | 22,8 | 2,3 | 412,5 | 100,0 |
| 1965 | 383,8 | 46,6 | 31,8 | 11,0 | 2,1 | 475,3 | 115,2 |
| 1970 | 464,6 | 66,8 | 77,2 | 19,5 | 3,8 | 631,9 | 153,2 |
| 1975 | 1 052,6 | 82,5 | 175,8 | 62,9 | 6,1 | 1 379,9 | 334,5 |
| 1980 | 1 444,4 | 182,7 | 272,1 | 125,1 | 7,1 | 2 031,4 | 492,5 |
| 1985 | 2 151,6 | 286,7 | 354,0 | 88,3 ⁴⁾ | 8,2 | 2 888,8 | 700,3 |
| 1990 | 2 287,6 | 510,8 | 434,9 | 258,9 | 6,0 | 3 498,2 | 848,0 |
| 1991 | 2 191,6 | 517,4 | 455,8 | 401,5 | 6,3 | 3 572,6 | 866,1 |
| 1992 | 2 594,7 | 538,0 | 477,5 | 97,3 | 6,1 | 3 713,6 | 900,3 |
| 1993 | 3 010,9 | 506,9 | 514,0 | 165,6 | 6,4 | 4 203,8 | 1 019,1 |
| 1994 | 3 121,6 | 356,5 | 510,2 | 337,6 | 5,4 | 4 331,2 | 1 050,0 |
| 1995 | 3 761,7 | 334,6 | 533,4 | 162,4 | 4,6 | 4 796,7 | 1 162,8 |
| 1996 | 3 805,8 | 240,5 | 537,1 | 937,4 | 4,7 | 5 525,4 | 1 339,5 |
| 1997 | 3 325,5 | 234,2 | 557,0 | 978,3 | 4,5 | 5 099,5 | 1 236,2 |
| 1998 | 3 766,9 | 235,5 | 558,5 | 1 014,4 | 4,5 | 5 579,9 | 1 352,7 |
| 1999 | 4 155,5 | 197,6 | 544,5 | 1 014,2 | 4,8 | 5 916,5 | 1 434,3 |

¹⁾ Y compris rôles spéciaux, amendes d'ordre et intérêts moratoires.

²⁾ Y compris loyer remboursé par l'Etat.

³⁾ Y compris les cotisations d'équilibre et les opérations sur réserves, le cas échéant.

⁴⁾ Y compris 25,0 mio. pour prélèvement aux provisions pour prestations à liquider.

Tableau 14. - Evolution du taux moyen de cotisation
(Montants en millions de francs)

| Exercice | Nombre indice moyen (1) | Nombre des affaires reconnues (2) | Salaires déclarés (3) | Dépenses à charge des cotisants (4) | Rapport (4)/(3) en % (5) |
|----------|-------------------------------|---|--------------------------|---|--------------------------------|
| 1975 | 236,19 | 16 828 | 37 875,6 | 1 041,5 | 2,75 |
| 1980 | 319,48 | 16 070 | 57 812,8 | 1 419,5 | 2,46 |
| 1985 | 416,31 | 16 127 | 84 183,1 | 2 120,0 | 2,52 |
| 1986 | 424,43 | 16 828 | 91 036,8 | 2 030,9 | 2,23 |
| 1987 | 428,67 | 17 493 | 97 088,3 | 2 047,7 | 2,11 |
| 1988 | 429,56 | 17 873 | 103 604,5 | 2 406,7 | 2,32 |
| 1989 | 443,04 | 18 532 | 116 169,0 | 2 148,4 | 1,85 |
| 1990 | 457,86 | 19 750 | 128 732,8 | 2 138,0 | 1,66 |
| 1991 | 475,10 | 20 593 | 143 661,9 | 2 350,4 | 1,64 |
| 1992 | 490,03 | 21 092 | 161 064,8 | 2 752,0 | 1,71 |
| 1993 | 505,37 | 20 794 | 182 948,1 | 3 018,1 | 1,65 |
| 1994 | 521,18 | 20 205 | 196 433,9 | 3 289,5 | 1,67 |
| 1995 | 530,94 | 20 658 | 208 220,3 | 3 730,3 | 1,79 |
| 1996 | 535,29 | 21 902 | 217 338,1 | 4 540,9 | 2,09 |
| 1997 | 547,56 | 21 986 | 232 275,2 | 4 889,5 | 2,11 |
| 1998 | 548,67 | 23 306 | 248 313,1 | 4 581,1 | 1,84 |
| 1999 | 554,38 | 25 540 | 269 373,5 | 4 145,8 | 1,54 |

Tableau 15. - Tarif des risques et taux de cotisation 1999

| Classes de risques | Entreprises | Taux 1999 |
|-----------------------|--|--------------|
| 1 | Commerce, alimentation, articles de consommation et autres activités non classées ailleurs, notamment: Commerce en détail et en gros. Fabrication de produits alimentaires et de consommation. Travaux agricoles et forestiers, aménagement de parcs et jardins. Etablissements s'occupant du soin des maladies. Activités d'éducation, d'enseignement et de formation | 1,41% |
| 2 | Assurances, banques, bureaux d'études et établissements à activités analogues | 0,61% |
| 3 | Chimie, textile et papier, notamment: Industries chimiques. Fabrication d'objets en caoutchouc et en matières synthétiques. Fabrication de textiles. Imprimeries et travail du papier et du carton | 1,36% |
| 4 | Travail des métaux et du bois, notamment: Fabrication, traitement, transformation et usinage d'objets en métal. Fabriques de machines et d'équipements y compris les équipements électriques et électroniques. Réparation et entretien de véhicules et machines. Scieries et fabriques d'objets en bois et en matières synthétiques | 2,44% |
| 5 | Sidérurgie | 2,44% |
| 6 | Bâtiment, gros oeuvres, travail des minéraux, notamment: Travaux de construction (pierre, acier, bois,...), de transformation, de réparation, de démolition et de terrassement. Carrières, sablières y compris le traitement des produits extraits | 4,64% |
| 7 | Travaux de toiture et travaux sur toit | 6,00% |
| 8 | Aménagement et parachèvement, notamment: façades, isolations, plâtreries, peinture et vitreries, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiments | 3,32% |
| 9 | Installations: de gaz, eau et appareils sanitaires, de chauffage et de ventilation | 2,55% |
| 10 | Installations d'électricité et ateliers électriques. Installations d'antennes, paratonnerres, téléphones etc | 2,69% |
| 11 | Travailleurs intellectuels indépendants | 0,75% |
| 12 | Etat, toutes activités à l'exception de celles exercées par les personnes jouissant d'un régime spécial de pension de retraite. Bénéficiaires d'allocations de chômage | 0,91% |
| 13 | Communes, toutes activités à l'exception de celles exercées par les personnes jouissant d'un régime spécial de pension de retraite | 1,76% |
| 14 | Transport par route, par voie fluviale ou maritime ainsi que par voie ferrée de personnes ou de marchandises y compris l'entreposage | 1,99% |
| 15 | Aviation | 1,11% |
| 16 | Production et distribution d'énergie | 1,27% |
| 17 | Entreprises de radio- et télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels, établissements de tir | 0,61% |
| 18 | Ateliers de précision à risque minime, horlogeries, bijouteries, joailleries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs, entretien et réparation de machines de bureau, fabrication d'articles orthopédiques etc | 1,60% |
| 19 | Fabrication de faïences et de produits céramiques, briques, tuiles et autres objets par cuisson, fabrication de verre | 1,53% |
| 20 | Fabrication par voie humide d'objets en ciment (carreaux, tuyaux, poteaux briques etc) | 3,74% |
| 21 | Fabrication de ciment, chaux, gypse, dolomie | 2,54% |
| 22 | Travail intérimaire | 4,07% |

1.2. Les régimes spéciaux

1.2.1. Accidents

Tableau 16. - Accidents du travail déclarés par les régimes spéciaux

| Année | Fonctionnaires et employés publics | | Militaires | | Scolaires | | Activités de secours | | Mise au travail de bénéficiaires du RMG | | Règlements UE | | Mandataires publics | | Activités bénévoles | | Total | |
|-------|------------------------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|---|------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|
| | Nombre des accidents | dont cas mortels | Nombre des accidents | dont cas mortels | Nombre des accidents | dont cas mortels | Nombre des accidents | dont cas mortels | Nombre des accidents | dont cas mortels | Nombre des accidents | dont cas mortels | Nombre des accidents | dont cas mortels | Nombre des accidents | dont cas mortels | Nombre des accidents | dont cas mortels |
| 1970 | 353 | 2 | 323 | 1 | - | - | - | - | - | - | 416 | - | - | - | - | - | 1 092 | 3 |
| 1975 | 322 | - | 191 | 2 | 1 901 | 1 | - | - | - | - | 230 | - | - | - | - | - | 2 644 | 3 |
| 1980 | 440 | 1 | 354 | 2 | 2 713 | - | - | - | - | - | 231 | - | - | - | - | - | 3 738 | 3 |
| 1981 | 449 | - | 305 | - | 2 800 | 1 | - | - | - | - | 163 | - | - | - | - | - | 3 717 | 1 |
| 1982 | 496 | 2 | 306 | 1 | 2 980 | 1 | - | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - | 3 882 | 4 |
| 1983 | 453 | 1 | 360 | - | 3 117 | 3 | - | - | - | - | 94 | - | - | - | - | - | 4 024 | 4 |
| 1984 | 484 | 2 | 462 | - | 3 127 | - | 48 | - | - | - | 115 | - | - | - | - | - | 4 236 | 2 |
| 1985 | 544 | 3 | 359 | 1 | 3 429 | 1 | 74 | - | - | - | 112 | - | - | - | - | - | 4 518 | 5 |
| 1986 | 608 | - | 328 | - | 3 750 | - | 75 | - | - | - | 131 | - | - | - | - | - | 4 892 | 0 |
| 1987 | 633 | 1 | 325 | - | 3 925 | 2 | 76 | - | - | - | 119 | - | - | - | - | - | 5 078 | 3 |
| 1988 | 573 | 1 | 302 | 2 | 4 036 | 1 | 66 | - | - | - | 85 | - | - | - | - | - | 5 062 | 4 |
| 1989 | 622 | 1 | 306 | - | 3 998 | 1 | 110 | - | 25 | - | 63 | - | - | - | - | - | 5 124 | 2 |
| 1990 | 652 | - | 295 | - | 4 213 | - | 138 | - | 67 | - | 64 | - | - | - | - | - | 5 429 | 0 |
| 1991 | 718 | 2 | 295 | 1 | 4 221 | 7 | 88 | - | 48 | - | 122 | - | - | - | - | - | 5 492 | 10 |
| 1992 | 682 | - | 218 | - | 4 826 | - | 92 | - | 58 | - | 108 | - | - | - | - | - | 5 984 | 0 |
| 1993 | 652 | 3 | 254 | - | 5 087 | 3 | 102 | - | 39 | - | 51 | - | - | - | - | - | 6 185 | 6 |
| 1994 | 692 | 1 | 370 | - | 5 304 | 1 | 116 | - | 56 | - | 43 | - | - | - | - | - | 6 581 | 2 |
| 1995 | 692 | 1 | 251 | - | 4 947 | 1 | 129 | - | 51 | - | 50 | - | - | - | - | - | 6 120 | 2 |
| 1996 | 782 | 1 | 257 | - | 5 083 | - | 105 | 1 | 61 | - | 82 | - | - | - | - | - | 6 370 | 2 |
| 1997 | 747 | - | 179 | 1 | 5 408 | 1 | 118 | - | 127 | - | 64 | - | - | - | - | - | 6 643 | 2 |
| 1998 | 705 | - | - ^{*)} | - | 5 392 | - | 141 | - | 114 | - | 86 | - | - | - | - | - | 6 449 | 0 |
| 1999 | 869 | - | - | - | 5 679 | - | 113 | - | 116 | - | 103 | - | 2 | - | - | - | 6 882 | 0 |

^{*)} A partir du 1.1.1998, les volontaires au sens de la loi militaire sont intégrés dans le régime général.

1.2.2. Prestations

1.2.2.1. Nombre des rentes

Tableau 17. - Répartition des rentes viagères par catégorie de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail en 1999

| Pourcentage de l'incapacité de travail | Nombre des rentes | En % du total |
|--|-------------------|---------------|
| 1-9 | 128 | 26,39 |
| 10-19 | 220 | 45,36 |
| 20-29 | 53 | 10,93 |
| 30-39 | 16 | 3,30 |
| 40-49 | 15 | 3,09 |
| 50-59 | 8 | 1,65 |
| 60-69 | 4 | 0,82 |
| 70-79 | 5 | 1,03 |
| 80-89 | 3 | 0,62 |
| 90-99 | 2 | 0,41 |
| 100 | 1 | 0,21 |
| Rentes d'impotence (125%) | 5 | 1,03 |
| Total blessés | 460 | 94,85 |
| Conjoints survivants | 13 | 2,68 |
| Orphelins | 12 | 2,47 |
| Ascendants | - | - |
| Total | 485 | 100,00 |

1.2.2.2. Prestations payées

Tableau 18. - Evolution des prestations

| | 1998 | 1999 |
|---|--------------------|--------------------|
| A. Prestations en espèces | 142 903 876 | 166 755 909 |
| Assurance des fonctionnaires | 66 585 237 | 85 973 060 |
| Assurance des employés communaux | 23 764 034 | 21 301 674 |
| Assurances - para-état | 7 170 988 | 5 604 400 |
| Assurance des scolaires | 23 498 112 | 32 455 275 |
| Assurance des scolaires professionnels | 4 168 969 | 4 547 461 |
| Assurance - travaux en régie | 2 702 520 | 2 691 911 |
| Assurance - pompiers volontaires | 10 011 847 | 7 386 368 |
| Assurance - protection civile et autres | 2 619 987 | 3 302 572 |
| Assurance - mesures de mise au travail | 2 127 798 | 2 943 307 |
| Assurance - mandataires publics | 254 384 | 549 881 |
| B. Prestations en nature | 98 295 061 | 119 195 023 |
| Fonctionnaires | 21 143 397 | 23 992 755 |
| Employés communaux | 2 920 097 | 6 024 272 |
| Para-état | 5 540 034 | 5 492 033 |
| Scolaires | 59 234 343 | 76 158 822 |
| Scolaires professionnels | 504 616 | 1 028 234 |
| Travaux en régie | - | - |
| Pompiers volontaires | 4 649 601 | 1 421 777 |
| Protection civile et autres | 1 648 790 | 1 706 556 |
| Action de mise au travail | 2 463 033 | 3 362 875 |
| Mandataires publics | 191 150 | 7 699 |
| TOTAL | 241 198 937 | 285 950 932 |

1.3. Comptes financiers

Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle
des exercices 1998 et 1999

Tableau 19. - Etat détaillé des recettes

| | 1998 | 1999 |
|---|----------------------|----------------------|
| I. Cotisations | 3 754 689 344 | 4 145 837 723 |
| Cotisations obligatoires normales | 3 754 019 609 | 4 144 868 507 |
| Cotisations volontaires | 669 735 | 969 216 |
| II. Participation de tiers | 856 557 148 | 949 084 599 |
| <i>A. Participation aux frais d'administration</i> | <i>219 170 172</i> | <i>208 644 488</i> |
| Participation de l'Etat (régime général) | 199 682 653 | 185 786 707 |
| Autres participations (régimes spéciaux) | 19 487 519 | 22 857 781 |
| <i>B. Participation dans les prestations</i> | <i>637 386 976</i> | <i>740 440 111</i> |
| Participation de l'Etat (ajustement et adaptation des rentes) | 370 489 032 | 371 385 766 |
| Participation des collectivités publiques | | |
| - Régimes spéciaux | 262 153 426 | 364 221 164 |
| - Dommages de guerre | 4 744 518 | 4 833 181 |
| III. Transferts de cotisations et de prestations provenant d'autres organismes d'assurance | 13 604 041 | 3 136 805 |
| IV. Revenus sur immobilisations (Commissions sur prêts) | - | - |
| V. Bénéfice de réalisation sur titres et sur immeubles (Bénéfice de réalisation sur titres) | - | - |
| VI. Produits divers en provenance de tiers | 183 850 048 | 169 167 761 |
| Recours contre tiers responsables | 160 928 845 | 151 536 343 |
| Intérêts de retard sur cotisations | 9 345 527 | 8 141 533 |
| Amendes d'ordre | 2 901 969 | 1 474 359 |
| Transferts internationaux | 5 450 030 | 2 329 967 |
| Retenues pour pensions | 4 597 736 | 5 045 400 |
| Retenues pour placement dans un asile | 625 941 | 640 159 |
| VII. Produits financiers | 235 566 338 | 197 671 424 |
| Revenus sur prêts à plus d'un an | 1 881 633 | 1 557 737 |
| Revenus sur placements et prêts à moins d'un an | 233 684 705 | 196 113 687 |
| VIII. Prélèvements aux provisions | - | - |
| IX. Recettes diverses | 206 816 | 279 970 |
| Total des recettes courantes | 5 044 473 735 | 5 465 178 282 |
| X. Prélèvement sur réserves | 835 521 901 | 850 247 984 |
| XI. Cotisations d'équilibre | - | - |
| Total général des recettes | 5 879 995 636 | 6 315 426 266 |

**Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle
des exercices 1998 et 1999**

Tableau 20. - Etat détaillé des dépenses

| | 1998 | 1999 |
|--|----------------------|----------------------|
| I. Frais d'administration | 377 885 833 | 350 564 980 |
| Frais de personnel | 248 920 352 | 234 114 321 |
| Frais de matériel et autres | 48 507 179 | 43 535 006 |
| Acquisitions nouvelles | 861 985 | 566 192 |
| Frais généraux à charge de l'organisme | 45 000 | 40 000 |
| Participation aux frais du Centre commun | 75 005 129 | 66 039 641 |
| Dépenses de prévention | 4 195 150 | 5 238 266 |
| Participation aux frais de la crèche | 351 038 | 1 031 554 |
| II. Prestations | 4 656 032 780 | 5 037 912 355 |
| <i>A. Prestations en espèces</i> | <i>3 809 434 232</i> | <i>4 062 528 359</i> |
| 1. Indemnités pécuniaires | 526 506 427 | 529 220 496 |
| 2. Rentes | 2 590 916 567 | 2 745 654 551 |
| 3. Rachats de rentes | 691 860 730 | 787 541 388 |
| 4. Autres secours en espèces | 150 508 | 111 924 |
| <i>B. Prestations en nature</i> | <i>846 598 548</i> | <i>975 383 996</i> |
| III. Transferts à d'autres organismes | 64 650 825 | 63 149 333 |
| IV. Décharges | 6 014 314 | 9 998 873 |
| Décharges sur cotisations irrécouvrables | 5 739 320 | 9 661 197 |
| Décharges autres débiteurs | 178 658 | 201 757 |
| Extournes de cotisations indues | - | - |
| Décharges sur intérêts et amendes d'ordre | 96 336 | 135 919 |
| V. Frais de gestion du patrimoine | 22 196 | 44 051 |
| VI. Quote part de l'Etat et des organismes dans la récupération de prestations et de frais d'administration | 22 895 506 | 27 031 813 |
| Recours contre tiers responsables | 12 983 004 | 16 027 406 |
| Frais d'administration | 9 912 502 | 11 004 407 |
| VII. Dépenses diverses | - | 295 215 |
| Total des dépenses courantes | 5 127 501 454 | 5 488 996 620 |
| VIII. Dotations aux réserves | - | - |
| IX. Découvert en cotisations reporté | 752 494 182 | 826 429 646 |
| Total général des dépenses | 5 879 995 636 | 6 315 426 266 |

Tableau 21. - Bilans comparés des exercices 1998 et 1999

| ACTIF | 1998 | 1999 |
|--|----------------------|----------------------|
| I. Valeurs immobilisées | 51 128 383 | 50 917 360 |
| Prêts gagés à plus d'un an | 41 078 383 | 40 867 360 |
| Prêts non gagés à plus d'un an | 10 050 000 | 10 050 000 |
| II. Comptes de tiers | 2 896 232 183 | 2 170 065 975 |
| <i>A. Débiteurs</i> | <i>1 192 845 955</i> | <i>1 148 728 846</i> |
| Cotisations, intérêts moratoires etc. | 1 077 510 063 | 1 126 441 767 |
| Débiteurs divers | 115 335 892 | 22 287 079 |
| <i>B. Etat et autres collectivités publiques</i> | <i>305 630 674</i> | <i>402 915 728</i> |
| Débiteur Etat: | | |
| - Prestations (régime général) | 73 489 032 | 41 385 766 |
| - Frais d'administration | 15 324 503 | 16 943 373 |
| - Divers | 3 009 396 | 2 892 282 |
| Collectivités publiques: | | |
| - Office des dommages de guerre | 4 744 518 | 4 833 181 |
| - Autres collectivités publiques (régimes spéciaux) | 209 063 225 | 336 861 126 |
| <i>C. Organismes de sécurité sociale</i> | <i>14 856 038</i> | <i>4 411 722</i> |
| <i>D. Comptes de régularisation</i> | <i>1 382 899 516</i> | <i>614 009 679</i> |
| Prestations payées d'avance | 177 162 955 | 184 931 262 |
| Cotisations-rôles à établir | 826 429 646 | - |
| Cotisations-acomptes à percevoir | 371 653 732 | 422 453 409 |
| Produit des intérêts courus | 7 653 183 | 6 625 008 |
| III. Comptes financiers | 6 593 644 077 | 6 556 636 553 |
| Placements et prêts à moins d'un an | 6 250 000 000 | 6 175 000 000 |
| Avances de trésorerie | 97 000 000 | 97 000 000 |
| Prêts et placements à moyen et à long terme à échoir | 3 866 670 | - |
| Titres de placement et bons | 206 050 000 | 206 050 000 |
| Banques et chèques postaux | 36 727 407 | 78 586 553 |
| Chèques émis et virements internes | - | - |
| Total de l'actif | 9 541 004 643 | 8 777 619 888 |

Section 2 - Association d'assurance contre les accidents - section agricole et forestière (AAA)

2.1. Accidents

Tableau 1. - Répartition des accidentés en 1999 selon l'âge et le sexe

| Age | Hommes | | Femmes | | Total | |
|----------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 0-20 | 33 | 4,17 | 5 | 0,63 | 38 | 4,80 |
| 21-25 | 42 | 5,31 | 8 | 1,01 | 50 | 6,32 |
| 26-30 | 43 | 5,44 | 7 | 0,88 | 50 | 6,32 |
| 31-35 | 62 | 7,84 | 10 | 1,26 | 72 | 9,10 |
| 36-40 | 69 | 8,72 | 17 | 2,15 | 86 | 10,87 |
| 41-45 | 58 | 7,33 | 19 | 2,40 | 77 | 9,73 |
| 46-50 | 84 | 10,62 | 27 | 3,41 | 111 | 14,03 |
| 51-55 | 49 | 6,19 | 16 | 2,02 | 65 | 8,22 |
| 56-60 | 55 | 6,95 | 20 | 2,53 | 75 | 9,48 |
| 61-65 | 59 | 7,46 | 9 | 1,14 | 68 | 8,60 |
| 66 ans et plus | 84 | 10,62 | 15 | 1,90 | 99 | 12,52 |
| Total | 638 | 80,66 | 153 | 19,34 | 791 | 100,00 |

2.2. Prestations

Tableau 2. - Evolution du nombre des rentes

| Exercice | Rentes temporaires | | Rentes viagères | | | | | Base 100 pour 1960 |
|----------|--------------------|--------------------|-----------------|----------------------|-----------|------------|---------------------|--------------------|
| | Nombre | Base 100 pour 1960 | Blessés | Conjoints survivants | Orphelins | Ascendants | Total | |
| 1960 | 1 846 | 100,0 | 1 953 | 144 | 41 | 7 | 2 145 | 100,0 |
| 1965 | (.) | (.) | 3 540 | 139 | 32 | 4 | 3 715 ¹⁾ | - |
| 1970 | 674 | 36,5 | 2 609 | 131 | 28 | 1 | 2 769 | 129,1 |
| 1975 | 518 | 28,1 | 2 493 | 124 | 21 | - | 2 638 | 123,0 |
| 1980 | 455 | 24,6 | 2 613 | 112 | 14 | - | 2 739 | 127,7 |
| 1985 | 362 | 19,6 | 2 505 | 107 | 2 | - | 2 614 | 121,9 |
| 1986 | 365 | 19,8 | 2 481 | 98 | 3 | - | 2 582 | 120,4 |
| 1987 | 378 | 20,5 | 2 309 | 97 | 2 | - | 2 408 | 112,3 |
| 1988 | 362 | 19,6 | 2 338 | 93 | 3 | - | 2 434 | 113,5 |
| 1989 | 336 | 18,2 | 2 357 | 90 | 16 | - | 2 463 | 114,8 |
| 1990 | 301 | 16,3 | 2 372 | 82 | 16 | - | 2 470 | 115,2 |
| 1991 | 273 | 14,8 | 2 394 | 84 | 16 | - | 2 494 | 116,3 |
| 1992 | 241 | 13,1 | 2 391 | 81 | 14 | - | 2 486 | 115,9 |
| 1993 | 238 | 12,9 | 2 370 | 79 | 14 | - | 2 463 | 114,8 |
| 1994 | 226 | 12,2 | 2 358 | 78 | 18 | - | 2 454 | 114,4 |
| 1995 | 161 | 8,7 | 2 406 | 80 | 15 | - | 2 501 | 116,6 |
| 1996 | 146 | 7,9 | 2 392 | 81 | 15 | - | 2 488 | 116,0 |
| 1997 | 115 | 6,2 | 2 373 | 79 | 17 | - | 2 469 | 115,1 |
| 1998 | 97 | 5,3 | 2 152 | 70 | 14 | - | 2 236 | 104,2 |
| 1999 | 78 | 4,2 | 2 100 | 64 | 14 | - | 2 178 | 101,5 |

¹⁾ Y compris rentes temporaires.

Tableau 3. - Répartition des rentes viagères par catégorie de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail 1999 avec indication de la charge annuelle (charge AAA + charge Etat)

| Incapacité de travail (%) | Nombre des rentes | En % du total | Dépense annuelle en rentes à charge de l'Association F | Part de l'Etat dans la dépense annuelle en rentes F | Dépense annuelle totale en rentes F |
|---------------------------|-------------------|---------------|--|---|-------------------------------------|
| 1 - 9 | 212 | 9,7 | 1 333 389 | 2 513 772 | 3 847 161 |
| 10 - 19 | 897 | 41,2 | 11 157 928 | 20 526 811 | 31 684 739 |
| 20 - 29 | 510 | 23,4 | 12 661 265 | 20 533 945 | 33 195 210 |
| 30 - 39 | 253 | 11,6 | 8 209 196 | 15 784 854 | 23 994 050 |
| 40 - 49 | 101 | 4,6 | 4 346 394 | 10 920 838 | 15 267 232 |
| 50 - 59 | 61 | 2,8 | 3 733 018 | 8 251 927 | 11 984 945 |
| 60 - 69 | 31 | 1,4 | 1 684 641 | 6 925 065 | 8 609 706 |
| 70 - 79 | 14 | 0,6 | 884 179 | 2 989 049 | 3 873 228 |
| 80 - 89 | 5 | 0,2 | 225 468 | 1 724 452 | 1 949 920 |
| 90 - 100 | 11 | 0,5 | 584 869 | 2 340 533 | 2 925 402 |
| Rentes d'impotence (125%) | 5 | 0,2 | 852 912 | 4 596 992 | 5 449 904 |
| Total blessés | 2 100 | 96,4 | 45 673 259 | 97 108 238 | 142 781 497 |
| Conjoints survivants | 64 | 2,9 | 3 345 316 | 12 239 684 | 15 585 000 |
| Orphelins | 14 | 0,6 | 387 214 | 733 522 | 1 120 736 |
| Total | 2 178 | 100,0 | 49 405 789 | 110 081 444 | 159 487 233 |

Tableau 4. - Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions législatives prévues à l'article 113 CAS

| Répartition des rachats en 1999 | Nombre | Valeur en capital |
|--|----------|-------------------|
| a) Rachat de rentes viagères de 1% à 9% | 4 | 731 994 |
| b) Rachat de rentes viagères de 10 % à 39% | 4 | 2 274 862 |
| c) Indemnités globales de conjoint survivant | 1 | 117 804 |
| Total | 9 | 3 124 660 |

2.3. Comptes financiers

Tableau 5. - Evolution du total des dépenses, de la part de l'Etat et du poste "Rôles à établir" (Cotisations)
(Montants en millions de francs)

| Exercice | Nombre indice moyen | Base 100 pour 1960 | Nombre des accidents reconnus ^{*)} | Dépense totale ^{**)} | Part Etat ^{***)} | Rôles à établir |
|----------|---------------------|--------------------|---|-------------------------------|---------------------------|-----------------|
| 1960 | 130,00 | 100,0 | 3 515 (12) | 37,4 | 4,7 | 30,6 |
| 1965 | 143,96 | 110,7 | 2 370 (10) | 41,2 | 13,7 | 23,3 |
| 1970 | 166,67 | 128,2 | 2 185 (7) | 54,7 | 27,9 | 22,0 |
| 1975 | 236,19 | 181,7 | 1 870 (6) | 93,9 | 51,4 | 38,6 |
| 1980 | 319,48 | 245,8 | 1 580 (8) | 149,2 | 86,4 | 59,8 |
| 1985 | 416,31 | 320,2 | 1 697 (8) | 201,8 | 116,3 | 82,0 |
| 1990 | 457,86 | 352,2 | 1 676 (5) | 148,4 | 142,1 | 148,4 |
| 1991 | 475,12 | 365,5 | 1 583 (3) | 300,8 | 147,9 | 143,7 |
| 1992 | 490,02 | 376,9 | 1 504 (1) | 282,9 | 155,3 | 126,5 |
| 1993 | 505,37 | 388,7 | 1 417 (5) | 306,7 | 162,2 | 130,7 |
| 1994 | 521,18 | 400,9 | 1 290 (3) | 105,0 | 168,4 | 105,0 |
| 1995 | 530,94 | 408,4 | 1 213 (4) | 307,5 | 179,5 | 118,6 |
| 1996 | 535,29 | 411,8 | 1 202 (1) | 334,8 | 177,3 | 151,9 |
| 1997 | 547,56 | 421,2 | 1 115 (0) | 310,5 | 180,5 | 123,8 |
| 1998 | 548,67 | 422,1 | 866 (1) | 310,7 | 143,6 | 104,9 |
| 1999 | 554,38 | 426,40 | 791 (1) | 253,7 | 138,6 | 101,6 |

^{*)} Les nombres entre parenthèses concernent les accidents mortels.

^{**) Sans transferts.}

^{***)} Y compris loyer à charge de l'Etat.

Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière des exercices 1998 et 1999

Tableau 6. - Etat détaillé des recettes

| | 1998 | 1999 |
|--|--------------------|--------------------|
| I. Cotisations | 413 215 | 2 433 |
| Cotisations perçues par AAA | 413 215 | 2 433 |
| II. Participation de tiers | 143 637 723 | 138 632 565 |
| A. Participation de l'Etat aux frais d'administration | 16 145 862 | 14 102 922 |
| B. Participation dans les prestations | 127 491 861 | 124 529 643 |
| 1. Participation de l'Etat | | |
| - Réévaluation des rentes art. 161 (1/3) | 17 182 588 | 16 828 978 |
| - Réévaluation des rentes loi d'orientation agricole (2/3) | 34 365 175 | 33 657 955 |
| - Majoration grands blessés loi d'orientation agricole | 43 399 272 | 43 803 221 |
| - Différence calcul art. 163/161 | 32 329 178 | 30 141 860 |
| 2. Recettes - Office des dommages de guerre | 215 648 | 97 629 |
| III. Transferts provenant d'autres organismes | 1 160 493 | 251 771 |
| IV. Bénéfice de réalisation sur titres et immeubles | 6 750 | - |
| V. Produits divers en provenance de tiers | 1 173 227 | 979 960 |
| Recours contre tiers responsables | 616 554 | 410 156 |
| Intérêts de retard sur cotisations | 155 942 | 155 128 |
| Amendes d'ordre | 8 521 | 9 714 |
| Retenues pour pensions | 392 210 | 404 962 |
| VI. Produits financiers | 4 568 099 | 4 250 538 |
| Revenus sur prêts à plus d'un an | 38 328 | 29 905 |
| Revenus sur prêts et placements à moins d'un an | 4 529 771 | 4 220 633 |
| VII. Recettes diverses | 11 181 | - |
| Total des recettes courantes | 150 970 688 | 144 117 267 |
| VIII. Prélèvement au fonds de réserve | 54 794 384 | 7 945 170 |
| IX. Cotisations - rôles à établir | 104 911 948 | 101 640 250 |
| Total général des recettes | 310 677 020 | 253 702 687 |

Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière des exercices 1998 et 1999

Tableau 7. - Etat détaillé des dépenses

| | 1998 | 1999 |
|--|--------------------|--------------------|
| I. Frais d'administration | 30 097 709 | 26 387 262 |
| Frais de personnel | 21 234 142 | 18 790 856 |
| Frais de matériel et autres | 2 361 778 | 2 167 587 |
| Acquisitions nouvelles | 73 532 | 45 445 |
| Participation aux frais du Centre commun | 6 398 312 | 5 300 578 |
| Participation aux frais de la Crèche | 29 945 | 82 796 |
| II. Prestations | 221 471 952 | 219 095 937 |
| <i>A. Prestations en espèces</i> | <i>189 890 492</i> | <i>185 722 872</i> |
| 1. Indemnités pécuniaires | 135 397 | - |
| 2. Rentes | 185 503 133 | 182 598 212 |
| - part fondamentale | 59 813 729 | 59 640 433 |
| - part réévaluée | 51 010 445 | 50 149 121 |
| - majoration aux grands blessés | 43 405 489 | 43 803 221 |
| - complément art. 163 CAS | 31 273 470 | 29 005 437 |
| 3. Rachats de rentes | 4 251 962 | 3 124 660 |
| - part fondamentale | 2 665 153 | 1 650 425 |
| - part réévaluée | 537 318 | 337 812 |
| - majoration aux grands blessés | -6 217 | - |
| - complément art. 163 CAS | 1 055 708 | 1 136 423 |
| <i>B. Prestations en nature</i> | <i>31 581 460</i> | <i>33 373 065</i> |
| Soins médicaux | 6 277 880 | 6 706 982 |
| Soins médico-dentaires | 643 575 | 367 215 |
| Frais de voyage et de transport | 682 150 | 228 145 |
| Frais pharmaceutiques | 2 401 611 | 2 049 579 |
| Autres | 50 137 | 2 983 924 |
| Soins hospitaliers | 15 832 871 | 19 821 443 |
| Rééducation et cures | 1 063 224 | 510 885 |
| Autres professions | 3 826 794 | - |
| Dégâts matériels | 613 749 | 538 035 |
| Subventions spéciales aux blessés | 156 697 | 155 897 |
| Prestations de décès | 32 772 | 10 960 |
| III. Décharges | 59 107 342 | 8 219 486 |
| Décharges pour redressement des rôles | 54 794 384 | 7 945 170 |
| Extournes cotisations indues | 4 312 958 | 272 649 |
| Décharges sur autres débiteurs divers | - | 1 667 |
| IV. Dépenses diverses | 17 | 2 |
| Total des dépenses courantes | 310 677 020 | 253 702 687 |
| V. Opérations sur réserves et sur reports à nouveau | - | - |
| Total général des dépenses | 310 677 020 | 253 702 687 |

Tableau 8. - Bilans comparés au 31 décembre 1998 et 1999

| ACTIF | | 1998 | 1999 |
|--|--|--------------------|--------------------|
| I. Valeurs immobilisées (Prêts gagés) | | 925 054 | 923 372 |
| II. Comptes de tiers | | 153 335 389 | 155 690 253 |
| A. <i>Débiteurs</i> | | 22 616 791 | 25 580 444 |
| Contribuables CASS | | 18 011 858 | 18 995 741 |
| Cotisations, intérêts moratoires etc. | | 4 601 762 | 4 565 031 |
| Débiteurs - tiers responsables | | 3 171 | 6 101 |
| Amendes d'ordre | | - | 3 206 |
| Débiteurs divers | | - | 2 010 365 |
| B. <i>Etat et collectivités publiques</i> | | 9 352 562 | 12 130 850 |
| Débiteur Etat: | | | |
| - Etat - prestations (régime général) | | 8 464 447 | 11 461 176 |
| - Etat - frais d'administration | | 488 645 | 505 794 |
| - Etat - divers | | 183 822 | 66 251 |
| Collectivités publiques: | | | |
| - Office des dommages de guerre | | 215 648 | 97 629 |
| C. <i>Organismes de sécurité sociale</i> | | 2 409 033 | 2 552 202 |
| Total A - C | | 34 378 386 | 40 263 496 |
| D. <i>Comptes de régularisation</i> | | 118 957 003 | 115 426 757 |
| - Prestations payées d'avance | | 13 900 407 | 13 651 072 |
| Produits à recevoir: | | 105 056 596 | 101 775 685 |
| - Cotisations - rôles à établir | | 104 911 948 | 101 640 250 |
| - Cotisations - découvert de l'exercice 1996 | | - | - |
| - Divers | | 144 648 | 135 435 |
| III. Comptes financiers | | 134 134 351 | 131 913 630 |
| Placements et prêts à moins d'un an | | 124 000 000 | 127 000 000 |
| Titres de placement et bons | | - | - |
| Banques et chèques postaux | | 10 024 232 | 4 913 630 |
| Prêts venus à échéance | | 110 119 | - |
| Total de l'actif | | 288 394 794 | 288 527 255 |

| PASSIF | | 1998 | 1999 |
|--|--|--------------------|--------------------|
| I. Capitaux permanents | | 265 186 288 | 257 241 118 |
| Fonds de réserve légale (art.165 CAS) | | 265 186 288 | 257 241 118 |
| II. Comptes de tiers | | 23 208 506 | 31 286 137 |
| A. <i>Créditeurs</i> | | 19 421 014 | 16 633 449 |
| Frais d'administration | | 609 991 | 648 063 |
| Prestations | | 12 556 480 | 9 216 878 |
| Acompte sur cotisations | | 6 252 961 | 6 767 898 |
| Créditeurs divers | | 1 582 | 610 |
| B. <i>Etat grand-ducal</i> | | 639 735 | 12 023 384 |
| C. <i>Organismes de sécurité sociale</i> | | 3 147 757 | 2 629 304 |
| Total B - C | | 3 787 492 | 14 652 688 |
| D. <i>Comptes de régularisation</i> | | - | - |
| Cotisations - Excédent | | - | - |
| Total du passif | | 288 394 794 | 288 527 255 |

Tableau 9. - Evolution des principales catégories de recettes
(Montants en millions de francs)

| Exercice | Cotisations (y compris rôles à établir) | Revenus de la fortune ¹⁾ | Participation de l'Etat | Recettes diverses | Transferts | Recette totale | Base 100 pour 1960 |
|----------|---|--|----------------------------|----------------------|------------|----------------|-----------------------|
| 1960 | 30,6 | 1,5 | 4,7 | 0,4 | 0,4 | 37,6 | 100,0 |
| 1965 | 23,3 | 2,8 | 13,8 | 1,2 | 0,3 | 41,4 | 110,1 |
| 1970 | 22,1 | 4,1 | 28,0 | 0,5 | 0,2 | 54,9 | 146,0 |
| 1975 | 38,9 | 2,7 | 51,4 | 0,9 | 0,2 | 94,1 | 250,3 |
| 1980 | 60,0 | 1,5 | 86,4 | 1,1 | 0,2 | 149,2 | 396,8 |
| 1985 | 82,0 | 1,3 | 116,4 | 2,2 | 0,1 | 202,0 | 537,2 |
| 1986 | 92,5 | 1,9 | 123,3 | 1,5 | 0,0 | 219,2 | 583,1 |
| 1987 | 106,0 | 1,5 | 123,1 | 1,8 | 0,0 | 232,4 | 618,2 |
| 1988 | 126,7 | 0,9 | 125,8 | 1,6 | 0,0 | 255,0 | 678,1 |
| 1989 | 163,6 | 0,6 | 133,1 | 3,3 | 0,0 | 300,6 | 799,4 |
| 1990 | 148,5 | 0,5 | 142,2 | 1,5 | 2,3 | 295,0 | 784,7 |
| 1991 | 144,0 | 3,3 | 147,9 | 5,1 | 0,5 | 300,8 | 800,0 |
| 1992 | 127,0 | 7,4 | 155,3 | 2,9 | 0,3 | 292,9 | 779,0 |
| 1993 | 131,2 | 8,7 | 162,2 | 4,5 | - | 306,7 | 815,8 |
| 1994 | 105,4 | 6,0 | 168,4 | 5,9 | 0,1 | 285,8 | 760,1 |
| 1995 | 120,8 | 5,0 | 179,5 | 2,3 | - | 307,6 | 818,1 |
| 1996 | 153,6 | 2,3 | 177,4 | 1,5 | - | 334,8 | 890,4 |
| 1997 | 124,5 | 2,8 | 180,5 | 2,6 | - | 310,5 | 825,8 |
| 1998 | 105,3 | 4,6 | 143,6 | 1,2 | 1,2 | 310,7 | 826,3 |
| 1999 | 101,6 | 4,3 | 138,6 | 1,0 | 0,3 | 253,7 | 674,7 |

¹⁾ Y compris loyer remboursé par l'Etat.Tableau 10. - Evolution des principales catégories de dépenses
(Montants en millions de francs)

| Exercice | Prestations en espèces | Prestations en nature | Transferts | Frais d'administration et divers ¹⁾ | Contribution aux réserves | Dépense totale | Base 100 pour 1960 |
|----------|---------------------------|--------------------------|------------|--|------------------------------|-------------------|-----------------------|
| 1960 | 22,0 | 4,7 | 0,2 | 5,5 | 5,2 | 37,6 | 100,0 |
| 1965 | 26,9 | 4,8 | 0,2 | 7,5 | 2,0 | 41,4 | 110,1 |
| 1970 | 38,2 | 6,3 | 0,3 | 10,1 | - | 54,9 | 146,0 |
| 1975 | 62,2 | 11,9 | 0,3 | 19,7 | - | 94,1 | 250,3 |
| 1980 | 98,0 | 19,1 | 0,2 | 31,0 | 0,9 | 149,2 | 396,8 |
| 1985 | 127,7 | 26,6 | 0,2 | 42,1 | 5,4 | 202,0 | 537,2 |
| 1986 | 136,6 | 32,5 | 0,2 | 45,6 | 4,3 | 219,2 | 583,1 |
| 1987 | 138,4 | 35,9 | 0,2 | 48,6 | 9,3 | 232,4 | 618,2 |
| 1988 | 145,3 | 35,6 | 0,2 | 51,1 | 22,7 | 255,0 | 678,1 |
| 1989 | 157,8 | 42,6 | 0,2 | 56,0 | 44,0 | 300,6 | 799,4 |
| 1990 | 168,7 | 40,5 | 0,2 | 53,2 | 32,3 | 295,0 | 784,7 |
| 1991 | 177,6 | 37,4 | 0,2 | 52,7 | 32,8 | 300,8 | 800,0 |
| 1992 | 186,2 | 41,7 | 0,2 | 54,8 | 10,0 | 292,9 | 779,0 |
| 1993 | 197,1 | 51,5 | 0,2 | 57,9 | - | 306,7 | 815,6 |
| 1994 | 204,3 | 24,5 | 0,2 | 56,8 | - | 285,8 | 760,1 |
| 1995 | 215,8 | 35,7 | 0,2 | 55,9 | - | 307,6 | 818,1 |
| 1996 | 229,1 | 51,6 | - | 37,4 | 16,7 | 334,8 | 890,4 |
| 1997 | 232,2 | 43,8 | - | 33,4 | 1,0 | 310,5 | 825,8 |
| 1998 | 189,9 | 31,6 | - | 30,1 | - | 310,7 | 826,3 |
| 1999 | 185,7 | 33,4 | - | 34,6 | - | 253,7 | 674,7 |

¹⁾ Y compris loyer à charge de l'Etat.

Tableau 11. - Evolution des taux de cotisation
(francs par ha par an)

| classes | 1970 | 1975 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1996 | 1997 |
|--|----------|----------|----------|----------|--------|--------|--------|-------|
| Labours-Prés | 116,10 | 198,00 | 300,60 | 416,50 | 751 | 632 | 665 | 576 |
| Terres vaines ¹⁾ | 9,70 | 16,50 | 16,70 | 23,00 | 25 | 21 | 22 | - |
| Bois ²⁾ | 45,15 | 88,00 | 83,50 | 116,00 | 250 | 211 | 222 | 160 |
| Haies à écorce ²⁾ | 9,70 | 16,50 | 16,70 | 23,00 | 25 | 21 | 22 | - |
| Vignobles, vergers | 619,20 | 1 342,00 | 2 939,20 | 4 070,00 | 7 089 | 5 054 | 5 321 | 4 762 |
| Jardinage professionnel | 1 109,40 | 2 860,00 | 5 544,40 | 9 250,00 | 27 105 | 23 166 | 24 387 | 5 718 |
| 100 Journées de travail ³⁾ (entreprises accessoires) | 154,80 | 330,00 | 668,00 | 1 387,50 | 2 502 | 1 544 | 1 626 | - |

| classes | 1998 ⁴⁾ | | 1999 | |
|--------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|
| | assurance obligatoire | assurance volontaire | assurance obligatoire | assurance volontaire |
| Labours, prairies et pâturages | 620 | 671 | 648 | 656 |
| Vignobles, vergers | 4 751 | 5 141 | 4 196 | 4 248 |
| Jardinage | 10 393 | 11 247 | 23 634 | 23 927 |
| Forêts et haies à écorce | 150 | 162 | 241 | 244 |

¹⁾ Depuis 1997 les terres vaines ne sont plus considérées pour l'assurance obligatoire.

²⁾ Depuis 1997 les forêts et les haies à écorces sont regroupées dans une classe de risque.

³⁾ Depuis 1997 les entreprises accessoires sont assurées sous l'activité principale.

⁴⁾ Depuis 1998 l'assurance contre les accidents connaît un régime obligatoire et un régime volontaire.

ASSURANCE DÉPENDANCE

Sommaire

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| 1. Introduction | 267 |
| 2. Les demandes de prestations | 270 |
| 3. Les décisions | 273 |
| 4. Les bénéficiaires de prestations | 275 |
| 5. Les prestations accordées | 277 |
| 6. Les causes de la dépendance | 286 |
| 7. Les décès dans l'ensemble des demandes | 290 |
| 8. Les aspects financiers de l'assurance dépendance | 290 |

1.1. Le droit aux prestations

La loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance a reconnu la dépendance comme un nouveau risque de la sécurité sociale au même titre que la maladie, l'accident de travail, l'invalidité et la vieillesse. L'assurance dépendance a pour objet de compenser les frais générés par le besoin d'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes essentiels de la vie.

1.1.1. Les personnes protégées

Le législateur n'a pas défini de champ d'application personnel spécifique pour l'assurance dépendance mais a calqué le bénéfice de l'assurance dépendance sur celui de l'assurance maladie.

Ainsi toutes les personnes qui sont assurées à titre obligatoire ou à titre volontaire à l'assurance maladie sont assurées de plein droit à l'assurance dépendance.

Pour les personnes ayant contracté une assurance facultative en application de l'article 2 alinéa 2 du code des assurances sociales, le bénéfice de l'assurance dépendance n'est ouvert qu'après un stage d'une année.

Les personnes qui ne sont pas assurées contre le risque maladie auprès d'une caisse de maladie au Luxembourg ne tombent pas dans le champ d'application personnel de l'assurance dépendance. Ainsi les fonctionnaires des Communautés européennes résidant à Luxembourg qui sont en principe affiliés à leur propre régime d'assurance maladie ne tombent pas dans le champ d'application personnel de l'assurance dépendance. Il en est de même pour les bénéficiaires d'une rente ou d'une pension servie par un organisme international.

Le bénéfice de l'assurance obligatoire et de l'assurance volontaire s'étend aussi aux membres de famille, notamment le conjoint et les enfants qui ne sont pas assurés à titre personnel.

1.2. La définition du risque

L'assurance dépendance couvre le risque de dépendance. La dépendance est définie comme *l'état d'une personne qui par suite de maladie physique, mentale ou psychique ou d'une déficience de même nature a un besoin important et régulier d'assistance d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie.*

Les actes essentiels de la vie comprennent :

- (1) dans le domaine de l'hygiène corporelle : se laver, assurer son hygiène buccale, soigner sa peau et ses vêtements, éliminer ;*
- (2) dans le domaine de la nutrition : la préparation en vue de l'absorption d'une alimentation adaptée et l'assistance pour l'absorption de cette alimentation ;*
- (3) dans le domaine de la mobilité : exécuter le transfert et les changements de position, s'habiller et se déshabiller, se déplacer, se tenir dans une posture adaptée, monter et descendre les escaliers, sortir du logement et y rentrer.*

L'assistance d'une tierce personne consiste à soutenir et à motiver la personne dépendante, à effectuer en tout ou en partie à sa place les actes

essentiels de la vie ou à surveiller ou à instruire la personne dépendante en vue de permettre l'exécution autonome de ces actes (article 348 du CAS) .

Pour être couvert par l'assurance dépendance le besoin d'aide et de soins doit être important et régulier. Il doit représenter au moins *trois heures et demie par semaine*. En outre, *l'état de dépendance doit suivant toute probabilité dépasser six mois ou être irréversible* (article 349 du CAS).

1.3. L'organisation de l'assurance dépendance

L'organisation de l'assurance dépendance s'articule autour de deux organes: l'union des caisses de maladie et la cellule d'évaluation.

1.3.1. L'union des caisses de maladie

En matière d'assurance dépendance, les attributions de l'union des caisses de maladie sont nombreuses :

- A l'égard des bénéficiaires, l'UCM prend les décisions individuelles concernant l'existence de l'état de dépendance, l'attribution, la réduction, la suppression des différentes prestations ainsi que leur liquidation ;
- A l'égard des prestataires (établissements et réseaux d'aides et de soins), l'UCM est chargée de la prise en charge des prestations en nature, de la conclusion des contrats d'aides et de soins ainsi que de la négociation de la valeur monétaire ;
- A l'égard des fournisseurs d'appareils, l'UCM est chargée de la conclusion des contrats de prestations de service pour la mise à disposition d'appareils ;
- L'UCM assure la gestion financière et comptable de l'assurance dépendance et administre le patrimoine.

1.3.2. La cellule d'évaluation

La cellule d'évaluation et d'orientation *est un service public placé sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions la sécurité sociale et rattaché à l'inspection générale de la sécurité sociale* (article 386 al.1 du CAS).

Les missions de la cellule d'évaluation sont définies à l'article 385 du CAS.

La cellule d'évaluation et d'orientation a pour mission :

1. de constater l'état de dépendance tel qu'il est défini aux articles 348 et 349 et de déterminer les aides et soins conformément à l'article 350;
2. d'émettre les avis concernant l'attribution des prestations au sens des articles 353, 354 et 359, des fournitures prévues à l'article 356 et des mesures prévues à l'article 367;
3. de proposer, le cas échéant, les mesures de rééducation et de réadaptation;
4. de proposer le maintien à domicile ou l'admission en établissement d'aides et de soins;
5. de déterminer un plan de prise en charge à l'attention du réseau assurant la coordination des aides et des soins autour de la personne dans le cadre du maintien à domicile ou à l'attention de l'établissement d'aides et de soins;

6. de classer les personnes dépendantes suivant les critères d'urgence pour l'entrée en établissement faisant référence à la fois à l'état de la personne dépendante et aux possibilités de prise en charge de l'entourage;
7. de centraliser les données sur l'offre en établissement ou en centre de jour ou de nuit;
8. de conseiller l'organisme chargé de la gestion de l'assurance dépendance et les ministères chargés du financement des infrastructures et de l'agrément des services et établissements d'aides et de soins à la mise en place d'une infrastructure adaptée aux besoins de la population dépendante, de qualité et économiquement efficace. A cet effet, elle établit tous les ans un rapport;
9. d'informer et de conseiller les personnes protégées, les médecins et les professionnels des aides et des soins en matière de prévention de la dépendance et de prise en charge des personnes dépendantes.

1.3.3. La compétence liée

Les décisions sont prises par l'UCM, sur avis motivé de la CEO. L'article 385, alinéa 2 du CAS dispose : *les avis de la cellule d'évaluation et d'orientation à portée individuelle pris dans le cadre des attributions prévues aux numéros 1) et 2) (du premier alinéa de l'article 385 du CAS) s'imposent à l'égard de l'organisme chargé de la gestion de l'assurance dépendance.*

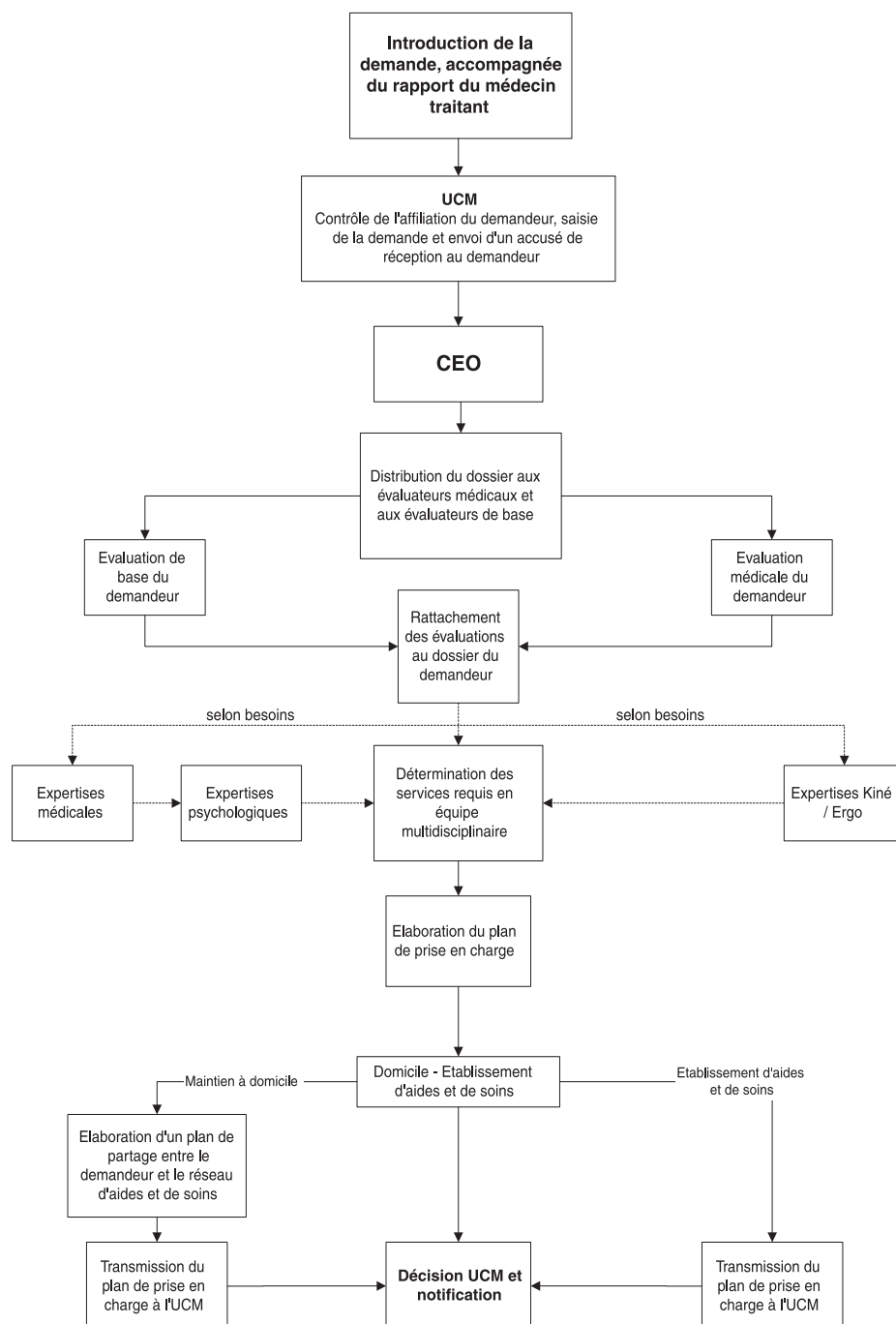
L'UCM a une compétence liée avec la CEO.

La décision notifiée par l'UCM ne peut donc s'écarter, quant à son contenu, de l'avis émis par la CEO. L'UCM est ainsi tenue à la transcription fidèle des prestations fixées dans le plan de prise en charge.

2. Les demandes de prestations

En préambule aux différents chiffres qui vont être présentés ci-dessous, il peut être utile de rappeler le circuit administratif suivi par une demande jusqu'à la décision.

2.1. Schéma de traitement d'une demande



2.2. Les demandes en provenance de résidents au Grand-Duché de Luxembourg

Le rythme d'introduction des demandes à l'assurance dépendance peut se révéler un bon indicateur du degré de publicité de la loi au niveau du pays. Conformément aux dispositions transitoires de la loi du 19 juin 1998, tous les établissements d'aide et de soins ont été contactés au cours du mois de juillet 1998 et ont reçu des formulaires de demandes à transmettre à leurs pensionnaires. En conséquence, des premières demandes de prestations en établissement ont été introduites massivement durant le dernier semestre de 1998. On a pu constater ensuite un certain tassement dans l'introduction de premières demandes en provenance des établissements au cours de l'année 1999 et 2000. Parallèlement, on remarque une augmentation lente mais progressive de demandes de réévaluations.

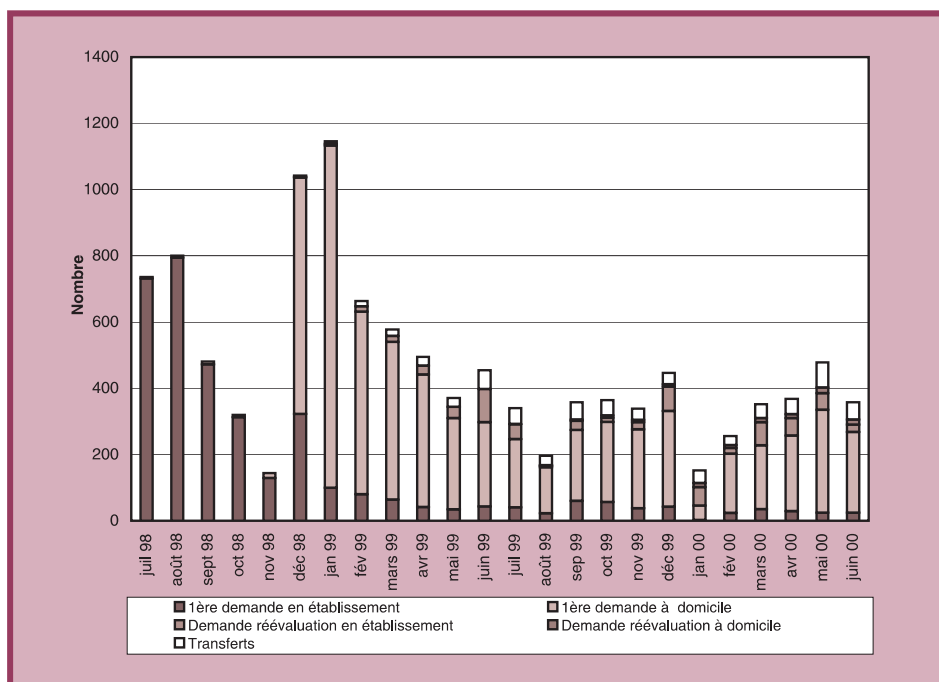
Dans le cadre du maintien à domicile, l'introduction des demandes suit un rythme beaucoup plus régulier, même si on a pu constater une entrée importante au début de l'année 1999. Celle-ci était due à l'initiative qui avait été prise d'envoyer un formulaire de demande à tous les bénéficiaires d'une allocation de soins ou d'une allocation pour personne gravement handicapée, à la fin du second semestre 1998. Dans le cadre du maintien à domicile, on constate encore peu de demandes de réévaluations. Ceci est lié au fait qu'une grande partie des premières demandes n'a pas encore été traitée.

Tableau 1.- Les demandes de prestations par semestre et par type, reçues par l'assurance dépendance depuis le vote de la loi

| Type de la demande | 1998 | | 1999 | | 1999 | | 2000 | | Total | En % du total |
|---|-------------|---------------|--------------|---------------|-------------|---------------|--------------|---------------|-------|---------------|
| | 2e semestre | En % du total | 1er semestre | En % du total | 2e semestre | En % du total | 1er semestre | En % du total | | |
| Première demande pour l'ensemble des prestations en établissement | 2 760 | 78,2% | 361 | 9,2% | 258 | 10,6% | 137 | 5,9% | 3 516 | 29,0% |
| Première demande pour l'ensemble des prestations à domicile | 757 | 21,4% | 2 990 | 76,4% | 1 328 | 55,5% | 1 198 | 52,1% | 6 273 | 51,7% |
| Demande de réévaluation suite à un changement dans l'état de santé en établissement | | | 201 | 5,1% | 186 | 7,8% | 267 | 11,6% | 654 | 5,4% |
| Demande de réévaluation suite à un changement dans l'état de santé à domicile | 2 | 0,0% | | | 26 | 1,1% | 78 | 3,4% | 106 | 0,9% |
| Demande de réévaluation suite à une admission en établissement | 4 | 0,1% | 150 | 3,8% | 238 | 9,9% | 272 | 11,8% | 664 | 5,5% |
| Demande de réévaluation suite à un retour à domicile | | | 2 | 0,0% | 6 | 0,2% | 5 | 0,2% | 13 | 0,1% |
| Demande de réévaluation suite à un changement d'établissement | | | 3 | 0,0% | 1 | 0,0% | 7 | 0,3% | 11 | 0,1% |
| Demande de changement dans le partage prestations en nature/prestations en espèces | | | | | | | 28 | 1,2% | 28 | 0,2% |
| Demande pour appareils en établissement | 1 | 0,0% | 24 | 0,6% | 61 | 2,5% | 25 | 1,1% | 111 | 0,9% |
| Demande pour appareils à domicile | 6 | 0,2% | 172 | 4,4% | 75 | 3,1% | 63 | 2,7% | 316 | 2,6% |
| Demande complémentaire pour appareils /établissement | | | 2 | 0,0% | 128 | 5,3% | 121 | 5,3% | 251 | 2,1% |
| Demande complémentaire pour appareils/ domicile | | | 7 | 0,0% | 86 | 3,6% | 98 | 4,3% | 191 | 1,6% |

Le graphique ci-dessous donne un aperçu du rythme mensuel dans l'entrée des demandes.

Graphique 1. - Premières demandes (ensemble des prestations et appareils/ Domicile et établissement) et demandes de réévaluations par mois depuis le 1er juillet 1998



En moyenne, la cellule d'évaluation a reçu 506 demandes par mois depuis le vote de la loi jusqu'au 30.06.2000.

Tableau 2. - Les demandes de prestations selon l'âge et le sexe du demandeur

| Age du demandeur | Femmes | | Hommes | | TOTAL | |
|------------------|--------------|---------------|--------------|---------------|---------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 100-109 | 21 | 0,2 | 2 | 0,1 | 23 | 0,2 |
| 90-99 | 1 283 | 15,3 | 305 | 8,1 | 1 588 | 13,1 |
| 80-89 | 3 570 | 42,6 | 1 163 | 30,9 | 4 733 | 39,0 |
| 70-79 | 2 054 | 24,5 | 925 | 24,6 | 2 979 | 24,5 |
| 60-69 | 567 | 6,8 | 510 | 13,6 | 1 077 | 8,9 |
| 50-59 | 287 | 3,4 | 204 | 5,4 | 491 | 4,0 |
| 40-49 | 192 | 2,3 | 198 | 5,3 | 390 | 3,2 |
| 30-39 | 144 | 1,7 | 151 | 4,0 | 295 | 2,4 |
| 20-29 | 81 | 1,0 | 108 | 2,9 | 189 | 1,6 |
| 10-19 | 79 | 0,9 | 81 | 2,1 | 160 | 1,3 |
| 0-9 | 94 | 1,1 | 115 | 3,1 | 209 | 1,7 |
| Total | 8 372 | 100,0 | 3 762 | 100,0 | 12 134 | 100,0 |

Les demandes de *personnes très âgées* représentent de toute évidence la part la plus importante des demandes reçues jusqu'au 30 juin 2000. Les demandes émanant de personnes âgées de 80 ans et plus représentent 52% de l'ensemble des demandes enregistrées.

On notera aussi la part importante de demandes émanant de femmes. Ces demandes représentent 69% de l'ensemble des demandes. L'importance de la représentation féminine est encore plus manifeste dans les classes d'âges très élevées. Au-delà de 80 ans, les demandeurs féminins constituent 77% de l'ensemble des demandeurs de cette classe d'âge.

Certes, la proportion des femmes dans l'ensemble de la population très âgée est élevée. Les publications du STATEC relatives à la population générale au 01.01.1999 recensent 71.3% de femmes dans cette classe d'âge. Il n'en reste pas

moins que la proportion des femmes parmi les demandeurs de prestations à l'assurance dépendance se révèle encore plus élevée que dans la population générale.

2.3. Les demandes en provenance de l'étranger

Comme on le rappelait plus haut, toutes les personnes assurées à l'assurance maladie au Grand-Duché de Luxembourg sont également assurées à l'assurance dépendance. Dès lors, la nouvelle loi concerne aussi des affiliés résidant à l'étranger.

Sans s'appesantir sur cet aspect, il peut être intéressant de présenter les demandes en provenance de résidents à l'étranger.

Les demandes en provenance de résidents en Allemagne sont incontestablement les plus nombreuses. Elles sont suivies par les demandes en provenance de résidents en Belgique.

En Allemagne, les évaluations sont réalisées par les évaluateurs des différentes caisses de maladie. Les aides et soins requis sont déterminés par la cellule d'évaluation.

Pour la Belgique, aucun accord n'a encore été trouvé en ce qui concerne la réalisation des évaluations par les services compétents. Les personnes qui ont la possibilité de se déplacer au Grand-Duché de Luxembourg peuvent être évaluées dans une des antennes de la cellule d'évaluation.

Tableau 3. - Les demandes en provenance de l'étranger par pays de résidence du demandeur selon le type d'hébergement.

| Pays de résidence du demandeur | Maintien à domicile | | Etablissement | | Total | |
|--------------------------------|---------------------|---------------|---------------|---------------|------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| Allemagne | 105 | 67,7% | 67 | 55,8% | 172 | 62,5% |
| Belgique | 20 | 12,9% | 47 | 39,2% | 67 | 24,4% |
| France | 14 | 9,0% | 6 | 5,0% | 20 | 7,3% |
| Espagne | 5 | 3,2% | 0 | 0,0% | 5 | 1,8% |
| Italie | 4 | 2,6% | 0 | 0,0% | 4 | 1,5% |
| Portugal | 6 | 3,9% | 0 | 0,0% | 6 | 2,2% |
| Autriche | 1 | 0,6% | 0 | 0,0% | 1 | 0,4% |
| Total | 155 | 100,0% | 120 | 100,0% | 275 | 100,0% |

3. Les décisions

Les trois tableaux ci-dessous présentent l'ensemble des décisions prises au 30.06.2000, à l'exclusion des décisions portant sur les demandes concernant uniquement des appareils. Celles-ci feront l'objet d'un paragraphe spécifique.

Les refus de prestations concernent, pour l'instant, majoritairement les personnes présentant un besoin d'aide insuffisant pour les actes essentiels de la vie, à savoir inférieur au seuil de 3,5 heures par semaine. Peu de refus ont été motivés par une absence de cause ou par une dépendance non installée pour une durée suffisante.

Dans l'ensemble des décisions prises (4 475), les décisions d'octroi de prestations représentent 83.1%. Les décisions de refus de prestations représentent 16.9%.

Les décisions de refus de prestations sont proportionnellement plus importantes pour les personnes hébergées en établissement que pour les personnes à domicile. Pour les établissements, les décisions de refus représentent 17.6% de l'ensemble des décisions pour des demandeurs en établissement. Dans le cadre du maintien à domicile, les décisions de refus représentent 15.5% des décisions.

Tableau 4. - Les décisions prises au 30.06.2000 selon le type de demande

| Type de demande | Prestations refusées | | Prestations accordées | | TOTAL | |
|---|----------------------|---------------|-----------------------|---------------|--------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| Première demande pour l'ensemble des prestations en établissement | 493 | 65,3% | 2 212 | 59,5% | 2 705 | 60,4% |
| Première demande pour l'ensemble des prestations à domicile | 241 | 31,9% | 1 304 | 35,0% | 1 545 | 34,5% |
| Demande de réévaluation dans le cadre d'un établissement | 4 | 0,5% | 63 | 1,7% | 67 | 1,5% |
| Demande de réévaluation dans le cadre du maintien à domicile | 1 | 0,1% | 3 | 0,1% | 4 | 0,0% |
| Réévaluation suite à un transfert du domicile en établissement | 14 | 1,9% | 124 | 3,3% | 138 | 3,1% |
| Réévaluation suite à un retour à domicile après séjour en établissement | 0 | 0,0% | 1 | 0,0% | 1 | 0,0% |
| Réévaluation suite à un changement d'établissement | 1 | 0,1% | 1 | 0,0% | 2 | 0,0% |
| Changement dans le partage des prestations nature/espèces | 1 | 0,1% | 12 | 0,3% | 13 | 0,3% |
| Total | 755 | 100,0% | 3 720 | 100,0% | 4 475 | 100,0% |

Compte tenu de l'introduction récente de l'assurance dépendance et du nombre de demandes reçues, les décisions après une demande de réévaluation ou de changement de partage sont évidemment peu nombreuses comparées aux décisions répondant à une première demande, que ce soit d'ailleurs dans le cadre du maintien à domicile ou d'un hébergement en établissement. Les décisions prises après une réévaluation ne représentent encore que 5% de l'ensemble des décisions. Le petit nombre de dossiers traités dans le cadre des réévaluations incite à la prudence dans les conclusions. Toutefois, il est nécessaire de relever qu'une décision de refus peut être prise après réévaluation alors que la première décision était une décision d'octroi des prestations.

On constate de légères variations dans les décisions en fonction de l'âge du demandeur.

Tableau 5. - Les décisions prises au 30 juin 2000 selon l'âge du demandeur

| Age du demandeur | Prestations refusées | | Prestations accordées | | Total | |
|------------------|----------------------|---------------|-----------------------|---------------|--------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 100-109 | 0 | 0,0 | 11 | 0,3 | 11 | 0,2 |
| 90-99 | 99 | 13,1 | 605 | 16,3 | 704 | 15,7 |
| 80-89 | 331 | 43,8 | 1 596 | 42,9 | 1 927 | 43,1 |
| 70-79 | 199 | 26,4 | 836 | 22,5 | 1 035 | 23,1 |
| 60-69 | 68 | 9,0 | 294 | 7,9 | 362 | 8,1 |
| 50-59 | 22 | 2,9 | 114 | 3,1 | 136 | 3,0 |
| 40-49 | 16 | 2,1 | 88 | 2,4 | 104 | 2,3 |
| 30-39 | 10 | 1,3 | 60 | 1,6 | 70 | 1,6 |
| 20-29 | 3 | 0,4 | 39 | 1,0 | 42 | 0,9 |
| 10-19 | 4 | 0,5 | 26 | 0,7 | 30 | 0,7 |
| 0-9 | 3 | 0,4 | 51 | 1,3 | 54 | 1,2 |
| Total | 755 | 100,0 | 3 720 | 100,0 | 4 475 | 100,0 |

Ainsi, dans les classes d'âge se situant entre 60 et 89 ans, les décisions de refus sont proportionnellement un peu plus importantes que dans l'ensemble.

Par rapport à l'ensemble des décisions prises pour ces classes d'âge, elles représentent 18,0%. C'est dans la classe d'âge des personnes entre 70 et 79 ans que cette sur-représentation est la plus marquée. Dans cette classe, les décisions de refus représentent 19,2% des décisions.

Il est toutefois intéressant de constater qu'il n'existe pas de corrélation absolue entre le grand âge et la dépendance, telle qu'elle est définie dans le cadre de l'assurance dépendance. A cet égard, le nombre de décisions de refus pour des personnes âgées de 90 ans et plus est significatif.

Enfin, on constate aussi que les décisions de refus sont proportionnellement plus nombreuses lorsque le demandeur est une femme.

Tableau 6. - Les décisions prises au 30 juin 2000 selon le sexe du demandeur

| | Prestations refusées | | Prestations accordées | | Total | |
|--------------|----------------------|---------------|-----------------------|---------------|--------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| Femmes | 574 | 76,0% | 2 747 | 73,8% | 3 321 | 74,2% |
| Hommes | 181 | 24,0% | 973 | 26,2% | 1 154 | 25,8% |
| Total | 755 | 100,0% | 3 720 | 100,0% | 4 475 | 100,0% |

4. Les bénéficiaires de prestations

Les chiffres donnés ci-dessous portent sur l'ensemble *des bénéficiaires de prestations en vie au 30 juin 2000*. Il s'agit donc de personnes dépendantes au sens de la loi du 19 juin 1998. Elles présentent un besoin d'assistance d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie représentant un minimum de 3,5 heures par semaine.

Ces chiffres ne concernent donc pas les personnes pour lesquelles une décision est intervenue, et qui sont décédées avant la date du 30 juin 2000.

Ils concernent 2 697 personnes au total. Parmi celles-ci, 1 600 séjournent dans un établissement d'aide et de soins alors que 1 097 se trouvent à domicile.

4.1. Les bénéficiaires de prestations forfaitaires en raison de dispositions particulières

Dans cet ensemble, un petit groupe de personnes fait exception au principe du besoin minimum d'aides et de soins pour les actes essentiels de la vie. Il s'agit du groupe des personnes bénéficiaires de prestations en raison de dispositions particulières prises par le règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance.

Ces dispositions particulières concernent les personnes souffrant de cécité complète, de réduction grave de la capacité auditive, de troubles graves du langage ainsi que les personnes atteintes de certaines formes de spina bifida.

Après qu'un médecin spécialiste de la matière concernée ait établi que ces personnes répondent aux conditions définies par le règlement grand-ducal, elles sont présumées relever au minimum du seuil d'entrée et ont droit à une prestation en espèces hebdomadaire forfaitaire correspondant à six heures d'aides et de soins.

Tableau 7. - Bénéficiaires de prestations en raison de dispositions particulières prises par le règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance

| Bénéficiaires de prestations forfaitaires en raison de: | Nombre | En % du total |
|---|-----------|---------------|
| Réduction de la capacité auditive | 12 | 63,2% |
| Cécité complète | 3 | 15,8% |
| Spina Bifida | 4 | 21,0% |
| Total | 19 | 100,0% |

Les 19 personnes bénéficiaires de prestations forfaitaires ne figurent plus dans les tableaux suivants.

Ces chiffres ne sont évidemment pas représentatifs de la population atteinte de ces différentes pathologies. On se rappellera, à cet égard, que les bénéficiaires d'une allocation pour personnes gravement handicapées peuvent continuer à en bénéficier aussi longtemps qu'elles ne bénéficient pas de prestations de l'assurance dépendance.

4.2. Les bénéficiaires de prestations en raison des dispositions de la loi du 19 juin 1998

Les chiffres qui suivent portent sur 2 678 personnes, présentant un besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie, au sens de l'article 348 du CAS.

Il s'agit en majorité de femmes (74 %) dont les deux tiers sont hébergées en établissement. Les hommes en revanche sont nettement sur-représentés dans la population des personnes soignées à domicile.

Tableau 8. - Bénéficiaires de prestations au 30 juin 2000 par sexe selon le type d'hébergement

| | Maintien à domicile | | Etablissement | | Total | |
|--------------|---------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| Femmes | 660 | 62,6% | 1 316 | 81,0% | 1 976 | 73,8% |
| Hommes | 394 | 37,4% | 308 | 19,0% | 702 | 26,2% |
| Total | 1 054 | 100,0% | 1 624 | 100,0% | 2 678 | 100,0% |

Tableau 9. - Bénéficiaires de prestations dépendance au 30 juin 2000 selon l'âge et le sexe

| Age | Femmes | | Hommes | | Total | |
|--------------|--------------|---------------|------------|---------------|--------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| 90-109 | 480 | 24,3% | 79 | 11,3% | 559 | 20,9% |
| 80-89 | 860 | 43,5% | 205 | 29,2% | 1 065 | 39,8% |
| 70-79 | 353 | 17,9% | 163 | 23,2% | 516 | 19,3% |
| 60-69 | 114 | 5,9% | 102 | 14,5% | 216 | 8,1% |
| 40-59 | 100 | 5,1% | 82 | 11,7% | 182 | 6,8% |
| 19-39 | 49 | 2,5% | 32 | 4,6% | 81 | 3,0% |
| 0-18 | 20 | 1,0% | 39 | 5,6% | 59 | 2,2% |
| Total | 1 976 | 100,0% | 702 | 100,0% | 2 678 | 100,0% |

Si l'on compare avec le nombre de décisions, l'incidence des décès se fait évidemment sentir très fortement dans les classes d'âge élevées. Il n'en reste pas moins que les bénéficiaires entre 80 et 89 ans continuent de représenter le groupe le plus important.

Au delà de 80 ans, l'incidence des décès se fait sentir plus fortement dans le groupe des hommes. Ceci ne constitue d'ailleurs que le reflet du phénomène tel qu'il se présente dans la population générale.

5. Les prestations accordées

Les prestations accordées par l'assurance dépendance peuvent être reprises sous sept titres:

- les aides et soins pour les actes essentiels de la vie, dans les trois domaines de l'hygiène corporelle, de la nutrition et de la mobilité;
- l'aide pour les tâches domestiques
- les activités de soutien
- les produits nécessaires aux aides et soins
- les conseils
- les appareils
- les adaptations du logement

5.1. Le temps total requis

Le tableau ci-dessous présente le temps total effectif d'aides et de soins tous domaines confondus y compris les tâches domestiques et les activités de soutien, qui a été requis par la cellule d'évaluation et d'orientation. Ce total ne tient cependant pas compte des activités de conseil qui constituent une prestation requise pour une durée déterminée.

Une courte explication s'impose. Les temps mentionnés dans ce tableau sont des temps non pondérés. Il s'agit du temps réel auquel la personne peut prétendre.

Les différents plafonds fixés dans la loi tiennent compte de pondérations.

Les temps auxquels il est fait référence dans ce rapport ne prennent pas en compte ces pondérations. Cette remarque s'applique essentiellement aux activités de soutien et notamment au centre de jour spécialisé. Le coefficient de pondération appliqué à la durée de l'activité centre de jour spécialisé est de 0,25. Le temps effectif requis peut donc atteindre 48 heures hebdomadaires en centre de jour.

Tableau 10. - Répartition des bénéficiaires selon le temps hebdomadaire total effectif requis

| Temps total hebdomadaire effectif requis (en heures) | Nombre de bénéficiaires | En % du total | En % cumulés |
|---|-------------------------|---------------|--------------|
| De 3,5 à 13,99 h | 886 | 33,1% | 33,1% |
| De 14 à 23,99 h | 926 | 34,6% | 67,7% |
| De 24 à 33,99 h | 701 | 26,2% | 93,8% |
| De 34 à 43,99 h | 97 | 3,6% | 97,5% |
| De 44 à 63,99 h | 45 | 1,7% | 99,1% |
| De 64 à 83,50 h | 23 | 0,9% | 100,0% |

Plus de 2/3 des personnes concernées bénéficient d'un temps hebdomadaire d'aides et de soins inférieur à 24 heures. 33 % dépassent ce temps. Parmi ceux-ci, peu dépassent les 34 heures hebdomadaires.

Le temps moyen requis pour l'ensemble des prestations correspond à 1207 minutes par semaine, soit un peu plus de 20 heures.

Tableau 11. - Temps total moyen requis par classe d'âge

| Classes d' âge | Temps total moyen requis en minutes/semaine | Temps total moyen requis en heures/semaine | Nombre de bénéficiaires |
|----------------|---|--|-------------------------|
| 90-109 | 1 204 | 20,1 | 559 |
| 80-89 | 1 233 | 20,5 | 1 065 |
| 70-79 | 1 175 | 19,6 | 516 |
| 60-69 | 1 162 | 19,4 | 216 |
| 40-59 | 1 121 | 18,7 | 182 |
| 19-39 | 1 389 | 23,2 | 81 |
| 0-18 | 1 225 | 18,7 | 59 |
| Total | 1 207 | 20,1 | 2 678 |

Le temps moyen le plus élevé concerne la classe d'âge des personnes de 19 à 40 ans. Dans ce groupe d'âge, les personnes concernées par l'assurance dépendance souffrent de pathologies lourdes et nécessitent beaucoup de soins de base. Ceci se confirmera lorsque l'on examinera les prestations pour les actes essentiels de la vie.

Le groupe des personnes de 80 à 89 ans présente lui aussi un temps moyen relativement élevé. Plus loin, on verra cependant que ce groupe d'âge nécessite moins de soins de base mais davantage d'aide sous forme d'activités de soutien.

Par ailleurs, on constate que les bénéficiaires de sexe masculin présentent en moyenne un besoin d'aides et soins un peu plus élevé que les femmes.

Tableau 12. - Temps total moyen requis selon le sexe du bénéficiaire

| | Temps total moyen requis en minutes /semaine | Temps total moyen requis en heures/semaine | Nombre de bénéficiaires |
|--------------|--|--|-------------------------|
| Femmes | 1 202 | 20,0 | 1 976 |
| Hommes | 1 221 | 20,4 | 702 |
| Total | 1 207 | 20,1 | 2 678 |

De même, les personnes en établissement présentent en moyenne un temps total plus élevé que les personnes à domicile.

Tableau 13. - Temps total moyen requis selon le type d'hébergement du bénéficiaire

| Provenance | Temps total moyen requis en minutes /semaine | Temps total moyen requis en heures/semaine | Nombre de bénéficiaires |
|---------------------|--|--|-------------------------|
| Etablissement | 1 217 | 20,3 | 1 624 |
| Maintien à domicile | 1 193 | 19,9 | 1 054 |
| Total | 1 207 | 20,1 | 2 678 |

L'examen des temps requis dans chacune des rubriques des aides et soins notamment les actes essentiels de la vie et les activités de soutien permet d'apporter quelques nuances à ces premières observations.

5.2. Les différentes rubriques du relevé des aides et soins

5.2.1. Le temps requis pour les actes essentiels de la vie

Sous le titre des actes essentiels de la vie, la loi sur l'assurance dépendance regroupe tous les aides et soins pour les actes relevant des domaines de l'hygiène corporelle, de la nutrition et de la mobilité.

Dans le cadre du maintien à domicile, la loi a fixé le temps d'aide maximal à 24, 5 heures par semaine. En cas de nécessité, ce plafond peut être majoré de 25 % pour les personnes en établissement.

En outre, l'article 353 alinéa 4 du CAS prévoit la possibilité, lors de l'établissement du plan de prise en charge, de substituer des aides et soins dans un domaine, à ceux prévus dans un autre domaine.

En ce qui concerne les actes essentiels de la vie pour les personnes à domicile, cette possibilité a été utilisée notamment pour les personnes polyhandicapées, nécessitant des soins intenses pour les actes essentiels de la vie. Des aides sous forme d'activités de soutien ont été remplacées par des soins pour les actes essentiels de la vie.

Tableau 14. - Répartition des bénéficiaires selon le temps effectif requis pour les actes essentiels de la vie dans l'ensemble du fichier

| Actes essentiels | Nombre de bénéficiaires | En % du total | En % cumulés |
|-------------------|-------------------------|---------------|---------------|
| De 3,5 à 6,99 h | 654 | 24,4% | 24,4% |
| De 7 à 10,49 h | 448 | 16,7% | 41,2% |
| De 10,5 à 13,99 h | 385 | 14,4% | 55,5% |
| De 14 à 17,49 h | 404 | 15,1% | 70,6% |
| De 17,5 à 20,99 h | 356 | 13,3% | 83,9% |
| De 21 à 24,5 h | 219 | 8,2% | 92,1% |
| Plus que 24,5 h | 212 | 7,9% | 100,0% |
| Total | 2 678 | 100,0% | 100,0% |

A la lecture de ce tableau, on peut constater que plus de la moitié des personnes présentent un besoin d'aides et de soins pour les actes essentiels de la vie, inférieur à 14 heures. 45 % dépassent les 14 heures. Il est à noter également que près de 8 % présentent un besoin hebdomadaire supérieur à 24,5 heures. Il s'agit principalement de personnes hébergées en établissement.

Tableau 15. - Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie par classe d'âge

| Classes d'âge | Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie (en minutes/ semaine) | Temps moyen pour les actes essentiels de la vie (en heures /semaine) | Nombre de bénéficiaires |
|---------------|--|--|-------------------------|
| 90-109 | 837 | 14,0 | 559 |
| 80-89 | 798 | 13,3 | 1 065 |
| 70-79 | 743 | 12,4 | 516 |
| 60-69 | 709 | 11,8 | 216 |
| 40-59 | 763 | 12,7 | 182 |
| 19-39 | 1 065 | 17,7 | 81 |
| 0-18 | 940 | 15,7 | 59 |
| Total | 797 | 13,3 | 2 678 |

Les temps moyens les plus élevés concernent les personnes jeunes. A cet égard, il convient de relever le temps moyen d'aides et soins pour les actes essentiels de la vie des personnes entre 19 et 40 ans, ainsi que celui des personnes de 0 à 18 ans.

Les personnes entre 60 et 69 ans ont le temps moyen le moins élevé.

Lors de l'examen du temps total requis, on avait déjà pu relever l'importance du temps moyen pour la catégorie des personnes de 19 à 40 ans.

En revanche, on n'avait pas pu faire la même constatation pour les personnes très jeunes.

Ainsi qu'on pouvait déjà le constater pour le temps total requis mais dans une moindre mesure, le temps moyen pour les actes essentiels de la vie est un peu plus élevé pour les hommes.

Il est également plus élevé pour les personnes en établissement.

Tableau 16. - Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie selon le sexe du bénéficiaire

| | Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie (en minutes/ semaine) | Temps moyen pour les actes essentiels de la vie (en heures /semaine) | Nombre de bénéficiaires |
|--------------|--|--|-------------------------|
| Femmes | 793 | 13,2 | 1 976 |
| Hommes | 810 | 13,5 | 702 |
| Total | 797 | 13,3 | 2 678 |

Tableau 17. - Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie selon le type d'hébergement du bénéficiaire

| Provenance | Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie (en minutes/ semaine) | Temps moyen pour les actes essentiels de la vie (en heures /semaine) | Nombre de bénéficiaires |
|---------------------|--|--|-------------------------|
| Etablissement | 843 | 14,0 | 1 624 |
| Maintien à domicile | 729 | 12,2 | 1 054 |
| Total | 797 | 13,3 | 2 678 |

5.2.2. Le temps requis pour les tâches domestiques

En ce qui concerne les tâches domestiques, le relevé des aides et soins prévoit deux forfaits correspondant respectivement à 150 minutes et 90 minutes.

Le forfait de 150 minutes est destiné à couvrir la prise en charge des tâches domestiques directement liées aux soins de base et nécessaires à l'exécution des actes essentiels de la vie.

Le supplément est destiné à couvrir des tâches domestiques plus exceptionnelles tel qu'un entretien du linge plus important lorsque l'état de la personne l'impose.

Il est à noter que les tâches domestiques, même si elles sont octroyées sous une forme forfaitaire ne constituent pas automatiquement une aide requise.

Tableau 18. - Les tâches domestiques dans l'ensemble du fichier

| Tâches domestiques | Nombre de bénéficiaires | En % du total |
|--------------------|-------------------------|---------------|
| 0 h | 16 | 0,6% |
| 2,5 h | 1 353 | 50,5% |
| 4 h | 1 309 | 48,9% |
| Total | 2 678 | 100,0% |

5.2.3. Le temps requis pour les activités de soutien

Avant toute chose, il importe de situer les activités de soutien dans l'ensemble de l'assurance dépendance et principalement par rapport à la définition de la dépendance dans le cadre de loi du 19 juin 1998.

Les prestations de soutien sont indissociables du besoin d'aide dans les trois domaines des actes essentiels de la vie, à savoir l'hygiène corporelle, la nutrition et la mobilité.

Les prestations de soutien ne constituent jamais des mesures thérapeutiques, réhabilitatives ou rééducatives. Elles ne sont pas davantage des mesures occupationnelles.

L'objectif des prestations de soutien est d'entretenir et de stimuler l'autonomie du bénéficiaire dans ces trois domaines. Elles visent aussi à prévenir une déclin de l'autonomie pour ces trois domaines.

Certaines activités de soutien peuvent être utilisées pour apporter un répit planifié à la personne de l'entourage apportant les aides et soins dans le cadre du maintien à domicile (aidant informel).

Le besoin de la personne déterminera s'il est préférable d'accorder un soutien sous forme d'activités individuelles ou d'activités de groupe.

On se rappellera que les activités de soutien sont limitées à 12 heures par semaine. En ce qui concerne le centre de jour spécialisé, le temps effectif peut correspondre à 48 heures par semaine.

Tableau 19. - Les activités de soutien dans l'ensemble du fichier

| Soutien | Nombre de bénéficiaires | En % du total | En % cumulés |
|---------------|-------------------------|---------------|---------------|
| 0 h | 764 | 28,5% | 28,5% |
| 1 h | 153 | 5,7% | 34,2% |
| 2 h | 444 | 16,6% | 50,8% |
| 3 h | 575 | 21,5% | 72,3% |
| 4 h | 518 | 19,3% | 91,6% |
| De 5 à 8 h | 61 | 2,3% | 93,9% |
| De 9 à 15 h | 59 | 2,2% | 96,1% |
| De 16 à 23 h | 28 | 1,1% | 97,2% |
| De 24 à 31 h | 15 | 0,6% | 97,8% |
| De 32 à 39 h | 8 | 0,3% | 98,1% |
| De 40 à 48 h | 49 | 1,8% | 99,9% |
| Plus que 48 h | 4 | 0,1% | 100,0% |
| Total | 2 678 | 100,0% | 100,0% |

En ce qui concerne les variations du temps requis en fonction de la classe d'âge à laquelle appartient le bénéficiaire, on relèvera pour les activités de soutien des différences avec le temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie.

Les classes d'âge pour lesquelles on constate les temps requis les plus élevés sont les trois classes se situant entre 60 et 89 ans. Les personnes plus jeunes ainsi que les personnes très âgées présentent les temps moyen requis les moins élevés, nettement inférieurs à la moyenne générale.

Pour les actes essentiels de la vie (voir tableau 15), on constatait l'inverse.

On peut en conclure que les activités de soutien ont été requises suivant une logique répondant à leur définition: maintenir le potentiel d'autonomie pour les actes essentiels de la vie.

On relève aussi qu'en établissement, le temps moyen requis pour les activités de soutien est inférieur au temps moyen requis dans le cadre du maintien à domicile. Ceci répond probablement à la même logique. Il faut ajouter cependant que dans le cadre du maintien à domicile, les activités de soutien répondent aussi au besoin de répit de l'aidant informel. Ceci explique également que des temps un peu plus élevés aient été requis.

Tableau 20. - Temps moyen requis pour les activités de soutien par classe d'âge

| Classes d'âge | Temps moyen requis pour les activités de soutien (en minutes /semaine) | Temps moyen requis pour les activités de soutien (en heures/ semaine) | Nombre de bénéficiaires |
|---------------|---|--|-------------------------|
| 90-109 | 168 | 2,8 | 559 |
| 80-89 | 241 | 4,0 | 1 065 |
| 70-79 | 243 | 4,0 | 516 |
| 60-69 | 268 | 4,5 | 216 |
| 40-59 | 172 | 2,9 | 182 |
| 19-39 | 116 | 1,9 | 81 |
| 0-18 | 97 | 1,6 | 59 |
| Total | 217 | 3,6 | 2 678 |

Tableau 21. - Temps moyen requis pour les activités de soutien selon le type d'hébergement du bénéficiaire

| Provenance | Temps moyen requis pour les activités de soutien (en minutes/ semaine) | Temps moyen requis pour les activités de soutien (en heures/ semaine) | Nombre de bénéficiaires |
|---------------------|---|--|-------------------------|
| Etablissement | 176 | 2,9 | 1 624 |
| Maintien à domicile | 277 | 4,6 | 1 054 |
| Total | 217 | 3,6 | 2 678 |

Tableau 22. - Temps moyen requis pour les activités de soutien selon le sexe du bénéficiaire

| | Temps moyen requis pour les activités de soutien (en minutes/ semaine) | Temps moyen requis pour les activités de soutien (en heures/ semaine) | Nombre de bénéficiaires |
|--------------|---|--|-------------------------|
| Femmes | 216 | 3,6 | 1 976 |
| Hommes | 219 | 3,6 | 702 |
| Total | 217 | 3,6 | 2 678 |

5.2.4. Le forfait pour produits nécessaires aux aides et soins

Les produits nécessaires aux aides et soins sont principalement des produits d'incontinence et des produits de prévention d'escarres. L'article 356 alinéa 2 du CAS dispose qu'un montant forfaitaire de 300 francs par mois correspondant au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 est accordé, sur avis de la cellule d'évaluation et d'orientation.

Le forfait a été accordé à plus de 70 % des bénéficiaires. Ce sont les indications d'incontinence du bénéficiaire et l'alitement prolongé qui justifient, dans la majorité des situations, l'octroi du forfait.

Tableau 23. - Les produits nécessaires aux aides et soins

| Les produits nécessaires aux aides et soins | Nombre de bénéficiaires | En % du total |
|---|-------------------------|---------------|
| Prestation accordée | 1 906 | 71,2% |
| Prestation refusée | 772 | 28,8% |
| Total | 2 678 | 100,0% |

5.2.5. Les appareils

En cas de maintien à domicile, la personne a droit à la prise en charge des appareils devant lui permettre de maintenir ou d'accroître son autonomie de vie. La liste des appareils pris en charge a été déterminée par le règlement grand-ducal du 23 décembre 1998.

Le même règlement grand-ducal détermine la liste des appareils pris en charge par l'assurance dépendance lorsque le demandeur est hébergé en établissement.

Le besoin en matière d'appareils peut être constaté au cours de l'évaluation médicale ou de l'évaluation de base. Les personnes peuvent aussi introduire une demande pour l'obtention d'un appareil, sans solliciter pour autant d'autres prestations de l'assurance dépendance.

Les appareils sont la seule prestation de l'assurance qui puisse être octroyée sans que la personne atteigne le seuil de 3,5 heures pour les actes essentiels de la vie. Toutefois, leur octroi est toujours subordonné à un avis motivé de la cellule d'évaluation et d'orientation. L'avis de la cellule d'évaluation s'appuie sur une expertise.

A la date du 30 juin 2000, 1238 expertises pour des appareils ont été réalisées. 3369 appareils ont été accordés.

Le tableau ci-dessous rend compte des appareils qui ont été accordés. On peut y voir également sous quelles modalités l'appareil a été mis à la disposition de la personne.

La loi prévoit, en effet, que les appareils peuvent être donnés en location à la personne dépendante à charge de l'assurance dépendance. Dans les cas où cette location n'est pas possible ou n'est pas indiquée, l'appareil peut être acquis pour la personne.

Dans certains cas, l'appareil est mis à la disposition de la personne pour une période d'essai avant décision définitive.

Tableau 24. - Les appareils requis par classe et sous-classe de la norme internationale ISO

| Code ISO | Libellé | Acquisition | Essai | Location | Total |
|-----------|---|-------------|-------|----------|-------|
| 03 | Aides pour le traitement et l'entraînement | | | | |
| 0333 | Aides pour la prévention des pressions douloureuses : coussins pour la prévention des escarres | 41 | 8 | 478 | 527 |
| 0348 | Equipement pour l'apprentissage du mouvement, de la force et de l'équilibre, appareils de verticalisation | | | 72 | 72 |
| 09 | Aides pour les soins personnels et la protection | | | | |
| 0903 | Vêtements et chaussures | 3 | | | 3 |
| 0906 | Aides de protection portées sur le corps | 36 | | | 36 |
| 0909 | Aides pour s'habiller et se déshabiller | 3 | | | 3 |
| 0912 | Aides pour l'hygiène | 21 | | 231 | 252 |
| 0933 | Aides pour se laver, se baigner et se doucher | 8 | 1 | 170 | 179 |
| 0939 | Aides pour les soins des cheveux | 2 | | | 2 |
| 0942 | Aide pour les soins des dents | 1 | | | 1 |
| 12 | Aides pour la mobilité personnelle | | | | |
| 1203 | Aides de marche manipulées par un bras | 1 | | 19 | 20 |
| 1206 | Aides à la marche manipulées par deux bras (déambulateurs) | | 1 | 213 | 214 |
| 1212 | Acquisition pour voitures automobiles | 24 | | 11 | 35 |
| 1215 | Cyclomoteurs | | | 7 | 7 |
| 1218 | Cycles | | | 14 | 14 |
| 1221 | Fauteuils roulants | | 17 | 1 054 | 1 071 |
| 1224 | Accessoires de fauteuils roulants | 30 | | 106 | 136 |
| 1227 | véhicules/ poussettes | | 1 | 38 | 39 |
| 1230 | Aides pour le transfert | 9 | | 33 | 42 |
| 1233 | Aides pour tourner | | | 3 | 3 |
| 1236 | Aides pour lever | | | 90 | 90 |
| 1239 | Aides pour s'orienter | | | 1 | 1 |

Tableau 24. - (suite) - Les appareils requis par classe et sous-classe de la norme internationale ISO

| Code ISO | Libellé | Acquisition | Essai | Location | Total |
|-----------|---|-------------|-----------|--------------|--------------|
| 15 | Aides pour les activités domestiques | | | | |
| 1509 | Aides pour manger et boire | 35 | | | 35 |
| 18 | Aménagements et adaptations des maisons et autres immeubles | | | | |
| 1803 | Tables | | | 24 | 24 |
| 1809 | Mobilier d'assise | 18 | 1 | 26 | 45 |
| 1812 | Lits | 24 | | 368 | 392 |
| 1830 | Dispositifs pour changement de niveau | 3 | 1 | 71 | 75 |
| 21 | Aides pour la communication, l'information et la signalisation | | | | |
| 2109 | Dispositifs d'entrée et de sortie et accessoires pour ordinateurs, machines à écrire et calculatrices | 1 | | 3 | 4 |
| 2127 | Aides de lecture non optiques | | | 4 | 4 |
| 2136 | Téléphones et aides pour téléphoner | 1 | | 1 | 2 |
| 2139 | Systèmes de transmission de son | | | 1 | 1 |
| 2142 | Aides pour la communication face-à-face | 3 | 6 | 15 | 24 |
| 2148 | Aides de signalisation et d'indication | | | 1 | 1 |
| 2151 | Systèmes d'alarmes | | | 1 | 1 |
| 24 | Aides pour manipuler les produits et les biens | | | | |
| 2409 | Manettes et dispositifs de commande | 1 | | 3 | 4 |
| 2412 | Contrôle de l'environnement | | | 2 | 2 |
| 2418 | Aides pour compenser et/ou pour remplacer la fonction du bras, de la main et/ou des doigts | 1 | 2 | | 3 |
| 2421 | Aides pour saisir à distance | 3 | | 2 | 5 |
| | Total | 269 | 38 | 3 062 | 3 369 |

5.3. Les prestations spécifiques au maintien à domicile

Le paragraphe suivant est consacré à trois points spécifiques des prestations dans le cadre du maintien à domicile.

Il s'agit des prestations sous forme d'activités de conseil, des adaptations du logement et de la possibilité donnée par la loi de convertir les prestations en nature en prestations en espèces.

5.3.1. Les activités de conseil

Tout comme les activités de soutien, les activités de conseil sont étroitement liées aux trois domaines des actes essentiels de la vie.

Toutefois, les activités de conseil sont requises temporairement, pour une durée limitée.

Leur objectif est d'apporter à la personne dépendante les apprentissages nécessaires pour réaliser certains actes de la vie quotidienne de façon autonome ou permettre une utilisation efficace d'un appareil ou d'une aide technique. Il peut être aussi d'apporter à l'aidant informel un apprentissage pour une prise en charge adaptée.

Tableau 25. - Répartition des bénéficiaires en ce qui concerne le temps requis pour les activités de conseil

| Conseil | Nombre de bénéficiaires | En % du total |
|--------------|-------------------------|---------------|
| 0 h | 492 | 46,7% |
| 1 h | 541 | 51,3% |
| 2 h | 11 | 1,0% |
| 3 h | 4 | 0,4% |
| 4 h et plus | 6 | 0,6% |
| Total | 1 054 | 100,0% |

5.3.2. Les adaptations du logement

En cas de maintien à domicile, des adaptations du logement de la personne dépendante peuvent être prises en charge dans le cadre de l'assurance, dans la mesure où elles permettent, à l'instar des appareils, de maintenir et d'accroître son autonomie de vie.

Les modalités de la prise en charge des adaptations du logement ont été déterminées par le règlement grand-ducal du 5 novembre 1999.

On notera que les adaptations du logement ne peuvent être réalisées que pour des personnes présentant un besoin d'aides et de soins pour les actes essentiels de la vie de 3,5 heures par semaine au minimum.

Le besoin d'une adaptation du logement est établi dans l'évaluation de base, sa nécessité est décidée lors de la détermination des services requis, les modalités de la réalisation sont fixées par une expertise. Le besoin se chiffre à une moyenne de 8 dossiers par mois.

Jusqu'au 30 juin 2000, 92 dossiers avaient été confiés à des experts externes chargés de la réalisation d'un rapport technique sur les travaux à faire de manière à ce qu'un cahier de charge puisse être établi. Ces experts sont également chargés des contacts avec les différents corps de métier et du contrôle de la conformité des travaux réalisés avec le cahier de charge.

Jusqu'à présent 12 décisions ont été prises en matière d'adaptations du logement.

5.3.3 Les prestations en espèces

Conformément à l'article 354 du CAS, les prestations en nature pour les actes essentiels de la vie et les tâches domestiques peuvent être remplacées par une prestation en espèces.

Ce remplacement est cependant limité et ne peut s'effectuer que jusqu'à concurrence de sept heures par semaine. Si le droit aux prestations est supérieur à sept heures par semaine, le remplacement peut porter en outre sur la moitié des prestations en nature se situant entre sept et quatorze heures par semaine.

Tableau 26. - Répartition des bénéficiaires à domicile selon le type de partage prestations en nature/prestations en espèces

| Type de prestation | Nombre de bénéficiaires | En % du total |
|-----------------------------------|-------------------------|---------------|
| Prestations en nature uniquement | 101 | 9,6% |
| Prestations en espèces uniquement | 476 | 45,2% |
| Prestations combinées | 477 | 45,2% |
| Total | 1 054 | 100,0% |

Tableau 27. - Répartition des bénéficiaires selon le type de partage par classes d'âge (calcul en % du total)

| Classes d'âge | Prestations en nature uniquement | Prestations en espèces uniquement | Prestations combinées | Total |
|---------------|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------|
| 90-109 | 2,0% | 9,8% | 16,8% | 12,3% |
| 80-89 | 21,8% | 30,8% | 38,1% | 33,3% |
| 70-79 | 7,9% | 24,7% | 22,2% | 22,0% |
| 60-69 | 4,0% | 15,5% | 9,2% | 11,5% |
| 40-59 | 22,8% | 9,4% | 6,4% | 9,3% |
| 19-39 | 40,6% | 3,1% | 1,8% | 6,0% |
| 0-18 | 1,0% | 6,5% | 5,4% | 5,5% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

Tableau 28.- Répartition des bénéficiaires selon le type de partage par sexe (calcul en % du total)

| | Prestations en nature uniquement | Prestations en espèces uniquement | Prestations combinées | Total |
|--------------|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------|
| Femmes | 62,4% | 61,0% | 64,7% | 62,9% |
| Hommes | 37,6% | 39,0% | 35,3% | 37,1% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

6. Les causes de la dépendance

Dans la loi du 19 juin 1998, le législateur a clairement pris l'option de définir la dépendance en liant le besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie à une cause médicale : une maladie physique, psychique ou mentale ou une déficience de même nature.

Une cause non-médicale telle que le grand âge ne saurait être retenue.

La cause de la dépendance est établie lors de l'évaluation médicale. Il est rare que la dépendance soit liée à un seul diagnostic. Aussi, le protocole d'évaluation donne-t-il au médecin-conseil la possibilité de retenir trois diagnostics à la base de la dépendance. Ces diagnostics sont ordonnés selon leur incidence sur le besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie. Le médecin-conseil retient en outre trois autres diagnostics qui n'ont pas nécessairement un lien direct avec la dépendance. Ainsi, dans le cadre de l'évaluation médicale, l'état de santé du demandeur peut-il être décrit par six diagnostics.

Tableau 29. - Les personnes dépendantes selon la cause principale de la dépendance (code ICD10 recodé)

| Pathologies à la base de la dépendance | Nombre | En % du total |
|--|--------------|---------------|
| Démences et troubles des fonctions cognitives | 733 | 27,4% |
| Maladies du système ostéo-articulaire | 134 | 5,0% |
| Maladies du système nerveux | 244 | 9,1% |
| Maladies du système cardio-vasculaire et pulmonaire | 397 | 14,8% |
| Troubles mentaux et / ou moteurs chez l'enfant ou l'adolescent- malformations congénitales | 141 | 5,3% |
| Troubles psychiatriques | 468 | 17,5% |
| Troubles sensoriels | 85 | 3,2% |
| Tumeurs malignes | 18 | 0,7% |
| Autres | 105 | 3,9% |
| Données manquantes | 353 | 13,2% |
| Total | 2 678 | 100,0% |

Les données reprises ci-dessous font référence au diagnostic principal.

On peut ainsi voir que les démences et troubles des fonctions cognitives constituent la cause retenue le plus souvent. Un peu plus de 27 % des bénéficiaires de l'assurance dépendance sont touchés par ce type de pathologie.

En y associant les personnes souffrant de troubles psychiatriques, on peut dire que 45 % des bénéficiaires présentent un besoin d'aide en relation avec un trouble d'origine psychique ou mental.

On notera également l'importance du groupe des personnes souffrant de maladies du système cardio-vasculaire et pulmonaire.

On est, en revanche, un peu surpris du petit nombre de personnes souffrant de maladies du système ostéo-articulaire dans l'ensemble des bénéficiaires.

Il serait intéressant à cet égard d'analyser, sous l'angle du diagnostic médical, le groupe des personnes n'atteignant pas le seuil pour l'obtention des prestations, et de voir si ce type de pathologie entraîne plus souvent que d'autres un besoin d'aide insuffisant pour pouvoir bénéficier de l'assurance.

6.1. Les causes de la dépendance et les caractéristiques du bénéficiaire

6.1.1. L'âge

Tableau 30. - Les personnes dépendantes par âge selon la cause principale de la dépendance (calcul en % du total)

| Pathologies à la base de la dépendance | Groupes d'âge | | | | | | | Total |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 0-19 | 20-39 | 40-59 | 60-69 | 70- 79 | 80-89 | 90 et plus | |
| Démences et troubles des fonctions cognitives | 0,0% | 0,0% | 2,2% | 6,9% | 23,8% | 35,8% | 37,6% | 27,4% |
| Maladies du système ostéo- articulaire | 0,0% | 1,2% | 4,9% | 6,5% | 8,1% | 5,2% | 2,3% | 5,0% |
| Maladies du système nerveux | 0,0% | 0,0% | 7,1% | 18,5% | 10,7% | 8,7% | 7,7% | 9,1% |
| Maladies du système cardio-vasculaire et pulmonaire | 45,7% | 39,5% | 34,6% | 25,5% | 15,9% | 10,4% | 4,8% | 14,8% |
| Troubles mentaux et / ou moteurs chez l'enfant ou l'adolescent-malformations congénitales | 35,6% | 28,4% | 29,7% | 8,8% | 3,3% | 0,5% | 0,4% | 5,3% |
| Troubles psychiatriques | 0,0% | 1,2% | 4,4% | 14,4% | 18,8% | 19,4% | 22,2% | 17,5% |
| Troubles sensoriels | 0,0% | 0,0% | 0,6% | 0,9% | 2,5% | 3,6% | 5,5% | 3,2% |
| Tumeurs malignes | 1,7% | 1,2% | 0,6% | 1,4% | 1,2% | 0,5% | 0,2% | 0,7% |
| Autres | 3,4% | 17,3% | 6,6% | 5,1% | 2,9% | 3,1% | 3,2% | 3,9% |
| Données manquantes | 13,6% | 11,1% | 9,3% | 12,0% | 12,8% | 12,9% | 16,1% | 13,2% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| <i>Nombre de bénéficiaires</i> | 59 | 81 | 182 | 216 | 516 | 1 065 | 559 | 2 678 |

Quelques chiffres doivent être notés en ce qui concerne la répartition des bénéficiaires en fonction de leur âge et de la cause de leur dépendance.

En premier lieu, on citera la proportion importante des personnes entre 40 et 59 ans ainsi qu'entre 60 et 69 ans dans le groupe des personnes souffrant de maladies cardio-vasculaires et pulmonaires. L'importance de la proportion des personnes de 60 à 69 ans dans l'ensemble des personnes atteintes d'une maladie du système nerveux ainsi que celle des personnes très âgées dans le groupe des personnes atteintes de troubles psychiatriques constituent des aspects qui devraient faire l'objet d'une analyse plus approfondie.

6.1.2 Le type d'hébergement

Les personnes atteintes de démence se trouvent davantage en établissement alors que les personnes souffrant de troubles psychiatriques se trouvent plus souvent à domicile. Il en est de même pour les personnes souffrant de maladies cardio-vasculaires et pulmonaires et pour les personnes souffrant de maladies du système nerveux, les premières se trouvant plus souvent à domicile, les secondes plus fréquemment en établissement.

Tableau 31. - Les personnes dépendantes selon la cause principale de dépendance et selon le lieu d'hébergement : établissement/ domicile (calcul en % du total)

| Pathologies à la base de la dépendance | Etablissement | Maintien à domicile | Total |
|--|---------------|---------------------|---------------|
| Démences et troubles des fonctions cognitives | 34,9% | 15,7% | 27,4% |
| Maladies du système ostéo-articulaire | 7,0% | 1,9% | 5,0% |
| Maladies du système nerveux | 6,0% | 13,8% | 9,1% |
| Maladies du système cardio-vasculaire et pulmonaire | 10,0% | 22,3% | 14,8% |
| Troubles mentaux et / ou moteurs chez l'enfant ou l'adolescent- malformations congénitales | 6,3% | 3,7% | 5,3% |
| Troubles psychiatriques | 12,8% | 24,7% | 17,5% |
| Troubles sensoriels | 3,4% | 2,8% | 3,2% |
| Tumeurs malignes | 0,4% | 1,1% | 0,7% |
| Autres | 2,4% | 6,3% | 3,9% |
| Données manquantes | 16,8% | 7,6% | 13,2% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| <i>Nombre de bénéficiaires</i> | 1 624 | 1 054 | 2 678 |

6.1.3. Le sexe

Ici, on remarquera l'importante proportion des femmes dans le groupe des personnes démentes. Cet aspect est à relier avec la surreprésentation de ce groupe dans les classes d'âge très élevé dont les femmes représentent plus de 80 % de la population. Le même commentaire peut être fait pour le groupe des personnes souffrant de troubles psychiatriques.

En ce qui concerne les hommes, on relèvera leur nette surreprésentation dans le groupe des personnes souffrant de maladies cardio-vasculaires et pulmonaires.

Tableau 32. - Les personnes dépendantes selon la cause principale de dépendance et selon le sexe (calcul en % du total)

| Pathologies à la base de la dépendance | Femmes | Hommes | Total |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Démences et troubles des fonctions cognitives | 30,3% | 19,1% | 27,4% |
| Maladies du système ostéo-articulaire | 5,1% | 4,7% | 5,0% |
| Maladies du système nerveux | 7,2% | 14,5% | 9,1% |
| Maladies du système cardio-vasculaire et pulmonaire | 12,4% | 21,7% | 14,8% |
| Troubles mentaux et / ou moteurs chez l'enfant ou l'adolescent- malformations congénitales | 3,9% | 9,0% | 5,3% |
| Troubles psychiatriques | 19,8% | 10,8% | 17,5% |
| Troubles sensoriels | 3,2% | 3,0% | 3,2% |
| Tumeurs malignes | 0,5% | 1,1% | 0,7% |
| Autres | 3,3% | 5,7% | 3,9% |
| Données manquantes | 14,2% | 10,4% | 13,2% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| <i>Nombre de bénéficiaires</i> | <i>1 976</i> | <i>702</i> | <i>2 678</i> |

6.2. Les causes de la dépendance et les prestations requises

Tableau 33. - Temps requis moyen (en heures/semaine) par grand groupe de pathologie et par rubrique du relevé

| Pathologies à la base de la dépendance | Total moyen requis (AEV+ TD +Soutien) | Actes essentiels de la vie | Activités de soutien | Activité de conseil |
|--|---------------------------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|
| Démences et troubles des fonctions cognitives | 23,6 | 15,4 | 4,8 | 0,2 |
| Maladies du système ostéo-articulaire | 16,9 | 9,7 | 4,2 | 0,1 |
| Maladies du système nerveux | 19,2 | 12,6 | 3,5 | 0,4 |
| Maladies du système cardio-vasculaire et pulmonaire | 21,2 | 14,7 | 3,3 | 0,4 |
| Troubles mentaux et / ou moteurs chez l'enfant ou l'adolescent- malformations congénitales | 19,1 | 12,6 | 3,5 | 0,2 |
| Troubles psychiatriques | 15,3 | 9,8 | 2,6 | 0,3 |
| Troubles sensoriels | 16,6 | 11,0 | 2,6 | 0,1 |
| Tumeurs malignes | 16,5 | 12,3 | 1,0 | 0,1 |
| Autres | 18,3 | 13,1 | 2,0 | 0,3 |
| Données manquantes | 21,8 | 14,8 | 3,7 | 0,1 |
| Total | 20,1 | 13,3 | 3,6 | 0,2 |

Les temps requis pour les personnes atteintes de démence sont en moyenne les plus élevés, que ce soit au total, pour les actes essentiels de la vie ou pour les activités de soutien.

En revanche, pour les personnes atteintes de troubles psychiatriques, on constate les temps moyens les plus bas, que ce soit au total, pour les actes essentiels de la vie ou les activités de soutien.

Les personnes atteintes de maladies du système cardio-vasculaire et pulmonaire présentent également en moyenne, un temps total élevé. Ici, toutefois, on remarquera davantage le temps requis pour les actes essentiels de la vie.

Enfin, on notera le temps requis pour les activités de soutien dans le groupe des personnes souffrant de maladies du système ostéo-articulaire. Alors que pour ces personnes, le temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie est le plus faible, le temps moyen requis pour les activités de soutien est l'un des plus élevés.

7. Les décès dans l'ensemble des demandeurs

La population concernée par l'assurance dépendance est, de par sa structure, une population où le taux de mortalité est élevé.

Aussi s'est-il avéré nécessaire de prendre des dispositions en ce qui concerne l'octroi des prestations pour les personnes dépendantes décédées, notamment les personnes décédées avant l'évaluation.

Tableau 34. Les décès : situation au 30 juin 2000

| | Nombre total | Nombre de décès | En % du total |
|----------------------------|--------------|-----------------|---------------|
| Décès parmi les demandeurs | 12 134 | 2 519 | 20,7% |

Pour les personnes décédées avant l'évaluation (1496 étaient concernées au 30 juin 2000), la loi prévoit d'accorder sur base du rapport du médecin traitant et d'un contrôle de la plausibilité du dossier une prestation en espèces forfaitaire correspondant à six heures d'aides et de soins par semaine pour la période se situant entre la date de la demande et la date du décès.

En outre, les aides et soins fournis par le réseau ou l'établissement d'aides et de soins sont pris en charge sur présentation des factures, déduction faite de la prestation en espèces forfaitaire.

8. Les aspects financiers de l'assurance dépendance

8.1. Système de financement

Pour faire face aux charges qui lui incombent, l'assurance dépendance applique le système de la répartition des charges avec constitution d'une réserve qui ne peut être inférieure à dix pour cent, ni supérieure à vingt pour cent du montant annuel des dépenses courantes (Art. 375 alinéa 1 du CAS).

Le financement est assuré essentiellement par :

1. une contribution de l'Etat équivalente à 45% des dépenses totales.
2. une redevance assurance dépendance du secteur de l'énergie.
3. une contribution dépendance dont l'assiette est constituée par les revenus professionnels, les revenus de remplacement et les revenus du patrimoine des ménages.

Le taux de la contribution dépendance est fixé à un pour cent. Les modalités du calcul et de la perception de la contribution dépendance sont déterminées par les articles 376 à 378 du CAS.

8.2. Les recettes de l'assurance dépendance en 1999

Tableau 35.- Les recettes de l'assurance dépendance en 1999 (en millions de francs)

| | Montant | En % du total |
|--------------------------------------|--------------|---------------|
| Contributions des ménages | 3 623 | 55,0% |
| Contribution de l'Etat | 2 800 | 42,5% |
| Redevance AD du secteur de l'énergie | 127 | 1,9% |
| Recettes diverses | 38 | 0,6% |
| Total | 6 588 | 100,0% |

8.3. Les dépenses de l'assurance dépendance en 1999

Tableau 36. - Les dépenses de l'assurance dépendance en 1999 (en millions de francs)

| | Montant | En % du total |
|--|--------------|---------------|
| Frais d'administration | 92 | 1,6% |
| Prestations en nature | 1 151 | 20,3% |
| Prestations en espèces | 837 | 14,8% |
| Cotisations | 1 | 0,0% |
| Dotation aux provisions pour prestations à liquider, dont: | 3 575 | 63,2% |
| - Prestations à domicile | 1 292 | 22,8% |
| - Prestations en milieu stationnaire | 2 275 | 40,2% |
| - Prestations à l'étranger | 8 | 0,1% |
| Dépenses diverses | 1 | 0,0% |
| Total | 5 657 | 100,0% |

L'introduction récente de l'assurance dépendance a impliqué la mise en place d'un certain nombre de procédures administratives et d'outils informatiques, du côté des prestataires (réseaux, institutions) pour la facturation et du côté de la cellule d'évaluation et de l'UCM pour l'évaluation des personnes et la liquidation des prestations.

Cette tâche très complexe a amené des retards à tous les niveaux de la procédure, de sorte que l'UCM a dû inscrire des provisions de l'ordre de 3,6 milliards de francs pour prestations échues mais non encore liquidées.

8.4. Le résultat de l'exercice

Après opérations sur réserves, l'excédent de l'exercice se chiffre donc à 365 millions de francs.

Tableau 37.- Le résultat de l'exercice (en millions de francs)

| | Décompte 1999 |
|---|---------------|
| Recettes courantes | 6 588 |
| Dépenses courantes | 5 657 |
| Solde des opérations courantes | 931 |
| Dotation au fonds de roulement | 566 |
| Excédent / découvert de l'exercice | 365 |

Comptes financiers 1999

Assurance dépendance: compte d'exploitation 1999

| RECETTES | 1999 |
|--|----------------------|
| I. Cotisations | 3 623 156 392 |
| Cotisations assurés actifs et autres | 3 068 237 789 |
| Cotisations assurés pensionnés | 554 918 603 |
| Cotisations sur patrimoine- article 378 CAS | 0 |
| II. Participation de tiers | 2 926 742 840 |
| Contribution forfaitaire Etat_(45% des prestations) | 2 800 000 000 |
| Redevance AD du secteur de l'énergie - art 375 CAS sub 2 | 126 742 840 |
| III. Produits divers, dont : | 3 178 130 |
| IV. Produits financiers | 24 290 035 |
| V. Prélèvement aux provisions | 0 |
| VI. Recettes diverses | 10 209 858 |
| Total des recettes courantes | 6 587 577 255 |
| <i>Prélèvement au fonds de roulement</i> | 0 |
| Découvert de l'exercice | 0 |
| Total des recettes | 6 587 577 255 |

Comptes financiers 1999 (suite)

Assurance dépendance: compte d'exploitation 1999 (suite)

| DEPENSES | 1999 |
|--|----------------------|
| I. Frais d'administration | 92 000 000 |
| II. Prestations en espèces | 1 150 860 087 |
| Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées | 668 405 058 |
| Allocations de soins | 482 455 029 |
| III. Prestations en nature | 836 565 756 |
| <i>Prestations au Luxembourg</i> | <i>15 139 022</i> |
| Prestations à domicile | 15 139 022 |
| - Aides et soins | 14 907 565 |
| - Prestations en espèces subsidiaires | 0 |
| - Forfaits pour produits d'aides et de soins | 231 457 |
| - Appareils | p.m. |
| <i>Prestations en milieu stationnaire</i> | <i>821 426 734</i> |
| - Aides et soins | 812 486 981 |
| - Forfaits pour produits d'aides et de soins | 8 939 753 |
| - Appareils | p.m. |
| <i>Actions expérimentales</i> | <i>p.m.</i> |
| IV. Transferts de cotisations | 727 520 |
| Cotisations assurance pension | 727 520 |
| V. Décharges et extournes | 23 286 |
| VI. Frais de gestion du patrimoine | 991 977 |
| VII. Dotation aux provisions et amortissement : | 3 575 397 031 |
| dont provisions pour prestations à liquider | 3 575 397 031 |
| VIII. Dépenses diverses | 0 |
| Total des dépenses courantes | 5 656 565 657 |
| Dotation au fonds de roulement | 565 656 566 |
| Excédent de l'exercice | 365 355 032 |
| Total des dépenses | 6 587 577 255 |

Comptes financiers 1999

Assurance dépendance - Bilan de fin d'exercice 1999

| ACTIF | Bilan de fin d'exercice au 31.12.99 |
|--|--|
| 1. Capitaux permanents | 0 |
| Report à nouveau | 0 |
| Déficit cumulé | 0 |
| 2. Valeurs immobilisées | 0 |
| 3. Tiers | 3 494 742 101 |
| Tiers - débiteurs | 2 628 301 889 |
| Débiteurs-bénéficiaires de prestations | 7 943 931 |
| Débiteurs prestataires | 2 061 248 454 |
| Débiteurs-cotisations, intérêts et amendes | 549 580 919 |
| Débiteurs divers | 9 528 585 |
| Etat et collectivités publiques | 506 742 840 |
| Participation Etat | 506 742 840 |
| Organismes de sécurité sociale | 12 934 080 |
| Comptes de régularisation | 346 763 292 |
| 4. Comptes financiers | 1 498 937 950 |
| Placements à moins d'un an | 1 469 000 000 |
| Banques et chèques postaux | 29 937 950 |
| Chèques émis et virements internes | 0 |
| Total de l'actif | 4 993 680 051 |

| PASSIF | Bilan de fin d'exercice au 31.12.99 |
|---|--|
| 1. Capitaux permanents | 4 506 408 629 |
| Fonds de roulement légal | 565 656 566 |
| Report à nouveau | 0 |
| Excédent de financement | 365 355 032 |
| Provisions pour pertes et charges | 3 575 397 031 |
| 2. Tiers | 487 271 422 |
| Tiers - créditeurs | 385 419 824 |
| Bénéficiaires de prestations en espèces | 34 823 120 |
| Bénéficiaires de prestations en nature | 3 824 220 |
| Créditeurs - cotisations | 346 772 484 |
| Créditeurs divers | 0 |
| Etat et collectivités publiques | 0 |
| Organismes de sécurité sociale | 93 776 258 |
| Comptes de régularisation | 8 075 340 |
| 3. Comptes financiers | 0 |
| Total du passif | 4 993 680 051 |

PRESTATIONS FAMILIALES

Partie descriptive et partie statistique

Sommaire

| <i>PARTIE DESCRIPTIVE</i> | <i>Page</i> |
|-----------------------------------|-------------|
| 1. Introduction | 299 |
| 2. Situation démographique | 301 |
| 3. Situation financière | 303 |

PARTIE STATISTIQUE

| | |
|---|-----|
| 1. Données démographiques | |
| <i>1. Allocations familiales</i> | 313 |
| Tableau 1.1. Evolution du nombre des familles et des enfants bénéficiaires depuis 1965 | 313 |
| Tableau 1.2. Composition des familles attributaires et répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille | 314 |
| Tableau 1.3. Evolution de la composition des familles attributaires | 314 |
| Tableau 1.4. Evolution de la répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille | 315 |
| Tableau 1.5. Evolution de la répartition des enfants par groupe d'âge | 315 |
| Graphique 1.1. Répartition par âge des enfants bénéficiaires au 31 décembre 1999 | 316 |
| Tableau 1.6. Evolution du nombre des enfants bénéficiaires d'une allocation spéciale supplémentaire et des enfants infirmes bénéficiant des allocations familiales normales au-delà de l'âge de 18 ans | 316 |
| Tableau 1.7. Evolution du nombre des bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire (Nombre des allocations payées au mois d'août) | 317 |
| Tableau 1.8. Evolution du nombre des étudiants bénéficiaires d'allocations familiales âgés de plus de 18 ans | 317 |
| <i>2. Allocation d'éducation</i> | 318 |
| Tableau 1.9. Evolution de la répartition des foyers bénéficiaires de l'allocation d'éducation | 318 |
| <i>3. Congé parental</i> | 318 |
| Tableau 1.10. Répartition des indemnités pour congé parental (Congés en cours en décembre 1999) | 318 |
| <i>4. Allocations de naissance et de maternité</i> | 318 |
| Tableau 1.11. Evolution du nombre des bénéficiaires des différentes tranches d'allocations de naissance et des allocations de maternité ainsi que du nombre des naissances enregistrées sur le territoire | 318 |
| Tableau 1.12. Evolution du nombre des naissances ouvrant droit à une allocation de naissance | 319 |
| Tableau 1.13. Répartition du nombre total des allocations de maternité et des allocations de naissance suivant la nationalité des bénéficiaires en 1998 et 1999 | 319 |
| 2. Montants des prestations | 320 |
| Tableau 2.1. Evolution des montants des allocations familiales d'après le nombre d'enfants par famille | 320 |
| Tableau 2.2. Evolution des montants des allocations familiales d'après le rang occupé par les enfants dans les familles | 320 |
| Tableau 2.3. Introduction et refixation de l'allocation spéciale supplémentaire, des majorations d'âge et de l'allocation d'éducation | 320 |
| Tableau 2.4. Introduction et refixation de l'allocation de rentrée scolaire | 321 |
| Tableau 2.5. Evolution de la dépense moyenne annuelle en allocations familiales et d'éducation par enfant bénéficiaire et par famille attributaire | 321 |
| Tableau 2.6. Evolution des montants des allocations de naissance et de maternité | 321 |

3. Cotisations

| | | |
|--------------|---|-----|
| Tableau 3.1. | Evolution des taux de cotisation entre 1965 et 1985 | 322 |
| Tableau 3.2. | Evolution des taux de cotisation depuis 1986 | 322 |

4. Données financières

| | | |
|----------------|--|---------|
| Tableau 4.1. | Bilans comparés des exercices 1998 et 1999 de la caisse nationale des prestations familiales | 323 |
| Tableau 4.2. | Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales des exercices 1998 et 1999 - Etat détaillé des recettes | 324 |
| Tableau 4.3. | Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales des exercices 1998 et 1999 - Etat détaillé des dépenses | 325 |
| Tableau 4.4. | Evolution des comptes financiers annuels et de la réserve au 31 décembre | 326-327 |
| Graphique 4.1. | Evolution des principaux comptes financiers | 327 |
| Tableau 4.5. | Evolution des dépenses en prestations familiales | 328 |
| Tableau 4.6. | Evolution de la structure des dépenses en prestations familiales | 328 |
| Tableau 4.7. | Evolution des cotisations et de la masse salariale cotisable des salariés depuis 1986 | 329 |
| Tableau 4.8. | Structure de la réserve | 329 |
| Tableau 4.9. | Taux de rendement moyen de la fortune | 330 |

1. Introduction

Les prestations familiales sont servies par la Caisse nationale des prestations familiales. En 1998, la caisse a liquidé des allocations familiales pour environ 144 000 enfants et des prestations de naissance pour quelque 5 200 nouveaux-nés.

Outre les allocations familiales proprement dites, différenciées suivant le rang de l'enfant et complétées par des majorations d'âge, la caisse paie des allocations spéciales supplémentaires en faveur des enfants handicapés, au mois d'août des allocations de rentrée scolaire pour les enfants âgés de plus de six ans, des allocations de naissance et de maternité, des allocations d'éducation ainsi que des indemnités pour congé parental.

L'allocation d'éducation, introduite au 1er janvier 1989, est versée aux personnes élevant un ou plusieurs enfants âgés de moins de deux ans, sous condition qu'elles n'exercent pas d'activité professionnelle ou qu'elles remplissent certaines conditions de revenu, conditions précisées par un règlement grand-ducal. Depuis le 1er septembre 1992, elle est prolongée de deux années pour les personnes élevant trois enfants ou plus ainsi que pour celles élevant un enfant handicapé. A partir du 1er juillet 1993 enfin, les personnes exerçant une activité professionnelle à temps partiel dont la durée ne dépasse pas la moitié de la durée de travail normale bénéficient d'une demi-allocation. A la même date, le montant de l'allocation a été porté de 2 000 à 3 000 francs (au nombre indice 100 du coût de la vie).

Au 1er janvier 1993 est entrée en vigueur la loi du 23 décembre 1992 modifiant 1) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales; 2) la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité qui a augmenté les montants de l'allocation familiale normale et de l'allocation de maternité. Ce relèvement important des montants de base de l'allocation familiale s'est fait de façon parallèle à une réduction comparable de la modulation d'impôt maximale pour charge d'enfant. Ces deux mesures prises ensemble devaient garantir la sélectivité de l'opération: en effet, le but recherché était l'augmentation du revenu disponible des seules familles dont les revenus sont inférieurs au seuil imposable ou qui ne profitent pas du montant maximum de la modulation d'impôt pour charge d'enfants. Pour les autres familles, le revenu disponible est resté pratiquement inchangé.

Au 1er janvier 1999 est entrée en vigueur la loi du 23 décembre 1998 modifiant 1) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 2) la loi modifiée du 26 juillet 1986 portant a) création du droit à un revenu minimum garanti; b) création d'un service national d'action sociale; c) modification de la loi du 30 juillet 1969 concernant la création d'un fonds national de solidarité.

Cette loi relève les montants de base des allocations familiales proprement dites ainsi que celui de l'allocation spéciale supplémentaire, mesure qui aura une influence importante sur les dépenses en prestations et sur l'équilibre financier de la Caisse nationale des prestations familiales en 1999.

Les autres relèvements des montants des prestations au fil des dernières années figurent dans les tableaux 2.1. à 2.4. du chapitre 4 de la deuxième partie de cet ouvrage.

La plus récente des prestations familiales est l'indemnité pour congé parental introduite par la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales avec mise en vigueur au 1^{er} mars 1999. Le congé parental d'une durée de 6 mois respectivement de 12 mois à temps partiel est, sous certaines conditions, accordé à toute personne occupée légalement et de façon continue sur un lieu de travail situé sur le territoire du Luxembourg et qui s'adonne principalement à l'éducation d'un enfant de moins de 5 ans pour lequel sont versées des allocations familiales. Un tel congé parental ouvre en principe droit à une indemnité pécuniaire forfaitaire de 11 000 francs par mois respectivement 5 500 francs pour le congé à temps partiel (montants au nombre indice 100 du coût de la vie). Le droit à congé parental existe pour chacun des deux parents et ne peut être cumulé dans le chef d'un des parents. La prise en charge de l'indemnité pour le congé parental est assurée en partie par le Fonds pour l'emploi et pour le solde par l'Etat.

Parmi les autres changements au niveau législatif depuis 1986 sont à signaler que ce n'est qu'à partir de 1988 que les enfants uniques ont également droit à l'allocation de rentrée scolaire et que la limite d'âge pour le bénéfice des allocations familiales des étudiants a été relevée de 25 à 27 ans accomplis à partir du 1^{er} janvier 1991.

Le système de financement des prestations familiales a aussi subi certaines modifications. Depuis toujours, les prestations uniques (allocations de naissance et de maternité) ainsi que les frais d'administration sont entièrement à charge de l'Etat. A partir du 1^{er} janvier 1986, les autres prestations sont financées pour moitié par des cotisations et pour moitié par une contribution de l'Etat. Une réserve doit prévenir les difficultés passagères de trésorerie. Le taux de cotisation est fixé de façon à ce que la réserve en fin d'année corresponde toujours à un montant se situant entre 20 et 50% des prestations à financer. Le taux limite supérieur a été relevé à 65% pour les exercices 1988 à 1991; le taux de cotisation a dû être réduit à partir du 1^{er} janvier 1990. Le relèvement important des montants de l'allocation de rentrée scolaire en 1992 ainsi que des allocations familiales normales et de l'allocation d'éducation en 1993 a rendu nécessaire une intervention supplémentaire de l'Etat: depuis 1992, l'allocation de rentrée scolaire, et depuis le 1^{er} juillet 1993, l'allocation d'éducation est à charge du budget de l'Etat.

En outre, en vertu de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises, l'Etat a pris à sa charge les cotisations dues pour les salariés des entreprises du secteur privé pour la période postérieure au 1^{er} juillet 1994 ainsi que celles dues par les non-salariés agriculteurs ou viticulteurs à raison de la moitié pour l'exercice 1994 et de la totalité à partir de 1995. Toutefois, cette modification législative est restée sans effet au niveau de l'équilibre financier de la caisse puisqu'elle n'a opéré qu'un transfert de la charge des cotisations sans toucher au calcul de ces cotisations.

Le règlement grand-ducal du 30 septembre 1994 portant fixation des cotisations à verser à la caisse nationale des prestations familiales par les personnes exerçant une profession agricole ou viticole a adapté la réglementation à la nouvelle situation légale créée par la loi du 27 juillet 1992 portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé. A partir du 1^{er} janvier 1994, les cotisations sont fixées à 0,6% du revenu professionnel de l'exploitation agricole déterminé conformément à la législation relative à l'assurance maladie. Toutefois, aucune cotisation n'est due si les revenus annuels ne dépassent pas 56 400 francs au nombre indice 100 du coût de la vie. Le règlement a en outre introduit un plafond cotisable annuel égal au quintuple du salaire social minimum.

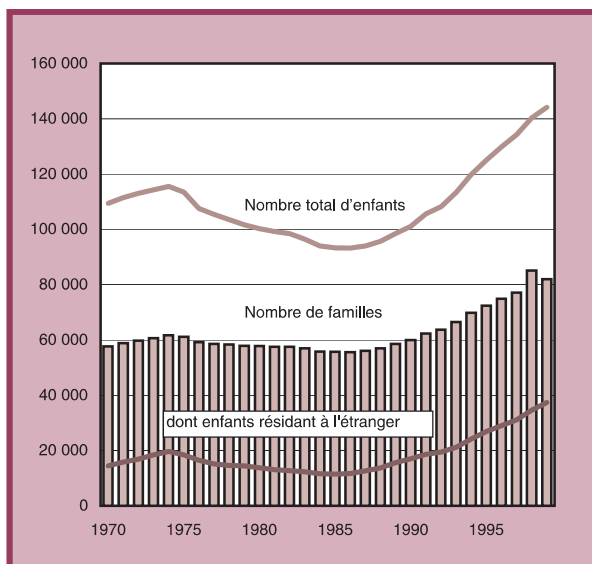
En 1995, la loi du 31 juillet a confirmé la législation en matière d'allocation de naissance et d'allocation de maternité à la jurisprudence de la cour de justice européenne en remplaçant la condition de durée de résidence par une condition de résidence.

La loi budgétaire de 1996 a modifié le système de financement des prestations familiales en deux points. D'une part l'Etat met à la disposition de la caisse nationale des prestations familiales pour l'exercice 1995 un fonds de roulement. D'autre part à partir de l'exercice 1996 l'Etat prend à charge l'excédent des dépenses sur les recettes de la caisse nationale des prestations familiales. En même temps, la limite supérieure de la réserve est ramenée à 15% du montant annuel des allocations familiales de l'année concernée.

Finalement la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 a transféré la charge des cotisations dues par les non-salariés à l'Etat. Cette disposition entre en vigueur au 1er janvier 1999.

2. Situation démographique

Graphique 1. - Evolution du nombre des enfants bénéficiaires et des familles attributaires (au 31 décembre de chaque exercice)



Au cours des trois dernières décennies, l'évolution du nombre des bénéficiaires d'allocations familiales a connu trois phases successives de hausse et de baisse.

Après une période de croissance, les années 1975 à 1986 étaient marquées par une régression systématique du nombre des enfants bénéficiaires, du nombre des familles attributaires et de la taille des groupes familiaux.

Cette diminution résultait, d'une part, de la baisse du nombre des naissances à partir du milieu des années soixante à un niveau sans précédent historique. Ainsi, l'indicateur conjoncturel de fécondité (descendance finale dans une génération fictive qui aurait à chaque âge successif la fécondité empruntée à chacune des 35 générations de 15 à 49 ans réelles observées au cours d'une année donnée) est passé de 2,3 au début des années soixante à 1,5 en 1975 et s'est pratiquement stabilisé à ce niveau; le taux brut de natalité (nombre annuel de naissances pour 1 000 habitants) est descendu de 16 pour 1000 aux alentours de 12 pour 1000. Au cours des dernières années, ces deux indicateurs se sont cependant légèrement redressés pour atteindre en 1999 respectivement 1,73 et 12,9. (Source: STATEC, 1999)

D'autre part, la stagnation relative de l'emploi intérieur suite à la crise économique du milieu des années soixante-dix a été accompagnée d'une diminution du solde migratoire de la population. Cette diminution s'est traduite par une nette réduction du nombre des allocations familiales transférées à l'étranger. Ainsi, le nombre d'enfants bénéficiaires résidant à l'étranger est passé de 19 734 en 1974 à 11 498 en 1985.

Depuis 1987, tant le nombre des enfants bénéficiaires que celui des familles attributaires augmente de nouveau. Ce renversement de tendance est le résultat d'une croissance sensible de l'emploi intérieur à partir de 1985 qui s'est traduite par une forte augmentation du nombre de frontaliers travaillant au Luxembourg et par un solde migratoire largement positif. Ainsi, le nombre des enfants bénéficiaires résidant à l'étranger s'est accru en moyenne de 9,1% par an entre 1989 et 1999, pour atteindre 37 414 enfants au 31 décembre 1999. Entre 1998 et 1999, ce nombre a augmenté de 2 748 unités ou 7,9%. Cette augmentation suit l'évolution de l'emploi telle qu'elle est décrite au chapitre EMPLOI de la présente publication. Le nombre de bénéficiaires résidant au Luxembourg a augmenté de 1 112 enfants pour atteindre 106 759 unités, ce qui équivaut à une augmentation de 1,1%.

A noter que les statistiques ne tiennent pas compte des bénéficiaires d'allocations différentielles résidant à l'étranger. Ces allocations sont dues en vertu de la réglementation communautaire dans le cas où l'enfant d'un frontalier travaillant au Grand-Duché a droit aux allocations familiales dans le pays d'origine au titre d'une activité professionnelle. Le Luxembourg paie dans ces cas la différence entre le montant luxembourgeois et le montant étranger si ce dernier est moins élevé.

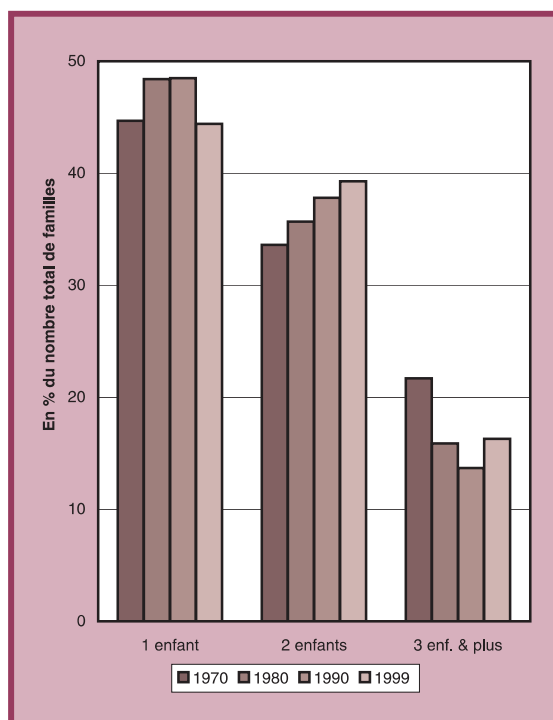
Tableau 1. - Evolution du nombre des enfants bénéficiaires (Situation au 31 décembre*)

| Prestations | 1998 | 1999 | Var. 98-99 |
|---------------------------------------|---------|---------|------------|
| Allocations familiales normales | 140 313 | 144 173 | +2,8% |
| Majorations d'âge | 98 435 | 102 063 | +3,7% |
| Allocations spéciales supplémentaires | 1 320 | 1 410 | +6,8% |
| Allocations de rentrée scolaire* | 97 231 | 100 567 | +3,4% |
| Allocations d'éducation | 9 824 | 8 954 | -8,9% |
| Indemnité pour congé parental | - | 1 433 | - |

* Situation au 31 août pour les allocations de rentrée scolaire

En décembre 1999, la caisse nationale des prestations familiales a payé des allocations familiales à un total de 144 173 enfants allocataires issus de 81 958 familles attributaires, ce qui équivaut respectivement à un accroissement du nombre des enfants de 3 860, soit de 2,8% et du nombre des familles de 1 883, soit de 2,4% par rapport à l'année antérieure.

Graphique 2. - Répartition des familles attributaires selon le nombre des enfants



La taille des groupes familiaux, qui atteignait encore 1,9 enfants bénéficiaires par famille en 1970, a diminué de façon régulière pour descendre aux alentours de 1,7 enfants jusqu'au début des années 90. Depuis une légère augmentation se fait sentir de sorte qu'en 1999 on compte de nouveau 1,76 enfants bénéficiaires par famille.

La diminution était essentiellement due à la régression de la proportion des familles avec trois enfants et plus, proportion qui est passée de 21,7% en 1970 à un minimum de 13,3% en 1986. Depuis lors, cette proportion s'est de nouveau légèrement renforcée pour atteindre 16,3% en 1999, contre 16,0% en 1998 et 15,7% en 1997.

La forte diminution des bénéficiaires d'une allocation d'éducation reflète la portée de l'introduction d'une indemnité pour congé parental au 1.1.1999. A la fin de l'année 1999, 1 433 travailleurs bénéficient d'un congé parental alors que le nombre d'allocations d'éducation s'est réduit de 8,9% pour atteindre 8 954 unités.

L'évolution du nombre des bénéficiaires d'allocations de naissance suit le mouvement des naissances, mais en raison des conditions relatives aux visites médicales, le nombre des allocations diffère légèrement du nombre des naissances. Pour 5 582 naissances enregistrées par le STATEC en 1999, la caisse a liquidé 5 181 allocations prénatales, 5 196 allocations de naissance proprement dites et 5 219 allocations postnatales.

Enfin, 1 967 allocations de maternité ont été liquidées en 1999, chiffre en régression vu l'augmentation continue du taux d'emploi féminin.

3. Situation financière

1. Dépenses courantes

L'évolution des dépenses courantes dépend exclusivement de l'évolution des prestations. La progression du montant total des prestations est fonction de l'évolution du niveau de ces prestations et du nombre de bénéficiaires.

L'analyse du développement des dépenses montre que, sauf pour les années qui ont vu l'application de modifications de la législation, les taux de variation des dépenses exprimés au nombre indice 100 de l'échelle mobile des salaires ont été faibles, voire même négatifs.

La période de 1965 à 1980 est caractérisée par la création de nouvelles prestations ainsi que par des améliorations des prestations. Ces mesures se sont traduites par une importante progression des dépenses: ainsi, le taux moyen annuel de croissance des dépenses globales exprimé au nombre indice 100 du coût de la vie atteint 3,6% pour la période de 1965 à 1980.

En 1975 s'est produit un renversement de tendance dans l'évolution du nombre des enfants bénéficiaires d'allocations familiales: le nouveau mouvement à la baisse va durer jusqu'en 1986. Comme en plus, aucune nouvelle prestation n'a été introduite entre 1981 et 1985 et qu'une seule amélioration des montants de base des allocations familiales normales a eu lieu en avril 1982, le taux moyen annuel de croissance des dépenses exprimé au nombre indice 100 a fortement diminué et n'atteint plus que 0,2% au cours de la première moitié des années quatre-vingt.

La forte croissance enregistrée en 1986 est le résultat de l'introduction de l'allocation de rentrée scolaire et de l'augmentation de certains montants de base des allocations familiales normales. La hausse de 1987 reflète le renversement de tendance dans l'évolution du nombre des enfants bénéficiaires, nombre qui a augmenté à nouveau. L'amplification de l'augmentation du nombre des bénéficiaires ainsi que l'extension du bénéfice de l'allocation de rentrée scolaire aux familles avec un enfant et la revalorisation des montants de cette allocation expliquent la croissance de 1988.

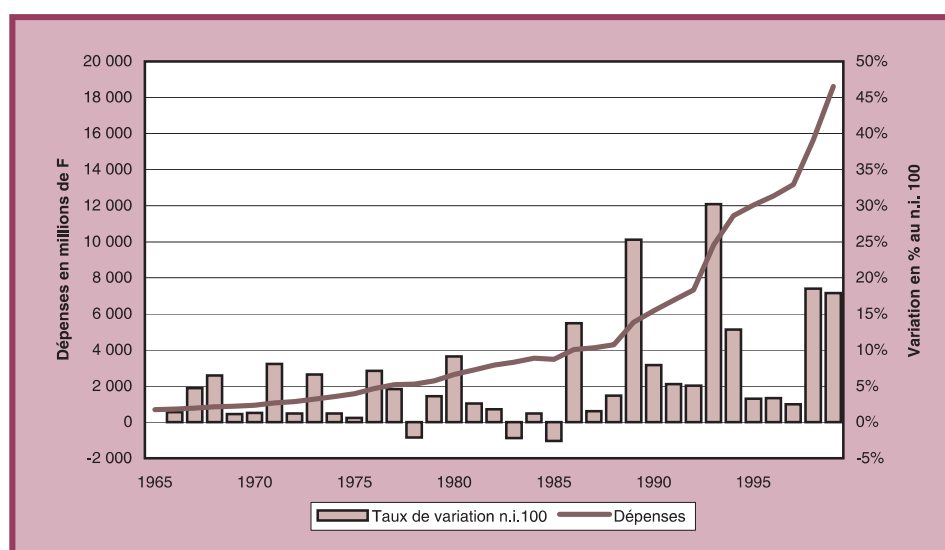
La progression exceptionnelle des dépenses courantes de plus d'un quart, relevée en 1989, est essentiellement due aux mesures législatives entrées en vigueur en 1989, à savoir la création d'une allocation d'éducation et la hausse des montants des majorations d'âge. S'y ajoutent les effets de la croissance du nombre des enfants bénéficiaires et de l'extension du bénéfice des prestations luxembourgeoises aux ressortissants portugais et espagnols travaillant au Grand-Duché en faveur de leurs enfants résidant dans leur pays d'origine.

L'augmentation des dépenses au début de la décennie actuelle est principalement imputable à la croissance continue du nombre des bénéficiaires des allocations familiales et de naissance. En 1992, s'y sont ajoutés le relèvement des montants de l'allocation de rentrée scolaire et l'extension de l'allocation d'éducation de deux années pour certains bénéficiaires.

L'augmentation élevée des dépenses en 1993 est due essentiellement au relèvement des montants de base des allocations familiales normales.

Les dépenses courantes s'élèvent en 1999 à 18 620,0 millions de francs, contre 15 631,3 millions de francs en 1998. Les frais d'administration ne représentant que 1,4% du total, les prestations constituent donc la presque totalité des dépenses courantes.

Graphique 3. - Evolution des dépenses courantes



1.1. Frais d'administration

En 1999 les frais d'administration se situent à 262,5 millions de francs par rapport à 230,5 millions de francs en 1998. La part des frais de personnel représente 60,1% du montant total des frais d'administration.

1.2. Prestations

En 1999, le montant total des prestations payées par la caisse nationale des prestations familiales atteint 18,3 milliards de francs contre 15,5 milliards une année plus tôt (+18,1%). Cette augmentation considérable des prestations en 1999 reflète non seulement l'accroissement du nombre des bénéficiaires, mais principalement l'augmentation des montants des allocations familiales normales et de l'allocation spéciale supplémentaire au 1er janvier 1999, ainsi que l'introduction du congé parental.

Tableau 2. - Evolution des dépenses courantes
(en millions de francs)

| Dépenses | 1998 | 1999 | Var. au n.i. 100 | Var. du nombre des enf. bénéf. |
|---------------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|--------------------------------|
| Frais d'administration | 230,5 | 262,5 | 12,7% | |
| Prestations | 15 367,1 | 18 300,1 | 17,9% | |
| Allocations familiales | | | | |
| Allocations familiales normales | 10 334,9 | 12 719,8 | 21,8% | 2,8% |
| Majorations d'âge | 1 559,2 | 1 645,7 | 4,5% | 3,6% |
| Allocations spéciales supplémentaires | 78,1 | 106,9 | 35,5% | 6,8% |
| Allocations de rentrée scolaire | 857,2 | 906,0 | 3,1% | 3,4% |
| Allocations d'éducation | 2 005,8 | 1 941,7 | -4,2% | -8,9% |
| Indemnité pour congé parental | - | 468,5 | - | - |
| Prestations de naissance | 316,9 | 308,1 | -3,8% | -3,3%** |
| Allocations de maternité | 215,1 | 203,4 | -6,4% | -6,0% |
| Prêts aux jeunes époux | 0,0 | 0,0 | - | - |
| Dépenses diverses * | 33,7 | 57,3 | 68,2% | |
| Total des dépenses courantes | 15 631,3 | 18 620,0 | 17,9% | |

* Décharges, restitutions et extournes de cotisations et frais de gestion du patrimoine

** Moyenne des trois tranches

1.2.1. Allocations familiales, allocations de rentrée scolaire et allocations d'éducation

Le montant total des allocations familiales qui restent financées par les cotisations, c'est-à-dire le total des allocations familiales proprement dites, des majorations d'âge et des allocations spéciales supplémentaires, a augmenté de 2 500,3 millions de francs pour atteindre 14 472,4 millions de francs.

Les allocations de rentrée scolaire suivent le même mouvement, avec une progression de 48,8 millions de francs.

En raison des modifications législatives, la dépense moyenne annuelle par enfant ressent une hausse considérable. De 107 510 francs en 1998 elle passe à 121 316 francs en 1999, soit une augmentation de 11,7 % au nombre indice 100 du coût de la vie. Il en est de même pour la dépense moyenne annuelle par famille qui a atteint 213 570 francs en 1999 (+12,1% au n.i. 100 par rapport à 1998).

1.2.2. Allocations de naissance et de maternité

L'évolution du niveau réel des prestations de naissance reflète en principe assez bien celle du nombre des naissances. Cependant le montant total des prestations de naissance passe de 316,9 millions en 1998 à 308,1 millions de francs en 1999, soit une réduction de 3,3% au nombre indice 100, par rapport au nombre de naissances qui augmente et passe de 5 386 en 1998 à 5 582 en 1999 (Source: STATEC). Il faudra attendre les données de l'année 2000 pour voir si ce phénomène a son origine dans un retard administratif ou si le nombre de refus a augmenté.

1.2.3. Prestations transférées à l'étranger

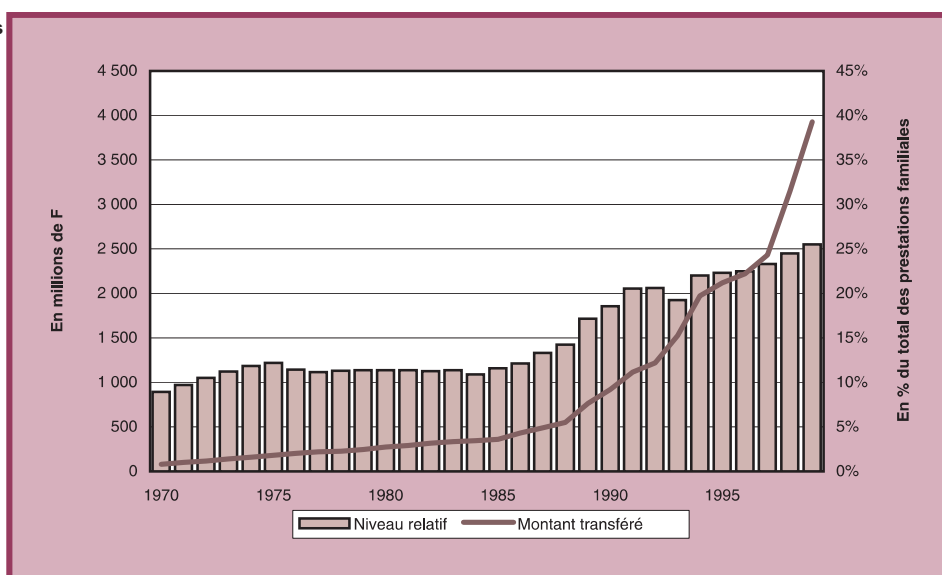
En 1999, les allocations familiales transférées à l'étranger, c'est-à-dire les prestations payées en faveur des travailleurs migrants et des travailleurs frontaliers pour des enfants résidant à l'étranger, ont atteint 3 928,4 millions de francs ou 25,5% du montant total des allocations familiales. Il s'agit d'une progression de 23,5% par rapport à 1998, le nombre des enfants bénéficiaires résidant à l'étranger a enregistré une croissance de 7,9% (11,4 % en 1998).

Tableau 3. - Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger (nombres au 31 décembre sans allocations différentielles) (montants en millions de francs)

| Année | Nombre d'enfants | | | Montants payés | | |
|-------|------------------|-------------------|-------|----------------|-------------------|-------|
| | Total | dont à l'étranger | | Total | dont à l'étranger | |
| 1984 | 94 004 | 11 570 | 12,3% | 3 166,1 | 344,7 | 10,9% |
| 1985 | 93 365 | 11 498 | 12,3% | 3 085,9 | 358,1 | 11,6% |
| 1986 | 93 233 | 11 653 | 12,5% | 3 558,7 | 431,9 | 12,1% |
| 1987 | 93 993 | 12 697 | 13,5% | 3 686,4 | 490,9 | 13,3% |
| 1988 | 95 597 | 13 629 | 14,3% | 3 854,2 | 549,3 | 14,3% |
| 1989 | 98 544 | 15 596 | 15,8% | 4 443,0 | 762,8 | 17,2% |
| 1990 | 101 116 | 17 041 | 16,9% | 4 967,4 | 922,5 | 18,6% |
| 1991 | 105 589 | 18 688 | 17,7% | 5 423,9 | 1 114,6 | 20,6% |
| 1992 | 108 290 | 19 432 | 17,9% | 5 924,1 | 1 220,1 | 20,6% |
| 1993 | 113 341 | 21 232 | 18,7% | 7 925,8 | 1 525,7 | 19,2% |
| 1994 | 119 774 | 24 181 | 20,2% | 8 947,6 | 1 970,0 | 22,0% |
| 1995 | 125 006 | 26 884 | 21,5% | 9 482,1 | 2 117,2 | 22,3% |
| 1996 | 129 912 | 29 089 | 22,4% | 9 878,9 | 2 219,7 | 22,5% |
| 1997 | 134 295 | 31 107 | 23,2% | 10 438,6 | 2 430,1 | 23,3% |
| 1998 | 140 313 | 34 666 | 24,7% | 12 829,3 | 3 147,5 | 24,5% |
| 1999 | 144 173 | 37 414 | 26,0% | 15 378,4 | 3 928,4 | 25,5% |

Les transferts à l'étranger dépendent fortement de la conjoncture économique: les périodes de forte croissance des transferts à l'étranger correspondent en effet aux périodes avec un embauchage important de main-d'oeuvre étrangère, qui entraîne la prise en charge de nouveaux enfants bénéficiaires résidant à l'étranger. Au cours de la décennie 1975 - 1985, la part relative des transferts est restée stable en raison d'une diminution parallèle du nombre des enfants bénéficiaires vivant au Grand-Duché. Aux effets de la forte reprise de la conjoncture économique à partir du milieu des années quatre-vingt, est venue s'ajouter l'assimilation à partir du 1er janvier 1989 des enfants bénéficiaires résidant au Portugal et en Espagne aux autres ressortissants de la Communauté Européenne. Au lieu d'un montant forfaitaire, les travailleurs portugais et espagnols occupés au Luxembourg touchent désormais les allocations familiales luxembourgeoises pour leurs enfants restés dans leur pays d'origine. C'est ce changement qui explique une progression des sommes transférées à l'étranger plus rapide que celle du nombre des enfants bénéficiaires vivant à l'étranger au cours des exercices 1989, 1990 et 1991. Rappelons que les allocations différentielles ne sont pas comprises dans les transferts à l'étranger.

Graphique 4. - Allocations transférées à l'étranger



Jusqu'à présent, uniquement les prestations familiales normales ainsi que l'allocation de rentrée scolaire étaient transférées à l'étranger. Avec l'instauration d'un congé parental au 1er janvier 1999, qui lui est exportable, l'allocation d'éducation est également transférée à l'étranger à partir de cette date. Ce changement va considérablement augmenter le montant mentionné ci-dessus. Les statistiques y relatives seront établies ultérieurement.

La comparaison des dépenses courantes avec le produit intérieur brut (PIB - version SEC) permet d'évaluer le poids des prestations familiales dans l'économie nationale. Entre 1965 et 1998, le poids des dépenses courantes a oscillé entre 1,4% et 2,3% du PIB. En 1999 les dépenses en prestations familiales atteignent 2,6% de ce même PIB. (Source: STATEC, PIB version SEC, note de conjoncture 1/2000).

2. Recettes courantes

En 1999, les recettes en cotisations représentent 35,4%, la participation de tiers en dehors des cotisations s'élève à 64,4% et les revenus divers se chiffrent à 0,2% du total des recettes courantes.

Tableau 4. - Evolution des recettes courantes
(en millions de francs)

| Recettes | 1998 | 1999 | Var. au n.i.100 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| Cotisations | 4 666,5 | 4 977,2 | 5,6% |
| Salariés | 4 492,3 | 4 849,7 | 6,8% |
| dont | | | |
| à charge des employeurs | 1 061,9 | 1 095,0 | 2,1% |
| à charge de l'Etat | 3 430,4 | 3 754,7 | 8,3% |
| Agriculteurs et viticulteurs (à charge de l'Etat) | 10,0 | 11,1 | 10,1% |
| Autres non-salariés (à charge de l'Etat à partir de 1999) | 164,2 | 116,3 | -29,9% |
| Participation de tiers | 8 292,2 | 9 062,4 | 8,2% |
| Revenus de la fortune et divers | 22,4 | 30,7 | 35,6% |
| Total des recettes courantes | 12 981,2 | 14 070,3 | 7,3% |

2.1. Cotisations

Le montant total des cotisations atteint 4 977,2 millions de francs en 1999. Le total au nombre indice 100 a enregistré une augmentation de 5,6 % par rapport à 1998.

Tableau 5. - Evolution des cotisations
et de la masse salariale cotisable
(montants au n.i. 100 en millions de francs)

| | | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|----------|--------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Ouvriers | Cotisations | 236 | 239,8 | 243,8 | 247,3 | 254,1 | 264,1 | 275,3 |
| | Var. en % | +1,9 | +1,6 | +1,7 | +1,5 | +2,7 | +3,9 | +4,2% |
| | Taux de cotisation | 1,7% | 1,7% | 1,7% | 1,7% | 1,7% | 1,7% | 1,7% |
| | Masse salariale | 13 881,5 | 14 103,2 | 14 338,9 | 14 550,0 | 14 944,8 | 15 532,9 | 16 193,0 |
| | Var. en % | +1,9 | +1,6 | +1,7 | +1,5 | +2,7 | +3,9 | +4,2% |
| Employés | Cotisations | 427,0 | 447,0 | 470,2 | 485,9 | 519,5 | 553,1 | 599,5 |
| | Var. en % | +5,7 | +4,7 | +5,2 | +3,3 | +6,9 | +6,5 | +8,4% |
| | Taux de cotisation | 1,7% | 1,7% | 1,7% | 1,7% | 1,7% | 1,7% | 1,7% |
| | Masse salariale | 25 117,4 | 26 291,5 | 27 656,0 | 28 581,8 | 30 559,8 | 32 632,1 | 35 266,7 |
| | Var. en % | +5,7 | +4,7 | +5,2 | +3,3 | +6,9 | +6,8 | +8,1% |

Tableau 6. - Evolution des cotisations à partir de 1994
(montants en millions de francs)

| Cotisations | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | Variation 98/99 au n.i. 100 |
|---------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------------------------------|
| Salariés | 3 577,7 | 3 790,4 | 3 924,5 | 4 234,2 | 4 492,3 | 4 849,7 | 6,8% |
| dont | | | | | | | |
| - à charge des employeurs | 2 188,7 | 900,0 | 957,8 | 1 005,8 | 1 061,9 | 1 095,0 | 2,1% |
| - à charge de l'Etat | 1 389,0 | 2 890,4 | 2 966,7 | 3 228,4 | 3 430,4 | 3 754,7 | 8,3% |
| Agriculteurs et viticulteurs *) | 9,9 | 8,2 | 9,6 | 9,0 | 10,0 | 11,1 | 10,1% |
| Autres non-salariés **) | 121,8 | 124,2 | 137,6 | 119,8 | 164,2 | 116,3 | -29,9% |
| Total | 3 709,4 | 3 922,8 | 4 071,7 | 4 363,0 | 4 666,5 | 4 977,2 | 5,6% |

*) entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.7.1994

**) entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.1.1999

L'évolution du volume des cotisations va de pair avec celle de la masse des revenus cotisables, le taux de cotisation étant resté inchangé.

D'une part, la masse des salaires cotisables a connu une croissance continue au cours des dernières années: sa variation au nombre indice 100 de l'échelle mobile des salaires atteint 6,9% en 1999 contre 5,8% en 1998, alors qu'en moyenne cette masse a évolué d'environ 5,7% par an entre 1986 et 1999. Cette évolution est due à la progression du nombre des assurés cotisants, à la croissance du niveau des revenus moyens (Cf. aussi les données démographiques et financières de l'assurance pension) ainsi qu'à une augmentation du plafond cotisable suite aux différents relèvements du niveau du salaire social minimum de référence et du plafond cotisable lui-même du quadruple au quintuple du salaire social minimum de référence au 1er janvier 1992.

D'autre part, la variation des cotisations des salariés est due en partie au mouvement des taux de cotisations. Ainsi, de 1986 à 1989, un taux de cotisation uniforme de 1,8% était applicable à tous les salariés, à l'exception toutefois d'un taux réduit de respectivement 1,50% et 1,65% applicable respectivement en 1986 et 1987 aux employés et fonctionnaires ne relevant ni de l'Etat, ni des CFL. Au 1er janvier 1990, le taux de cotisation uniforme applicable à tous les employeurs a été réduit à 1,7%.

En outre il faut relever que le délai de clôture de la comptabilité de la caisse, avancé d'un mois depuis l'exercice 1996, a empêché l'intégration du calcul du plafond cotisable dans les comptes cotisations de l'exercice courant.

Cette moins value de 50,6 millions a empêché une comparabilité exacte des cotisations comptabilisées pour les exercices 1995, 1996 et 1997. La comparabilité est cependant rétablie à partir de l'exercice 1998.

2.2. Participation de l'Etat

La "participation de l'Etat dans les prestations", c'est-à-dire la participation de l'Etat au financement des allocations familiales, qui est la contrepartie des cotisations des exercices 1986 et suivants ainsi que des décharges et extournes sur cotisations des non-salariés des exercices antérieurs, atteint 4 977,2 millions de francs en 1999.

La participation de l'Etat dans les prestations est en progression de 5,6% au nombre indice 100 par rapport à 1998. La participation nette de l'Etat qui est de 4 958 544 898 francs s'obtient en retranchant du montant brut les décharges et extournes de cotisations à rembourser à l'Etat.



L'analyse des recettes courantes depuis 1965 montre que l'intervention des pouvoirs publics dans le financement des prestations familiales est devenue de plus en plus importante. De moins de 30% en 1965 elle est passée à 48% des recettes en 1985 pour atteindre 56% en 1992 avec la participation de l'Etat dans les frais d'administration et les prestations. Depuis 1994, elle s'est stabilisée autour de 64%. De façon parallèle, le poids des cotisations est tombé de 70% à 36% des recettes, tandis que les revenus de la fortune et les recettes diverses ne représentent plus qu'une part marginale de 0,17%.

Tableau 7. - Evolution de la participation de l'Etat dans le financement des prestations familiales (montants en millions de francs)

| | 1997 | 1998 | 1999 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Au niveau des prestations: | | | |
| Participation brute dans le financement des prestations | 4 362 995 979 | 4 666 527 271 | 4 977 167 712 |
| - décharges sur cotisations irrécouvrables | -1 953 754 | -4 768 847 | -3 572 141 |
| - extournes de cotisations indues | -140 662 | -1 521 241 | -15 050 673 |
| Participation nette dans le financement des prestations | 4 360 901 563 | 4 660 237 183 | 4 958 544 898 |
| Prise en charge des: | | | |
| Allocations de rentrée scolaire | 808 007 363 | 858 303 235 | 907 257 470 |
| Allocations d'éducation | 1 956 502 534 | 2 006 056 587 | 1 941 932 527 |
| Allocations de naissance | 313 953 182 | 316 889 303 | 308 169 189 |
| Allocations de maternité | 218 483 168 | 215 075 269 | 203 525 716 |
| Remboursement de prêts | 0 | 25 000 | 0 |
| Frais d'administration | 217 772 515 | 229 305 471 | 255 799 702 |
| Total (I) | 7 875 620 325 | 8 275 892 048 | 8 575 229 502 |
| Au niveau des cotisations: | | | |
| Cotisations à charge de l'Etat (II) | 3 237 424 177 | 3 440 392 696 | 3 877 360 304 |
| Participation nette de l'Etat (I+II) | 11 113 044 502 | 11 726 284 744 | 12 452 789 806 |
| Recettes courantes de la caisse | 12 263 848 373 | 12 981 159 575 | 14 070 255 660 |
| Participation nette en % des recettes courantes | 90,62% | 90,33% | 88,50% |
| Au niveau de la réserve: | | | |
| Participation Etat - fonds de roulement | 0 | 0 | 0 |
| Participation Etat - déficit | 898 046 737 | 2 650 162 436 | 4 549 721 413 |
| Total (III) | 898 046 737 | 2 650 162 436 | 4 549 721 413 |
| Participation totale de l'Etat (I+II+III) | 12 011 091 239 | 14 376 447 180 | 17 002 511 219 |

Outre sa participation au financement des allocations familiales par l'intermédiaire de la prise en charge de la moitié des cotisations dues, l'Etat prend à sa charge les allocations de rentrée scolaire (907,3 millions de francs), les allocations d'éducation (1 941,9 millions de francs), les prestations de naissance et de maternité (respectivement 308,2 et 203,5 millions de francs) et les frais d'administration de l'organisme (255,8 millions de francs).

L'indemnité pour congé parental est à charge de l'Etat pour autant que les recettes du fonds pour l'emploi ne suffisent pas. En 1999 le fonds prend entièrement en charge les frais y relatifs, à savoir 468,5 millions de francs.

Avant 1986, l'Etat intervenait uniquement au niveau des prestations: non seulement la croissance des prestations a été plus rapide que celle des cotisations jusqu'en 1980, mais l'Etat prenait à sa charge toute amélioration des prestations existantes de même que toute nouvelle prestation et enfin, il assurait l'équilibre financier du régime des non-salariés. En outre la loi du 19 juin 1985 a réorienté le financement: le taux de cotisation moyen a diminué, la contribution de l'Etat a été

fixée au même montant que celui des cotisations et en plus, les frais d'administration ainsi que les prestations de naissance sont restés entièrement à charge de l'Etat. Enfin, le relèvement massif du niveau des prestations en 1992 et 1993 a nécessité la création de nouvelles ressources. Ainsi, l'Etat a repris à sa charge le financement de l'allocation de rentrée scolaire à partir de 1992 et de l'allocation d'éducation à partir du 1^{er} juillet 1993.

L'évolution de la contribution de l'Etat dépend donc à la fois de l'évolution des prestations et de celle des cotisations dont la contrepartie entre dans la contribution de l'Etat pour environ deux tiers.

Rappelons qu'à partir du 1^{er} juillet 1994, l'Etat prend à sa charge les cotisations dues par les employeurs du secteur privé et par les non-salariés du secteur agricole et viticole et à partir du 1.1.1999 les cotisations dues par les autres travailleurs indépendants. Cette dépense qui avait atteint 3 440,4 millions de francs en 1998 se chiffre à 3 877,4 millions de francs en 1999, de sorte que la participation de l'Etat au financement de la caisse nationale des prestations familiales, qui avait affiché au total 11 726,3 millions de francs en 1998, monte en 1999 à 12 452,8 millions de francs, ce qui équivaut à 88,5% des recettes courantes en 1999 contre 90,3 % en 1998. En y ajoutant les frais concernant le congé parental, ce taux atteint 92,0%.

2.3. Revenus de la fortune

La légère augmentation des revenus de la fortune qui se chiffrent à 30,1 millions de francs en 1999 contre 21,8 millions de francs en 1998 s'explique par une augmentation du montant placé, qui a atteint 10 970 millions de francs durant l'exercice 1999 contre 6 025 millions de francs en 1998. Cependant la part de 0,21% des produits financiers dans le total des recettes courantes reste toujours insignifiante.

Tableau 8. - Evolution de la réserve et du rendement de la réserve (montants en millions de francs)

| Exercice | Revenu net de la fortune | Réserve en fin d'exercice | Taux de rendement moyen |
|----------|--------------------------|---------------------------|-------------------------|
| 1985 | - | 1 652 324 620 | - |
| 1986 | 91 800 490 | 1 873 302 261 | 5,3% |
| 1987 | 102 777 350 | 2 300 543 453 | 5,0% |
| 1988 | 139 935 585 | 3 037 406 098 | 5,4% |
| 1989 | 214 379 075 | 3 105 552 799 | 7,2% |
| 1990 | 224 095 543 | 2 787 863 171 | 7,9% |
| 1991 | 195 726 034 | 2 512 089 035 | 7,7% |
| 1992 | 182 390 025 | 2 887 366 539 | 7,0% |
| 1993 | 149 841 243 | 2 135 734 232 | 6,2% |
| 1994 | 63 049 309 | 1 277 271 975 | 3,8% |
| 1995 | 43 532 255 | 819 749 517 | 4,2% |
| 1996 | 14 260 597 | 819 749 517 | 1,8% |
| 1997 | 22 533 298 | 819 749 517 | 2,8% |
| 1998 | 21 793 095 | 819 749 517 | 2,7% |
| 1999 | 30 055 943 | 819 749 517 | 3,7% |

La relation entre le revenu net de la fortune (produits financiers et intérêts de retard sur cotisations, diminués des frais de gestion de la fortune) et l'évolution de la réserve est représentée de façon générale par le taux de rendement moyen de la fortune.

Or on doit constater qu'à partir de la fin de l'année 1994, l'affaissement de la trésorerie de la caisse a rendu difficile le placement de fonds. Bien que les problèmes de trésorerie apparus en 1995 aient été provisoirement résolus par la

loi budgétaire de 1996 qui a mis à la disposition de la caisse un fonds de roulement de 440 millions de francs et qui dispose que l'excédent des dépenses sur les recettes de la caisse soit pris en charge par l'Etat à partir de l'exercice 1996, les liquidités ainsi dégagées servent aux paiements mensuels des prestations et ne peuvent être placées par la caisse que pour des durées n'excédant pas un mois. Le taux de rendement moyen minime de 1998 et 1999 indiqué au tableau 8 ci-haut est à mettre en rapport avec cette situation spécifique.

3. Opérations sur réserve

C'est le solde entre recettes courantes et dépenses courantes qui alimente ou diminue la réserve. En 1990, la limitation de la progression des recettes en cotisations - et partant de la participation de l'Etat - par l'abaissement du taux de cotisation applicable aux salariés, face à une croissance des dépenses en prestations, a fait que, pour la première fois depuis la réforme de 1985, les dépenses ont dépassé les recettes. Même si le déficit s'est réduit en 1991 suite à une croissance des recettes dépassant celle des dépenses, la caisse a de nouveau dû équilibrer ses comptes par un prélèvement à la réserve.

L'alternance entre prélèvements et dotations à la réserve doit être considérée dans une optique pluriannuelle. En 1992, le Gouvernement s'était mis d'accord sur un certain nombre de mesures d'accompagnement de la réforme fiscale ("paquet social"):

- dès le mois d'août 1992, les montants de base de l'allocation de rentrée scolaire augmentent de près de la moitié;
- le mois suivant, l'allocation d'éducation est étendue à quatre ans pour certaines familles;
- au 1^{er} janvier 1993, les montants de base des allocations familiales sont augmentés de façon parallèle à une réduction de la modération d'impôt pour enfant;
- à la même date, le montant de l'allocation de maternité augmente de moitié;
- à partir du 1^{er} juillet 1993 enfin, une demi-allocation d'éducation est payée en cas de travail à temps partiel et le montant de l'allocation augmente de moitié.

Pour financer ces mesures, l'Etat a pris en charge l'allocation de rentrée scolaire à partir du 1^{er} août 1992, l'allocation d'éducation à partir du 1^{er} juillet 1993.

Suite à la reprise par l'Etat de la charge de l'allocation de rentrée scolaire, les recettes courantes ont dépassé de façon passagère les dépenses courantes en 1992. L'augmentation massive des dépenses pour prestations en 1993 et 1994 n'a pu être compensée par la prise en charge depuis le milieu de l'année 1993 de l'allocation d'éducation de sorte que des prélèvements à la réserve de respectivement 751,6; 858,5 et 897,5 millions de francs ont été rendus nécessaires pour équilibrer les comptes. Ainsi la réserve au 31 décembre 1995 n'a atteint plus que 379,8 millions de francs, niveau maintenu jusqu'à ce jour.

Les problèmes de trésorerie reliés à l'affaissement de la réserve ont amené l'Etat à mettre à la disposition de la caisse par la loi budgétaire de 1996, un fonds de roulement de 440 millions de francs, de sorte que les capitaux permanents de la caisse atteignent 819,7 millions de francs au 31 décembre 1995.

Cette loi budgétaire a également introduit la prise en charge par l'Etat de l'excédent des dépenses sur les recettes de la caisse à partir de l'exercice 1996. Sans dotations au fonds de roulement de 1996 à 1999 le montant de la réserve est resté inchangé jusqu'au 31.12.1999.

4. Analyse du bilan

Le prélèvement à la réserve de 897,5 millions de francs en 1995 avait réduit la réserve à 379,7 millions de francs.

A côté du fonds de roulement de 440 millions de francs mis à la disposition par l'Etat, la caisse était obligée en 1995 d'emprunter 420 millions de francs auprès du CCSS pour pallier aux problèmes de trésorerie, poste créditeur qui a pu être épuré en 1996.

Etant donné que le fonds de roulement de 440 millions de francs persiste et que l'Etat prend en charge le déficit de la caisse, un paiement d'avances a été convenu à partir de l'exercice 1996. Ce paiement de 2 650,2 millions de francs en 1998 se chiffre à 4 549,7 millions de francs pour l'année 1999 face à un déficit en extrême hausse (+ 172%) de 1 899,6 millions de francs pour 1999, causé essentiellement par le relèvement des montants de base au 1.1.1999.

5. Conclusion

La prime de répartition pure, c'est-à-dire le rapport entre prestations familiales à financer par la caisse et masse salariale cotisable, permet l'analyse de l'équilibre financier de la caisse. En 1999, cette prime s'élève à 4,72% contre 4,08% en 1998. En tenant compte du fait que la contribution de l'Etat est identique aux recettes en cotisations, le taux de cotisation moyen nécessaire pour couvrir les dépenses en prestations aurait été de 2,36%, compte non tenu des revenus de la fortune sur les réserves placées de la caisse, insignifiants dans ce contexte.

Comme le taux de cotisation moyen effectif de 1,6 % en 1999 a été largement inférieur à ce taux théorique, les comptes ont été clôturés avec une plus-value importante des dépenses sur les recettes. Pour l'exercice 1999, la caisse a accusé un déficit de 4 549 721 413 francs.

Section 1 - Données démographiques

1. Allocations familiales

Tableau 1. 1. - Evolution du nombre des familles et des enfants bénéficiaires depuis 1965
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | Familles attributaires | | Enfants bénéficiaires | | Nombre moyen d'enfants bénéficiaires par famille |
|--------------------|----------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|--|
| | Nombre | 1965 = Base 100 | Nombre | 1965 = Base 100 | |
| | Ouvriers | | | | |
| 1965 | 31 428 | 100,0 | 60 082 | 100, | 1,91 |
| 1970 | 31 933 | 101,6 | 61 829 | 102,9 | 1,94 |
| 1975 | 34 454 | 109,6 | 65 513 | 109,0 | 1,90 |
| 1980 | 31 411 | 99,9 | 55 527 | 92,4 | 1,77 |
| 1985 | 28 082 | 89,4 | 47 731 | 79,4 | 1,70 |
| 1990 | 30 878 | 98,2 | 52 184 | 86,9 | 1,69 |
| 1995 | 37 157 | 118,2 | 64 088 | 106,7 | 1,72 |
| 1996 | 38 282 | 121,8 | 66 387 | 110,5 | 1,73 |
| | Employés et fonctionnaires | | | | |
| 1965 | 15 052 | 100,0 | 26 225 | 100,0 | 1,74 |
| 1970 | 16 767 | 111,4 | 29 581 | 112,8 | 1,76 |
| 1975 | 18 902 | 125,6 | 32 727 | 124,8 | 1,73 |
| 1980 | 19 512 | 129,6 | 32 243 | 122,9 | 1,65 |
| 1985 | 20 803 | 138,2 | 33 958 | 129,5 | 1,63 |
| 1990 | 22 450 | 149,1 | 37 504 | 143,0 | 1,67 |
| 1995 | 27 651 | 183,7 | 47 545 | 181,3 | 1,72 |
| 1996 | 28 888 | 191,9 | 49 814 | 189,9 | 1,72 |
| | Non-salariés | | | | |
| 1965 | 9 153 | 100,0 | 17 911 | 100,0 | 1,96 |
| 1970 | 8 928 | 97,5 | 17 992 | 100,5 | 2,02 |
| 1975 | 7 802 | 85,2 | 15 255 | 85,2 | 1,96 |
| 1980 | 6 863 | 75,0 | 12 510 | 69,8 | 1,82 |
| 1985 | 6 751 | 73,8 | 11 676 | 65,2 | 1,73 |
| 1990 | 6 669 | 72,9 | 11 428 | 63,8 | 1,71 |
| 1995 | 7 585 | 82,9 | 13 373 | 74,7 | 1,76 |
| 1996 | 7 755 | 84,7 | 13 711 | 76,6 | 1,77 |
| | Total | | | | |
| 1965 | 55 633 | 100,0 | 104 218 | 100,0 | 1,87 |
| 1970 | 57 628 | 103,6 | 109 402 | 105,0 | 1,90 |
| 1975 | 61 158 | 109,9 | 113 495 | 108,9 | 1,86 |
| 1980 | 57 786 | 103,9 | 100 280 | 96,2 | 1,74 |
| 1985 | 55 636 | 100,0 | 93 365 | 89,6 | 1,68 |
| 1990 | 59 997 | 107,8 | 101 116 | 97,0 | 1,69 |
| 1995 | 72 393 | 130,1 | 125 006 | 119,9 | 1,73 |
| 1996 | 74 925 | 134,7 | 129 912 | 124,7 | 1,73 |
| 1997 ^{*)} | 77 084 | 138,6 | 134 295 | 128,9 | 1,74 |
| 1998 | 80 075 | 143,9 | 140 313 | 134,6 | 1,75 |
| 1999 | 81 958 | 147,3 | 144 173 | 138,3 | 1,76 |

^{*)} Depuis 1997 la répartition suivant groupes professionnels ne se fait plus.

Partie statistique

Tableau 1.2. - **Composition des familles attributaires et répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille**
(Situation au 31 décembre 1999)

| Familles avec . . . | Nombre | En % du total | Rang des enfants | Nombre | En % du total |
|---------------------|---------------|---------------|------------------|----------------|---------------|
| 1 enfant | 36 419 | 44,44 | 1ers enfants | 81 958 | 56,85 |
| 2 enfants | 32 217 | 39,31 | 2es enfants | 45 539 | 31,59 |
| 3 enfants | 10 624 | 12,96 | 3es enfants | 13 322 | 9,24 |
| 4 enfants | 2 187 | 2,67 | 4es enfants | 2 698 | 1,87 |
| 5 enfants | 395 | 0,48 | 5es enfants | 511 | 0,35 |
| 6 enfants | 95 | 0,12 | 6es enfants | 116 | 0,08 |
| 7 enfants | 16 | 0,02 | 7es enfants | 21 | 0,01 |
| 8 enfants | 3 | 0,00 | 8es enfants | 5 | 0,00 |
| 9 enfants | 1 | 0,00 | 9es enfants | 2 | 0,00 |
| 10 enfants | 1 | 0,00 | 10es enfants | 1 | 0,00 |
| Total | 81 958 | 100,00 | Total | 144 173 | 100,00 |

Tableau 1.3. - **Evolution de la composition des familles attributaires**
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | Familles avec ... | | | | | | | | Total |
|-------|-------------------|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------|-------------------|---------------|--------|
| | 1 enfant | | 2 enfants | | 3 enfants | | 4 enfants et plus | | |
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | |
| 1965 | 25 889 | 46,5 | 18 112 | 32,6 | 7 338 | 13,2 | 4 294 | 7,7 | 55 633 |
| 1970 | 25 781 | 44,7 | 19 367 | 33,6 | 7 937 | 13,8 | 4 543 | 7,9 | 57 628 |
| 1975 | 27 770 | 45,4 | 21 090 | 34,5 | 8 051 | 13,2 | 4 247 | 6,9 | 61 158 |
| 1980 | 27 993 | 48,4 | 20 655 | 35,7 | 6 634 | 11,5 | 2 504 | 4,3 | 57 786 |
| 1985 | 27 495 | 49,4 | 20 698 | 37,2 | 5 819 | 10,5 | 1 624 | 2,9 | 55 636 |
| 1986 | 27 253 | 49,1 | 20 908 | 37,6 | 5 853 | 10,5 | 1 529 | 2,8 | 55 543 |
| 1987 | 27 396 | 48,9 | 21 116 | 37,7 | 5 953 | 10,6 | 1 520 | 2,7 | 55 985 |
| 1988 | 27 920 | 49,0 | 21 455 | 37,6 | 6 117 | 10,7 | 1 501 | 2,6 | 56 993 |
| 1989 | 28 423 | 48,6 | 22 176 | 37,9 | 6 377 | 10,9 | 1 550 | 2,6 | 58 526 |
| 1990 | 29 103 | 48,5 | 22 678 | 37,8 | 6 638 | 11,1 | 1 578 | 2,6 | 59 997 |
| 1991 | 29 776 | 47,8 | 23 915 | 38,4 | 6 959 | 11,2 | 1 666 | 2,7 | 62 316 |
| 1992 | 30 254 | 47,5 | 24 411 | 38,3 | 7 271 | 11,4 | 1 733 | 2,7 | 63 669 |
| 1993 | 31 413 | 47,3 | 25 538 | 38,4 | 7 711 | 11,6 | 1 806 | 2,7 | 66 468 |
| 1994 | 32 465 | 46,5 | 27 082 | 38,8 | 8 275 | 11,9 | 1 950 | 2,8 | 69 772 |
| 1995 | 33 245 | 45,9 | 28 280 | 39,1 | 8 794 | 12,1 | 2 074 | 2,9 | 72 393 |
| 1996 | 34 221 | 45,7 | 29 169 | 38,9 | 9 323 | 12,4 | 2 212 | 3,0 | 74 925 |
| 1997 | 34 888 | 45,3 | 30 108 | 39,1 | 9 726 | 12,6 | 2 362 | 3,1 | 77 084 |
| 1998 | 35 771 | 44,7 | 31 504 | 39,3 | 10 280 | 12,8 | 2 520 | 3,1 | 80 075 |
| 1999 | 36 419 | 44,4 | 32 217 | 39,3 | 10 624 | 13,0 | 2 698 | 3,3 | 81 958 |

Tableau 1.4. - **Evolution de la répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille**
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | 1ers enfants | | 2èmes enfants | | 3èmes enfants | | 4èmes enfants et suivants | | Infirmes CAFE ¹⁾ | Total |
|-------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------------|---------------|-----------------------------|---------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | | |
| 1965 | 55 633 | 53,3 | 29 744 | 28,5 | 11 632 | 11,1 | 7 209 | 6,9 | 135 | 104 353 |
| 1970 | 57 628 | 52,6 | 31 847 | 29,1 | 12 480 | 11,4 | 7 447 | 6,8 | 129 | 109 531 |
| 1975 | 61 158 | 53,8 | 33 388 | 29,4 | 12 298 | 10,8 | 6 651 | 5,9 | 132 | 113 627 |
| 1980 | 57 786 | 57,5 | 29 793 | 29,7 | 9 138 | 9,1 | 3 563 | 3,5 | 169 | 100 449 |
| 1985 | 55 636 | 59,6 | 28 141 | 30,1 | 7 443 | 8,0 | 2 145 | 2,3 | (.) | 93 365 |
| 1986 | 55 543 | 59,6 | 28 290 | 30,3 | 7 382 | 7,9 | 2 018 | 2,2 | (.) | 93 233 |
| 1987 | 55 985 | 59,6 | 28 589 | 30,4 | 7 473 | 8,0 | 1 946 | 2,1 | (.) | 93 993 |
| 1988 | 56 993 | 59,6 | 29 073 | 30,4 | 7 618 | 8,0 | 1 913 | 2,0 | (.) | 95 597 |
| 1989 | 58 526 | 59,4 | 30 103 | 30,5 | 7 927 | 8,0 | 1 988 | 2,0 | (.) | 98 544 |
| 1990 | 59 997 | 59,3 | 30 894 | 30,6 | 8 216 | 8,1 | 2 009 | 2,0 | (.) | 101 116 |
| 1991 | 62 316 | 59,0 | 32 540 | 30,8 | 8 625 | 8,2 | 2 108 | 2,0 | (.) | 105 589 |
| 1992 | 63 669 | 58,8 | 33 415 | 30,9 | 9 004 | 8,3 | 2 202 | 2,0 | (.) | 108 290 |
| 1993 | 66 468 | 58,6 | 35 055 | 30,9 | 9 517 | 8,4 | 2 301 | 2,0 | (.) | 113 341 |
| 1994 | 69 772 | 58,3 | 37 307 | 31,1 | 10 225 | 8,5 | 2 470 | 2,1 | (.) | 119 774 |
| 1995 | 72 393 | 57,9 | 39 148 | 31,3 | 10 868 | 8,7 | 2 597 | 2,1 | (.) | 125 006 |
| 1996 | 74 925 | 57,7 | 40 704 | 31,3 | 11 535 | 8,9 | 2 748 | 2,1 | (.) | 129 912 |
| 1997 | 77 084 | 57,4 | 42 196 | 31,4 | 12 088 | 9,0 | 2 927 | 2,2 | (.) | 134 295 |
| 1998 | 80 075 | 57,1 | 44 304 | 31,6 | 12 800 | 9,1 | 3 134 | 2,2 | (.) | 140 313 |
| 1999 | 81 958 | 56,8 | 45 539 | 31,6 | 13 322 | 9,2 | 3 354 | 2,3 | (.) | 144 173 |

¹⁾ De 1965 à 1982, la répartition des infirmes auprès de l'ancienne caisse d'allocations familiales des employés suivant le rang n'est pas disponible; les pourcentages ont été établis à l'exclusion de ces infirmes.

Tableau 1.5. - **Evolution de la répartition des enfants par groupe d'âge¹⁾**
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | Groupe d'âge | | | | | | | | Total |
|-------|--------------|---------------|------------|---------------|-------------|---------------|----------------|---------------|---------|
| | 0 - 5 ans | | 6 - 11 ans | | 12 - 17 ans | | 18 ans et plus | | |
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | |
| 1985 | 25 628 | 27,4 | 26 616 | 28,5 | 29 993 | 32,1 | 11 128 | 11,9 | 93 365 |
| 1986 | 25 756 | 27,6 | 26 830 | 28,8 | 29 082 | 31,2 | 11 565 | 12,4 | 93 233 |
| 1987 | 26 143 | 27,8 | 27 606 | 29,4 | 28 416 | 30,2 | 11 828 | 12,6 | 93 993 |
| 1988 | 27 070 | 28,3 | 28 476 | 29,8 | 27 883 | 29,2 | 12 168 | 12,7 | 95 597 |
| 1989 | 28 355 | 28,8 | 29 329 | 29,8 | 28 147 | 28,6 | 12 713 | 12,9 | 98 544 |
| 1990 | 29 493 | 29,2 | 30 372 | 30,0 | 28 492 | 28,2 | 12 759 | 12,6 | 101 116 |
| 1991 | 31 369 | 29,7 | 31 392 | 29,7 | 29 151 | 27,6 | 13 677 | 13,0 | 105 589 |
| 1992 | 32 088 | 29,6 | 32 217 | 29,8 | 29 647 | 27,4 | 14 338 | 13,2 | 108 290 |
| 1993 | 34 027 | 30,0 | 33 175 | 29,3 | 30 900 | 27,3 | 15 239 | 13,5 | 113 341 |
| 1994 | 36 229 | 30,2 | 34 712 | 29,0 | 32 317 | 27,0 | 16 516 | 13,8 | 119 774 |
| 1995 | 37 849 | 30,3 | 36 431 | 29,1 | 33 338 | 26,7 | 17 388 | 13,9 | 125 006 |
| 1996 | 39 045 | 30,0 | 38 029 | 29,3 | 34 418 | 26,5 | 18 420 | 14,2 | 129 912 |
| 1997 | 40 032 | 29,8 | 39 493 | 29,4 | 35 209 | 26,2 | 19 561 | 14,6 | 134 295 |
| 1998 | 41 833 | 29,8 | 41 241 | 29,4 | 36 604 | 26,1 | 20 635 | 14,7 | 140 313 |
| 1999 | 42 110 | 29,2 | 42 717 | 29,6 | 37 475 | 26,0 | 21 871 | 15,2 | 144 173 |

¹⁾ Le nombre des enfants de 6 ans et plus n'est pas égal au nombre des majorations d'âge car la répartition par groupe d'âge tient compte de tous les bénéficiaires d'allocations familiales, qu'ils touchent des majorations d'âge ou non. Avant 1989, notamment les enfants portugais et espagnols résidant dans leur pays d'origine n'avaient pas droit aux majorations d'âge.

Graphique 1.1. - Répartition par âge des enfants bénéficiaires au 31 décembre 1999

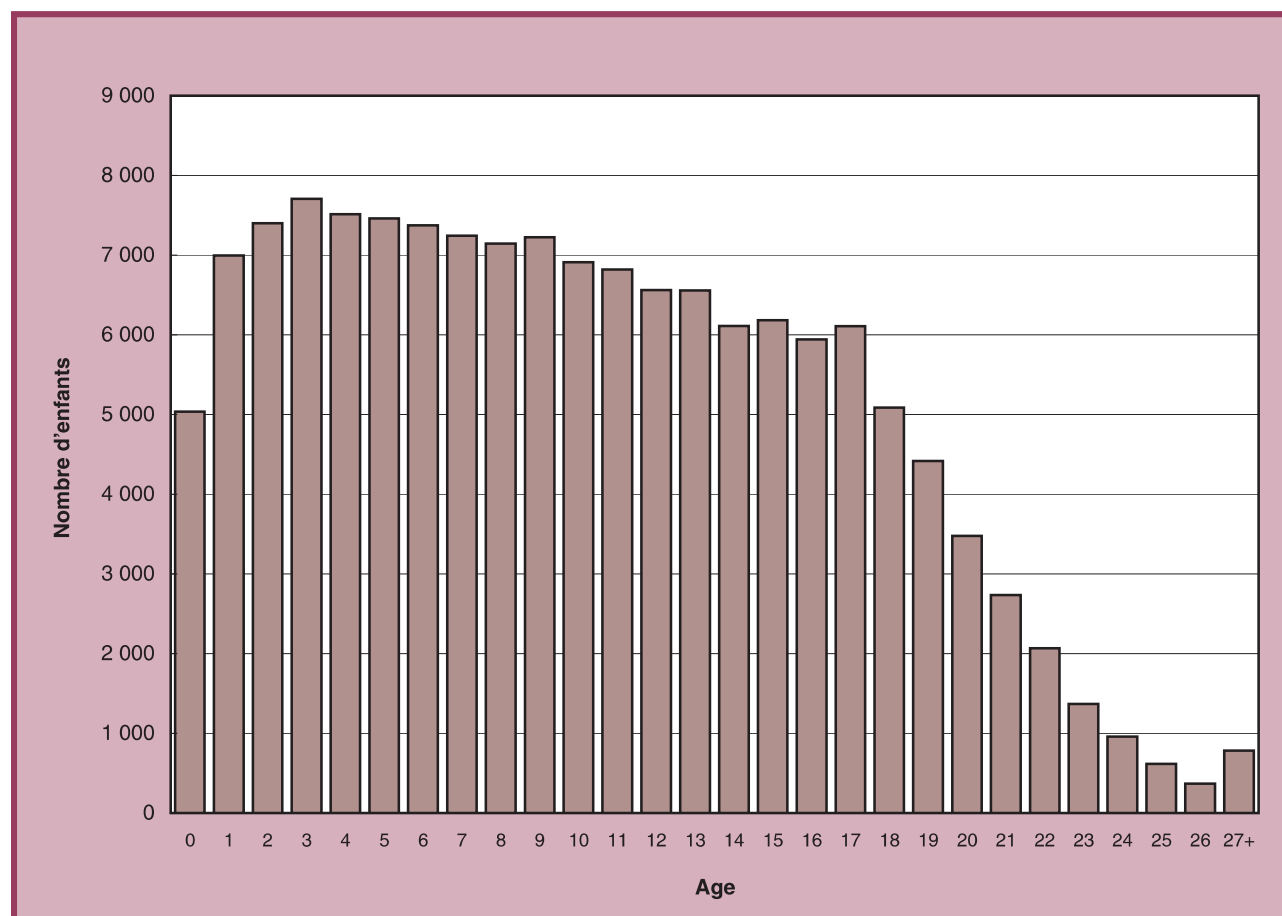


Tableau 1.6. - Evolution du nombre des enfants bénéficiaires d'une allocation spéciale supplémentaire et des enfants infirmes bénéficiant des allocations familiales normales au-delà de l'âge de 18 ans
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | Allocations spéciales supplémentaires | | | Total En % du nombre d'allocations familiales normales | Infirmes (>= 18 ans) bénéficiant d'allocations familiales normales |
|-------|---------------------------------------|------------------------------------|--------|---|---|
| | Handicapés (< 18 ans) | Infirmes (>= 18 ans) ^{*)} | Nombre | | |
| 1984 | 602 | 191 | 793 | 0,84% | 1 127 |
| 1985 | 601 | 197 | 798 | 0,85% | 1 127 |
| 1986 | 605 | 203 | 808 | 0,87% | 1 144 |
| 1987 | 609 | 227 | 836 | 0,89% | 1 192 |
| 1988 | 624 | 219 | 843 | 0,88% | 1 200 |
| 1989 | 628 | 224 | 852 | 0,86% | 1 216 |
| 1990 | 641 | 213 | 854 | 0,84% | 1 218 |
| 1991 | 648 | 214 | 862 | 0,82% | 1 215 |
| 1992 | 663 | 202 | 865 | 0,80% | 1 201 |
| 1993 | 648 | 225 | 873 | 0,77% | 1 197 |
| 1994 | 735 | 248 | 983 | 0,82% | 1 167 |
| 1995 | 785 | 343 | 1 128 | 0,90% | 928 |
| 1996 | 828 | 386 | 1 214 | 0,93% | 965 |
| 1997 | 855 | 405 | 1 260 | 0,94% | 966 |
| 1998 | 891 | 429 | 1 320 | 0,94% | 981 |
| 1999 | 953 | 457 | 1 410 | 0,98% | 996 |

^{*)} Inclus dans le nombre des infirmes bénéficiant d'allocations familiales normales au-delà de l'âge de 18 ans.

Tableau 1.7. - **Evolution du nombre des bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire**
(Nombre des allocations payées au mois d'août) (source CNPF)

| Année | Groupe familial 1 enfant | | | Groupe familial 2 enfants | | | Groupe familial 3 enfants et plus | | | Total général |
|-------|--------------------------|----------------|--------|---------------------------|----------------|--------|-----------------------------------|----------------|--------|---------------|
| | Age de l'enfant | | | Age de l'enfant | | | Age de l'enfant | | | |
| | 6-11 ans | 12 ans et plus | Total | 6-11 ans | 12 ans et plus | Total | 6-11 ans | 12 ans et plus | Total | |
| 1987 | - | - | - | 13 278 | 16 528 | 29 806 | 8 079 | 10 169 | 18 248 | 48 054 |
| 1988 | 5 150 | 12 620 | 17 770 | 13 668 | 16 657 | 30 325 | 8 440 | 10 048 | 18 488 | 66 583 |
| 1989 | 5 297 | 13 002 | 18 299 | 14 510 | 17 165 | 31 675 | 8 949 | 10 295 | 19 244 | 69 218 |
| 1990 | 5 453 | 13 140 | 18 593 | 14 828 | 17 433 | 32 261 | 9 435 | 10 541 | 19 976 | 70 830 |
| 1991 | 5 430 | 13 282 | 18 712 | 15 424 | 17 938 | 33 362 | 10 065 | 10 604 | 20 669 | 72 743 |
| 1992 | 5 467 | 13 687 | 19 154 | 15 928 | 18 905 | 34 833 | 10 589 | 11 259 | 21 848 | 75 835 |
| 1993 | 5 584 | 13 451 | 19 035 | 16 073 | 19 146 | 35 219 | 10 954 | 11 579 | 22 533 | 76 787 |
| 1994 | 5 607 | 14 127 | 19 734 | 16 700 | 20 757 | 37 457 | 11 710 | 12 747 | 24 457 | 81 648 |
| 1995 | 5 857 | 14 572 | 20 429 | 17 362 | 22 000 | 39 362 | 12 511 | 13 623 | 26 134 | 85 925 |
| 1996 | 6 089 | 14 972 | 21 061 | 18 073 | 22 685 | 40 758 | 13 245 | 14 546 | 27 791 | 89 610 |
| 1997 | 6 278 | 15 358 | 21 636 | 18 727 | 23 554 | 42 281 | 13 745 | 15 275 | 29 020 | 92 937 |
| 1998 | 6 478 | 15 707 | 22 185 | 19 457 | 24 640 | 44 097 | 14 744 | 16 205 | 30 949 | 97 231 |
| 1999 | 6 648 | 16 090 | 22 738 | 20 112 | 25 433 | 45 545 | 15 246 | 17 038 | 32 284 | 100 567 |

Tableau 1.8. - **Evolution du nombre des étudiants bénéficiaires d'allocations familiales âgés de plus de 18 ans ^{*)}**
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | Ouvriers | | Employés | | Non-salariés | | Total | |
|---------------------|----------|---------------|----------|---------------|--------------|---------------|--------|---------------------------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total des bénéficiaires |
| 1965 | 391 | 16,6 | 1 253 | 53,3 | 707 | 30,1 | 2 351 | 2,3% |
| 1970 | 405 | 13,3 | 1 800 | 59,3 | 832 | 27,4 | 3 037 | 2,8% |
| 1975 | 654 | 14,7 | 2 623 | 58,9 | 1 178 | 26,4 | 4 455 | 3,9% |
| 1980 | 1 772 | 23,2 | 4 200 | 55,1 | 1 650 | 21,6 | 7 622 | 7,6% |
| 1985 | 3 026 | 30,3 | 5 230 | 52,3 | 1 745 | 17,4 | 10 001 | 10,7% |
| 1986 | 3 363 | 32,3 | 5 345 | 51,3 | 1 711 | 16,4 | 10 419 | 11,2% |
| 1987 | 3 308 | 31,1 | 5 502 | 51,7 | 1 826 | 17,2 | 10 636 | 11,3% |
| 1988 | 3 635 | 33,1 | 5 523 | 50,4 | 1 810 | 16,5 | 10 968 | 11,5% |
| 1989 | 3 956 | 34,4 | 5 714 | 49,7 | 1 827 | 15,9 | 11 497 | 11,7% |
| 1990 | 4 104 | 35,6 | 5 697 | 49,4 | 1 740 | 15,1 | 11 541 | 11,4% |
| 1991 | 4 442 | 35,7 | 6 160 | 49,5 | 1 847 | 14,8 | 12 449 | 11,8% |
| 1992 | 4 869 | 37,1 | 6 430 | 48,9 | 1 842 | 14,0 | 13 141 | 12,1% |
| 1993 | 5 487 | 39,1 | 6 683 | 47,6 | 1 872 | 13,3 | 14 042 | 12,4% |
| 1994 | 6 440 | 42,0 | 6 866 | 44,7 | 2 043 | 13,3 | 15 349 | 12,8% |
| 1995 | 7 037 | 42,8 | 7 228 | 43,9 | 2 195 | 13,3 | 16 460 | 13,2% |
| 1996 | 7 551 | 43,2 | 7 678 | 43,9 | 2 254 | 12,9 | 17 483 | 13,5% |
| 1997 ^{**)} | - | - | - | - | - | - | 18 595 | 13,8% |
| 1998 | - | - | - | - | - | - | 19 654 | 14,0% |
| 1999 | - | - | - | - | - | - | 21 882 | 15,2% |

^{*)} Compris dans les chiffres des tableaux 1.1. à 1.5.

^{**) Depuis 1997 la répartition suivant groupes professionnels ne se fait plus.}

2. Allocation d'éducation

Tableau 1.9. - Evolution de la répartition des foyers bénéficiaires de l'allocation d'éducation
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | Nombre de foyers | | | | Nombre total d'allocations d'éducation |
|--------------------|--------------------|----------------|----------------------|--------------------------|--|
| | à revenu unique | à deux revenus | monoparentaux | avec activité à mi-temps | |
| 1990 | 4 926 | 930 | 358 | - | 6 214 |
| 1991 | 5 018 | 1 124 | 486 | - | 6 628 |
| 1992 | 5 635 | 1 300 | 602 | - | 7 537 |
| 1993 | 5 845 | 1 422 | 640 | 338 | 8 245 |
| 1994 | 5 976 | 1 813 | 725 | 456 | 8 970 |
| 1995 | 5 889 | 2 003 | 928 | 544 | 9 364 |
| 1996 | 5 795 | 2 062 | 1 048 | 608 | 9 513 |
| 1997 | 5 867 | 2 003 | 1 185 | 589 | 9 644 |
| 1998 | 5 974 | 1 998 | 1 213 | 639 | 9 824 |
| | Allocation entière | | Allocation partielle | | |
| 1999 ¹⁾ | 8 465 | | 489 | | 8 954 |

¹⁾ A partir de 1999, la répartition suivant type de foyer ne se fait plus.

3. Congé parental

Tableau 1.10. - Répartition des indemnités pour congé parental (congé en cours en décembre 1999)
(source CNPF / CCSS)

| | Femmes | Hommes | Total |
|---------------------|--------|--------|-------|
| Premier congé | 1 252 | 60 | 1 312 |
| Plein temps | 935 | 34 | 969 |
| Mi-temps | 317 | 26 | 343 |
| Deuxième congé | 18 | 30 | 48 |
| Plein temps | 6 | 25 | 31 |
| Mi-temps | 12 | 5 | 17 |
| Congé mono-parental | 73 | 0 | 73 |
| Plein temps | 60 | 0 | 60 |
| Mi-temps | 13 | 0 | 13 |
| Total des congés | 1 343 | 90 | 1 433 |

4. Allocations de naissance et de maternité

Tableau 1.11. - Evolution du nombre des bénéficiaires des différentes tranches d'allocations de naissance et des allocations de maternité ainsi que du nombre des naissances enregistrées sur le territoire (source CNPF)

| Année | Nombre de naissances (Source: STATEC) | prénatales | | Allocations de naissance | | postnatales | | Allocations de maternité ³⁾ | |
|-------|---------------------------------------|------------|--------------------|--------------------------|--------------------|-------------|--------------------|--|--------------------|
| | | Nombre | Taux ¹⁾ | Nombre | Taux ¹⁾ | Nombre | Taux ²⁾ | Nombre | Taux ¹⁾ |
| 1970 | 4 411 | - | - | 3 618 | 82,0% | - | - | - | - |
| 1975 | 3 982 | 2 815 | 70,7% | 3 139 | 78,8% | - | - | - | - |
| 1980 | 4 169 | 3 610 | 86,6% | 3 602 | 86,4% | 2 760 | 67,8% | 1 452 | 34,8% |
| 1985 | 4 104 | 3 875 | 94,4% | 4 061 | 99,0% | 3 790 | 90,6% | 2 016 | 49,1% |
| 1986 | 4 309 | 4 283 | 99,4% | 4 256 | 98,8% | 4 214 | 100,5% | 2 098 | 48,7% |
| 1987 | 4 238 | 4 046 | 95,5% | 3 977 | 93,8% | 3 818 | 93,0% | 2 017 | 47,6% |
| 1988 | 4 603 | 4 334 | 94,2% | 4 357 | 94,7% | 4 113 | 95,5% | 2 090 | 45,4% |
| 1989 | 4 665 | 4 239 | 90,9% | 4 412 | 94,6% | 3 997 | 94,3% | 2 072 | 44,4% |
| 1990 | 4 936 | 4 568 | 92,5% | 4 572 | 92,6% | 4 197 | 91,2% | 2 084 | 42,2% |
| 1991 | 4 986 | 4 697 | 94,2% | 4 828 | 96,8% | 4 471 | 95,8% | 2 205 | 44,2% |
| 1992 | 5 149 | 4 690 | 91,1% | 4 827 | 93,7% | 4 681 | 94,8% | 1 906 | 37,0% |
| 1993 | 5 353 | 5 005 | 93,5% | 5 196 | 97,1% | 4 618 | 92,6% | 2 106 | 39,3% |
| 1994 | 5 451 | 5 438 | 99,8% | 5 461 | 100,2% | 4 974 | 96,6% | 2 313 | 42,4% |
| 1995 | 5 421 | 5 231 | 96,5% | 5 280 | 97,4% | 5 039 | 94,1% | 2 215 | 40,9% |
| 1996 | 5 689 | 5 674 | 99,7% | 5 700 | 100,2% | 5 093 | 93,4% | 2 487 | 43,7% |
| 1997 | 5 503 | 5 385 | 97,9% | 5 525 | 100,4% | 5 161 | 95,2% | 2 122 | 38,6% |
| 1998 | 5 386 | 5 373 | 99,8% | 5 434 | 100,9% | 5 317 | 93,5% | 2 094 | 38,9% |
| 1999 | 5 582 | 5 181 | 92,8% | 5 196 | 93,1% | 5 219 | 94,8% | 1 967 | 35,2% |

¹⁾ En % du nombre des naissances enregistrées au cours de l'année.²⁾ En % du nombre des naissances enregistrées deux ans plus tôt.³⁾ A partir de 1986: nombre moyen 1^{re} et 2^e tranche.

Tableau 1.12. - Evolution du nombre des naissances ouvrant droit à une allocation de naissance
(source CNPF)

| Année | Total | Premier-nés | Puînés | Légitimes | Naturels | Filles | Garçons |
|-------|-------|-------------|--------|-----------|----------|--------|---------|
| 1970 | 3 618 | 1 613 | 2 005 | 3 481 | 137 | 1 799 | 1 819 |
| 1975 | 3 139 | 1 542 | 1 597 | 3 029 | 110 | 1 551 | 1 588 |
| 1980 | 3 602 | 1 795 | 1 807 | 3 506 | 96 | 1 833 | 1 769 |
| 1985 | 4 061 | 2 004 | 2 057 | 3 853 | 208 | 1 927 | 2 134 |
| 1986 | 4 256 | 2 043 | 2 213 | 3 972 | 284 | 2 071 | 2 185 |
| 1987 | 3 977 | 1 911 | 2 066 | 3 669 | 308 | 1 928 | 2 049 |
| 1988 | 4 357 | 2 070 | 2 287 | 4 023 | 334 | 2 086 | 2 271 |
| 1989 | 4 412 | 2 012 | 2 400 | 4 143 | 269 | 2 149 | 2 263 |
| 1990 | 4 572 | 2 131 | 2 441 | 4 216 | 356 | 2 285 | 2 287 |
| 1991 | 4 828 | 2 206 | 2 622 | 4 447 | 381 | 2 333 | 2 495 |
| 1992 | 4 827 | 2 231 | 2 596 | 4 458 | 369 | 2 352 | 2 475 |
| 1993 | 5 196 | 2 443 | 2 753 | 4 794 | 402 | 2 516 | 2 680 |
| 1994 | 5 461 | 2 354 | 3 107 | 5 006 | 455 | 2 681 | 2 780 |
| 1995 | 5 280 | 2 262 | 3 018 | 4 873 | 407 | 2 581 | 2 699 |
| 1996 | 5 700 | 2 430 | 3 270 | 5 151 | 549 | 2 754 | 2 946 |
| 1997 | 5 525 | 2 381 | 3 144 | 4 952 | 573 | 2 640 | 2 885 |
| 1998 | 5 434 | 2 281 | 3 153 | 4 827 | 607 | 2 618 | 2 816 |
| 1999 | 5 196 | 2 294 | 2 902 | 4 584 | 612 | 2 530 | 2 666 |

Tableau 1. 13. - Répartition du nombre total des allocations de maternité ^{*)} et des allocations de naissance
suivant la nationalité des bénéficiaires en 1998 et 1999 (source CNPF)

| Nationalité | Allocation de maternité | | Allocation de naissance | |
|---------------------------------|-------------------------|--------------|-------------------------|--------------|
| | 1998 | 1999 | 1998 | 1999 |
| <i>Luxembourgeois</i> | 942 | 845 | 2 682 | 2 508 |
| <i>Autres ressortissants UE</i> | 805 | 780 | 2 319 | 2 250 |
| Allemands | 42 | 45 | 110 | 112 |
| Anglais | 27 | 33 | 71 | 76 |
| Autrichiens | 5 | 3 | 9 | 2 |
| Belges | 74 | 55 | 232 | 203 |
| Danois | 16 | 12 | 34 | 34 |
| Espagnols | 13 | 12 | 37 | 27 |
| Finlandais | 4 | 2 | 11 | 10 |
| Français | 88 | 94 | 274 | 312 |
| Grecs | 4 | 8 | 11 | 19 |
| Irlandais | 3 | 6 | 11 | 8 |
| Italiens | 100 | 80 | 259 | 194 |
| Néerlandais | 25 | 26 | 62 | 61 |
| Portugais | 395 | 393 | 1 181 | 1 165 |
| Suédois | 9 | 11 | 17 | 27 |
| <i>Autres nationalités</i> | 271 | 266 | 433 | 676 |
| Américains | 7 | 6 | 11 | 13 |
| Bosniens | 35 | 31 | 57 | 64 |
| Cap-Verdiens | 19 | 15 | 56 | 41 |
| Chinois | 17 | 31 | 27 | 33 |
| Yougoslaves | 117 | 92 | 150 | 132 |
| Autres | 63 | 81 | 115 | 142 |
| Indéterminés | 13 | 10 | 17 | 13 |
| Apatrides | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 2 018 | 1 891 | 5 434 | 5 196 |

*) Répartition du nombre des 1^{ères} tranches.

Section 2 - Montants des prestations

Tableau 2.1. - Evolution des montants des allocations familiales d'après le nombre d'enfants par famille
(montants mensuels au nombre indice 100 du coût de la vie)

| Date de la refixation | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | pour chaque enfant en plus |
|------------------------|----------|-----------|-----------|----------------------------|
| 1.5.1964 | 370 | 740 | 1 170 | ¹⁾ |
| 1.8.1967 | 370 | 740 | 1 407 | 667 |
| 1.1.1971 | 370 | 740 | 1 570 | 830 |
| 1.1.1973 | 370 | 740 | 1 740 | 1 000 |
| 1.1.1976 | 400 | 800 | 1 830 | 1 030 |
| 1.3.1979 | 400 | 900 | 1 930 | 1 030 |
| 1.3.1980 | 400 | 1 000 | 2 200 | 1 200 |
| 1.4.1982 | 400 | 1 000 | 2 400 | 1 200 |
| 1.1.1985 ³⁾ | 410 | 1 025 | 2 460 | 1 230 |
| 1.3.1986 | 410 | 1 250 | 2 750 | 1 230 |
| 1.1.1993 | 615 | 1 660 | 3 365 | 1 705 |
| 1.1.1998 | 797 | 2 024 | 3 912 | 1 887 |
| 1.1.1999 | 979 | 2 388 | 4 458 | 2 069 |

Tableau 2.2. - Evolution des montants des allocations familiales d'après le rang occupé par les enfants dans les familles
(montants mensuels au nombre indice 100 du coût de la vie)

| Date de la refixation | 1ers enfants | 2es enfants | 3es enfants | 4es enfants et suivants |
|------------------------|--------------|-------------|-------------|-------------------------|
| 1.5.1964 | 370 | 370 | 430 | ²⁾ |
| 1.8.1967 | 370 | 370 | 667 | 667 |
| 1.1.1971 | 370 | 370 | 830 | 830 |
| 1.1.1973 | 370 | 370 | 1 000 | 1 000 |
| 1.1.1976 | 400 | 400 | 1 030 | 1 030 |
| 1.3.1979 | 400 | 500 | 1 030 | 1 030 |
| 1.3.1980 | 400 | 600 | 1 200 | 1 200 |
| 1.4.1982 | 400 | 600 | 1 400 | 1 200 |
| 1.1.1985 ³⁾ | 410 | 615 | 1 435 | 1 230 |
| 1.3.1986 | 410 | 840 | 1 500 | 1 230 |
| 1.1.1993 | 615 | 1 045 | 1 705 | 1 705 |

Remarque: A partir du 1.1.1998, le montant des allocations familiales est déterminé pour le groupe familial, et non plus par enfant. (Loi du 23.12.1998)

Tableau 2.3. - Introduction et refixation de l'allocation spéciale supplémentaire, des majorations d'âge et de l'allocation d'éducation (montants mensuels au nombre indice 100 du coût de la vie)

| Date de l'introduction / de la refixation | Allocation spéciale supplémentaire | Majorations d'âge | | Allocation d'éducation ⁶⁾ | Indemnité pour congé parental |
|---|------------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | 6-11 ans | à partir de 12 ans | | |
| 1.8.1967 | 370 ⁴⁾ | - | - | - | - |
| 1.1.1976 | 400 ⁵⁾ | - | 90 | - | - |
| 1.1.1977 | 0 | 40 | 130 | - | - |
| 1.1.1985 ³⁾ | 410 | 41 | 134 | - | - |
| 1.1.1989 | - | - | - | 2 000 | - |
| 1.6.1989 | - | 100 | 300 | - | - |
| 1.7.1993 | - | - | - | 3 000 | - |
| 1.1.1998 | 797 | - | - | - | - |
| 1.1.1999 | 979 | - | - | - | - |
| 1.3.1999 ⁷⁾ | - | - | - | - | 11 000 / 5 500 ⁸⁾ |

Remarque: Les montants au nombre indice courant s'obtiennent en multipliant les montants ci-dessus par le nombre indice du coût de la vie, les centimes étant négligés.

¹⁾ 4 enfants: 1640 F; 5 enfants: 2150 F; 6 enfants: 2700 F; chaque enfant en plus: 590 F.

²⁾ 4es enfants: 470 F; 5es enfants: 510 F; 6es enfants: 550 F; 7es enfants et suivants: 590 F.

³⁾ La refixation au nombre indice 100 du coût de la vie des allocations familiales avec effet au 1er janvier 1985 ne s'est pas traduite par une augmentation du montant nominal des allocations familiales, mais a eu pour seul effet de compenser la diminution des allocations familiales due à l'abrogation de la cote d'adaptation indiciaire spéciale.

⁴⁾ Age limite 19 ans.

⁵⁾ Age limite ramené à 18 ans

⁶⁾ Montant par foyer.

⁷⁾ Le congé parental est accordé pour les enfants nés à partir du 1er janvier 1999.

⁸⁾ Montant accordé pour le congé parental à mi-temps.

Tableau 2. 4. - Introduction et refixation de l'allocation de rentrée scolaire
(montants mensuels au nombre indice 100 du coût de la vie)

| Date de l'introduction/ de la refixation | groupe d'un enfant | | Allocation de rentrée scolaire | | groupe de 3 enfants et plus | |
|---|---------------------|--------------------|--------------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|
| | groupe de 2 enfants | | | | | |
| | 6-11 ans | à partir de 12 ans | 6-11 ans | à partir de 12 ans | 6-11 ans | à partir de 12 ans |
| 01.8.1986 | - | - | 400 | 600 | 900 | 1 200 |
| 20.8.1988 | 400 | 600 | 800 | 1 000 | 1 300 | 1 600 |
| 01.8.1992 | 700 | 1 000 | 1 200 | 1 500 | 1 700 | 2 000 |

Tableau 2. 5. - Evolution de la dépense moyenne annuelle en allocations familiales ^{*)} et d'éducation
par enfant bénéficiaire et par famille attributaire

| Année | Montant moyen par enfant bénéficiaire | | | Montant moyen par famille attributaire ^{**)} | | |
|-------|---------------------------------------|---------|-------------------|---|---------|-------------------|
| | Nombre indice courant | | Nombre indice 100 | Nombre indice courant | | Nombre indice 100 |
| | Montant | Montant | Var. en % | Montant | Montant | Var. en % |
| 1985 | 32 784 | 7 875 | - | 55 402 | 13 308 | - |
| 1986 | 38 161 | 8 989 | 14,1 | 64 022 | 15 081 | 13,3 |
| 1987 | 39 213 | 9 148 | 1,8 | 66 085 | 15 416 | 2,2 |
| 1988 | 40 516 | 9 433 | 3,1 | 68 179 | 15 874 | 3,0 |
| 1989 | 52 513 | 11 859 | 25,7 | 88 317 | 19 944 | 25,6 |
| 1990 | 57 176 | 12 482 | 5,3 | 96 252 | 21 012 | 5,4 |
| 1991 | 60 151 | 12 663 | 1,5 | 101 913 | 21 455 | 2,1 |
| 1992 | 63 128 | 12 868 | 1,6 | 107 863 | 21 987 | 2,5 |
| 1993 | 82 865 | 16 388 | 27,4 | 141 289 | 27 943 | 27,1 |
| 1994 | 91 034 | 17 465 | 6,6 | 156 729 | 30 068 | 7,6 |
| 1995 | 91 882 | 17 297 | -1,0 | 158 718 | 29 878 | -0,6 |
| 1996 | 91 786 | 17 147 | -0,9 | 159 274 | 29 755 | -0,4 |
| 1997 | 93 453 | 17 065 | -0,5 | 162 888 | 29 744 | 0,0 |
| 1998 | 107 510 | 19 595 | 14,8 | 188 492 | 34 354 | 15,5 |
| 1999 | 121 316 | 21 867 | 11,6 | 213 570 | 38 496 | 12,1 |

^{*)} Allocations familiales normales, majorations d'âge, allocations spéciales supplémentaires et allocations de rentrée scolaire.

^{**) Calcul avec moyenne pondérée des nombres de familles au 31 décembre.}

Tableau 2. 6. - Evolution des montants des allocations de naissance et de maternité
(montants au nombre indice 100 du coût de la vie)

| Date de l'introduction / de la refixation | Allocation de naissance | Allocation prénatale | Allocation postnatale | Allocation de maternité |
|--|---|----------------------|-----------------------|-------------------------|
| 01.01.1964 | 4 200 ¹⁾ / 2 500 ²⁾ | - | - | - |
| 01.08.1967 | 4 200 | - | - | - |
| 26.04.1974 | - | 2 000 | - | - |
| 01.04.1978 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | - |
| 01.04.1980 | - | - | - | 12 800 |
| 01.01.1985 ³⁾ | 3 588 | 3 588 | 3 588 | - |
| 01.01.1993 | - | - | - | 19 200 |

¹⁾ Premiers-nés.

²⁾ Puînés.

³⁾ La refixation au nombre indice 100 du coût de la vie des allocations avec effet au 1^{er} janvier 1985 ne s'est pas traduite par une augmentation du montant nominal des allocations, mais a eu pour seul effet de compenser la diminution des allocations familiales due à l'abrogation de la cote d'adaptation indiciaire spéciale.

Section 3 - Cotisations

Tableau 3.1. - Evolution des taux de cotisation entre 1965 et 1985 (en %)

| Groupes d'employeurs | 19.. | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75-76 | 77 | 78-79 | 80-85 | |
|--|------|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|------|-------|-------|--|
| Caisse d'allocations familiales des ouvriers (taux applicables aux montants des rémunérations servant de base à l'assurance pension des ouvriers) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I. Etat | | p. m. | | | | | | | | | | | | | | |
| II. Société nationale des CFL | | p. m. | | | | | | | | | | | | | | |
| III. Communes,établissements publics et d'utilité publique et syndicats intercommunaux | | 4,50 | 3,50 | 2,50 | 3,20 | 3,70 | 3,30 | 2,40 | 2,50 | 2,50 | 2,60 | 2,50 | | 2,50 | 2,50 | |
| IV. Industrie, minières et carrières | | 4,00 | 3,90 | 3,75 | 4,05 | 3,85 | 3,30 | 2,80 | 3,25 | 3,30 | 2,50 | 2,50 | | 2,50 | 2,50 | |
| V. Artisanat, commerce et professions libérales | | 2,40 | 3,00 | 3,10 | 2,80 | 3,00 | 2,00 | 2,20 | 2,20 | 2,40 | 1,90 | 2,10 | | 2,10 | 2,10 | |
| VI. Bâtiment: terrassement, gros-oeuvre, travaux publics | | 3,60 | 3,60 | 5,00 | 5,00 | 5,00 | 3,30 | 3,00 | 3,60 | 3,90 | 3,10 | 2,80 | | 2,80 | 2,80 | |
| VII. Services privés et divers | | 1,80 | 2,00 | 1,60 | 1,40 | 1,20 | 0,30 | 1,20 | 1,50 | 1,50 | 1,00 | 1,00 | | 1,00 | 1,00 | |
| VIII. Agriculture | | 2,50 | 2,50 | 5,00 | 3,60 | 3,50 | 3,40 | 3,30 | 3,30 | 3,40 | 3,30 | 2,80 | | 2,50 | 2,50 | |
| IX. Fonds de chômage | | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | 2,00 | 2,50 | |
| Caisse d'allocations familiales des employés (taux applicables aux montants des rémunérations servant de base à l'assurance pension des employés) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I. Etat | | p. m. | | | | | | | | | | | | | | |
| II. Société nationale des CFL | | p. m. | | | | | | | | | | | | | | |
| III. Communes,établissements publics et d'utilité publique et syndicats intercommunaux | | 2,40 | 2,30 | 2,40 | 2,50 | 2,60 | 2,40 | 1,95 | | | 1,20 | 1,40 | 1,40 | | | |
| IV. Secteur privé | | 2,40 | 2,00 | 2,10 | 2,30 | 2,10 | 1,95 | 1,80 | | | 1,45 | 1,45 | 1,45 | | | |
| V. Fonds de chômage | | - | - | - | - | - | - | - | | | - | - | 1,45 | | | |
| Caisse d'allocations familiales des non-salariés | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1. Agriculteurs et viticulteurs ¹⁾ | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Classe 1 (Caisse de maladie: classe II) | | 20 | | | | | 15 | | | | | | | 11 | | |
| Classe 2 (Caisse de maladie; classe III) | | 75 | | | | | 55 | | | | | | | 40 | | |
| Classe 3 (Caisse de maladie: classe IV) | | 110 | | | | | 80 | | | | | | | 58 | | |
| Classe 4 (Caisse de maladie: classe V) | | 130 | | | | | 95 | | | | | | | 70 | | |
| Classe 5 (Caisse de maladie: classe VI) | | 140 | | | | | 105 | | | | | | | 78 | | |
| 2. Indépendants et artisans ²⁾ | | 0,6 | | | | | | | | | | | | | | |
| 3. Autres ³⁾ | | 0,6 | | | | | | | | | | | | | | |

¹⁾ Taux applicable à la cotisation due à la caisse de maladie agricole.²⁾ Taux applicable au revenu net imposé dérivé de l'exercice de leur profession.³⁾ Taux applicable au total des revenus nets imposés.

Tableau 3.2. - Evolution des taux de cotisation depuis 1986

| Catégorie d'assurés | 1986 | 1987 | 1988-89 | 1990-93 | à partir de 1994 |
|---|-------|-------|---------|---------|---------------------|
| Ouvriers | 1,80% | | | 1,70% | 1,70% ¹⁾ |
| Fonctionnaires et employés de l'Etat et des CFL | 1,80% | | | | |
| Autres employés et fonctionnaires | 1,50% | 1,65% | 1,80% | | |
| Agriculteurs et viticulteurs | | | | | 0,6% ²⁾ |
| Classe 1 (Caisse de maladie: classe II) | | | | | |
| Classe 2 (Caisse de maladie: classe III) | | | | | |
| Classe 3 (Caisse de maladie: classe IV) | | | | | |
| Classe 4 (Caisse de maladie: classe V) | | | | | |
| Classe 5 (Caisse de maladie: classe VI) | | | | | |
| Indépendants et artisans | 0,6% | | | | 0,6% ³⁾ |

¹⁾ A charge de l'Etat pour les salariés ressortissants du secteur privé à partir du 1.7.1994.²⁾ Entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.7.1994.³⁾ Entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.1.1999.

Section 4 - Données financières

Tableau 4.1. - Bilans comparés des exercices 1998 et 1999 de la caisse nationale des prestations familiales
(Situation au 31 décembre)

| ACTIF | 1998 | 1999 |
|--|--------------------|----------------------|
| I. Tiers | 912 666 940 | 942 153 653 |
| A. Débiteurs | 305 929 900 | 459 797 718 |
| Bénéficiaires de prestations | 67 313 707 | 91 895 235 |
| Cotisations, intérêts moratoires, amendes | 238 489 707 | 367 819 077 |
| Débiteurs divers | 126 486 | 83 406 |
| B. Organes et personnel | - | - |
| C. Etat et collectivités publiques | 242 887 222 | 240 607 883 |
| Etat-Participation au financement des allocations familiales | 130 237 183 | 58 544 898 |
| Etat-Prestations | 38 011 830 | 64 318 753 |
| Etat-Frais d'administration | 74 623 059 | 117 744 232 |
| Etat-Divers | 15 150 | - |
| D. Organismes de sécurité sociale | 2 551 061 | 1 749 363 |
| E. Comptes de régularisation | 361 298 757 | 239 998 689 |
| Frais d'administration payés d'avance | 7 789 356 | 8 871 680 |
| Cotisations - Acomptes à percevoir | 102 659 027 | 107 927 009 |
| Cotisations - Rôles à établir | 250 850 374 | 123 200 000 |
| II. Comptes financiers | 44 545 348 | 67 066 876 |
| Placements à moins d'un an | 0 | 0 |
| Titres de placements et bons | 0 | 0 |
| Banques et chèques postaux | 44 545 348 | 67 066 876 |
| Total de l'actif | 957 212 288 | 1 009 220 529 |

| PASSIF | 1998 | 1999 |
|---|--------------------|----------------------|
| I. Capitaux permanents - Réserve | 819 749 517 | 819 749 517 |
| A. Réserve | 379 749 517 | 379 749 517 |
| B. Fonds de roulement | 440 000 000 | 440 000 000 |
| II. Tiers | 137 462 771 | 189 471 012 |
| A. Crédoiteurs | 134 721 752 | 150 246 487 |
| Frais d'administration | 23 810 743 | 26 593 669 |
| Prestations familiales | 7 836 835 | 14 538 046 |
| Cotisations, acomptes sur cotisations | 102 958 376 | 107 963 881 |
| Créditeurs divers | 115 798 | 1 150 891 |
| B. Organes et personnel | 0 | 0 |
| C. Etat et collectivités publiques | 100 549 | 16 615 248 |
| D. Organismes de sécurité sociale | 2 640 470 | 22 609 277 |
| E. Comptes de régularisation | 0 | 0 |
| Frais d'administration à payer | 0 | 0 |
| Produits perçus d'avance | 0 | 0 |
| Total du passif | 957 212 288 | 1 009 220 529 |

Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales des exercices 1998 et 1999

Tableau 4. 2. - Etat détaillé des recettes

| Recettes | 1998 | 1999 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| I. Cotisations | 1 226 142 552 | 1 099 818 035 |
| <i>Cotisations obligatoires normales dont</i> | 1 226 142 552 | 1 099 818 035 |
| Cotisations ouvriers à charge des employeurs | 171 075 730 | 165 000 055 |
| Cotisations employés à charge des employeurs | 890 818 923 | 930 042 739 |
| Cotisations des non-salariés (Indépendants, artisans et autres) | 164 247 899 | 3 647 948 |
| Cotisations des non-salariés à charge du secteur public | - | 1 127 293 |
| II. Participation de tiers | 11 732 574 832 | 12 939 748 328 |
| <i>A. Cotisations prises en charge par l'Etat dont</i> | <i>3 440 392 696</i> | <i>3 877 360 304</i> |
| Cotisations ouvriers | 1 277 712 439 | 1 361 142 495 |
| Cotisations employés | 2 152 714 187 | 2 393 634 805 |
| Cotisations des non-salariés (Agriculteurs et viticulteurs) | 9 966 070 | 11 125 743 |
| Cotisations des non-salariés (Indépendants, artisans et autres) | - | 111 457 261 |
| <i>B. Participation dans les prestations et frais d'administration</i> | <i>8 292 182 136</i> | <i>9 062 388 024</i> |
| Part Etat dans les frais d'administration | 229 305 471 | 255 799 702 |
| Part Etat dans les prestations | 4 666 527 271 | 4 977 167 712 |
| Part Etat dans l'allocation de rentrée scolaire | 858 303 235 | 907 257 470 |
| Part Etat dans l'allocation d'éducation | 2 006 056 587 | 1 941 932 527 |
| Part Etat dans les allocations de naissance | 316 889 303 | 308 169 189 |
| Part Etat dans les allocations de maternité | 215 075 269 | 203 525 716 |
| Part Etat dans les indemnités pour le congé parental | - | - |
| Participation du fonds pour l'emploi dans le financement du congé parental | - | 468 535 708 |
| Part Etat dans les prêts aux jeunes époux | 25 000 | - |
| III. Produits divers de tiers | 588 463 | 629 188 |
| Intérêts de retard sur cotisations | 5 650 | 98 142 |
| Amendes d'ordre | 582 813 | 531 046 |
| IV. Produits financiers | 21 840 035 | 30 055 943 |
| Revenus sur placements à moins d'un an | 14 891 727 | 22 926 269 |
| Revenus sur titres de placement | - | - |
| Revenus sur comptes-courants | 6 948 308 | 7 129 674 |
| V. Recettes diverses | 13 693 | 4 166 |
| Total des recettes courantes | 12 981 159 575 | 14 070 255 660 |
| VI. Prélèvement à la réserve | - | - |
| VII. Participation Etat - Déficit | 2 650 162 436 | 4 549 721 413 |
| Total des recettes | 15 631 322 011 | 18 619 977 073 |

**Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales
des exercices 1998 et 1999**

Tableau 4. 3. - Etat détaillé des dépenses

| Dépenses | 1998 | 1999 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| I. Frais d'administration | 230 478 111 | 262 529 222 |
| Frais de personnel | 139 488 851 | 157 734 230 |
| Indemnités pour services | 1 007 782 | 1 139 250 |
| Frais de matériel et autres | 36 865 006 | 39 491 240 |
| Frais généraux | 1 172 640 | 6 729 520 |
| Acquisitions nouvelles | 478 033 | 2 892 619 |
| Participation aux frais du centre commun | 51 465 799 | 54 542 363 |
| II. Prestations | 15 367 119 815 | 18 300 142 106 |
| <i>A. Allocations de maternité</i> | <i>215 075 269</i> | <i>203 401 971</i> |
| <i>B. Prestations de naissance</i> | <i>316 889 303</i> | <i>308 149 503</i> |
| Allocations prénatales | 105 717 950 | 102 577 784 |
| Allocations de naissance | 106 944 498 | 102 746 171 |
| Allocations postnatales | 104 226 855 | 102 825 548 |
| <i>C. Allocations familiales</i> | <i>12 829 299 684</i> | <i>15 378 372 045</i> |
| Allocations familiales normales | 10 334 856 721 | 12 719 832 854 |
| Majorations d'âge | 1 559 176 845 | 1 645 671 317 |
| Allocations spéciales supplémentaires | 78 073 113 | 106 871 488 |
| Allocations de rentrée scolaire | 857 193 005 | 905 996 386 |
| <i>D. Allocations d'éducation</i> | <i>2 005 830 559</i> | <i>1 941 682 879</i> |
| <i>E. Indemnités pour le congé parental</i> | - | <i>468 535 708</i> |
| Indemnités nettes | - | 441 376 755 |
| Cotisations assurance maladie - part assuré | - | 11 740 673 |
| Cotisations assurance maladie - part employeur | - | 11 740 673 |
| Cotisations assurance dépendance - part assuré | - | 3 677 607 |
| <i>F. Prêts aux jeunes époux</i> | <i>25 000</i> | - |
| III. Décharges, restitutions et extournes de cotisations | 31 738 174 | 56 816 791 |
| Décharges sur cotisations irrécouvrables | 4 768 847 | 3 572 141 |
| Décharges sur cotisations - contribution Etat | 4 768 847 | 3 572 141 |
| Restitution contribution Etat | - | - |
| Décharges sur débiteurs prestations | 19 157 998 | 19 571 163 |
| Extournes de cotisations indues | 1 521 241 | 15 050 673 |
| Extournes de cotisations indues - contribution Etat | 1 521 241 | 15 050 673 |
| IV. Frais de gestion du patrimoine | 52 590 | 488 884 |
| V. Dépenses diverses | 1 933 321 | 70 |
| Total des dépenses courantes | 15 631 322 011 | 18 619 977 073 |
| VI. Dotation à la réserve | - | - |
| VII. Dotation au Fonds de roulement - Etat | - | - |
| Total des dépenses | 15 631 322 011 | 18 619 977 073 |

Partie statistique

Tableau 4. 4. - Evolution des comptes financiers annuels et de la réserve au 31 décembre (montants en millions de francs)

| Année | Recettes courantes | | | | | | | Total |
|-----------------------|----------------------------|----------------------------|--|--------------------------------------|---------|---|---------------------------------|----------|
| | Cotisations ^{*)} | | | | | Participation de tiers dans les prestations | Revenus de la fortune et divers | |
| | Ouvriers | Employés et fonctionnaires | Agriculteurs et viticulteurs | Autres non-salariés | Total | | | |
| 1965 | 304,4 | 167,5 | 17,0 ^{*)} | (.) | 488,9 | 209,1 | 0,7 | 698,7 |
| 1970 | 361,2 | 223,7 | 19,9 ^{*)} | (.) | 604,8 | 323,3 | 1,0 | 929,1 |
| 1975 | 556,8 | 362,5 | 41,1 ^{*)} | (.) | 960,4 | 594,7 | 3,4 | 1 558,4 |
| 1980 | 760,1 | 626,1 | 54,7 ^{*)} | (.) | 1 440,9 | 1 321,7 | 28,9 | 2 791,5 |
| 1985 | 959,8 | 809,4 | 136,3 ^{*)} | (.) | 1 905,6 | 1 851,5 | 94,1 | 3 851,2 |
| 1990 | 964,5 | 1 517,7 | 11,2 | 95,0 | 2 588,4 | 3 055,6 | 224,4 | 5 868,4 |
| 1991 | 1 054,4 | 1 719,2 | 12,4 | 103,7 | 2 889,8 | 3 398,5 | 196,1 | 6 484,4 |
| 1992 | 1 135,1 | 1 979,4 | 12,4 | 106,4 | 3 233,2 | 4 284,5 | 182,8 | 7 700,5 |
| 1993 | 1 192,5 | 2 157,8 | 13,2 | 119,7 | 3 483,1 | 5 453,1 | 150,4 | 9 086,7 |
| | sur salaires et indemnités | | cotis. des non-salariés | | | | | |
| | à charge des employeurs | à charge de l'Etat | Agriculteurs & viticulteurs ^{****)} | Autres non-salariés ^{****)} | | | | |
| 1994 | 2 188,7 | 1 389,0 | 9,9 | 121,8 | 3 709,4 | 6 815,4 | 63,9 | 10 588,8 |
| 1995 | 900,0 | 2 890,4 | 8,2 | 124,2 | 3 922,8 | 7 176,9 | 45,3 | 11 145,1 |
| 1996 | 957,8 | 2 966,7 | 9,6 | 137,6 | 4 071,7 | 7 485,1 | 17,5 | 11 574,3 |
| 1997 | 1 005,8 | 3 228,4 | 9,0 | 119,8 | 4 363,0 | 7 877,7 | 23,1 | 12 263,8 |
| 1998 | 1 061,9 | 3 430,4 | 10,0 | 164,2 | 4 666,5 | 8 292,2 | 22,4 | 12 981,2 |
| 1999 ^{****)} | 1 095,0 | 3 754,8 | 11,1 | 116,2 | 4 977,2 | 9 062,4 | 30,7 | 14 070,3 |

^{*)} Y compris contrepartie des prestations payées aux ouvriers, fonctionnaires et employés de l'Etat et des CFL entre 1965 et 1985.

^{**)} Y compris autres non-salariés.

^{****)} Repris par l'Etat à partir de juillet 1994.

^{****)} Repris par l'Etat à partir du 1^{er} janvier 1999.

| Année | Dépenses courantes | | | | | | | | Total |
|-------|---------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|-------------------------------------|---------------------|-----------------------------|--------|----------|
| | Prestations | | | | | | Frais d'administra- tion | Divers | |
| | Allocations familiales | Allocations d'éducation | Allocations de naissance | Allocation de maternité | Indemnité pour congé parental | Total ^{*)} | | | |
| 1965 | 666,8 | - | 20,5 | - | - | 687,4 | 12,2 | 1,0 | 700,6 |
| 1970 | 895,7 | - | 25,3 | - | - | 920,9 | 17,7 | - | 938,7 |
| 1975 | 1 486,8 | - | 57,1 | - | - | 1 543,9 | 35,6 | 0,0 | 1 579,5 |
| 1980 | 2 418,3 | - | 109,7 | 50,5 | - | 2 578,5 | 68,8 | 0,2 | 2 647,5 |
| 1985 | 3 085,9 | - | 174,3 | 107,0 | - | 3 367,4 | 106,3 | 0,9 | 3 474,6 |
| 1990 | 4 967,4 | 742,6 | 217,4 | 120,9 | - | 6 048,5 | 129,8 | 7,8 | 6 186,1 |
| 1991 | 5 423,9 | 818,6 | 235,6 | 132,0 | - | 6 610,2 | 140,8 | 9,1 | 6 760,1 |
| 1992 | 5 924,1 | 876,6 | 246,4 | 118,0 | - | 7 165,1 | 149,0 | 11,0 | 7 325,2 |
| 1993 | 7 925,8 | 1 284,2 | 266,5 | 188,0 | - | 9 664,5 | 165,5 | 8,3 | 9 838,3 |
| 1994 | 8 947,6 | 1 750,3 | 294,1 | 225,7 | - | 11 217,7 | 186,2 | 43,3 | 11 447,2 |
| 1995 | 9 482,1 | 1 817,3 | 294,0 | 221,0 | - | 11 814,5 | 206,5 | 21,7 | 12 042,6 |
| 1996 | 9 878,9 | 1 869,9 | 315,7 | 250,3 | - | 12 314,8 | 215,0 | 18,7 | 12 548,5 |
| 1997 | 10 438,6 | 1 956,3 | 314,0 | 218,5 | - | 12 927,3 | 218,2 | 16,3 | 13 161,9 |
| 1998 | 12 829,3 | 2 005,8 | 316,9 | 215,1 | - | 15 367,1 | 230,5 | 33,7 | 15 631,3 |
| 1999 | 15 378,4 | 1 941,7 | 308,1 | 203,4 | 468,5 | 18 300,1 | 262,5 | 56,8 | 18 620,0 |

^{*)} Y compris remboursement des prêts aux jeunes époux.

Tableau 4. 4. - Evolution des comptes financiers annuels et de la réserve au 31 décembre (suite)
(montants en millions de francs)

| Année | Réserve au 31 décembre | | | Prime de répartition pure ^{*)} | Participation nette de l'Etat | | | |
|-----------------------|---|-----------------------|--|---|---|---------------------------|-----------------------------|------|
| | Dotation (+) / Prélèvement (-) à la réserve | Montant de la réserve | Niveau relatif de la réserve ^{*)} | | Montant | | en % des recettes courantes | |
| 1965 | -1,9 | 76,2 | 11,4 | - | 209,1 | | 29,9 | |
| 1970 | -9,6 | 113,8 | 12,7 | - | 323,3 | | 34,8 | |
| 1975 | -21,1 | 165,1 | 11,1 | - | 594,7 | | 38,2 | |
| 1980 | +144,0 | 452,7 | 18,7 | - | 1 321,7 | | 47,3 | |
| 1985 | +376,6 | 1 697,5 | 55,0 | - | 1 851,5 | | 48,1 | |
| 1990 | -317,7 | 2 787,9 | 48,8 | 3,49% | 3 052,6 | | 52,0 | |
| 1991 | -275,8 | 2 512,1 | 40,2 | 3,42% | 3 397,6 | | 52,4 | |
| 1992 | +375,3 | 2 887,4 | 46,1 | 3,08% | 4 283,2 | | 55,6 | |
| 1993 | -751,6 | 2 135,7 | 27,2 | 3,35% | 5 451,0 | | 60,0 | |
| | | | | | au niveau des prestations (cont.nette) ^{****)} | au niveau des cotisations | Total | |
| 1994 | -858,5 | 1 277,3 | 15,4 | 3,56% | 6 799,0 | 1 394,0 | 8 193,0 | 77,4 |
| 1995 | -897,5 | 379,7 | 4,3 | 3,57% | 7 172,4 | 2 898,7 | 10 071,1 | 90,4 |
| 1996 | - | 379,7 | 4,2 | 3,57% | 7 483,8 | 2 976,3 | 10 460,1 | 90,4 |
| 1997 | - | 379,7 | 3,9 | 3,56% | 7 875,6 | 3 237,4 | 11 113,0 | 90,6 |
| 1998 | - | 379,7 | 3,2 | 4,08% | 8 275,9 | 3 440,4 | 11 726,3 | 90,3 |
| 1999 ^{****)} | - | 379,7 | 2,6 | 4,72% | 8 575,2 | 3 877,4 | 12 452,8 | 88,5 |

^{*)} Réserve en % du montant annuel des prestations familiales non financées par l'Etat.

^{**)} Rapport entre le montant des prestations familiales non financées par l'Etat et la masse des revenus cotisables.

^{****)} Déduction faite des décharges et extournes en cotisations.

^{*****)} L'indemnité de congé parental est financée par le Fonds pour l'emploi.

Graphique 4.1. - Evolution des principaux comptes financiers

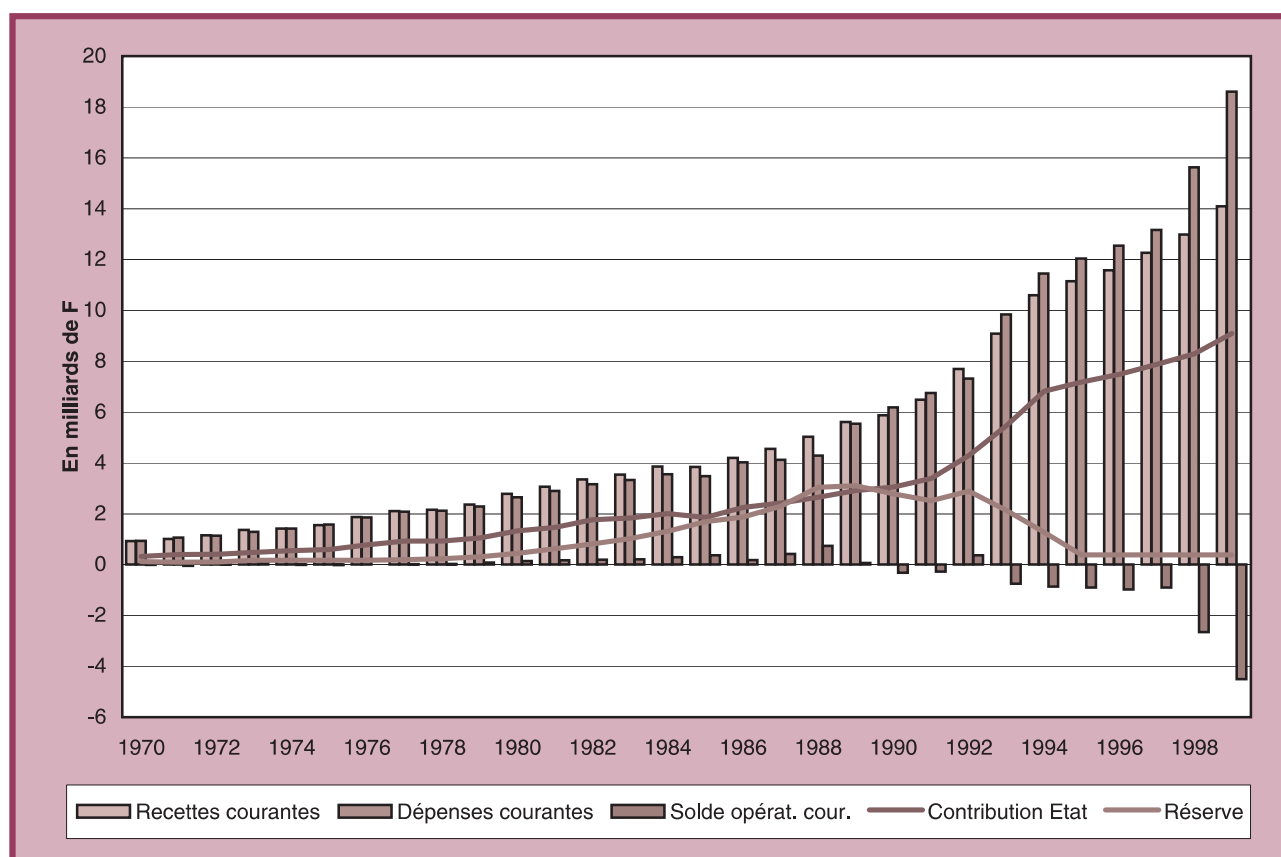


Tableau 4. 5. - Evolution des dépenses en prestations familiales
(en millions de francs)

| Année | Allocations familiales normales | Majorations d'âge | Allocation spéciale supplémentaire | Allocation de rentrée scolaire | Allocation d'éducation | Indemnité pour congé parental | Allocations de naissance | | | | Allocation de maternité | Montant total |
|-------|---------------------------------|-------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------------|-----------------------|-------|-------------------------|---------------|
| | | | | | | | Allocation prénatale | Allocation de naissance | Allocation postnatale | Total | | |
| 1965 | 666,8 | - | - | - | - | - | - | 20,5 | - | 20,5 | - | 687,3 |
| 1970 | 889,0 | - | 6,7 | - | - | - | - | 25,3 | - | 25,3 | - | 921,0 |
| 1975 | 1 477,4 | - | 9,3 | - | - | - | 13,2 | 43,9 | - | 57,1 | - | 1 543,8 |
| 1980 | 2 403,5 ¹⁾ | (.) | 14,8 | - | - | - | 40,0 | 39,0 | 30,6 | 109,7 | 50,5 | 2 578,4 |
| 1985 | 2 734,3 | 333,4 | 18,1 | - | - | - | 58,0 | 59,6 | 56,6 | 174,3 | 107,0 | 3 367,1 |
| 1986 | 3 051,6 | 335,6 | 19,5 | 152,0 | - | - | 65,7 | 63,4 | 63,6 | 192,7 | 113,4 | 3 864,8 |
| 1987 | 3 174,5 | 338,9 | 19,5 | 153,5 | - | - | 62,2 | 60,1 | 58,3 | 180,6 | 109,5 | 3 976,6 |
| 1988 | 3 214,9 | 338,7 | 19,5 | 281,1 | - | - | 66,7 | 67,0 | 62,9 | 196,5 | 113,7 | 4 164,5 |
| 1989 | 3 483,7 | 634,9 | 21,2 | 303,2 | 663,8 | - | 67,0 | 69,4 | 62,5 | 198,9 | 116,2 | 5 421,8 |
| 1990 | 3 738,8 | 876,7 | 21,6 | 330,3 | 742,6 | - | 74,7 | 74,6 | 68,1 | 217,4 | 120,9 | 6 048,3 |
| 1991 | 4 092,7 | 953,6 | 22,8 | 354,8 | 818,6 | - | 79,4 | 81,4 | 74,8 | 235,6 | 132,0 | 6 610,1 |
| 1992 | 4 344,2 | 1 010,6 | 23,9 | 545,4 | 876,6 | - | 82,0 | 84,1 | 80,3 | 246,4 | 118,0 | 7 165,0 |
| 1993 | 6 207,5 | 1 101,2 | 24,8 | 592,2 | 1 284,2 | - | 90,3 | 93,6 | 82,5 | 266,5 | 188,0 | 9 664,4 |
| 1994 | 6 996,4 | 1 240,7 | 30,7 | 679,8 | 1 750,3 | - | 101,2 | 101,5 | 91,4 | 294,1 | 225,7 | 11 217,7 |
| 1995 | 7 391,3 | 1 322,3 | 39,8 | 728,7 | 1 817,3 | - | 99,3 | 100,0 | 94,7 | 294,0 | 221,0 | 11 814,5 |
| 1996 | 7 691,8 | 1 386,1 | 39,3 | 761,6 | 1 869,9 | - | 109,0 | 109,5 | 97,3 | 315,7 | 250,3 | 12 314,8 |
| 1997 | 8 123,6 | 1 469,0 | 38,5 | 807,6 | 1 956,3 | - | 105,4 | 108,0 | 100,6 | 314,0 | 218,5 | 12 927,3 |
| 1998 | 10 334,9 | 1 559,2 | 78,1 | 857,2 | 2 005,8 | - | 105,7 | 106,9 | 104,2 | 316,9 | 215,0 | 15 367,1 |
| 1999 | 12 719,8 | 1 645,7 | 106,9 | 906,0 | 1 941,7 | 468,5 | 102,6 | 102,7 | 102,8 | 308,1 | 203,4 | 18 300,1 |

¹⁾ Y compris les majorations d'âge.Tableau 4. 6. - Evolution de la structure des dépenses en prestations familiales
(en % du total des prestations)

| Année | Allocations familiales normales | Majorations d'âge | Allocation spéciale supplémentaire | Allocation de rentrée scolaire | Allocation d'éducation | Indemnité pour congé parental | Allocations de naissance | | | | Allocation de maternité |
|-------|---------------------------------|-------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------------|-----------------------|-------|-------------------------|
| | | | | | | | Allocation prénatale | Allocation de naissance | Allocation postnatale | Total | |
| 1965 | 97,0 | - | - | - | - | - | - | 3,0 | - | 3,0 | - |
| 1970 | 96,5 | - | 0,7 | - | - | - | - | 2,7 | - | 2,7 | - |
| 1975 | 95,7 | - | 0,6 | - | - | - | 0,9 | 2,8 | - | 3,7 | - |
| 1980 | 93,2 ¹⁾ | (.) | 0,6 | - | - | - | 1,6 | 1,5 | 1,2 | 4,3 | 2,0 |
| 1985 | 81,2 | 9,9 | 0,5 | - | - | - | 1,7 | 1,8 | 1,7 | 5,2 | 3,2 |
| 1986 | 79,0 | 8,7 | 0,5 | 3,9 | - | - | 1,7 | 1,6 | 1,6 | 5,0 | 2,9 |
| 1987 | 79,8 | 8,5 | 0,5 | 3,9 | - | - | 1,6 | 1,5 | 1,5 | 4,5 | 2,8 |
| 1988 | 77,2 | 8,1 | 0,5 | 6,8 | - | - | 1,6 | 1,6 | 1,5 | 4,7 | 2,7 |
| 1989 | 64,3 | 11,7 | 0,4 | 5,6 | 12,2 | - | 1,2 | 1,3 | 1,2 | 3,7 | 2,1 |
| 1990 | 61,8 | 14,5 | 0,4 | 5,5 | 12,3 | - | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 3,6 | 2,0 |
| 1991 | 61,9 | 14,4 | 0,3 | 5,4 | 12,4 | - | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 3,6 | 2,0 |
| 1992 | 60,6 | 14,1 | 0,3 | 7,6 | 12,2 | - | 1,1 | 1,2 | 1,1 | 3,4 | 1,6 |
| 1993 | 64,2 | 11,4 | 0,3 | 6,1 | 13,3 | - | 0,9 | 1,0 | 0,9 | 2,8 | 1,9 |
| 1994 | 62,4 | 11,1 | 0,3 | 6,1 | 15,6 | - | 0,9 | 0,9 | 0,8 | 2,6 | 2,0 |
| 1995 | 62,6 | 11,2 | 0,3 | 6,2 | 15,4 | - | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 2,5 | 1,9 |
| 1996 | 62,5 | 11,3 | 0,3 | 6,2 | 15,2 | - | 0,9 | 0,9 | 0,8 | 2,6 | 2,0 |
| 1997 | 62,8 | 11,4 | 0,3 | 6,2 | 15,1 | - | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 2,4 | 1,7 |
| 1998 | 67,3 | 10,1 | 0,5 | 5,6 | 13,1 | - | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 2,1 | 1,4 |
| 1999 | 69,5 | 9,0 | 0,6 | 5,0 | 10,6 | 2,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 1,7 | 1,1 |

¹⁾ Y compris les majorations d'âge.

Tableau 4. 7. - Evolution des cotisations et de la masse salariale cotisable des salariés depuis 1986 *)
(Montants en millions de francs)

| Année | Nombre indice moyen | Cotisations au nombre indice courant | | | Masse salariale cotisable au n. i. 100 | | | | | |
|-------|---------------------|--------------------------------------|----------------------------|----------------|--|-----------|----------------------------|-----------|----------------|-----------|
| | | Ouvriers | Employés et fonctionnaires | Total salariés | Ouvriers | | Employés et fonctionnaires | | Total salariés | |
| | | | | | Montant | Var. en % | Montant | Var. en % | Montant | Var. en % |
| 1986 | 424,43 | 794,0 | 986,1 | 1 780,1 | 10 392,4 | | 14 656,1 | | 25 048,5 | |
| 1987 | 428,67 | 826,6 | 1 109,1 | 1 935,6 | 10 712,5 | 3,1% | 15 327,2 | 4,6% | 26 039,6 | 4,0% |
| 1988 | 429,56 | 867,1 | 1 280,4 | 2 147,5 | 11 215,0 | 4,7% | 16 561,3 | 8,1% | 27 776,2 | 6,7% |
| 1989 | 443,04 | 937,6 | 1 454,6 | 2 392,2 | 11 758,6 | 4,8% | 18 242,1 | 10,1% | 30 000,7 | 8,0% |
| 1990 | 457,86 | 964,5 | 1 517,7 | 2 482,3 | 12 391,4 | 5,4% | 19 497,5 | 6,9% | 31 888,9 | 6,3% |
| 1991 | 475,12 | 1 054,4 | 1 719,2 | 2 773,6 | 13 055,9 | 5,4% | 21 291,0 | 9,2% | 34 346,9 | 7,7% |
| 1992 | 490,02 | 1 135,1 | 1 979,4 | 3 114,4 | 13 627,6 | 4,4% | 23 763,8 | 11,6% | 37 391,5 | 8,9% |
| 1993 | 505,37 | 1 192,5 | 2 157,7 | 3 350,2 | 13 881,5 | 1,9% | 25 117,4 | 5,7% | 38 998,9 | 4,3% |
| 1994 | 521,18 | 1 249,4 | 2 328,4 | 3 577,7 | 14 103,2 | 1,6% | 26 291,6 | 4,7% | 40 394,8 | 3,6% |
| 1995 | 530,94 | 1 294,2 | 2 496,2 | 3 790,4 | 14 339,9 | 1,7% | 27 657,3 | 5,2% | 41 997,2 | 4,0% |
| 1996 | 535,29 | 1 323,8 | 2 600,7 | 3 924,5 | 14 550,1 | 1,5% | 28 581,8 | 3,3% | 43 131,9 | 2,7% |
| 1997 | 547,56 | 1 391,0 | 2 843,2 | 4 234,2 | 14 944,8 | 2,7% | 30 559,8 | 6,9% | 45 504,6 | 5,5% |
| 1998 | 548,67 | 1 448,8 | 3 043,5 | 4 492,3 | 15 532,9 | 3,9% | 32 632,1 | 6,8% | 48 165,0 | 5,8% |
| 1999 | 554,38 | 1 526,1 | 3 323,7 | 4 849,8 | 16 206,1 | 4,3% | 35 275,4 | 8,1% | 51 481,5 | 6,9% |

*) Total des cotisations se rapportant aux exercices 1986 et suivants et masse correspondant à ces cotisations.

Tableau 4. 8. - Structure de la réserve
(Montants en millions de francs)

| Année | Placements et titres | | Trésorerie | | Solde débiteurs / créditeurs | | Réserve | Fonds de roulement | Total |
|-------|----------------------|---------------|------------|---------------|------------------------------|---------------|---------|--------------------|---------|
| | Montant | En % du total | Montant | En % du total | Montant | En % du total | | | |
| 1986 | 661,3 | 35,3 | 417,3 | 22,3 | 794,8 | 42,4 | | | 1 873,3 |
| 1987 | 1 403,0 | 61,0 | 193,7 | 8,4 | 703,8 | 30,6 | | | 2 300,5 |
| 1988 | 2 182,3 | 71,8 | 54,5 | 1,8 | 800,6 | 26,4 | | | 3 037,4 |
| 1989 | 2 141,4 | 69,0 | 59,3 | 1,9 | 904,9 | 29,1 | | | 3 105,6 |
| 1990 | 1 758,5 | 63,1 | 132,7 | 4,8 | 896,7 | 32,2 | | | 2 787,9 |
| 1991 | 1 655,4 | 65,9 | 85,2 | 3,4 | 771,5 | 30,7 | | | 2 512,1 |
| 1992 | 976,0 | 33,8 | 180,0 | 6,2 | 1 731,3 | 60,0 | | | 2 887,4 |
| 1993 | 1 038,0 | 48,6 | 98,3 | 4,6 | 999,5 | 46,8 | | | 2 135,7 |
| 1994 | - | - | 48,3 | 3,8 | 1 229,0 | 96,2 | | | 1 277,3 |
| 1995 | - | - | 177,8 | 21,7 | 641,9 | 78,3 | 379,7 | 440,0 | 819,7 |
| 1996 | - | - | 168,4 | 20,5 | 651,3 | 79,5 | 379,7 | 440,0 | 819,7 |
| 1997 | - | - | 128,7 | 15,7 | 691,0 | 84,3 | 379,7 | 440,0 | 819,7 |
| 1998 | - | - | 44,5 | 5,4 | 775,2 | 94,6 | 379,7 | 440,0 | 819,7 |
| 1999 | - | - | 67,1 | 8,2 | 752,6 | 91,8 | 379,7 | 440,0 | 819,7 |

Tableau 4.9. - Taux de rendement moyen de la fortune

| Année | Produits financiers | Intérêts de retard sur cotisations | Frais de gestion du patrimoine | Revenus nets de la fortune ¹⁾ | Réserve au 31 décembre | Taux de rendement moyen ²⁾ |
|--------------------|---------------------|------------------------------------|--------------------------------|--|------------------------|---------------------------------------|
| 1985 ³⁾ | - | - | - | - | 1 652 324 620 | - |
| 1986 | 87 137 196 | 4 666 353 | 3 059 | 91 800 490 | 1 873 302 261 | 5,3% |
| 1987 | 98 367 516 | 4 661 910 | 252 076 | 102 777 350 | 2 300 543 453 | 5,0% |
| 1988 | 135 428 679 | 4 564 896 | 57 990 | 139 935 585 | 3 037 406 098 | 5,4% |
| 1989 | 210 947 697 | 3 436 711 | 5 333 | 214 379 075 | 3 105 552 799 | 7,2% |
| 1990 | 218 513 293 | 5 596 525 | 14 275 | 224 095 543 | 2 787 863 171 | 7,9% |
| 1991 | 191 780 202 | 3 946 973 | 1 141 | 195 726 034 | 2 512 089 035 | 7,7% |
| 1992 | 177 693 199 | 4 778 920 | 82 094 | 182 390 025 | 2 887 366 539 | 7,0% |
| 1993 | 143 493 397 | 6 464 744 | 116 898 | 149 841 243 | 2 135 734 232 | 6,1% |
| 1994 | 62 412 279 | 887 966 | 250 936 | 63 049 309 | 1 277 271 975 | 3,8% |
| 1995 | 40 407 370 | 4 436 513 | 1 311 628 | 43 532 255 | 819 749 517 | 4,2% |
| 1996 | 16 838 461 | 204 681 | 2 782 545 | 14 260 597 | 819 749 517 | 1,8% |
| 1997 | 22 475 860 | 91 113 | 33 675 | 22 533 298 | 819 749 517 | 2,8% |
| 1998 | 21 840 035 | 5 650 | 52 590 | 21 793 095 | 819 749 517 | 2,7% |
| 1999 | 30 055 943 | 98 142 | 488 884 | 29 665 201 | 819 749 517 | 3,7% |

¹⁾ Produits financiers (revenus bruts) +intérêts de retard sur cotisations -frais de gestion du patrimoine.

²⁾ Le taux de rendement moyen est calculé d'après la formule:

$$i = \frac{2 * I}{A + B - I} \text{ avec}$$

i = taux de rendement moyen

I = revenus nets de la fortune

A = réserve au début de l'exercice

B = réserve à la fin de l'exercice.

³⁾ Bilan d'ouverture de la CNPF.

PRESTATIONS MIXTES

Partie descriptive et partie statistique

Sommaire

| <i>PARTIE DESCRIPTIVE</i> | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| 1. Introduction | 335 |
| 2. Les bénéficiaires du revenu minimum garanti | 335 |
| 3. Le niveau moyen des prestations | 336 |
| 4. Le coût du revenu minimum garanti | 337 |
| <i>PARTIE STATISTIQUE</i> | |
| Considérations méthodologiques | 339 |
| 1. Les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG) | |
| Tableau 1. Nombre et composition des communautés domestiques bénéficiaires | 340 |
| Tableau 2. Répartition des communautés domestiques bénéficiaires du fonds suivant le nombre d'enfants bénéficiaires | 340 |
| Tableau 3. Mouvement du nombre des communautés | 341 |
| Tableau 4. Répartition par groupes d'âge des bénéficiaires du fonds au 31.12.1999 | 341 |
| Tableau 5. Répartition par groupe d'âge des bénéficiaires de pension au 31.12.1999 | 342 |
| Tableau 6. Nationalité des bénéficiaires majeurs du fonds | 342 |
| Tableau 7. Situation des bénéficiaires majeurs du fonds vis-à-vis du marché du travail au moment de l'attribution du complément | 343 |
| Tableau 8. Relations de parenté des membres majeurs de la communauté domestique avec l'attributaire principal (bénéficiaires du fonds) | 343 |
| Tableau 9. Seuils mensuels du revenu minimum garanti | 343 |
| Tableau 10. Montant moyen du complément selon la composition de la communauté domestique ou selon le type de pension | 344 |
| Tableau 11. Répartition du complément par tranches de montant (bénéficiaires du fonds) | 345 |
| Tableau 12. Revenus des communautés domestiques bénéficiaires du fonds | 346 |
| 2. Les bénéficiaires de l'allocation compensatoire de vie chère (AVC) | |
| Tableau 13. Nombre des bénéficiaires de l'AVC | 346 |
| Tableau 14. Répartition par groupe d'âge des bénéficiaires de l'AVC auprès des régimes de pension contributifs au 31.12.1999 | 347 |
| 3. Autres prestations du FNS | |
| Tableau 15. Nombre des bénéficiaires | 347 |
| 4. L'allocation de soins | |
| Tableau 16. Nombre des bénéficiaires | 348 |
| 5. Evolution des dépenses pour prestations | |
| Tableau 17. Récapitulation des dépenses pour prestations de 1980 à 1999 | 348 |
| 6. Comptes financiers du FNS | |
| Tableau 18. Bilans comparés des exercices 1998 et 1999 | 349 |
| Tableau 19. Etat détaillé des recettes | 350 |
| Tableau 20. Etat détaillé des dépenses | 351 |

1. Introduction

En dehors des prestations de sécurité sociale proprement dites, la législation sociale prévoit des prestations mixtes qui relèvent de l'assistance sociale et de l'aide sociale. Il s'agit des prestations fournies par le fonds national de solidarité, à savoir le revenu minimum garanti, l'allocation compensatoire de vie chère, l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées, l'avance de pensions alimentaires et l'allocation de chauffage. S'y ajoute l'allocation de soins prise en charge par le ministère de la santé.

Le présent chapitre se réfère essentiellement au revenu minimum garanti (RMG).

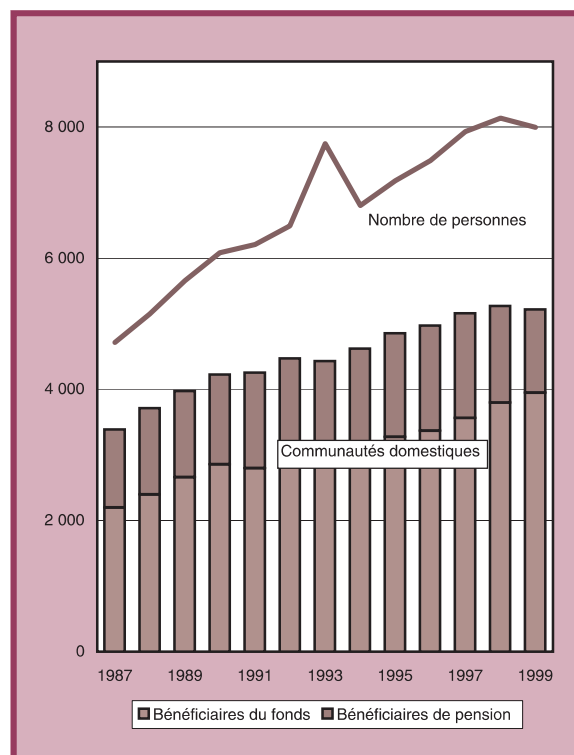
2. Les bénéficiaires du revenu minimum garanti

Les bénéficiaires du RMG sont répartis en deux catégories suivant que le versement du complément est effectué par le fonds national de solidarité (les bénéficiaires du fonds) ou par une caisse de pension (les bénéficiaires de pension).

En décembre 1999, la première catégorie compte 3 950 communautés domestiques avec 6 729 bénéficiaires contre 3 797 respectivement 6 662 en 1998. Dans la deuxième catégorie, 1 267 bénéficiaires sont comptés en décembre 1999 par rapport à 1 475 en 1998. Ces données ne tiennent pas compte des bénéficiaires de la part d'un office social, ni des bénéficiaires d'une indemnité d'insertion de la part du FNS. Les chiffres y relatifs peuvent être consultés dans les rapports d'activité correspondants.

Les explications qui suivent concernent uniquement les deux catégories énumérées au premier alinéa ci-dessus.

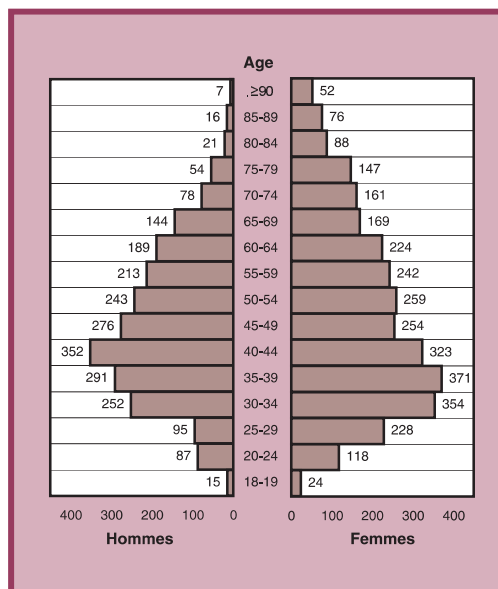
Graphique 1. - Evolution des bénéficiaires du RMG



La première catégorie comprend plus de deux tiers des communautés domestiques. Parmi celle-ci prédominent les ménages d'une seule personne (61,7%), suivis par les familles monoparentales (18,5%), les familles nucléaires - deux adultes avec ou sans enfants - (14,1%) ainsi que les personnes handicapées ou infirmes vivant dans le ménage de leurs parents (4,7%). Les ménages avec enfants ne représentent que 27,1% des communautés domestiques bénéficiaires du fonds et le nombre moyen d'enfants à charge s'élève à 2,02. Les bénéficiaires de nationalité luxembourgeoise représentent 69,3% du total.

En ce qui concerne la situation des bénéficiaires majeurs non pensionnés vis-à-vis du marché du travail au moment de l'attribution du complément RMG, on constate que plus de la moitié des bénéficiaires sont des demandeurs d'emploi non indemnisés (33,1%) et des infirmes ou handicapés (22,5%); viennent ensuite les conjoints au foyer (17,0%) et les personnes âgées de plus de 60 ans (4,4%). Seulement 7,1% de tous les bénéficiaires majeurs ont exercé une activité professionnelle au moment de l'attribution du complément.

Graphique 2. - Structure par âge des bénéficiaires (bénéficiaires adultes du fonds et bénéficiaires d'une pension personnelle)

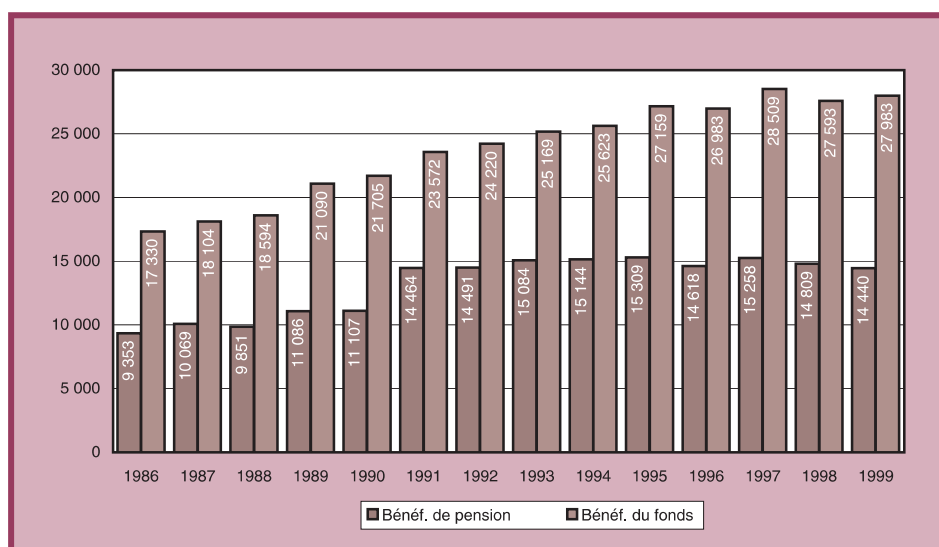


Le nombre d'attributaires du RMG, qui sont en même temps bénéficiaires d'une pension, atteint 1 267 personnes en 1999. Il s'agit à raison de 67,9% de bénéficiaires d'une pension personnelle, de 20,9% d'une pension de conjoint survivant et de 11,2% d'une pension d'orphelin.

Les bénéficiaires féminins du RMG sont plus nombreux que les bénéficiaires masculins. Cela résulte d'une part, de la condition de la limite d'âge (25 ans à partir du 1.3.2000) qui ne s'applique pas aux femmes qui élèvent un enfant et, d'autre part, de l'espérance de vie plus élevée et de la structure des revenus moins élevés des personnes âgées de sexe féminin.

3. Le niveau moyen des prestations

Graphique 3. - Evolution du montant moyen du complément RMG (mois de décembre)



Au 31 décembre 1999, le montant moyen du complément du RMG s'élève à 27 983 francs par mois pour les bénéficiaires du fonds et à 14 440 francs par mois pour les bénéficiaires de pension. Cette différence assez sensible des montants moyens par catégorie ne résulte pas de la composition différente des groupes familiaux, mais essentiellement du fait que, dans la première catégorie, plus de la moitié des bénéficiaires ne disposent pas de ressources propres, alors que, dans la deuxième catégorie, chaque bénéficiaire dispose au moins d'une pension.

En fait, l'influence de la taille de la communauté domestique ne se traduit que marginalement sur le montant moyen du complément.

Le montant moyen a augmenté de 1,4% pour les bénéficiaires du fonds. Il a diminué de 2,5% pour les bénéficiaires de pension, par rapport à décembre 1998, surtout à cause de l'évolution et du recalcul des pensions anciennes du régime général.

4. Le coût du revenu minimum garanti

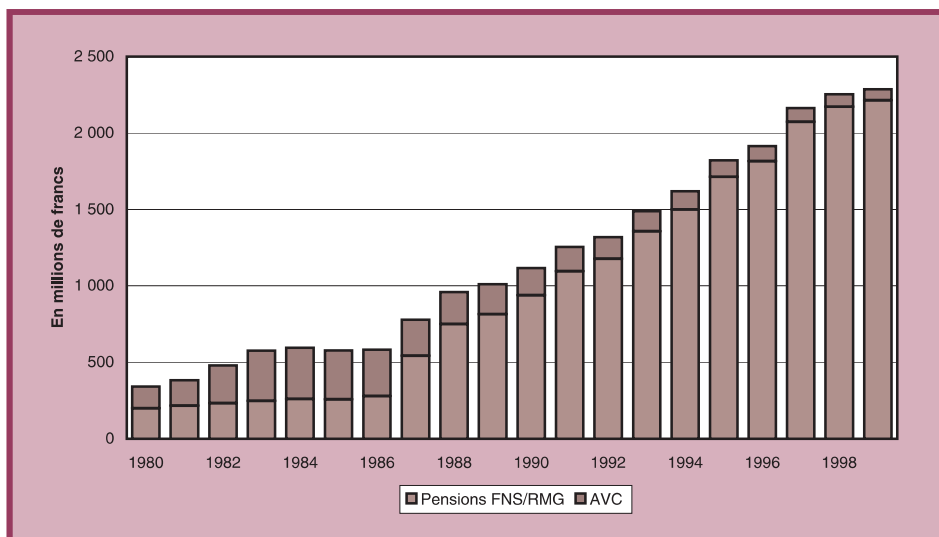
L'introduction du revenu minimum garanti en 1986 était destinée à remplacer les anciennes pensions de solidarité tout en étendant le champ des bénéficiaires et en augmentant le niveau des prestations. Comme le cumul du revenu minimum garanti avec l'allocation compensatoire de vie chère (AVC) n'est pas autorisé, le RMG est en train de remplacer progressivement cette dernière. Aussi, pour l'analyse du coût de ces prestations, faut-il regrouper le RMG et l'AVC. Parallèlement à l'augmentation rapide des dépenses pour le RMG, on constate une réduction des dépenses pour l'AVC.

Tableau 1. - Evolution des dépenses pour le RMG et l'AVC (en millions de F)

| Année | FNS/RMG | AVC | Total |
|-------|---------|-----|-------|
| 1985 | 258 | 319 | 577 |
| 1986 | 279 | 302 | 581 |
| 1987 | 543 | 236 | 779 |
| 1988 | 749 | 209 | 958 |
| 1989 | 815 | 196 | 1 011 |
| 1990 | 939 | 176 | 1 115 |
| 1991 | 1 096 | 158 | 1 254 |
| 1992 | 1 176 | 144 | 1 320 |
| 1993 | 1 357 | 132 | 1 489 |
| 1994 | 1 499 | 120 | 1 619 |
| 1995 | 1 713 | 109 | 1 822 |
| 1996 | 1 815 | 99 | 1 914 |
| 1997 | 2 072 | 90 | 2 162 |
| 1998 | 2 172 | 81 | 2 254 |
| 1999 | 2 213 | 73 | 2 286 |

Le coût total pour le RMG et l'AVC a atteint 2 286,7 millions de francs en 1999, contre 2 253,6 millions un an plus tôt. Comme depuis 1998 les communes ne participent plus au financement des prestations, la participation de l'Etat a augmenté à 93,5%, soit 2 107,0 millions de francs. Le solde est couvert par des recettes diverses.

Graphique 4. - Evolution des dépenses



Considérations méthodologiques

Les statistiques relatives aux bénéficiaires du revenu minimum garanti sont établies à partir des fichiers de liquidation des prestations. Bien que les prestations soient à charge du fonds national de solidarité, le paiement de ces prestations est effectué selon deux manières différentes:

- Lorsque l'attributaire du complément est bénéficiaire d'une pension du régime contributif, le paiement est effectué par la caisse de pension ensemble avec la pension; cette catégorie est désignée dans la suite par les "bénéficiaires de pension".
- Dans les autres cas, le paiement est effectué soit par le fonds national de solidarité, soit par l'office social selon que l'ayant droit a présenté sa demande à l'un ou l'autre organisme. Lorsque l'ayant droit s'est adressé à l'office social, le fonds national de solidarité reprend le paiement après une période s'étendant sur le mois en cours et les trois mois subséquents. Cette deuxième catégorie est désignée dans la suite par les "bénéficiaires du fonds".

A l'heure actuelle, les données statistiques disponibles sont organisées en fonction du mode de paiement appliqué. Ainsi les attributaires bénéficiaires d'une pension du régime contributif ne figurent pas encore dans les fichiers de liquidation du fonds national de solidarité et les données statistiques ne sont pas disponibles avec tous les détails. D'un autre côté, les compléments du revenu minimum garanti versés par les offices sociaux ne sont repris dans les fichiers du fonds national de solidarité qu'au moment du remboursement des offices sociaux par le fonds ou au moment de la reprise du paiement par le fonds. Il en résulte que les données statistiques ne sont exploitables qu'avec un retard de plusieurs mois pour refléter la situation exacte des bénéficiaires du revenu minimum garanti.

Section 1 - Les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG)

Tableau 1. - Nombre et composition des communautés domestiques bénéficiaires
(au mois de décembre)

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| I. Communautés domestiques bénéficiaires du fonds | | | | | |
| Un bénéficiaire adulte | | | | | |
| - sans enfant | 1 932 | 1 965 | 2 048 | 2 237 | 2 436 |
| - avec enfants | 651 | 698 | 763 | 759 | 730 |
| Deux bénéficiaires adultes | | | | | |
| - sans enfant | 138 | 137 | 169 | 214 | 237 |
| - avec enfants | 268 | 295 | 325 | 349 | 322 |
| Trois bénéficiaires adultes et plus | | | | | |
| - sans enfant | 7 | 7 | 12 | 12 | 10 |
| - avec enfants | 5 | 10 | 8 | 10 | 15 |
| Un ou plusieurs ascendants | | | | | |
| - sans enfant | 42 | 39 | 35 | 33 | 30 |
| - avec enfants | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 |
| Un ou plusieurs descendants | | | | | |
| - sans enfant | 216 | 204 | 196 | 180 | 167 |
| - avec enfants | 12 | 9 | 4 | 3 | 3 |
| Sous-total 1: | 3 273 | 3 366 | 3 562 | 3 797 | 3 950 |
| II. Bénéficiaires de pension ¹⁾ | | | | | |
| Titulaires de pensions personnelles | 1 094 | 1 119 | 1 114 | 1 019 | 860 |
| Titulaires de pensions de conjoint survivant | 332 | 336 | 333 | 308 | 265 |
| Titulaires de pensions d'orphelin | 157 | 154 | 149 | 148 | 142 |
| Sous-total 2: | 1 583 | 1 609 | 1 596 | 1 475 | 1 267 |
| Total des communautés domestiques | 4 856 | 4 975 | 5 158 | 5 272 | 5 217 |

¹⁾ Répartition suivant caisses de pension: cf. tableau 10Tableau 2. - Répartition des communautés domestiques bénéficiaires du fond
suivant le nombre d'enfants bénéficiaires
(au mois de décembre)

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Sans enfant | 2 335 | 2 352 | 2 460 | 2 676 | 2 880 |
| Un enfant | 364 | 403 | 425 | 447 | 447 |
| Deux enfants | 318 | 329 | 369 | 368 | 350 |
| Trois enfants | 168 | 189 | 202 | 198 | 186 |
| Quatre enfants | 62 | 66 | 75 | 77 | 63 |
| Cinq enfants et plus | 26 | 27 | 31 | 31 | 24 |
| Total: | 3 273 | 3 366 | 3 562 | 3 797 | 3 950 |

Tableau 3. - Mouvement du nombre des communautés

| Année | Bénéficiaires du fonds | |
|-------|------------------------|---------|
| | Entrées | Sorties |
| 1987 | 805 | 170 |
| 1988 | 656 | 368 |
| 1989 | 607 | 357 |
| 1990 | 583 | 390 |
| 1991 | 437 | 424 |
| 1992 | 442 | 353 |
| 1993 | 486 | 370 |
| 1994 | 515 | 436 |
| 1995 | 599 | 497 |
| 1996 | 740 | 731 |
| 1997 | 836 | 803 |
| 1998 | 701 | 872 |
| 1999 | 668 | 923 |

Tableau 4. - Répartition par groupes d'âge des bénéficiaires du fonds au 31.12.1999

| Groupe d'âge | Bénéficiaires majeurs | | Ascendants | | Descendants | | Total | | Enfants |
|--------------|-----------------------|--------|------------|--------|-------------|--------|--------|--------|---------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | |
| 0 - 4 | - | - | - | - | - | - | - | - | 604 |
| 5 - 9 | - | - | - | - | - | - | - | - | 642 |
| 10 - 14 | - | - | - | - | - | - | - | - | 513 |
| 15 - 17 | - | - | - | - | - | - | - | - | 260 |
| 18 - 19 | 15 | 24 | - | - | - | - | 15 | 24 | 79 |
| 20 - 24 | 87 | 118 | - | - | - | - | 87 | 118 | 64 |
| 25 - 29 | 91 | 224 | - | - | 4 | 4 | 95 | 228 | 4 |
| 30 - 34 | 222 | 328 | - | - | 26 | 25 | 248 | 353 | - |
| 35 - 39 | 253 | 349 | - | - | 24 | 18 | 277 | 367 | - |
| 40 - 44 | 321 | 288 | - | - | 17 | 26 | 338 | 314 | - |
| 45 - 49 | 251 | 233 | - | - | 8 | 7 | 259 | 240 | - |
| 50 - 54 | 220 | 224 | - | 1 | 5 | 4 | 225 | 229 | - |
| 55 - 59 | 169 | 192 | - | - | 1 | 4 | 170 | 196 | - |
| 60 - 64 | 113 | 164 | 4 | 3 | - | - | 117 | 167 | - |
| 65 - 69 | 55 | 112 | - | 1 | - | - | 55 | 113 | - |
| 70 - 74 | 28 | 87 | - | 3 | - | - | 28 | 90 | - |
| 75 - 79 | 18 | 71 | - | 5 | - | - | 18 | 76 | - |
| 80 - 84 | 9 | 39 | - | 7 | - | - | 9 | 46 | - |
| 85 - 89 | 7 | 27 | - | 5 | - | - | 7 | 32 | - |
| >= 90 | 2 | 19 | - | 1 | - | - | 2 | 20 | - |
| Total | 1 861 | 2 499 | 4 | 26 | 85 | 88 | 1 950 | 2 613 | 2 166 |

Partie statistique

Tableau 5. - Répartition par groupes d'âge des bénéficiaires de pension au 31.12.1999

| Groupe d'âge | Pensions personnelles | | | Pensions de conjoint survivant | Pensions d'orphelin | Total |
|--------------|-----------------------|------------|------------|--------------------------------|---------------------|--------------|
| | Hommes | Femmes | Total | | | |
| 0 - 4 | - | - | - | - | - | - |
| 5 - 9 | - | - | - | - | - | - |
| 10 - 14 | - | - | - | - | - | - |
| 15 - 17 | - | - | - | - | - | - |
| 18 - 19 | - | - | - | - | - | - |
| 20 - 24 | - | - | - | - | 2 | 2 |
| 25 - 29 | - | - | - | - | 7 | 7 |
| 30 - 34 | 4 | 1 | 5 | 3 | 6 | 14 |
| 35 - 39 | 14 | 4 | 18 | 3 | 7 | 28 |
| 40 - 44 | 14 | 9 | 23 | 2 | 18 | 43 |
| 45 - 49 | 17 | 14 | 31 | 5 | 18 | 54 |
| 50 - 54 | 18 | 30 | 48 | 8 | 22 | 78 |
| 55 - 59 | 43 | 46 | 89 | 8 | 19 | 116 |
| 60 - 64 | 72 | 57 | 129 | 13 | 9 | 151 |
| 65 - 69 | 89 | 56 | 145 | 31 | 15 | 191 |
| 70 - 74 | 50 | 71 | 121 | 39 | 11 | 171 |
| 75 - 79 | 36 | 71 | 107 | 51 | 5 | 163 |
| 80 - 84 | 12 | 42 | 54 | 45 | - | 99 |
| 85 - 89 | 9 | 44 | 53 | 40 | 1 | 94 |
| >= 90 | 5 | 32 | 37 | 17 | 2 | 56 |
| Total | 383 | 477 | 860 | 265 | 142 | 1 267 |

Tableau 6. - Nationalité des bénéficiaires majeurs du fonds

| Nationalité | 31.12.1998 | | | 31.12.1999 | | |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| <i>Luxembourg</i> | 1 337 | 1 766 | 3 103 | 1 399 | 1 765 | 3 164 |
| <i>Autres pays de l' UE</i> | | | | | | |
| Allemagne | 34 | 79 | 113 | 32 | 74 | 106 |
| Autriche | - | 3 | 3 | - | 4 | 4 |
| Belgique..... | 30 | 58 | 88 | 34 | 60 | 94 |
| Danemark | 1 | - | 1 | 1 | - | 1 |
| Espagne..... | 8 | 9 | 17 | 14 | 9 | 23 |
| France | 54 | 127 | 181 | 46 | 138 | 184 |
| Grèce | - | 1 | 1 | 1 | 2 | 3 |
| Irlande | - | 1 | 1 | 1 | 4 | 5 |
| Italie | 104 | 147 | 251 | 114 | 152 | 266 |
| Pays-Bas | 9 | 10 | 19 | 13 | 12 | 25 |
| Portugal | 177 | 236 | 413 | 198 | 254 | 452 |
| Royaume-Uni | 2 | 4 | 6 | 3 | 4 | 7 |
| <i>Autres pays d'Europe</i> | | | | | | |
| Suisse | 1 | 2 | 3 | 1 | 2 | 3 |
| Ex-Yougoslavie. | 17 | 19 | 36 | 22 | 22 | 44 |
| <i>Autres pays</i> | | | | | | |
| Brésil | - | 3 | 3 | - | 3 | 3 |
| Cap-Vert..... | 6 | 21 | 27 | 8 | 23 | 31 |
| Etats-Unis d'Amérique..... | 3 | 3 | 6 | 2 | 2 | 4 |
| Autres | 16 | 25 | 41 | 14 | 30 | 44 |
| Apatrides/réfugiés | 4 | 4 | 8 | 3 | 4 | 7 |
| Indéterminés | 43 | 45 | 88 | 44 | 50 | 94 |
| Total | 1 846 | 2 563 | 4 409 | 1 950 | 2 614 | 4 564 |

Tableau 7. - Situation des bénéficiaires majeurs du fonds vis-à-vis du marché du travail au moment de l'attribution du complément

| | 31.12.1998 | | | 31.12.1999 | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| Ouvrier | 152 | 183 | 335 | 137 | 171 | 308 |
| Employé privé | 2 | 6 | 8 | 2 | 5 | 7 |
| Fonctionnaire ou employé statutaire | - | - | - | 1 | - | 1 |
| Indépendant CPACI et TII | 3 | 1 | 4 | 5 | 1 | 6 |
| Agriculteur | 1 | - | 1 | 1 | - | 1 |
| Chômeur indemnisé | 32 | 22 | 54 | 40 | 25 | 65 |
| Demandeur d'emploi non indemnisé | 897 | 531 | 1 428 | 935 | 572 | 1 507 |
| Bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou d'une rente pléniaire | 51 | 40 | 91 | 73 | 57 | 130 |
| Infirmes | 264 | 332 | 596 | 277 | 331 | 608 |
| Handicapé | 206 | 207 | 413 | 210 | 208 | 418 |
| Etudiant | 14 | 23 | 37 | 17 | 27 | 44 |
| Personne au foyer | 21 | 787 | 808 | 24 | 752 | 776 |
| Autres inactifs de moins de 60 ans | 73 | 132 | 205 | 87 | 144 | 231 |
| Bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité | 78 | 92 | 170 | 92 | 112 | 204 |
| Bénéficiaire d'une pension de conjoint survivant | 4 | 42 | 46 | 3 | 47 | 50 |
| Autres inactifs de plus de 60 ans | 44 | 162 | 206 | 41 | 160 | 201 |
| Total | 1 842 | 2 560 | 4 402 | 1 945 | 2 612 | 4 557 |

Tableau 8. - Relations de parenté des membres majeurs de la communauté domestique avec l'attributaire principal (bénéficiaires du fonds)

| | 31.12.1998 | | 31.12.1999 | |
|--|------------|--------|------------|--------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Attributaire | 1 683 | 2 105 | 1 780 | 2 163 |
| Conjoint | 59 | 318 | 57 | 325 |
| Fils / fille | 22 | 39 | 20 | 39 |
| Père / mère de l'attributaire ou de son conjoint | 8 | 22 | 8 | 17 |
| Frère / soeur / beau-frère / belle-soeur | 11 | 9 | 12 | 9 |
| Petit-fils / petite-fille | - | - | 1 | - |
| Grand-père / grand-mère de l'attributaire ou de son conjoint | - | 1 | - | 1 |
| Neveu / nièce | - | - | - | - |
| Oncle / tante | - | - | - | - |
| Cousin / cousine | - | - | - | - |
| Autres liens de parenté | 4 | 3 | 9 | 7 |
| Pas de liens de parenté | 61 | 63 | 66 | 50 |

Tableau 9. - Seuils mensuels du revenu minimum garanti (au nombre 100 de l'indice du coût de la vie)

| Date d'entrée en vigueur | 1.7.1987 | 1.1.89 | 1.10.89 | 1.1.1993 | 1.3.1993 | 1.1.1995 | 1.1.1997 | 1.1.1998 | 1.1.1999 |
|---|----------|--------|---------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Personne adulte seule ou première personne adulte d'une communauté domestique | 5 243 | 5 430 | 5 430 | 5 636 | 5 636 | 5 822 | 6 008 | 6 008 | 6 086 |
| Deuxième personne adulte | 1 800 | 1 864 | 1 864 | 2 818 | 2 818 | 2 911 | 3 004 | 3 004 | 3 043 |
| Troisième personne adulte et suivantes | 1 500 | 1 554 | 1 554 | 1 613 | 1 613 | 1 666 | 1 719 | 1 719 | 1 741 |
| Enfant ayant droit à des allocations familiales *) | 750 | 777 | 1 000 | 1 000 | 830 | 857 | 884 | 729 | 554 |
| Ayant droit vivant dans le ménage de ses ascendants ou descendants | 3 210 | 3 324 | - | - | - | - | - | - | - |
| Ayant droit subséquent vivant dans le ménage de ses ascendants ou descendants | 1 500 | 1 554 | - | - | - | - | - | - | - |
| Majoration pour impotence **) | 1 370 | 1 419 | 2 288 | 2 644 | 2 644 | 2 644 | 2 644 | 2 644 | 3 600 |
| Compensation à charge de loyer ***) | - | - | - | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |

*) Les allocations familiales auxquelles ont droit les enfants ne sont pas prises en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique.

**) Cette majoration pour impotence n'est pas cumulable avec l'allocation pour personne gravement handicapée; cette dernière n'est pas prise en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique.

***) Valeur maximum non indexée.

Tableau 10. - Montant moyen du complément selon la composition de la communauté domestique ou selon le type de pension

| Type de communauté domestique | 31.12.1998 | | 31.12.1999 | |
|---------------------------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|
| | Nombre | Complément moyen | Nombre | Complément moyen |
| I. Bénéficiaires du fonds | | | | |
| 1 adulte - 0 enfant | 2 443 | 27 411 | 2 626 | 28 023 |
| 1 adulte - 1 enfant | 347 | 26 505 | 330 | 26 572 |
| 1 adulte - 2 enfants | 237 | 26 048 | 238 | 25 964 |
| 1 adulte - 3 enfants | 123 | 26 202 | 119 | 26 468 |
| 1 adulte - plus de 3 enfants | 55 | 30 703 | 46 | 28 428 |
| Sous-total | 3 205 | 27 223 | 3 359 | 27 685 |
| 2 adultes - 0 enfant | 219 | 29 816 | 242 | 30 442 |
| 2 adultes - 1 enfant | 94 | 28 800 | 107 | 28 014 |
| 2 adultes - 2 enfants | 129 | 28 041 | 109 | 27 655 |
| 2 adultes - 3 enfants | 74 | 29 360 | 65 | 29 646 |
| 2 adultes - plus de 3 enfants | 52 | 32 593 | 41 | 32 024 |
| Sous-total | 568 | 29 440 | 564 | 29 466 |
| Plus de 2 adultes - 0 enfant | 12 | 32 658 | 10 | 41 014 |
| Plus de 2 adultes - 1 enfant | 6 | 39 168 | 10 | 25 647 |
| Plus de 2 adultes - 2 enfants | 2 | 22 304 | 3 | 31 926 |
| Plus de 2 adultes - 3 enfants | 1 | 70 878 | 2 | 50 939 |
| Plus de 2 adultes - plus de 3 enfants | 1 | 4 149 | - | - |
| Sous-total | 22 | 33 933 | 25 | 34 570 |
| Total I | 3 795 | 27 593 | 3 948 | 27 983 |
| II. Bénéficiaires de pension | | | | |
| Pension personnelle | | | | |
| Hommes | | | | |
| AVI | 398 | 14 433 | 339 | 14 422 |
| CPEP | 24 | 13 532 | 22 | 13 612 |
| CPACI | 26 | 18 721 | 20 | 18 241 |
| CPA | 5 | 18 017 | 2 | 6 640 |
| Femmes | | | | |
| AVI | 449 | 14 436 | 383 | 13 321 |
| CPEP | 50 | 12 379 | 42 | 11 719 |
| CPACI | 52 | 13 336 | 44 | 12 565 |
| CPA | 15 | 17 757 | 8 | 14 869 |
| Pension de conjoint survivant | | | | |
| AVI | 230 | 12 858 | 196 | 13 061 |
| CPEP | 20 | 16 773 | 16 | 14 684 |
| CPACI | 53 | 14 019 | 48 | 13 486 |
| CPA | 5 | 16 887 | 5 | 16 082 |
| Pension d'orphelin | | | | |
| AVI | 112 | 19 377 | 107 | 19 599 |
| CPEP | 12 | 20 440 | 11 | 21 383 |
| CPACI | 12 | 25 068 | 12 | 26 005 |
| CPA | 12 | 25 028 | 12 | 24 631 |
| Total II | 1 475 | 14 809 | 1 267 | 14 440 |

Tableau 11. - Répartition du complément par tranches de montant
(bénéficiaires du fonds)

| Tranche au n. i. 100 | 31.12.1998 | | | | 31.12.1999 | | | | | |
|----------------------|-----------------------------------|---------------------------|----------------------------------|--|------------|-----------------------------------|---------------------------|----------------------------------|--|-------|
| | Valeur tranche au n. i. 548,67 | Un bénéficiaire majeur | Deux bénéficiaires majeurs | Plus de deux bénéficiaires majeurs | Total | Valeur tranche au n. i. 554,38 | Un bénéficiaire majeur | Deux bénéficiaires majeurs | Plus de deux bénéficiaires majeurs | Total |
| 0 - 499 | 0 - 2 738 | 61 | 16 | 1 | 78 | 0 - 2 766 | 76 | 16 | 2 | 94 |
| 500 - 999 | 2 739 - 5 481 | 79 | 21 | 2 | 102 | 2 767 - 5 538 | 106 | 20 | - | 126 |
| 1 000 - 1 499 | 5 482 - 8 225 | 75 | 28 | 1 | 104 | 5 539 - 8 310 | 95 | 30 | 1 | 126 |
| 1 500 - 1 999 | 8 226 - 10 968 | 93 | 30 | 1 | 124 | 8 311 - 11 082 | 109 | 30 | 3 | 142 |
| 2 000 - 2 499 | 10 969 - 13 711 | 90 | 58 | - | 148 | 11 083 - 13 854 | 95 | 44 | - | 139 |
| 2 500 - 2 999 | 13 712 - 16 455 | 207 | 17 | 1 | 225 | 13 855 - 16 626 | 182 | 22 | 1 | 205 |
| 3 000 - 3 499 | 16 456 - 19 198 | 90 | 46 | 1 | 137 | 16 627 - 19 398 | 106 | 54 | 1 | 161 |
| 3 500 - 3 999 | 19 199 - 21 941 | 127 | 25 | 1 | 153 | 19 399 - 22 170 | 134 | 38 | 2 | 174 |
| 4 000 - 4 499 | 21 942 - 24 685 | 136 | 40 | 3 | 179 | 22 171 - 24 942 | 101 | 33 | - | 134 |
| 4 500 - 4 999 | 24 686 - 27 428 | 104 | 20 | - | 124 | 24 943 - 27 713 | 131 | 15 | 2 | 148 |
| 5 000 - 5 499 | 27 429 - 30 171 | 155 | 25 | 2 | 182 | 27 714 - 30 485 | 148 | 24 | 2 | 174 |
| 5 500 - 5 999 | 30 172 - 32 915 | 211 | 20 | - | 231 | 30 486 - 33 257 | 214 | 16 | 1 | 231 |
| 6 000 - 6 499 | 32 916 - 35 658 | 1565 | 6 | - | 1 571 | 33 258 - 36 029 | 1692 | 21 | - | 1 713 |
| 6 500 - 6 999 | 35 659 - 38 401 | 118 | 18 | - | 136 | 36 030 - 38 801 | 100 | 13 | - | 113 |
| 7 000 - 7 499 | 38 402 - 41 145 | 55 | 13 | - | 68 | 38 802 - 41 573 | 40 | 10 | - | 50 |
| 7 500 - 7 999 | 41 146 - 43 888 | 14 | 8 | 1 | 23 | 41 574 - 44 345 | 19 | 11 | 1 | 31 |
| 8 000 - 8 499 | 43 889 - 46 631 | 13 | 13 | - | 26 | 44 346 - 47 117 | 4 | 20 | - | 24 |
| 8 500 - 8 999 | 46 632 - 49 375 | 12 | 12 | - | 24 | 47 118 - 49 889 | 7 | 10 | - | 17 |
| 9 000 - 9 499 | 49 376 - 52 118 | - | 74 | - | 74 | 49 890 - 52 661 | - | 82 | - | 82 |
| 9 500 - 9 999 | 52 119 - 54 862 | - | 31 | - | 31 | 52 662 - 55 432 | - | 26 | 1 | 27 |
| 10 000 - 10 499 | 54 863 - 57 605 | - | 25 | 3 | 28 | 55 433 - 58 204 | - | 12 | 1 | 13 |
| 10 500 - 10 999 | 57 606 - 60 348 | - | 2 | 1 | 3 | 58 205 - 60 976 | - | 12 | 3 | 15 |
| 11 000 - 11 499 | 60 349 - 63 092 | - | 14 | 2 | 16 | 60 977 - 63 748 | - | 3 | 2 | 5 |
| 11 500 - 11 999 | 63 093 - 65 835 | - | 2 | - | 2 | 63 749 - 66 520 | - | 2 | - | 2 |
| 12 000 - 12 499 | 65 836 - 68 578 | - | 2 | 1 | 3 | 66 521 - 69 292 | - | - | - | - |
| 12 500 - 12 999 | 68 579 - 71 322 | - | 1 | 1 | 2 | 69 293 - 72 064 | - | - | 2 | 2 |
| 13 000 - 13 499 | 71 323 - 74 065 | - | 1 | - | 1 | 72 065 - 74 836 | - | - | - | - |
| 13 500 - 13 999 | 74 066 - 76 808 | - | - | - | - | 74 837 - 77 608 | - | - | - | - |
| 14 000 - 14 499 | 76 809 - 79 552 | - | - | - | - | 77 609 - 80 380 | - | - | - | - |
| 14 500 et plus | 79 553 et plus | - | - | - | - | 80 381 et plus | - | - | - | - |
| Total | | 3 205 | 568 | 22 | 3 795 | | 3 359 | 564 | 25 | 3 948 |

Partie statistique

Tableau 12. - Revenus des communautés domestiques bénéficiaires du fonds^{*)}

| | Total des communautés | sans revenu | avec revenu | dont uniquement revenu professionnel | uniquement pension/rente | uniquement fortune | uniquement autres | uniquement entretien | plusieurs revenus |
|---------------|-----------------------|-------------|-------------|--------------------------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|----------------------|-------------------|
| 1991 | | | | | | | | | |
| Nombre | 2 797 | 1 462 | 1 335 | 272 | 209 | 44 | 441 | 51 | 318 |
| en % du total | 100,0% | 52,3% | 47,7% | 9,7% | 7,5% | 1,6% | 15,8% | 1,8% | 11,4% |
| revenu moyen | - | - | 18 057 | 33 439 | 12 007 | 3 289 | 8 800 | 8 098 | 25 356 |
| 1992 | | | | | | | | | |
| Nombre | 2 881 | 1 506 | 1 375 | 265 | 208 | 43 | 474 | 42 | 343 |
| en % du total | 100,0% | 52,3% | 47,7% | 9,2% | 7,2% | 1,5% | 16,5% | 1,5% | 11,9% |
| revenu moyen | - | - | 18 424 | 34 047 | 11 878 | 3 808 | 9 772 | 6 661 | 25 554 |
| 1993 | | | | | | | | | |
| Nombre | 2 864 | 1 481 | 1 383 | 245 | 215 | 40 | 477 | 36 | 370 |
| en % du total | 100,0% | 51,7% | 48,3% | 8,6% | 7,5% | 1,4% | 16,7% | 1,3% | 12,9% |
| revenu moyen | - | - | 18 739 | 33 074 | 12 661 | 3 945 | 9 725 | 7 344 | 27 109 |
| 1994 | | | | | | | | | |
| Nombre | 3 073 | 1 590 | 1 483 | 259 | 220 | 47 | 508 | 34 | 415 |
| en % du total | 100,0% | 51,7% | 48,3% | 8,4% | 7,2% | 1,5% | 16,5% | 1,1% | 13,5% |
| revenu moyen | - | - | 18 980 | 31 229 | 12 629 | 3 993 | 10 385 | 7 446 | 27 867 |
| 1995 | | | | | | | | | |
| Nombre | 3 270 | 1 711 | 1 559 | 275 | 232 | 54 | 495 | 36 | 467 |
| en % du total | 100,0% | 52,3% | 47,7% | 8,4% | 7,1% | 1,7% | 15,1% | 1,1% | 14,3% |
| revenu moyen | - | - | 19 822 | 32 148 | 13 231 | 4 889 | 10 315 | 7 904 | 28 561 |
| 1996 | | | | | | | | | |
| Nombre | 3 384 | 1 776 | 1 608 | 241 | 229 | 66 | 749 | 31 | 292 |
| en % du total | 100,0% | 52,5% | 47,5% | 7,1% | 6,8% | 2,0% | 22,1% | 0,9% | 8,6% |
| revenu moyen | - | - | 20 115 | 34 113 | 18 871 | 5 770 | 13 619 | 7 745 | 30 759 |
| 1997 | | | | | | | | | |
| Nombre | 3 559 | 1 873 | 1 686 | 243 | 254 | 73 | 778 | 33 | 305 |
| en % du total | 100,0% | 55,3% | 49,8% | 7,2% | 7,5% | 2,2% | 23,0% | 1,0% | 9,0% |
| revenu moyen | - | - | 21 193 | 37 452 | 20 445 | 6 042 | 13 982 | 9 127 | 32 178 |
| 1998 | | | | | | | | | |
| Nombre | 3 795 | 1 951 | 1 844 | 241 | 374 | 75 | 744 | 29 | 381 |
| en % du total | 100,0% | 57,7% | 54,5% | 7,1% | 11,1% | 2,2% | 22,0% | 0,9% | 11,3% |
| revenu moyen | - | - | 22 021 | 35 731 | 23 227 | 6 928 | 13 250 | 8 861 | 33 268 |
| 1999 | | | | | | | | | |
| Nombre | 3 948 | 1 988 | 1 960 | 247 | 477 | 90 | 733 | 29 | 384 |
| en % du total | 100,0% | 58,7% | 57,9% | 7,3% | 14,1% | 2,7% | 21,7% | 0,9% | 11,3% |
| revenu moyen | - | - | 22 408 | 34 217 | 24 711 | 7 060 | 13 406 | 9 914 | 33 677 |

^{*)} Il s'agit de l'intégralité des autres revenus que les communautés domestiques touchent en dehors du RMG.

Section 2 - Les bénéficiaires de l'allocation compensatoire de vie chère (AVC)

Tableau 13. - Nombre des bénéficiaires de l'AVC

| Date | Organisme payeur | | | | | | | | Total |
|------------|------------------|-------|------|-------|-------|------|-------|-----|--------|
| | FNS | AVI | CPEP | CPACI | CPA | Etat | CPFEC | CFL | |
| 1.10.1980 | 951 | 5 904 | 385 | 1 412 | 1 761 | 10 | 25 | 48 | 10 496 |
| 1.10.1985 | 892 | 5 147 | 393 | 1 212 | 1 058 | 4 | 16 | 32 | 8 754 |
| 31.12.1986 | 201 | 4 404 | 352 | 1 072 | 941 | 4 | 16 | 30 | 7 020 |
| 31.12.1987 | 97 | 4 100 | 357 | 1 002 | 867 | 2 | 15 | 27 | 6 467 |
| 31.12.1988 | 102 | 3 665 | 341 | 949 | 833 | 2 | 14 | 25 | 5 931 |
| 31.12.1989 | 92 | 3 437 | 332 | 893 | 751 | 2 | 13 | 22 | 5 542 |
| 31.12.1990 | 82 | 3 151 | 319 | 812 | 687 | 2 | 11 | 19 | 5 083 |
| 31.12.1991 | 72 | 2 834 | 292 | 746 | 622 | 2 | 10 | 18 | 4 596 |
| 31.12.1992 | 65 | 2 565 | 274 | 679 | 563 | 2 | 10 | 16 | 4 174 |
| 31.12.1993 | 63 | 2 348 | 255 | 618 | 511 | 2 | 9 | 16 | 3 822 |
| 31.12.1994 | 60 | 2 146 | 240 | 557 | 454 | 1 | 8 | 13 | 3 479 |
| 31.12.1995 | 49 | 1 968 | 220 | 506 | 411 | 1 | 7 | 13 | 3 175 |
| 31.12.1996 | 41 | 1 794 | 210 | 461 | 359 | 2 | 7 | 12 | 2 886 |
| 31.12.1997 | 36 | 1 622 | 201 | 412 | 315 | 2 | 7 | 12 | 2 607 |
| 31.12.1998 | 32 | 1 494 | 180 | 365 | 274 | 2 | 4 | 12 | 2 363 |
| 31.12.1999 | 30 | 1 345 | 168 | 319 | 245 | 2 | 4 | 10 | 2 123 |

Tableau 14. - Répartition par groupe d'âge des bénéficiaires de l'AVC
auprès des régimes de pension contributifs au 31.12.1999

| Groupe d'âge | Pensions personnelles | | | Pensions de conjoint survivant | Pensions d'orphelins | Total |
|--------------|-----------------------|------------|--------------|-----------------------------------|-------------------------|--------------|
| | Hommes | Femmes | Total | | | |
| 0 - 4 | - | - | - | - | - | - |
| 5 - 9 | - | - | - | - | - | - |
| 10 - 14 | - | - | - | - | - | - |
| 15 - 17 | - | - | - | - | - | - |
| 18 - 19 | - | - | - | - | - | - |
| 20 - 24 | - | - | - | - | 1 | 1 |
| 25 - 29 | - | - | - | - | - | - |
| 30 - 34 | - | - | - | - | - | - |
| 35 - 39 | - | 2 | 2 | - | - | 2 |
| 40 - 44 | 4 | 5 | 9 | 1 | - | 10 |
| 45 - 49 | 4 | 4 | 8 | 1 | 1 | 10 |
| 50 - 54 | 5 | 7 | 12 | 4 | 1 | 17 |
| 55 - 59 | 10 | 11 | 21 | 9 | 3 | 33 |
| 60 - 64 | 10 | 17 | 27 | 27 | 5 | 59 |
| 65 - 69 | 35 | 45 | 80 | 71 | 9 | 160 |
| 70 - 74 | 56 | 95 | 151 | 122 | 4 | 277 |
| 75 - 79 | 42 | 171 | 213 | 241 | 2 | 456 |
| 80 - 84 | 46 | 177 | 223 | 177 | 2 | 402 |
| 85 - 89 | 47 | 164 | 211 | 186 | 1 | 398 |
| >= 90 | 33 | 135 | 168 | 84 | - | 252 |
| Total | 292 | 833 | 1 125 | 923 | 29 | 2 077 |

Section 3 - Autres prestations du FNS

Tableau 15. - Nombre des bénéficiaires

| Année | Allocation spéciale pour personnes gravement handicapées ¹⁾ | Pension alimentaire ¹⁾ | Allocation de chauffage |
|-------|--|--------------------------------------|----------------------------|
| 1980 | 1 266 | 33 | - |
| 1981 | 1 552 | 60 | - |
| 1982 | 1 710 | 67 | - |
| 1983 | 1 812 | 64 | 3 073 |
| 1984 | 1 883 | 75 | 4 102 |
| 1985 | 1 921 | 82 | 3 641 |
| 1986 | 1 969 | 108 | 3 143 |
| 1987 | 2 064 | 102 | 3 256 |
| 1988 | 2 113 | 127 | 493 |
| 1989 | 2 218 | 115 | 199 |
| 1990 | 2 304 | 118 | 308 |
| 1991 | 2 356 | 116 | 214 |
| 1992 | 2 414 | 127 | 120 |
| 1993 | 2 480 | 135 | 72 |
| 1994 | 2 565 | 144 | 59 |
| 1995 | 2 622 | 138 | 50 |
| 1996 | 2 728 | 169 | 29 |
| 1997 | 2 842 | 172 | 22 |
| 1998 | 2 922 | 186 | 22 |
| 1999 | 2 713 | 200 | 10 |

¹⁾ Au 31 décembre de chaque exercice

Section 4 - L'allocation de soins

Tableau 16. - Nombre des bénéficiaires
(Source: Service AST)

| Année | Dossiers entrés | Refus | En suspens | Allocations attribuées | Allocations retirées | Allocations en cours au 31 décembre |
|--------------------|-----------------|-------|------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------|
| 1989 | 1 658 | 412 | 112 | 1 134 | 177 | 957 |
| 1990 | 934 | 105 | 57 | 884 | 501 | 1 340 |
| 1991 | 667 | 99 | 7 | 618 | 513 | 1 445 |
| 1992 | 777 | 108 | 5 | 671 | 587 | 1 529 |
| 1993 | 771 | 149 | - | 622 | 615 | 1 536 |
| 1994 | 841 | 160 | 45 | 636 | 615 | 1 646 |
| 1995 | 1 133 | 247 | 77 | 854 | 694 | 1 806 |
| 1996 | 1 124 | 228 | 131 | 842 | 921 | 1 727 |
| 1997 | 1 051 | 249 | 136 | 802 | 604 | 1 836 |
| 1998 | 1 502 | 315 | 46 | 1 141 | 900 | 2 272 |
| 1999 ^{*)} | - | - | - | 9 | 561 | 1 720 |

^{*)} A partir du 1.1.1999, les nouvelles demandes sont traitées par l'assurance dépendance

Section 5 - Evolution des dépenses pour prestations

Tableau 17. - Récapitulation des dépenses pour prestations de 1980 à 1999
(montants en millions de francs)

| Année | Pensions FNS/ Revenu minimum garanti ^{*)} | Allocations compensatoires de vie chère | Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées | Pensions alimentaires | Indemnités de chômage | Allocations de chauffage | Allocations de soins | Accueil gérontologique |
|-------|---|--|--|-----------------------|--------------------------|-----------------------------|-------------------------|---------------------------|
| 1980 | 198,7 | 142,0 | 104,6 | 0,7 | - | - | - | - |
| 1981 | 216,0 | 167,9 | 124,5 | 8,7 | 0,4 | - | - | - |
| 1982 | 233,4 | 245,2 | 140,2 | 9,1 | 3,2 | - | - | - |
| 1993 | 247,6 | 327,7 | 156,2 | 9,2 | 7,1 | 13,3 | - | - |
| 1984 | 259,1 | 335,2 | 171,1 | 10,8 | 8,9 | 34,4 | - | - |
| 1985 | 258,4 | 318,9 | 180,5 | 10,5 | 11,1 | 41,0 | - | - |
| 1986 | 279,4 | 302,2 | 188,2 | 14,9 | 10,1 | 36,9 | - | - |
| 1987 | 542,9 | 236,5 | 215,5 | 15,3 | - | 24,3 | - | - |
| 1988 | 749,4 | 208,8 | 231,5 | 17,3 | - | 5,6 | - | - |
| 1989 | 815,2 | 195,7 | 248,4 | 18,0 | - | 1,6 | 68,1 | - |
| 1990 | 938,9 | 176,1 | 270,2 | 19,8 | - | 2,5 | 182,0 | - |
| 1991 | 1 096,0 | 158,1 | 286,3 | 20,4 | - | 1,7 | 201,6 | - |
| 1992 | 1 176,2 | 144,1 | 299,4 | 23,7 | - | 1,0 | 221,2 | - |
| 1993 | 1 357,1 | 131,8 | 372,1 | 23,0 | - | 0,6 | 278,4 | - |
| 1994 | 1 498,9 | 120,4 | 394,4 | 26,8 | - | 0,5 | 275,2 | - |
| 1995 | 1 713,2 | 109,2 | 415,4 | 27,4 | - | 0,5 | 346,3 | - |
| 1996 | 1 815,2 | 99,2 | 428,8 | 32,6 | - | 0,2 | 364,3 | - |
| 1997 | 2 072,1 | 90,0 | 457,5 | 32,6 | - | 0,2 | 393,8 | - |
| 1998 | 2 172,3 | 81,3 | 474,8 | 36,6 | - | 0,2 | 413,4 | - |
| 1999 | 2 213,3 | 73,4 | - ^{**)} | 37,7 | - | 0,1 | 475,6 | 474,8 |

^{*)} Y compris part patronale dans les cotisations à l'assurance maladie

^{**) L'allocation pour personnes gravement handicapées est reprise par l'assurance dépendance à partir du 1.1.1999}

Section 6 - Comptes financiers du FNS

Tableau 18. - Bilans comparés des exercices 1998 et 1999

| ACTIF | 1998 | 1999 |
|---|--------------------|--------------------|
| I. Valeurs immobilisées | 37 788 100 | 37 310 430 |
| Bâtiment administratif | 47 639 953 | 47 920 697 |
| Amortissement bâtiment administratif | -9 851 853 | -10 610 267 |
| II. Débiteurs | 267 810 567 | 211 545 011 |
| <i>A. Débiteurs</i> | <i>29 014</i> | <i>9 042 158</i> |
| Débiteurs bénéficiaires de prestations | - | 9 039 017 |
| Débiteurs divers | 29 014 | 3 141 |
| <i>B. Etat et collectivités publiques</i> | <i>120 128 467</i> | <i>43 668 292</i> |
| Etat - prestations | 91 590 911 | 1 837 091 |
| Etat - frais d'administration | 22 269 389 | 35 065 744 |
| Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte | 6 268 167 | 6 765 457 |
| <i>C. Organismes de sécurité sociale</i> | <i>-</i> | <i>1 653 250</i> |
| <i>D. Comptes de régularisation</i> | <i>147 653 086</i> | <i>157 181 311</i> |
| Frais d'administration payés d'avance | 3 362 739 | 3 673 593 |
| Prestations payées d'avance | 144 290 347 | 153 507 718 |
| III. Comptes financiers | 173 579 798 | 342 544 012 |
| Placements à moins d'un an | - | - |
| Banques et chèques postaux | 173 579 798 | 342 544 012 |
| Total de l'actif | 479 178 465 | 591 399 453 |

| PASSIF | 1998 | 1999 |
|---|--------------------|--------------------|
| I. Capitaux permanents | 357 426 556 | 115 904 204 |
| Report à nouveau | 95 443 647 | 98 921 295 |
| Fonds de roulement | 16 982 909 | 16 982 909 |
| Emprunt à moins d'un an | 245 000 000 | - |
| II. Tiers | 121 751 909 | 475 495 249 |
| <i>A. Créditeurs</i> | <i>4 610 878</i> | <i>4 432 241</i> |
| Frais d'administration | 458 287 | 375 416 |
| Prestations | 95 656 | - |
| Cotisations (acomptes) | 4 056 935 | 4 056 825 |
| Divers | - | - |
| <i>B. Etat et collectivités publiques</i> | <i>13 962 483</i> | <i>383 378 419</i> |
| <i>C. Organismes de sécurité sociale</i> | <i>103 134 225</i> | <i>87 645 697</i> |
| <i>D. Cotisations perçues d'avance</i> | <i>-</i> | <i>438</i> |
| <i>E. Créditeurs divers</i> | <i>44 323</i> | <i>38 454</i> |
| Total du passif | 479 178 465 | 591 399 453 |

Comptes d'exploitation des exercices 1998 et 1999

Tableau 19. - Etat détaillé des recettes

| Recettes | 1998 | 1999 |
|--|----------------------|----------------------|
| I. Participation de tiers | 2 765 270 828 | 2 341 084 469 |
| A. Participation de l'Etat dans les frais d'administration | 77 613 960 | 82 576 514 |
| B. Participation de l'Etat dans les prestations | 2 613 890 911 | 2 171 470 827 |
| Revenu minimum garanti | 2 022 568 968 | 2 033 641 647 |
| Pensions alimentaires | 35 054 910 | 37 218 824 |
| Allocations compensatoires de vie chère | 81 298 758 | 73 363 159 |
| Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées | 474 816 460 | - |
| Allocations de chauffage | 151 815 | 73 932 |
| Accueil gérontologique | - | 27 173 265 |
| C. Participation des communes dans le RMG | - | - |
| D. Participation autres organismes dans le RMG | 73 765 957 | 87 037 128 |
| Quote-part dans le produit de la Loterie Nationale | 32 804 830 | 42 768 707 |
| Oeuvre nationale de secours G.-D. Charlotte | 40 961 127 | 44 268 421 |
| II. Revenus sur immeubles | - | - |
| III. Produits divers de tiers | 1 563 669 | 491 557 |
| Pensions alimentaires recouvrées | 1 563 669 | 491 557 |
| IV. Produits financiers | 5 941 989 | 6 509 479 |
| Revenus sur placements à moins d'un an | - | - |
| Revenus sur comptes courants | 5 941 989 | 6 509 479 |
| V. Recettes diverses | 75 928 192 | 92 589 082 |
| Restitutions de pensions | 75 917 685 | 92 581 636 |
| Participation assurance - maladie | 10 507 | 7 446 |
| Total des recettes courantes | 2 848 704 678 | 2 440 674 587 |
| VI. Excédent des dépenses | - | - |
| Total des recettes | 2 848 704 678 | 2 440 674 587 |

Comptes d'exploitation des exercices 1998 et 1999

Tableau 20. - Etat détaillé des dépenses

| Dépenses | 1998 | 1999 |
|--|----------------------|----------------------|
| I. Frais d'administration | 77 618 707 | 82 602 141 |
| Frais de personnel | 56 063 147 | 62 799 514 |
| Frais de matériel et autres | 4 068 473 | 4 675 994 |
| Frais généraux à charge de l'organisme | 4 747 | 25 627 |
| Acquisitions nouvelles | 4 023 023 | 487 637 |
| Participation aux frais du centre commun | 13 459 317 | 14 613 369 |
| II. Prestations | 2 673 102 757 | 2 263 856 183 |
| <i>A. Revenu minimum garanti</i> | <i>2 080 217 145</i> | <i>2 125 535 446</i> |
| Prestations nettes payées par le FNS | 1 367 554 776 | 1 458 874 465 |
| Prestations nettes payées par les caisses de pension | 312 680 222 | 252 078 195 |
| Indemnités d'insertion | 399 982 147 | 414 582 786 |
| <i>B. Pensions alimentaires</i> | <i>36 618 579</i> | <i>37 710 381</i> |
| <i>C. Allocations compensatoires de vie chère</i> | <i>81 298 758</i> | <i>73 363 159</i> |
| Prestations payées par le FNS | 1 246 922 | 1 112 974 |
| Prestations payées par les caisses de pension | 80 051 836 | 72 250 185 |
| <i>D. Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées</i> | <i>474 816 460</i> | - |
| <i>E. Allocations de chauffage</i> | <i>151 815</i> | <i>73 932</i> |
| <i>F. Accueil gérontologique</i> | - | 27 173 265 |
| III. Cotisations assurance maladie - part de l'organisme | 92 045 972 | 87 732 411 |
| Cotisations part patronale FNS | 85 324 801 | 81 437 553 |
| Cotisations part patronale Caisses | 6 721 171 | 6 294 858 |
| IV. Décharge débiteurs bénéficiaires de prestations | - | - |
| V. Frais de gestion du patrimoine | 1 492 238 | 2 247 790 |
| VI. Dotation aux amortissements et provisions | 645 000 | 758 414 |
| Total des dépenses courantes | 2 844 904 674 | 2 437 196 939 |
| VIII. Excédent des recettes | 3 800 004 | 3 477 648 |
| Total des dépenses | 2 848 704 678 | 2 440 674 587 |

EMPLOI

Partie descriptive et partie statistique

Sommaire

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| <i>PARTIE DESCRIPTIVE</i> | |
| 1. Evolution de la population active au Luxembourg | 357 |
| 2. L'activité salariée au Luxembourg | 358 |
| <i>PARTIE STATISTIQUE</i> | |
| Tableau 1a. Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 1999 | 365-367 |
| Tableau 1b. Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2000 | 368-370 |
| Tableau 2a. Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 1999 | 371-373 |
| Tableau 2b. Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2000 | 374-376 |
| Tableau 3a. Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 1999 | 377 |
| Tableau 3b. Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 2000 | 378 |

1. Evolution de la population active au Luxembourg

Pour ce chapitre nous avons étudié la population active entre 1988 et 2000.

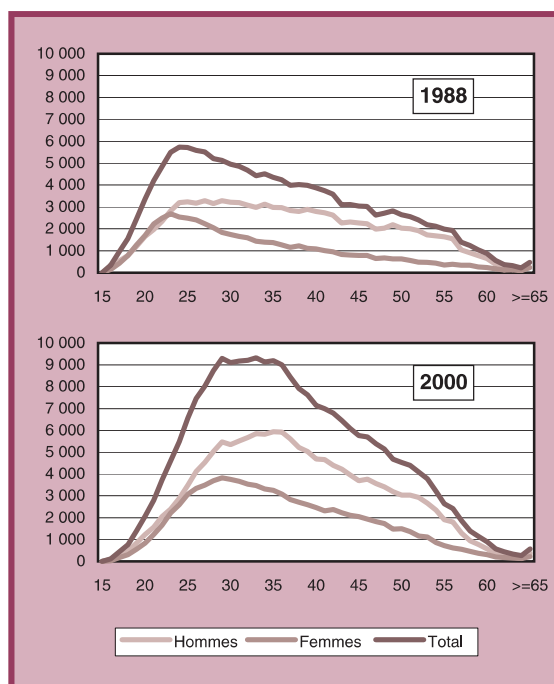
Au 31 mars 2000, la population active salariée au Luxembourg comptait 242 267 travailleurs, dont 37,0% de femmes. Depuis 1988 l'emploi féminin accuse une progression annuelle moyenne de 4,5%, tandis que l'emploi masculin n'a évolué en moyenne que de 3,5% par an.

Tableau 1. - Evolution de l'emploi salarié par sexe

| Année | Hommes | | Femmes | |
|--------------------------------------|---------|-----------|--------|-----------|
| | Nombre | Var. en % | Nombre | Var. en % |
| 1988 | 101 446 | | 52 650 | |
| 1989 | 105 504 | 4,0% | 55 439 | 5,3% |
| 1990 | 109 370 | 3,7% | 58 506 | 5,5% |
| 1991 | 114 203 | 4,4% | 61 542 | 5,2% |
| 1992 | 117 972 | 3,3% | 64 445 | 4,7% |
| 1993 | 120 150 | 1,8% | 66 812 | 3,7% |
| 1994 | 121 574 | 1,2% | 68 985 | 3,3% |
| 1995 | 124 586 | 2,5% | 71 014 | 2,9% |
| 1996 | 127 250 | 2,1% | 73 152 | 3,0% |
| 1997 | 130 748 | 2,7% | 76 072 | 4,0% |
| 1999 | 144 366 | 5,1% | 84 050 | 5,8% |
| 2000 | 152 614 | 5,7% | 89 653 | 6,7% |
| Variation moyenne entre 1988 et 2000 | | 3,5% | | 4,5% |

L'emploi salarié n'a cessé d'augmenter dans les dernières années. Le taux de variation annuel, se situant aux alentours de 4,5% entre 1988 et 1991, diminue dans les années suivantes pour atteindre son niveau le plus bas en 1994 avec 1,9%. Ensuite la progression s'accélère et aboutit au maximum actuel de 6,1%. ¹⁾

Graphique 1. - Nombre de salariés par âge



Il faut noter que cette évolution ne se reflète pas dans toutes les classes d'âge.

Vu la prolongation des études au-delà de 20 ans, on voit que le nombre de travailleurs âgés de moins de 20 ans diminue, alors que celui des travailleurs âgés de 20 à 40 ans a progressé plus rapidement que l'ensemble des travailleurs. L'explication en est que l'économie luxembourgeoise se trouvait, dans les dernières années, dans un état de forte expansion et faisait constamment appel à la main-d'oeuvre étrangère.

1) Ces variations sont mesurées entre deux dates précises, à savoir le 31 mars de chaque année

Tableau 2. - Evolution de l'activité indépendante

| Année | Travailleurs intellectuels indépendants | | | | Artisans, commerçants et industriels | | | | Agriculteurs | | | |
|-------|---|-----------|--------|-----------|--------------------------------------|-----------|--------|-----------|--------------|-----------|--------|-----------|
| | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Femmes | | Hommes | | Femmes | |
| | Nombre | Var. en % | Nombre | Var. en % | Nombre | Var. en % | Nombre | Var. en % | Nombre | Var. en % | Nombre | Var. en % |
| 1993 | 2 206 | | 666 | | 6 341 | | 3 217 | | | | | |
| 1994 | 2 343 | 6,2% | 742 | 11,4% | 6 461 | 1,9% | 3 198 | -0,6% | | | | |
| 1995 | 2 449 | 4,5% | 822 | 10,8% | 6 578 | 1,8% | 3 260 | 1,9% | 2 390 | | 1 786 | |
| 1996 | 2 536 | 3,6% | 922 | 12,2% | 6 575 | 0,0% | 3 294 | 1,0% | 2 507 | 4,9% | 1 808 | 1,2% |
| 1997 | 2 630 | 3,7% | 1 031 | 11,8% | 6 595 | 0,3% | 3 369 | 2,3% | 2 490 | -0,7% | 1 763 | -2,5% |
| 1998 | 2 743 | 4,3% | 1 131 | 9,7% | 6 508 | -1,3% | 3 464 | 2,8% | 2 404 | -3,5% | 1 716 | -2,7% |
| 1999 | 2 831 | 3,2% | 1 225 | 8,3% | 6 435 | -1,1% | 3 512 | 1,4% | 2 369 | -1,5% | 1 668 | -2,8% |
| 2000 | 2 959 | 4,5% | 1 315 | 7,3% | 6 393 | -0,7% | 3 521 | 0,3% | 2 330 | -1,6% | 1 630 | -2,3% |

2. L'activité salariée au Luxembourg

1. Les classes socio-professionnelles

L'emploi au Luxembourg comporte des statuts ou encore classes socio-professionnelles dont la répartition en nombres absolus est la suivante:

Tableau 3. - Répartition par sexe et par statut

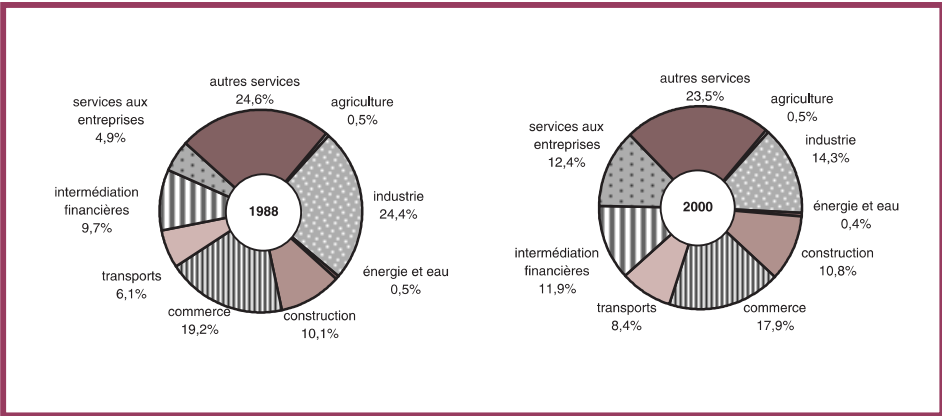
| | 1988 | | 2000 | |
|----------------|---------|--------|---------|--------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Ouvriers | 57 873 | 22 098 | 77 929 | 31 138 |
| Employés | 28 922 | 27 080 | 59 189 | 52 562 |
| Fonctionnaires | 14 645 | 3 470 | 15 496 | 5 953 |
| Total | 101 440 | 52 648 | 152 614 | 89 653 |

Ces statuts déterminent la caisse compétente en matière d'assurance maladie et d'assurance pension. Il existe toujours des différences entre ces trois groupes, notamment dans les taux de cotisations et les modalités de paiement des salaires.

La répartition par sexe n'est pas la même pour les trois catégories. Pour les travailleurs de statut employé on compte presque autant de femmes que d'hommes, alors que pour les deux autres groupes la proportion de femmes est de 29% pour les ouvriers et de 28% pour les fonctionnaires. En ce qui concerne cette dernière proportion, il faut remarquer que les salariées travaillant dans les administrations publiques ne sont de loin pas toutes fonctionnarisées et que le nombre de celles qui travaillent sous le régime d'employée privée est assez élevé.

2. Les différentes branches d'activité

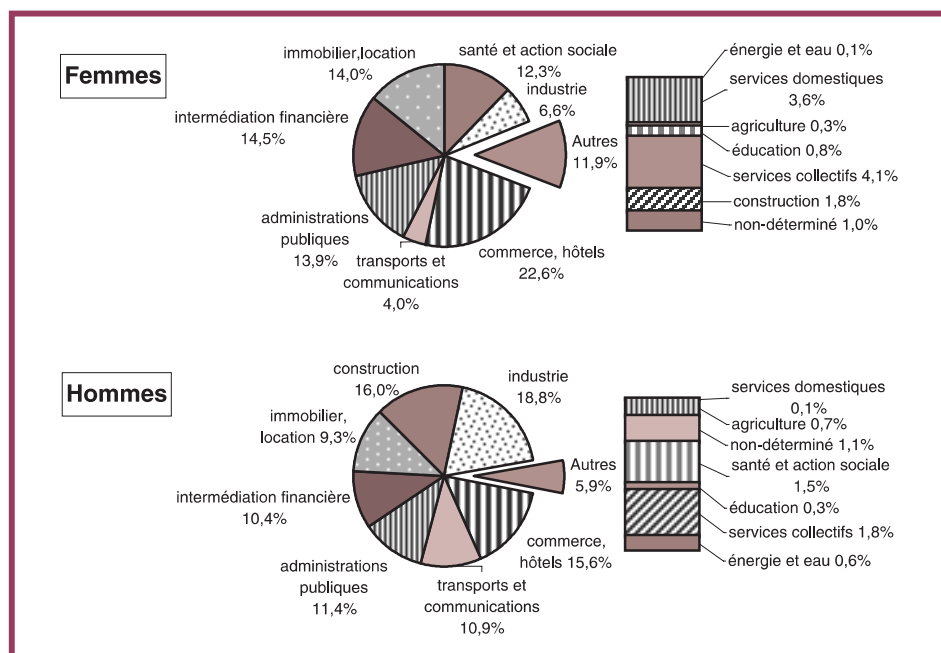
Graphique 2. - Secteurs d'activité 1988-2000



L'économie luxembourgeoise a subi des changements de structure aux cours des dernières décennies. D'une économie à caractère industriel elle a évolué vers une économie où prédomine le secteur tertiaire. En comparant les données de 1988 à celles de 2000, on voit que ce glissement entre secteurs continue: en 1988 le secteur de l'industrie représentait encore plus de 24% de l'emploi salarié, alors qu'en 2000 il ne représente plus que 14%.

L'emploi féminin se concentre dans les secteurs du commerce, de l'intermédiation financière ainsi que des autres services, administrations publiques comprises. Pour les hommes on note des proportions élevées dans le secteur de l'industrie, de la construction ainsi qu'après du commerce.

Graphique 3. - Secteurs d'activité par sexe au 31 mars 2000



Comme le démontre le tableau 4 le secteur immobilier, location, services fournis aux entreprises accuse la plus forte croissance tant en nombre absolu qu'en pour cent. Cela est dû principalement aux services fournis aux entreprises (+ 2 600 personnes) et aux activités de recherche et développement (+ 2 100 personnes).

Le secteur transports et communications suit avec une croissance de 11%.

Parmi les autres services le secteur santé et action sociale a augmenté son effectif de plus de 1 300 personnes c'est-à-dire de 11%.

Tableau 4. - Croissance de l'emploi dans les différents secteurs d'activité entre le 31 mars 1999 et le 31 mars 2000

| | Nombre | | Variation en % | |
|--|--------------|--------------|----------------|-------------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Agriculture, viticulture et sylviculture | 61 | 1 | 6,5% | 0,4% |
| Industrie | -1 118 | 111 | -3,8% | 1,9% |
| Energie et eau | 6 | 5 | 0,8% | 4,8% |
| Construction | 1 051 | 104 | 4,5% | 7,0% |
| Commerce, restauration et hébergement, réparations | 645 | 780 | 2,9% | 4,0% |
| Transports et communications | 1 725 | 270 | 11,5% | 8,1% |
| Intermédiation financière | 1 246 | 993 | 8,5% | 8,3% |
| Immobilier, location, services fournis aux entreprises | 3 977 | 1 343 | 29,5% | 12,0% |
| Autres services | 655 | 1 996 | 2,7% | 6,6% |
| Total | 8 248 | 5 603 | 5,7% | 6,7% |

3. Le temps de travail

Les déclarations de salaires que les employeurs font chaque mois auprès du Centre Commun de la Sécurité Sociale, contiennent entre autres les heures de travail effectuées pour le mois en question. La distribution de ces heures de travail peut fournir une idée de l'emploi à temps partiel au Luxembourg.

On remarque une nette différence entre le comportement des hommes et des femmes: environ un tiers des femmes travaillent à temps partiel, tandis que la proportion des hommes travaillant à temps partiel est insignifiante. Il faut noter que pour les salariés de statut ouvrier la proportion de personnes travaillant à temps partiel peut être surestimée légèrement, car les heures de maladie ne sont pas incluses dans les heures de travail, ce qui est par contre le cas pour les deux autres catégories socio-professionnelles.

Tableau 5. - Temps de travail d'après statut et sexe (en pour cent)

| Heures de travail | 1988 | | | | | |
|-------------------|----------|--------|----------|--------|----------------|--------|
| | Ouvriers | | Employés | | Fonctionnaires | |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| < 64 | 2,1 | 13,3 | 0,4 | 2,9 | 0,0 | 0,1 |
| 64 - 92 | 2,4 | 12,3 | 0,8 | 7,1 | 0,1 | 7,2 |
| 93 - 120 | 4,6 | 8,4 | 0,4 | 2,7 | 0,0 | 0,2 |
| > 120 | 90,9 | 66,0 | 98,4 | 87,4 | 99,9 | 92,5 |
| Heures de travail | 2000 | | | | | |
| | Ouvriers | | Employés | | Fonctionnaires | |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| < 64 | 2,7 | 11,0 | 1,2 | 3,4 | 0,2 | 0,7 |
| 64 - 92 | 2,0 | 14,7 | 1,1 | 12,2 | 0,5 | 16,6 |
| 93 - 120 | 2,7 | 9,8 | 0,7 | 4,0 | 0,0 | 0,4 |
| > 120 | 92,6 | 64,5 | 97,0 | 80,4 | 99,3 | 82,3 |

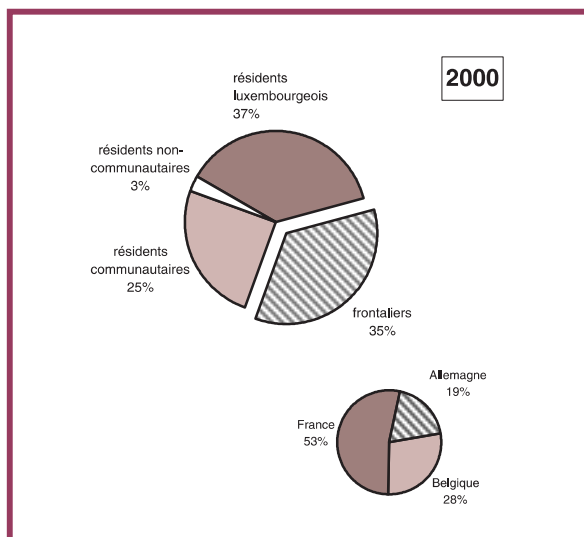
4. Résidence et nationalité de la population active au Luxembourg

Comme le nombre de frontaliers a augmenté de 11,2% entre mars 1999 et mars 2000 (tableau 6), l'emploi total a progressé de 6,1% contre 5,3% pour la même période de l'année passée. En comparant les variations moyennes entre 1988 et 2000, on voit quel a été l'impact de l'emploi frontalier sur l'emploi salarié au Luxembourg: tandis que l'emploi résidentiel progresse en moyenne de 1,7% par année, l'emploi salarié frontalier accuse une variation annuelle moyenne de 10,8% entre 1988 et 2000.

Tableau 6. - Evolution de l'emploi salarié par résidence et par nationalité (situation au 31 mars de chaque année)

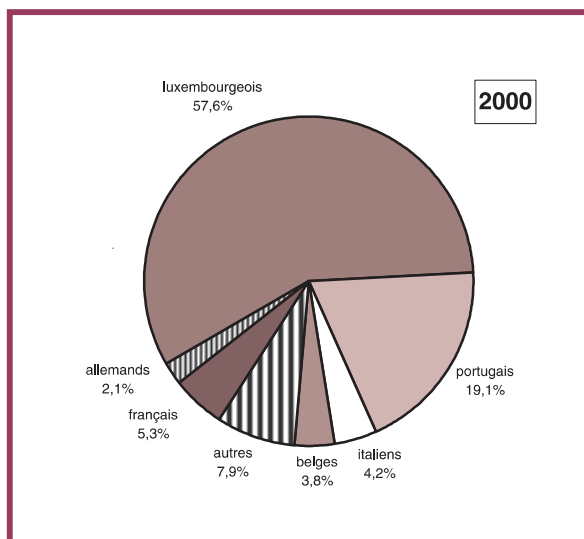
| | 1988 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | Variation moyenne | Variation | |
|--------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|--------------|--------------|
| | | | | | | | 1988-2000 | 1998-1999 | 1999-2000 |
| Résidents au Luxembourg | 129 529 | 134 903 | 141 444 | 148 261 | 152 487 | 157 865 | 1,7% | 2,9% | 3,5% |
| Luxembourgeois | 90 999 | 90 411 | 87 013 | 88 056 | 89 278 | 90 854 | 0,0% | 1,4% | 1,8% |
| Communautaires | 35 729 | 40 872 | 49 169 | 54 294 | 56 966 | 60 084 | 4,4% | 4,9% | 5,5% |
| Non-communautaires | 2 801 | 3 620 | 5 262 | 5 911 | 6 243 | 6 927 | 7,8% | 5,6% | 11,0% |
| Frontaliers résidant en | 24 567 | 32 973 | 54 156 | 68 576 | 75 929 | 84 402 | 10,8% | 10,7% | 11,2% |
| Allemagne | 4 366 | 5 983 | 9 760 | 12 490 | 14 214 | 15 839 | 11,3% | 13,8% | 11,4% |
| France | 10 818 | 15 378 | 27 843 | 36 142 | 40 154 | 44 959 | 12,6% | 11,1% | 12,0% |
| Belgique | 9 383 | 11 612 | 16 553 | 19 944 | 21 561 | 23 604 | 8,0% | 8,1% | 9,5% |
| Total | 154 096 | 167 876 | 195 600 | 216 837 | 228 416 | 242 267 | 3,8% | 5,3% | 6,1% |

Graphique 4. - Population active au Luxembourg d'après l'origine (au 31 mars 2000)



La population active au Luxembourg est caractérisée par un pourcentage élevé de travailleurs de nationalités non luxembourgeoise. En 2000 les Luxembourgeois ne représentent plus que 37% de la population active, alors qu'en 1988 leur proportion s'élevait encore à 59%. Cette situation est la conséquence du fait que l'économie luxembourgeoise avait besoin de main-d'oeuvre étrangère pour pouvoir se développer.

Graphique 5. - Population active résidente d'après la nationalité (au 31 mars 2000)



En effet l'expansion de l'économie a de loin dépassé l'évolution démographique des Luxembourgeois: depuis la deuxième guerre mondiale, une génération de personnes nées au Luxembourg ne dépasse plus 5 300 personnes, alors qu'entre 1988 et 2000 l'économie luxembourgeoise a en moyenne créé 7 300 emplois. On se rend compte à quel point l'expansion de l'emploi est tributaire de l'apport de main-d'oeuvre étrangère, à la fois de travailleurs migrants et de travailleurs frontaliers.

Tableau 7. - Répartition de l'emploi salarié par sexe et par résidence (au 31 mars 2000)

| | Hommes | | Femmes | | Total |
|---------------------|----------------|------------|---------------|------------|----------------|
| | Nombre | En % | Nombre | En % | |
| Résidents | 95 390 | 60% | 62 475 | 40% | 157 865 |
| dont Luxembourgeois | 55 547 | 61% | 35 307 | 39% | 90 854 |
| Etrangers | 39 843 | 59% | 27 168 | 41% | 67 011 |
| Frontaliers | 57 224 | 68% | 27 178 | 32% | 84 402 |
| Total | 152 614 | 63% | 89 653 | 37% | 242 267 |

Tableau 8. - Répartition de l'emploi salarié par branche et par résidence (au 31 mars 2000)

| | Luxembourgeois | Etrangers | Frontaliers résidant en | | | Total |
|--|------------------------|---------------|-------------------------|---------------|---------------|----------------|
| | résidant au Luxembourg | | Allemagne | Belgique | France | |
| Agriculture, viticulture et sylviculture | 350 | 558 | 46 | 153 | 129 | 1 236 |
| Industrie | 11 666 | 6 937 | 2 733 | 4 171 | 9 088 | 34 595 |
| Energie et eau | 838 | 43 | 19 | 2 | 9 | 911 |
| Construction | 3 390 | 12 087 | 2 488 | 2 560 | 5 523 | 26 048 |
| Commerce, restauration et hébergement, réparations | 12 170 | 14 692 | 2 071 | 4 447 | 10 023 | 43 403 |
| Transports et communications | 9 266 | 4 057 | 2 756 | 1 702 | 2 524 | 20 305 |
| Intermédiation financière | 9 603 | 8 099 | 3 004 | 4 174 | 4 013 | 28 893 |
| Immobilier, location, services fournis aux entreprises | 5 408 | 9 018 | 1 279 | 4 422 | 9 916 | 30 043 |
| Autres services | 38 163 | 11 520 | 1 443 | 1 973 | 3 734 | 56 833 |
| Total | 90 854 | 67 011 | 15 839 | 23 604 | 44 959 | 242 267 |

En confrontant résidence et nationalité (tableau 8) avec les secteurs de l'emploi, on constate une certaine préférence sectorielle pour les différentes catégories.

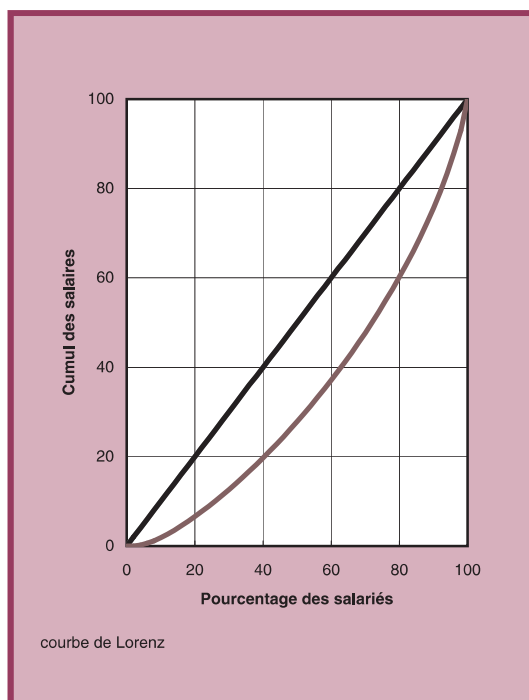
Environ 42% des Luxembourgeois sont employés dans la branche "autres services", qui comprend notamment les administrations publiques. Environ un tiers des salariés de l'industrie et un tiers des salariés de l'intermédiation financière sont des Luxembourgeois. La branche où travaille le plus grand nombre de frontaliers est celle des immobilier, location, services fournis aux entreprises, suivie de l'industrie, ainsi que de la construction. Les étrangers résidant au Luxembourg sont employés pour presque un quart dans le commerce, la restauration, l'hébergement et les services de réparation et pour 18% dans la construction, branche économique dont les salariés sont pour 46% des étrangers résidant au Luxembourg.

5. La rémunération

La courbe de Lorenz à la page suivante (graphique 6) indique sur l'axe vertical le pourcentage de la masse totale des salaires déclarés par le pourcentage correspondant de salariés (rangés par ordre croissant selon leur salaire) sur l'axe horizontal. Ainsi au Luxembourg, 40% de la population active salariée rangée par salaire croissant, gagnent 20% de la masse salariale totale, alors qu'aux dix derniers pour cent de cette population rangée, c'est-à-dire à ceux qui gagnent les salaires les plus élevés, reviennent presque 25% de cette même masse salariale. On s'aperçoit que la courbe de Lorenz nous donne une indication sur l'inégalité entre salaires existant dans une population:

- si la courbe de Lorenz coïncide avec la diagonale, alors la distribution des salaires est parfaitement égale, c'est-à-dire que tout le monde est rémunéré de la même façon.
- si la courbe de Lorenz se situe au-dessous de la diagonale, la distribution des salaires présente des inégalités; plus l'écart entre la courbe et la diagonale est grand, plus grande est l'inégalité entre les salaires.

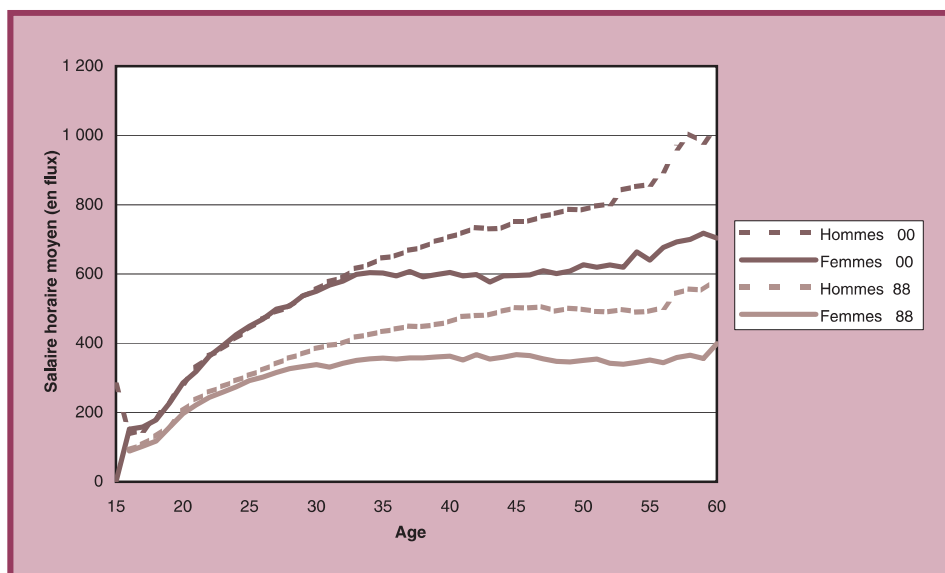
Graphique 6. - Courbe de Lorenz de la distribution des salaires



Les déclarations de salaire qui parviennent au Centre Commun de la Sécurité Sociale servent de base au calcul des cotisations pour les différentes branches des assurances sociales. Ces déclarations se font jusqu'à concurrence du plafond de déclaration, qui se situe au niveau de sept fois le salaire social minimum de référence. Ce salaire social minimum (SSM) s'est élevé à 48 050 francs au 31 mars 2000. Le minimum cotisable est égal au SSM, sauf dérogations spéciales. Le graphique 7 en bas de page donne la distribution du salaire horaire de la population active par âge au 31 mars 2000 et au 31 mars 1988.

On s'aperçoit que le salaire horaire est une fonction croissante de l'âge, et que pour les femmes au-delà d'un certain âge, le salaire horaire moyen est pratiquement constant. On remarque aussi que le niveau du salaire horaire pour les salariés féminins se situe toujours en-dessous de celui des salariés masculins. Ce phénomène s'explique en partie par les nombreuses ruptures de carrières de salariées qui décident de se consacrer à l'éducation de leurs enfants. En effet pour les travailleurs de 15 à 30 ans on voit que la différence dans les salaires est moins prononcée, alors qu'elle est frappante pour les classes d'âge au-delà de 30 ans.

Graphique 7. - Distribution du salaire horaire par âge



6. Le salaire social minimum

Il existe deux salaires minima:

- le salaire social minimum pour travailleur non qualifié, qui s'élève à 48 050 flux au 31.3.2000
- le salaire social minimum pour travailleur qualifié qui est égal à 120% du salaire social minimum pour travailleur non qualifié, ce qui donne au 31.3.2000 un revenu de 57 660 flux.

Tableau 9. - Pourcentage de travailleurs rémunérés au salaire social minimum (en % du nombre d'ouvriers et d'employés)

| | |
|------|--------|
| 1988 | 12,50% |
| 1989 | 12,19% |
| 1990 | 11,52% |
| 1991 | 10,49% |
| 1992 | 12,51% |
| 1993 | 13,81% |
| 1994 | 14,30% |
| 1995 | 16,10% |
| 1996 | 14,50% |
| 1997 | 15,40% |
| 1998 | 16,40% |
| 1999 | 16,80% |
| 2000 | 16,20% |

Le nombre de salariés rémunérés au salaire social minimum a été déterminé en comparant le salaire horaire au SSM horaire (SSM/173). On a compté tous les salariés (ouvriers et employés) dont le salaire horaire se situe entre le SSM horaire et 130% de ce même SSM horaire. De la sorte on a trouvé qu'environ 16% des salariés présents au 31.3.2000 disposaient d'un salaire aux alentours du salaire social minimum, ce qui représente en nombre absolu à peu près 35 705 salariés.

Parmi les salariés rémunérés au SSM au 31.3.2000, 55% se retrouvaient dans cette même population au 31.3.1999, 20% étaient présents en 1999 mais leur salaire était supérieur à 130% du SSM. Les 25% qui restent sont constitués par les nouveaux arrivés dans la catégorie des rémunérés au SSM. La totalité de ces personnes est occupée moins d'une année dans leur occupation en cours au 31.3.2000.

Le secteur du commerce présente la plus grande proportion de salariés rémunérés au salaire social minimum, tant en nombre relatif qu'en nombre absolu. Près de la moitié des femmes et presque un tiers des hommes employés dans ce secteur travaillent pour une rémunération proche du salaire social minimum. En général on peut remarquer une certaine convergence des proportions des hommes et des femmes rémunérés au salaire social minimum. Tandis qu'en 1994, 9% des hommes et 26 % des femmes étaient rémunérés aux alentours du salaire social minimum, ce taux se situe en 2000 à respectivement 13% et 21%.

Tableau 10. - Ouvriers et employés rémunérés au salaire social minimum en pour cent du nombre de salariés par sexe et par branche économique (au 31 mars 2000)

| Secteur | Hommes | En % du nombre total d'hommes salariés dans la branche en question | Femmes | En % du nombre total de femmes salariées dans la branche en question | Total |
|--|---------------|--|---------------|--|---------------|
| Agriculture, viticulture et sylviculture | 415 | 41% | 65 | 28% | 480 |
| Industrie | 2 525 | 9% | 2 080 | 35% | 4 605 |
| Energie et eau | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 |
| Construction | 3 980 | 16% | 265 | 17% | 4 245 |
| Commerce, restauration et hébergement, réparations | 6 680 | 29% | 9 050 | 45% | 15 730 |
| Transports et communications | 1 000 | 8% | 340 | 10% | 1 340 |
| Intermédiation financière | 145 | 1% | 150 | 1% | 295 |
| Immobilier, location, services fournis aux entreprises | 1 890 | 11% | 2 100 | 17% | 3 990 |
| Autres services | 1 830 | 1% | 3 190 | 2% | 5 020 |
| Total | 18 465 | 13% | 17 240 | 21% | 35 705 |

Tableau 1a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 1999

| Code NACE | Ouvriers | Femmes Employés | Fonctionnaires | Ouvriers | Hommes Employés | Fonctionnaires | Total |
|--|--------------|--------------------|----------------|---------------|--------------------|----------------|---------------|
| A. Agriculture, chasse, sylviculture | | | | | | | |
| 01 Agriculture, chasse, services annexes | 161 | 55 | - | 704 | 94 | - | 1 014 |
| 02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes | 5 | 8 | - | 133 | 8 | - | 154 |
| Total | 166 | 63 | - | 837 | 102 | - | 1 168 |
| B. Pêche, aquaculture | | | | | | | |
| 05 Pêche, aquaculture | - | - | - | 4 | 2 | - | 6 |
| Total | - | - | - | 4 | 2 | - | 6 |
| C. Industries extractives | | | | | | | |
| 14 Autres industries extractives | 4 | 20 | - | 239 | 41 | - | 304 |
| Total | 4 | 20 | - | 239 | 41 | - | 304 |
| D. Industries manufacturières | | | | | | | |
| 15 Industries alimentaires | 989 | 301 | - | 2 176 | 411 | - | 3 877 |
| 16 Industrie du tabac | 157 | 34 | - | 127 | 60 | - | 378 |
| 17 Industrie textile | 55 | 14 | - | 291 | 52 | - | 412 |
| 18 Industrie de l'habillement et des fourrures | 19 | 3 | - | 3 | 1 | - | 26 |
| 20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois | 24 | 31 | - | 357 | 89 | - | 501 |
| 21 Industrie du papier et du carton | 14 | 18 | - | 131 | 63 | - | 226 |
| 22 Edition, imprimerie, reproduction | 254 | 446 | - | 863 | 618 | - | 2 181 |
| 24 Industrie chimique | 207 | 132 | - | 736 | 374 | - | 1 449 |
| 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques | 79 | 335 | - | 3 738 | 2 404 | - | 6 556 |
| 26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques | 498 | 164 | - | 2 021 | 488 | - | 3 171 |
| 27 Métallurgie | 21 | 218 | - | 4 642 | 1 681 | - | 6 562 |
| 28 Travail des métaux | 103 | 227 | - | 3 024 | 777 | - | 4 131 |
| 29 Fabrication de machines et équipements | 54 | 261 | - | 1 294 | 1 112 | - | 2 721 |
| 30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique | 1 | 1 | - | 2 | 1 | - | 5 |
| 31 Fabrication de machines et appareils électriques | 36 | 35 | - | 297 | 105 | - | 473 |
| 32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication | - | 1 | - | 1 | 2 | - | 4 |
| 33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie | 786 | 101 | - | 408 | 304 | - | 1 599 |
| 34 Industrie automobile | 34 | 11 | - | 189 | 34 | - | 268 |
| 35 Fabrication d'autres matériels de transport | 1 | 2 | - | 8 | 3 | - | 14 |
| 36 Fabrication de meubles, industries diverses | 62 | 61 | - | 301 | 53 | - | 477 |
| 37 Récupération | 9 | 16 | - | 217 | 25 | - | 267 |
| Total | 3 403 | 2 412 | - | 20 826 | 8 657 | - | 35 298 |

Tableau 1a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 1999 (suite)

| Code NACE | Ouvriers | Femmes Employés | Fonctionnaires | Ouvriers | Hommes Employés | Fonctionnaires | Total |
|---|--------------|--------------------|----------------|---------------|--------------------|----------------|---------------|
| E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau | | | | | | | |
| 40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur | 20 | 72 | - | 333 | 366 | - | 791 |
| 41 Captage, traitement et distribution d'eau | 1 | 7 | 4 | 54 | 2 | 41 | 109 |
| Total | 21 | 79 | 4 | 387 | 368 | 41 | 900 |
| F. Construction | | | | | | | |
| 45 Construction | 313 | 1 181 | - | 20 989 | 2 410 | - | 24 893 |
| Total | 313 | 1 181 | - | 20 989 | 2 410 | - | 24 893 |
| G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques | | | | | | | |
| 50 Commerce et réparation automobile | 562 | 788 | - | 2 756 | 1 191 | - | 5 297 |
| 51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce | 657 | 2 416 | - | 3 809 | 4 653 | - | 11 535 |
| 52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques | 3 402 | 6 713 | - | 2 773 | 2 548 | - | 15 436 |
| Total | 4 621 | 9 917 | - | 9 338 | 8 392 | - | 32 268 |
| H. Hôtels et restaurants | | | | | | | |
| 55 Hôtels et restaurants | 4 351 | 622 | - | 4 143 | 594 | - | 9 710 |
| Total | 4 351 | 622 | - | 4 143 | 594 | - | 9 710 |
| I. Transports et communication | | | | | | | |
| 60 Transports terrestres | 174 | 358 | 153 | 4 982 | 518 | 2 992 | 9 177 |
| 61 Transports par eau | 23 | 43 | - | 246 | 352 | - | 664 |
| 62 Transports aériens | 83 | 574 | - | 837 | 1 150 | - | 2 644 |
| 63 Services auxiliaires des transports | 30 | 595 | - | 597 | 669 | - | 1 891 |
| 64 Postes et télécommunications | 611 | 508 | 185 | 338 | 737 | 1 555 | 3 934 |
| Total | 921 | 2 078 | 338 | 7 000 | 3 426 | 4 547 | 18 310 |
| J. Intermédiation financière | | | | | | | |
| 65 Intermédiation financière | 123 | 9 360 | 12 | 78 | 11 194 | 118 | 20 885 |
| 66 Assurance | 11 | 738 | - | 14 | 956 | - | 1 719 |
| 67 Auxiliaires financiers et d'assurance | 32 | 1 754 | - | 9 | 2 255 | - | 4 050 |
| Total | 166 | 11 852 | 12 | 101 | 14 405 | 118 | 26 654 |
| K. Immobilier, location et services aux entreprises | | | | | | | |
| 70 Activités immobilières | 157 | 435 | - | 343 | 466 | - | 1 401 |
| 71 Locations sans opérateur | 23 | 131 | - | 149 | 260 | - | 563 |
| 72 Activités informatiques | 27 | 721 | - | 8 | 2 148 | - | 2 904 |
| 73 Recherche et développement | 4 | 217 | - | - | 765 | - | 986 |
| 74 Services fournis principalement aux entreprises | 4 429 | 5 091 | - | 3 446 | 5 903 | - | 18 869 |
| Total | 4 640 | 6 595 | - | 3 946 | 9 542 | - | 24 723 |

Tableau 1a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 1999 (suite)

| Code NACE | Ouvriers | | Fonctionnaires | | Ouvriers | | Hommes Employés | | Fonctionnaires | | Total |
|---|---------------|-----------------|----------------|-----------------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|
| | Ouvriers | Femmes Employés | Ouvriers | Femmes Employés | Ouvriers | Femmes Employés | Ouvriers | Femmes Employés | Ouvriers | Femmes Employés | |
| L. Administration publique | | | | | | | | | | | |
| 75 Administration publique | 2 955 | 3 756 | 5 129 | | 4 617 | 1 812 | 4 617 | 1 812 | 10 474 | | 28 743 |
| Total | 2 955 | 3 756 | 5 129 | | 4 617 | 1 812 | 4 617 | 1 812 | 10 474 | | 28 743 |
| M. Education | | | | | | | | | | | |
| 80 Education | 96 | 569 | - | | 21 | 354 | 21 | 354 | 1 | | 1 041 |
| Total | 96 | 569 | - | | 21 | 354 | 21 | 354 | 1 | | 1 041 |
| N. Santé et action sociale | | | | | | | | | | | |
| 85 Santé et action sociale | 2 987 | 6 846 | 113 | | 477 | 1 636 | 477 | 1 636 | 47 | | 12 106 |
| Total | 2 987 | 6 846 | 113 | | 477 | 1 636 | 477 | 1 636 | 47 | | 12 106 |
| O. Services collectifs sociaux et personnels | | | | | | | | | | | |
| 90 Assainissement, voirie et gestion des déchets | 10 | 61 | 3 | | 447 | 81 | 447 | 81 | 41 | | 643 |
| 91 Activités associatives | 321 | 788 | - | | 217 | 488 | 217 | 488 | - | | 1 814 |
| 92 Activités récréatives, culturelles et sportives | 107 | 464 | - | | 178 | 823 | 178 | 823 | 11 | | 1 583 |
| 93 Services personnels | 1 589 | 138 | 1 | | 199 | 55 | 199 | 55 | 1 | | 1 983 |
| Total | 2 027 | 1 451 | 4 | | 1 041 | 1 447 | 1 041 | 1 447 | 53 | | 6 023 |
| P. Services domestiques | | | | | | | | | | | |
| 95 Services domestiques | 2 966 | 35 | - | | 63 | 13 | 63 | 13 | - | | 3 077 |
| Autres | 2 | - | - | | - | - | - | - | - | | 2 |
| Total | 2 968 | 35 | - | | 63 | 13 | 63 | 13 | - | | 3 079 |
| Q. Activités extra-territoriales | | | | | | | | | | | |
| 99 Activités extra-territoriales | 50 | 435 | - | | 85 | 133 | 85 | 133 | - | | 703 |
| Total | 50 | 435 | - | | 85 | 133 | 85 | 133 | - | | 703 |
| Non-déterminés | | | | | | | | | | | |
| Autres | 250 | 600 | - | | 603 | 1 033 | 603 | 1 033 | 1 | | 2 487 |
| Total | 250 | 600 | - | | 603 | 1 033 | 603 | 1 033 | 1 | | 2 487 |
| Total | 29 939 | 48 511 | 5 600 | | 74 717 | 54 367 | 74 717 | 54 367 | 15 282 | | 228 416 |

Tableau 1b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2000

| Code NACE | Ouvriers | Femmes Employés | Fonctionnaires | Ouvriers | Hommes Employés | Fonctionnaires | Total |
|--|--------------|--------------------|----------------|---------------|--------------------|----------------|---------------|
| A. Agriculture, chasse, sylviculture | | | | | | | |
| 01 Agriculture, chasse, services annexes | 153 | 63 | - | 713 | 119 | - | 1 048 |
| 02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes | 6 | 8 | - | 157 | 11 | - | 182 |
| Total | 159 | 71 | - | 870 | 130 | - | 1 230 |
| B. Pêche, aquaculture | | | | | | | |
| 05 Pêche, aquaculture | - | - | - | 4 | 2 | - | 6 |
| Total | - | - | - | 4 | 2 | - | 6 |
| C. Industries extractives | | | | | | | |
| 14 Autres industries extractives | 4 | 22 | - | 239 | 44 | - | 309 |
| Total | 4 | 22 | - | 239 | 44 | - | 309 |
| D. Industries manufacturières | | | | | | | |
| 15 Industries alimentaires | 990 | 289 | - | 2 183 | 435 | - | 3 897 |
| 16 Industrie du tabac | 158 | 35 | - | 137 | 64 | - | 394 |
| 17 Industrie textile | 56 | 16 | - | 296 | 51 | - | 419 |
| 18 Industrie de l'habillement et des fourrures | 23 | 3 | - | 3 | 1 | - | 30 |
| 20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois | 25 | 34 | - | 373 | 104 | - | 536 |
| 21 Industrie du papier et du carton | 14 | 26 | - | 133 | 66 | - | 239 |
| 22 Edition, imprimerie, reproduction | 269 | 500 | - | 989 | 705 | - | 2 463 |
| 24 Industrie chimique | 201 | 124 | - | 800 | 386 | - | 1 511 |
| 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques | 70 | 300 | - | 2 400 | 1 762 | - | 4 532 |
| 26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques | 449 | 156 | - | 2 001 | 503 | - | 3 109 |
| 27 Métallurgie | 31 | 279 | - | 4 692 | 1 767 | - | 6 769 |
| 28 Travail des métaux | 110 | 245 | - | 3 223 | 812 | - | 4 390 |
| 29 Fabrication de machines et équipements | 87 | 260 | - | 1 326 | 1 163 | - | 2 836 |
| 30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique | 1 | - | - | 2 | - | - | 3 |
| 31 Fabrication de machines et appareils électriques | 38 | 50 | - | 307 | 134 | - | 529 |
| 32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication | - | 1 | - | - | 3 | - | 4 |
| 33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie | 793 | 106 | - | 403 | 336 | - | 1 638 |
| 34 Industrie automobile | 33 | 11 | - | 193 | 34 | - | 271 |
| 35 Fabrication d'autres matériels de transport | 1 | 3 | - | 8 | 10 | - | 22 |
| 36 Fabrication de meubles, industries diverses | 60 | 58 | - | 289 | 60 | - | 467 |
| 37 Récupération | 4 | 15 | - | 183 | 25 | - | 227 |
| Total | 3 413 | 2 511 | - | 19 941 | 8 421 | - | 34 286 |

Tableau 1b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2000 (suite)

| Code NACE | Ouvriers | Femmes Employés | Fonctionnaires | Ouvriers | Hommes Employés | Fonctionnaires | Total |
|---|--------------|--------------------|----------------|---------------|--------------------|----------------|---------------|
| E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau | | | | | | | |
| 40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur | 17 | 79 | - | 308 | 396 | - | 800 |
| 41 Captage, traitement et distribution d'eau | 1 | 8 | 4 | 54 | 3 | 41 | 111 |
| Total | 18 | 87 | 4 | 362 | 399 | 41 | 911 |
| F. Construction | | | | | | | |
| 45 Construction | 335 | 1 263 | - | 21 876 | 2 574 | - | 26 048 |
| Total | 335 | 1 263 | - | 21 876 | 2 574 | - | 26 048 |
| G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques | | | | | | | |
| 50 Commerce et réparation automobile | 692 | 832 | - | 2 947 | 1 301 | - | 5 772 |
| 51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce | 654 | 2 634 | - | 3 675 | 5 026 | - | 11 989 |
| 52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques | 3 429 | 6 868 | - | 2 703 | 2 510 | - | 15 510 |
| Total | 4 775 | 10 334 | - | 9 325 | 8 837 | - | 33 271 |
| H. Hôtels et restaurants | | | | | | | |
| 55 Hôtels et restaurants | 4 513 | 669 | - | 4 263 | 687 | - | 10 132 |
| Total | 4 513 | 669 | - | 4 263 | 687 | - | 10 132 |
| I. Transports et communication | | | | | | | |
| 60 Transports terrestres | 173 | 407 | 173 | 5 700 | 598 | 3 027 | 10 078 |
| 61 Transports par eau | 41 | 52 | - | 320 | 497 | - | 910 |
| 62 Transports aériens | 80 | 648 | - | 1 001 | 1 370 | - | 3 099 |
| 63 Services auxiliaires des transports | 38 | 640 | - | 634 | 732 | - | 2 044 |
| 64 Postes et télécommunications | 608 | 576 | 171 | 318 | 967 | 1 534 | 4 174 |
| Total | 940 | 2 323 | 344 | 7 973 | 4 164 | 4 561 | 20 305 |
| J. Intermédiation financière | | | | | | | |
| 65 Intermédiation financière | 91 | 10 013 | 14 | 91 | 12 015 | 124 | 22 348 |
| 66 Assurance | 9 | 879 | - | 12 | 1 106 | - | 2 006 |
| 67 Auxiliaires financiers et d'assurance | 32 | 1 985 | - | 9 | 2 513 | - | 4 539 |
| Total | 132 | 12 877 | 14 | 112 | 15 634 | 124 | 28 893 |
| K. Immobilier, location et services aux entreprises | | | | | | | |
| 70 Activités immobilières | 152 | 459 | - | 348 | 489 | - | 1 448 |
| 71 Locations sans opérateur | 25 | 143 | - | 158 | 283 | - | 609 |
| 72 Activités informatiques | 27 | 836 | - | 14 | 2 576 | - | 3 453 |
| 73 Recherche et développement | 18 | 292 | - | 1 252 | 1 515 | - | 3 077 |
| 74 Services fournis principalement aux entreprises | 4 810 | 5 816 | - | 3 914 | 6 916 | - | 21 456 |
| Total | 5 032 | 7 546 | - | 5 686 | 11 779 | - | 30 043 |

Tableau 1b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2000 (suite)

| Code NACE | Hommes | | | Femmes | | | Total | | |
|---|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------|----------------|
| | Ouvriers | Employés | Fonctionnaires | Ouvriers | Employés | Fonctionnaires | Ouvriers | Employés | Fonctionnaires |
| L. Administration publique | | | | | | | | | |
| 75 Administration publique | 3 105 | 3 904 | 5 477 | 4 875 | 1 907 | 10 663 | 29 931 | | |
| Total | 3 105 | 3 904 | 5 477 | 4 875 | 1 907 | 10 663 | 29 931 | | |
| M. Education | | | | | | | | | |
| 80 Education | 89 | 626 | - | 24 | 390 | 2 | 1 131 | | |
| Total | 89 | 626 | - | 24 | 390 | 2 | 1 131 | | |
| N. Santé et action sociale | | | | | | | | | |
| 85 Santé et action sociale | 3 167 | 7 763 | 109 | 519 | 1 861 | 47 | 13 466 | | |
| Total | 3 167 | 7 763 | 109 | 519 | 1 861 | 47 | 13 466 | | |
| O. Services collectifs sociaux et personnels | | | | | | | | | |
| 90 Assainissement, voirie et gestion des déchets | 20 | 70 | 4 | 529 | 94 | 43 | 760 | | |
| 91 Activités associatives | 339 | 827 | - | 324 | 523 | - | 2 013 | | |
| 92 Activités récréatives, culturelles et sportives | 102 | 464 | - | 160 | 723 | 14 | 1 463 | | |
| 93 Services personnels | 1 652 | 153 | 1 | 207 | 56 | 1 | 2 070 | | |
| Total | 2 113 | 1 514 | 5 | 1 220 | 1 396 | 58 | 6 306 | | |
| P. Services domestiques | | | | | | | | | |
| 95 Services domestiques | 3 118 | 42 | - | 65 | 11 | - | 3 236 | | |
| Autres | 3 | - | - | - | - | - | 3 | | |
| Total | 3 121 | 42 | - | 65 | 11 | - | 3 239 | | |
| Q. Activités extra-territoriales | | | | | | | | | |
| 99 Activités extra-territoriales | 49 | 472 | - | 94 | 140 | - | 755 | | |
| Total | 49 | 472 | - | 94 | 140 | - | 755 | | |
| Non-déterminés | | | | | | | | | |
| Autres | 173 | 538 | - | 481 | 813 | - | 2 005 | | |
| Total | 173 | 538 | - | 481 | 813 | - | 2 005 | | |
| Total | 31 138 | 52 562 | 5 953 | 77 929 | 59 189 | 15 496 | 242 267 | | |

Tableau 2a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 1999

| Code NACE | Résidents | | | | Frontaliers | | | | Total | | |
|--|----------------|--------|-----------|--------|-------------|--------|----------|--------|-------|--------|--------|
| | Luxembourgeois | | Etrangers | | Allemands | | Français | | | Belges | |
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | | Femmes | Hommes |
| A. Agriculture, chasse, sylviculture 01 Agriculture, chasse, services annexes 02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes Total | 101 | 197 | 73 | 437 | 10 | 32 | 19 | 72 | 13 | 60 | 1 014 |
| | 8 | 15 | 2 | 57 | - | 1 | 1 | 13 | 2 | 55 | 154 |
| | 109 | 212 | 75 | 494 | 10 | 33 | 20 | 85 | 15 | 115 | 1 168 |
| | | | | | | | | | | | |
| B. Pêche, aquaculture 05 Pêche, aquaculture Total | - | 2 | - | 1 | - | - | - | 3 | - | - | 6 |
| | - | 2 | - | 1 | - | - | - | 3 | - | - | 6 |
| C. Industries extractives 14 Autres industries extractives Total | 17 | 86 | 3 | 94 | 1 | 37 | 3 | 55 | - | 8 | 304 |
| | 17 | 86 | 3 | 94 | 1 | 37 | 3 | 55 | - | 8 | 304 |
| D. Industries manufacturières 15 Industries alimentaires 16 Industrie du tabac 17 Industrie textile 18 Industrie de l'habillement et des fourrures 20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois 21 Industrie du papier et du carton 22 Edition, imprimerie, reproduction 24 Industrie chimique 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques 26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques 27 Métallurgie 28 Travail des métaux 29 Fabrication de machines et équipements 30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique 31 Fabrication de machines et appareils électriques 32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication 33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horloge 34 Industrie automobile 35 Fabrication d'autres matériels de transport 36 Fabrication de meubles, industries diverses 37 Récupération Total | 429 | 720 | 503 | 705 | 52 | 196 | 271 | 789 | 35 | 177 | 3 877 |
| | 132 | 123 | 28 | 28 | 7 | 13 | 22 | 17 | 2 | 6 | 378 |
| | 15 | 104 | 39 | 65 | 4 | 15 | 6 | 17 | 5 | 142 | 412 |
| | 4 | 1 | 16 | 3 | - | - | 1 | - | 1 | - | 26 |
| | 15 | 82 | 7 | 76 | 2 | 36 | 20 | 148 | 11 | 104 | 501 |
| | 8 | 12 | 2 | 11 | 1 | - | 16 | 109 | 5 | 62 | 226 |
| | 355 | 879 | 145 | 201 | 15 | 41 | 138 | 262 | 47 | 98 | 2 181 |
| | 63 | 199 | 47 | 170 | 54 | 101 | 140 | 493 | 35 | 147 | 1 449 |
| | 208 | 2 904 | 92 | 1 238 | 37 | 483 | 31 | 228 | 46 | 1 289 | 6 556 |
| | 132 | 546 | 134 | 573 | 26 | 149 | 336 | 1 059 | 34 | 182 | 3 171 |
| | 139 | 3 226 | 32 | 687 | 1 | 25 | 42 | 1 455 | 25 | 930 | 6 562 |
| | 149 | 889 | 74 | 922 | 16 | 255 | 66 | 1 241 | 25 | 494 | 4 131 |
| | 115 | 796 | 75 | 522 | 42 | 479 | 61 | 431 | 22 | 178 | 2 721 |
| | - | 1 | 1 | - | - | 2 | 1 | - | - | 5 | 5 |
| | 17 | 89 | 20 | 67 | 2 | 37 | 25 | 159 | 7 | 50 | 473 |
| | 1 | 2 | - | 1 | - | - | - | - | - | 4 | 4 |
| | 96 | 118 | 399 | 122 | 242 | 185 | 125 | 223 | 25 | 64 | 1 599 |
| | 13 | 28 | 19 | 62 | - | 7 | 13 | 119 | - | 7 | 268 |
| | - | 2 | 1 | 3 | 1 | - | 1 | 5 | - | 1 | 14 |
| | 38 | 58 | 20 | 79 | 2 | 37 | 57 | 146 | 6 | 34 | 477 |
| | 8 | 21 | 3 | 57 | - | 3 | 14 | 147 | - | 14 | 267 |
| | 1 937 | 10 800 | 1 657 | 5 592 | 504 | 2 064 | 1 386 | 7 048 | 331 | 3 979 | 35 298 |

Tableau 2a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 1999 (suite)

| Code NACE | Résidents | | | | Frontaliers | | | | Total |
|---|----------------|--------|-----------|--------|-------------|--------|--------|--------|--------|
| | Luxembourgeois | | Etrangers | | Allemands | | Belges | | |
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | |
| E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau 40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur 41 Captage, traitement et distribution d'eau Total | 78 | 653 | 9 | 27 | 3 | 10 | 2 | 1 | 791 |
| | 12 | 95 | - | 2 | - | - | - | - | 109 |
| | 90 | 748 | 9 | 29 | 3 | 10 | 2 | 1 | 900 |
| | | | | | | | | | |
| F. Construction 45 Construction Total | 610 | 2 787 | 423 | 11 330 | 90 | 2 174 | 128 | 2 218 | 24 893 |
| | 610 | 2 787 | 423 | 11 330 | 90 | 2 174 | 128 | 2 218 | 24 893 |
| G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques 50 Commerce et réparation automobile 51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce 52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques Total | 407 | 1 486 | 281 | 1 326 | 238 | 264 | 139 | 295 | 5 297 |
| | 1 107 | 2 789 | 774 | 1 975 | 207 | 479 | 315 | 1 551 | 11 535 |
| | 3 697 | 1 794 | 3 003 | 1 369 | 299 | 266 | 942 | 647 | 15 436 |
| | 5 211 | 6 069 | 4 058 | 4 670 | 744 | 1 009 | 1 396 | 2 493 | 32 268 |
| H. Hôtels et restaurants 55 Hôtels et restaurants Total | 640 | 499 | 2 739 | 2 792 | 78 | 56 | 206 | 231 | 9 710 |
| | 640 | 499 | 2 739 | 2 792 | 78 | 56 | 206 | 231 | 9 710 |
| I. Transports et communication 60 Transports terrestres 61 Transports par eau 62 Transports aériens 63 Services auxiliaires des transports 64 Postes et télécommunications Total | 367 | 3 992 | 122 | 1 162 | 49 | 1 396 | 46 | 965 | 9 177 |
| | 4 | 2 | 33 | 154 | 13 | 253 | 8 | 86 | 664 |
| | 397 | 722 | 193 | 782 | 21 | 196 | 9 | 54 | 2 644 |
| | 236 | 591 | 181 | 256 | 80 | 191 | 45 | 70 | 1 891 |
| | 779 | 1 918 | 283 | 298 | 61 | 119 | 54 | 103 | 3 934 |
| | 1 783 | 7 225 | 812 | 2 652 | 224 | 2 155 | 162 | 1 278 | 18 310 |
| J. Intermédiation financière 65 Intermédiation financière 66 Assurance 67 Auxiliaires financiers et d'assurance Total | 3 536 | 4 494 | 2 388 | 3 188 | 971 | 1 101 | 1 220 | 1 550 | 20 885 |
| | 339 | 427 | 189 | 274 | 18 | 23 | 105 | 144 | 1 719 |
| | 360 | 427 | 587 | 825 | 248 | 248 | 263 | 482 | 4 050 |
| | 4 235 | 5 348 | 3 164 | 4 287 | 1 237 | 1 372 | 1 588 | 2 176 | 26 654 |
| K. Immobilier, location et services aux entreprises 70 Activités immobilières 71 Locations sans opérateur 72 Activités informatiques 73 Recherche et développement 74 Services fournis principalement aux entreprises Total | 217 | 183 | 198 | 292 | 31 | 80 | 32 | 102 | 1 401 |
| | 34 | 88 | 45 | 104 | 20 | 19 | 11 | 95 | 563 |
| | 72 | 200 | 206 | 431 | 70 | 188 | 146 | 691 | 2 904 |
| | 43 | 158 | 61 | 247 | 10 | 41 | 40 | 142 | 986 |
| | 1 597 | 1 590 | 3 645 | 2 181 | 253 | 410 | 760 | 1 348 | 18 869 |
| | 1 963 | 2 219 | 4 155 | 3 255 | 384 | 738 | 989 | 2 378 | 24 723 |

Tableau 2a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 1999 (suite)

| Code NACE | Résidents | | | | Frontaliers | | | | | | Total | |
|--|----------------|--------|-----------|--------|-------------|--------|----------|--------|--------|--------|---------|--|
| | Luxembourgeois | | Etrangers | | Allemands | | Français | | Belges | | | |
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | | |
| L. Administration publique | | | | | | | | | | | | |
| 75 Administration publique | 10 133 | 16 034 | 1 378 | 629 | 127 | 51 | 122 | 98 | 80 | 91 | 28 743 | |
| Total | 10 133 | 16 034 | 1 378 | 629 | 127 | 51 | 122 | 98 | 80 | 91 | 28 743 | |
| M. Education | | | | | | | | | | | | |
| 80 Education | 344 | 215 | 212 | 99 | 20 | 16 | 59 | 25 | 30 | 21 | 1 041 | |
| Total | 344 | 215 | 212 | 99 | 20 | 16 | 59 | 25 | 30 | 21 | 1 041 | |
| N. Santé et action sociale | | | | | | | | | | | | |
| 85 Santé et action sociale | 4 916 | 1 295 | 2 737 | 328 | 456 | 185 | 1 223 | 222 | 614 | 130 | 12 106 | |
| Total | 4 916 | 1 295 | 2 737 | 328 | 456 | 185 | 1 223 | 222 | 614 | 130 | 12 106 | |
| O. Services collectifs sociaux et personnels | | | | | | | | | | | | |
| 90 Assainissement, voirie et gestion des déchets | 28 | 246 | 11 | 142 | 12 | 40 | 19 | 108 | 4 | 33 | 643 | |
| 91 Activités associatives | 684 | 490 | 309 | 153 | 20 | 12 | 53 | 24 | 43 | 26 | 1 814 | |
| 92 Activités récréatives, culturelles et sportives | 223 | 435 | 182 | 300 | 32 | 29 | 90 | 156 | 44 | 92 | 1 583 | |
| 93 Services personnels | 477 | 76 | 779 | 95 | 59 | 5 | 304 | 61 | 109 | 18 | 1 983 | |
| Total | 1 412 | 1 247 | 1 281 | 690 | 123 | 86 | 466 | 349 | 200 | 169 | 6 023 | |
| P. Services domestiques | | | | | | | | | | | | |
| 95 Services domestiques | 437 | 25 | 2 295 | 41 | 44 | 1 | 194 | 8 | 31 | 1 | 3 077 | |
| Autres | - | - | 1 | - | - | - | 1 | - | - | - | 2 | |
| Total | 437 | 25 | 2 296 | 41 | 44 | 1 | 195 | 8 | 31 | 1 | 3 079 | |
| Q. Activités extra - territoriales | | | | | | | | | | | | |
| 99 Activités extra -territoriales | 37 | 35 | 283 | 111 | 11 | 3 | 121 | 48 | 33 | 21 | 703 | |
| Total | 37 | 35 | 283 | 111 | 11 | 3 | 121 | 48 | 33 | 21 | 703 | |
| Non-déterminés | | | | | | | | | | | | |
| Autres | 219 | 339 | 317 | 516 | 45 | 123 | 176 | 306 | 93 | 353 | 2 487 | |
| Total | 219 | 339 | 317 | 516 | 45 | 123 | 176 | 306 | 93 | 353 | 2 487 | |
| Total | 34 093 | 55 185 | 25 599 | 37 610 | 4 101 | 10 113 | 14 359 | 25 795 | 5 898 | 15 663 | 228 416 | |

Tableau 2b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2000

| Code NACE | Résidents | | | | Frontaliers | | | | Total | | | |
|--|----------------|--------|-----------|--------|-------------|--------|----------|--------|-------|-------|--------|--|
| | Luxembourgeois | | Etrangers | | Allemands | | Français | | | | | |
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | | | | |
| A. Agriculture, chasse, sylviculture 01 Agriculture, chasse, services annexes 02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes Total | 105 | 219 | 72 | 419 | 6 | 38 | 21 | 84 | 12 | 72 | 1 048 | |
| | 6 | 18 | 2 | 64 | | 2 | 2 | 19 | 4 | 65 | 182 | |
| | 111 | 237 | 74 | 483 | 6 | 40 | 23 | 103 | 16 | 137 | 1 230 | |
| B. Pêche, aquaculture 05 Pêche, aquaculture Total | - | 2 | - | 1 | - | - | - | 3 | - | - | 6 | |
| | - | 2 | - | 1 | - | - | - | 3 | - | - | 6 | |
| | | | | | | | | | | | | |
| C. Industries extractives 14 Autres industries extractives Total | 17 | 83 | 5 | 96 | 1 | 33 | 3 | 62 | - | 9 | 309 | |
| | 17 | 83 | 5 | 96 | 1 | 33 | 3 | 62 | - | 9 | 309 | |
| | | | | | | | | | | | | |
| D. Industries manufacturières 15 Industries alimentaires 16 Industrie du tabac 17 Industrie textile 18 Industrie de l'habillement et des fourrures 20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois 21 Industrie du papier et du carton 22 Edition, imprimerie, reproduction 24 Industrie chimique 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques 26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques 27 Métallurgie 28 Travail des métaux 29 Fabrication de machines et équipements 30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique 31 Fabrication de machines et appareils électriques 32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication 33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horloge 34 Industrie automobile 35 Fabrication d'autres matériels de transport 36 Fabrication de meubles, industries diverses 37 Récupération Total | 415 | 695 | 491 | 631 | 50 | 229 | 288 | 866 | 35 | 197 | 3 897 | |
| | 142 | 125 | 20 | 27 | 6 | 23 | 23 | 20 | 2 | 6 | 394 | |
| | 15 | 97 | 39 | 64 | 4 | 11 | 7 | 19 | 7 | 156 | 419 | |
| | 4 | 1 | 20 | 3 | - | - | 2 | - | - | - | 30 | |
| | 15 | 78 | 9 | 81 | 1 | 38 | 22 | 170 | 12 | 110 | 536 | |
| | 8 | 14 | 4 | 8 | - | - | 20 | 115 | 8 | 62 | 239 | |
| | 357 | 919 | 166 | 232 | 15 | 52 | 178 | 359 | 53 | 132 | 2 463 | |
| | 57 | 205 | 49 | 173 | 46 | 134 | 142 | 535 | 31 | 139 | 1 511 | |
| | 173 | 1 920 | 77 | 795 | 39 | 431 | 43 | 227 | 38 | 789 | 4 532 | |
| | 115 | 504 | 102 | 553 | 28 | 142 | 326 | 1 121 | 34 | 184 | 3 109 | |
| | 175 | 3 148 | 49 | 725 | 1 | 27 | 47 | 1 466 | 38 | 1 093 | 6 769 | |
| | 140 | 886 | 84 | 948 | 18 | 265 | 81 | 1 377 | 32 | 559 | 4 390 | |
| | 113 | 776 | 93 | 540 | 43 | 503 | 77 | 467 | 21 | 203 | 2 836 | |
| | - | - | 1 | - | - | 2 | - | - | - | - | 3 | |
| | 15 | 87 | 21 | 70 | 13 | 60 | 31 | 170 | 8 | 54 | 529 | |
| | 1 | 1 | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 | 4 | |
| | 86 | 121 | 410 | 130 | 246 | 209 | 133 | 210 | 24 | 69 | 1 638 | |
| | 10 | 25 | 19 | 49 | - | 13 | 15 | 131 | - | 9 | 271 | |
| | - | 3 | 1 | 6 | - | 1 | 2 | 7 | 1 | 1 | 22 | |
| | 33 | 58 | 19 | 78 | 4 | 39 | 59 | 141 | 3 | 33 | 467 | |
| | 8 | 21 | 2 | 46 | 1 | 5 | 8 | 118 | - | 18 | 227 | |
| | 1 882 | 9 684 | 1 676 | 5 160 | 515 | 2 184 | 1 504 | 7 519 | 347 | 3 815 | 34 286 | |

Tableau 2b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2000 (suite)

| Code NACE | Résidents | | | | Frontaliers | | | | Total | | |
|---|----------------|--------|-----------|--------|-------------|--------|----------|--------|-------|-------|--------|
| | Luxembourgeois | | Etrangers | | Allemands | | Français | | | | |
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | | | |
| E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau 40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur 41 Caplage, traitement et distribution d'eau Total | 83 | 646 | 9 | 32 | 2 | 17 | - | 9 | 2 | - | 800 |
| | 13 | 96 | - | 2 | - | - | - | - | - | - | 111 |
| | 96 | 742 | 9 | 34 | 2 | 17 | - | 9 | 2 | - | 911 |
| | | | | | | | | | | | |
| F. Construction 45 Construction Total | 638 | 2 752 | 450 | 11 637 | 106 | 2 382 | 274 | 5 249 | 130 | 2 430 | 26 048 |
| | 638 | 2 752 | 450 | 11 637 | 106 | 2 382 | 274 | 5 249 | 130 | 2 430 | 26 048 |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques 50 Commerce et réparation automobile 51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce 52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques Total | 435 | 1 494 | 337 | 1 431 | 246 | 302 | 362 | 678 | 144 | 343 | 5 772 |
| | 1 106 | 2 700 | 822 | 2 068 | 234 | 547 | 782 | 1 898 | 344 | 1 488 | 11 989 |
| | 3 633 | 1 660 | 3 045 | 1 325 | 325 | 278 | 2 299 | 1 285 | 995 | 665 | 15 510 |
| | 5 174 | 5 854 | 4 204 | 4 824 | 805 | 1 127 | 3 443 | 3 861 | 1 483 | 2 496 | 33 271 |
| H. Hôtels et restaurants 55 Hôtels et restaurants Total | 636 | 506 | 2 785 | 2 879 | 76 | 63 | 1 454 | 1 265 | 231 | 237 | 10 132 |
| | 636 | 506 | 2 785 | 2 879 | 76 | 63 | 1 454 | 1 265 | 231 | 237 | 10 132 |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| I. Transports et communication 60 Transports terrestres 61 Transports par eau 62 Transports aériens 63 Services auxiliaires des transports 64 Postes et télécommunications Total | 387 | 4 049 | 146 | 1 328 | 69 | 1 650 | 100 | 1 228 | 51 | 1 070 | 10 078 |
| | 5 | 4 | 46 | 260 | 21 | 281 | 12 | 117 | 9 | 155 | 910 |
| | 423 | 784 | 207 | 962 | 29 | 255 | 55 | 301 | 14 | 69 | 3 099 |
| | 219 | 586 | 205 | 270 | 76 | 199 | 122 | 220 | 56 | 91 | 2 044 |
| | 777 | 2 032 | 313 | 320 | 55 | 121 | 154 | 215 | 56 | 131 | 4 174 |
| | 1 811 | 7 455 | 917 | 3 140 | 250 | 2 506 | 443 | 2 081 | 186 | 1 516 | 20 305 |
| J. Intermédiation financière 65 Intermédiation financière 66 Assurance 67 Auxiliaires financiers et d'assurance Total | 3 535 | 4 468 | 2 558 | 3 424 | 1 074 | 1 271 | 1 625 | 1 307 | 1 326 | 1 760 | 22 348 |
| | 362 | 441 | 229 | 328 | 28 | 36 | 145 | 135 | 124 | 178 | 2 006 |
| | 362 | 435 | 631 | 929 | 289 | 306 | 444 | 357 | 291 | 495 | 4 539 |
| | 4 259 | 5 344 | 3 418 | 4 681 | 1 391 | 1 613 | 2 214 | 1 799 | 1 741 | 2 433 | 28 893 |
| K. Immobilier, location et services aux entreprises 70 Activités immobilières 71 Locations sans opérateur 72 Activités informatiques 73 Recherche et développement 74 Services fournis principalement aux entreprises Total | 219 | 209 | 217 | 315 | 20 | 35 | 120 | 161 | 35 | 117 | 1 448 |
| | 32 | 82 | 47 | 102 | 24 | 23 | 47 | 121 | 18 | 113 | 609 |
| | 96 | 233 | 244 | 550 | 65 | 186 | 302 | 825 | 156 | 796 | 3 453 |
| | 85 | 1 023 | 78 | 696 | 10 | 123 | 77 | 273 | 60 | 652 | 3 077 |
| | 1 711 | 1 718 | 4 078 | 2 691 | 311 | 482 | 3 658 | 4 332 | 868 | 1 607 | 21 456 |
| | 2 143 | 3 265 | 4 664 | 4 354 | 430 | 849 | 4 204 | 5 712 | 1 137 | 3 285 | 30 043 |

Tableau 2b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2000 (suite)

| Code NACE | Résidents | | | | Frontaliers | | | | Total | | |
|--|----------------|--------|-----------|--------|-------------|--------|----------|--------|-------|--------|---------|
| | Luxembourgeois | | Etrangers | | Allemands | | Français | | | | |
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | | | |
| L. Administration publique 75 Administration publique Total | 10 680 | 16 515 | 1 485 | 692 | 125 | 64 | 115 | 92 | 81 | 82 | 29 931 |
| | 10 680 | 16 515 | 1 485 | 692 | 125 | 64 | 115 | 92 | 81 | 82 | 29 931 |
| | | | | | | | | | | | |
| M. Education 80 Education Total | 356 | 229 | 224 | 102 | 27 | 20 | 64 | 37 | 44 | 28 | 1 131 |
| | 356 | 229 | 224 | 102 | 27 | 20 | 64 | 37 | 44 | 28 | 1 131 |
| | | | | | | | | | | | |
| N. Santé et action sociale 85 Santé et action sociale Total | 5 350 | 1 378 | 2 961 | 382 | 577 | 236 | 1 428 | 269 | 723 | 162 | 13 466 |
| | 5 350 | 1 378 | 2 961 | 382 | 577 | 236 | 1 428 | 269 | 723 | 162 | 13 466 |
| | | | | | | | | | | | |
| O. Services collectifs sociaux et personnels 90 Assainissement, voirie et gestion des déchets 91 Activités associatives 92 Activités récréatives, culturelles et sportives 93 Services personnels Total | 35 | 261 | 14 | 162 | 8 | 40 | 31 | 170 | 6 | 33 | 760 |
| | 692 | 591 | 335 | 177 | 28 | 14 | 63 | 33 | 48 | 32 | 2 013 |
| | 209 | 295 | 188 | 296 | 32 | 36 | 90 | 162 | 47 | 108 | 1 463 |
| | 478 | 79 | 810 | 97 | 65 | 4 | 350 | 68 | 103 | 16 | 2 070 |
| | 1 414 | 1 226 | 1 347 | 732 | 133 | 94 | 534 | 433 | 204 | 189 | 6 306 |
| | | | | | | | | | | | |
| P. Services domestiques 95 Services domestiques Autres Total | 527 | 33 | 2 362 | 35 | 44 | 1 | 191 | 4 | 36 | 3 | 3 236 |
| | | | 3 | | | | | | | 3 | |
| | 527 | 33 | 2 365 | 35 | 44 | 1 | 191 | 4 | 36 | 3 | 3 239 |
| Q. Activités extra - territoriales 99 Activités extra -territoriales Total | 38 | 31 | 301 | 119 | 15 | 2 | 126 | 56 | 41 | 26 | 755 |
| | 38 | 31 | 301 | 119 | 15 | 2 | 126 | 56 | 41 | 26 | 755 |
| | | | | | | | | | | | |
| Non-déterminés Autres Total | 175 | 211 | 283 | 492 | 29 | 76 | 147 | 238 | 77 | 277 | 2 005 |
| | 175 | 211 | 283 | 492 | 29 | 76 | 147 | 238 | 77 | 277 | 2 005 |
| | | | | | | | | | | | |
| Total | 35 307 | 55 547 | 27 168 | 39 843 | 4 532 | 11 307 | 16 167 | 28 792 | 6 479 | 17 125 | 242 267 |

Tableau 3a. - Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 1999

| | Femmes | | | Hommes | | | Total |
|----------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | Ouvriers | Employés | Fonctionnaires | Ouvriers | Employés | Fonctionnaires | |
| <i>U.E.</i> | | | | | | | |
| Allemagne | 317 | 1 043 | 9 | 515 | 1 339 | 7 | 3 230 |
| Autriche | 23 | 60 | - | 66 | 68 | - | 217 |
| Belgique | 301 | 1 849 | 2 | 667 | 2 815 | 6 | 5 640 |
| Danemark | 17 | 157 | - | 16 | 257 | - | 447 |
| Espagne | 166 | 235 | - | 299 | 156 | 5 | 861 |
| Finlande | 1 | 60 | - | 7 | 49 | - | 117 |
| France | 1 028 | 2 150 | 2 | 1 984 | 2 230 | 10 | 7 404 |
| Grande-Bretagne | 29 | 406 | - | 109 | 822 | - | 1 366 |
| Grèce | 6 | 55 | - | 24 | 63 | 1 | 149 |
| Irlande | 5 | 133 | - | 17 | 132 | 1 | 288 |
| Italie | 1 015 | 1 491 | 2 | 2 437 | 1 557 | 15 | 6 517 |
| Luxembourg | 6 962 | 21 571 | 5 560 | 18 491 | 21 512 | 15 182 | 89 278 |
| Pays-Bas | 131 | 318 | 1 | 405 | 515 | 1 | 1 371 |
| Portugal | 10 179 | 1 833 | 4 | 15 911 | 1 110 | 4 | 29 041 |
| Suède | 6 | 115 | - | 7 | 190 | - | 318 |
| Total 1 | 20 186 | 31 476 | 5 580 | 40 955 | 32 815 | 15 232 | 146 244 |
| <i>Non - U.E.</i> | | | | | | | |
| Bosnie-Herzégovine | 348 | 55 | - | 522 | 34 | - | 959 |
| Cap Vert | 375 | 25 | - | 341 | 6 | - | 747 |
| Chine | 49 | 11 | - | 135 | 41 | - | 236 |
| Croatie | 37 | 12 | - | 86 | 11 | 1 | 147 |
| Etats-Unis | 5 | 100 | - | 25 | 175 | 1 | 306 |
| Islande | 2 | 35 | - | 3 | 66 | - | 106 |
| Japon | 2 | 22 | - | 3 | 93 | - | 120 |
| Norvège | 1 | 20 | - | 1 | 36 | - | 58 |
| Pologne | 53 | 54 | - | 83 | 49 | 1 | 240 |
| Roumanie | 32 | 41 | - | 36 | 29 | - | 138 |
| Suisse | 7 | 47 | 1 | 12 | 99 | - | 166 |
| Yougoslavie | 382 | 87 | - | 910 | 68 | - | 1 447 |
| Autres | 385 | 262 | - | 534 | 391 | 1 | 1 573 |
| Total 2 | 1 678 | 771 | 1 | 2 691 | 1 098 | 4 | 6 243 |
| Total général | 21 864 | 32 247 | 5 581 | 43 646 | 33 913 | 15 236 | 152 487 |

Partie statistique

Tableau 3b. - Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 2000

| | Femmes | | | Hommes | | | Total |
|----------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | Ouvriers | Employés | Fonctionnaires | Ouvriers | Employés | Fonctionnaires | |
| <i>U.E.</i> | | | | | | | |
| Allemagne | 310 | 1 111 | 12 | 527 | 1 372 | 11 | 3 343 |
| Autriche | 28 | 62 | - | 70 | 82 | - | 242 |
| Belgique | 323 | 1 976 | 5 | 701 | 3 050 | 8 | 6 063 |
| Danemark | 18 | 171 | - | 16 | 277 | - | 482 |
| Espagne | 162 | 279 | - | 288 | 192 | 6 | 927 |
| Finlande | - | 75 | - | 7 | 58 | - | 140 |
| France | 1 119 | 2 470 | 7 | 2 055 | 2 663 | 9 | 8 323 |
| Grande-Bretagne | 28 | 405 | - | 115 | 901 | - | 1 449 |
| Grèce | 7 | 66 | - | 23 | 80 | 1 | 177 |
| Irlande | 4 | 150 | - | 17 | 149 | 1 | 321 |
| Italie | 1 003 | 1 562 | 4 | 2 420 | 1 674 | 18 | 6 681 |
| Luxembourg | 7 114 | 22 302 | 5 891 | 18 346 | 21 828 | 15 373 | 90 854 |
| Pays-Bas | 126 | 338 | 1 | 395 | 584 | 1 | 1 445 |
| Portugal | 10 466 | 2 030 | 5 | 16 387 | 1 244 | 12 | 30 144 |
| Suède | 5 | 132 | - | 8 | 202 | - | 347 |
| Total 1 | 20 713 | 33 129 | 5 925 | 41 375 | 34 356 | 15 440 | 150 938 |
| <i>Non - U.E.</i> | | | | | | | |
| Bosnie-Herzégovine | 381 | 65 | - | 569 | 37 | - | 1 052 |
| Cap Vert | 401 | 30 | - | 365 | 6 | - | 802 |
| Chine | 66 | 14 | - | 140 | 44 | - | 264 |
| Croatie | 46 | 12 | - | 104 | 22 | 1 | 185 |
| Etats-Unis | 10 | 96 | - | 23 | 181 | - | 310 |
| Islande | 1 | 29 | - | 2 | 69 | - | 101 |
| Japon | - | 28 | - | 5 | 92 | - | 125 |
| Norvège | 2 | 20 | - | - | 35 | - | 57 |
| Pologne | 56 | 58 | - | 80 | 51 | 1 | 246 |
| Roumanie | 37 | 44 | - | 35 | 34 | - | 150 |
| Suisse | 9 | 44 | 1 | 13 | 105 | - | 172 |
| Yougoslavie | 429 | 101 | - | 1 134 | 76 | - | 1 740 |
| Autres | 432 | 296 | - | 597 | 397 | 1 | 1 723 |
| Total 2 | 1 870 | 837 | 1 | 3 067 | 1 149 | 3 | 6 927 |
| Total général | 22 583 | 33 966 | 5 926 | 44 442 | 35 505 | 15 443 | 157 865 |

TRANSFERTS A L'ETRANGER

Partie descriptive et partie statistique

Sommaire

| <i>Partie descriptive</i> | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| 1. Introduction | 383 |
| 2. Les conventions de sécurité sociale | 383 |
| 3. Particularités des transferts à l'étranger | 384 |
| 4. Evolution des montants exportés | 385 |
| <i>Partie statistique</i> | |
| 1. Caisses de pension du régime contributif | |
| Tableau 1.1. Répartition des pensions par pays de résidence en décembre 1999 | 387 |
| Tableau 1.2. Evolution du nombre de pensions transférées à l'étranger | 387 |
| Tableau 1.3. Répartition des pensions par nationalité du bénéficiaire en décembre 1999 | 388 |
| Tableau 1.4. Proportion en pourcent des pensions en cours relevant de l'assurance migratoire internationale | 389 |
| Tableau 1.5. Pensions transférées à l'étranger en 1999 | 390 |
| Tableau 1.6. Evolution des pensions transférées à l'étranger | 390 |
| 2. Associations d'assurance contre les accidents | |
| Tableau 2.1. Répartition des rentes et rachats de rentes par pays de résidence | 391 |
| 3. Caisse nationale des prestations familiales | |
| Tableau 3.1. Evolution du nombre des allocations familiales transférées à l'étranger | 392 |
| Tableau 3.2. Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger: nombre des familles attributaires | 392 |
| Graphique 3.1. Evolution des allocations familiales transférées dans les principaux pays: nombre de familles | 393 |
| Tableau 3.3. Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger: nombre des enfants bénéficiaires | 393 |
| Tableau 3.4. Composition des familles attributaires au 31 décembre 1999 suivant le pays de destination | 394 |
| Tableau 3.5. Evolution des allocations familiales transférées dans les principaux pays | 394 |
| Graphique 3.2. Evolution du montant des allocations familiales transférées dans les principaux pays | 395 |
| Tableau 3.6. Nombre d'indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger au 31 décembre 1999 | 395 |
| Tableau 3.7. Nombre d'allocations d'éducation transférées à l'étranger au 31 décembre 1999 | 395 |
| Tableau 3.8. Indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger | 395 |
| 4. Récapitulation des principales catégories de prestations | |
| Tableau 4.1. Transferts aux non-résidents d'après les différentes gestions | 396 |
| Adresses utiles | 397 |

1. Introduction

Les migrations des personnes ne constituent pas un phénomène récent, mais les courants migratoires ont connu des changements profonds depuis les dernières décennies sous l'impulsion du développement des moyens de transports modernes. Le principe de la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux ancré dans les Traités de Rome et de Maastricht, accompagné par des instruments garantissant en matière de sécurité sociale des droits acquis, a favorisé leur mobilité.

Autrefois, les personnes qui se déplaçaient dans un autre pays pour des raisons de travail ou de loisirs, cessaient d'être protégées par la sécurité sociale de leur pays d'origine. Progressivement des accords bilatéraux et multilatéraux ont été conclus entre les pays avec comme finalité de garantir une protection complète et continue aux personnes se rendant à l'étranger.¹⁾

Les conventions internationales se sont assigné pour but de coordonner les législations nationales tout en éliminant les obstacles que pourrait rencontrer leur application. Le Luxembourg adhère à des conventions multilatérales conclues entre plusieurs pays, notamment au règlement (CEE) numéro 1408/71 applicable aux personnes qui se déplacent à l'intérieur de l'Union Européenne; il a conclu des conventions bilatérales avec les pays lorsque les fréquents déplacements des ressortissants des deux pays ont rendu nécessaire qu'un mécanisme de coordination des législations soit élaboré.

En principe, les travailleurs ne sont soumis qu'à la législation d'un seul Etat membre. La législation applicable, dite compétente, est celle du lieu de travail. Les conventions garantissent aux personnes qui se déplacent, une protection en vertu d'une législation nationale déterminée d'avance et celles-ci bénéficient des prestations de sécurité sociale dans les mêmes conditions que les nationaux du pays d'accueil. Lorsque le droit aux prestations est subordonné à l'accomplissement d'un stage, il est tenu compte des périodes effectuées dans l'autre pays lié par la convention. Le droit à des prestations immédiates ou futures acquis dans un pays est conservé au travailleur migrant dans un autre pays et les prestations ne peuvent ni être réduites, ni suspendues, ni annulées du fait que les personnes résident sur le territoire de l'autre Etat contractant.

2. Les conventions de sécurité sociale

Le Luxembourg adhère à diverses conventions multilatérales et bilatérales réglant des problèmes communs de sécurité sociale.

a) La sécurité sociale des travailleurs qui se déplacent en Europe

Le règlement (CEE) numéro 1408 du 14 juin 1971 et les dispositions d'application du règlement (CEE) numéro 574 du 21 mars 1972 établissent un mécanisme de coordination entre les différents régimes nationaux des pays membres de l'Union Européenne. La réglementation communautaire s'applique en particulier aux travailleurs salariés et non salariés qui sont ou ont été soumis à la législation de l'un ou de plusieurs Etats membres et qui sont des ressortissants de l'un des Etats membres ou bien des apatrides ou des réfugiés résidant sur le territoire d'un des Etats membres, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants. Elle vise les prestations de maladie et de maternité, les prestations

1) *Aperçu sur la législation de la sécurité sociale au G. D. de Luxembourg, chapitres 19 à 21, IGSS 1999*

d'invalidité, de vieillesse et de survivants, les prestations d'accidents de travail et de maladie professionnelle, les allocations de décès, les prestations de chômage et les prestations familiales. L'Union Européenne, ses Etats membres ainsi que l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suède et la Suisse ont conclu l'Accord sur l'espace économique européen qui a été signé le 2 mai 1992. Par suite de la non-ratification de l'accord par la Suisse et depuis l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union Européenne, l'accord s'applique à l'Islande, à la Norvège et au Liechtenstein. L'accord prévoit que les parties contractantes assurent aux travailleurs, pour l'ouverture, le maintien du droit et pour le calcul des prestations, la totalisation de toutes les périodes prises en considération dans les diverses législations nationales. Les pays cités sont inclus dans la coordination des régimes de sécurité sociale établie par le règlement (CEE) 1408/71.

b) Les autres conventions multilatérales de sécurité sociale

Les accords intérimaires européens, la convention européenne de sécurité sociale et l'accord complémentaire pour l'application de la convention européenne sont des instruments négociés dans le cadre du Conseil de l'Europe. Le secteur des transports est réglé en particulier par l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans et la convention européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux.

c) Les conventions bilatérales

A côté des accords bilatéraux qui existaient entre les pays avant l'entrée en vigueur des règlements communautaires et maintenus moyennant inscription à l'annexe de ces mêmes règlements, le Luxembourg est lié par des conventions avec les pays suivants: Brésil, Cap-Vert, Etats-Unis d'Amérique, Suisse, Tunisie, Canada et Québec. La convention avec la Yougoslavie a été reprise pour les relations avec les nouvelles Républiques issues de l'ex-Yougoslavie. Certaines conventions prévoient des dispositions particulières en ce qui concerne soit le champ d'application personnel soit le champ d'application matériel.

3. Particularités des transferts à l'étranger

L'analyse sur l'emploi exposée au chapitre 7 décrit les caractéristiques de la composition et de l'évolution des forces de travail dans notre pays. Si le rythme d'expansion de l'économie a dépassé celui de la démographie au cours des cinquante dernières années, le déficit n'a pu être comblé que grâce à l'apport fourni par la main-d'oeuvre étrangère. La constance du phénomène se reflète particulièrement à l'examen des tableaux afférents aux pensions virées à l'étranger, étant donné que ces pensions sont échues un certain temps après l'accomplissement des périodes actives. Le nombre et surtout le montant de ces pensions accusent une tendance croissante. Il est utile de préciser encore que ces pensions correspondent uniquement aux périodes d'assurance qui ont été accomplies dans le cadre de l'affiliation à un régime luxembourgeois; elles ne sont donc souvent que des pensions partielles auxquelles se joignent les parts de pension déterminées par application des législations des autres pays dans lesquels l'assuré a poursuivi une activité professionnelle.

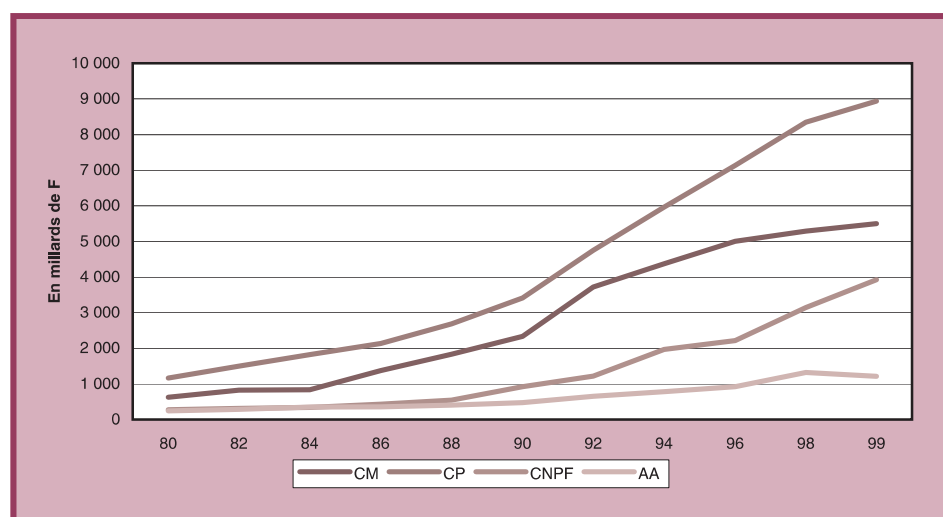
Les dispositions conventionnelles règlent aussi le service des allocations familiales à l'étranger. Les conventions bilatérales prévoient parfois des montants forfaitaires adaptés au niveau de vie du pays de résidence. Le règlement (CEE) numéro 1408/71 quant à lui permet aux travailleurs soumis à la législation d'un Etat membre de bénéficier du droit aux allocations familiales prévues par cet Etat pour leurs enfants qui résident sur le territoire d'un autre Etat. Lorsque des allocations sont prévues par la législation du pays de résidence des enfants, le droit aux allocations dues en vertu de la législation du pays de travail est suspendu jusqu'à

concurrence de ce montant. Eventuellement un complément est dû, qui pour des raisons techniques, n'est cependant pas inclu dans les tableaux suivants sur les transferts à l'étranger. Les transferts à l'étranger découlant de ces dispositions bénéficient plus fréquemment aux familles des travailleurs frontaliers de plus en plus nombreux, et continuent à croître au rythme de la conjoncture et du niveau divergent du taux des prestations inscrit dans les législations du pays de l'emploi par rapport au pays de résidence.

En ce qui concerne les prestations de maladie et des accidents de travail, les travailleurs qui résident ou séjournent sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat compétent, bénéficient des prestations en nature servies à charge de l'institution compétente par l'institution du lieu de résidence ou de séjour suivant la législation que cette dernière applique. Les frais médicaux sont pris en charge aux taux et tarifs applicables aux assurés sociaux sur présentation d'une attestation certifiant le droit aux prestations documentée par un formulaire délivré par l'institution compétente du lieu de travail.

4. Evolution des montants exportés

Graphique 1. - Evolution des transferts aux non-résidents
Répartition par branche 1980 à 1999



L'observation porte uniquement sur les flux de prestations vers les pays étrangers négligeant les prestations versées à l'intérieur du pays mais dont les bénéficiaires sont des ressortissants étrangers.

Les prestations exportées portent surtout sur les quatre branches de la sécurité sociale à savoir, l'assurance maladie, le régime contributif de l'assurance pension, l'assurance contre les accidents et les prestations familiales. L'évolution et la situation des prestations servies à l'étranger sont comparées à l'ensemble des prestations servies par les quatre branches, mais l'augmentation serait encore plus marquante si le rapport pouvait être calculé à partir des prestations versées aux personnes travaillant ou ayant travaillé dans le secteur privé caractérisé par une plus grande mobilité des travailleurs. Le volume des transferts augmente continuellement tant en valeur absolue qu'en valeur relative des prestations totales servies. Le graphique illustre le phénomène des transferts qui continue à s'amplifier au cours des dernières années, puisque les montants transférés qui étaient encore de 7,1 milliards de francs en 1990, sont passés à 19,7 milliards de francs en 1999.

Partie descriptive

Tableau 1. - Evolution des transferts à l'étranger
(en millions de francs)

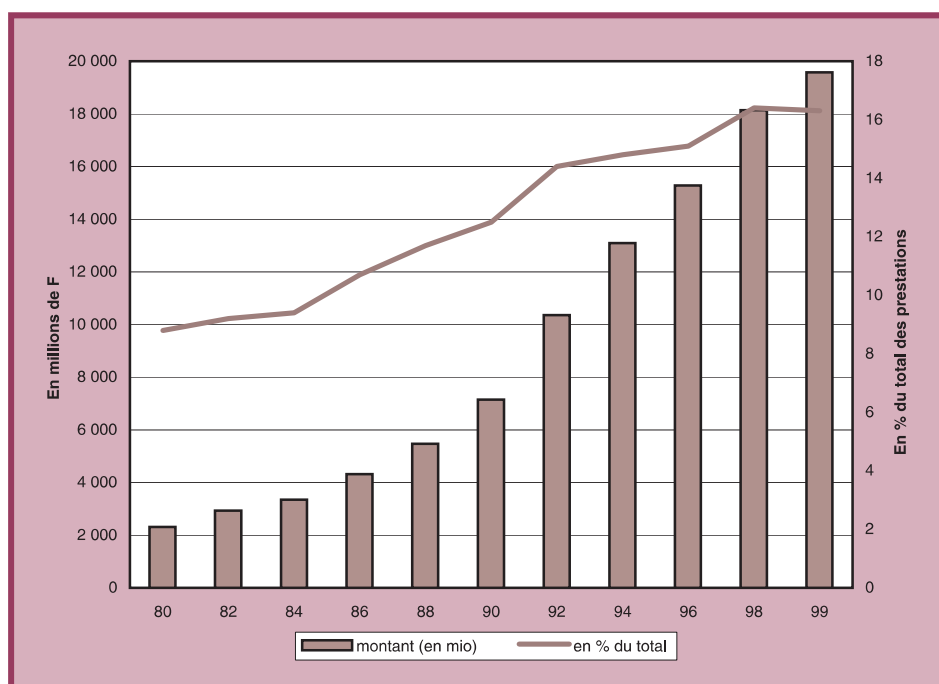
| Année | Caisses de maladie | Caisses de pension | Caisse nationale des prestations familiales | Assurances accidents | Total |
|-------|--------------------|--------------------|---|----------------------|--------|
| 1980 | 633 | 1 164 | 275 | 243 | 2 315 |
| 1985 | 1 046 | 1 965 | 358 | 370 | 3 739 |
| 1990 | 2 333 | 3 414 | 923 | 477 | 7 146 |
| 1995 | 4 987 | 6 681 | 2 117 | 880 | 14 665 |
| 1998 | 5 288 | 8 347 | 3 148 | 1 323 | 18 144 |
| 1999* | 5 500 | 8 944 | 3 925 | 1 211 | 19 580 |

* Provisoire

Pour toutes les branches la part des prestations exportées par rapport au total des prestations augmente en 1998 (graphique 2). Après un léger ralentissement du rythme d'augmentation observé en 1996 et en 1997, la progression reste toujours remarquable. Le montant global exporté absorbe 16,3% en 1999 des prestations pour les quatre branches contre seulement 12,5% du total en 1990.

Les prestations transférées pour la maladie, les pensions et les allocations familiales augmentent tout au long de la période et se situent dans une fourchette de 14,5 à 23,4% en 1999. Pour le régime des accidents de travail, les prestations servies à l'étranger restent faibles en valeur absolue, même si elles passent de 477 millions de francs à 1 211 millions de francs entre 1990 et 1999; par contre elles atteignent actuellement la plus forte proportion avec plus de 23,4% des prestations exportées. L'expansion de l'emploi frontalier y a sûrement contribué, ce d'autant plus que le régime indemnise aussi l'accident de trajet survenu sur le parcours normal et direct pour aller au lieu de travail et en revenir.

Graphique 2. - Transferts aux non-résidents de 1980 à 1999
Montant total et montant en % des prestations des 4 branches de sécurité sociale



Section 1 - Caisses de pension du régime contributif

Tableau 1.1. - Répartition des pensions par pays de résidence en décembre 1999
(sans les avances)

| Pays de résidence | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | TOTAL | |
|--------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|----------------|---------------|
| | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total | Nombre | En % du total |
| Luxembourg | 38 039 | 54,3 | 17 153 | 83,2 | 7 815 | 94,3 | 6 702 | 98,8 | 69 709 | 66,0 |
| Autres pays de l'UE | 31 268 | 44,7 | 3 312 | 16,1 | 438 | 5,3 | 79 | 1,2 | 35 097 | 33,2 |
| Allemagne | 7 210 | 10,3 | 770 | 3,7 | 74 | 0,9 | 10 | 0,1 | 8 064 | 7,6 |
| Autriche | 65 | 0,1 | 23 | 0,1 | 3 | 0,0 | | | 91 | 0,1 |
| Belgique | 4 608 | 6,6 | 1 267 | 6,1 | 98 | 1,2 | 40 | 0,6 | 6 013 | 5,7 |
| Danemark | 4 | 0,0 | 5 | 0,0 | 1 | 0,0 | | | 10 | 0,0 |
| Espagne | 1 088 | 1,6 | 35 | 0,2 | 17 | 0,2 | | | 1 140 | 1,1 |
| Finlande | | | 1 | 0,0 | | | | | 1 | 0,0 |
| France | 4 663 | 6,7 | 960 | 4,7 | 118 | 1,4 | 7 | 0,1 | 5 748 | 5,4 |
| Grèce | 11 | 0,0 | 2 | 0,0 | 2 | 0,0 | | | 15 | 0,0 |
| Irlande | 1 | 0,0 | 1 | 0,0 | | | | | 2 | 0,0 |
| Italie | 9 157 | 13,1 | 81 | 0,4 | 65 | 0,8 | | | 9 303 | 8,8 |
| Pays-Bas | 138 | 0,2 | 70 | 0,3 | 32 | 0,4 | 22 | 0,3 | 262 | 0,2 |
| Portugal | 4 304 | 6,1 | 16 | 0,1 | 26 | 0,3 | | | 4 346 | 4,1 |
| Royaume-Uni | 18 | 0,0 | 72 | 0,3 | 2 | 0,0 | | | 92 | 0,1 |
| Suède | 1 | 0,0 | 9 | 0,0 | | | | | 10 | 0,0 |
| Autres pays liés par des conventions | 578 | 0,8 | 131 | 0,6 | 19 | 0,2 | 1 | 0,0 | 729 | 0,7 |
| Brésil | 11 | 0,0 | 13 | 0,1 | | | | | 24 | 0,0 |
| Canada | 274 | 0,4 | 18 | 0,1 | 3 | 0,0 | 1 | 0,0 | 296 | 0,3 |
| Cap Vert | 73 | 0,1 | | | | | | | 73 | 0,1 |
| Ex-Yougoslavie | 65 | 0,1 | 2 | 0,0 | 3 | 0,0 | | | 70 | 0,1 |
| Islande | | | 5 | 0,0 | | | | | 5 | 0,0 |
| Norvège | | | 1 | 0,0 | | | | | 1 | 0,0 |
| Suisse | 49 | 0,1 | 65 | 0,3 | 7 | 0,1 | | | 121 | 0,1 |
| Tunisie | 1 | 0,0 | | | | | | | 1 | 0,0 |
| U.S.A. | 105 | 0,2 | 27 | 0,1 | 6 | 0,1 | | | 138 | 0,1 |
| Autres pays | 112 | 0,2 | 25 | 0,1 | 11 | 0,1 | | | 148 | 0,1 |
| Total | 69 997 | 100,0 | 20 621 | 100,0 | 8 283 | 100,0 | 6 782 | 100,0 | 105 683 | 100,0 |

Tableau 1.2. - Evolution du nombre de pensions transférées à l'étranger
(sans les avances, mois de décembre)

| Année | Pays de la UE | | | | | | Autres pays | Total des transferts | En % du nombre total des pensions |
|-------|---------------|----------|--------|--------|----------|--------|-------------|----------------------|-----------------------------------|
| | Allemagne | Belgique | France | Italie | Portugal | Autres | | | |
| 1985 | 3 327 | 2 912 | 1 869 | 6 126 | 1 062 | 322 | 293 | 15 911 | 22,1% |
| 1986 | 3 549 | 3 087 | 2 058 | 6 317 | 1 223 | 363 | 279 | 16 876 | 23,1% |
| 1987 | 3 767 | 3 274 | 2 223 | 6 459 | 1 338 | 406 | 333 | 17 800 | 23,9% |
| 1988 | 3 991 | 3 388 | 2 334 | 6 612 | 1 469 | 437 | 340 | 18 571 | 24,8% |
| 1989 | 4 314 | 3 643 | 2 554 | 6 744 | 1 680 | 512 | 386 | 19 833 | 25,6% |
| 1990 | 4 580 | 3 784 | 2 768 | 6 824 | 2 101 | 586 | 411 | 21 054 | 26,6% |
| 1991 | 4 970 | 4 007 | 3 028 | 7 078 | 2 361 | 665 | 451 | 22 560 | 27,0% |
| 1992 | 5 390 | 4 340 | 3 349 | 7 395 | 2 688 | 775 | 466 | 24 403 | 28,0% |
| 1993 | 5 731 | 4 643 | 3 619 | 7 603 | 2 931 | 854 | 534 | 25 915 | 28,6% |
| 1994 | 6 218 | 4 929 | 3 985 | 7 927 | 3 144 | 947 | 613 | 27 763 | 29,5% |
| 1995 | 6 668 | 5 227 | 4 329 | 8 306 | 3 390 | 1 116 | 631 | 29 667 | 30,5% |
| 1996 | 7 031 | 5 471 | 4 698 | 8 594 | 3 663 | 1 264 | 724 | 31 445 | 31,4% |
| 1997 | 7 438 | 5 700 | 5 101 | 8 785 | 3 921 | 1 378 | 792 | 33 115 | 32,3% |
| 1998 | 7 758 | 5 864 | 5 426 | 9 062 | 4 143 | 1 491 | 852 | 34 596 | 33,2% |
| 1999 | 8 064 | 6 013 | 5 748 | 9 303 | 4 346 | 1 623 | 877 | 35 974 | 34,0% |

Partie statistique

Tableau 1.3. - Répartition des pensions par nationalité du bénéficiaire en décembre 1999
(sans les avances)

| Nationalité | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | TOTAL | |
|---|---------------|------------------------------|---------------|------------------------------|--------------|------------------------------|--------------|------------------------------|----------------|------------------------------|
| | Nombre | Dont Résidence au Lux. | Nombre | Dont Résidence au Lux. | Nombre | Dont Résidence au Lux. | Nombre | Dont Résidence au Lux. | Nombre | Dont Résidence au Lux. |
| <i>Luxembourg</i> | 28 315 | 27 360 | 15 644 | 15 230 | 6 963 | 6 847 | 6 544 | 6 516 | 57 466 | 55 953 |
| <i>Autres pays de l'UE</i> | 40 397 | 9 933 | 4 731 | 1 780 | 1 213 | 884 | 234 | 182 | 46 575 | 12 779 |
| Allemagne | 7 753 | 925 | 1 007 | 348 | 169 | 125 | 23 | 16 | 8 952 | 1 414 |
| Autriche | 114 | 39 | 30 | 10 | 17 | 12 | 3 | 3 | 164 | 64 |
| Belgique | 4 598 | 681 | 1 602 | 458 | 221 | 153 | 67 | 43 | 6 488 | 1 335 |
| Danemark | 11 | 7 | 19 | 10 | 1 | | | | 31 | 17 |
| Espagne | 1 323 | 241 | 24 | 15 | 5 | 2 | | | 1 352 | 258 |
| Finlande | | | 2 | 2 | | | | | 2 | 2 |
| France | 4 872 | 963 | 1 282 | 472 | 292 | 216 | 15 | 14 | 6 461 | 1 665 |
| Grèce | 24 | 12 | 9 | 6 | 1 | | | | 34 | 18 |
| Irlande | 2 | 1 | 9 | 4 | 1 | 1 | | | 12 | 6 |
| Italie | 13 591 | 3 499 | 369 | 276 | 334 | 261 | 4 | 4 | 14 298 | 4 040 |
| Pays-Bas | 254 | 128 | 189 | 88 | 81 | 47 | 121 | 101 | 645 | 364 |
| Portugal | 7 833 | 3 431 | 63 | 52 | 83 | 61 | 1 | 1 | 7 980 | 3 545 |
| Royaume-Uni | 18 | 6 | 117 | 37 | 8 | 6 | | | 143 | 49 |
| Suède | 4 | | 9 | 2 | | | | | 13 | 2 |
| <i>Apatrides/réfugiés</i> | 101 | 89 | 20 | 16 | 12 | 12 | | | 133 | 117 |
| <i>Autres pays liés par des conventions</i> | 722 | 388 | 146 | 80 | 52 | 39 | 2 | 2 | 922 | 509 |
| Brésil | 7 | 1 | 4 | 1 | | | | | 11 | 2 |
| Canada | 85 | 1 | 9 | 2 | 2 | 1 | | | 96 | 4 |
| Cap Vert | 129 | 83 | | | | | | | 129 | 83 |
| Ex-Yougoslavie | 383 | 263 | 8 | 4 | 13 | 10 | | | 404 | 277 |
| Islande | | | 16 | 11 | | | | | 16 | 11 |
| Norvège | 1 | | 7 | 5 | | | | | 8 | 5 |
| Suisse | 49 | 23 | 56 | 30 | 25 | 20 | 2 | 2 | 132 | 75 |
| Tunisie | 3 | 2 | | | | | | | 3 | 2 |
| U.S.A. | 65 | 15 | 46 | 27 | 12 | 8 | | | 123 | 50 |
| <i>Autres pays</i> | 368 | 183 | 70 | 39 | 39 | 29 | 2 | 2 | 479 | 253 |
| <i>Indéterminés</i> | 94 | 86 | 10 | 8 | 4 | 4 | | | 108 | 98 |
| Total | 69 997 | 38 039 | 20 621 | 17 153 | 8 283 | 7 815 | 6 782 | 6 702 | 105 683 | 69 709 |

Tableau 1.4. - Proportion en pourcent des pensions en cours relevant de l'assurance migratoire internationale
(mois de décembre - sans les avances)

| Année | Pension personnelle | | Pension du conjoint | | Pension d'orphelin | | Total | | Tous |
|-------|---------------------|--------|---------------------|--------|--------------------|--------|--------|--------|------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | |
| AVI | | | | | | | | | |
| 1985 | 47,8 | 20,0 | 39,2 | | - | | - | | |
| 1990 | 48,6 | 24,5 | 42,7 | | - | | - | | |
| 1995 | 52,1 | 31,3 | 42,0 | 46,8 | 19,7 | 22,3 | 51,3 | 41,0 | 46,6 |
| 1996 | 53,4 | 32,7 | 41,7 | 47,8 | 19,2 | 21,2 | 52,6 | 42,0 | 47,8 |
| 1997 | 54,7 | 34,0 | 38,8 | 48,6 | 20,3 | 22,0 | 53,9 | 43,0 | 49,0 |
| 1998 | 56,2 | 35,8 | 40,0 | 49,8 | 21,0 | 21,5 | 55,4 | 44,3 | 50,4 |
| 1999 | 57,4 | 37,4 | 41,3 | 51,1 | 20,8 | 20,4 | 56,6 | 45,6 | 51,6 |
| CPEP | | | | | | | | | |
| 1985 | 21,0 | 10,8 | 18,7 | | - | | - | | |
| 1990 | 22,5 | 12,5 | 20,6 | | - | | - | | |
| 1995 | 22,3 | 15,8 | 19,7 | 21,9 | 16,5 | 17,6 | 22,1 | 19,0 | 20,6 |
| 1996 | 23,4 | 16,9 | 23,0 | 22,6 | 16,1 | 17,1 | 23,2 | 19,8 | 21,6 |
| 1997 | 24,8 | 17,7 | 19,6 | 23,3 | 15,2 | 16,5 | 24,5 | 20,5 | 22,6 |
| 1998 | 25,8 | 18,3 | 18,3 | 23,9 | 16,7 | 17,0 | 25,5 | 21,1 | 23,4 |
| 1999 | 27,1 | 19,4 | 22,1 | 24,4 | 20,4 | 17,5 | 26,9 | 21,8 | 24,5 |
| CPACI | | | | | | | | | |
| 1985 | 7,2 | 2,2 | 5,4 | | - | | - | | |
| 1990 | 9,6 | 4,1 | 6,6 | | - | | - | | |
| 1995 | 11,3 | 6,2 | 9,3 | 6,9 | 10,1 | 8,0 | 11,2 | 6,6 | 8,3 |
| 1996 | 12,0 | 7,1 | 7,7 | 7,2 | 11,8 | 10,2 | 11,9 | 7,2 | 9,0 |
| 1997 | 13,2 | 7,6 | 6,4 | 7,7 | 11,1 | 10,8 | 13,0 | 7,7 | 9,8 |
| 1998 | 13,4 | 8,0 | 5,8 | 8,2 | 9,6 | 10,1 | 13,1 | 8,2 | 10,1 |
| 1999 | 14,2 | 8,3 | 8,1 | 8,9 | 10,6 | 12,4 | 14,0 | 8,7 | 10,8 |
| CPA | | | | | | | | | |
| 1985 | 1,2 | 0,5 | 0,8 | | - | | - | | |
| 1990 | 1,9 | 1,7 | 1,8 | | - | | - | | |
| 1995 | 3,3 | 2,4 | 0,7 | 1,8 | 2,2 | - | 3,1 | 2,2 | 2,5 |
| 1996 | 3,6 | 2,7 | - | 1,8 | 2,2 | - | 3,4 | 2,4 | 2,7 |
| 1997 | 3,7 | 2,7 | 1,2 | 1,9 | 2,3 | - | 3,5 | 2,4 | 2,8 |
| 1998 | 4,1 | 2,8 | 1,5 | 1,8 | 2,5 | - | 3,8 | 2,5 | 2,9 |
| 1999 | 4,3 | 3,0 | 2,0 | 1,5 | 2,4 | - | 4,0 | 2,5 | 3,0 |
| TOTAL | | | | | | | | | |
| 1995 | 41,8 | 20,3 | 20,5 | 36,5 | 17,5 | 19,1 | 41,1 | 29,6 | 35,4 |
| 1996 | 43,1 | 21,6 | 21,4 | 37,4 | 17,2 | 18,5 | 42,3 | 30,5 | 36,5 |
| 1997 | 44,4 | 22,6 | 20,2 | 38,3 | 17,7 | 18,9 | 43,6 | 31,4 | 37,7 |
| 1998 | 45,7 | 23,9 | 20,9 | 39,3 | 18,5 | 18,7 | 44,8 | 32,5 | 38,9 |
| 1999 | 46,8 | 25,2 | 22,9 | 40,4 | 19,3 | 18,2 | 45,9 | 33,6 | 40,0 |

Tableau 1.5. - Pensions transférées à l'étranger en 1999
(montant brut en millions de francs)

| Pays destinataire | AVI | | CPEP | | CPACI | | CPA | | TOTAL | |
|---|-----------------|---------------|-----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|-----------------|---------------|
| | Montant | En % du total | Montant | En % du total | Montant | En % du total | Montant | En % du total | Montant | En % du total |
| <i>Luxembourg</i> | 24 946,4 | 77,5% | 15 779,9 | 91,1% | 4 559,1 | 96,3% | 2 904,7 | 99,4% | 48 190,1 | 84,3% |
| <i>Pays UE</i> | 7 087,1 | 22,0% | 1 478,5 | 8,5% | 159,5 | 3,4% | 18,6 | 0,6% | 8 743,7 | 15,3% |
| Allemagne | 1 127,6 | 3,5% | 261,1 | 1,5% | 28,5 | 0,6% | 2,9 | 0,1% | 1 420,1 | 2,5% |
| Autriche | 11,8 | 0,0% | 8,7 | 0,1% | 0,8 | 0,0% | | | 21,3 | 0,0% |
| Belgique | 1 881,1 | 5,8% | 703,1 | 4,1% | 38,0 | 0,8% | 10,8 | 0,4% | 2 633,0 | 4,6% |
| Danemark | 0,7 | 0,0% | 1,5 | 0,0% | 0,3 | 0,0% | | | 2,5 | 0,0% |
| Espagne | 170,6 | 0,5% | 18,5 | 0,1% | 8,3 | 0,2% | | | 197,4 | 0,3% |
| France | 1 382,8 | 4,3% | 399,5 | 2,3% | 43,3 | 0,9% | 1,6 | 0,1% | 1 827,2 | 3,2% |
| Grèce | 2,7 | 0,0% | 0,7 | 0,0% | 0,7 | 0,0% | | | 4,1 | 0,0% |
| Irlande | 1,0 | 0,0% | 0,4 | 0,0% | | | | | 1,4 | 0,0% |
| Italie | 1 502,6 | 4,7% | 38,7 | 0,2% | 24,1 | 0,5% | | | 1 565,4 | 2,7% |
| Pays-Bas | 24,3 | 0,1% | 16,7 | 0,1% | 6,7 | 0,1% | 3,3 | 0,1% | 51,0 | 0,1% |
| Portugal | 976,2 | 3,0% | 8,6 | 0,0% | 8,2 | 0,2% | | | 993,0 | 1,7% |
| Royaume Uni | 5,6 | 0,0% | 18,4 | 0,1% | 0,6 | 0,0% | | | 24,6 | 0,0% |
| Suède | 0,1 | 0,0% | 2,6 | 0,0% | | | | | 2,7 | 0,0% |
| <i>Autres pays liés par des conventions</i> | 116,5 | 0,4% | 52,7 | 0,3% | 8,2 | 0,2% | 0,2 | 0,0% | 177,6 | 0,3% |
| Brésil | 3,8 | 0,0% | 8,6 | 0,0% | | | | | 12,4 | 0,0% |
| Canada | 40,9 | 0,1% | 4,6 | 0,0% | 0,7 | 0,0% | 0,2 | 0,0% | 46,4 | 0,1% |
| Cap Vert | 24,1 | 0,1% | 1,3 | 0,0% | | | | | 25,4 | 0,0% |
| Ex-Yougoslavie | 12,9 | 0,0% | 1,2 | 0,0% | 1,3 | 0,0% | | | 15,4 | 0,0% |
| Islande | | | 1,3 | 0,0% | | | | | 1,3 | 0,0% |
| Suisse | 9,3 | 0,0% | 22,5 | 0,1% | 3,9 | 0,1% | | | 35,7 | 0,1% |
| Tunisie | 0,5 | 0,0% | | | | | | | 0,5 | 0,0% |
| U.S.A. | 25,0 | 0,1% | 13,2 | 0,1% | 2,3 | 0,0% | | | 40,5 | 0,1% |
| <i>Autres pays</i> | 23,0 | 0,1% | 15,6 | 0,1% | 5,8 | 0,1% | | | 44,4 | 0,1% |
| Total | 32 173,0 | 100,0% | 17 326,7 | 100,0% | 4 732,6 | 100,0% | 2 923,5 | 100,0% | 57 155,8 | 100,0% |

Tableau 1.6. - Evolution des pensions transférées à l'étranger
(montant brut en millions de francs)

| Année | Pays de la UE | | | | | | Autres pays | Total des transferts | En % du montant total |
|--------------------|---------------|----------|--------|--------|----------|--------|-------------|----------------------|-----------------------|
| | Allemagne | Belgique | France | Italie | Portugal | Autres | | | |
| 1985 ¹⁾ | 311 | 585 | 263 | 578 | 104 | 37 | 45 | 1 923 | 12,0 |
| 1986 | 353 | 647 | 300 | 620 | 130 | 49 | 60 | 2 159 | 10,6 |
| 1987 | 386 | 706 | 342 | 671 | 157 | 57 | 66 | 2 385 | 10,9 |
| 1988 | 441 | 800 | 395 | 720 | 192 | 63 | 73 | 2 684 | 11,2 |
| 1989 | 499 | 913 | 453 | 787 | 243 | 78 | 86 | 3 059 | 11,6 |
| 1990 | 558 | 982 | 521 | 830 | 341 | 87 | 94 | 3 413 | 12,1 |
| 1991 | 692 | 1 243 | 667 | 1 001 | 412 | 116 | 120 | 4 251 | 12,3 |
| 1992 | 765 | 1 404 | 766 | 1 076 | 482 | 140 | 122 | 4 755 | 12,8 |
| 1993 | 863 | 1 606 | 892 | 1 152 | 547 | 147 | 147 | 5 353 | 13,0 |
| 1994 | 962 | 1 789 | 1 033 | 1 241 | 604 | 171 | 168 | 5 967 | 13,4 |
| 1995 | 1 080 | 2 015 | 1 189 | 1 334 | 686 | 206 | 171 | 6 681 | 13,9 |
| 1996 | 1 143 | 2 132 | 1 329 | 1 363 | 760 | 224 | 186 | 7 137 | 14,3 |
| 1997 | 1 270 | 2 367 | 1 552 | 1 464 | 861 | 258 | 206 | 7 978 | 14,9 |
| 1998 | 1 311 | 2 468 | 1 684 | 1 496 | 915 | 281 | 215 | 8 370 | 15,3 |
| 1999 | 1 420 | 2 633 | 1 827 | 1 565 | 993 | 306 | 222 | 8 966 | 15,7 |

¹⁾ CPACI et CPA non compris

Section 2 - Associations d'assurance contre les accidents

Tableau 2.1. - Répartition des rentes et rachats de rentes par pays de résidence

| Pays de résidence | Nombre | | | Montants (en mio.) | | |
|----------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------------|---------------|-----------------|
| | AAI | AAA | Total | AAI | AAA | Total |
| <i>Luxembourg</i> | 9 669 | 2 324 | 11 993 | 2 329,71 | 182,16 | 2 511,87 |
| <i>Autres pays de l'UE</i> | 5 074 | 23 | 5 097 | 1 192,97 | 3,30 | 1 196,27 |
| Allemagne | 639 | 6 | 645 | 156,68 | 0,63 | 157,31 |
| Autriche | 10 | - | 10 | 1,93 | - | 1,93 |
| Belgique | 1 092 | 7 | 1 099 | 293,92 | 0,71 | 294,63 |
| Danemark | 2 | - | 2 | 0,14 | - | 0,14 |
| Espagne | 78 | - | 78 | 16,91 | - | 16,91 |
| Finlande | - | - | - | - | - | - |
| France | 2 488 | 4 | 2 492 | 544,85 | 0,48 | 545,33 |
| Grèce | - | - | - | - | - | - |
| Irlande | - | - | - | - | - | - |
| Italie | 377 | - | 377 | 91,77 | - | 91,77 |
| Pays-Bas | 10 | 2 | 12 | 3,97 | 0,10 | 4,07 |
| Portugal | 376 | 4 | 380 | 82,54 | 1,38 | 83,92 |
| Royaume-Uni | 1 | - | 1 | 0,04 | - | 0,04 |
| Suède | 1 | - | 1 | 0,21 | - | 0,21 |
| <i>Autres pays</i> | 35 | 3 | 38 | 10,52 | 0,26 | 10,78 |
| Total | 14 778 | 2 350 | 17 128 | 3 533,20 | 185,72 | 3 718,92 |

Section 3 - Caisse nationale des prestations familiales

Tableau 3.1. - Evolution du nombre des allocations familiales transférées à l'étranger
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | Familles attributaires | Enfants bénéficiaires | | Nombre moyen d'enfants bénéficiaires par famille |
|-------|------------------------|-----------------------|---------------|---|
| | | Nombre | En % du total | |
| 1970 | 6 916 | 14 439 | 13,2 | 2,09 |
| 1975 | 9 117 | 18 391 | 16,2 | 2,02 |
| 1980 | 7 566 | 13 823 | 13,8 | 1,83 |
| 1981 | 7 283 | 13 134 | 13,2 | 1,80 |
| 1982 | 7 150 | 12 768 | 13,0 | 1,79 |
| 1983 | 6 995 | 12 224 | 12,7 | 1,75 |
| 1984 | 6 554 | 11 570 | 12,3 | 1,77 |
| 1985 | 6 484 | 11 498 | 12,3 | 1,77 |
| 1986 | 6 614 | 11 653 | 12,5 | 1,76 |
| 1987 | 7 191 | 12 672 | 13,5 | 1,77 |
| 1988 | 7 749 | 13 629 | 14,3 | 1,76 |
| 1989 | 8 796 | 15 596 | 15,8 | 1,77 |
| 1990 | 9 689 | 17 041 | 16,9 | 1,76 |
| 1991 | 10 630 | 18 688 | 17,7 | 1,76 |
| 1992 | 11 048 | 19 432 | 17,9 | 1,76 |
| 1993 | 12 217 | 21 232 | 18,7 | 1,74 |
| 1994 | 14 006 | 24 181 | 20,2 | 1,73 |
| 1995 | 15 611 | 26 884 | 21,5 | 1,72 |
| 1996 | 16 935 | 29 089 | 22,4 | 1,72 |
| 1997 | 18 079 | 31 107 | 23,2 | 1,72 |
| 1998 | 20 045 | 34 666 | 24,7 | 1,73 |
| 1999 | 21 678 | 37 414 | 25,9 | 1,73 |

Tableau 3.2. - Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger: nombre des familles attributaires
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | Allemagne | Belgique | France | Italie | Portugal | Autres pays UE | Autres | Total |
|-------|-----------|----------|--------|--------|----------|-------------------|--------|--------|
| 1970 | 862 | 2 212 | 927 | 615 | 1 893 | 407 | - | 6 916 |
| 1975 | 889 | 2 539 | 2 060 | 297 | 2 937 | 116 | 279 | 9 117 |
| 1980 | 660 | 2 285 | 2 389 | 176 | 1 808 | 51 | 197 | 7 566 |
| 1981 | 667 | 2 271 | 2 425 | 173 | 1 534 | 50 | 163 | 7 283 |
| 1982 | 685 | 2 316 | 2 422 | 154 | 1 367 | 52 | 154 | 7 150 |
| 1983 | 641 | 2 420 | 2 434 | 126 | 1 185 | 49 | 140 | 6 995 |
| 1984 | 707 | 2 291 | 2 394 | 93 | 809 | 35 | 225 | 6 554 |
| 1985 | 684 | 2 229 | 2 367 | 80 | 808 | 32 | 284 | 6 484 |
| 1986 | 765 | 2 337 | 2 477 | 76 | 818 | 34 | 107 | 6 614 |
| 1987 | 876 | 2 384 | 2 679 | 77 | 1 036 | 33 | 106 | 7 191 |
| 1988 | 959 | 2 453 | 3 082 | 83 | 1 019 | 32 | 121 | 7 749 |
| 1989 | 1 095 | 2 437 | 3 604 | 68 | 1 422 | 30 | 140 | 8 796 |
| 1990 | 1 149 | 2 473 | 4 343 | 69 | 1 497 | 28 | 130 | 9 689 |
| 1991 | 1 270 | 2 538 | 5 000 | 49 | 1 639 | 33 | 101 | 10 630 |
| 1992 | 1 361 | 2 652 | 5 541 | 45 | 1 352 | 31 | 66 | 11 048 |
| 1993 | 1 453 | 2 929 | 6 589 | 40 | 1 167 | 36 | 3 | 12 217 |
| 1994 | 1 753 | 3 312 | 7 694 | 42 | 1 140 | 63 | 2 | 14 006 |
| 1995 | 2 028 | 3 666 | 8 707 | 53 | 1 081 | 75 | 1 | 15 611 |
| 1996 | 2 172 | 3 967 | 9 618 | 46 | 1 057 | 75 | - | 16 935 |
| 1997 | 2 320 | 4 283 | 10 370 | 48 | 962 | 94 | 2 | 18 079 |
| 1998 | 2 595 | 4 609 | 11 710 | 67 | 950 | 113 | 1 | 20 045 |
| 1999 | 2 909 | 4 966 | 12 531 | 79 | 1 021 | 104 | 68 | 21 678 |

Graphique 3.1. - Evolution des allocations familiales transférées dans les principaux pays: nombre de familles
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

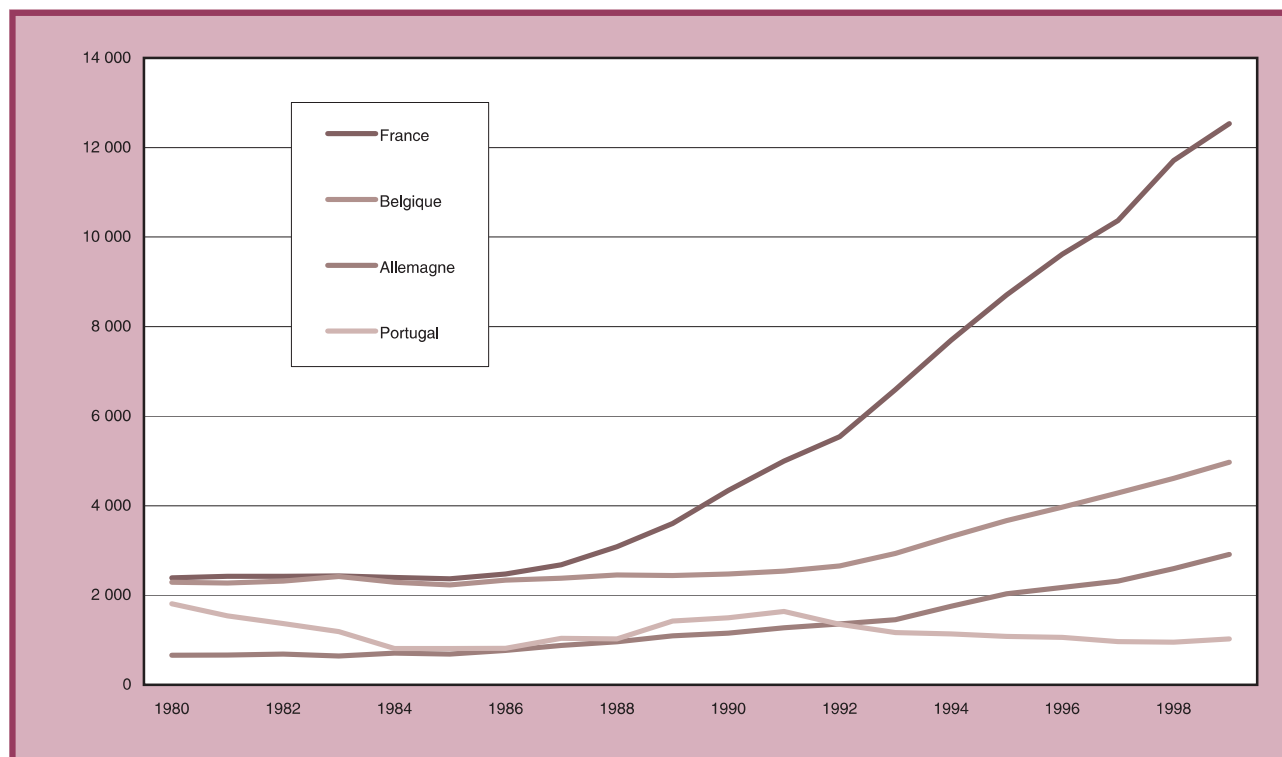


Tableau 3.3. - Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger: nombre des enfants bénéficiaires
(Situation au 31 décembre de chaque exercice)

| Année | Allemagne | Belgique | France | Italie | Portugal | Autres pays UE | Autres | Total |
|-------|-----------|----------|--------|--------|----------|----------------|--------|--------|
| 1970 | 1 844 | 4 439 | 1 512 | 1 272 | 4 425 | 947 | - | 14 439 |
| 1975 | 1 874 | 5 009 | 3 371 | 609 | 6 551 | 248 | 729 | 18 391 |
| 1980 | 1 254 | 4 285 | 3 802 | 342 | 3 496 | 102 | 542 | 13 823 |
| 1981 | 1 264 | 4 208 | 3 846 | 338 | 2 922 | 95 | 461 | 13 134 |
| 1982 | 1 277 | 4 307 | 3 849 | 294 | 2 520 | 100 | 421 | 12 768 |
| 1983 | 1 156 | 4 431 | 3 833 | 226 | 2 104 | 94 | 380 | 12 224 |
| 1984 | 1 267 | 4 238 | 3 833 | 176 | 1 446 | 68 | 542 | 11 570 |
| 1985 | 1 242 | 4 137 | 3 794 | 154 | 1 418 | 58 | 695 | 11 498 |
| 1986 | 1 382 | 4 333 | 4 022 | 140 | 1 423 | 56 | 297 | 11 653 |
| 1987 | 1 561 | 4 452 | 4 411 | 136 | 1 812 | 53 | 272 | 12 697 |
| 1988 | 1 701 | 4 556 | 5 089 | 134 | 1 785 | 51 | 313 | 13 629 |
| 1989 | 1 932 | 4 514 | 5 938 | 115 | 2 692 | 51 | 354 | 15 596 |
| 1990 | 2 056 | 4 558 | 7 090 | 110 | 2 888 | 44 | 295 | 17 041 |
| 1991 | 2 323 | 4 655 | 8 142 | 76 | 3 200 | 58 | 234 | 18 688 |
| 1992 | 2 527 | 4 843 | 9 147 | 74 | 2 642 | 57 | 142 | 19 432 |
| 1993 | 2 721 | 5 354 | 10 793 | 57 | 2 239 | 63 | 5 | 21 232 |
| 1994 | 3 239 | 6 123 | 12 478 | 63 | 2 151 | 120 | 7 | 24 181 |
| 1995 | 3 702 | 6 859 | 14 113 | 83 | 1 990 | 136 | 1 | 26 884 |
| 1996 | 3 953 | 7 446 | 15 537 | 76 | 1 930 | 147 | - | 29 089 |
| 1997 | 4 263 | 8 088 | 16 751 | 79 | 1 733 | 191 | 2 | 31 107 |
| 1998 | 4 786 | 8 884 | 18 984 | 120 | 1 668 | 223 | 1 | 34 666 |
| 1999 | 5 391 | 9 621 | 20 294 | 142 | 1 656 | 198 | 112 | 37 414 |

Partie statistique

Tableau 3.4. - Composition des familles attributaires au 31 décembre 1999 suivant le pays de destination

| Familles avec ... enfants | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | Total |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|------------|-----------|-----------|----------|----------|----------|---------------|
| <i>Luxembourg</i> | 26 483 | 24 267 | 7 860 | 1 576 | 281 | 62 | 9 | 1 | - | 1 | 60 540 |
| <i>Pays de l'UE</i> | 10 296 | 7 862 | 2 723 | 583 | 108 | 29 | 6 | 2 | 1 | - | 21 610 |
| Allemagne | 1 112 | 1 255 | 426 | 96 | 14 | 5 | 1 | - | - | - | 2 909 |
| Autriche | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Belgique | 1 760 | 2 097 | 840 | 216 | 39 | 11 | 2 | 1 | - | - | 4 966 |
| Danemark | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Espagne | 9 | 7 | - | 2 | - | - | - | - | - | - | 18 |
| France | 6 791 | 4 106 | 1 328 | 245 | 46 | 11 | 2 | 1 | 1 | - | 12 531 |
| Grèce | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Irlande | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Italie | 34 | 32 | 10 | 2 | - | 1 | - | - | - | - | 79 |
| Pays-Bas | 21 | 37 | 15 | 2 | 1 | - | - | - | - | - | 76 |
| Portugal | 563 | 324 | 104 | 20 | 8 | 1 | 1 | - | - | - | 1 021 |
| Royaume-Uni | 3 | 3 | - | - | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Suède | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| <i>Autres pays étrangers</i> | 41 | 18 | 5 | 2 | 1 | - | 1 | - | - | - | 68 |
| Total pays étrangers | 10 337 | 7 880 | 2 728 | 585 | 109 | 29 | 7 | 2 | 1 | 0 | 21 678 |
| Total | 36 820 | 32 147 | 10 588 | 2 161 | 390 | 91 | 16 | 3 | 1 | 1 | 82 218 |

Tableau 3.5. - Evolution des allocations familiales transférées *) dans les principaux pays
(en millions de francs)

| Année | Allemagne | Belgique | France | Italie | Portugal | Autres pays UE | Ex- Yougoslavie | Autres | Total | En % du total |
|-------|-----------|----------|----------|--------|----------|-------------------|--------------------|--------|----------|------------------|
| 1970 | 11,21 | 36,84 | 12,03 | 5,04 | 12,18 | 2,48 | - | - | 79,76 | 8,9 |
| 1975 | 29,13 | 68,48 | 43,87 | 7,11 | 25,34 | 0,96 | 6,45 | 0,01 | 181,35 | 12,2 |
| 1980 | 36,65 | 110,99 | 87,66 | 8,39 | 22,03 | 0,86 | 8,22 | 0,02 | 274,81 | 11,4 |
| 1981 | 37,30 | 118,03 | 97,92 | 10,14 | 19,77 | 0,97 | 8,91 | 0,01 | 293,05 | 11,4 |
| 1982 | 39,93 | 130,73 | 105,38 | 8,65 | 21,78 | 1,14 | 8,26 | - | 315,87 | 11,3 |
| 1983 | 41,75 | 140,36 | 117,92 | 7,43 | 18,45 | 1,42 | 8,78 | - | 336,10 | 11,4 |
| 1984 | 42,80 | 147,03 | 116,53 | 7,26 | 17,51 | 1,45 | 8,28 | 3,83 | 344,70 | 10,9 |
| 1985 | 44,18 | 151,07 | 124,47 | 6,47 | 15,08 | 1,35 | 8,39 | 7,09 | 358,09 | 11,6 |
| 1986 | 57,30 | 182,18 | 154,50 | 7,77 | 19,51 | 1,98 | 8,16 | 0,55 | 431,94 | 12,1 |
| 1987 | 64,52 | 201,53 | 184,50 | 7,47 | 22,82 | 1,99 | 7,27 | 0,78 | 490,89 | 13,3 |
| 1988 | 75,21 | 214,02 | 218,03 | 7,66 | 24,11 | 1,84 | 7,42 | 1,03 | 549,32 | 14,3 |
| 1989 | 92,01 | 234,61 | 276,67 | 7,39 | 137,53 | 3,55 | 10,06 | 0,98 | 762,80 | 17,2 |
| 1990 | 109,56 | 261,67 | 361,04 | 7,78 | 166,92 | 4,10 | 10,55 | 0,87 | 922,49 | 18,6 |
| 1991 | 131,02 | 282,64 | 461,64 | 7,36 | 215,99 | 5,11 | 9,83 | 1,06 | 1 114,63 | 20,6 |
| 1992 | 149,25 | 301,49 | 553,13 | 5,59 | 198,25 | 5,02 | 6,27 | 1,10 | 1 220,09 | 20,6 |
| 1993 | 194,43 | 383,77 | 747,11 | 5,05 | 188,74 | 6,10 | 0,03 | 0,42 | 1 525,70 | 19,2 |
| 1994 | 237,65 | 465,78 | 912,87 | 6,76 | 333,48 | 12,97 | 0,52 | - | 1 970,03 | 22,0 |
| 1995 | 278,26 | 526,96 | 1 046,34 | 7,06 | 245,13 | 13,40 | 0,06 | - | 2 117,21 | 22,3 |
| 1996 | 301,01 | 575,24 | 1 145,31 | 7,71 | 176,11 | 14,36 | - | - | 2 219,74 | 22,5 |
| 1997 | 326,15 | 642,47 | 1 269,62 | 7,81 | 166,44 | 17,31 | 0,31 | - | 2 430,11 | 23,3 |
| 1998 | 428,98 | 826,12 | 1 679,02 | 12,84 | 176,36 | 24,09 | 0,14 | - | 3 147,55 | 24,5 |
| 1999 | 558,46 | 1 025,05 | 2 101,79 | 17,15 | 189,88 | 31,54 | 0,17 | 4,33 | 3 928,37 | 25,5 |

*) Sans congé parental et allocation d'éducation.

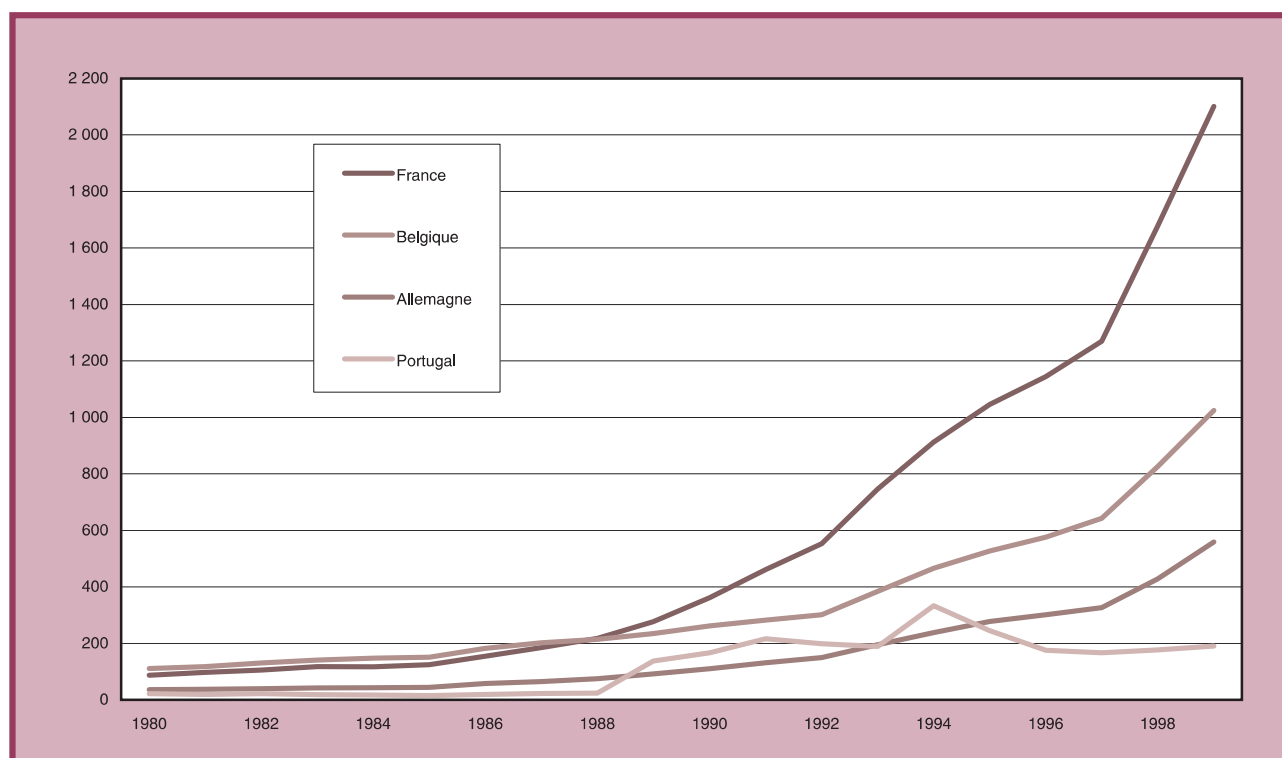
Graphique 3.2. - Evolution du montant des allocations familiales transférées dans les principaux pays
(en millions de francs)

Tableau 3.6. - Nombre d'indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger au 31 décembre 1999

| | Nombre d'indemnités | | | | Nombre d'indemnités | | |
|-----------|---------------------|------------|-------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | à plein temps | à mi-temps | Total | en % du total | premières allocations | deuxièmes allocations | Alloc mono-parentales |
| Allemagne | 77 | 15 | 92 | 15,11% | 77 | 2 | 13 |
| Belgique | 140 | 60 | 200 | 32,84% | 192 | 3 | 5 |
| France | 264 | 53 | 317 | 52,05% | 291 | 16 | 10 |
| Total | 481 | 128 | 609 | 100,00% | 560 | 21 | 28 |

Tableau 3.7. - Nombre d'allocations d'éducation transférées à l'étranger au 31 décembre 1999

| | Nombres d'allocations | | |
|-----------------|-----------------------|------------|-------|
| | entières | partielles | Total |
| Allemagne | 169 | 5 | 174 |
| Belgique | 52 | - | 52 |
| France | 47 | - | 47 |
| Portugal | 1 | - | 1 |
| Danemark | 1 | - | 1 |
| Espagne | - | 1 | 1 |
| Grande-Bretagne | 1 | - | 1 |
| Pologne | 1 | - | 1 |
| Suède | 1 | - | 1 |
| Etats-Unis | 1 | - | 1 |
| Autres pays | 7 | - | 7 |
| Total | 281 | 6 | 287 |

Tableau 3.8. - Indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger (en millions de francs)

| Année | Allemagne | Belgique | France | Portugal | Total | En % du total |
|-------|-----------|----------|--------|----------|--------|---------------|
| 1999 | 32,50 | 59,27 | 100,22 | 0,12 | 192,12 | 41,0% |

Section 4 - Récapitulation des principales catégories de prestations

Tableau 4.1. - Transferts aux non-résidents d'après les différentes gestions
(en millions de francs)

| Organisme payeur | 1975 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 provisoire |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|--------------------|
| Union des caisses de maladie | 362,3 | 632,8 | 1 046,3 | 2 333,0 | 4 987,2 | 5 288,0 | 5 500,0 |
| Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité | 538,2 | 980,9 | 1 683,6 | 2 861,2 | 5 483,6 | 6 778,2 | 7 226,0 |
| Caisse de pension des employés privés | 65,5 | 173,9 | 259,5 | 486,9 | 1 051,8 | 1 400,0 | 1 531,2 |
| Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels | 4,5 | 7,8 | 19,3 | 59,8 | 127,0 | 150,0 | 167,7 |
| Caisse de pension agricole | 0,5 | 1,0 | 2,3 | 5,6 | 18,6 | 18,6 | 18,7 |
| Caisse nationale des prestations familiales | 181,5 | 274,8 | 358,1 | 922,5 | 2 117,2 | 3 147,5 | 3 928,4 |
| Association d'assurance contre les accidents | | | | | | | |
| - Section agricole et forestière | 2,0 | 4,0 | 5,5 | 7,7 | 14,6 | 16,0 | 3,6 |
| - Section industrielle | 158,3 | 239,4 | 364,0 | 469,4 | 866,0 | 1 306,7 | 1 207,5 |
| Administration centrale - Service des pensions | 16,0 | 15,8 | 24,4 | 31,1 | 53,0 | 55,0 | 56,0 |
| Administration de sécurité sociale, pensions aux fonctionnaires | 0,0 | 0,8 | 1,3 | 2,0 | 2,8 | 3,0 | 3,0 |
| Société nationale des chemins de fer luxembourgeois | 1,0 | 1,2 | 1,0 | 0,2 | 0,2 | 1,0 | 1,0 |
| Administration de l'Emploi (chômage et réemploi) | 8,7 | 3,4 | 15,8 | 15,0 | 16,0 | 16,0 | 16,5 |
| Total des prestations aux non-résidents | 1 338,5 | 2 335,8 | 3 781,1 | 7 194,4 | 14 738,0 | 18 180,0 | 19 659,6 |

Adresses utiles

| <i>Organisme</i> | <i>Adresse</i> | <i>Adresse postale</i> | <i>Téléphone</i> | <i>Télécopieur</i> |
|--|--|--|----------------------|--------------------|
| Ministère de la sécurité sociale | L-2763 Luxembourg 26, rue Ste Zithe | L-2936 Luxembourg | 478-1 | 478-6328 |
| Ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse | L-2420 Luxembourg 12-14, av. Emile Reuter | L-2919 Luxembourg | 478-1 | 478-6570 |
| Ministère du travail et de l'emploi | L-2763 Luxembourg 26, rue Ste Zithe | L-2939 Luxembourg | 478-1 | 478-6325 |
| Inspection générale de la sécurité sociale | L-2763 Luxembourg 26, rue Ste Zithe | boîte postale 1308 L-1013 Luxembourg | 478-1 | 478-6225 |
| Centre commun de la sécurité sociale | L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch | L-2975 Luxembourg | 40141- 1 | 40 44 81 |
| Union des caisses de maladie | L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch | boîte postale 1023 L-1010 Luxembourg | 49 83 31-1 | 49 83 32 |
| Contrôle médical de la sécurité sociale | L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch | boîte postale 1342 L-1013 Luxembourg | 40 141-2060 | 40 78 62 |
| Conseil arbitral des assurances sociales | L-1528 Luxembourg 16, bd de la Foire | | 45 32 86-1 | 44 32 66 |
| Conseil supérieur des assurances sociales | L-1922 Luxembourg 2-4, rue Beck | | 26 26 04-1 | 26 26 05-38 |
| Office statistique des Communautés européennes | L-2721 Luxembourg 5, rue A. Weicker | L-2920 Luxembourg | 43 01-1 | 43 01-35399 |
| Service central de la statistique et des études économiques - STATEC | L-2449 Luxembourg 6, bd Royal | boîte postale 304 L-2013 Luxembourg | 478-1 | 46 42 89 |
| Caisses de maladie | | | | |
| Caisse de maladie des ouvriers | L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch | L-2973 Luxembourg | 40 11 2-1 | 40 06 11 |
| Agences | | | | |
| L-3260 Bettembourg | 4, route de Mondorf | boîte postale 27 L-3201 Bettembourg | 51 13 10 | |
| L-9711 Clervaux | 84, Grand-rue | boîte postale 36 L-9701 Clervaux | 92 11 01 | |
| L-9208 Diekirch | 16, rue Jean l'Aveugle | boîte postale 150 L-9202 Diekirch | 80 93 13 | |
| L-4660 Differdange | 9, rue Michel Rodange | boîte postale 11 L-4501 Differdange | 58 80 04 58 50 60 | |
| L-3510 Dudelange | 20, rue de la Libération | boîte postale 87 L-3401 Dudelange | 51 18 43 | |
| L-6486 Echternach | Porte St-Willibrord | boîte postale 18 L-6401 Echternach | 72 02 50 72 90 32 | |
| L-4132 Esch/Alzette | coin Grand-rue et rue de l'Eglise | boîte postale 332 L-4004 Esch/Alzette | 53 05 37 53 00 98 | |
| L-9063 Ettelbruck | Place Marie-Adélaïde | boîte postale 115 L-9002 Ettelbruck | 81 01 62 | |
| Goodyear L-7750 Colmar-Berg | av. Gordon Smith | boîte postale 2 L-7750 Colmar-Berg | 81 99-2914 | |
| L-6719 Grevenmacher | 9, rue du Centenaire | boîte postale 37 L-6701 Grevenmacher | 75 02 97 | |
| L-2449 Luxembourg-Ville | 8, boulevard Royal | | 47 17 84 | |
| L-7525 Mersch | rue de Colmar-Berg | boîte postale 92 L-7501 Mersch | 32 00 65 | |
| L-4756 Pétange | 2, place du Marché | boîte postale 18 L-4701 Pétange | 50 71 40 50 72 49 | |

Adresses utiles (suite)

| <i>Organisme</i> | <i>Adresse</i> | <i>Adresse postale</i> | <i>Téléphone</i> | <i>Télécopieur</i> |
|---|---|---|--------------------------|--------------------|
| L-8510 Redange/Attert | 33, Grand-rue | boîte postale 32 L-8501 Redange/Attert | 62 10 62 | |
| L-5574 Remich | 6, avenue Lamort-Velter | boîte postale 8 L-5501 Remich | 66 90 09 | |
| L-3710 Rumelange | Place G.-D. Charlotte | boîte postale 22 L-3701 Rumelange | 56 50 40 | |
| L-8443 Steinfort | Hôtel de Ville, 4, place Patton | boîte postale 43 L-8401 Steinfort | 39 00 61 | |
| L-9530 Wiltz | 6, Grand-rue | boîte postale 7 L-9502 Wiltz | 95 80 37 | |
| Administration des caisses de maladie de l'Arbed | | L-4006 Esch/Alzette | 53 13-3702 53 13-3703 | 53 13 37 99 |
| Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics | L-2132 Luxembourg 32, avenue Marie-Thérèse | L-2091 Luxembourg boîte postale 7 | 45 16 81 | 45 67 50 |
| Caisse de maladie des employés privés | L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch | L-2972 Luxembourg | 40 113-1 | 40 43 06 |
| Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux | L-2420 Luxembourg 20, avenue Emile Reuter | boîte postale 328 L-2013 Luxembourg | 45 05 15 | 45 02 01 222 |
| Entraide médicale des chemins de fer luxembourgeois | L-1616 Luxembourg 15, place de la Gare | boîte postale 1803 L-1018 Luxembourg | 49 90-4462 | 49 90-4501 |
| Caisse de maladie des profes- sions indépendantes | L-1631 Luxembourg 39, rue Glesener | | 40 52 02-1 | 40 52 02-218 |
| Caisse de maladie agricole | L-2714 Luxembourg 2, rue du Fort Wallis | boîte postale 2616 L-2969 Luxembourg | 40 51 15-1 | 48 56 85 |
| Caisses de pension | | | | |
| Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité | L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch | L-2977 Luxembourg | 40 141-1 | 49 52 92 |
| Caisse de pension des employés privés | L-1724 Luxembourg 1a, bd Prince Henri | L-2096 Luxembourg | 22 41 41-1 | 22 41 41-368 |
| Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels | L-1631 Luxembourg 39, rue Glesener | | 40 52 02-1 | 40 52 02-230 |
| Caisse de pension agricole | L-2714 Luxembourg 2, rue du Fort Wallis | L-2969 Luxembourg | 40 51 15-1 | 48 56 85 |
| Association d'assurance contre les accidents | L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch | L-2976 Luxembourg | 40 141-1 | 49 53 35 |
| Caisse nationale des prestations familiales | L-1724 Luxembourg 1a, bd Prince Henri | boîte postale 394 L-2013 Luxembourg | 47 71 53-1 | 47 71 53-328 |
| Administration de l'emploi | L-1229 Luxembourg 10, rue Bender | boîte postale 2208 L-1022 Luxembourg | 478-1 | 40 61 40 |
| Fonds national de solidarité | L-2330 Luxembourg 138, bd de la Pétrusse | boîte postale 2411 L-1024 Luxembourg | 49 10 81 -1 | 49 10 81-67 |
| Service national d'action sociale | L-2420 Luxembourg 12-14, avenue E. Reuter | | 478-1 | 40 47 06 |